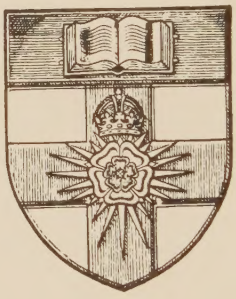
PR [C3 F
Revue]



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/guerres-mondiales-et-conflits-contemporains_1961_11

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME
GUERRE MONDIALE

ONZIÈME ANNÉE

N° 41

JANVIER 1961

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

—

1961

TOUS DROITS RÉSERVÉS

LES ORIGINES DE LA PROPAGANDE DE GUERRE FRANÇAISE : DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INFORMATION AU COMMISSARIAT GÉNÉRAL A L'INFORMATION (1927-1940)

Vingt ans après le désastre de 1940, la « drôle de guerre » ne suscite ni apologistes, ni témoins à décharge. Bien au contraire, l'évidence d'une double faillite diplomatique et stratégique a été, une fois de plus, mise en lumière à l'occasion de cet anniversaire (1). On savait aussi que ce qu'on appellerait aujourd'hui l' « action » ou la « guerre psychologique » (2) fut menée sans conviction ni méthode. Une telle constatation n'est pas pour surprendre : l'information et la propagande ne sont jamais que le visage et l'aile marchante de la politique ; lorsque celle-ci est démissionnaire, l'une et l'autre ne peuvent qu'enregistrer des échecs.

L'histoire cependant ne se contente pas d'énoncer des règles sociologiques. Si le procès de la politique d'information de 1939-1940 a été définitivement jugé par l'événement, il reste à instruire par l'historien. Une première tâche consisterait à déborder le souvenir exclusif du *Commissariat général à l'Information* et de son chef, l'écrivain-diplomate Jean Giraudoux.

En fait, ni la personnalité de l'un, ni le domaine de compétence de l'autre n'épuisent, à beaucoup près, le sujet. A plus forte raison n'en éclairent-elles ni les origines, ni les antécédents techniques ; la création d'un *Commissariat général à l'Information*, le 25 juillet 1939, est une décision politique fragmentaire qui ne met d'ailleurs pas fin aux atermoiements devant le problème général de la propagande, imposé par les totalitaires ; l'ordre donné, le 26 août suivant, de mettre sur pied le *Service d'Information pour le temps de guerre*, sorti tout casqué d'une enveloppe scellée à l'état-major est une mesure d'application de la mobilisation de la Nation, en conformité avec l'article 57 de la loi du 11 juillet 1938, organisant celle-ci pour le temps de guerre.

Le fait historique, pour reprendre une terminologie à la Cournot, est dans la rencontre de deux séries causales jusqu'alors demeurées indépendantes : l'une, fixée dans sa ligne réglementaire depuis 1929, traduit la préoccupation permanente des hautes autorités responsables de la Défense de faire concourir l'*information* à la conduite de la guerre et de définir la charte applicable à ses deux composantes « réglementaires », la *censure* et la *propagande*. L'autre n'est qu'une étape dans les tâtonnements et les balbutiements d'une *politique de l'information* qui se cherche et que la triple opposition de la doctrine républicaine, des passions partisanes et des

(1) Cf. J.-B. Duroselle, colonel J.-P.-L. Lyet *Le Monde* 10 et 11 mai 1960.

(2) En fait, cette expression se retrouve dans la bouche de deux députés : MM. Ernest Pezet et Louis Marin, lors du débat de février 1940, sur la politique d'information du gouvernement Daladier.

intérêts économiques empêche d'aboutir avant que le déclenchement des hostilités ne mette tout le monde devant le fait accompli. La nouveauté, entre le 26 août et le 1er septembre 1939, consista dans la mise à la disposition de ce général sans troupes, qu'était le haut commissaire, d'un organisme encore à créer dans les faits, dont l'économie et le personnel, soustraits jusqu'alors à son appréciation, correspondaient davantage aux vues de l'état-major qu'à une intention politique délibérée.

L'histoire du *Commissariat général à l'Information*, pendant la « drôle de guerre », et jusqu'à sa transformation tardive, au mois de mars 1940, en un ministère de plein exercice, est faite des contrecoups de cette malformation congénitale : si le désordre des esprits rend compte de la mollesse de notre propagande de guerre, celle-ci s'est trouvée handicapée initialement par les défauts d'une infrastructure institutionnelle, qui a porté au paroxysme une contradiction générale de la France de 1939 : une préparation *technique* à la guerre, souvent minutieuse, desservie par l'absence d'une volonté *politique*, capable de lui donner âme et de la diriger.

C'est l'histoire de ces vicissitudes, entre 1929 et 1939, que nous nous proposons de retracer en regroupant un certain nombre de faits épars autour de trois « têtes de chapitres » :

— Les origines et l'élaboration de la législation de l'information pour le temps de guerre.
— Les antécédents politiques et parlementaires du *Commissariat général à l'Information.*
— La propagande de guerre française à l'épreuve des institutions (septembre 1939-mars 1940).

Il ne sera donc pas question, dans ces pages, de porter un jugement de valeur sur le contenu de la propagande opposée à l'Allemagne, mais d'observer les vicissitudes et les tâtonnements de la pensée de nos dirigeants à l'égard d'une politique de l'information.

I. — Les origines et l'élaboration de la législation de l'information pour le temps de guerre (1927-1939)

En ce domaine, comme en plusieurs autres, la considération du *précédent* de la guerre de 1914-1918 a été déterminante : tirer les leçons de celle-ci, les intégrer, en les perfectionnant, dans une organisation codifiée, c'est une démarche qui a prévalu pour l'information comme pour la tactique et l'armement. Les travaux préparatoires, amorcés relativement tôt, au moins dès 1927, se subdivisent d'eux-mêmes en deux phases d'inégale durée, de part et d'autre de la « ligne de partage » de la loi du 11 juillet 1938. Avant cette date, toute l'initiative est effectivement assumée par l'autorité militaire, directement (état-major de l'armée) ou indirectement (Secrétariat général de la Défense nationale) ; après 1938, et sous l'empire d'une législation qui codifie la réglementation antérieure, la responsabilité gouvernementale et parlementaire est désormais engagée, sans que la liaison entre l'emploi de l'information dans la *conduite des opérations* et son rôle dans la *conduite de la guerre* en soit effectivement avancée.

Au cours de la première période, le précédent de la grande guerre

s'est manifesté au moins de trois façons : positivement, par le sentiment demeuré très vif, dans les milieux compétents, que la victoire militaire a été aussi une victoire de la propagande alliée ; négativement, par l'emprise du problème de la *Censure*, point névralgique en 1914, des relations entre le Parlement et le C.Q.G., et par une méconnaissance presque complète de la *Radio*, encore balbutiante, il est vrai, en 1927.

Les Allemands avaient eux-mêmes si bien reconnu l'importance du facteur psychologique dans leur défaite qu'ils en firent le point de départ d'une contre-propagande (le « poignard dans le dos ») et d'un système de révolution nationale *(Mein Kampf)*. C'est ainsi que, chez eux, les théoriciens de la propagande et les historiens de la guerre psychologique se prêtèrent un mutuel appui (1) et que le rôle de celle-ci fut en définitive mieux connu de nos anciens et futurs adversaires qu'elle ne l'était dans l'opinion française (2).

On résumera en peu de mots cette action. L'esprit dans lequel elle fut menée constitua un atout essentiel : le patriotisme de 1914 réconcilie la tradition et le socialisme sous l'invocation de la « guerre du droit » ; mais le succès technique fut aussi le fruit d'une action très souple où s'exprimait l'émulation de groupes agissant suivant leurs affinités spontanées. La spécialisation et la décentralisation furent ainsi la règle : *Service de Propagande aérienne*, *Union de Grandes Associations*, *Comité parlementaire d'Action à l'étranger*, *Maison de la Presse*, etc.

La coordination, accompagnée d'un essai de centralisation, ne vient que beaucoup plus tard, lors du ministère Clemenceau. Elle se manifesta, en mars 1918, « par la réunion, sous une direction unique confiée à M. Chaix, de la propagande contre l'ennemi, de la lutte contre la propagande ennemie, et de la propagande en France. Elle laissait en dehors le domaine d'application du ministère des Affaires étrangères. Ainsi fut créé le *Centre d'Action de Propagande contre l'ennemi*, dont l'existence fut officiellement consacrée par un arrêté interministériel du 3 mai 1918. Il relevait directement du Sous-Secrétariat à la Présidence du Conseil » (3).

Une nouvelle étape fut franchie le 30 mai 1918, lorsque parut un décret « réunissant sous l'autorité d'un *commissaire général à la Propagande*, relevant du Président du Conseil, les divers services d'information politique, diplomatique, économique et militaire, constitués en vue de la propagande et relevant des divers départements ministériels » (4).

En fait, le commissaire général à la Propagande eut essentiellement dans ses attributions la propagande sur les Alliés et sur les neutres, c'est-à-dire le secteur correspondant à la zone de compétence du ministère des Affaires étrangères ; pour le reste, sa prééminence se bornait à transmettre au chef

(1) Cf. Hermann WANDERSCHEEK, *Weltkrieg und Propaganda* ; von WALLENBERG, *Über Propaganda*. On trouvera une étude critique des sources et des ressorts de la *propaganda* hitlérienne sous la signature de Willi MUNZENBERG, *L'arme de la Propagande*, aux Éditions du Carrefour (1937), ouvrage très « engagé », mais fortement documenté.

(2) On fera exception pour le livre de HANSI et TONNELAT, *A travers les lignes ennemies* (Payot, 1922) : association significative de deux « germanistes » de formation bien différente, un caricaturiste et un futur professeur au Collège de France.

(3) Cf. *Note sur l'action morale et l'information en temps de guerre*, Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale, 3e section (juin 1927).

(4) *Ibid.*

du *Centre d'Action* les « indications générales reçues du gouvernement ». Tandis qu'un arrêté du 16 juin regroupait les activités du ministère des Affaires étrangères autour d'un *Service de Propagande dans les pays alliés ou neutres*, ayant à sa tête le commissaire général, un second arrêté du même jour instituait une *conférence interministérielle* qui, sous la présidence de ce haut fonctionnaire, recevait pour mission de *coordonner* au plus haut niveau toutes les branches de la Propagande.

Ces détails ont leur importance, car c'est de l'étude des regroupements opérés par Clemenceau qu'est sorti le projet de création d'un *Office central d'Information*. Ce prototype, repris et à peine modifié dans les *Instructions* secrètes ultérieures, est l'ancêtre authentique du Commissariat général de 1939. Les rédacteurs de l'avant-projet de 1927 (1) étaient mûs par une double inspiration, celle de faire avancer de pair l'*information*, en temps de guerre, avec l'*action morale*, vocable jugé dès cette époque plus satisfaisant que le terme de « propagande » (2) ; celle de distinguer la « centrale » (conception, documentation, directives), c'est-à-dire l'organe de commandement, des organes naturels de diffusion dans le public (collectivités, presse, publicité, radios, etc.), pour des raisons techniques autant que psychologiques.

L'idée n'était pas sans valeur, mais sa mise en organigramme ne pouvait être que défectueuse : « technocrates » avant la lettre et à leur insu, les planificateurs militaires de 1927 voulaient parachever la concentration amorcée par Clemenceau, en réunissant sous une autorité unique l'information extérieure et l'information intérieure, l' « action morale » défensive (la censure) et offensive (la propagande) : c'était trop pour les habitudes françaises de compartimentage administratif et trop aussi pour la tradition républicaine de vigilance à l'égard des pouvoirs. Or, pour cette tâche herculéenne, on ne prévoyait que les faibles épaules d'un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, cette partie de l'administration étant considérée comme la principale partie prenante de la guerre psychologique à venir.

L'erreur était cependant plus technique encore que politique ; l'importance de la censure avait été proportionnelle, au cours de la précédente guerre, au quasi-monopole de la presse et de l'imprimé en général et l'on entreprenait de la perfectionner, en 1927, pour remédier aux défauts constatés dans son fonctionnement, dix ans auparavant, sans s'aviser que les données du problème allaient être totalement bouleversées par le développement précipité de la radio : substitution du langage parlé au langage écrit, transmissions instantanées, censure déjouée. Ces trois caractéristiques, entre beaucoup d'autres, étaient proprement révolutionnaires. Les habitudes françaises jouèrent contre la préparation

(1) Document cité précédemment ; il demeure à la base de toute la réglementation ultérieure.

(2) Le mot est dès cette époque — donc avant toute contamination par l'hitlérisme — frappé de suspicion. Il évoque à la fois l'intervention officielle et son corollaire, une coercition en puissance.

effective de la mobilisation de l'information (1) et, en 1939, notre équipement radio-électrique se trouva surclassé par l'adversaire, sans que l'homme responsable de la conduite de la propagande, de surcroît peu familier professionnellement avec la radio, eût la moindre autorité réelle sur un service d'État grandi dans l'anarchie.

On pourrait encore relever d'autres hésitations dans la pensée des responsables successifs de l'information de guerre. Si le rédacteur de 1927 insistait, dès l'abord, sur l'importance de dépouiller l' « action morale » de tout caractère de « propagande », un commentateur, probablement instruit par l'exemple du nazisme, notait en marge, quelques années plus tard : *Quelle erreur ! Elle a été la cause de toutes les autres.* Ainsi était ouvert un débat qui n'a jamais cessé, depuis lors, d'agiter les esprits : propagande « souple » ou propagande « appuyée » ? et, dans l'un ou l'autre cas, doit-on plier les structures de l'information aux structures de l'action administrative ou l'en affranchir ? Autre sujet de débats toujours pendants.

Conscients, malgré tout, de la gageure de créer, *ex nihilo*, en cas d'hostilités, un service de guerre psychologique, les hommes de 1927 pouvaient conclure : *La constitution de l'office central étant ainsi arrêtée, il appartiendrait ensuite à chacun des ministères intéressés de voir si l'efficacité de chacun des services en temps de guerre implique ou non l'existence d'un service embryonnaire en temps de paix. La réponse ne sera pas douteuse, par exemple, en ce qui concerne la propagande à l'étranger. La question de l'action morale en temps de paix dépasse le cadre de cette étude* (2). Constatons seulement qu'elle la dépassait, en effet, à ce point qu'en 1939 les gouvernements n'avaient pas encore pris position et qu'on en discute encore en 1960.

Une autre étude de même origine, et datée d'octobre 1927, traitait spécialement du problème de la *censure* (3). On sait que cette dernière avait été établie pour la durée de la guerre, par une loi du 5 août 1914, « réprimant les indiscrétions en temps de guerre ». Elle visait à substituer une procédure préventive aux mesures de saisie autorisées par la loi de 1849, relative à l'état de siège. Cette loi fit l'objet de nombreuses circulaires d'application qui témoignent de la vigilance des parlementaires de l'époque. La censure demeura un organisme militaire, toujours exposé à déborder du contrôle des informations militaires et diplomatiques sur celui de l'ensemble des informations politiques : un essai de dédoublement s'étant révélé infructueux, l'on s'arrêta au compromis

(1) On touche du doigt le drame français d'alors : s'il est assez méritoire que des Services de la Défense nationale aient entrepris de mettre sur pied, douze ans avant un nouveau conflit, un Service d'Information de guerre, cette avance sur le « calendrier » se traduisit en fait par un retard sur l'événement : les Allemands, partis plus tard, ont fait leur mobilisation en cinq ans... La remarque vaut aussi pour l'armement.

(2) *Ibid.*

(3) *Note sur les restrictions à apporter en temps de guerre à la liberté d'information par la presse ou autres moyens* (S.G.D.N., 1re section). Les « autres moyens » se référaient au cinéma et aux tracts postaux ; on avait ajouté à la main : « Téléphonie sans fil. »

suivant lequel le chef de la censure, militairement responsable de ses décisions, recevait ses directives, non du ministère de la Guerre, mais de la Présidence du Conseil (1).

Le rédacteur de la note de 1927 allait plus loin : il proposait de définir dans un texte de loi, au nom de l'extension du domaine des responsabilités de la Défense nationale, le principe de la censure politique, de telle sorte que celle-ci pût entrer en vigueur, en cas de tension internationale, sur une simple décision gouvernementale. Le général Colson, alors directeur adjoint du Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale, écrivit en marge :

> Le général Colson estime qu'avant de saisir de la question les ministères intéressés, il y a lieu de les mettre dans l'ambiance — ce qui peut se faire en étudiant les modalités de l'information en temps de guerre, en en disant un mot au cours des réunions qui vont avoir lieu.
>
> Après la Commission d'Études (2), on les saisira de la question par consultation et on pourra rédiger un texte que le général Serrigny *(directeur du S.G.)* pourra montrer au Président du Conseil (3).

Cette prudence tactique de la hiérarchie paraît avoir été couronnée de succès. Nous ne sommes pas renseignés sur le détail des consultations annoncées mais toujours est-il que, le 17 janvier 1929, une *Instruction sur le fonctionnement de l'Information en temps de guerre* était revêtue de la signature du Président du Conseil, Raymond Poincaré (4). Cette instruction, mise à jour le 6 novembre 1937, remaniée le 15 juillet 1939, constitue la charte de l'information pour le temps de guerre.

Il n'est pas question d'étudier dans le détail l'« Instruction Poincaré ». D'après les textes, il devait être créé, à la mobilisation, un Service général d'Information relevant directement du Président du Conseil et son porte-parole exclusif auprès de la Presse et de l'Opinion. Ce service est chargé d'exercer, sur l'une et sur l'autre, une « action morale conforme aux intérêts de la Défense nationale ».

C'est pourquoi censure et propagande sont réunies sous la même haute direction. Le directeur général, fonctionnaire des Affaires étrangères, dispose d'un Cabinet, véritable état-major civil, constitué de représentants des divers ministères intéressés, d'un *Bureau de la Documentation* (5), centralisateur des renseignements de toute origine, et d'une *Section d'Etudes*

(1) On consultera utilement le livre de Marcel Berger et Paul Allard, *Les secrets de la censure pendant la guerre*, Les Portiques, 1932.

(2) La Commission d'Études examinait les projets à soumettre aux délibérations du Conseil supérieur de la D.N.

(3) Note citée p. 2 de l'envoi.

(4) Présidence du Conseil C.S.D. N/SG n° 89 DN/I.

(5) « qui reçoit », dit le texte, « les renseignements indispensables pour la continuité de la lutte dans le domaine moral et *psychologique*. » Nous soulignons à dessein cette épithète ; éclairés par l'histoire présente nous dirions que le domaine *moral*, c'est l'action psychologique ; le domaine *psychologique*, c'est la guerre psychologique contre l'adversaire. Ainsi Raymond Poincaré, austère républicain, se trouve-t-il être l'ancêtre authentique d'une terminologie, réputée nouvelle, que l'on retrouve également, en mars 1940, dans la bouche de deux députés, MM. Louis Marin et Ernest Pezet, ainsi qu'il a été dit plus haut.

pour l'étranger. Il est assisté de deux directeurs adjoints : l'un officier général (de « l'armée de terre », dit le texte) exerce la direction du contrôle des informations et veille à l'harmonie des directives gouvernementales et militaires ; l'autre, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, dirige l'information en France. L'attribution de cette mission à un département ministériel aussi « marqué » peut surprendre. Elle s'explique par la coutume constitutionnelle de la III[e] qui faisait du ministère de l'Intérieur, le ministère « politique » par excellence et par une raison technique sur laquelle nous devrons revenir, à savoir le rôle pilote qu'il lui était demandé d'exercer en matière de mobilisation économique du secteur de la presse.

L'Instruction Poincaré prévoyait quatre organes d'exécution, ancêtres des directions du commissariat de 39 : informations en France, informations à l'étranger ; communications à la presse, contrôle des informations. On voit apparaître, sous-jacente à cette articulation, le dualisme des services d'information et d'action morale.

La responsabilité de préparer la mobilisation de l'ensemble du S.G.I. est dévolue au ministère des Affaires étrangères. Le même trialisme, ébauché dans la direction, confiait, sur ce point encore, aux ministères de l'Intérieur et de la Guerre, des responsabilités associées.

L'Instruction posait aussi les principes applicables à l'exercice de la censure. Tout en faisant réserve des droits du législateur, elle optait — après consultation des chefs de la censure de 1914 — en faveur d'un système aussi souple que possible. La conclusion tirée de la pratique était que le contrôle préventif, pour être efficace, devait être un contrôle de persuasion. Mais le fonctionnement de la censure en France achoppe sur deux obstacles permanents, la centralisation et l'arbitraire. S'il est possible, à Paris même, d'entretenir de censeur à journalistes des relations de confiance efficaces, l'institution d'une censure régionale ou pis départementale, subordonnée à l'échelon central, engendre des retards et des craintes paralysantes : on ferait un livre des bévues de la censure locale en 1939-1940. Quant à l'arbitraire, il se manifeste à Paris par l'ingérence ministérielle : chaque Excellence ou son Cabinet entend imposer des normes à la censure pour mieux protéger sa sphère de compétence et d'action ; en province, le conflit entre l'autorité militaire — régionale —, et l'autorité préfectorale — départementale —, est quasi inévitable et il faut encore faire la part des rivalités de clochers. Les auteurs de l' « Instruction Poincaré », sans s'exprimer aussi nettement dans leurs travaux préparatoires, avaient conscience de ces difficultés ; ils préconisèrent des contacts plus étroits à l'échelon local, entre autorités civiles et militaires, et ils comptaient sur l'autorité personnelle du directeur général du Service d'Information, exercée au nom du Président du Conseil, pour établir à Paris l'unité de vues et de responsabilités indispensables. L'avenir, c'est-à-dire le comportement des institutions et des hommes en 1939-1940 devait, là encore, déjouer leurs prévisions (1).

En résumé, l' « Instruction Poincaré » n'instituait pas une agence technique de Propagande ; elle renvoyait, pour exécution, aux véhicules naturels ou professionnels de l'action psychologique, c'est-à-dire à

(1) Le contrôle des informations reste distinct des contrôles postaux (contrôle postal, proprement dit, télégraphique, téléphonique), qui sont placés sous l'autorité exclusive du ministre de la Guerre. En matière de contrôle des télégrammes de presse et d'agence, destiné à compléter le fonctionnement du contrôle des informations, l'autorité militaire fournit seulement un personnel spécialisé. Le contrôle des communications privées était né, dès la guerre précédente, et au moins officiellement, de la nécessité de déjouer l'action subversive de l'adversaire (tracts sous enveloppes, cartes postales, etc.).

l'ensemble des supports publicitaires. Cette conception était assurément raisonnable, mais elle préjugeait de l'unité de vues de l'organisme directeur, alors que la lourdeur de l'appareil administratif, prévu pour son fonctionnement, devait un jour aggraver encore la débilité congénitale de l'ensemble.

Cette construction toute théorique ne pouvait prendre vie que si elle était servie par une « logistique » appropriée. En d'autres termes, quel statut entendait-on réserver aux techniciens de l'Information, en général, et à quel type de mobilisation économique s'arrêterait-on en ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales de la presse ? Comment enfin, si elles devaient participer de plein droit à l'effort de guerre psychologique, leur fonctionnement effectif serait-il assuré en dépit des hostilités ?

Problème épineux, car l'Information ne jouit pas, en France, de la considération gouvernementale, comme en Angleterre, et elle n'est pas non plus regardée comme une industrie susceptible de concourir à l'effort de guerre au sens classique du terme. Cependant, on rendra cette justice à la *Fédération nationale des Journaux français*, qu'elle avait officiellement saisi le Président du Conseil *dès 1927*, en vue d'être fixée sur le sort qui serait le sien en cas de guerre : c'est le type de question qui trouve toujours l'administration démunie. D'ailleurs, la matière est au carrefour des rivalités d'intérêts et d'influence et il avait été beaucoup plus aisé, pour l'autorité militaire, de trouver la voie d'une instruction présidentielle pour définir les principes généraux qu'il ne le fut, par la suite, de découvrir les chemins de l' « intendance ».

La première difficulté provenait de l'incertitude sur le ministère « mobilisateur ». On décida, en 1930, toujours sous la signature du Président du Conseil (1), que ce serait le ministère de l'Intérieur. C'était confondre tutelle politique et mobilisation économique. Cependant le gouvernement suivit en cela l'avis de la Commission d'Étude du *Conseil supérieur de la Défense nationale* et fut ainsi en mesure, trois ans après, et presque jour pour jour, de fournir un premier apaisement à la Fédération.

Mais le ministère de l'Intérieur, d'emblée, se montra peu disposé à se pencher sur ces problèmes techniques : situation des membres de la presse au regard des obligations militaires, approvisionnement en matières premières (particulièrement *la cellulose*) et en matériel, moyens de transports, communications. Tel était pourtant le programme assigné par M. Marcel Héraud au nom du Président du Conseil : dans une lettre à son collègue de l'Intérieur, où il se référait à l'Instruction du 17 janvier 1929, il demandait à celui-ci de prévoir la composition et le fonctionnement, en vue d'un jour J, d'une *Commission supérieure de la Presse*, qui serait

(1) N° 105 D.N.I. du 19 mars 1930.

chargée de représenter la profession auprès du *Service général d'Information* (1).

Cependant, une nouvelle lettre de la Fédération revenait à la charge le 24 octobre 1931, et un projet de loi sur le régime de la presse en temps de guerre était élaboré avec l'avis technique de cinq ministères (Guerre, Intérieur, Colonies, Justice, Affaires étrangères). Mais, en avril 1933, une note intérieure signalait qu'aucune réponse n'avait été faite encore à la Fédération, l'affaire étant restée dans les cartons. L'avis du ministère de l'Intérieur était que la presse constituant une « activité privée » au même titre que l'édition ou la librairie, lui-même n'avait pas qualité pour intervenir. Les difficultés techniques étaient d'ailleurs réelles : la mobilisation économique devant être organisée par catégories de produits et non par catégories professionnelles, il en résultait, pour la presse, un écartèlement entre plusieurs ministères « fournisseurs ». Dernière difficulté enfin, cette industrie n'était pas considérée comme activité nationale justiciable de l'affectation spéciale.

Les résultats de cet écartèlement sont flagrants : si, grâce à des interventions pressantes — ce fut le cas en particulier des Messageries Hachette — l'autorité militaire accepta d'étudier la possibilité d'aménagements au principe de la réquisition des biens et des personnes en temps de guerre, la jurisprudence constante du Conseil d'État, interprétatrice des textes en vigueur, continua de refuser aux membres de la profession le droit d'être mis en affectation spéciale. Faute d'accepter de reprendre l'étude du dossier depuis le début, on s'exposait à ne pallier le risque d'une désorganisation de la presse que par le biais de mesures individuelles contestables.

On demeure perplexe à constater l'entêtement du ministère de l'Intérieur à ne vouloir retenir du *leadership* qui lui avait été dévolu en 1930 que l'aspect strictement politique. Cette persévérance devait provoquer — nous anticipons — les 16 et 18 août 1939, un échange de correspondances avec la Présidence du Conseil, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité technique de la mobilisation de la presse (2). Seule concession à la réglementation de 1930, le ministre de l'Intérieur accepta, *in extremis*, lors de la crise de septembre 1938, de réunir une *Commission mixte*, composée de représentants de l'administration et de la profession pour essayer de mettre sur pied une procédure d'urgence, en faveur des approvisionnements indispensables au fonctionnement de la presse, en cas d'hostilités.

Cette incursion dans la seconde phase de l'organisation de l'information pour le temps de guerre laisse à prévoir les difficultés considérables opposées, par le retard des institutions et la résistance des habitudes administratives, à la réalisation effective du plan de mobilisation psycho-

(1) N° 106 D.N.I.

(2) Lettre n° 883 D.N., 16 août 1939, Présidence du Conseil (section de D.N.) au ministre de l'Intérieur. Réponse, lettre n° 1784, Cabinet du ministre, 18 août 1939.

logique conçu près de dix ans auparavant : le désarroi politique des années 1934 à 1936, la rivalité des « bellicistes » et des « Munichois » en 1938, les manœuvres subversives de la pénétration hitlérienne dans toute cette période ajoutent leurs troubles et leurs équivoques à l'impéritie de la démocratie parlementaire déjà atteinte dans ses œuvres vives.

II. Les antécédents politiques et parlementaires du Commissariat général a l'Information

L'évolution se précipite, en effet, avec la remontée en trombe de l'Allemagne et le déferlement victorieux du nazisme en Europe centrale. Le mouvement hitlérien tend à devenir supra-national et ses effets se font sentir dans la France idéologiquement déchirée depuis la crise de 1934 : incertaine de sa légitimité politique, en proie à une anémie économique dont l'effet retardateur est encore entier en 1938, la IIIe République accuse sa sénescence. Le phénomène le plus grave apparaît dans le débordement des partis par les factions de la Droite et les mouvements de masse du Front populaire ; leur antagonisme ne rejaillit pas seulement sur l'interprétation de la guerre d'Espagne qui, à son tour, l'exaspère, mais il vicie fondamentalement la conduite de la politique étrangère face à la menace hitlérienne chaque jour plus insolente.

Le drame des institutions se joue dès lors sur deux plans : au plan extérieur, toute attitude de défense militante contre les prétentions hitlériennes est taxée par l'extrême-droite nationaliste (à peu d'exception près, tel Kerillis) de *bellicisme* : des hebdomadaires comme *Candide* et *Gringoire* mènent l'attaque contre les hommes politiques et les fonctionnaires des Affaires étrangères qui tentent de faire échec ou d'opposer un barrage à la propagande italo-allemande. La position des gouvernements, depuis 1936 (Blum, Daladier), est inconfortable à l'extrême, car la prémobilisation — industrielle et psychologique — de la Nation se heurte à la fois aux préventions de la Droite et aux revendications économiques et sociales de la Gauche.

Au plan intérieur, la faiblesse de l'État républicain se manifeste tout particulièrement en matière d'information. Jusqu'en 1938, la Radiodiffusion échappe presque totalement à son action ; les grands organes d'information, forts d'un système d'appropriation privée soigneusement soustrait à toute publicité indiscrète, sont non seulement tout-puissants, au moins négativement, sur l'opinion, mais ils échappent en droit et en fait à toute responsabilité dans l'exercice de leur activité professionnelle : sources d'informations, origines des ressources financières, etc., et cela malgré des tentatives pour reviser la loi de 1881 sur la presse. Cette situation est doublement dommageable : face au monopole de la propagande d'un Gœbbels, elle ouvre déjà nos frontières à l'ennemi, dont la manœuvre consiste, entre autres, à dénoncer comme fauteurs de guerre ceux qui tentent de faire barrage à son influence ; et face aux nécessités de l'orga-

nisation de guerre, elle crée, entre la situation juridique prévue pour celle-ci et la situation du temps de paix, un hiatus insurmontable. En d'autres termes, la préparation *effective* d'un *Service d'Information pour le temps de guerre*, qui n'avait de chances d'aboutir que dans le sillage et par l'apprentissage d'une *politique d'information gouvernementale* de plein exercice, s'en trouve définitivement compromise.

Les années 1930 à 1940 ont introduit dans notre civilisation une arme dont les dommages n'ont pas fini d'être ressentis : c'est le viol de la paix civile par la guerre politique. La propagande hitlérienne se définit, à la fois, par un tel système de violence et par l'emploi forcené des techniques de communications de masses, au bénéfice de l'impérialisme de la subversion. Mais la vulnérabilité de la France, politiquement exsangue et en état d'hibernation économique, s'est trouvée aggravée à ce moment précis, de toute la violence de l'agression dirigée contre elle et la préparation officielle de la mobilisation psychologique doit être replacée dans ce contexte que l'action de quelques hommes ne réussit pas à modifier fondamentalement.

Avec des tempéraments différents, l'effort de Léon Blum et celui d'Édouard Daladier s'inscrivent dans une ligne solidaire. Blum était plus « politique », Daladier plus « militaire ». Le premier a tenté d'établir la Présidence du Conseil sur un pied de préséance et d'organisation conforme à la conduite d'une politique. Il fut probablement, dans sa génération, le plus convaincu de la légitimité de prolonger l'action du pouvoir par une politique d'information *extra muros*.

L'idée, à vrai dire, n'était pas nouvelle : dès 1920, la Commission des Affaires étrangères se préoccupait du problème de la propagande française et un parlementaire, M. Géo Gérald, déposa, la même année, un projet de résolution invitant le gouvernement à se saisir d'urgence de la question (1) ! Le rapporteur, M. de Castellane, concluait : « La France est dans la nécessité de « créer immédiatement un Service d'Information. » Entre ce rapport, de 1922 et 1936, Pierre Laval avait déclaré devant la Commission des Affaires étrangères : *Je ne crois pas à la propagande* (1935), et le problème resta pendant jusqu'à son aboutissement provisoire sous l'impulsion du ministère Blum.

Une première décision créa une *Commission interministérielle pour l'Action et l'Information françaises à l'étranger* : c'était encore peu (2). Les milieux politiques qu'inquiétait l'absence de parade directe contre les menées totalitaires et qui s'efforçaient de remonter le courant d'hostilité — dogmatique ou intéressée — à l'égard de toute initiative de l'État, tentèrent d'obtenir davantage. Il est intéressant de noter que M. Jean Mistler, porte-parole des jeunes radicaux, justifiait, en ces termes, la

(1) Cf. sur tous ces points, l'intervention de M. Ernest Pezet, à la Chambre des Députés, le 23 février 1940 (*J.O.*, 24 février 1940), Débats parlementaires, p. 293 et suiv.

(2) *J.O.*, 17 octobre 1936, p. 10874, complété par décret du 30-12-1938 (*J.O.*, 31 décembre 1938) instituant une *section permanente*.

proposition de réunir en un seul organisme les services de propagande éparpillés dans les divers ministères : « On ne peut pas lutter avec des procédés aussi arriérés que les nôtres contre les systèmes modernes de nos riveaux » (1), mais une tentative de création d'un ministère de l'Information, confié par Léon Blum à M. Frossard, se révéla éphémère : l'institution fut supprimée quelques semaines plus tard par M. Daladier ; elle ne prendra corps qu'au printemps de 1940.

M. Daladier, en effet, par tempérament et par nécessité, a été surtout ministre de la Défense nationale. Il entreprit de briser les résistances opposées un peu partout à la préparation de la mobilisation de la Nation. Mais la multiplicité des tâches, les cloisonnements et la force d'inertie n'ont autorisé, en fin de compte, que des actions intermittentes et fragmentaires. A cet égard, deux questions sont particulièrement révélatrices pour notre domaine, la *situation de la Radiodiffusion*, d'une part, les *relations avec la Presse*, d'autre part, et l'on pourra toujours épiloguer sur le point de décider si c'est l'absence d'une autorité ministérielle chargée de l'Information qui en a retardé les solutions techniques et réglementaires, ou si ce n'est pas plutôt l'absence de décisions préparatoires qui rendait vaine, d'entrée de jeu, toute conception politique d'un ministère de l'Information.

L'hitlérisme a rendu éclatante la puissance nouvelle de la Radio. Mais le fascisme, spéculant plus directement sur les rivalités coloniales, ne lui céda pas en violence. Le conflit italo-éthiopien transforme la Méditerranée en brûlot et le poste de *Radio-Bari*, prenant la France et la Grande-Bretagne au dépourvu, lie, dès ce moment, le nationalisme arabe et les revendications territoriales italo-allemandes. Ce n'est cependant qu'au temps de l'alerte de Munich que les Pouvoirs publics français commencent à sortir de leur inaction. Le 15 octobre 1938, dans la *Revue des Deux Mondes*, le général Niessel consacrait un article sagace à la question de la Propagande par radio, mais nous étions décidément loin de compte ; un reportage du *Figaro* (2) contenait cette observation : « Il a fallu l'alerte de septembre pour que le *Radio-Journal* de France ait un fil direct avec le Quai-d'Orsay. » Telle était, en effet, la possession d'état de la presse écrite que toute concurrence sur les ondes eût paru une atteinte à ses privilèges. Si un décret du 17 septembre 1938 donnait autorité au ministre des P.T.T. sur les postes privés, le contrôleur installé à cet effet fut retiré après la crise. « Un traitement unilatéral ne pouvait être infligé à la presse parlée », estimait-on en haut lieu ; pas davantage ne pouvait-il « être question d'instituer une sorte de radio officieuse contraire à nos habitudes d'esprit » *(sic)*. Ce n'est que le 2 février 1939 qu'un souci de contre-propagande commence à se faire jour : le ministre des P.T.T. annonce que l'équipement radio-électrique de l'Afrique du Nord va être activement poussé

(1) 25 février 1938 (*J.O.*, 26 février 1938), Débats parlementaires, p. 602.

(2) *Figaro*, 25-26 octobre 1938. I. — Le ministre des P.T.T. parle de la Radiodiffusion ; II. — Les radiodiffuseurs dans leur pauvre officine.

(déjà la question de la puissance des émetteurs !) à titre de mesure de sauvegarde et de Défense nationale.

Dans l'intervalle, la Présidence du Conseil, éclairée sur la nécessité d'inclure explicitement le contrôle de la radio dans le contrôle des informations et d'en assurer le fonctionnement, dès avant l'ouverture des hostilités, prenait un décret qui fit figure de coup d'État : le 2 février, en effet, le *Conseil supérieur des Émissions de la Radio* était réorganisé et placé sous l'autorité du Président du Conseil ; le 4 février, le *chef du Service du Contrôle de la Radiodiffusion* à la Présidence du Conseil est chargé, sous l'autorité directe du Président du Conseil et du ministre des P.T.T., de *diriger* et d'*administrer* le *Centre permanent de l'Information générale* (chargé de toutes les émissions autres que techniques et culturelles). En clair, il s'agissait de reprendre en main le *Radio-Journal*, né des circonstances de 1938. Tel est l'acte de naissance d'un des Services les plus en flèche de la Radio-Télévision d'aujourd'hui : la Direction des Informations. Le 29 juillet enfin, un autre décret plaçait l'administration de la Radiodiffusion sous l'autorité du Président du Conseil et nommait un directeur général en la personne de M. Léon Brillouin, physicien, professeur au Collège de France. Simultanément les *Commissions supérieures*, qui avaient jusque-là formé les exécutifs de la Radio (c'est-à-dire un régime de « Polysynodie »), étaient mises en sommeil ou réorganisées, en particulier celle qui était responsable des émissions sur l'étranger. Il s'agissait, en premier lieu, de rompre avec une certaine tradition de clientèle et d'entreprendre, tardivement, un effort de mobilisation et d'équipement en rapport avec la montée des périls. Mais la nouvelle branche « politique » de la Radio allait être placée dans une situation telle que, sous couleur de mieux dépendre des directives de la Présidence du Conseil, elle serait soustraite, en fait, et à celles du directeur général de la Radio, et pour plus tard à celles du haut-commissaire à l'Information. Comme il arrive en pareil cas, la personnalité de son animateur, M. Lohner, fut diversement commentée, mais ce dualisme originel de la Radio et des autres branches de l'Information devait peser sur l'organisation et sur le fonctionnement du service prévu pour le temps de guerre.

Les relations gouvernementales avec la presse offrent un autre exemple de l'état embryonnaire des conceptions relatives à la politique d'information : la préparation de la mobilisation industrielle de la presse demeura jusqu'au bout suspendue à la définition d'une mobilisation psychologique dont les principes ne furent jamais élucidés ; suivant que l'on ferait la guerre avec ou sans la Presse, celle-ci devrait bénéficier d'un statut privilégié ou suivre le droit commun au regard des exigences de la mobilisation militaire proprement dite.

Avant le vote de la loi du 11 juillet 1938, l'*affectation spéciale* était régie par le décret du 27 septembre 1930, et seules les entreprises dites d'intérêt national pouvaient y prétendre pour une fraction de leur personnel. On a déjà vu que la jurisprudence du Conseil d'État s'était refusée

à assimiler les entreprises de presse aux entreprises nationales prioritaires. Outre le respect des textes, la Haute Assemblée considérait sans doute moins, en cette affaire, la carrière ouverte à l'information dans la guerre politique que le désir, d'ailleurs légitime, des entreprises de presse de sauvegarder la continuité de leurs intérêts professionnels. Le rapprochement des positions ne se fit que peu à peu, au sein d'une institution réunie sous la pression de l'événement, la *Commission interministérielle de la Presse* (1).

Un arrêté du 25 septembre 1938 lui donnait mandat *d'étudier les dispositions de toutes natures qu'il conviendrait d'arrêter dès le temps de paix et qui sont destinées à assurer dans les meilleures conditions possibles la vie de la presse française en temps de guerre.*

Elle se réunit dès le 27 septembre, au ministère de l'Intérieur ; lors d'une nouvelle rencontre, le secrétaire général de la Fédération nationale des Journaux français constatait : « La Presse n'est pas encore une des industries dont les rapports avec la Défense Nationale aient été réglés par les arrêtés des 5 avril, 7 mai, 3 août 1938 et elle ne peut revendiquer les garanties accordées à ces industries. » Le 7 octobre, la Commission votait une motion recommandant que « les industries de la presse soient assimilées, en ce qui concerne leur approvisionnement, aux usines de guerre et en ce qui concerne les affectations spéciales, qu'elles soient inscrites au tableau 3 de l'Instruction du ministre de la Défense nationale du 27 juillet 1937 ».

Cependant, malgré les diligences du Secrétariat général du C.S.D.N. et, les réitérations de la Commission (on ne compte pas moins de 6 réunions entre les 22 mars et 25 août 1939), aucune charte d'ensemble ne put être élaborée. Le caractère industriel hybride de la Presse, l'entrecroisement des intérêts engagés dans cette affaire, la lenteur et le formalisme des procédures militaires constituaient autant de handicaps infranchissables pour une volonté politique incertaine.

Mention particulière doit être faite des relations gouvernementales avec l'*Agence Havas*. A l'Assemblée ordinaire du 17 juin 1938, le président, M. L. Renier, annonça, en termes sibyllins aux actionnaires présents, des « décisions graves », en rapport avec le déficit de la branche Information. Dans le même temps, des conversations confidentielles allaient aboutir, le 11 juillet suivant, à la décision de M. Georges Bonnet, agissant au nom du gouvernement, de prendre en charge, sur les fonds spéciaux du ministère des Affaires étrangères, le budget d'*Havas-Information* pendant 10 ans, à condition que l'agence soumette à l'agrément du ministre la nomination d'un directeur général responsable de l'exécution des accords intervenus. Le ministre des Affaires étrangères s'assurait encore le même contrôle sur les nouveaux administrateurs et se voyait substitué à *Havas* dans l'exercice du droit de vote attaché aux titres de l'agence Radio.

(1) Celle-là même dont la création avait été décidée en 1930 !

L'intérêt de l'opération était réciproque : *Havas* se déchargeait de l'exploitation d'une branche déficitaire, que la difficile gestation d'une convention collective rendait encore plus aléatoire, pour concentrer ses moyens sur la branche Publicité et sur des prises d'intérêt dans des branches d'avenir concurrentes de la presse : radio, cinéma (1). L'État français, de son côté, très handicapé dans la concurrence internationale *(Reuter, D.N.B.)*, s'assurait un moyen d'action et coupait court aux tentatives de pénétration de l'étranger. Toute la suite des tribulations politiques et commerciales, d'*Havas* à *France-Presse*, découle de la transaction de 1938. Dans l'immédiat, le contrôle sur *Havas-Information* allait permettre de mobiliser sur place les correspondants de l'Agence dans les capitales étrangères, en vue de constituer les antennes extérieures du Service d'Information pour le temps de guerre (2), prévues par l'Instruction en vigueur.

C'est, en effet, à la mise au point de ce service destiné à devenir le *Commissariat général à l'Information*, qu'il faut en revenir. Sans doute, le S.G.I. de l' « Instruction Poincaré », mise à jour le 6 novembre 1937, ne prétendait-il pas à constituer l'embryon d'un ministère de la Propagande : il devait fournir une arme pour la conduite politique de la guerre et instituer la coopération la plus étroite entre civils et militaires. Cependant, à raison même de ses origines, et de l'accent mis, par les rédacteurs de l'instruction, sur la « Défense nationale », l'économie de l'ensemble témoignait du souci de l'état-major d'occuper une place privilégiée aux côtés du futur directeur général. Tout le problème au fond était d'harmoniser les rapports des trois « membres fondateurs » du Service d'Information pour le temps de guerre, le ministère de la Défense nationale, le ministère des Affaires étrangères, et le ministère de l'Intérieur. Encore fallait-il désormais compter avec un quatrième partenaire, la Radio, abritée derrière la tutelle de la Présidence du Conseil.

La loi du 11 juillet 1938 ne fournissait pas de réponse suffisante à ces incertitudes. Son article 57 homologuait le travail déjà accompli : « Il est créé, *dès le temps de paix*, un Service général d'Information, organe interministériel de contrôle et de propagande, placé sous la haute autorité du Président du Conseil, et appelé à recueillir et à diffuser, à la mobilisation, tous éléments utiles aux intérêts de la Nation. » Les deux piliers du système sont donc toujours la censure (arme défensive) et la propagande (arme offensive), ce qui indique assez clairement la nature « opérationnelle » de l'institution. Le fait nouveau est seulement dans l'obligation faite aux Pouvoirs publics de mettre sur pied le Service d'Information avant toute ouverture des hostilités, mais sans que son fonctionnement effectif en fût pour autant avancé. L'expérience mort-née d'un ministère de l'Infor-

(1) Ce n'est pas le lieu d'évoquer les remous autour de l'affaire *Pathé-Cinéma* et les luttes de majorité, assez troubles, qui se poursuivirent jusqu'à la veille de la guerre.

(2) Cf. le témoignage de P.-L. Bret dans son livre *Mémoire d'un journaliste*, Plon, 1959.

mation, en 1938, montrait assez que l'affaire n'était pas mûre, mais elle souligne avec autant de force la gageure de vouloir faire fonctionner du jour au lendemain un service difficile entre tous, sans rodage politique préalable.

Il fut relativement plus aisé d'aboutir à organiser la censure. Le 2 mars 1938, l'État-major de l'armée établissait un projet d'instruction sur le contrôle des informations en temps de guerre, qui s'appuyait à la fois sur les instructions en vigueur en 1914-1918, sur les réponses à un questionnaire interministériel et sur un projet de loi préparé par les Services de la Défense nationale. Ce document devint définitif le 1er juin 1938, sous le nº 1000/2 EMA./MO. Mais il ne réglait ni la question de la promulgation éventuelle d'une loi capable d'autoriser sa mise en vigueur, ni celle de la date à partir de laquelle la censure deviendrait effective. Militaires et juristes échouèrent à définir un régime intermédiaire entre le libéralisme du temps de paix et la rigueur caractéristique du temps de guerre. Cependant, la guerre des nerfs faisait, dès lors, une large place à toutes les formes de l' « intoxication », fausses nouvelles, rumeurs, campagnes calomnieuses, etc., mais ni la qualification des délits ni la procédure applicable à leur répression ne purent réaliser l'accord des compétences. Finalement, seule la procédure des pleins pouvoirs permit au gouvernement de prendre les mesures jugées nécessaires : depuis le 19 mars 1939, en effet, au lendemain de l'annexion de la Tchécoslovaquie, celui-ci était habilité à procéder par décrets : l'un, du 20 mars, visait les informations militaires ; un autre, du 6 mai, statuait sur le contrôle de la presse étrangère ; le 27 juillet, un nouveau décret pourvoyait à la sûreté extérieure de l'État et le 24 août, le gouvernement était habilité à établir le contrôle de la Presse et des publications de toutes natures.

Mais une guerre ne se prépare pas seulement à coup d'interdits : il fallait encore passer à l'application de l'article 57 de la loi du 11 juillet 1938, tirer les enseignements de la crise de Munich et aller au delà des timides tentatives du ministère Blum dans la voie d'une mobilisation politique de l'information. L'hiver se passa en consultations entre l'autorité militaire d'une part, les Affaires étrangères et l'Intérieur d'autre part. Les objections du ministère des Affaires étrangères étaient plus techniques ; celles de l'Intérieur davantage politiques, mais chacun des deux mettait en avant le rôle *coordinateur* du futur directeur du Service général d'Information, pour dénier à ce dernier toute autorité réelle de commandement sur les services et sur les personnels qui lui seraient affectés. Comme un fonctionnaire du S.G.D.N. en fit la remarque, le ministère de l'Intérieur sous-estimait les possibilités techniques de la propagande (en refusant de souscrire à une organisation plus intégrée) et en surestimait les possibilités politiques (en considérant la presse intérieure comme une chasse gardée). C'est une réflexion qui va loin et qui rend compte de bien des déceptions françaises dans l'emploi des techniques d'information.

De discussions en compromis, l'*Instruction du 15 juin 1939, sur la préparation en temps de paix et sur le fonctionnement, à la mobilisation, du Service général d'Information* mit un point final à des travaux préparatoires inaugurés douze ans plus tôt. Désormais, le *Service général d'Information*, consacré par la loi du 11 juillet 1938, devient une institution d'État dont, seules, la préparation et la mobilisation incombent à l'autorité militaire : le *Secrétariat général à la Défense nationale* — qui relève du Président du Conseil — en est chargé (1), et c'est à sa diligence que sont désignés, par cooptation interministérielle, les chefs de service responsables du « démarrage ». Des spécialistes, munis d'un ordre individuel, viendront compléter les emplois prévus aux tableaux d'effectifs, dès la mobilisation générale.

Il ne nous a pas été possible de déterminer à quel moment la désignation de Jean Giraudoux comme directeur général a été arrêtée dans l'esprit du Président du Conseil : il semble bien qu'entre la mise au point de la mobilisation du service, le 15 juin, et la création du *Commissariat général à l'Information*, avec la nomination correspondante du titulaire, le 30 juillet 1939, il y ait eu un hiatus et que le haut-commissaire n'ait pas été en mesure de prendre des contacts préparatoires avec un service qui, aussi bien, ne fut mobilisé et, par conséquent, réellement mis sur pied que le 26 août suivant. Il fallut, dès lors, de longues semaines pour adapter la rigueur des organigrammes au désordre des hommes et aux prétentions déchaînées par l'institution nouvelle : les déboires de la guerre psychologique française en 1939-1940 ont commencé par une mobilisation chaotique du Service général d'Information.

III. — La propagande de presse française a l'épreuve des institutions (1939-1940)

Le *Service général de l'Information* est issu de la confluence de deux vocations. Aux termes mêmes de l'Instruction du 15 juin 1939, il est chargé de conduire la lutte dans le domaine moral et psychologique et il fait partie de l'appareil de conduite de la guerre. En toute logique, il reçoit le monopole des communications gouvernementales avec la Presse et il escompte, de la part des différents ministères, une discipline toute militaire.

Quant au *Commissariat général à l'Information*, il est plutôt l'aboutissement d'une évolution politique longtemps retardée et finalement précipitée par les périls extérieurs : il est chargé (décret-loi du 29 juillet 1939) « d'organiser, d'animer et de coordonner tous les services d'information et de propagande française ».

L'amalgame des deux missions n'était pas plus contradictoire *a priori* qu'irréalisable dans les faits, mais il a été rendu impossible en raison de la formule institutionnelle adoptée en 1939, qui témoigne d'une méconnaissance des réalités de la pratique politique : une institution de l'ordre administratif, qui est par définition un organisme subordonné, n'est

(1) A la place du Ministère des Affaires étrangères.

jamais en mesure de conduire une action politique comme l'action psychologique, qui exige des arbitrages incessants, aussi bien entre la conduite des opérations par les militaires et la conduite générale de la guerre par le gouvernement, qu'à l'intérieur même de la sphère d'activité gouvernementale : il n'est pas possible, en effet, d'assurer une discipline interministérielle, pourtant indispensable en matière de propagande, à partir de simples mécanismes de coordination, et le Service chargé de l'Information, qui ne disposait pas d'autre moyen fédérateur, était condamné à l'impuissance dès lors que le Président du Conseil ne se montrait pas disposé à jeter à chaque instant son autorité dans la balance.

Cette observation de principe étant faite, à la décharge du Commissariat de 1939-1940, il reste qu'un tel handicap fut aggravé par le caractère beaucoup trop complexe et finalement anarchique de ses structures. Nous possédons sur les premiers mois de la vie du Commissariat deux documents qui se complètent heureusement : l'un est le rapport de Maurice Petsche, établi au nom de la Commission des Finances de la Chambre ; l'autre est le rapport de M. Ernest Pezet, vice-président de la Commission des Affaires étrangères, établi à la date du 15 février 1940, à la veille même du grand débat sur l'information, la propagande et la censure (1). D'autres sources imprimées n'ont heureusement jamais cessé d'être accessibles : ainsi du rapport sur la *Radiodiffusion d'Etat*, fait par Marcel Héraud (2), au nom de la Commission des Affaires étrangères et, surtout, du compte rendu des séances consacrées, par la Chambre des Députés, à la discussion des interpellations sur l'information du 16 au 23 février 1940 (3).

De tout cet ensemble, il apparaît que la France en guerre n'a pas réussi à prendre le dessus sur les maladies infantiles d'une information et d'une propagande « démocratiques ». Mais, si médiocres qu'aient été les résultats techniques de cette « drôle de guerre », elle n'en a pas moins fait le lit de l'information d'État et, depuis lors, la primauté croissante du chef du gouvernement est allée de pair avec un renforcement des pouvoirs de l'exécutif sur deux secteurs, particulièrement exposés, de l'information : la Radiodiffusion et les Agences de Presse.

(1) Nous devons exprimer notre gratitude à M. Ernest Pezet qui a bien voulu nous communiquer le seul exemplaire existant encore de ce rapport tiré de ses archives personnelles. M. Pezet est probablement l'homme le plus averti du problème de la propagande à la veille de la seconde guerre mondiale. Journaliste et publicitaire professionnel, spécialiste des problèmes de l'Europe centrale et danubienne, M. E. Pezet avait publié, en 1935, une large étude sur la propagande française dont le titre est : *Sous les yeux du monde* (éd. Spes, coll. « Défense et illustration de la France »). Cet ouvrage contient, entre autres, une analyse exhaustive sur *Le ministère de la Propagande du Reich* (p. 111-200), qui attira les foudres de l'occupant en 1940 : le livre est devenu, de ce fait, introuvable.

(2) N° 6738, Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 11 janvier 1940. Marcel Héraud avait été le signataire en 1930, comme sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, des directives sur la Presse, adressées au ministre de l'Intérieur, en vue du temps de guerre.

(3) *Journaux officiels* des 17, 24 et 28 février 1930, consacrés aux débats parlementaires (Chambre des Députés), des 16, 23 et 27 février 1940.

En 1939-1940, la tendance gouvernementale allait spontanément à renforcer ses pouvoirs de tutelle plutôt qu'à se jeter dans la bataille de l'information contre l'Allemagne hitlérienne : dans la mesure où le souci d'asseoir son autorité, au jour le jour, l'a emporté sur l'urgence de conduire la guerre, le ministère de M. Daladier a laissé la censure prendre le pas sur les possibilités techniques de développer une action psychologique d'envergure internationale.

Le Commissariat général à l'Information a pâti de la domination de cet état d'esprit : alors que tout était à faire en ce qui le concerne, fût-ce de chercher un local pour l'installer, le *Centre permanent de l'Information générale* (chargé du *Radio-Journal*) fonctionnait effectivement depuis le 4 février 1939, sous l'autorité du chef du Service de Contrôle de la Radiodiffusion à la Présidence du Conseil. L'exposé des motifs du décret du 29 juillet 1939, instituant un *Commissariat général à l'Information*, annonçait bien que la Radiodiffusion *relèverait* du commissaire général *pour la fraction se rattachant à l'information et à l'expansion*. Mais ce texte était déjà restrictif : outre qu'il laissait hors de l'autorité du C.G.I toutes les émissions littéraires, musicales et artistiques soustraites au domaine de la « propagande » — ce qui constituait une maladresse psychologique et tactique — il employait le verbe « relever » qui, en droit et en fait, ne signifie rien. D'ailleurs, l'autre décret du 29 juillet, instituant un directeur général de la Radiodiffusion, plaçait ce haut fonctionnaire sur un pied d'égalité dans le rattachement au Président du Conseil. Enfin, le décret du 1er septembre stipulait que l'Administration de la Radiodiffusion nationale assure les Services d'Information du réseau d'État *pour le compte du Commissariat général à l'Information* : la Radio étant ainsi promue mandataire du C.G.I., celui-ci se trouvait en fait écarté de la gestion de ce secteur capital de la propagande. Que des considérations de personnes aient joué, c'est probable ; que la force de résistance des administrations ait fait bonne garde, la chose est classique, mais il apparaît que, dès ce moment, la Présidence du Conseil était plus soucieuse d'assurer son emprise sur un organisme déjà enraciné, comme la Radio diffusion, que de fortifier une création de la veille, conçue pour le temps de guerre et chargée surtout de coordonner l'action administrative des Services d'Information épars dans tous les ministères.

Dans la réalité des choses, les liens entre la Radio et le C.G.I. ne concernent que la catégorie des émissions en langues étrangères : un haut fonctionnaire des Affaires étrangères (M. Fouques-Duparc), rattaché au directeur des Services généraux (M. Morize), assurait le contrôle des émissions destinées à l'étranger auprès du Centre permanent de l'Information générale (M. Lohner). Le Commissariat lui-même n'estimait pas cette organisation satisfaisante, mais demanda en vain le rattachement, sous sa direction, de l'intégralité du Service des Émissions.

Cependant un certain équilibre s'établit à l'usage : une réunion quotidienne réunissait, sous la présidence de Jean Giraudoux, le chef du Contrôle

de la Radio (M. Lohner) ; le directeur de la Censure (M. Martinaud-Desplats) ; un membre du Secrétariat général de la Défense nationale (le colonel Thomas). Tel fut l'état-major de la guerre psychologique au cours de l'hiver 1939-1940. C'est-à-dire que la formule adoptée fut moins celle de la décision collégiale que le régime du *gentlemen agreement*. Le C.G.I. aurait eu d'autant plus de mal à vouloir s'imposer comme « commandement unique de la propagande française » (1) qu'il n'était pas encore sorti, plusieurs semaines après sa création, de la période des tâtonnements intérieurs.

Un décret-loi du 15 septembre pourvut à la nécessité d'une remise en ordre : il transformait le statut de l'ex-S.G.I. en celui d'une administration permanente et remaniait profondément les structures élaborées dans les instructions antérieures. Le Commissariat était divisé en cinq services : une *Direction des Services généraux*, un *Service de la Documentation*, un *Service de l'Information intérieure*, un *Service de l'Information à l'étranger*, un *Service de la Presse et de la Censure* : propagandes intérieure et extérieure étaient donc dédoublées ; il n'était plus question du Service des Liaisons administratives ; l'article 2 du décret supprimait les deux postes de directeurs généraux adjoints, au détriment du ministère de l'Intérieur et, plus encore, à celui du ministère de la Défense nationale : la liaison avec les autorités militaires, tant intérieures (état-major de l'armée) que combattantes (G.Q.G.), en deviendrait plus difficile. Enfin, il était stipulé que « toutes les affectations faites en vertu des instructions antérieures seraient revisées et rapportées s'il y a lieu ».

A la cooptation interministérielle des chefs de service de chacune des grandes branches du Service d'Informations de guerre était substitué le principe d'un recrutement direct de fonctionnaires contractuels sur la proposition du commissaire général.

On mesure sans peine les conséquences de changements aussi radicaux, alors que la première mobilisation n'était pas encore achevée et que, pendant plus d'un mois, les crédits ouverts au titre de fonctionnement du service par un décret-loi du 24 août ne purent être débloqués ! Si les spécialistes des pays étrangers, ennemis, alliés ou neutres, sur lesquels devait s'exercer la propagande française n'étaient ni toujours disponibles, ni faciles à découvrir, la nouvelle administration avait, en revanche, drainé bien des ambitions en disponibilité ou en quête d'influence : diplomates honoraires, officiers en retraite, industriels de l'édition. D'ailleurs la *vox populi* et celle du Parlement, toujours sourcilleuses à l'égard des affectations de complaisance, en temps de guerre, rendit la tâche des responsables encore plus difficile : choisissait-on une personnalité dégagée, par son âge, de toutes obligations militaires ? On criait à la sénilité. Demandait-on l'affectation d'un spécialiste mobilisé ? On dénonçait un manquement au devoir militaire. Si une volonté de guerre politique avait prévalu au sommet, il eût été, sans doute, possible de concilier le souci des compétences et celui de la justice ditributive, mais le cartésianisme français se révéla impuissant à satisfaire les exigences contradictoires de l'égalitarisme militaire et de la guerre psychologique.

(1) L'expression est de Marcel Héraud qui, dans son rapport, demandait qu'on s'orientât vers une formule « intégrée ».

En fait, mis à part les chefs de service, le Commissariat dépendit du bon vouloir des bureaux militaires, non seulement pour obtenir le détachement de spécialistes mobilisés, mais même pour le fonctionnement matériel de ses services : secrétariat, liaisons, véhicules, etc. Et comme toujours, en pareil cas, les abus voisinèrent avec l'indigence et les expédients. Des hommes également sincères et également compétents purent soutenir, chacun avec de solides raisons, que les effectifs du Commissariat étaient pléthoriques ou insuffisants... Au fur et à mesure que le caractère « parisien » et quelque peu académique du Commissariat se manifesta — et il était poussé dans cette direction par l'absence d'une stratégie politique à l'échelle nationale —, les autorités militaires se montrèrent moins disposées à lui venir en aide. Le G.Q.G., pourtant très ouvert à la guerre psychologique (2e Bureau, colonel Gauché), résumait assez bien la question au début de 1940, en disant en substance qu'il faudrait moins parler de la « Liberté du Monde » et songer davantage à mettre en garde le peuple français contre le sort de la Pologne. Bref, il manqua un homme politique capable de dire : « Je fais la guerre », et de faire de la propagande un instrument de combat incontestable.

Le G.Q.G. avait des raisons plus quotidiennes de se montrer insatisfait. Pour employer un langage commode inventé plus tard par les Américains, il avait la double responsabilité de la guerre psychologique stratégique (au contact des arrières ennemis) et de la guerre psychologique tactique (sur la ligne du front). Et l'on doit convenir qu'il s'était assez bien préparé à une tâche qui se confondait avec l'étude de l' « ennemi héréditaire ». Dans le premier cas, sa documentation, grâce aux renseignements du 2e Bureau, pouvait être avantageusement versée au dossier commun de la conduite de la guerre politique dont le C.G.I. était censé être l'organe. Dès ce moment, en effet, il importait de décider si l'on faisait la guerre à l'Allemagne ou la guerre au nazisme ; si le peuple allemand devait être déclaré innocent des crimes hitlériens ou confondu dans la même vindicte. Bref, la question des buts de guerre était posée. A supposer enfin que l'on s'arrêtât à une vision claire de l'enjeu, il importait de rechercher une faille dans le système de l'adversaire : les socialistes ? L'armée elle-même ? Dans ce dernier cas, il est évident qu'on ne pouvait simultanément favoriser un futur mouvement du « 20 juillet 1944 », et vouer l'Allemagne à des sanctions militaires et territoriales.

Dans la guerre psychologique de contact, sur la ligne de front, l'intérêt d'une liaison étroite entre le G.Q.G. et le C.G.I. n'était pas moins évident : si les Allemands ne se faisaient pas faute d'entretenir une guerre des nerfs où les coups bas étaient monnaie courante, nous n'étions pas démunis, malgré un retard à constituer, à leur exemple, des compagnies de haut-parleurs : le G.Q.G. disposait, en effet, d'un instrument perfectionné avec le *Centre d'Etudes germaniques* de Strasbourg (J.-A. Jeager), replié dans le Jura. Ce centre, où des générations d'officiers s'étaient formées à la connaissance de l'Allemagne, disposait d'une installation radio à ondes

courtes pour l'action psychologique sur les arrières ennemis. Pour toutes ces raisons, il était indispensable que les autorités militaires concertent étroitement leur responsabilité avec les autorités parisiennes ; cependant, il fallut plusieurs mois avant qu'une Commission plénière de la Radio réunît toutes les parties prenantes et l'avertissement du général Gamelin sur le sort polonais réservé à la France en cas de défaillance militaire (9 février), que l'on s'étonne presque de trouver sous la plume d'un homme aussi modéré, resta sans écho (1).

Cependant, en réponse à un tableau d'effectifs qui venait de lui être notifié, le commissaire général s'enlisait dans des récriminations subalternes contre l'autorité militaire. « La plupart des imperfections du Commissariat ont, à leur origine, la méfiance à son égard des bureaux militaires, qui sont pourtant chargés de mettre à sa disposition des officiers compétents », écrivait-il dans une lettre du 12 février à son chef hiérarchique, le Président du Conseil, d'ailleurs lui-même ministre de la Guerre... (2).

Cette polémique trahit l'usure ou d'un homme ou d'une organisation : deux mois plus tard le même ministre de la Guerre accordait un « crédit provisionnel » de 70 officiers et de 150 hommes de troupe pour les besoins de la propagande de guerre (3). Mais dans l'intervalle, il s'était produit trois faits nouveaux : une série d'interpellations qui avaient fait l'unanimité de la Chambre contre la politique d'information poursuivie jusqu'alors, une crise ministérielle et la constitution d'un *ministère de l'Information*.

Nous ne suivrons pas les orateurs dans leurs démonstrations au cours d'un débat qui fut comme le chant du cygne des institutions parlementaires de la IIIe. Ouvert par un discours de Léon Blum, qui pourfendit la censure, démontra sa position subalterne par rapport à l'action positive qu'attendaient les esprits, le débat resta presque constamment élevé ; le leader socialiste n'hésita pas à dire qu'une « œuvre méthodique de propagande » consisterait à établir « une liaison constante entre le Parlement et le gouvernement d'une part et chaque citoyen, chaque unité civique, d'autre part ». Il conclut :

> La propagande d'une nation comme la France ne peut pas s'enfermer dans le jeu de certains services techniques. Toute sa politique en temps de guerre, toutes les forces de sa vie de guerre peuvent et doivent avoir une valeur de propagande. S'ils n'ont pas une valeur de propagande pour elle, ils prendront une valeur de propagande contre elle (4).

Nous laisserons plutôt à M. Ernest Pezet le soin de conclure. Intervenant dans le même débat, il affirma que le Président du Conseil avait eu tort, en se plaçant lui-même sous l'invocation de la Défense nationale,

(1) Lettre n° 244/Cab./DN du général, commandant en chef. « Transmise pour exécution », dit l'annotation manuscrite.
(2) Lettre n° 2460/I/EMA du 3 février 1940.
(3) Lettre 8391/D du 28 avril 1940.
(4) Séances du 16 février 1940, Chambre des Députés, *J.O.*, 192-196.

de ne pas s'aviser que l'arme de l'information en faisait partie intégrante ; il résuma sa position en ces termes :

« *Cette guerre est essentiellement morale, psychologique, politique*, mais c'est bien une guerre : elle posait donc réellement un problème de Défense nationale. » Or, le ministère du même nom s'en avisa trop tard.

Comment expliquer cependant que le Commissariat général, malgré des années d'une élaboration minutieuse des principes et des structures, et en dépit d'un personnel aussi nombreux que l'état-major placé à sa tête était brillant, ait passé à côté des impératifs et des exigences de la propagande ? M. Pezet résume le débat dans quelques observations manuscrites insérées à la fin de son rapport. Il note que :

1° le C.G.I. n'a pu se dégager tout à fait de son origine militaire ; il en est résulté une série de conflits, notamment au point de vue de son personnel ;

2° les hypothèses sur lesquelles étaient fondées ses prévisions, tant en missions qu'en personnels et en crédits, ont été dépassées par les besoins réels imposés par la guerre, sans que les adaptations nécessaires, entravées par la rigidité des règlements administratifs, aient pu être menées à bien ;

3° l'unité de commandement, à l'intérieur du C.G.I., n'existant pas, l'autorité du Président du Conseil s'est révélée insuffisante pour l'établir ;

4° la logique du statut définissant les rapports entre le Président du Conseil, le C.G.I. et la Radiodiffusion s'avère purement formelle et sans rapport avec les exigences de l'action. La responsabilité de cette déficience incombe au Président du Conseil qui a réglé les dispositions de ce statut ;

5° le « réglage du tir » de l'information sur les ennemis du dehors échappe au C.G.I., qui dépend de la fourniture de renseignements par le *Centre d'Écoute*, avec lequel les liaisons demeurent précaires et litigieuses ;

6° le « réglage et l'exécution du tir » de l'information sur les ennemis du dedans — rumeurs, écoute ennemie, guerre des nerfs — sont incorrects, faute d'une coopération effective entre le C.G.I. et l'Intérieur, paralysés par des méfiances réciproques ;

7° l'information radiophonique échappe à la direction du C.G.I. ;

8° au sein du Commissariat, on découvre une richesse de talents, de valeur, de connaissance, de prestiges intellectuels, mais aussi une absence presque totale de vrais praticiens, de techniciens de la psychologie collective et de l'opinion, comme de la diffusion et de la publicité.

M. Pezet exprimait, *in fine*, une exigence qui ne cesse pas d'être vraie, mais dont on peut se demander si elle sera jamais satisfaite :

A côté de l'intelligence pure, il faudrait — écrivait-il — la technique de l'information et de la propagande.

A côté de la culture théorique, l'expérience pratique de la psychologie des masses.

A côté de la science du vrai, l'art de le révéler aux masses.

Il est impossible de conjecturer si ces critiques et si ces vœux auraient pu, à la longue, être suivis d'effets : la reprise en main de l'Information par le nouveau ministre, M. Frossard, et l'impulsion nouvelle donnée aux Affaires par M. Paul Reynaud, n'eurent pas le temps d'aboutir. Cependant, depuis le 1er avril, un décret avait rattaché les Services de la Radio au ministère de l'Information : le ministre s'employa à recompléter des effectifs qui étaient passés en ce domaine de 684 employés à la mobilisation, à 297, puis 361 ! On mesure à ces chiffres combien l'incompréhension du rôle de la propagande en temps de guerre a pu être aggravée à la fois par des tabous égalitaires et par le report de l'attention officielle sur les aspects strictement industriels de l'armement. M. Frossart, pour sa part, dut se battre, après le 10 mai, sur une autre question : depuis l'offensive allemande, en effet, le G.Q.G., débordé par l'événement, interdisait l'accès aux armées de tous les correspondants de guerre accrédités auprès du 2e Bureau ! Dès le 17 mai, il demanda que la mesure fût rapportée. Cette situation ne pouvait que creuser un fossé entre la nation et ses armées et grossir le désarroi. Là encore, nous souffrions d'un classicisme qui interdisait le cumul d'un emploi militaire et d'une fonction journalistique dans le même temps que les Allemands faisaient avancer, sous le feu, des compagnies de propagandes, constituées de reporters d'élite.

Il est inutile de poursuivre plus avant l'histoire d'une guerre psychologique que l'occupation du territoire national par l'ennemi allait transférer dans les îles Britanniques restées inviolées. La conclusion de cette étude sera brève.

On doit créditer l'autorité militaire d'une préparation, très poussée et prévue de longue date, d'un service de guerre psychologique, civil et militaire. Mais sa conception, influencée par l'organisation, réalisée en 1918, s'était par trop attachée à la propagande écrite au détriment de la propagande parlée issue de la radio. Elle négligea enfin d'instruire les élites civiles dans les principes d'une stratégie globale, capable d'intégrer l'action psychologique à la conduite politique et militaire de la guerre prochaine (1).

Les autorités politiques, en revanche, ont bien pu entériner — loi du 11 juillet 1938 — les mesures de défense psychologique, incluses dans l'organisation de la nation pour le temps de guerre ; elles n'en ont pas moins reculé, malgré le péril des menées hitlériennes, devant l'organisation permanente d'une information gouvernementale. Les mesures

(1) C'est cependant l'époque où l'amiral Castex, auteur d'*Études stratégiques* encore trop peu connues, était appelé à diriger le nouveau *Centre des Hautes Études militaires* qui est le prototype de l'actuel *Institut* — civil et militaire — des *Hautes Études de Défense nationale*.

prises en ce sens, dans l'agitation de la mobilisation de 1939, ont manqué de cohérence au point de consacrer, sous l'apparence des mots, des régimes différents pour la Radiodiffusion et pour l'Information ; enfin, elles ont fait éclater le cadre du Service général de l'Information, sans pour autant tracer au Commissariat général, qui le relayait, des directives assez précises pour justifier ce changement tardif.

On dira, à la décharge du C.G.I., qu'il ne manqua ni de talents, ni même de « vertu » ; on pourra tenir pour circonstances absolvantes le fait que l'effondrement de 1940 ne lui ait pas laissé le temps de se réformer : si l'Angleterre avait été entraînée dans la même défaite quelques semaines plus tard, il est peu douteux que l'histoire, au lieu de la créditer d'une résistance psychologique victorieuse, parlerait aussi à son propos de « drôle de guerre » (1).

Cela dit, les responsables de la conduite de la guerre psychologique en 1939-1940 ont pêché doublement : par un dédain de la stratégie tel que la liaison entre action politique et action militaire est demeurée, une fois de plus, embryonnaire. Au vrai, ce dédain dissimule mal l'absence de buts de guerre correspondant à une volonté politique certaine. Il devrait être évident qu'il n'y a point de stratégie sans politique et que l'absence de l'une ou de l'autre est incompatible avec la conduite de la guerre psychologique.

L'autre « péché » procède de l'orgueil d'une culture qui néglige les techniques des communications de masses et ignore délibérément le *métier* de la propagande : celle-ci, les Anglais en ont par la suite, administré la preuve, exige à la fois la plus étroite discipline dans la conception et la plus souple confiance dans le détail de la manœuvre. Or, en 1940, l'administration de la propagande française était à la fois anarchique et tracassière : un seul de ces défauts eût suffi à sa perte ! C'est pourquoi il reste vrai de dire que sans excuser, ni même expliquer la défaite militaire, la faillite de la guerre psychologique lui a frayé les voies. En ce domaine, comme ailleurs, on retrouve hélas ! la conséquence d'une même paralysie de l'esprit et du caractère (2).

Maurice Mégret.

(1) Cf. les notations de P.-L. Bret, déjà cité, sur le « moral » britannique en 1939-1940.

(2) Cf. le livre de Marc Bloch, *L'étrange défaite*, qui reste le témoignage le plus saisissant du processus de cette dégradation.

NOTE DE LECTURE

Trente ans avec Pétain

Le général Serrigny, disparu en 1954, avait été un des proches collaborateurs et un confident écouté de Pétain. Ses héritiers ont publié une partie de ses *Mémoires*, présentés tantôt comme des études méditées, tantôt comme des fragments de journal personnel (1). La plus grande partie du livre est consacrée à la première guerre mondiale, et 62 pages seulement à la période de Vichy : ce sont des relations d'entretiens, parfois très espacés dans le temps, que le général eut avec le chef de l'État français entre le 11 juin 1940 et le 21 mai 1944 ; en annexe est reproduite la déposition du général au procès du Maréchal. Nous rendrons compte seulement de cette partie.

On ne peut pas dire que, de la lecture, se dégage l'impression que l'auteur ait, dans cette période, joué un rôle important ; il a été plus témoin qu'acteur, sauf peut-être au moment du débarquement américain en A.F.N., où il s'efforça en vain de convaincre son ancien chef de gagner Alger par avion. A Pétain, objectant que l'avion lui est interdit pour raison de santé et « qu'il a promis aux Français de rester avec eux quoi qu'il arrive », son interlocuteur aurait répliqué : « Si vous mouriez dans ce voyage, la France ne perdrait rien à cet accident. »

Il ne faut pas attendre non plus des révélations de ces souvenirs (2) faits de propos échangés ou rapportés, où le faux bruit s'imbrique étroitement au renseignement exact ; ils confirment toutefois l'étonnante cour du roi Pétaud qu'était l'hôtel du Parc.

Mais — et c'est l'aspect le plus intéressant de ces *Mémoires* — le général Serrigny, qui connaissait bien Pétain, a pu suivre de près l'évolution physique et intellectuelle du vieillard, d'autant mieux que, le rencontrant à intervalles parfois éloignés, il mesurait les progrès de la déchéance.

Quelques jugements sont particulièrement significatifs : « J'estime qu'il (Pétain) est trop faible pour la tâche actuelle ; question de caractère et non d'intelligence » (8 juillet 1940). — « Il m'a affirmé que les Allemands étaient fins prêts et croit à la réussite » (de l'attaque sur l'Angleterre) (27 juillet 1940). — « Son ouïe a perdu de sa finesse et son caractère de sa fermeté. Ces deux défauts réunis peuvent l'entraîner à des inconséquences » (17 mai 1942). — « Comme me le disait Laure, en vieillissant, le grand chef, si peu exigeant autrefois sous ce rapport, tient aujourd'hui aux avantages matériels du pouvoir » (23 juin 1942). — « Malgré tous mes efforts je n'arrivais pas à secouer son apathie » (14 novembre 1942). — « Le pauvre homme ne se rend pas compte de l'état de l'opinion à son égard » (19 décembre 1942). — « J'ai trouvé le maréchal d'une sénilité déconcertante... Il est inutile maintenant d'essayer de galvaniser ce pauvre vieillard » (28 janvier 1943). — « J'ai nettement l'impression que le chef de l'État ne jouit plus de toute sa lucidité d'esprit » (21 mai 1944).

H. Michel.

(1) Général Serrigny, *Trente ans avec Pétain*, Plon, Paris, 1954, 244 p.

(2) Sauf peut-être que, dès le début de septembre 1940, Pétain avait demandé à rencontrer Hitler.

UNE HISTOIRE RUSSE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

M. Israelian a écrit un livre qui constitue une contribution fondamentale à l'histoire de la deuxième guerre mondiale (1) ; d'abord, parce qu'il nous présente une vue d'ensemble, extrêmement cohérente, de la version soviétique des événements ; ensuite, parce que, sur certains problèmes, il nous apporte une première tentative de synthèse (rapports germano-japonais, relations entre l'U.R.S.S. et les satellites de l'Allemagne, etc.). Sans doute, les sources sont-elles rarement inédites et l'ouvrage intéresse-t-il plus par la façon dont l'auteur met l'information en œuvre ou les problèmes en perspective que par les éléments nouveaux qu'il risque de nous fournir. Toutefois, sur les questions d'Extrême-Orient notamment, le recours aux documents soviétiques et aux *Tokyo War crimes Documents* jette quelque lumière sur des événements assez mal connus.

A la différence du précis de M. L. N. Ivanov (2), l'ouvrage de M. Israelian n'étudie ni Munich, ni le pacte germano-soviétique, ni les origines de la deuxième guerre mondiale. Il se limite à une histoire diplomatique de « la guerre de Libération », laissant de côté ce qui n'entre pas directement dans le champ de ses recherches : la question espagnole, le régime de Vichy, etc.

Dans un *premier chapitre* qu'il intitule : « Aux origines de la coalition antifasciste », B. L. Israelian étudie la période qui va de « l'agression allemande contre l'U.R.S.S. », jusqu'à Pearl Harbour.

Les nazis ont attaqué par surprise au moment où — résultat de la politique munichoise des Franco-Anglo-Américains — l'U.R.S.S. n'avait que des rapports tendus avec ses voisins, donc dans des conditions très défavorables pour elle.

Après les messages de Churchill et Roosevelt, les travailleurs de Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, etc., manifestèrent aussi leur sympathie à l'U.R.S.S. Mais cela ne suffisait pas. Ce qu'il fallait, c'était que les gouvernements s'entendent entre eux...

(1) B. L. Israelian, *Diplomaticheskaïa Istoria velikoï Otechestbennoi voïni, 1941-1945*, Moscou, 1959 (en russe), 368 p.

(2) *Ocherki mejdovnarodnix Otnochenii V period vtoroi miroboi voïni*, 1958.

Capitale fut donc la conclusion du premier accord anglo-soviétique, le 12-7-1941, point de départ de toute une série de traités qui mirent fin à l'isolement de l'U.R.S.S. Mais, surtout, cet accord était pour elle une sauvegarde, car la promesse de s'aider mutuellement et de ne pas signer de paix séparée marquait l'échec de la tentative allemande d'amener la Grande-Bretagne dans son camp contre l'U.R.S.S. (mission Hess).

Sans doute, à l'origine, les relations entre Anglo-Saxons et Soviétiques furent-elles entachées de méfiance. Le 18 juillet, déjà, Staline demandait aux Britanniques de tenter l'ouverture d'un deuxième front (1).

Selon B. L. Israelian, la chose était, alors, possible, pendant ce court moment où toutes les forces allemandes étaient jetées dans la bataille de l'Est. Mais les Britanniques n'envisageaient, au plus, ce débarquement qu'une fois consommée la défaite de l'Allemagne en U.R.S.S. — hypothèse, d'ailleurs, à laquelle ils se refusaient à croire. En vérité, Churchill espérait vaincre l'Allemagne par des bombardements toujours plus intensifs et qui finiraient par la saigner à blanc. Maintes fois, l'historien soviétique reviendra sur ce thème, montrant que la stratégie churchillienne visait aussi bien à l'épuisement de l'U.R.S.S. (qu'on ne soutiendrait qu'autant qu'on avait intérêt à éviter sa défaite) qu'à la victoire sur le camp fasciste.

Cette mauvaise volonté de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Union soviétique apparut bien, d'ailleurs, à la Conférence de Moscou (1er oct. 1941), lorsque lord Beaverbrook fit savoir quels longs délais il faudrait attendre avant de faire parvenir du matériel anglo-saxon en U.R.S.S.

Pourtant, les relations anglo-soviétiques comportèrent toute une série d'aspects positifs et, peu à peu, une certaine collaboration finit par s'instaurer entre les deux pays. L'accord du 16 août 1941, déjà, complétant celui du 12-7-1941, insistait sur le caractère « nécessaire » de l'aide réciproque. Et la Conférence de Moscou — où les Britanniques furent saisis par la détermination des dirigeants soviétiques — marqua le début d'une collaboration véritable entre les puissances anti-hitlériennes : elle signifiait qu'était close l'ère des combats singuliers.

Le voyage d'Eden à Moscou fut positif, lui aussi, bien qu'effectué dans des conditions défavorables, les Britanniques ayant jusque-là tergiversé à déclarer la guerre aux satellites de l'Allemagne : aucun accord politique ne fut effectivement conclu, certes, mais, pour la première fois, des problèmes de fond étaient abordés en toute franchise.

Entre Londres et Moscou, d'ailleurs, une collaboration véritable permit de régler au mieux le problème de l'Iran, que les Alliés furent amenés à occuper, vu l'extension que prenaient les intrigues allemandes dans ce pays (plus de 4 000 agents nazis, contrôlés directement par l'amiral

(1) Nous ne donnons ici qu'un très bref résumé de cette question du deuxième front. La revue *Recherches internationales à la lumière du Marxisme* a, en effet, publié en sept.-déc. 1958, la traduction de l'article de l'ambassadeur Maiski, paru dans *Voprosy Istorii*, 1958, 1, et qui traite, très complètement, de ce problème du deuxième front. Le lecteur pourra s'y reporter.

Canaris ; des milliers d'armes introduites, etc.), en vue de l'établissement d'un deuxième front allemand au flanc de l'U.R.S.S. et aux parages des gisements de pétrole anglais et soviétiques.

Pas de politique coordonnée, par contre, en Turquie, où les Anglais surestimaient les liens qui les rattachaient à Ankara. Puisant ici aux archives allemandes, l'historien soviétique note la « faveur » dont jouissaient les nazis de la part des milieux dirigeants turcs (1).

Les premiers rapports avec les U.S.A. ne furent pas, non plus, placés sous le signe de la confiance. Nombreux étaient ceux qui, à Washington, firent valoir qu'une victoire soviétique serait « pire » qu'un succès de l'Allemagne. Pourtant, grâce à Roosevelt, Marshall, etc., le *Prêt-bail* fut étendu — subrepticement d'ailleurs — à l'U.R.S.S. et la « Mission Hopkins » eut lieu. Son bilan fut maigre, mais pourtant positif : les livraisons militaires U.S. allaient commencer ; mais à un rythme ridicule et dans de telles conditions (« un chaos ») qu'il était manifeste que les Américains ne croyaient pas non plus à la puissance soviétique, et que, désireux de ne pas gaspiller leur matériel, ils avaient moins le souci de renforcer l'armée russe que de la voir s'épuiser contre l'Allemagne.

Sans doute, les Américains allaient-ils, ensuite, montrer une certaine compréhension vis-à-vis des problèmes de l'U.R.S.S. Mais, au départ, ils cherchèrent plutôt à profiter de sa faiblesse, essayant par exemple de se faire concéder des bases en Sibérie dans le cas d'une guerre contre le Japon (2).

Les accords avec les Anglo-Saxons furent suivis d'autres accords, avec la Tchécoslovaquie, le Comité français de Londres et même avec la Pologne qui, bien qu'elle eût posé toutes sortes de préalables d'ordre territorial, avait fini par signer le traité du 4-12-41. C'est que l'U.R.S.S., en véritable précurseur, avait accepté de s'en remettre, sur ces litiges, à l'arbitrage des Alliés après la victoire, manifestant, dès 1941, sa faveur pour les Cours internationales d'Arbitrage alors qu'Anglais et Américains restaient fidèles aux traités « Inégaux ».

En une autre circonstance, d'ailleurs, l'U.R.S.S. manifesta sa vocation de précurseur : dès le 3 juillet 1941, Staline défendait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe que la *Charte de l'Atlantique* n'allait, au fond, que reprendre le 14 août 1941. Une différence, toutefois : l'U.R.S.S., quant à elle, n'entendait pas aider seulement à la Libération des victimes de l'hitléro-fascisme. Ce sont tous les peuples — y compris les peuples coloniaux — qu'elle entendait aider à conquérir leur souveraineté.

C'est dans ce contexte diplomatique qu'eut lieu la bataille de Moscou,

(1) Jugement que confirment d'ailleurs les *Mémoires* de Fr. von Papen (éd. française, p. 300-301).

(2) On observe que le général Deane, de la mission militaire U.S. à Moscou, prétendait précisément juger de la « bonne foi » des Soviétiques, sur cette question des aérodromes... (v. *R. hist. de la deuxième guerre mondiale*, n° 13, p. 67).

dont l'auteur analyse les conséquences internationales : elle stimula, en Grande-Bretagne, l'ardeur des partisans d'un deuxième front, mais aussi, sur le continent, celle des « Résistants ». Surtout, elle sauva la Grande-Bretagne d'un débarquement, sinon dans les îles Britanniques proprement dites, du moins en Espagne ou en Afrique, c'est-à-dire qu'en fin de compte, c'est elle qui joua le rôle déterminant pendant cette phase de la guerre.

Le *deuxième chapitre* de l'ouvrage couvre la période qui va de Pearl Harbour au débarquement allié en Afrique du Nord (déc. 1941-nov. 1942). A la Conférence de Washington (fin déc. 1941), montre B. L. Israelian, les conceptions défensives de Churchill, centrées sur la Méditerranée, l'emportèrent sur celles qui visaient à aider effectivement l'U.R.S.S., par exemple un débarquement. C'est l'époque des « voyages de M. Molotov ». Le ministre soviétique réussit, certes, à obtenir des Alliés une « déclaration sur le deuxième front » et la signature du traité anglo-soviétique du 26 mai 1942. Mais il est manifeste que Churchill multipliait les arguments d'ordre technique pour rendre illusoire sa promesse. D'ailleurs, depuis le 14 avril, il entendait bien ne pas donner suite aux projets américains concernant un débarquement en Europe. La pression de son opinion publique, toutefois, aboutit au débarquement de Dieppe, opération futile, qui servit de prétexte et d'alibi pour montrer les difficultés que rencontrerait l'établissement d'un véritable deuxième front. Cette aventure ridicule ne fut à profit qu'aux Hitlériens, car elle les rassura sur les intentions des Alliés et leur permit de grouper toutes leurs forces contre les Soviétiques. Les réactions de Staline s'étaient d'ailleurs déjà manifestées avec vivacité quand Churchill, le 17-7-1942, lui avait fait état des difficultés qu'il rencontrait pour faire passer des convois dans l'Arctique. Le Premier Britannique, inquiet, décida de se rendre à Moscou. Les entretiens Churchill-Staline devaient, pour quelque temps, aider à la clarification des rapports anglo-soviétiques.

Mais, pendant ce temps, avait éclaté la guerre du Pacifique. Pas de la façon dont le Japon le souhaitait, d'ailleurs. Car, depuis le Conseil, fameux, du 2 juillet 1941, les dirigeants nippons avaient posé les principes d'une politique qui visait à éviter un conflit avec les U.S.A. pour mieux pouvoir attaquer l'Union soviétique. Été et automne 1941, le Japon se prépara avec fébrilité à cette agression contre l'U.R.S.S. Les allemands avançaient à une telle allure, alors, que le Japon avait peur « d'être en retard d'un autobus, quand les prunes étaient déjà mûres ». Mais la résistance de l'Armée Rouge, qui n'eut pas à déplacer de troupes d'Extrême-Orient vers le front germano-soviétique, fit avorter ce plan *Kankokuen*. D'abord, on le reporta au printemps 1942 — préparant de longue main l'occupation de la Sibérie jusqu'à Omsk — puis on l'ajourna aux calendes quand, les négociations avec les U.S.A. ayant finalement échoué, Pearl Harbour déclencha la guerre dans l'océan Pacifique.

L'Allemagne, pourtant, ne cessa pas, dès lors, de presser le Japon d'intervenir au plus vite contre l'U.R.S.S. Pour l'y amener, elle signa la convention du 18-1-1942, qui marquait un recul pour elle, car le Japon était maintenant traité d'égal à égal. Au terme de cet accord, auquel les historiens Israelian et Ivanov accordent une grande importance, les deux États promettaient de ne pas signer de paix séparée. Surtout, ils délimitaient avec précision leurs zones opérationnelles : le Japon se voyait réserver tous les pays à l'est du 70° de longitude Est, Amérique comprise ; l'Allemagne et l'Italie, tout ce qui se trouve à l'ouest du 70° de longitude Est, Afrique et Amérique comprises. La flotte italo-allemande passerait dans les océans Indien et Pacifique, si le gros de l'effort allié portait contre le Japon ; et la flotte japonaise dans l'Atlantique s'il portait contre l'Allemagne et l'Italie (1).

Cependant, en dépit des appels de Ribbentrop, le Japon ne se résolut pas à lancer ses troupes contre l'U.R.S.S. Et quand ce fut Stalingrad, il déclara « ne pas se sentir assez fort ». Désormais, face à l'U.R.S.S., le Japon n'allait plus avoir qu'une attitude défensive.

Puis ce fut Stalingrad, « le tournant décisif », aussi bien en Extrême-Orient qu'en Occident. Bataille héroïque qui obligea l'Allemagne à diriger presque toutes ses forces aériennes vers le front soviétique, ce qui explique à la fois El Alamein et le débarquement — si facile — en Afrique du Nord. Bataille, aussi, dont la signification internationale était considérable, puisque son succès déterminait la constitution d'un véritable « front » des Résistances européenne et asiatique..., ce qui allait d'ailleurs conduire les Anglo-Saxons à développer leurs services secrets pour contrecarrer les progrès des organisations combattantes, où dominaient les communistes.

Ce fut Stalingrad, aussi, qui déclencha une « crise » dans le camp fasciste. En Allemagne d'abord, où Gœring semble avoir pressenti les premières inquiétudes — laissant Hohenlohe entrer en contacts avec Allan Dulles ; en Italie surtout, où Stalingrad retentit comme un signal d'alarme ; et même au Japon (mission Ou-Kai-Sian auprès de Tchang Kaï-Chek, fév. 1943). B. L. Israelian examine alors les premières tentatives de paix séparée essayées par les satellites. La tactique de la Hongrie, de la Roumanie, de la Finlande, était toujours la même : faire valoir aux Anglo-Saxons — avec qui on veut traiter — qu'en ayant lutté contre l'U.R.S.S., les puissances de l'Europe centrale ont, au fond, aidé à la sauvegarde des intérêts fondamentaux de l'Occident ; puis essayer d'obtenir de la Grande-Bretagne, qui est portée à les écouter avec une certaine complaisance,

(1) On peut se demander si l'avance de Rommel, au printemps 1942, n'a pas été en rapport avec ce traité germano-japonais. Au départ, Churchill se l'expliquait mal. Mais, en avril, il justifiait son hostilité à l'établissement d'un second front dans l'immédiat par la menace d'une jonction, quelque part dans l'océan Indien, entre les Allemands et les Japonais.

une protection contre l'invasion soviétique — par exemple en aidant à l'intervention des troupes turques qui « rempliraient le vide » causé par le départ précipité des troupes allemandes vers l'Ouest.

A Casablanca (févr. 1943), ces questions sont bien présentes à l'esprit de Churchill : rien de concret ne fut décidé à propos du second front. Au contraire, sur son instigation, on lui substitua l'expédition de Sicile, une « absurdité stratégique », qui n'était au fond qu'un compromis politique entre les conceptions U.S. — qui visaient à frapper l'ennemi au cœur, soit à travers la France, soit par la Sardaigne et Rome — et celles des Britanniques, qui cherchaient à mordre l'ennemi aux flancs et à le saigner par des bombardements. Cette manière de procéder permettait, en outre, de prévenir l'avance des Soviétiques en Europe orientale et méridionale. Churchill, qui avait déjà réussi à faire accorder la priorité à la Méditerranée (sur l'Atlantique), obtint donc un nouveau succès avec ce débarquement en Sicile. Il poursuivra d'ailleurs son plan avec obstination : par l'attaque sur la Calabre d'abord — d'où il comptait s'élancer en Yougoslavie ; par la marche vers le nord de l'Italie, ensuite — avec Vienne comme but ultime, car il était toujours animé par le souci d'occuper des positions en Europe centrale avant l'arrivée des Soviétiques. Mais si, finalement, il ne devait pas aboutir, c'est que déjà l'Amérique imposait peu à peu ses plans de guerre, qu'inspiraient d'autres conceptions stratégiques et politiques.

L'Italie avait maintenant capitulé : tel était le résultat du gros effort fourni par les Soviétiques qui avaient rendu possibles les succès alliés en Méditerranée. Résultat, aussi, de la lutte du peuple italien pour la paix et des difficultés propres du gouvernement de Mussolini. Tout de suite, les Britanniques manifestèrent leur hostilité aux forces populaires qui, en Italie, voulaient abattre le fascisme : Londres et Washington ignorèrent la résistance italienne et consolidèrent Badoglio pour prévenir la Révolution, tandis que Georges VI évoquait sa solidarité de monarque avec l' « Empereur d'Éthiopie ».

Quant à l'U.R.S.S., dont les dispositions étaient mieux comprises du *Comité français de Libération*, elle jugea que plutôt que de laisser les Anglo-Saxons coloniser l'Italie, il valait encore mieux reconnaître le « gouvernement Badoglio » en établissant des relations directes avec lui, manière de sauver la souveraineté du peuple italien — qui saurait bien conquérir ses libertés démocratiques, maintenant que l'accord avec l'U.R.S.S. avait permis de faire participer au pouvoir les mouvements antifascistes.

Tandis que, avec la capitulation de l'Italie, se décomposait le camp fasciste, l'U.R.S.S. et ses Alliés, au contraire, ne cessaient de resserrer leurs liens. Sans doute, à Québec, l'U.R.S.S. était-elle encore absente et les Anglo-Saxons étaient-ils encore divisés ; Churchill n'essayant pas seulement de retarder l'ouverture du deuxième front, mais aussi de freiner les opérations en Extrême-Orient pour ménager ses forces, afin de mieux écraser — après la victoire — les mouvements coloniaux. A la conférence

des ministres des Affaires étrangères de Moscou (oct. 1943), néanmoins, toute une série d'accords de principe étaient conclus, notamment sur la nécessité d'accélérer la fin de la guerre et de construire, ensemble, la paix ; sur l'avenir de l'Europe ; sur la constitution de Commissions « alliées » pour l'Italie et les autres pays fascistes. Surtout, à Téhéran, un pas décisif était franchi car, pour la première fois, Anglais, Américains, Soviétiques décidaient de prendre des décisions en commun, aussi bien sur les grands problèmes de la guerre (collaboration des armées pour *Overlord*, intervention soviétique contre le Japon après la victoire sur l'Allemagne, etc.), que sur les grands problèmes de la paix et sur l'avenir de l'Allemagne.

Si Stalingrad constitua bien le tournant de la guerre, l'année 1944 vit la décomposition du bloc fasciste. C'est l'immense progression des forces soviétiques qui la détermina. Car, bien avant le débarquement du 6 juin, Finlande, Roumanie et Hongrie avaient déjà tenté de signer la paix. Et c'est bien avant le 6 juin, aussi, que les peuples se soulevèrent contre leurs dirigeants hitléro-fascistes, même le peuple allemand.

Ici, l'historien soviétique expose, par le menu, comment les Satellites de l'Allemagne sortirent de la guerre (23 pages) ; puis comment s'organisèrent contre Hitler les complots qui devaient, finalement, avorter le 20 juillet. Ces exposés, bien qu'ils utilisent souvent des documents soviétiques, n'apportent, cependant, pas grand-chose d'inédit au lecteur occidental ; pas plus, d'ailleurs, que le chapitre consacré à l'insurrection de Varsovie, où l'auteur dégage, soigneusement, la responsabilité du gouvernement soviétique.

Par contre, la relation des tentatives du Japon pour sortir de la guerre complète quelque peu la version que nous avions de ces événements. Il apparaît ainsi que le Japon procéda, dès avril 1944, à des sondages systématiques.

— Du côté de Moscou, où Shigemitsu s'offrit comme l'intermédiaire entre Russes et Allemands. Le ministre nippon proposa également aux Soviétiques d'organiser « la paix dans le monde entier », proposition qu'explicitement les Anglo-Saxons ne leur avaient jamais faite. Mais, fidèle à ses engagements, l'U.R.S.S. repoussa les offres nippones.

— Du côté des Anglo-Américains, les tentatives japonaises échouèrent, selon Israélian, parce que les bases de négociation proposées par Tokio (évacuation de la Chine — sauf la Mandchourie, par le Japon ; départ des Anglo-Saxons de Chine) ne permettaient pas aux Anglo-Américains de garder leurs positions en Chine, ni précisément, à ces derniers, d'en acquérir de nouvelles en Corée.

Pourtant, le groupe Butler, en Grande-Bretagne, tout comme les amis de J. Grew, aux U.S.A., avaient compris le rôle que pourrait jouer le Japon face aux révolutions de l'Asie. Néanmoins, les contacts établis en Suisse et à Stockholm échouèrent.

— Surtout, début 1945, le Japon essaya de renouer avec Tchang

Kaï-Chek, par l'intermédiaire de Liao-Vinh, un des dirigeants du gouvernement de Nankin, très lié au ministre de la Guerre de Tchang. Le négociateur vit Koïso, et lui présenta les propositions de Tchoung-King : départ des Japonais de Chine, retour de Tchang à Nankin dans les 3 mois ; conclusion d'une paix avec Londres et Washington. La question mandchoue serait réglée à part, et une fois la paix conclue. Ce qui signifiait que Tchang Kaï-Chek ne faisait pas, du retour de la Mandchourie à la Chine, une des conditions de la paix.

Mais les pourparlers avortèrent.

La capitulation de l'Allemagne et du Japon fait l'objet des *5e* et *6e parties.*

Refluant sous la poussée des armées soviétiques, les troupes hitlériennes essayèrent, à l'Ouest, d'acculer les Anglo-Saxons à un nouveau Dunkerque. Ce fut la contre-offensive des Ardennes, qui échoua. L'offensive d'hiver des Russes, par contre réussit ; elle amena alors les Allemands à transférer des troupes vers l'Est et, à Yalta, Staline demanda d'abord aux Alliés de tout faire pour les en empêcher. Churchill, à vrai dire, se souciait beaucoup plus de soustraire l'Autriche à l'avance des troupes soviétiques (Conférence de Malte). Il n'osa en souffler mot à Staline, mais évoqua avec Roosevelt un projet d'occupation tripartite de l'Europe centrale — il ne fut pas suivi.

A Yalta, les Trois Grands évoquèrent avant tout l'avenir de l'Allemagne — les Alliés voulaient la démembrer alors que l'U.R.S.S. était hostile à cette vassalisation. On nomma cependant une Commission de Démembrement, mais bientôt l'U.R.S.S. fit savoir qu'elle considérait ce projet de partage seulement comme un moyen de pression sur l'Allemagne. C'est donc grâce aux Soviétiques que cette idée fut abandonnée, car le partage ne résolvait pas les deux problèmes essentiels : la démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne. Il fut décidé que, tant qu'on ne leur trouverait pas une solution, l'Allemagne serait divisée en zones d'occupation. Seule la délimitation des secteurs respectifs de la Grande-Bretagne et des U.S.A., d'ailleurs, posa quelque difficulté. On décida aussi de la réunion d'une Commission de Contrôle pour la coordination de la politique d'occupation.

Sur la question des réparations, des décisions de principe « équitables » furent prises, mais il fallut deux ans pour qu'un protocole d'application soit effectivement conclu. Il était entendu que l'U.R.S.S. recevrait 50 % des dommages que verserait l'Allemagne. Simplement, Staline s'opposa à la mise en esclavage économique du pays vaincu et exigea que ces sommes soient en rapport avec les possibilités du peuple allemand.

L'accord se fit plus facilement, par contre, sur la construction de la paix future. Les questions de procédure (à l'O.N.U.) furent réglées à l'amiable ; toutefois, sur le problème des mandats, vu l'attitude de Churchill, on décida de s'en remettre à la Conférence de San Francisco.

Par contre, on put tout de suite lancer une proclamation sur la liberté de l'Europe : elle promettait à chaque peuple son indépendance ; Russes, Anglais et Américains les aideraient à installer des gouvernements provisoires, à mettre sur pied des institutions démocratiques, etc. L'accord se fit même, dans le détail, en ce qui concerne la Pologne et la Yougoslavie, qui avaient chacune deux gouvernements : dans le premier cas, l'U.R.S.S. prit l'initiative — qu'on accepta — de proposer la constitution d'une Commission tripartite qui aiderait à leur réconciliation. Dans le second, on se contenta de préciser par quel processus on parviendrait à une fin identique.

L'U.R.S.S. entendait d'ailleurs se mêler le moins possible des affaires intérieures des autres pays. En Chine, elle ne voulut pas jouer le rôle d'intermédiaire nécessaire entre Tchang Kaï-Chek et les communistes de Mao Tsé-Toung, alors que les Américains, par ce biais, cherchaient à sauver leurs positions impérialistes. L'U.R.S.S., quant à elle, désirait seulement faire la guerre à l'envahisseur japonais en concluant un pacte avec le gouvernement chinois. Staline promit d'ailleurs qu'il déclarerait la guerre au Japon quelques semaines après la victoire sur l'Allemagne, à des conditions toutefois que les ennemis de la collaboration internationale trouveront, plus tard, illégitimes. A Yalta d'ailleurs, les Anglo-Saxons s'attachèrent vivement à ce que l'U.R.S.S. intervînt rapidement dans la guerre contre le Japon. C'est qu'ils prévoyaient, alors, une guerre « longue » et qu'ils espéraient aussi détourner l'U.R.S.S. des affaires européennes.

En dépit des différends qui purent opposer les Alliés, cette Conférence de Yalta fut néanmoins très positive ; elle établissait les conditions d'une paix démocratique, seulement possible dans le cadre d'une collaboration avec l'U.R.S.S. Elle marqua aussi l'apogée de l'alliance entre les « Trois Grands ».

Mais, tout de suite, lors du règlement de l'affaire polonaise, les Anglo-Saxons sabotèrent de telle façon les accords de Yalta que l'U.R.S.S. signa avec le gouvernement de Lublin un traité d'amitié (21 avril 1945).

Les Anglo-Saxons allaient, d'ailleurs, violer l'esprit de Yalta en maintes circonstances.

Ce sont les signes et les étapes de ce durcissement à l'égard de l'U.R.S.S. que B. L. Israelian étudie maintenant. D'abord, la complaisance avec laquelle les Anglo-Saxons écoutèrent les tentatives allemandes de conclure avec eux une paix séparée — pour se retourner ensuite, avec eux, contre l'U.R.S.S. Ce qui les fit échouer, ce fut l'hostilité de l'opinion publique, en Grande-Bretagne et aux U.S.A., à un tel renversement des alliances. Et aussi l'issue, incertaine, d'un tel retournement au moment où on avait vraiment besoin de l'aide soviétique pour triompher du Japon.

Puis ce fut San Francisco, où Vandenberg et Dulles se vantèrent de vouloir élaborer une charte des Nations Unies « qu'elle convienne à l'U.R.S.S. ou non ». On chercha ensuite à diminuer le rôle de l'Union Soviétique au futur Conseil de Sécurité en multipliant les artifices de procé-

dure ; mais, à San-Francisco, l'U.R.S.S. finit néanmoins par faire voter le principe de l'évolution nécessaire des peuples vers l'indépendance, pierre dans le jardin de l'impérialisme.

Surtout, Anglais et Américains multiplièrent les provocations et les actes d'hostilité à l'égard de l'U.R.S.S. : en mettant fin au prêt-bail, en recommandant aux troupes alliées d'emmagasiner le matériel allemand pour le distribuer à la *Wehrmacht*, si l'offensive soviétique progressait trop rapidement. Dès le 28 mai, donc 20 jours après la capitulation de l'Allemagne, Churchill envisageait déjà une guerre contre l'U.R.S.S. (confidence à J. Davis) : on conçoit, écrit B. L. Israelian, que l'U.R.S.S., à Potsdam, ait pu se montrer méfiante.

Truman, d'ailleurs, arriva à Potsdam avec des propositions sur l'Europe orientale, qui allaient contre les décisions prises en commun à Yalta. En prétendant aider à la mise sur pied d'élections « libres » en Roumanie et en Bulgarie, les Américains, animés par Truman, cherchaient, au fond, à rétablir des institutions liées à l'impérialisme. Car les gouvernements démocratiques installés à Sofia et Bucarest réussissaient fort bien leur tâche et ils n'étaient « totalitaires » que pour ceux qui ignoraient les conditions de la vie politique en Europe balkanique. Or, à Yalta, on n'avait prévu d'aider, en commun, à l'installation de gouvernements provisoires qu'au cas où le fascisme manifesterait de la résistance, ce qui n'avait été le cas ni en Roumanie, ni en Bulgarie. L'Occident n'avait donc pas à se mêler de ces affaires, et la fermeté de l'U.R.S.S. réduisit à néant ses desseins.

Même échec des Occidentaux quand ils essayèrent de démembrer l'Allemagne ou de la supprimer. L'U.R.S.S. s'opposa à toutes ces mesures « réactionnaires ». Par contre, elle accepta de collaborer avec l'Occident à l'élaboration d'une paix durable, dès qu'il s'agissait au contraire de construire l'avenir. Ainsi elle prit, face au Japon, des positions sans équivoque, maintenant qu'elle était à même de tenir ses engagements, ce à quoi, manifestement, tenaient vivement les Anglo-Saxons — quelque destructeurs qu'aient pu être leurs raids d'Hiroshima et de Nagasaki. Ce devait être la déclaration de guerre de l'U.R.S.S., le 9 août, qui allait d'ailleurs acculer le Japon à une capitulation sans conditions, quand, avec cette intervention et le traité sino-soviétique disparurent, pour lui, tous les espoirs de signer une paix séparée, soit avec l'Amérique (négociations de Berne et Stockholm), soit avec l'U.R.S.S. (négociations Hirota), soit avec la Chine de Tchang Kaï-Chek (mission Liao-Vinh).

L'ouvrage de M. Israelian nous offre, on le voit, une vision tout à fait cohérente de la seconde guerre mondiale. Avec logique, l'auteur nous montre comment, à chaque tournant des hostilités, le « camp impérialiste », d'abord mené par W. Churchill, puis par l'équipe Dulles-Truman, fit tout pour que sa victoire sur l'Allemagne et sur le Japon fût aussi une victoire sur l'U.R.S.S. ; certains milieux n'hésitant pas, d'ailleurs, à faire passer

la lutte contre le communisme avant celle contre le fascisme. Et, de ce point de vue, il apparaît, à la lecture de l'ouvrage, que la place d'Ankara pendant la première phase de la guerre, les menées de A. Dulles, pendant la seconde, jouèrent un rôle qui mériterait d'être étudié de plus près.

Sans doute n'avons-nous présenté qu'un résumé très succinct de l'ouvrage si riche de M. Israelian. Et sans doute en avons-nous — aussi — faussé quelque peu le contour, en ne donnant pas toute la place qu'ils méritent aux chapitres, nombreux, où présentation et interprétation des faits diffèrent, somme toute, assez peu de leurs homologues occidentaux : les relations avec les États satellites de l'Allemagne, les rapports soviéto-nippons, le problème des réparations, la mise sur pied de l'O.N.U., les rapports franco-soviétiques, l'exposé, très complet, des grandes conférences (Téhéran, 9 pages ; Yalta, 20 pages ; Potsdam, 14 pages). Nous voulions seulement indiquer les thèses essentielles de l'ouvrage dans ce qu'elles ont de plus original et de plus systématique.

Ce n'est certainement pas dans ces limites, d'ailleurs, qu'on est à même d'en discuter le bien-fondé. Encore faut-il observer qu'en plusieurs circonstances, le lecteur manifeste quelque surprise. Ainsi, on admet fort bien que l'historien soviétique énumère avec complaisance toutes les tentatives de paix séparée qui se firent derrière le dos de l'U.R.S.S. Mais il ne dit pas un mot des pourparlers de Stockholm entre Russes et Allemands (juin 1943). Il y a aussi des omissions plus graves : sans parler des escamotages de détail (1), on est surpris de ne pas trouver trace des divergences avec Tito en 1944-1945 ; pas plus que ne sont abordés les problèmes qu'a posés la « Résistance grecque » en décembre 1944. Les rapports avec la Tchécoslovaquie sont présentés comme tout bonnement idylliques (sans référence suffisante à la question ruthène), et ceux avec la Chine réduits à la portion congrue (2). Plus généralement, les partis communistes n'interviennent qu'avec mention honorable et en tant qu'animateurs des mouvements de résistance. On ne dit rien des contradictions qui pouvaient rendre difficiles leurs rapports avec Moscou ; tout comme on n'explique pas — et ceci est lié à cela — dans quelle mesure leur attitude put être quelque peu déterminée par les « accords » anglo-soviétiques d'octobre 1944, ou par les décisions de Yalta. De la même façon, on évoque le pacte antikomintern, mais par la dissolution du Komintern en juin 1943, etc.

D'autres problèmes, difficiles à éluder, sont présentés d'une façon surprenante. Ainsi la question allemande.

(1) Lors des négociations de paix avec la Roumanie, pas un mot des bombardements anglo-américains sur Bucarest ; lors du voyage de de Gaulle à Moscou, aucune allusion aux divergences sur le gouvernement polonais ; pas un mot, non plus, sur l'hostilité de l'U.R.S.S. à ce que la France ait une zone d'occupation en Allemagne, ou à sa participation à la Commission des Réparations, etc.

Dans la bibliographie, rapide d'ailleurs, on s'étonne de ne pas voir figurer les témoignages de Dejider, Ripka, Bor-Komorovski, Tchang Kaï-Chek, Sitwell, etc. Lénine, par contre, est cité 12 fois. Staline deux fois seulement, comme Khrouchtchev.

(2) Les rapports sino-soviétiques occupent 4 pages. Ceux avec la Finlande 8 pages.

A la lecture des témoignages occidentaux, comme l'a montré M. G. Castellan, il apparaît que, jusqu'au 26 mars 1945, Staline était rallié au principe du partage de l'Allemagne et que même, à la conférence des ministres des Affaires étrangères d'octobre 1943, il accueillit avec enthousiasme le plan de Cordell Hull. Ce n'est qu'avec l'avancée victorieuse des troupes soviétiques, à la veille de Potsdam, que l'U.R.S.S. prit position contre le partage (1).

A lire M. Israelian, l'U.R.S.S. n'a *jamais* été favorable au partage. Lorsqu'il évoque la conférence d'octobre 1943 (où Staline manifesta son accord avec transport), il omet d'aborder la question du partage. Puis, exposant ce qui s'est passé à Yalta ***(4-11 février 1945)*** — où fut constituée une Commission tripartite de Démembrement — B. L. Israelian évoque certes l'existence de cette Commission, mais pour ajouter aussitôt que le ***26 mars 1945***, l'U.R.S.S. n'a envisagé le plan de partage allié que « comme un « moyen de pression » sur l'Allemagne ». Enfin, reprenant l'étude du problème allemand lors de l'examen de la Conférence de Potsdam (juillet 1945), il rappelle que l'U.R.S.S. a toujours manifesté pour le partage une hostilité inconditionnelle.

Présentation des faits assez équivoque, mais qui s'explique, si l'on rappelle que l'ouvrage est édité par le ministère des Affaires étrangères...

En dépit de toutes ces omissions ou de ces « habiletés », l'ouvrage de M. Israelian apparaît, néanmoins, comme une contribution capitale à l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Les thèses qu'il avance tout comme le schéma qu'il propose apparaîtront, sans doute, comme excessifs et insuffisamment étayés ; il n'en reste pas moins qu'ils ne manquent jamais de fondement et que les historiens de la deuxième guerre mondiale ne peuvent pas les ignorer.

Marc FERRO.

(1) V. G. CASTELLAN, La politique allemande de l'U.R.S.S., *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 21 et 22 (1956).

LES SOURCES ALLEMANDES DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE[1]

La tâche de l'historien de la deuxième guerre mondiale apparaît malaisée, hérissée d'obstacles. La difficulté émane du sujet lui-même, extrêmement vaste, avec des ramifications complexes, souvent peu apparentes ; sans cesse il se dérobe, on ne peut aisément le saisir dans son ensemble. L'histoire de la deuxième guerre mondiale touche à la psychologie, à la sociologie, à l'économie politique, elle embrasse toutes les disciplines comme elle concerne les multiples aspects de la vie. Comment définir le thème à étudier, le délimiter dans l'espace et le temps ; étudier le conflit c'est porter son attention non seulement, et, bien entendu, aux opérations militaires et à la conduite générale de la guerre, mais aussi à ses répercussions économiques et sociales ; la Résistance, la Collaboration, la Déportation, la Captivité sont des phénomènes liés à la guerre que l'on ne peut étudier, dans son ensemble, sans les prendre en considération ; enfin, la guerre commence beaucoup plus tôt qu'elle n'éclate, comme on a pu le dire fort justement (2) et s'il faut remonter à 1922 pour étudier l'histoire du conflit en ce qui concerne l'Italie, il faut se reporter à l'avènement de Hitler pour ce qui est de l'Allemagne (3), et peut être même bien avant ; les troubles qui suivirent l'effondrement de l'Empire en 1918, la flambée de nationalisme exacerbé, se traduisant par les assassinats des partisans d'une politique de paix, la formation de corps francs, particulièrement celui du *Baltikum*, constituaient autant de signes révélateurs d'un esprit de revanche, d'une dangereuse agressivité.

Une fois le champ d'investigation délimité, ce qui n'est pas aussi aisé qu'on pourrait le croire de prime abord, on entre dans le vif du sujet, c'est-à-dire le rassemblement et le choix des matières premières historiques. L'historien est avant tout celui qui cherche avec persévérance, celui qui sait trouver. L'abondance et la diversité des sources, « l'embarras de richesse », qui empêche souvent de distinguer l'important du moins important, leur

(1) Nous remercions vivement tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans l'élaboration de la présente étude et qui ont facilité nos recherches, tout particulièrement, le Dr Winter, directeur du *Bundesarchiv* à Coblence, et ses collaborateurs MM. Rohr, Müller et Murawski, ainsi que MM. Lange et Philippi du *Polit-Archiv* à Bonn.

Nos renseignements, en ce qui concerne la République démocratique, sont certainement moins précis que ceux relatifs aux archives de la République fédérale ; cela n'est pas intentionnel, bien entendu, mais simplement dû au fait que nous sommes à notre regret, moins bien informés sur la D.D.R., n'y ayant pas séjourné. Cependant, nous estimons que l'on peut tenir pour certain que l'essentiel se trouve à l'Ouest, la République démocratique possédant, par contre, la presque totalité des archives anciennes.

(2) Capitaine J.-L. Charles, *Vers une histoire de la deuxième guerre mondiale*, L'armée, la Nation, 2 juill. 1959.

(3) Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter, comme le montre, à bon escient, dans son article, Karl Dietrich Bracher, Das Anfangsstadium der Hitlerschen Aussenpolitik, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, janv. 1957, au discours tenu par le « Führer », le 3 février 1933, devant les chefs de l'armée et de la marine, dans l'appartement du chef de l'*Oberste Heeresleitung*, le général von Hammerstein, et où Hitler, dépouillant son « pacifisme tactique », propre à tromper ses adversaires, dévoilait ses plans d'attaques et de conquêtes.

extrême dispersion posent, sans cesse, des problèmes de documentation des plus ardus. Certains pays refusent l'accès de leurs archives diplomatiques et militaires de la période de la deuxième guerre mondiale ; il en est ainsi de la France et de la Grande-Bretagne, qui ont adopté le principe des cinquante ans de recul, en ce qui concerne le droit à l'accès et à la divulgation des archives. Certains documents ont un caractère confidentiel ; ainsi, la Grande-Bretagne refuse la communication des dossiers S.O.E. *(Special Operative Executive)*, chargé de la coordination de l'action clandestine dans les territoires occupés et on en comprend facilement les raisons.

Lorsqu'on examine le cas particulier des sources allemandes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, on constate qu'il existe des difficultés énormes pour l'étude de ces sources, du fait des événements. Ainsi, le directeur des Archives de la République fédérale, le Dr Winter, a pu écrire, à bon droit, résumant en un raccourci saisissant la situation : « La guerre a détruit une partie des archives de l'histoire allemande, dispersé une autre partie à tous les vents (1). » Beaucoup de documents ont, en effet, été détruits, soit au cours des combats ou des bombardements alliés, soit volontairement, *in extremis*, sur les ordres des autorités du IIIe Reich, au moment de l'avance des troupes alliées ; quant aux documents qui ont pu échapper à la destruction, beaucoup se trouvent encore hors d'Allemagne et les collections rendues à l'Allemagne sont très dispersées et comportent de sérieuses lacunes. Fait inouï et sans précédent, celui d'un peuple ayant perdu ses archives, c'est-à-dire ses bases historiques, l'on pourrait presque dire sa personnalité. En l'an 1945, au milieu du chaos et des destructions massives, l'Allemagne, frappée de stupeur, nous semble, à l'image du Peter Schlemihl de Chamisso, à la recherche de son âme. Cependant, d'années en années des restitutions des prises de guerre ont eu lieu et grâce au labeur des archivistes allemands un regroupement progressif des archives a pu se faire ; plusieurs savantes publications sur les archives allemandes sont en cours, offrant sans cesse de nouveaux champs de recherches aux historiens. Mais l'extrême abondance des sources, leur dispersion et aussi le caractère très particulier de ces sources créent des difficultés de tout genre ; faire le bilan des sources allemandes de la deuxième guerre mondiale serait les surmonter en partie, mais actuellement l'entreprise serait prématurée et trop téméraire — loin de nous cette prétention — mais faire un tour d'horizon (2), donner quelques aperçus sur l'état présent de ces sources, en examiner la valeur, est peut-être possible et non dépourvu d'utilité.

Quels sont actuellement les documents imprimés, les grandes collections dont dispose l'historien, quelle en est la valeur intrinsèque et jusqu'à quel point ces collections sont-elles représentatives de l'ensemble des fonds d'archives ? Parmi les documents imprimés, collections diverses, autobiographies, témoignages, etc., il sera bon de faire une discrimination entre ceux de l'époque nazie et ceux postérieurs à 1945. Enfin et surtout quels sont les documents inédits accessibles à la recherche historique ? On distinguera les documents capturés par les Alliés, qui ont été systématiquement examinés par les professeurs et archivistes anglo-saxons et qui ont donné lieu, bien souvent, à des photocopies et à des microfilms, des documents, que l'on pourrait qualifier « d'entièrement inédits », c'est-à-dire ceux qui sont demeurés en Allemagne et n'ont été l'objet d'aucun procédé de multiplication.

(1) Dr Winter, Geschichte zwischen Staub u. Akten..., *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 sept. 1957.

(2) La meilleure synthèse sur l'état des archives allemandes, bien que certains renseignements qu'elle donne soient déjà périmés : Wilhelm Rohr, Schicksal u. Verbleib des Schriftgutes der Obersten Reichsbehörden, *Der Archivar*, juill. 1955, pp. 162-173.

I. — Les archives de l' « Auswärtige Amt » (1)

De même que le Quai-d'Orsay, l'*Auswärtige Amt* possède ses propres archives qui remontent à la « Confédération du Nord » (2), en 1867, et qui méritent, bien entendu, au premier chef, l'attention de l'historien ; sa curiosité s'attachera à l'organisation des divers départements, au sort réservé aux archives, aux publications auxquelles celles-ci ont donné lieu.

Les archives de l'*Auswärtige Amt*, à l'époque du IIIe Reich, comportaient les divisions suivantes :

Personnel et administration ; département politique ; questions économiques ; questions juridiques ; département culturel ; information et presse ; radiodiffusion politique ; département Allemagne qui, par la suite prit le nom de Groupe intérieur I et II.

Le département *Personnel et administration* est considéré comme entièrement perdu.

On peut considérer le *Département politique*, de beaucoup le plus important, comme conservé jusqu'à l'année 1940 ; pour les années suivantes, il y a malheureusement d'énormes lacunes ; cependant, ces lacunes peuvent être en partie, compensées par les documents du *Büro Ribbentrop*, *Büro Reichsminister*, *Büro Staatssekretär* et *Büro Unterstaatssekretär* et aussi par d'autres documents comme, par exemple, les papiers de l'interprète Paul Schmidt. On possède, grâce à une chance extraordinaire, une collection de microfilms (10 000 pièces) de la plus haute importance provenant du *Büro Ribbentrop*, dont les archives ont été détruites. Cette collection tomba aux mains des Américains dans le lieu de repli de l'état-major de Ribbentrop, dans la région de Salzburg ; elle constitue une des sources les plus importantes pour l'histoire de 1939 à 1943 ; malheureusement elle ne représente que les fragments de la vaste collection de microfilms qui comprenait l'ensemble des archives du *Büro Ribbentrop*. Les archives de la section *Staatssekretär* sont à peu près au complet pour la période 1939-1943. A partir de 1943, les archives constituant le travail courant, ne furent pas évacuées et furent détruites, lors de l'effondrement du IIIe Reich. En résumé, on peut estimer la conservation des archives politiques comme assurée jusqu'à l'année 1943.

En ce qui concerne les archives du *Département commercial*, la situation est exactement inverse ; en effet, lors d'une évacuation de Berlin, en 1943, une partie importante des archives du début de la deuxième guerre brulèrent, alors, qu'au contraire, les documents des années 1942 à 1944 sont, dans l'ensemble, mieux conservés.

Le *Département des Affaires juridiques* présente, pour la période de la deuxième guerre mondiale, notamment pour les années 1943-1944, un

(1) D'après les renseignements obligeamment communiqués, lors de notre visite au *Polit. Archiv.* — On peut se reporter à Hans Philippi, Das Politische Archiv des « Auswärtigen Amtes », *Der Archivar*, avril 1958, pp. 139-150.

(2) *Norddeutscher Bund.*

ensemble exceptionnellement bien conservé. Ces archives sont d'un intérêt moindre pour l'histoire politique ; elles se rapportent à des cas juridiques très spéciaux, Croix-Rouge, prisonniers de guerre, internés. Il est probable que les papiers personnels de Gaus, chef de ce département et conseiller juridique de Ribbentrop, qui sont malheureusement perdus, présentaient un grand intérêt historique.

Pour le *Département culturel*, mêmes remarques que pour le Département commercial, car il y eut, au cours d'une évacuation de Berlin, des pertes importantes portant sur les premières années de la guerre. Ce département avait sous son contrôle les établissements scolaires, les instituts, les sociétés allemandes à l'étranger. Une des tâches les plus importantes qui lui incombait, celle de s'occuper des *Volksdeutschen*, lui fut enlevée pendant la guerre et confiée au groupe *Inland* I et II.

En ce qui concerne le *Département de la Presse et de l'Information*, les archives administratives sont conservées jusqu'à la deuxième guerre mondiale. L'extraordinaire développement, qu'avait pris ce département dès le début de la guerre, rendit impossible la sauvegarde de la totalité de ses innombrables archives. Les documents conservés permettent cependant de déceler la lutte sourde qui opposait Ribbentrop à Goebbels et au ministère de la Propagande, chacun s'efforçant d'acquérir pour son compte le monopole de la politique de propagande du IIIe Reich, rivalité se traduisant par une série de conflits, tant en Allemagne qu'à l'étanger, entre ces deux importants services. Les fragments de quelques dossiers de ce département sont de toute première importance pour l'histoire de la presse, par exemple, celui de Paul Schmidt, chef de ce département, celui de l'ambassadeur Krümmer, ainsi que ceux du bureau de l'Information.

Le *Département de la Radiodiffusion politique* fut créé au début de la guerre. L'état de conservation des archives de ce département est également très incomplet. Les documents conservés se limitent essentiellement aux années 1943-1944.

Les archives du *Département Deutschland*, comprenant les *groupes Inland I et II*, sont d'une extrême importance pour la connaissance de l'Allemagne nationale-socialiste, car ce département formait le lien entre l'*Auswärtige Amt* et le « Parti » ; c'est là qu'étaient élaborés les mémoires traitant de sujets très spéciaux, caractérisant tout particulièrement la politique nazie, tels que le Judaïsme et le *Volkstum*. L'état de ce département est relativement satisfaisant, mais les archives conservées ne vont pas au delà de l'année 1943. D'importantes pièces de ce fonds ont été utilisées au Procès de Nuremberg.

L'évacuation des Archives de l'*Auswärtige Amt* fut décidée au printemps 1943, lorsque les bombardements aériens sur les villes allemandes s'intensifièrent (1).

(1) Sur le sort des archives évacuées. Cf. Rudolf Holzhausen, Die Quellen zur Erforschung der Geschichte des Dritten Reiches, *Archivalische Zeitschrift*, Bd. 46, 1950, pp. 196-

Le ministère lui-même était d'ailleurs scindé en deux, une partie demeurant à Berlin, l'autre évacuée en Silésie. Dès le début de la guerre, Ribbentrop avait, en effet, installé son état-major, ses archives propres dans un « quartier général volant », un train blindé appelé le *Westfalen*. En janvier 1945, la Silésie menacée par l'avance russe n'offrant plus une base sûre, l'état-major de Ribbentrop, après avoir détruit une partie des dossiers de caractère confidentiel, se rendit, avec les archives qui restaient, en Thuringe. Pendant ce temps, la section proprement dite des archives politiques de l'*Auswärtige Amt* s'était établie dans différents châteaux au Sud et à l'Est de Berlin et dans le Harz oriental ; n'étaient restés à Berlin que les dossiers les plus récents pour l'usage courant des services. Jusqu'en février 1945, des versements d'archives furent opérés dans ces différents dépôts extérieurs. Le centre d'évacuation était situé à Meisdorf dans le Harz oriental. Les transports ne se firent pas sans pertes sévères, notamment lors de l'incendie d'un camion transportant des archives politiques fort importantes pour l'époque 1920 à 1936. En 1945, il fut demandé aux archivistes d'envoyer un inventaire de leurs documents à Berlin ; le 6 avril, cet inventaire leur fut retourné avec l'avis de se tenir prêts à détruire certaine catégorie de documents, notamment ceux des dix dernières années. Le 10 avril, un ordre, donné par téléphone, parvint à Meisdorf enjoignant au personnel des Archives de commencer la destruction. Mais les archivistes étaient, bien entendu, enclins à conserver les documents confiés à leur garde et les troupes américaines étant proches, les ordres de Berlin perdaient de leur force persuasive, de sorte que, seule, une petite partie des archives fut ainsi détruite, *in extremis*.

Alors qu'à Berlin les troupes soviétiques découvrirent les archives récentes dans les ruines fumantes de la *Wihlhelmstrasse*, la majeure partie des archives politiques de l'*Auswärtige Amt* tomba au pouvoir de la I^re^ armée américaine. Depuis un certain temps déjà, des plans avaient été soigneusement établis par les Alliés pour la sauvegarde des archives allemandes. Les groupes spéciaux d'archivistes anglo-saxons, qui suivaient les armées en campagne, prirent connaissance, sans délai, des archives trouvées. Les Alliés s'étaient, en effet, demandé si les documents découverts ne leur avaient pas été livrés intentionnellement et s'ils n'étaient pas apocryphes. Un examen approfondi prouva leur authenticité. Toutes les archives furent rassemblées au château de Marburg, puis à Hessisch-Lichtenau, en vue d'un classement sommaire ; en mars 1946, elles furent transportées au *Document Center*, dans le secteur U.S. de Berlin, puis, au printemps 1948, transférées, par le pont aérien, en Grande-Bretagne, à Whaddon Hall. Les archives de l'*Auswärtige Amt*, capturées par les Anglo-Américains, furent restituées à la République fédérale allemande, par fractions, de septembre 1956 à décembre 1958, et se trouvent désor-

207, et Margaret LAMBERT, Source Materials made available to historical research as a result of World War II, *International Affairs*, avril 1959, pp. 188-197.

mais à l'actuel *Auswärtige Amt* de la *Bundesrepublik* (1). Les chercheurs ont accès à tous les fonds jusqu'à l'année 1945.

Si la majeure partie des archives politique de l'*Auswärtige Amt* du IIIe Reich est tombée aux mains des Alliés occidentaux et se trouve actuellement à Bonn, cependant, certains fonds importants de ces mêmes archives ont été capturés par les troupes soviétiques et restitués à la République démocratique allemande, en plusieurs versements, de 1952 à 1959. Parmi ces archives, qui se trouvent vraisemblablement au *Deutsches Zentralarchiv* (2), Potsdam, on peut citer (3) :

1. Quelques dossiers du Département *Allemagne intérieur I et II*, concernant les relations de l'*Auswärtige Amt* avec la Gestapo et le S.D.

2. Quelques archives du *Büro Ribbentrop*.

3. *Les archives de plusieurs missions allemandes à l'étranger*, qui furent rapatriées en Allemagne, après la rupture des relations diplomatiques avec les pays intéressés ; elles se trouvaient entreposées au château de Friedland, à 60 km S.-E. de Berlin, dans la propriété de l'ambassadeur Zech, à Börln, près de Wurzen, notamment les papiers de l'ambassade allemande à Moscou (1912-1941).

4. Quelques archives, parmi les dernières en date, du *Département politique*, qui ne purent être évacuées de Berlin, notamment quelques dossiers de la section : *Polit. I. Britisches Empire*, ainsi que les archives de von Neurath.

5. *Les archives privées de quelques diplomates allemands*, capturées par les troupes soviétiques lors de l'invasion des provinces orientales de l'Allemagne, notamment, les archives du dernier ambassadeur allemand à Londres, Herbert von Dirksen ; celles du dernier ambassadeur allemand en U.R.S.S., Friedrich Werner von der Schulenburg, exécuté pour sa participation au complot du 20 juillet, et celles de l'ancien ambassadeur allemand à Madrid, le général Faupel. Les archives Faupel éclairent d'un jour intéressant les relations entretenues, durant la guerre, par Hitler et Ribbentrop, le plus souvent tout à fait en dehors des services réguliers de l'*Auswärtige Amt*, avec les États de l'Amérique du Sud.

6. Probablement les *Archives des autorités allemandes dans les pays de l'Europe du S.-E.*

7. Les archives de personnalités et d'organismes de l'émigration allemande en France et en Hollande, ainsi, par exemple, les archives de la *Pariser Tageszeitung*.

(1) *Politisches Archiv. Auswärtiges Amt*, Bonn, Koblenzer Str. Les demandes de renseignements sont à adresser à son directeur, Leg. Rat. Dr Ullrich.

(2) *Deutsches Zentralarchiv*, directeur, Dr H. Lötzke, Potsdam, Stalin Allee 98-101.

(3) Holzhausen, *Die Quellen...*, précéd. c. ; ainsi que, pour le détail, l'inventaire des fonds du D.Z.A., *Übersicht über die Bestände des Deutschen Zentralaschivs Potsdam* (Schiftenreihe d. Deutschen Zentralarchivs, Nr. I), Berlin, Rütten n. Loening, 1957, 232 p. et l'article de G. Castellan, Les archives de la République démocratique allemande, *Revue historique*, janv.-mars 1959, pp. 66-67 ; H. Lötzke, Weiteres Archivmaferial zur deutschen Geschichte von der U.d.S.S.R. übergeben, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, Heft 5 (sept.-octobre) 1960, pp. 1177-1183.

II. — Les publications de documents diplomatiques

Les archives de l'*Auswärtige Amt*, comme bien l'on pense, sont de première importance pour l'histoire diplomatique de la deuxième guerre mondiale et tout particulièrement pour l'histoire des origines de la guerre. Ces archives ont déjà été largement utilisées, non seulement à des fins historiques, mais aussi de propagande politique. Toujours est-il que l'historien peut trouver son profit même dans des collections de documents publiées dans un but non strictement scientifique.

La publication nazie. — Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges. Auswärtiges Amt, 1939, Nr. 2, livre blanc allemand, sur les origines de la guerre, est à citer, à titre de curiosité. La comparaison avec les documents originaux est possible et permet de fructueuses observations ; on constate, en effet, quelques altérations du texte. Une étude de ces altérations a son intérêt propre, car elle éclaire d'un jour particulier les techniques de propagande.

La publication américaine. — Nazi-Soviet Relations, 1939-1941, effectuée par le *Department of State*, comporte une sélection de documents du ministère allemand des Affaires étrangères ; elle est due à la guerre froide comme les deux collections russes, publiées par le ministère des Affaires étrangères soviétique.

Les publications russes. — Documents secrets des Affaires étrangères d'Allemagne, en 3 volumes, porte sur les relations germano-turques, germano-hongroises et germano-hispaniques.

Documents and materials relating to the Eve the Second World War, t. I : *1937-1938* ; t. II : *Dirksen papers*, *1938-1939* (1).

Ces collections, tant américaines que russes, constituent un choix de documents et un choix est toujours arbitraire et ici même il correspond à un objectif politique précis ; en dépit des défauts inhérents à ce genre de publications, elles présentent cependant, un intérêt incontestable pour l'historien de la deuxième guerre mondiale, qui pourra y puiser de nombreux renseignements.

Quant à la grande publication tripartite, *Documents on German Foreign Policy* (2), de beaucoup la plus importante, bien entendu, elle est due à une initiative purement scientifique (3). C'est en 1946 que les

(1) Pour le détail de ces diverses publications, se reporter à Henri Michel, *Bibliographie sélective de l'histoire de la deuxième guerre mondiale à l'usage des professeurs d'histoire*, Deuxième Journée internationale pour l'Enseignement de l'Histoire, Bergneustadt, 15-17 avril 1957.

(2) Ed. allemande, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik*, Baden-Baden. Il existe une édition française sous la direction de Maurice Baumont. Pour la description de ces collections, se reporter à H. Michel, *op. cit.*

(3) Pour l'historique de la publication tripartite, consulter l'article du chef de la Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Miss Margaret Lambert, *Source Materials*, *op. cit.* — Depuis décembre 1960, la collection est devenue quadripartite, le gouvernement fédéral allemand collaborant à la publication. Cf. Alain Clément, La publication quadripartie des archives diplomatiques de Weimar, *Le Monde*, 24 décembre 1960.

gouvernements anglais et américains, cédant à la pression de leurs historiens, décidèrent de publier une sélection de documents diplomatiques concernant la deuxième guerre mondiale. Le travail de sélection et d'édition fut confié à une Commission d'historiens travaillant en pleine indépendance. L'année suivante, le gouvernement français s'associa à l'entreprise. Le gouvernement de la B.R.D. a pris des dispositions pour continuer l'édition allemande de tous les volumes publiés seulement en anglais ; ces mesures témoignent combien l'intérêt scientifique l'emporte sur les considérations nationales dans cette entreprise internationale.

La publication couvre une période relativement restreinte ; cependant, on peut dire que les archives portant sur les années 1920 à 1933 et 1942 à 1945, ont été méthodiquement examinées à fond et les pièces les plus importantes en ont été microfilmées. Les historiens peuvent consulter ces microfilms au *Public Record Office*, à Londres, et aux *Archives nationales*, à Washington. Beaucoup de documents se rapportant à la première guerre mondiale ont été microfilmés pour information complémentaire, de sorte que le *Public Record Office* possède actuellement, sous forme de photocopies ou de microfilms, un ensemble important de documents diplomatiques allemands. Un catalogue des dossiers et des microfilms, dû à la générosité du *War Documents Committee of the American Association*, est en cours de publication.

Il est peut-être bon de remarquer que les documents diplomatiques allemands, actuellement accessibles aux chercheurs, soit à l'*Auswärtige Aml* à Bonn, soit, sous forme de microfilms ou de photocopies, au *Public Record Office* à Londres, constituent une source appréciable d'information non seulement, évidemment, sur la politique extérieure du III[e] Reich, mais aussi sur sa politique économique et sociale et, dans une certaine mesure, sur la situation intérieure dans d'autres pays.

La publication tripartite, qui a pour base les archives de la *Wilhelmstrasse*, comporte aussi des archives de la Chancellerie du III[e] Reich et quelques autres fonds ; elle comprend beaucoup de documents diplomatiques, mais non pas, et il s'en faut de beaucoup, tous les documents diplomatiques. Dans quelle mesure les archives diplomatiques conservées et accessibles à la recherche ont-elles été reproduites dans la collection tripartite, telle est la question qui se pose. Il est difficile, selon le D[r] Philippi, peut-être le meilleur connaisseur en la matière, d'établir un pourcentage. Lors de notre passage aux archives de l'*Auswärtige Aml* à Bonn, nous avons fait quelques sondages ; ainsi, nous avons fait un rapprochement entre un volume des documents originaux, concernant la France à un moment donné, et le volume correspondant de la collection tripartite ; d'une part, *Polit. Archiv. Ausw. Aml. Büro Staatssekretär. Akten betr. Frankreich*, 22 Oktober 1938-16 Juni 1940 ; d'autre part, *Dokuments on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, vol. IX : *The War Years*, 18 March-22 June 1940.

Nous avons pu constater qu'un assez grand nombre de documents

manquent dans la publication tripartite, par exemple, les documents allant de la page 448 à 484 du registre des originaux. Quelques-uns, cependant, parmi les textes non reproduits sont assez curieux et mériteraient, jusqu'à un certain point, il nous semble, l'attention de l'historien. Ainsi, par exemple, les dépêches nos 129 et 130 du 23-3-1940, concernant le gouvernement Paul Reynaud, les instructions données au *Comité Abetz* (p. 453 et ss.), les renseignements fournis à Ribbentrop par le S.D. sur une conversation dans une société parisienne (8 avril 1940, pp. 457 et ss.), ne nous paraissent pas dépourvus d'intérêt.

Selon l'avis des spécialistes les plus compétents, on ne saurait douter que la collection tripartite ne reproduise les documents diplomatiques les plus importants ; cependant, il reste toujours possible de récolter des documents curieux en se reportant aux sources mêmes. Malgré quelques critiques de détail — on a pu reprocher aux éditeurs quelques inexactitudes dans la traduction de certains termes allemands (1) — les historiens, même allemands, s'accordent à reconnaître la haute valeur scientifique de cette collection qui a été publiée, dans l'ensemble, avec le plus grand soin.

Dans l'utilisation des documents de la *Wilhelmstrasse*, l'historien s'efforcera de ne pas perdre de vue une certaine difficulté d'interprétation des textes, difficulté inhérente aux matériaux historiques de l'époque nationale-socialiste. En effet, ce qui se fait contre le gré du « Führer » ou du « Parti » se fait dans l'ombre, en se conformant, cependant, en apparence, à la phraséologie nazie (2). Les actes politiques, sous le IIIe Reich, ne doivent pas toujours être jugés d'après la signification donnée à l'époque, les diplomates jouent le double jeu plus que jamais, les paroles ont un sens caché (3). En résumé, les archives de la *Wilhelmstrasse* offrent à l'historien un ensemble du plus grand intérêt pour l'intelligence de la genèse de la deuxième guerre ; elles sont certainement les moins dispersées et relativement les mieux conservées parmi les sources allemandes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale et constituent une mine inépuisable de renseignements de toute sorte.

III. — Les archives des ministères et des hautes autorités du IIIe Reich

Les archives des ministères et des autorités supérieures du IIIe Reich donnent, bien entendu, une image de l'Allemagne en guerre, de l'occupation allemande de l'Europe, et sont, par conséquent, indispensables pour la compréhension du déroulement des événements. L'historien de la deuxième guerre mondiale s'appliquera donc à les rechercher et à les étudier avec le plus grand soin ; pour faciliter sa tâche, il ne disposera pas de grandes

(1) Holzhausen, *Die Quellen...*, *op. cit.*

(2) *An Den Jargon der Gruppe*, Paul Kluke, Aufgaben u. Methoden Zeitgeschichtlicher Forschung, *Europa Archiv*, 5 avril 1955, p. 7434.

(3) Il en est ainsi en ce qui concerne le mémoire du diplomate antinazi von Trott zu Solz. Se reporter à Marcelle Adler-Bresse, La mission à Londres d'Adam von Trott zu Solz (juin 1939), *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, octobre 1958, p. 58.

publications comme, par exemple, la collection tripartite, et il n'aura pas la chance de rencontrer l'ensemble des documents dans un lieu donné, le *Politisches Archiv* à Bonn, comme c'est le cas pour les archives diplomatiques. Les archives des ministères et des diverses administrations de l'époque nationale-socialiste ont, d'une part, subi de graves dommages, peut-être, plus encore que les archives diplomatiques ; d'autre part, elles sont très dispersées ; il en résulte des difficultés accrues pour le chercheur.

Parmi les archives qui ont pu être sauvées, une partie se trouve actuellement aux États-Unis ; il existe, pour ces archives, un guide du chercheur (1), inventaire analytique de différents dépôts d'archives, complété par un article bibliographique (2). L'inventaire porte sur les fonds allemands du *Hoover Institute and Library*, Stanford University, California, sur la *Library of Congress* et le *Yiddish Scientific Institute*, New York, l'article sur les documents allemands conservés au *Departmental Records Branch*, Alexandria (Virginia) (3) et *National Archives*, Washington.

Cependant, une notable partie des archives conservées se trouve en Allemagne, soit que ces archives aient été restituées par les Anglo-Américains à la *Bundesrepublik*, par les Russes à la *Deutsche Demokratische Republik*, soit qu'elles aient échappé à tout contrôle étranger, entrant par là même dans la catégorie « d'archives entièrement inédites » et, à ce titre, d'autant plus intéressantes.

Aux deux États allemands correspondent deux administrations des archives. La République de Bonn à son *Bundesarchiv* à Coblence, dépendant du gouvernement fédéral, et les archives des *Länder*, subordonnées aux divers gouvernements locaux, Bavière, Hesse, Basse-Saxe, etc., la République démocratique son *Deutsches Zentral Archiv* à Potsdam, chacun de ces organismes se donnant comme l'héritier direct des archives du Reich. Il en résulte, sur le plan pratique, une fâcheuse dispersion des documents, des pièces appartenant à un seul et même fonds ont souvent été disséminées, au gré du hasard, les unes à Coblence, les autres à Potsdam.

Bundesarchiv (4). — Le grand dépôt central des archives de la République fédérale, le *Bundesarchiv* à Coblence, institué par une ordonnance en date du 24 mars 1950, et ouvert au public depuis juin 1952, peut déjà s'enorgueillir de posséder d'importantes collections de tout genre (5). Grâce à des recherches systématiques, il a pu récupérer des documents dans différents lieux de refuge, notamment en Bavière ; dès à présent, il a pu regrouper une partie appréciable des archives ministérielles et adminis-

(1) *Guide to captured German documents*, Prepared by Gerhard L. Weinberg and the W.D.P. Staff under the direction of Fritz T. Epstein, Alabama, Human Resources Institute, 1952, in-4°, 90 p. — *Supplement to the Guide to captured German documents*, Prepared by Gerh. L. Weinberg, Washington, National Archives, 1959, 69 p.

(2) Fritz Epstein, Zur Quellenkunde der neuesten Geschichte..., *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 313-326.

(3) Georges Bonnin, Les archives allemandes d'Alexandria, *Revue historique*, juill.-septembre 1960, pp. 105-111.

(4) *Bundesarchiv*, directeur Dr Winter, Koblenz, Am Rheim, 12.

(5) Sur la formation et l'organisation du *Bundesarchiv*, on peut consulter l'article de son directeur, le Dr Winter, Les Archives allemandes avant et après 1945, *Allemagne d'aujourd'hui*, sept.-octobre 1956, pp. 88-97.

tratives du IIIe Reich ; ces archives, pour la plupart « entièrement inédites », présentent un intérêt incontestable pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale, en général, pour l'histoire de l'occupation allemande en France, en particulier. Se trouvent, notamment, au *Bundesarchiv* (1) :

— *Des archives du ministère des Finances* (2) concernant les relations économiques et financières avec la France, des questions de monnaie, de biens ennemis et de dettes, d'impôts et de douanes, questions de Clearing, frais d'occupation, dommages de guerre.

— *Des archives du ministère de l'Intérieur* (3) : Budget des administrations civiles dans les territoires occupés, entre autres, en Lorraine et au Luxembourg ; questions de frontières ; impôts en Alsace-Lorraine, à Eupen-Malmedy, à Moresnet ; introduction de l'administration communale allemande en Alsace. Dommages de guerre en Belgique, Luxembourg, France, Pays-Bas et les pays annexés de l'Est. Pourparlers avec divers pays au sujet de règlements de dommages de guerre... Ordres au chef de l'administration civile en Alsace et en Lorraine ; dossiers du personnel administratif en Alsace... Rapports sur la situation dans les villes alsaciennes et lorraines...

— *Des archives de Police* (4) : Dossiers personnels, nominations, prises en charge de fonctionnaires belges et polonais. Activité de fonctionnaires de la police dans les territoires occupés, entre autres, dans le secteur du *B. d. O. (Befehlshaber der Ordnungspolizei)* de Paris, de Belgique et du Nord de la France ; nominations de Lorrains en qualité de fonctionnaires du Reich ; ordres au bataillon spécial de police en Alsace (5).

— *Des archives de l'Office de Statistique du Reich* (6) : Documents statistiques sur le financement de la guerre dans le Reich.

La structure économique de départements français ; l'industrie métallurgique française, l'industrie des métaux non ferreux en France, l'industrie électrique, les ports français. Statistiques économiques de la France occupée (rapports du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, de 1940 à 1943). Rapports mensuels sur les matières premières en France occupée.

— *Des archives du ministère du Travail* (7) : Main-d'œuvre pour les fortifications à l'Est et à l'Ouest. Main-d'œuvre des prisonniers de guerre et des travailleurs civils étrangers dans l'économie de guerre allemande.

Administration civile en Alsace et en Lorraine ; main-d'œuvre alsacienne. Rapports sur l'état d'esprit des travailleurs étrangers dans le Reich d'après les bureaux d'examen des lettres de Paris et de Bordeaux.

(1) *D'après l'inventaire analytique inédit*, aimablement communiqué par le Dr Müller.
(2) R. 2 : *Reichsfinanzministerium.*
(3) R. 18 : *Reichsministerium des Innern.*
(4) R. 19 : *Reichsführer S.S. u. Chef d. Deutschen Polizei. Der Chef der Ordnungspolizei.*
(5) Sur les archives de police, il existe une publication du *Bundesarchiv*, H. I. Neufeldt, J. Huck, G. Tessin, *Zur Geschichte der Ordnungspolizei*, 1936-1945, Koblenz, Schriften d. Bundesarchivs, Nr. 3, 1957, in-4°.
(6) R. 24 : *Statistisches Reichsamt.*
(7) R. 41 : *Reichsarbeitsministerium.*

Questions sociales en Belgique et aux Pays-Bas. Recrutement et activité des travailleurs dans les pays occupés de l'Ouest. Rapports sur la situation économique dans les territoires occupés en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas. Recrutement de travailleurs spécialisés pour les industries de guerre allemandes.

— *Des archives de la Chancellerie* (1). *En général* : Opinion publique et information. Propagande ennemie dans les pays occupés. Administration dans les territoires occupés (rapports mensuels). Exécution de l'ordonnance du « Führer » du 13-1-1943, sur l'effort de guerre dans les pays occupés. Voyages de personnalités dans les pays occupés. Assurances sociales. Constructions dans les pays occupés. Droit de la police dans les territoires sous contrôle civil. Questions économiques dans les territoires occupés.

A l'Ouest : Guerre et occupation de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. Administration militaire dans les territoires occupés de l'Ouest. Impôts dans les pays occupés. Budget du chef de l'administration civile. Obligation militaire en Alsace-Lorraine et au Luxembourg. Inspections en vue de prises de matières premières en Belgique et en France. Main-d'œuvre en France et en Italie. Salaires des fonctionnaires en Alsace-Lorraine et au Luxembourg.

Autres champs de bataille : Occupation du Danemark, de la Norvège. Mesures militaires prises dans les Balkans...

— *Des archives de l'Académie de Munich* (2) : Activité des lecteurs de l'Académie de Munich et d'Instituts culturels à l'étranger dans le domaine de la propagande culturelle en Belgique et en France. Rapports sur l'attitude de la population à l'égard de l'Allemagne dans les pays occupés.

Il s'agit là, comme bien l'on pense, de fonds importants, mais il en est encore beaucoup d'autres au *Bundesarchiv*, provenant de ministères et de grandes administrations du III[e] Reich (3), qui présentent un intérêt certain pour l'histoire de l'occupation allemande et pour l'histoire de la conduite de la guerre.

Le *Hauptarchiv* (4) (anciennement *Preussisches Geheimes Staatsarchiv*), à Berlin-Dahlem, rattaché depuis 1954 au *Bundesarchiv*, possède, vraisemblablement, un certain nombre d'archives ministérielles et administratives de l'extrême fin de la guerre, qui n'avaient pu être évacuées et ont échappé de justesse à la destruction. Au *Hauptarchiv* se trouveraient notamment des dossiers du ministère de l'Intérieur *(Reichsministerium des Innern)* et du ministère de l'Éducation *(Reichsministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung)*.

(1) R. 43 II : *Reichskanzlei.*

(2) R. 51 : *Deutsche Akademie München.*

(3) Ainsi, par exemple, les archives du *Reichsverkehrministerium*, du *Reichswirtschaftsministerium*, du *Reichsministerium f. Ernährung u. Landwirtschaft*, du *Reichsnährstand*, de la *Deutsche Bank*, de la *Hauptverwaltung de la Reichskreditkasse.*

(4) *Hauptarchiv*, directeur Dr G. Zimmermann, Berlin Dahlem, Archivstrasse 12-14.

Deutsches Zentralarchiv, Potsdam (1). D'autres archives provenant des ministères et des administrations du IIIe Reich ont été saisies par les troupes soviétiques, envoyées à Moscou, puis restituées aux autorités de la République démocratique allemande et se trouvent actuellement à Potsdam, au *Deutsches Zentralarchiv* ; notamment des fonds importants, en provenance du ministère de l'Intérieur *(Reichsministerium des Innern)*, du ministère de la Propagande de Goebbels *(Reichsministerium für Volksaufklärung u. Propaganda)* et du ministère de l'Économie *(Reichswirtschaftsministerium)*.

Enfin, un certain nombre d'archives des hautes autorités du IIIe Reich et d'administrations allemandes, dans les territoires occupés, ont pu être recueillies dans divers pays après la retraite des troupes allemandes.

Aux *Archives nationales*, Paris, se trouvent les *archives des services allemands de l'Hôtel Majestic*, comprenant les *archives de la « Propaganda Staffel »* et du groupe *Kultur u. Schulen* et un certain nombre de dossiers d'intérêt économique, biens séquestrés, *Devisenschutzkommando* (2).

Le *Centre de Documentation juive contemporaine*, Paris, possède des *archives du ministère de Rosenberg pour les territoires de l'Est (Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete)*, quelques *archives de l'Ambassade allemande en France* et du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (3).

Au *Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie*, Amsterdam, se trouvent des archives du *Reichskommissar für die besetzten niederländischen Gebiete*, ainsi que des *archives de police* du *Befehlshaber der Sicherheitspolizei u. des Sicherheitsdienstes* et du *Befehlshaber der Ordnungspolizei* (4).

Il existe, vraisemblablement dans d'autres pays, des fonds allemands, vestiges de l'occupation allemande en Europe. D'autre part, dans diverses villes allemandes se rencontrent des archives provenant d'autorités locales. Citons, à titre d'exemple, quelques fonds qui nous paraissent importants :

Landesarchiv Nordrhein-Westphalen, Düsseldorf. — Archives de la Gestapo avec un grand nombre de dossiers de suspects.

Staatsarchiv Düsseldorf (5). — Documents concernant la main-d'œuvre des travailleurs français du S.T.O. dans l'industrie de guerre allemande de la Ruhr.

General Landesarchiv, Karlsruhe (6). — Matériaux sur l'Alsace, Karlsruhe étant le siège du *Gauleiter* pour le *Gau Baden-Elsass*.

Landesarchiv, Saarbrücken. — Un ensemble de documents sur la Lorraine et la Sarre sous l'occupation allemande, sur les travailleurs du S.T.O.

Enfin, certains instituts, centrés sur des questions nettement spécialisées, ont pu recueillir des archives du ministère de la Justice *(Reichsjustizministerium)* et de la Gestapo et sont, de ce fait, particulièrement riches

(1) *Deutsches Zentralarchiv*, directeur Dr H. Lötzke, Potsdam, Stalin Allee, 98-101.
(2) *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bulletin n° 88, juin 1960, pp. 12 et 17.
(3) *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bull. précéd. c., p. 13 et *Guide to captured German documents*, précéd. c., p. 24.
(4) *Guide...*, précéd. c., p. 64.
(5) Düsseldorf, Prinz Georg Strasse, 78.
(6) Karlsruhe, Nördliche Hildapromenade, 4.

en matériaux sur l'opposition anti-hitlérienne. Il en est ainsi, par exemple de l'*Institut für Marxismus-Leninismus beim Z.K. der S.E.D.*, Berlin-Est, qui possède, en assez grand nombre, des documents sur l'opposition communiste et sociale-démocrate (1).

En résumé, on peut dire, il nous semble, à bon escient, qu'il existe de sérieuses difficultés de recherche en ce qui concerne les archives ministérielles et administratives du IIIe Reich, du fait de leur extrême dispersion. Cependant, archives pour la plupart, « entièrement inédites », elles sont à même de procurer au chercheur une jouissance profonde et intime, le petit choc que l'on éprouve en découvrant des papiers que l'on est le premier à compulser.

IV. — Archives militaires

Il n'est point besoin de souligner l'importance des archives militaires pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale ; malheureusement, elles ont subi de graves dommages. En effet, *les archives des états-majors de l'* « *O.K.W.* » *et de l'* « *O.K.H.* » ont été détruites, en grande partie, soit à la fin de la guerre, dans les derniers combats, dans les quartiers généraux de ces états-majors, soit, plus tard, à l'endroit de leur dissolution, en particulier dans le réduit alpin. Des matériaux concernant les campagnes de Norvège, de Pologne, de France, brulèrent à Berlin, en 1944, dans un bâtiment militaire où ils étaient entreposés (2). Quant aux archives historiques de l'armée, conservées au *Heeresarchiv* à Potsdam, elles furent presque complètement détruites, lors d'un bombardement aérien de Potsdam, en avril 1945. Les documents relatifs à l'armée prussienne jusqu'en 1918, les dossiers militaires de la première guerre mondiale, des journaux de marche et autres matériaux militaires de la deuxième guerre mondiale, qui étaient déjà parvenus aux archives à cette époque en vue de classement, furent la proie des flammes, à part de très rares exceptions. Cependant, des documents militaires purent être saisis par les Anglo-Américains, notamment à Flensburg, dernier refuge de l' « O.K.W. »

Les archives de la « *Kriegsmarine* » furent évacuées à Tambach, en Thuringe, et à Garmisch en Bavière, en 1943. Les troupes américaines s'en saisirent dans ces deux lieux de refuge. Il s'agit là d'un très bel ensemble sur la marine allemande, couvrant la période de 1848 à 1945.

Les *archives de la Luftwaffe* furent évacuées, en grande partie, à Karlsbad, fin 1943. La majeure partie des fonds brûla au printemps 1945. Quelques dossiers purent néanmoins être sauvés, ils furent capturés par les Russes, d'une part ; les Américains, d'autre part.

(1) Ainsi les ouvrages suivants sont basés sur les documents de l'Institut. Otto Winzer, *Zwölf Jahre Kampf gegen Faschismus u. Krieg, Ein Beitrag z. Geschichte d.K.P. Deutschlands, 1933-1945*, Berlin, Dietz, 1955 ; Gertrud Glondajewski, Heinz Schumann, *Die Neubauer-Poser Gruppe*, Berlin, Dietz, 1957 ; Fiete Schulze, *Briefe u. Aufzeichnungen aus dem Gestapo-Gefängnis in Hamburg*, Berlin, Dietz, 1959.

(2) Holzhausen, *Die Quellen..., op. cit.*

Les Alliés se sont partagés les archives capturées. Comme on sait, les Américains se réservèrent les documents concernant l'armée de terre et livrèrent aux Anglais, qui les transportèrent en Grande-Bretagne, les archives de la Marine de guerre allemande. Seules les archives navales ont donné lieu à des publications officielles de documents, les comptes rendus des conférences de l'amirauté allemande avec le « Führer » (1). (Notes et comptes rendus de l'amiral Raeder, du 1er septembre 1939 à janvier 1943 et de l'amiral Doenitz, de février 1943 à avril 1945.) Il s'agit d'un choix de documents, intéressant évidemment, mais très restreint si l'on considère la masse énorme de matériaux concernant la *Kriegsmarine* non reproduits. Les archives navales, seules de toutes les archives militaires ont été microfilmées et, cela, en partie seulement, par les soins de l'Université de Cambridge et de l'Université de Michigan. Des copies de ces microfilms sont déposés au *Public Record Office* (2).

En ce qui concerne les archives allemandes, notamment les archives militaires, actuellement aux *États-Unis*, le chercheur dispose de l'inventaire analytique et de l'article d'initiation archivistique de Fritz Epstein (3) et de l'article bibliographique de Georges Bonnin (4). Le fonds le plus important semble, selon toute apparence, être celui du *Departmental Records Brands*, à Alexandria.

Les historiens des États-Unis, désireux d'exploiter au mieux cette richesse documentaire, ont formé, en 1956, le *Committee for the Study of War Documents of the American Historical Association*, qui a précisé ainsi son but : « To direct an organised effort in regard to the fullest scholarly of the German documents... to plan systematic exploration of this material... by enlisting the active interest and co-operation of universities... and other research organizations... to establish contact with scholars abroad and to help make possible the publication of historical writings based on this material (5). »

Les comptes rendus du Comité sont régulièrement publiés dans l'*American Historical Review*.

Bien qu'une grande partie des archives militaires ait été détruite, qu'une autre partie se trouve actuellement encore aux États-Unis, des matériaux fort intéressants se rencontrent aussi en Allemagne et il est probable qu'avec le temps il en émergera de plus en plus. C'est ainsi qu'au *Militärarchiv*, section spéciale du *Bundesarchiv*, à Coblence (6), ont été

(1) *Fuehrer conferences on naval affairs (1939-1946)*, London, Admiralty, 1947, in-fol., 7 vol., éd. américaine : *Fuehrer conferences on matters dealing with the German navy 1939-1944*, Washington, U.S. Office of Naval Intelligence, 1946-1947, 8 vol.

(2) LAMBERT, *Source materials...*, *op. cit.*

(3) *Guide to captured German documents...*, *op. cit.* et F. EPSTEIN, *Zur Quellenkunde...*, *op. cit.*

(4) Georges BONNIN, *Les archives allemandes d'Alexandria...*, *op. cit.*

(5) Cité par M. LAMBERT, *Source materials...*, *op. cit.*

(6) *Bundesarchiv. Militärarchiv*, directeur Dr WINTER, chef du département, Dr Murawski, Koblenz, Am Rhein, 12.

rassemblés tous les documents militaires qui ont pu être récupérés : dossier du ministère de la Guerre du IIIe Reich, des services administratifs de la *Wehrmacht*, de la *Kriegsmarine*, de la *Luftwaffe*, des états-majors généraux, des armées, des unités. Il s'y trouve les « Journaux de marche et des opérations » *(Kriegstagebücher)* de divers régiments, des « Rapports de situation » *(Lageberichte)* notamment, des fragments des *Kriegstagebücher des Oberbefehlshaber West*, des *Akten der Militärverwaltung in Frankreich* et quelques pièces des *Akten der Kommandantur Gross Paris* (1).

Bundesarchiv. Abt. Zentralnachweisstelle-Kornelimünster (2). D'autre part, ont été groupés dans un ancien couvent, à Kornelimünster, près d'Aix-la-Chapelle, à des fins administratives, les dossiers personnels des membres de la *Wehrmacht* et de la *Luftwaffe* (3), des service auxiliaires de l'armée, des *Waffen-S.S.*, du « Service du Travail » *(Reichsarbeitsdienst)*, ces dossiers devant servir de base aux décisions de la Commission des Pensions ou préparer le recrutement des nouvelles forces armées allemandes. Il s'y trouve aussi les archives des tribunaux militaires fonctionnant en territoire occupé, notamment en France (4). On conçoit sans peine l'intérêt de ces archives pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

Bundesarchiv, Nachlässe (5). — Une autre source d'information, non la moindre, pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale, est celle constituée par les *Nachlässe* au *Bundesarchiv* à Coblence, c'est-à-dire, par les papiers posthumes de hautes personnalités, hommes politiques, officiers supérieurs, grands administrateurs. Ces dossiers, comprenant des notes personnelles, des correspondances privées, sont susceptibles de procurer des renseignements d'un genre tout différent de ceux fournis par les documents officiels, qu'ils viennent heureusement compléter et permettent, parfois, d'éclairer les dessous de la politique. C'est pourquoi, sous l'impulsion de son directeur, le Dr Winter, le *Bundesarchiv* s'est donné pour tâche de recueillir le plus possible de *Nachlässe*, plus encore que ne l'avaient fait ses prédécesseurs, le *Reichsarchiv* et le *Geh. Preuss. Staatsarchiv*. Actuellement, le *Bundesarchiv* est le plus riche dépôt, en Allemagne, en matériaux de la sorte pour l'époque contemporaine (6).

Les papiers du général Schleicher (7), donnés par sa fille, constituent un des fonds les plus précieux de la section *Nachlässe*, particulièrement bien pourvue en ce qui concerne l'histoire militaire, le *Bundesarchiv-Militärarchiv* ayant bénéficié d'un certain nombre de legs de personnalités

(1) D'après les renseignements obligeamment communiqués par le Dr Müller.

(2) *Bundesarchiv. Abt. Zentralnachweisstelle*, 22 Kornelimünster bei Aachen.

(3) Les dossiers des membres de la *Kriegsmarine* se trouvent à *Waast*, près de Berlin-Ouest.

(4) *Marine-Heeres und Luftwaffen-Kriegsgerichtsverfahren gegen Franzosen.*

(5) Il existe un inventaire analytique des *Nachlässe*. Wolfgang Mommsen, *Die schriftlichen Nachlässe in den zentralen deutschen u. preussischen Archiven*, Koblenz, Schriften d. Bundesarchivs I, 1955, in-4°, xxxiv-139 p.

(6) Le *Deutsches Zentralarchiv*, à Potsdam, est plus riche pour la période ancienne.

(7) Sur le fonds Schleicher, consulter W. Mommsen, *Die schriftlichen Nachlässe...*, précéd. c., pp. 118-130.

militaires ; il s'agit, dans la plupart des cas, de documents non seulement personnels, mais aussi administratifs. En effet, plus d'un dossier militaire, considéré, à tort, comme ayant brûlé à la fin de la guerre, a été, en réalité, mis à l'abri des occupants ; plus d'un officier supérieur a gardé devers lui les documents qu'il avait en charge, documents qui ont pu, dans certains cas, être versés, par la suite, au *Bundesarchiv*, qui a pu de la sorte accroître considérablement ses collections. On remarque dans cette section, le *Nachlass* du général Arthur Hauffe (1892-1944) (1), comprenant des documents sur la campagne de France et d'Ukraine ; celui du général Helmuth Greiner (2), l'historiographe officiel de l'*Oberste Wehrmachtführung* auprès du quartier général du « Führer », chargé d'écrire le journal de guerre de l'*Oberste Wehrmachtführung*, qui fournit de précieux renseignements sur le haut commandement allemand et sur la conduite générale de la guerre ; quant au *Nachlass* de Best (3) *Leiter der Verwaltung des Militärbefehlshabers in Frankreich*, il constitue une mine d'informations sur l'occupation allemande en France. On conçoit, sans peine, l'intérêt de la section *Nachlässe* si l'on pense aux fonds Greiner et Best et l'on peut prévoir qu'elle s'enrichira encore dans les années qui suivront grâce à de nouveaux legs (4).

D'après des renseignements sûrs (5), des documents militaires se trouveraient aussi aux archives centrales du *Land* de Bavière à Munich (6), provenant de legs ou dons d'officiers supérieurs bavarois. Il en serait de même pour les archives centrales du *Land* de Würtemberg, qui posséderaient des matériaux militaires donnés par des officiers supérieurs wurtembergeois (7).

Il est possible que d'autres archives militaires, plus ou moins importantes, se rencontrent ailleurs, en Allemagne, mais on ne saurait dresser un bilan même, sommaire, des sources militaires sans évoquer l'*Institut für Zeitgeschichte* (8). Cet établissement scientifique, inauguré solennelle-

(1) W. Mommsen, *Die schriftlichen Nachlässe*, précéd. c., p. 108.

(2) D'après les renseignements du Dr Winter et l'inventaire inédit, obligeamment communiqué par le Dr Müller. Le général Greiner a publié, en partie, *mais en partie seulement*, le fruit de ses observations. H. Greiner, *Die Oberste Wehrmachtführung 1939-1943*, Wiesbaden, Limes Verl, 1951.

(3) D'après les renseignements du Dr Winter et du Dr Rohr.

(4) Ainsi l'historien militaire, H. A. Jacobsen, cite, parmi ses sources, un certain nombre de fonds militaires importants, encore en possession privée, qu'on peut espérer voir entrer un jour au *Bundesarchiv*, par exemple, le journal du Gen. Feldm. v. Bock et celui du Gen. Feldm. v. Leeb. Consulter H. A. Jacobsen, *Fall Gelb...*, Wiesbaden, F. Steiner, 1957, pp. 316-318, et J. A. Jacobsen, *Der 2. Weltkrieg in Chronik u. Dokumenten*, Darmstadt, Wehr u. Wissen, 1959, préf. p. 10, et H. A. Jacobsen, Der Westfeldzug..., *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1958, Heft. 1-4, pp. 293 et ss.

(5) Dus au Dr Murawski, chef du *Militärarchiv*, à Coblence.

(6) *Hauptstaatsarchiv*, München Abt. II, directeur Dr Stadler, München 19, Leonrodstrasse, 57.

(7) *Hauptstaatsarchiv*, Stuttgart, directeur Dr M. Miller, Stuttart W., Gutenbergstrasse 109.

(8) *Institut für Zeitgeschichte*, directeur Dr Helmut Krausnick, München, 27, Möhlstrasse 26.

ment, en septembre 1950, par le président Théodor Heuss, n'est pas un dépôt d'archives comme les organismes précédents, mais un centre de recherches (1). Débordant son cadre primitif, l'étude du national-socialisme, il embrasse actuellement tous les domaines de l'histoire contemporaine (2), mais il s'est surtout intéressé à tous les aspects de l'histoire militaire du IIIe Reich et a donné l'impulsion à de nombreuses études concernant les rapports entre l'armée et l'État. *L'Institut für Zeitgeschichte* s'est donné pour tâche de rassembler des matériaux historiques de toute sorte, imprimés, photocopies, microfilms, documents originaux aussi, dans le cadre désormais élargi de son activité ; c'est ainsi qu'il possède le journal du général Liebmann, portant sur les années 1930 à 1935, période cruciale pour le développement ultérieur de la situation tant politique que militaire. Mais ce qui fait l'originalité de cet établissement et lui confère sa physionomie propre, c'est sa section « Témoignages », *Zeugenschrifttum-Abteilung*, constituée par des déclarations orales de personnalités importantes, mêlées de près aux événements de la dernière guerre. Les collaborateurs de l' « Institut » ont, en effet, le souci de compléter les documents officiels par les témoignages privés, propres à mieux dépeindre une atmosphère, à révéler des dessous cachés. Dans le cas particulier de l'Allemagne, ce genre de documentation est spécialement utile, puisqu'il vient, parfois, compenser, dans une certaine mesure, la perte d'archives. Il faut, bien entendu, tenir compte de la couleur subjective de cette source d'information, qui apporte, néanmoins, une contribution intéressante à l'histoire de la deuxième guerre mondiale. La collection « Témoignages » de l'*Institut für Zeitgeschichte* comprend plusieurs milliers de pièces, se rapportant principalement à l'histoire militaire et ayant servi de point de départ et de base à un certain nombre d'études, élaborées sous les auspices de l' « Institut », par exemple, l'étude du général Hermann Foertsch sur l'*affaire Fritsch*, la crise aiguë résultant de la sourde opposition entre le haut commandement et l'État national-socialiste (3).

L'*Institut für Besatzungsfragen* (4), à Tübingen, se situe un peu en marge de l'histoire purement militaire ; il groupe tous matériaux concernant l'occupation envisagée surtout sous l'angle juridique. Il patronne une collection (5) dans laquelle un grand nombre d'ouvrages — quelques-uns

(1) Sur l'activité générale de l'Institut. Consulter l'article de son ancien directeur, le Dr Kluke, Das Institut für Zeitgeschichte, *Allemagne d'aujourd'hui*, nov.-déc. 1957, pp. 138-147 et aussi R. Koehl, Zeitgeschichte and the new German conservatism, *Journal of Central European Affairs*, juill. 1960, pp. 131-158.

(2) Renseignements donnés obligeamment par le Dr Kluke et le Dr Krausnick, lors de notre visite à l'Institut.

(3) Thilo Vogelsang, Die wehrgeschichtliche Forschung im Institut für Zeitgeschichte, München, *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, avril 1956.

(4) *Institut für Besatzungsfragen*, directeur Dr Hedwig Maier, Tübingen, Neckarhalde 30. — Cet Institut a cessé son activité le 1-10-1960 ; ses collections ont été versées au *Max-Planck-Institut*, à Heidelberg.

(5) *Studien des Instituts für Besatzungsfragen in Tübingen zu den Deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg.*

très discutés — ont paru. Quelques auteurs sont plus ou moins suspects de crimes de guerre, par exemple, un certain Bräutigam. Toujours est-il que l'on peut considérer les publications de cet Institut, non comme des études scientifiques, monographies ou synthèses mûrement élaborées, mais comme des témoignages, ceux de l'occupant, par conséquent, subjectifs, mais valables, au point de vue historique comme documents.

Sans parler des collections de l'*Institut für Zeitgeschichte* et de l'*Institut für Besatzungsfragen*, on peut estimer qu'il existe actuellement trois grandes collections ayant trait à l'histoire purement militaire.

Die Deutschen-Divisionen, 1939-1945 (1) et *Die Wehrmacht im Kampf* (2), sont deux publications basées sur des journaux de marche de régiments et présentent des historiques de régiments et des tableaux stratégiques.

Studien und Dokumente zur Geschichte des 2. Weltkrieges (3), concernent positivement l'histoire du haut commandement allemand et la conduite des opérations, et s'appuient sur des documents originaux, souvent encore en possession de particuliers, mais n'ont pas utilisé, jusqu'à présent, du moins à notre connaissance, les richesses du *Bundesarchiv-Militärarchiv*.

Somme toute, les archives militaires sont très dispersées, moins peut-être, cependant, que les archives administratives, grâce au bel ensemble du *Bundesarchiv-Militärarchiv*. Archives, pour la plupart « entièrement inédites », et dont quelques-unes sont de grande valeur historique, elles offrent au chercheur persévérant des possibilités de trouvailles heureuses.

V. — Les archives du Procès international de Nuremberg et autres grands procès

Les archives du Procès de Nuremberg sont de nature très variée, diplomatiques, administratives, militaires ; choisies et rassemblées à des fins nullement historiques, elles présentent, cependant, pour l'histoire une valeur incontestable ; elles ont donné lieu à l'importante collection que l'on connaît (4) et qui, avec la collection diplomatique, constitue une des bases fondamentales et de l'histoire de l'Allemagne et de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Malgré son ampleur, la publication ne représente pas la totalité des matériaux groupés lors du procès, il s'en faut de beaucoup, mais seulement, selon l'avis de personnalités compétentes (5), 1/5 à 1/10 environ de l'ensemble des quelques 50 à 60 000 dossiers. Il va sans dire que les documents qui ne figurent pas dans l'édition du Procès sont, cependant, susceptibles de fournir des données historiques de

(1) Paraissant chez Podzun, d'abord à Kiel, ensuite à Bad Nauheim.
(2) Paraissant chez K. Vowinckel, à Heidelberg ; puis à Neckargemünd.
(3) A Göttingen, au *Musterschmidt-Verlag*.
(4) Effectuée par le secrétariat du Tribunal sous la juridiction des autorités alliées de contrôle de l'Allemagne. Pour le détail de la publication, voir H. Michel, *Bibliographie...*, *op. cit.*
(5) Entre autres, celui du Pr Kluke.

grand intérêt. Il s'agit donc de savoir où ces documents sont accessibles à la recherche historique.

Au *Staatsarchiv Nürnberg* (1) se trouvent, en bonne logique, les matériaux du Procès international de Nuremberg.

A Göttingen, le *Staatliches Archivlager* (2) contient une importante collection de documents originaux du Procès de Nuremberg, celle qui a été constituée par le Pr Seraphim et qui a elle-même pour origine celle du Pr Kraus, l'un des défenseurs des accusés de Nuremberg. Là s'est formé, animé par le Pr Seraphim et non dépourvu d'un certain esprit de revisionnisme historique, un centre d'études des documents du Procès de Nuremberg (3).

L'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich possède aussi une importante collection de microfilms du Procès, soigneusement classés et rendus très accessibles à la recherche.

A la *Wiener Library* de Londres se trouve un fonds provenant du Procès de Nuremberg et concernant le racisme et la persécution antisémite. Il est très possible que d'autres organismes, instituts, centres de recherches, archives, en Allemagne ou dans d'autres pays, aient pu acquérir des microfilms des documents du Procès international de Nuremberg.

A Coblence, au *Bundesarchiv*, se trouvent des matériaux provenant de procès intentés pour crimes de guerre par les autorités alliées, notamment le *Procès Falkenhausen*.

VI. — Les sources imprimées. Quelques caractéristiques

Vouloir dénombrer les sources imprimées allemandes ayant trait à la deuxième guerre mondiale serait défier le bon sens, vu leur surabondance, mais il nous semble utile d'attirer l'attention du chercheur sur certaines caractéristiques de quelques-unes de ces sources.

Dès l'effondrement du IIIe Reich, on a pu assister, en Allemagne, à une véritable floraison de *mémoires*, d'officiers supérieurs, de diplomates, d'hommes politiques, d'anciens dignitaires nazis et, cela s'explique aisément, les tenants du régime défunt cherchant naturellement à excuser, voire à justifier leur conduite passée. Cette tendance justificative, que l'on rencontre dans la plupart des mémoires allemands parus après 1945, limite évidemment leur valeur historique et il apparaît nécessaire de faire une distinction entre les mémoires parus avant 1945 et ceux parus après cette date, les premiers présentant un plus grand accent de sincérité. Cependant, malgré ces réserves, il est évident que les mémoires allemands peuvent, dans une certaine mesure, compenser les lacunes causées par la perte des archives ; il faut donc tenir compte de ce genre d'information

(1) « *Staatsarchiv* » *Nürnberg*, directeur Dr Schnelbögl, Nürnberg, Archivstrasse 17.
(2) *Staatliches Archivlager*, Göttingen, Merkelstrasse 3.
(3) Karl Otmar Frhr. v. Aretin, Deutschlands Geschichtswissenschaft seit dem 2. Weltkrieg, *Deutsche Rundschau*, avril 1957.

tout en l'utilisant avec prudence, c'est d'ailleurs ce que les historiens n'ont pas manqué de faire.

Mais, il est une autre question qui se pose, nous semble-t-il, à propos des mémoires, tout au moins de certains mémoires, question qui n'a pas été soulevée jusqu'à présent, du moins à notre connaissance, et que nous croyons bon d'aborder, celle de l'authenticité de certains mémoires dont les auteurs ont été exécutés en tant que criminels de guerre. On peut se demander, en effet, si quelques-uns de ces mémoires ne sont pas apocryphes, du moins, en partie. Cette idée nous est venue spontanément à la lecture des mémoires de l'ancien ministre de l'*Auswärtige Amt*, Ribbentrop (1) ; parus au *Druffel-Verlag*, maison spécialisée dans la publication d'œuvres nazies, ces mémoires nous paraissent avoir été très arrangés ; au texte proprement dit viennent s'ajouter, dans un caractère d'imprimerie différent, les notes explicatives de l'éditrice, la femme de l'auteur, Annelies von Ribbentrop, mais il semble bien que le dernier coup de pinceau ait été donné par le haut dignitaire nazi et vice-chef de la presse du III[e] Reich (2), Helmut Sündermann, qui fonctionne à la maison Druffel en qualité de « lecteur » mais, en réalité, comme directeur. Certains passages sont très significatifs ; ils frappent par une différence de style ; ils ont manifestement été ajoutés après coup, pour les besoins de la cause, en tenant compte des circonstances ; ainsi, par exemple, page 268, la grande tirade sur le destin de l'Allemagne, bouclier de l'Occident, se place sur le plan du réarmement allemand (3).

Les *périodiques*, revues et quotidiens, fournissent, à plus d'un égard, une documentation de première main et, c'est à bon droit, qu'à Amsterdam au Congrès de *La deuxième guerre mondiale à l'Occident*, fut souligné l'intérêt de cette source d'information pour la deuxième guerre mondiale (4). Certaines revues, en effet, présentent non seulement des études, mais des documents qui ne se trouvent nulle part ailleurs ; il en est ainsi de la revue publiée par l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, qui donne, dans chacun de ses numéros, un document sur l'époque du III[e] Reich, comme de revues militaires, telles que *Wehrwissenschaftliche Rundschau* et *Wehrkunde*, où l'on trouve des témoignages d'officiers supérieurs sur des campagnes militaires, sur des plans d'opérations. Ainsi les souvenirs du général von Arnim sur la campagne de Tunisie ont paru dans *Wehrw. Rundschau* (5), les fragments

(1) Joachim von Ribbentrop, *Zwischen London und Moskau. Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen. Aus dem Nachlass hrsg. von Annelies von Ribbentrop*, Leoni a. Starnberger See, Druffel Verl., 1953, in-8°, 336 p.

(2) *Stabsleiter und Stellvertreter des Reichspressechefs Otto Dietrich.*

(3) *Es war immer das tragische Geschick Deutschlands, dass es den Ansturm des Ostens mit seinem Blute aufzuhalten hatte...*

(4) Félix Debyser, *Bibliographie de la deuxième guerre mondiale.* Communication faite au Congrès de « La deuxième guerre mondiale à l'Occident », Amsterdam, 5-9 septembre 1950.

(5) General v. Arnim, Gedanken über die Kriegführung in Tunesien im Februar 1943, *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, décembre 1952, pp. 567-576.

du journal du général Jodl dans la revue *Die Welt als Geschichte* (1). Il en est de même des journaux ; certains documents, certains textes ne se trouvent que dans la presse quotidienne ; ainsi, par exemple, les derniers discours de Hitler ou de Goebbels, à la fin du régime, n'ont pas été réunis en volume, comme les précédents, et, à ce titre, des quotidiens, comme le *Völkischer Beobachter*, constituent une source unique à l'histoire de la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi, les bibliothèques riches en périodiques allemands de l'époque du IIIe Reich, comme la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* (B.D.I.C.), Paris ; la bibliothèque du *Deutsches Institut für Zeitgeschichte*, Berlin-Est ; la *Hoover Library*, Stanford ; la bibliothèque de l'*Institut für Zeitgeschichte*, Munich ; la *Weltkriegsbücherei*, Stuttgart, sont précieuses pour la recherche historique relative à la deuxième guerre mondiale. La B.D.I.C., qui procède à un dépouillement systématique de périodiques, est particulièrement qualifiée pour répondre à un grand nombre de questions concernant la deuxième guerre.

Les sources allemandes de la deuxième guerre mondiale surabondent ; elles sont très dispersées, de valeur très inégale ; elles posent à l'historien des problèmes particuliers de recherche. Le travailleur solitaire se trouve aux prises avec des difficultés démesurées ; la curiosité d'esprit, l'intuition qui le guident, le courage qui lui permet de persévérer, ne suffisent plus pour les surmonter. Quelque nostalgie qu'on en puisse concevoir, il faut bien admettre que la recherche individuelle n'a plus de chance de réussite, que l'historien ancien style est voué à l'échec. Pour faire un travail fructueux il faut que le chercheur soit encadré dans un groupe. L'avenir appartient aux instituts scientifiques, aux centres de recherches du type du *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* à Paris et de l'*Institut für Zeitegschichte* à Munich, soutenus par l'appui officiel, disposant de toute une équipe de collaborateurs scientifiques. Ces centres, fonctionnant chacun sur le plan national, pourraient prévoir une organisation internationale de recherches, préparant des voyages de prospection, centralisant les résultats acquis, arrangeant des échanges de documents entre les divers pays, cela pour le plus grand bien de l'avancement de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

Notre but n'était pas de faire un exposé détaillé des sources allemandes de la deuxième guerre mondiale, mais plutôt d'éclairer quelques problèmes relatifs à la recherche dans le domaine de l'histoire de la deuxième guerre et aussi d'attirer l'attention sur quelques archives peu ou pas connues. Puisse la présente étude être une incitation à la recherche !

Marcelle Adler-Bresse,
Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

(1) *Die Welt als Geschichte*, 1952, Heft 4 et 1953, Heft. 1.

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

La stratégie interalliée

M. Matloff s'est fixé pour objet d'étudier l'élaboration de la stratégie globale interalliée, depuis la Conférence de Casablanca jusqu'au débarquement en Normandie. Il s'agit donc d'un sujet extrêmement complexe, où interfèrent constamment les préoccupations les plus variées, stratégiques, économiques, politiques et diplomatiques, On est là au cœur des problèmes de la conduite de la guerre, au moins du côté anglo-saxon (1).

L'ampleur de la tâche qu'assument les stratèges se mesure à la lourdeur des organismes qui sont chargés de les aider. Churchill et Roosevelt, responsables au sommet, disposent, pour préparer leurs grandes décisions, d'un État-Major combiné *(Combined Chiefs of Staff)*, qui siège à Washington ; les projets américains, avant d'être présentés à ce *C.C.S.*, doivent être acceptés par le Comité des Chefs d'État-Major *(U.S. joint Chiefs of Staff)*, composé de la réunion des chefs d'État-Major des trois armes, présidé par l'amiral Leahy, mais dominé par la personnalité du général Marshall, chef d'État-Major de l'Armée. Bien entendu, avant d'être soumis à ces instances successives, chaque projet a fait l'objet de rapports et de discussions dans les États-Majors specialisés, a subi les critiques et les retouches de tous les techniciens intéressés. Mais ce sont, en définitive, Churchill et Roosevelt qui tranchent ; d'où l'importance des conférences où ils définissent en commun les buts stratégiques et prévoient les moyens d'exécution. Aussi n'est-il pas étonnant que, malgré l'extrême souci de clarté et le remarquable effort de synthèse de l'auteur, le lecteur ait parfois l'impression de perdre pied. Tant de discussions ont tourné court, tant de projets se sont évanouis avant de pouvoir être transformés en décisions concrètes !

Bien entendu, ces problèmes militaires sont essentiellement des problèmes de moyens. Les Américains doivent alimenter en hommes et en matériel les divers fronts, en tenant compte des capacités de production et de transport, et sans perdre de vue les principes généraux d'équilibre qu'ils ont adoptés ; mais il leur faut aussi satisfaire, autant que possible, les besoins vitaux de leurs alliés et tenir compte des réactions ennemies. Jamais, sans doute, les problèmes de la conduite d'une guerre n'ont présenté une telle ampleur et une telle complexité. Il n'est donc pas étonnant que l'élaboration d'une stratégie globale ait été lente et difficile. En janvier 1943, lorsque se réunit la Conférence de Casablanca, un seul point est réellement acquis : les États-Unis sont bien décidés à mener l'attaque essentielle contre l'Allemagne d'abord, pour des raisons à la fois politiques (soutenir l'Angleterre et l'U.R.S.S.) et militaires (profiter de ce qu'on a pris pied en Afrique du Nord). Mais, seul, Marshall a une vue claire du moyen à employer et envisage avec précision le débarquement à l'Ouest. Il n'est pas encore certain d'avoir complètement gagné Roosevelt à son projet, et les Anglais

(1) Maurice MATLOFF, *Strategic planning for coalition warfare*, 1943-1944 (United States Army in World War II), Washington D.C. 1959, Office of the Chief of military history, department of the army, 1 vol., 640 p.

demeurent réticents. Sur le plan stratégique, la Conférence de Casablanca, insuffisamment préparée, ne pouvait donner que des résultats médiocres : lorsqu'on se sépara, dans la confusion, le seul point sur lequel l'accord était réalisé était un plan de bombardement de l'Allemagne.

Partant de là, toute l'histoire de l'année 1943 est dominée par ce problème du débarquement. Déçu par la maigreur des résultats obtenus à Casablanca, Marshall a repris le problème, fait procéder à des études plus précises, et gagné totalement Roosevelt à ses vues. Lorsque se réunit la conférence suivante (*Trident*, mai 1943, à Washington), Churchill est bien obligé d'accepter « en principe » le débarquement, qui est alors prévu pour le 1er mai 1944 ; c'est la « décision-clé » de la guerre. Mais combien de fois cette décision, que Marshall croit définitivement acquise, ne sera-t-elle pas remise en question ! Churchill refuse de s'en tenir à ce projet unique ; d'où ses efforts pour faire admettre l'exploitation du champ de bataille méditerranéen. Une fois, Marshall s'est laissé influencer, et il a autorisé l'emploi de moyens plus importants que ceux prévus primitivement : pour le débarquement de Salerne. Mais, en toutes autres circonstances, il résiste pied à pied. A chaque rencontre, le débat reprend, lassant, sans issue. Churchill se proclame toujours partisan du débarquement, mais ne se résigne pas à renoncer à toutes les autres possibilités d'initiatives, tandis que Marshall refuse de s'engager dans toute opération qui risquerait d'affaiblir ou de retarder le débarquement. C'est au moment de l'affaire de Rhodes que le conflit prit le tour le plus vif, lorsque Churchill prétendit profiter de la capitulation italienne pour s'emparer des îles du Dodécanèse, avant que les Allemands ne s'y soient solidement installés. A la même époque, Marshall devait aussi compter avec les hésitations de Roosevelt, parfois prêt à céder aux arguments de Churchill, et avec les demandes d'Eisenhower qui, en Italie, était tout naturellement enclin à souhaiter élargir son champ d'opérations et réclamait aussi, pour cela, un accroissement de ses moyens. On conviendra que, dans ces conditions, il lui fallait une belle force de caractère pour ne pas se laisser distraire du but qu'il avait défini dès 1942.

Les divergences anglo-saxonnes devaient se prolonger jusqu'à la fin de l'année, et peser sur l'ensemble des problèmes interalliés. Elles expliquent les désaccords à propos de la Turquie, que les Anglais voulaient faire entrer dans la guerre pour renforcer leur position en Méditerranée orientale, tandis que les Américains souhaitaient qu'elle demeurât neutre, pour ne pas avoir à soutenir un nouvel allié et à alimenter un nouveau terrain d'opérations. Les mêmes difficultés expliquent qu'ait tant tardé la désignation du commandant en chef du débarquement. Sans doute faut-il tenir compte ici des hésitations de Roosevelt ; il estimait que ce commandement devait revenir à Marshall, mais il ne se résignait pas à se séparer de lui. On sait que, d'autre part, Churchill avait caressé un moment l'espoir de faire désigner Allan Brooke. Cette solution devenait impossible à partir du moment où, par le poids des moyens engagés, il s'agissait d'une affaire surtout américaine. Mais, si Roosevelt et ses conseillers ont hésité aussi longtemps, c'est qu'ils étaient très réticents à accorder, en échange du commandement américain pour le débarquement, un commandement anglais en Méditerranée, parce qu'ils se méfiaient d'aventures possibles sur ce théâtre d'opérations. Marshall n'accepta l'arrangement que lorsqu'il vit l'affaire suffisamment engagée pour ne plus avoir à craindre que ses plans fussent dérangés par une nouvelle et intempestive initiative britannique.

Alors même qu'on pouvait croire tout réglé, les discussions rebondirent au début de 1944. Il s'agissait cette fois de l'opération secondaire qui devait accompagner le débarquement : offensive en Italie du Nord, ou débarque-

ment dans le Midi de la France ? Jusqu'au dernier moment, l'incertitude devait subsister. Lorsque Eisenhower prit son commandement à l'Ouest, en janvier 1944, il tenait au débarquement en France, l'opération *Anvil*, qu'il estimait plus utile que la poursuite de l'offensive en Italie. Mais il était difficile d'arrêter celle-ci, alors que les opérations étaient en cours ; aussi le débarquement en Provence fut-il ajourné (en avril 1944), malgré les inconvénients que cela présentait, en particulier celui de laisser inemployées les troupes désignées pour y participer, et qui étaient déjà retirées du front italien. Mais Eisenhower revint ensuite sur cette décision, parce qu'il voulait s'assurer un port en Méditerranée ; il songea même un moment à un débarquement en Languedoc, avec Sète pour objectif. C'est dans ces conditions que le projet fut repris ; mais il ne pouvait plus être question, comme il avait d'abord été prévu, d'une attaque coïncidant avec le débarquement en Normandie. L'opération *Anvil* (baptisée ensuite *Dragoon*) fut repoussée jusqu'au 15 août, ce qui laissa à Churchill le temps de tenter une nouvelle offensive, dans les premiers jours d'août, pour la faire ajourner de nouveau. Vainement, cette fois. La « stratégie périphérique » était définitivement mise en déroute, au profit des vues du général Marshall.

Cette histoire n'accorde qu'une place modeste aux relations avec l'U.R.S.S. : avec celle-ci, il n'y a pas de grandes discussions stratégiques, ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait jamais pesé sur les décisions importantes. Dans l'été 1943, le Département d'État a cru sérieusement à une tentative russe de paix séparée, et cela l'a incité à rechercher une collaboration plus étroite. Sans doute, sur le plan stratégique, les propositions américaines en vue d'échanger les informations de météorologie ou d'aménager des bases d'aviation en U.R.S.S., n'ont-elles pas abouti. Mais, à Téhéran, alors qu'une fois de plus, Anglais et Américains échangeaient leurs arguments en faveur, les uns de la Méditerranée, les autres du débarquement à l'Ouest, l'intervention de Staline fut décisive ; en se prononçant nettement en faveur de l'opération *Overlord* et en insistant pour qu'on procédât, dès que possible, à la désignation d'un chef responsable, il contribuait nettement au succès de la thèse américaine.

Pendant toute cette année, les problèmes de l'Extrême-Orient et du Pacifique n'ont pas laissé d'être également préoccupants. L'idée première de Marshall était de maintenir, contre le Japon, une activité limitée, jusqu'à la défaite de l'Allemagne. Mais les tergiversations anglaises risquant de prolonger la lutte en Europe, l'opinion américaine n'exigerait-elle pas des opérations plus actives dans le Pacifique ? Pour se poser en d'autres termes, le problème stratégique n'est pas plus facile à régler en Extrême-Orient qu'en Europe. Tout d'abord, les États-Majors sont impuissants à prévoir un plan d'ensemble des opérations, et même à s'accorder sur le moyen de venir à bout du Japon. Entre ceux qui pensaient qu'une lente asphyxie militaire et économique suffirait et ceux qui croyaient qu'un débarquement serait nécessaire, le débat était encore ouvert dans le courant de l'été 1944 : d'où la satisfaction des experts américains, lorsque, à Téhéran, Staline leur promit l'aide de la Russie. L'opinion commune était que le Japon serait vaincu dans les 12 mois qui suivraient la capitulation de l'Allemagne, mais on ne voyait pas comment. Cette incertitude devait entraîner jusqu'à la fin des discussions et d'innombrables difficultés : conflits entre l'armée et la marine comme, lorsqu'en juillet 1944, la Conférence de Pearl Harbour met aux prises l'amiral Nimitz, partisan d'une opération sur Formose, et le général Mac Arthur, qui tient à libérer d'abord les Philippines ; discussions incessantes avec les Anglais, à propos des opérations de Birmanie ; déceptions du côté de Chang-Kaï-Chek. Pendant

toute l'année 1943, les opérations ont été menées un peu au hasard des circonstances, en exploitant les possibilités du moment, mais sans vues directrices et sans plan d'ensemble. La plus grande erreur des dirigeants américains fut peut-être de miser sur la Chine : longtemps, ils crurent que, à condition de lui fournir équipement et ravitaillement, l'armée chinoise pourrait vaincre les Japonais, et ils s'acharnèrent à aménager des moyens de communications pour lui venir en aide. Les résultats eurent beau être décevants, il fallut attendre la fin de 1944 et le rappel de Stilwell, pour voir s'esquisser une révision de la politique américaine en Chine. A partir de ce moment, le théâtre d'opération Chine-Birmanie-Inde passe au second plan.

Comme on le voit par ces quelques exemples, histoire militaire et histoire politique ne peuvent jamais se séparer complètement. A propos de la France, sur le cuirassé *Iowa*, qui l'emmène en Méditerranée pour les Conférences du Caire et de Téhéran, Roosevelt exposa quelques-unes de ses vues à ses collaborateurs. Ses propos confirment d'ailleurs ce que nous savons déjà. Le Président n'était pas disposé à donner satisfaction à Giraud, en réarmant l'armée française au delà de ce qui était utile pour sa participation à la guerre contre l'Allemagne. Il était convaincu que la France ne redeviendrait pas une puissance de premier plan avant 25 ans, ce dont il se félicitait d'ailleurs, puisqu'il y voyait l'assurance qu'elle ne pourrait pas reprendre ses anciennes colonies. Sa méfiance envers la France lui faisait, dès lors, envisager une répartition des zones d'occupation en Allemagne, concrétisée sur une carte où il avait tracé lui-même leurs limites et que la publication de M. Matloff reproduit en *fac-similé* : les États-Unis occuperaient les Pays-Bas et l'Allemagne du Nord avec Brême et Hambourg, tandis que l'Allemagne du Sud reviendrait aux Anglais. Ainsi les Américains éviteraient-ils tous les points de contacts et de friction avec la France du général de Gaulle. Naturellement, du point de vue strictement militaire, Marshall trouvait fâcheux ce plan qui ne cadrait pas avec la disposition des armées en campagne, mais c'est seulement en septembre 1944 que Roosevelt y renonça et accepta la répartition proposée par les Anglais, sans qu'on puisse d'ailleurs déterminer clairement les motifs de sa volte-face.

Bien entendu, ces quelques lignes générales une fois dégagées, il faudrait entrer dans le détail pour montrer toute la richesse de ce volume, la précision des renseignements qu'il apporte, les problèmes aussi qu'il soulève. Par exemple, un chapitre sur l'inventaire stratégique au 31 décembre 1943, indique la répartition des forces selon les secteurs, et permet de faire la comparaison entre les prévisions établies en mars précédent et les réalisations effectives. La situation était satisfaisante, dans l'ensemble, mais inquiétante toutefois en ce qui concernait le matériel de débarquement. La décision d'augmenter la production avait été prise trop tard, mais où étaient les responsabilités ? N'était-ce pas simplement une conséquence des indécisions qui avaient pesé si longtemps sur l'adoption du plan *Overlord* ?

Cet ouvrage très sérieux fait le point des connaissances actuelles sur la stratégie américaine dans la phase décisive de la guerre.

J.-M. d'Hoop.

La guerre en Méditerranée et au Moyen-Orient

Le troisième des six volumes prévus dans l'historique officiel anglais pour la relation des événements dans la Méditerranée et le Moyen-Orient correspond à la période de septembre 1941 à septembre 1942, celle au cours

de laquelle la puissance britannique a atteint, tout au moins en apparence, le niveau le plus bas (1).

Repoussé d'abord à la frontière de la Tripolitaine par l'opération *Crusader*, Rommel profite, à la fin de janvier, de la réduction des moyens britanniques sur ce théâtre d'opérations, résultant à la fois des pertes subies en Méditerranée et de l'accroissement des besoins sur d'autres théâtres, par suite de l'entrée en guerre du Japon. Il obtient un premier succès en refoulant les Britanniques jusqu'à Gazala. Dans le même temps, Malte paraît sur le point de succomber, les convois de ravitaillement qui lui avaient été envoyés n'ayant pu, malgré les brillants exploits de leurs escortes, lui apporter qu'un secours très insuffisant. Aussi l'Axe envisage-t-il enfin de lui porter le coup final... En mai, Rommel attaque de nouveau et, cette fois, c'est jusqu'à la frontière égyptienne qu'il rejette ses adversaires. Le 24 juin, il s'empare de Tobrouk, de sa nombreuse garnison et de ses approvisionnements.

Mais l'importance même et la rapidité de ce succès vont causer le retournement de la situation. Grisé par cette victoire, le Haut Commandement de l'Axe, renonçant à l'attaque de Malte, oriente toutes ses disponibilités et tous ses efforts vers le canal, de façon à occuper Le Caire avant que l'armée britannique ait été renforcée, tandis que, conscients du danger, les Anglo-Saxons prennent des décisions énergiques : réorganisation du Commandement, envoi de chars par l'Amérique, ainsi que de canons et d'avions, ravitaillement de Malte, libérée de la menace adverse. Quand Rommel reprend l'attaque, il est arrêté à El-Alamein en juillet, puis de nouveau en août et, cette fois, son échec a le caractère d'une véritable défaite, qui fait présager l'offensive victorieuse que le nouveau chef de la VIII^e^ armée va bientôt lancer à son tour.

Tous ces faits sont, depuis longtemps, bien connus, notamment grâce aux *Mémoires* de Churchill qui, les ayant suivis de très près, les a résumés parfaitement. L'ouvrage officiel en fait un exposé très détaillé, tant pour les opérations dans le désert que pour les opérations maritimes. Ces détails présentent un vif intérêt pour les spécialistes. Mais ils ne peuvent évidemment être résumés en quelques pages.

Ce qu'on en doit retenir, d'un point de vue général, c'est l'étroite liaison et les répercussions réciproques de l'action des trois armées : Air, Marine et Terre. La *Luftwaffe*, les sous-marins allemands et, dans une moindre mesure, la flotte italienne, interdisent-ils le ravitaillement de Malte et le renforcement de la *R.A.F.*, les Britanniques subissent défaite sur défaite ; la *Luftwaffe* est-elle accaparée par l'aide à apporter à l'*Afrika Corps* et dominée par la *R.A.F.*, c'est Rommel qui est paralysé et obligé de s'arrêter. « Rarement, a pu écrire Churchill, l'étroite interdépendance des opérations terrestres, navales et aériennes a été plus clairement démontrée. »

On y voit aussi que les causes qui faillirent être fatales aux Britanniques furent, d'une part, l'infériorité de leurs chars en usage à cette phase de la guerre par rapport aux chars allemands et, d'autre part, la trop lente adaptation de leur Commandement à la guerre du désert. Il fallut attendre l'arrivée de nouveaux chars et notamment des chars américains et surtout le choix heureux d'un nouveau chef dans la personne du général Montgomery pour que « l'espoir change de camp ».

Général Lestien (†).

(1) I. S. O. Playfair (major-general), *The Mediterranean and Middle East*, vol. III, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1960, xviii-482 p., cartes et photos, 50 s.

Chronologie et documents

Sous le titre : *1939-1945, La deuxième guerre mondiale par la chronologie et les documents*, Hans Adolf Jacobsen, que les lecteurs de notre *Revue* connaissent déjà (1), a réuni en un seul volume une somme de documents et de renseignements qui, jusqu'à présent, n'a pas sa pareille (2).

L'ouvrage s'articule comme suit : la première partie, de 70 pages, est un tableau chronologique des événements groupés par années et par théâtres d'opérations.

La deuxième partie constitue le corps de l'ouvrage : 375 pages reproduisent les 177 documents sélectionnés par l'auteur.

La troisième partie, de 60 pages, est une courte synthèse qui pourrait servir de commentaire général aux documents et qui est intitulée : « C'est ainsi que fut perdue la deuxième guerre mondiale. » Enfin, les toutes dernières pages englobent les cartes, la bibliographie et les divers schémas.

Les documents retiendront surtout notre attention. Numérotés de 1 à 177, avec pour chacun une précision bibliographique rejetée à la fin du volume, ils sont groupés selon un ordre à la fois chronologique et méthodique : 138 concernent la politique générale et la conduite de la guerre ; 11 l'économie de guerre et les armements ; 16 sont groupés sous le titre : « Rupture avec la tradition » ; ils comprennent 13 ordres illustrant la barbarie nazie et trois documents concernant « l'adversaire » : le plan Morgenthau, le récit d'une attaque aérienne sur Heilbroon en 1944, un récit de l'entrée des Russes en Prusse-Orientale, un hommage à la « Résistance » allemande. 12 documents enfin sont réunis sous le titre : « Deutsche Gesittung in Kriege », qui peut se traduire par : « Respect de la tradition civilisée par les Allemands pendant la guerre » ; il s'agit d'extraits d'écrits de von Beck, von Hassel, Gördeler et de lettres d'étudiants et de soldats allemands.

La majorité de ces documents ont déjà été publiés, quelques-uns par l'auteur lui-même (3) ; mais une quarantaine le sont pour la première fois, du moins en langue allemande. Le choix de l'auteur s'est porté sur les types de documents les plus variés : discours (principalement de Hitler), directives et ordres militaires allemands, rapports américains, anglais et italiens sur la guerre navale — textes diplomatiques, tels que le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, la Charte de l'Atlantique, les capitulations italienne, allemande, japonaise, les décisions de Yalta — extraits de carnets et de journaux privés tenus par Ciano, Gœbbels, Halder, von Beck. Ces deux derniers nous renseignent en particulier sur les journées dramatiques de l'armée allemande devant Moscou et devant Stalingrad, les deux tournants de la campagne de Russie. Enfin, les *Mémoires* et récits de chefs politiques et militaires ont été mis à contribution : Churchill, Montgomery, Eisenhower, Speidel, Choltitz, etc.

Les 60 pages de la troisième partie du livre retracent dans ses grandes lignes le déroulement de la deuxième guerre mondiale en un récit alertement mené et qui se reporte toujours aux documents cités dont le numéro est indiqué entre parenthèses. Par delà le détail des faits, en voici les idées maîtresses : Hitler a délibérément déclenché la guerre contre la Pologne

(1) H. A. Jacobsen, *1939-1945, Der zweite Weltkrieg Chronik und Dokumenten* (Wehr und Wissen Verlagsgesellschaft, Darmstadt, 1959, 538 p., 10 cartes et schémas).

(2) Voir, dans le n° 33 de janvier 1959, notre compte rendu de H. A. Jacobsen, *Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges 1939-40* (recueil de 63 documents).

(3) Les documents 8, 13, 167, figurent dans les *Dokumente zur Vorgeschichte...*, sous les n^{os} 1, 3 *a*, 32.

et provoqué ainsi la deuxième guerre mondiale. Il est non seulement le responsable de la guerre, mais encore de la défaite. D'ailleurs, en tout état de cause, il n'existait aucune chance de gagner la guerre. « Cette guerre était perdue politiquement avant même qu'elle eut commencé militairement » (p. 502.).

Le véritable vainqueur, c'est l'Union soviétique qui a pu installer le communisme jusqu'à l'Elbe. C'est, qu'à la différence d'Hitler et de ses adversaires occidentaux (dont Roosevelt), qui ont surestimé le facteur militaire aux dépens du facteur politique, Staline, lui, n'a pas perdu de vue les liens définis par Clausewitz, du facteur politique et du facteur militaire. Alors qu'Hitler et les Occidentaux ont simplement « fait la guerre », Staline a subordonné la guerre à la politique.

Au total, l'ouvrage de Jacobsen, à la fois répertoire de dates, de documents et essai d'interprétation constitue, surtout pour l'étudiant allemand — car il est centré sur l'Allemagne — un instrument de travail précieux et pour tous une mine de renseignements. Il mérite d'être salué comme une réussite.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Hitler général en chef

Une trentaine d'heures est nécessaire pour venir à bout du volume épais et passionnant consacré à *Hitler le général en chef*, par M. G. Buchheit (1), ancien professeur d'histoire et spécialiste des questions militaires, attaché pendant la guerre à divers états-majors de la *Wehrmacht*. En étudiant le rôle militaire d'Hitler, il est amené, non seulement à faire le portrait d'un homme et sa biographie, mais à refaire l'histoire politique, militaire et diplomatique de la deuxième guerre mondiale et de ses préliminaires depuis 1933.

Il travaille sur une base documentaire solide, comme l'indiquent les deux cents volumes (dont une douzaine en langue française) de sa bibliographie. Les témoignages les plus souvent invoqués sont ceux des généraux allemands, qui furent à la fois les collaborateurs et les victimes d'Hitler car, note l'auteur, aucun régime ne disgracia et n'exécuta tant de généraux.

Des trente-deux chapitres de l'ouvrage, ceux qui nous ont paru les plus intéressants s'intitulent : « Comment on en vint à l'entreprise Barberousse », « Échec devant Moscou », « Le dictateur aux fabrications de guerre », « La tragédie de Stalingrad », « La fin de l'aventure africaine », « Les armes nouvelles », « Le débarquement des Alliés », « Rommel contre Hitler », « Sur les barricades du Reich », « Hitler comme général en chef ».

Deux idées générales se dégagent de cette vaste fresque : d'une part, Hitler fut le promoteur et l'animateur de la guerre, à laquelle, par son fanatisme, il conféra une extension et une durée qu'elle n'aurait pas connues sans lui. D'autre part, si en tout état de cause, une guerre menée contre le monde entier ne pouvait être gagnée, l'intervention d'Hitler dans la conduite des opérations se révéla particulièrement désastreuse.

Le reproche fondamental que Buchheit formule envers Hitler, c'est d'avoir voulu être à la fois homme d'État, chef de guerre, et dictateur aux fabrications de guerre, alors qu'il n'avait ni les qualités politiques, ni les qualités militaires, ni les qualités d'organisateur requises pour ces trois

(1) G. Buchheit, *Hitler der Feldherr. Die Zerstörung einer Legende* (Grote, Rastatt, 1958, 560 p., 28 cartes et croquis).

fonctions. « Si la politique est l'art du possible, Hitler n'a jamais été un homme politique, car il a toujours voulu réaliser l'impossible » (p. 525).

Certes, Hitler avait des dons : il se révéla parfois « fin psychologue », il portait un vif intérêt à la technique et était même doué en stratégie ; mais, dans ce dernier domaine, il restait un « dilettante » et un « hasardeur », plein des préjugés de l'autoditacte contre les spécialistes de l'état-major auxquels il ne cessait de porter une méfiance maladive.

G. Buchheit nous conte par le menu les nombreuses erreurs militaires d'Hitler et analyse, en particulier, ses démêlés avec Guderian et Rommel. Au passage, il donne un coup de griffe aux généraux flagorneurs « à la Keitel » (en français dans le texte, p. 513), qui ont contribué à répandre la légende néfaste qui présentait Hitler comme « le plus grand capitaine de tous les temps », alors que l'auteur serait plutôt porté à voir en lui le plus grand saboteur de tous les temps. Décidément, il valait mieux être général dans le camp d'en face : « Le général Eisenhower avait la chance de ne dépendre d'aucun stratège civil » (p. 396).

Le dernier chapitre : « Hitler comme général en chef » — dont le titre reproduit presque celui du livre — dessine un portrait psychologique très fouillé de l' « éternel caporal », qu'en fin de compte rien ne qualifiait pour mener des opérations de guerre d'une ampleur sans précédent.

Au total, un réquisitoire documenté, complet, salubre et impitoyable qui justifie pleinement le sous-titre de l'ouvrage « La destruction d'une légende », celle du génie militaire du *Führer*.

A. Meyer.

Sur la politique du Vatican

Il est très délicat de juger avec sérénité la politique du Vatican. Pour les catholiques, le pape est le vicaire du Christ, et, depuis 1870, il est infaillible. En matière de foi, seulement, c'est entendu. Mais il est difficile de ne pas étendre son infaillibilité aux sujets d'ordre temporel. Pour les catholiques, c'est donc un drame que d'être obligés de critiquer les actes du souverain pontife... Les anticléricaux, au contraire, se font un malin plaisir de relever toutes les erreurs de la papauté pour atteindre son pouvoir spirituel. L'objectivité nécessaire aux historiens nous paraît avoir manqué à M. Edmond Paris, qui analyse avec passion, et non avec détachement et sang-froid, la politique du Saint-Siège (1).

Pour la comprendre et la juger avec impartialité, il faut absolument séparer nettement le spirituel du temporel. Il faut se rappeler que le pape est un souverain *temporel* et, qu'à ce titre, ne lui sont étrangers ni l'appétit de prestige et de puissance, ni l'ambition, ni le désir de suprématie. Devenu un *souverain* depuis le VIII^e^ siècle, le pape a eu une diplomatie, des alliés, des ennemis, voire une armée. Il s'est mêlé aux querelles non seulement de ses voisins italiens, mais de tout le continent, puis du monde entier. A plusieurs reprises, il a même essayé d'être reconnu comme le souverain suprême de tous les princes européens. Il a intrigué, il a combattu.

Le Saint-Siège n'a plus qu'une armée symbolique. Mais sa diplomatie est active. Il a le service de renseignements le plus vaste, le plus complet, le plus serré, le plus sûr, du monde entier : les milliers de prêtres et de moines, qui sont en contact étroit avec toutes les populations catholiques et qui envoient à Rome les rapports les plus minutieux sur tout ce qui se passe

(1) Edmond Paris, *Le Vatican contre l'Europe*, P. Fishbacher, 1959, 24 photographies, 21 × 18, 342 p.

autour d'eux. Ils ont, en outre, l'avantage de vivre au grand jour, de ne pas être astreints à la clandestinité. La diplomatie pontificale peut donc s'appuyer sur des données sûres.

L'État *temporel* du Vatican a une arme puissante : son influence spirituelle. A défaut de conquêtes territoriales, qu'il ne peut entreprendre, le pape espère régner sur le monde en favorisant l'installation, à la tête de tous les États, de gouvernements qui le respectent et lui obéissent. La papauté désire donc que soient forts, que triomphent les États sur lesquels elle peut compter. Elle les soutient dans la paix comme dans la guerre. Elle ne s'embarrasse pas du passé : que la France soit « la fille aînée de l'Église » ne l'intéresse plus guère maintenant que la France est devenue républicaine et a inscrit la « laïcité » dans ses constitutions successives. Depuis le XVIII^e siècle, la France est la patrie de la libre discussion, de l'esprit critique. Elle est donc devenue l'ennemie, bien que les catholiques sincères y soient nombreux, bien que beaucoup d'argent parte de France pour le Vatican. Les États où l'esprit est moins libre sont bien davantage les amis de la papauté. On s'étonne que M. Paris s'en scandalise : c'est absolument logique. Pie XI a fait tous ses efforts pour régler l'exaspérante querelle de la papauté et de l'État italien : il a dû accepter le régime fasciste pour obtenir un certain nombre d'avantages. Il a, de même, accepté sans chagrin la dictature hitlérienne (le pieux von Papen n'avait-il pas porté Hitler au pouvoir ?, Himmler n'était-il pas un catholique convaincu ?) Et son successeur, Pie XII, ex-nonce à Berlin, vivant entouré de nonnes et de moines allemands, autoritaire et mystique par tempérament, a été encore plus sympathique aux nazis et aux fascistes : Mussolini ne soutenait-il pas le Croate catholique Ante Pavelitch et ses *oustachis*, qui exterminaient des Serbes *orthodoxes* ? De tout cela, M. Paris s'indigne et il accuse avec passion Pie XII d'avoir poussé également à l'extermination des Juifs. Il ne peut en donner aucune preuve valable pour un historien. Ce qui est sûr, c'est que Pie XII n'a rien fait pour arrêter les massacres et que, plus tard, il est intervenu en faveur des bourreaux...

M. Paris va plus loin : il accuse les papes d'avoir été les principaux responsables des deux dernières guerres. C'est sûrement une exagération. Hitler ne semble pas avoir été l'instrument aveugle de la papauté ! Sans doute aurait-il agi de même si Pie XII avait blâmé sa politique. Mais les catholiques de son entourage (Papen, Himmler par exemple) devaient trouver un sérieux encouragement dans le fait que le pape ne prononçait aucun mot de blâme contre le nazisme et l'anti-sémitisme. Comme le fait remarquer M. Paris, on chercherait en vain dans les écrits et les discours du pape une critique du régime hitlérien, au moins jusqu'à la mort du dictateur. Après la victoire des Alliés — et étant donné l'importance grandissante du catholicisme aux États-Unis — le pape, acceptant les faits, a condamné le régime qui venait de s'effondrer dans le feu et le sang. Mais il a soutenu les criminels de guerre catholiques (par exemple, lors du procès de Nuremberg) et il semble à peu près certain que c'est son intervention qui a fait acquitter von Papen, bien que celui-ci ait été responsable de l'accession de Hitler au pouvoir.

De même, Pie XII n'a rien fait en faveur des concentrationnaires. Il ne pouvait ignorer l'existence des camps, puisqu'il y avait certainement des prêtres catholiques dans les localités près desquelles ces camps étaient installés (ils étaient nombreux en Allemagne du Sud et en Autriche) (1).

(1) J'ai eu moi-même, depuis la guerre, une conversation avec un moine de l'abbaye de Melk, qui avait fort bien connu les horreurs du camp tout proche. Cf. l'ouvrage récent de MM. POLIAKOV et WULF, *Le III^e Reich et les Juifs*, p. 117.

Il y avait aussi des prêtres parmi les déportés. Le pape le savait si bien qu'il est intervenu près de Hitler pour que les prêtres catholiques soient tous regroupés dans une même baraque, à Dachau, et dispensés de travail. Il a ainsi sauvé la vie à de nombreux ecclésiastiques, mais, par contre, il a privé les détenus des « secours de la religion ». On sait d'ailleurs qu'un certain nombre de prêtres refusèrent de profiter de ce privilège et restèrent près de leurs compagnons de misère.

Cette attitude de Pie XII soulève l'indignation de M. Paris (et aussi celle de catholiques, comme François Mauriac) (1). Mais comment sonder la pensée de Pie XII ?

M. Paris critique aussi l'attitude de la papauté vis-à-vis des « nationalismes ». Celle-ci s'explique également par ses intérêts temporels. Mais nous ne pouvons refaire ici l'histoire du monde...

L'ouvrage de M. Edmond Paris contient donc beaucoup de faits, mais présentés sur un ton de violente polémique. Les historiens peuvent, naturellement, utiliser les pamphlets et celui de M. Paris les intéressera beaucoup. Il est entièrement fait de citations. Mais ces citations sont de valeur très inégale. Celles qui sont extraites des discours, des écrits des papes, ou de l'*Osservatore Romano*, organe officiel du Vatican, sont de précieux documents historiques, de même que les archives des ambassades ou des ministères des Affaires étrangères, ou encore les *Mémoires* ou les *Lettres* des ambassadeurs accrédités près du Saint-Siège. Par exemple, la lettre de Léon Bérard au maréchal Pétain, en août 1941, établit sans conteste que le Vatican « ne critiquait ni ne désapprouvait » les mesures antisémites que Vichy venait de prendre : elle est donc une preuve de l'anti-sémitisme, non avoué officiellement, de Pie XII. Cependant, tous les textes cités par M. Paris n'ont pas cette valeur. Les articles de journaux n'expriment que les réactions de l'opinion publique devant certaines attitudes du Vatican — et les livres auxquels il se réfère ne sont pas tous l'œuvre d'historiens qualifiés (2). Mais l'ensemble est passionné et vivant. Le livre a le mérite de grouper les principaux faits historiques auxquels le Vatican a été mêlé et de mettre en lumière une attitude qui, pour des raisons de propagande, a été laissée dans l'ombre ou même volontairement dissimulée par le clergé catholique, pas toujours en accord avec son chef. C'est donc seulement des laïques détachés de toute religion, des historiens habitués à la critique objective des textes, qui peuvent entreprendre l'analyse et l'explication de la politique du Vatican.

Marie GRANET.

Un « malgré nous »

« L'habit ne fait pas le moine » : une nouvelle et éclatante démonstration nous en est fournie par le livre de M. G. Starcky dédié « aux 130 000 Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande, parmi lesquels 20 000 sont morts pour une cause qui n'était pas la leur » (3).

L'auteur est l'un de ces « malgré nous » qui ne se sont résignés à l'uniforme allemand que pour épargner à leurs familles les horreurs de la déportation.

Après quatre mois de « dressage » au *Service du Travail*, il est, en jan-

(1) Préface au *Bréviaire de la haine*, de POLIAKOV.

(2) Par contre, il cite fréquemment des historiens sérieux, comme MM. Poliakov et Rovan.

(3) Georges STARCKY, *L'Alsacien*, Éditions France-Empire, 1957, 298 p., 690 F.

vier 1943, versé dans la *Wehrmacht* et envoyé, comme l'immense majorité de ses compatriotes, sur le front russe, où ils étaient, par mesure de précaution, répartis à raison d'un par compagnie. C'est un miracle qu'il s'en soit tiré, étant signalé comme « politiquement douteux », à la *Geheime Feldpolizei*, cette police secrète de l'armée dont les membres faisaient déjà, dans le civil, partie de la Gestapo.

Il est vrai qu'au cours de ses pérégrinations, G. Starcky, dont l'enfance s'est passée à Prague, a été servi par sa connaissance des langues, qui lui a permis, selon les circonstances, de se faire passer pour Français, Tchèque ou Allemand, par son intelligence, son énergie, son aptitude à conduire aussi bien un camion qu'une troïka, sa débrouillardise, son extraordinaire présence d'esprit et sa chance.

Engagé contre les partisans russes, il réussit à leur rendre maints services ; il est même sur le point de les rejoindre, mais le pope de l'endroit le lui déconseille... au nom de l'hygiène : « Vous n'êtes pas immunisé contre les maladies infectieuses de nos régions malsaines... Nos marais ne sont pas faits pour vous. Tâchez de retourner en France » (p. 75). De même des prisonniers russes le mettent en garde contre les dangers que présenterait une tentative de passage, en uniforme allemand, dans les lignes russes.

A la suite de l'auteur nous pénétrons dans l'existence quotidienne des populations ukrainiennes. Nous assistons aussi, avant la grande débâcle de 1945, au lent grignotage de l'armée allemande par les poux, la boue, la hantise de l'encerclement, l'ingéniosité des Russes qui ont réussi à passer le Dniepr d'une manière invisible au moyen d'un pont maintenu de jour sous l'eau et qui, la nuit, remontait à la surface, livrant passage aux camions et aux chars — ce qu'on ne saura que plus tard.

En janvier 1945, c'est, à travers la Silésie, une débandade générale, tandis que les colonnes de civils, femmes, enfants et vieillards, prennent la route par un froid de — 20°.

Le chapitre final est consacré à la libération de Prague, où Starcky est sauvé grâce à son passeport français qu'il avait providentiellement réussi à garder. Par une coïncidence curieuse, dans Prague révoltée, le 6 mai 1945, les Tchèques et les Allemands attendent anxieusement l'arrivée des Américains. Certes les Russes y sont accueillis en libérateurs, mais avec cette réserve significative formulée à plusieurs reprises : « Nous autres Tchèques, nous aurions voulu être délivrés des Allemands, non seulement par les frères de Russie, mais aussi par des soldats français, américains et anglais » (p. 294).

L'Ambassade de France à Prague, rapidement réouverte permet le rapatriement de l'auteur qui termine sa narration par ces mots : « Le cauchemar est fini. J'ai envie de pleurer. »

Son livre est à la fois un passionnant récit d'aventures et un témoignage émouvant de fidélité. A ce double titre il mérite de prendre place dans les bibliothèques et d'abord dans les bibliothèques scolaires des grands élèves. Sans tendance doctrinaire comme sans haine — sinon contre l'inhumain — il montre ce qu'ont été le drame et le calvaire des jeunes d'Alsace nés entre 1908 et 1926, incorporés malgré eux dans la *Wehrmacht*.

André Meyer.

***

Georges Lefranc, le spécialiste bien connu de l'Histoire sociale, vient de publier une *Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine* (1).

(1) Georges Lefranc, *Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine*, Paris, Aubier, 1960, 333 p.

Dans les deux premières parties, sont étudiés les Pionniers (Saint-Simon, Fourier, Owen...) et Marx et le Marxisme. La troisième partie traite de la réponse apportée à ces doctrines par l'histoire. Le chapitre III de cette troisième partie intéresse spécialement les lecteurs de cette *Revue* : il étudie les problèmes nouveaux posés par la seconde guerre mondiale, le *Révisionnisme* de Léon Blum, les dissonances communistes (Trotsky contre Staline, Djilas contre Tito), les tentatives pour repenser le socialisme par des théoriciens socialistes comme Lucien Laurat, le néo-fabien Crossmann, Jeanne Hersch, Kœstler, etc.

Le cadre imposé à Lefranc l'a empêché de donner à ses études tout le développement désirable, et c'est dommage. Tel quel, son livre précise et éclaire de nombreux problèmes. S'il n'apporte pas de conclusion absolue, il suggère du moins des rapprochements qui, naguère, auraient paru impossibles. « Dans le creuset où bouillonnent les forces qui feront l'avenir, il faut mettre, avec le fonds commun des idées socialistes, l'idée chrétienne du péché originel et l'idée libertaire que toute autorité exercée sans mesure dégrade celui qui l'exerce aussi bien que celui qui la subit. »

A. CALMETTE.

ITALIE

Une histoire d'ensemble du fascisme

Il serait absurde de nier que l'histoire du fascisme n'ait été aussi l'histoire de l'Italie pendant la période d'entre les deux guerres mondiales, mais ce serait une erreur de conclure qu'elle soit toute l'histoire d'Italie. De même, il ne faut pas rechercher les responsabilités du succès fasciste dans la seule classe dirigeante de ce pays. Cette identité et ces distinctions sont très bien mises en lumière dans le livre que nous examinons ici.

L'œuvre monumentale de Salvatorelli et Mira (1) a le mérite non seulement d'être la seule grande œuvre que nous possédons sur cette question et d'avoir été élaborée sur des sources d'information extraordinairement vastes (nous regrettons cependant qu'aient été systématiquement omises les références aux sources fournies par les archives et les témoignages), mais aussi celui d'avoir suivi tous les aspects historiques en relation avec le développement du fascisme, à savoir l'histoire de l'opposition à l'intérieur comme à l'extérieur jusqu'à la deuxième guerre, et la projection de l'aventure fasciste sur la scène européenne, avec les approbations coupables et les graves responsabilités communes d'un grand nombre des hommes d'État les plus influents de l'Occident.

Salvatorelli et Mira avaient milité dans les rangs de l'antifascisme démocratique ; ils se rapprochaient de ce courant dynamique et entreprenant, le mouvement *Justice et Liberté*, qui avait été le promoteur de la participation d'émigrés politiques à la guerre d'Espagne contre Franco, et qui avait tenté une conciliation moderne de la tradition socialiste et de la tradition libérale en Italie, donnant naissance par le groupement de formations politiques voisines, à ce qui fut, pendant la résistance et après la guerre, avec Ferruccio Parri, président du Conseil, le *parti d'Action*.

Salvatorelli en particulier confère à l'ouvrage l'empreinte originale de son expérience sûre en matière de politique étrangère et de la maturité de son jugement en histoire contemporaine, qui est ici fortifié par de nouvelles possibilités de vérification et de confrontation.

Dans le petit volume *Nazionalfascismo*, publié en 1923, il avait situé le terroir fertile au fascisme dans les couches moins élevées des classes moyennes, à la formation humaniste hâtive, appauvries par les vicissitudes économiques de la guerre et recherchant dans l'exaltation nationaliste une compensation, peut-être inconsciente, à leur frustration sociale. L'habitude de la violence, contractée pendant la guerre, aurait ainsi continué à attirer irrésistiblement la jeunesse de ces classes, blessée par les intempérances de paroles et d'actions du maximalisme prolétaire. Salvatorelli repoussait donc la thèse de l'historiographie marxiste (que Paolo Alatri devait, par la suite, développer de manière assez diffuse dans *Le Origini del Fascismo*) (2), selon laquelle le fascisme était une conséquence inévitable du déterminisme économique, et sa violence un aspect nécessaire de l'impérialisme capitaliste ; il donnait ainsi une explication sociologiquement suggestive, mais insuffisante.

Dans le volume que nous examinons aujourd'hui, l'accent est bien moins mis sur les caractères psychologiques des classes. Quoique les auteurs

(1) Luigi Salvatorelli et Giovanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascita*, Einaudi, Torino, 1956.

(2) Editori Riuniti, Rome, 1950.

repoussent l'élémentaire schéma de la thèse marxiste en faveur d'une réalité à juste titre plus complexe, ils reconnaissent néanmoins dans l'autodéfense de la bourgeoisie industrielle et dans l'organisation des milieux agrariens des régions du Pô, inquiétés par les atteintes à la propriété et systématiquement aidés par les autorités locales, l'une des causes fondamentales du fascisme dans le Nord. Rien n'est d'ailleurs ôté au composant social de la violence fasciste par la considération qu'elle s'est déchaînée en utilisant ses équipes d'hommes de main et qu'elle a porté ses chefs au pouvoir quand déjà le danger bolchevique des années 1919 et 1920 en Italie avait été écarté par la résistance passive de l'organisation sociale, par l'œuvre consciente des gouvernements et par la réaction spontanée de la société bourgeoise, blessée dans ses intérêts et dans ses idéaux.

Sur le caractère gratuit *a posteriori* de la lutte menée par les fascistes contre un danger déjà périmé, nos auteurs se retrouvent sur des positions analogues à celles de l'historien Angelo Tasca, ancien communiste (1), qui a attribué le succès fasciste à l'appui prodigué par les hautes sphères de la finance et à l'intolérance de la bourgeoisie, même une fois résolu l'épisode de l'occupation des usines par les ouvriers. La différence entre ces auteurs tient principalement dans l'insistance avec laquelle Tasca revient sur les responsabilités du parti socialiste, pour avoir inutilement terrorisé, par son maximalisme verbeux, les vieilles castes sociales — qui, certes, méritaient d'être abattues — sans pour autant avoir eu le courage d'assumer le pouvoir avant le mois d'octobre 1922, quand son succès électoral le lui aurait permis ; il perdit peu à peu le contrôle de la petite bourgeoisie et ouvrit la route au succès fasciste.

De son côté Salvatorelli, de formation libérale et, en ces années-là, collaborateur de *La Stampa* (le journal « giolittien » de Turin), préfère souligner le mérite de Giovanni Giolitti — appelé pour la dernière fois à la présidence du Conseil, en juin 1920 — pour avoir résolu la très délicate situation de politique intérieure par un audacieux programme de réformes économiques (de l'obligation nominative donnée par décret aux titres à l'attribution à l'État des profits de guerre et à l'augmentation des droits de succession) et par un prudent rétablissement de l'autorité de l'État. Après s'être assuré les moyens de réprimer un éventuel mouvement révolutionnaire en décrétant la mobilisation des cheminots — décret auquel il ne fit d'ailleurs aucune publicité et qu'il garda dans ses tiroirs — devant le mouvement séditieux des usines il se comporta avec un remarquable sens de l'équilibre en laissant le mouvement s'apaiser de lui-même, mais en protégeant l'ordre public dans ses fondements essentiels. Les ouvriers finirent par se rendre compte de leur impossibilité à gérer effectivement les industries et, renonçant à toute intransigeance, acceptèrent un compromis avec les patrons épouvantés. Le gouvernement intervint alors comme un grand conciliateur et le libéral Giolitti insista, au grand scandale des propriétaires, pour que fût reconnu par les industriels le principe du contrôle des ouvriers sur l'administration des usines. A cette fin, il devait nommer une Commission paritaire pour la préparation du projet de loi.

De même, dans le programme énoncé par Giolitti dans le rapport au roi accompagnant le décret de dissolution des Chambres avant les élections, il préconisait le développement des coopératives, le démembrement des grandes fermes en faveur des paysans, les assurances sociales et la faculté de contrôle des ouvriers. Que ces mesures fussent utiles et suffisantes pour rétablir l'ordre normal de la vie civile, c'est ce qu'affirmait *La Stampa*,

(1) *Nascita e avvento del fascismo*, « La Nuova Italia », Florence, 1942.

en remarquant que l'ordre public n'avait jamais été aussi troublé en Italie qu'à partir du jour « où les fascistes s'étaient mis en devoir de le rétablir » et que, une fois le danger communiste écarté comme nous l'avons vu, la réaction fasciste n'avait plus aucune justification, puisqu'elle ne représentait plus que « la volonté acharnée de ceux qui veulent imposer, en dehors de l'État et contre l'État, une justice proclamée par eux, qui n'est qu'arbitraire anarchique et tyrannie factieuse ».

Malheureusement les milieux libéraux mêmes n'étaient plus en état de défendre les libertés démocratiques en payant le prix nécessaire par l'acceptation des mesures sociales qu'indiquait l'octogénaire Giolitti. Ils avaient perdu le sens du rôle qui fut le leur au temps du *Risorgimento* et ne savaient même pas s'arrêter au niveau d'un conservatisme éclairé, conscient de ses intérêts réels et durables.

L'autre grand organe libéral italien, le *Corriere della sera*, journal de Milan, bien que condamnant, dans les articles de son directeur Albertini, les excès des fascistes, était cependant touché par la rhétorique nationaliste, qui avait été l'un des éléments constitutifs de la psychologie fasciste, et ne savait pas traduire dans une action politique le libéralisme qu'on attendait de lui.

La polémique qui s'éleva plus tard, en mars 1923, entre Albertini et Salvatorelli montrait quelles profondes divisions menaçaient la coalition des libéraux anti-fascites. Le premier préconisait, dans le *Corriere*, l'idée de *libéralisme pur*, à égale distance du fascisme et de la social-démocratie, tandis que le second dans *La Stampa* soutenait que, contre le fascisme, libéralisme et social-démocratie devaient être solidaires ; si, dans l'après-guerre, ils n'avaient pu remporter la victoire, cela provenait du fait qu'ils n'avaient pas su réaliser une telle solidarité.

De plus *La Stampa* voyait plus loin que Giolitti lui-même qui, prisonnier de sa tactique neutraliste, comptait avec optimisme que le fascisme évoluerait peu à peu vers un comportement plus légal, s'intégrant graduellement dans l'appareil régulier de l'État constitutionnel. *La Stampa* objectait que le gouvernement de Mussolini était une dictature et que, comme telle, il ne pouvait se légaliser ; tandis que le directeur du *Corriere*, le sénateur Albertini, à la première présentation au sénat du nouveau gouvernement avait, par une illusion anachronique, adressé un appel à Mussolini pour qu'il recueillît, en le renouvelant, l'héritage du libéralisme.

Ce fut encore *La Stampa* qui, par la plume de Salvatorelli, au lendemain des massacres de Turin, perpétrés pendant plusieurs jours en décembre 1923, (22 ouvriers furent tués par représailles par les fascistes, sans que l'autorité publique intervînt le moins du monde pour en arrêter la furie vengeresse), dénonça la dictature de parti exercée par le gouvernement et le bouleversement politico-moral qui était en train de s'instaurer non seulement en Italie, mais dans plusieurs pays d'Europe.

Il convient de se souvenir, après tant d'années, des incroyables sympathies dont hommes d'État et gouvernements démocratiques honorèrent alors Mussolini. Le « pittoresque » caractère italien semblait plaire aussi à certains dans ses manifestations politiques, et ne pas les préoccuper, parce qu'il était considéré presque comme un produit sans danger, de nature strictement indigène, impropre par nature à l'exportation. Cette sympathie pour l'Italie fasciste, après que tant de violences eussent été commises par les fascistes, après qu'un crime politique eût été consommé contre le plus ardent des députés de l'opposition, le socialiste Giacomo Matteotti, après que les membres de l'opposition au Parlement eussent quitté la Chambre pour dénoncer devant la Couronne et devant le pays le danger qu'il y avait

à violer les institutions légales, cette sympathie ne pouvait apparaître que comme une blessure faite à la démocratie italienne récemment unifiée et même à l'esprit civique européen.

Nos auteurs rappellent les déplorables indulgences d'hommes d'État illustres. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement conservateur de Grande-Bretagne, Austin Chamberlain, vint par deux fois, à neuf mois d'intervalle, en décembre 1925 et en septembre 1926, rencontrer Mussolini en Italie. Il ne s'était pas encore écoulé un an depuis que la dictature avait, par les lois d'exception de janvier, supprimé toutes les libertés d'association, de presse et d'opinions, donné la toute-puissance à la police, proclamé que les fonctionnaires étaient révocables, menacé de l'exil et de la confiscation des biens, sans aucun procès régulier, ceux qui semblaient en désaccord avec la politique « nationale ». Il n'est pas possible de ne pas relever l'encouragement moral qu'apportèrent à Mussolini et à son régime les voyages de Chamberlain et les preuves de considération et d'amitié qui lui furent témoignées par le gouvernement de la libre Angleterre. A l'occasion de la seconde entrevue, le port de l'insigne fasciste par Mme Chamberlain est resté célèbre.

Moins d'un an après, ce fut le tour de Winston Churchill, *chancelier de l'Échiquier* dans le ministère conservateur Baldwin, de venir à Rome en janvier 1927, pour rendre visite à Mussolini. Dans une conférence de presse il eut à déclarer : « Je n'ai pas pu ne pas être fasciné par la courtoisie et la simplicité du comportement de l'honorable Mussolini... Son unique souci est le bien-être durable du peuple italien... Il est parfaitement absurde de déclarer que le gouvernement italien ne repose pas sur une base populaire et qu'il n'est pas soutenu par l'assentiment réel et actif des grandes masses... A l'extérieur votre mouvement a rendu service au monde entier. »

Ce n'est pas autrement que Pie XI, le pape de la conciliation — en qui certains mettaient leurs espoirs — dans son allocution de décembre 1925, flattait le régime, se réjouissant de l'action du gouvernement sans même faire allusion aux répressions anticonstitutionnelles, tandis qu'il réservait toutes ses condamnations au vieil État libéral et aux forces du socialisme.

De telles approbations ne tenaient pas compte de l'existence d'une opposition nationale, héritière des principes du *Risorgimento* — ce qui aurait dû, sinon toucher le pape, du moins représenter quelque chose pour la conscience historique des Britanniques. Opprimée à l'intérieur, elle menait en exil une existence misérable. De cette opposition, à la double activité, dans la clandestinité et dans l'émigration, Salvatorelli et Mira nous donnent un panorama général qui, bien que comportant encore inévitablement des lacunes, a cependant le mérite d'être l'unique que nous possédions dans son universalité. Qu'il nous suffise de rappeler que, pour en compléter le tableau, d'autres contributions plus particulières sont nécessaires, telles que les solides ouvrages de Aldo Garosci : *Vita di Carlo Rosselli* (Edizioni U. Florence, 1946), *Storia dei fuorusciti* (Laterza, Bari, 1953), et plus récemment *Gli intellettuali e la guerra di Spagna* (Einaudi, 1950), telles que les correspondances ou les mémoires et témoignages de Turati, de Nitti, de Nenni et d'autres.

Ces milieux antifascistes, au contraire de la caste qui les opprime, ne recherchent pas l'aventure, ni la conquête usurpatrice, mais œuvrent pour la défense des héritages spirituels, selon les lignes de force d'idéologies éticopolitiques, qui sont bien autre chose qu'un mesquin appétit de pouvoir.

Cependant, diverses sont les positions qu'ils ont tenues dans la lutte commune, selon les aptitudes et les traditions des individus et des groupes. Au procès de Savone, en décembre 1927, contre les antifascistes coupables

d'avoir aidé et organisé la fuite du député socialiste Filippo Turati, les déclarations des accusés sont inspirées par les motifs d'un second *Risorgimento*. Carlo Rosselli se vante d'appartenir à une famille de tradition mazzinienne, et Ferruccio Parri déclare avoir honte de porter sous la dictature les médailles gagnées au front dans la dernière guerre d'unification nationale.

Au printemps 1927, s'élève une polémique entre le parti socialiste maximaliste, qui préconise une « République socialiste sous le contrôle des libres organisations prolétaires italiennes » et le parti communiste qui, critiquant la formule républicaine des socialistes (à laquelle il est totalement indifférent), oppose sa formule, plus rigide, de la lutte des classes et du « bloc ouvrier contre le bloc bourgeois ».

Cependant cette intransigeance s'atténue progressivement, jusqu'à ce que le parti communiste ait tenté, après 1936, de se faire l'avant-garde et le guide d'une coalition de toutes les forces antifascistes ; cette orientation connaîtra son plein développement pendant la seconde guerre mondiale et pendant la Résistance.

Certes, en 1929, nous eûmes déjà un premier revirement de la politique du parti communiste, avec les progrès de la lutte en Italie et avec l'invitation faite aux ouvriers d'entrer dans les rangs des organisations ouvrières fascistes, pour les utiliser à des fins de lutte de classe. Cet esprit d'adaptation et de compromis sera repris avec une évidence accrue dans le manifeste, publié en août 1936, dans la revue communiste *Stato operaio*, où seront préconisées « la réconciliation et l'union du peuple italien, fasciste et non fasciste ».

Tous les groupes antifascistes, devant les impératifs de la lutte commune, tendent à atténuer les différences qui les séparent. Socialistes maximalistes et socialistes unitaires réalisent leur unité en 1930 à Paris, insérant, dans les circonstances particulières que traversait la nation, la lutte du prolétariat dans le cadre de la démocratie. Alors commença la période des alliances avec les forces relativement proches « pour abattre la dictature — disait la charte de l'unité socialiste — et pour instaurer la République démocratique des travailleurs ». Dans cette dernière expression, remarquent nos auteurs, était évidente l'ambiguïté — qui aurait dû durer longtemps — de la spécification en termes de classe attribuée à l'idée universelle de République démocratique.

Un pacte d'unité d'action fut signé à Paris, en août 1934, entre les partis socialiste et communiste. Après s'être brisé au moment de l'alliance entre Hitler et Staline, ce pacte fut repris en 1941 et étendu à la récente formation libérale-socialiste de *Justice et Liberté*.

Une autre raison de différend entre les antifascistes en exil fut le problème de la guerre, qu'une grande partie du mouvement *Justice et Liberté* (Salvatorelli à cet égard se montrait sceptique) aurait voulu faire éclater comme seul moyen d'engager les démocraties européennes dans la lutte contre le fascisme, considéré comme un mal européen, avant que celui-ci ne prît l'initiative de l'attaque.

Au contraire, les partis de classe voyaient en tout acte de guerre la marque d'une manifestation de l'impérialisme capitaliste, et faisaient leur le slogan intransigeant de la guerre à la guerre. Rosselli, leader de *Justice et Liberté*, fut donc le premier à soutenir la participation des exilés antifascistes à la guerre civile espagnole, contre l'insurrection militaire du général Franco.

A propos du mouvement *Justice et Liberté*, il faut noter que nos auteurs, qui pourtant militèrent à ses côtés, élèvent des critiques contre le manque de clarté et d'organisation de son programme, qui se proposait à la fois

comme but « l'autonomie ouvrière, la République socialiste et un nouvel humanisme », et qui entendait, avec une ardeur juvénile, débarrasser la scène politique de tous les anciens groupes socialistes en se substituant à eux ; il opposait de façon messianique un nouveau monde au monde libéral démocratique, d'où était sorti le fascisme.

Du point de vue historiographique, Salvatorelli est à plusieurs reprises en désaccord (1) avec l'interprétation qu'avait donnée, de la période suivant le *Risorgimento* (de l'unification du pays à la première guerre mondiale), tout un courant de la pensée antifasciste, de Gobetti à Rosselli. Cette interprétation attribuait aux insuffisances et aux contradictions historiques de cette période (reconnaissables à l'absence de transformation sociale, seule capable de garantir à la classe ouvrière cette autonomie et ces libertés substantielles, que le capitalisme et le libéralisme bourgeois lui avaient refusées), les conditions de fait qui avaient permis le développement du fascisme.

Pour notre part, nous voudrions noter combien l'interprétation historiographique de Salvatorelli a toujours souffert de sa méfiance à l'égard des courants socialistes, même très proches de l'antifascisme démocratique. Une telle attitude se reconnaît, par exemple, dans les pages où il est question des précédents de la guerre civile espagnole, dont il ne me semble pas avoir caractérisé avec assez d'équilibre et de compréhension la volonté destructrice, mais rénovatrice, des gauches face au comportement provocant et réactionnaire du clergé et des généraux. A part cela, dans le déroulement même de l'action Salvatorelli donna souvent la preuve d'une profonde clairvoyance d'historien, comme l'attestent ses considérations (2) sur le processus d'apathie et d'absence d'éducation politique, utilisé par la dictature, qui aurait fini par favoriser en Italie la reprise du cléricalisme.

Pour revenir à l'histoire du fascisme, il nous paraît utile de relever l'analyse très serrée des événements diplomatiques qui, lors de la préparation de la guerre d'Éthiopie, poussèrent Mussolini à commettre la plus grosse et la plus fatale erreur de sa carrière en politique étrangère : l'abandon des alliances occidentales de Stresa pour un attachement irréparable à l'Allemagne nazie. Par cette formule brutale : « Personne ne doit prétendre nous clouer au Brenner », qui faisait allusion à ses précédentes fonctions de garant de l'indépendance autrichienne, Mussolini avait l'air d'abandonner la question, capitale pour l'Italie — à savoir, de contenir l'Allemagne — pour une autre tout à fait secondaire et sans urgence, l'Empire colonial ; et cela, poussé par un désir ardent et insensé de se mettre à la remorque de celui qu'il avait eu jusqu'à ce jour l'intention d'affronter. Il était clair, notent nos auteurs, que, de la question allemande et de la coalition de Stresa, il avait fait simplement un *do ut des*, rabaissant l'Italie du rang de Grande Puissance européenne à celui d' « aventurier pour légion étrangère ».

L'histoire diplomatique du *pacte d'acier*, étudiée plus particulièrement par Mario Toscano, s'intègre ici avec une analyse approfondie du comportement psychologique de Mussolini, tissu d'enthousiasmes hystériques, de faiblesses et de bassesses devant son puissant allié, dont il n'eut jamais la force de se détacher. Ainsi est rappelée sa puérile jalousie des succès allemands en Russie. Elle le poussa à y envoyer mourir un corps d'expédition aussi nombreux que mal équipé, prétextant le malaise moral chez le peuple italien pour n'avoir pas encore participé à cette épopée sur une grande échelle. Est rappelée aussi, chez Mussolini lui-même, une conscience réelle

(1) Cf. le dernier chapitre de son excellent ouvrage : *Pensiero e azione del Risorgimento*, Einaudi, Turin, 1934.

(2) Publiées en 1932 dans *Quaderni di Giustizia e Libertà*, édités à Paris.

des dangers qui pouvaient, aux frontières mêmes de l'Italie, résulter du succès allemand. Il alla jusqu'à confesser à son gendre Ciano qu'il se demandait maintes fois si une victoire britannique ne vaudrait pas mieux pour l'Italie qu'une victoire allemande !

Le journal de Galeazzo Ciano et les correspondances diplomatiques fournissent la meilleure documentation pour la dernière période de cette histoire, qui est aussi enrichie par une excellente description de l'opinion publique, dont l'exaspération, due à des raisons morales, militaires et économiques, allait croissant de façon extraordinaire en Italie.

En revanche, le récit de la phase culminante de la Résistance armée au fascisme nous semble moins bien documentée. Cela est dû à une certaine imprécision dans l'indication de ses structures, de son action et de ses effectifs, ainsi que dans la description des actes de répression nazifascistes (à ce propos, il aurait fallu mieux équilibrer une réhabilitation ético-professionnelle du maréchal nazi Kesselring par l'examen de son atroce action répressive). Mais il est également vrai que les données et les renseignements sont ici rapportés en façons d'exemples et que l'histoire de la Résistance (qui exige à elle seule d'être traitée à part) ne constitue qu'un aspect et qu'une phase particulière de la période complexe à laquelle est consacrée cette œuvre de longue haleine, qui fait preuve d'une surprenante abondance de matériaux et d'un loyal désir d'objectivité.

G. Vaccarino,
Traduction de P. Michel.

Ouvriers et résistance italienne

Voici à la fois un chapitre de l'histoire de la Résistance italienne et une contribution à l'histoire sociale de l'Italie contemporaine. Le livre (1) ne met point en lumière une personnalité ou une institution ; il n'ajoute point le témoignage d'un acteur à tant d'autres témoignages. Il est consacré à la classe ouvrière comme agent de progrès historique. Il s'efforce de démêler les mobiles qui l'ont animée, de mettre en place les organisations qui l'ont encadrée, de retracer les manifestations de son action. Le cadre turinois est bien choisi pour tenter cette étude en profondeur : en 1942, la ville et sa banlieue groupaient 163 630 des 476 430 ouvriers piémontais, offrant une concentration industrielle très poussée, dominée par le complexe des Établissements Fiat. L'auteur explique dans une note détaillée comment il a conduit son enquête, à quelles sources il a recouru, quel usage il a fait de la centaine de dépositions qu'il a recueillies. Il a défriché un terrain à peu près vierge ; un choix de onze documents inédits, publiés en appendice, donne une idée des pièces qu'il a eues à sa disposition. Raimondo Luraghi, que le Pr Piero Pieri recommande dans une préface élogieuse, a voulu, si récents, si difficiles à évaluer, si exposés aux controverses que soient les événements qu'il reconstituait, faire œuvre d'historien.

L'analyse remonte jusqu'en 1942. La situation économique du prolétariat de Turin ne cesse de se dégrader : tandis que les actionnaires des sociétés industrielles perçoivent des dividendes qui montent d'entre 3,08 % et 5,60 % en 1938 à des chiffres variant de 4,48 à 7,73 %, le salaire réel tombe à l'indice 80, le coût de la vie s'élève à l'indice 164,99. (Regrettons simplement que les indices de base, utilisés aux p. 30-31, ne se rapportent pas tous à la même année.) Des bombardements frappent l'agglomération

(1) Raimondo Luraghi, *Il movimento operaio torinese durante la Resistanza*, G. Einaudi éd., 1958, 1 vol. in-8°, 372 p. (Studi e ricerchi, 8).

à la fin de l'année. Le poids de la guerre se fait de plus en plus lourd. Les partis anti-fascistes se préparent : les communistes prennent résolument l'initiative, proposent une alliance aux socialistes, entrent en contact avec les démocrates chrétiens. Les premières grèves éclatent en août et en octobre. Il s'en produit six durant les deux premiers mois de 1943. Le 5 mars 1943, c'est un mouvement général : le travail cesse, quelques minutes ici, quelques heures là ; cette tactique se répète au long des jours, est imitée à Milan le 24 mars. Les revendications professionnelles permettent d'éprouver la combativité du prolétariat. Le retentissement est considérable : les avantages réclamés sont accordés ; mais surtout la preuve est administrée qu'une importante fraction de la population est prête à lutter contre le fascisme à l'intérieur même de l'Italie en guerre. Pour la première fois, une opposition de masse se manifeste dans les pays de l'Axe. L'auteur reconnaît « le commencement de la fin » pour le régime de Mussolini.

De la chute du dictateur à la signature de l'armistice, l'audace des ouvriers de Turin s'accuse : les syndicats sont pris en charge par des représentants des partis anti-fascistes ; des élections à des comités intérieurs sont préparées dans les usines ; les bombardements d'août accroissent le désir de paix : la grève générale est proclamée le 19. Le Comité local du *Front national* ne comprend pas la propension au compromis, à la solution négociée, aux tractations avec le gouvernement Badoglio, qui règne à Rome.

A la nouvelle de l'armistice du 8 septembre, les enrôlements dans la garde nationale commencent. Des meetings sont tenus pendant la journée du 9. Le 10, une grande réunion est organisée devant la Chambre du Travail. Mais les dirigeants, même les communistes, n'ont pas de plan d'action précis à proposer à la foule. Le général Adami-Rossi traite avec les Allemands et il leur ouvre Turin. Ces journées décevantes introduisent directement à la Résistance.

Ce sont de nouveaux organismes qui donnent peu à peu sa forme à celle-ci : des groupes de combat, des comités syndicaux, des comités d'agitation, des comités de libération ; ces derniers accueillent tous ceux qui veulent participer à la lutte contre les fascistes et les nazis, ceux-là sont des formations de classe. Les grèves reprennent avec une grande ampleur en mars 1944. Celles de juin permettent d'éviter le démontage des usines. En septembre, elles touchent les chemins de fer : en trois mois, le trafic des trains de voyageurs baisse de 83 %, celui des trains de marchandises et des convois militaires de 75 %. Durant les deux derniers mois de l'année, les arrêts de travail dans la métallurgie ont correspondu à la cessation de l'activité de la moitié des ouvriers. De janvier à avril 1945, la production s'écroule. Les conditions de vie sont de plus en plus dures ; les prix montent et l'écart se creuse entre la taxe et le cours du marché noir. Les fascistes imaginent une ultime diversion : en mars 1945, ils proposent la socialisation des entreprises. Mais à la consultation électorale qui est destinée à désigner les experts, ils ne recueillent que 405 bulletins valables sur les 32 500 votants de la Fiat ! Le 18 avril, éclate une nouvelle grève générale ; le 25, est déclenchée l'insurrection ouvrière : les usines deviennent autant de centres de résistance auxquels les Allemands donnent vainement l'assaut ; mais les insurgés sont pauvrement armés : il est temps que les partisans interviennent ; c'est ce qui arrive enfin dans la soirée du 26.

La lecture de l'ouvrage suggère deux ordres de réflexion. La précision des statistiques, la variété des détails ne laissent aucun doute sur l'aggravation de la condition matérielle : l'auteur a réussi à brosser un tableau qu'il ne sera guère possible de retoucher de la situation économique, de son influence, non seulement sur l'existence quotidienne, mais encore sur le

cours des événements. C'est un aspect de l'histoire récente dont l'importance est bien connue (chacun peut invoquer ses souvenirs !), mais qui est évoqué généralement de façon sommaire : il mérite d'être analysé dans un cadre restreint qui autorise, seul, des conclusions minutieuses. Sur le plan politique, un rôle déterminant est attribué au parti communiste : les comités, la propagande, l'agitation, les grèves apparaissent son œuvre. Il a guidé le prolétariat turinois. Ici ou là, cependant, un socialiste, un membre du Parti d'action, un démocrate chrétien tient un poste de responsabilité : leurs formations n'ont-elles vraiment exercé aucune influence sur les masses et fut-ce une tactique des communistes de les associer à eux ? Raimondo Luraghi a puisé la majeure partie de ses informations dans les archives du parti communiste italien qui lui ont été ouvertes et dans les papiers de ses responsables. N'a-t-il pas, un peu, faussé les perspectives ? D'autre part, la Résistance à Turin n'a-t-elle été que le fait des ouvriers ? Je sais bien que le livre leur est consacré. Mais nulle part ne sont signalées des liaisons avec d'autres milieux sociaux, des preuves d'anti-fascisme imputables à des communautés différentes. La conclusion, après avoir signalé la collusion des grands propriétaires fonciers et des chefs d'industrie avec le régime mussolinien qui n'aurait pu prendre le pouvoir ni le garder sans eux, se contente d'attribuer aux dirigeants des industries de Turin, dans les années 1943-1945, le souci fondamental de sauver leurs intérêts en évitant de se compromettre trop visiblement ou bien avec les Allemands et la République de Salò ou bien avec les mouvements clandestins de Résistance. Il faudrait des études aussi fouillées que celle-ci et consacrées à d'autres classes sociales, à d'autres régions, pour autoriser une appréciation. Raimondo Luraghi a couru le risque des pionniers. Il n'a pas échoué.

B. Guillemain,
Faculté des Lettres de Bordeaux.

Témoignage d'un fasciste

Encore un témoignage d'un important acteur du *Ventennio* fasciste ! L'auteur (1) avait monté, à Bergame, une petite entreprise que la première guerre mondiale surprit en plein essor. Il fut mobilisé et gravement blessé : ce fut en assumant la présidence de l'Association des Mutilés de sa province natale qu'il entra dans la vie publique en 1919. En 1922, il s'inscrivait au parti fasciste dont il était nommé quatre ans plus tard secrétaire fédéral ; entre temps, toujours dans le même cadre provincial, il était devenu le chef du mouvement syndical fasciste. En 1930, son horizon s'élargissait : c'était pour la province de Milan qu'il recevait la direction des syndicats. En septembre 1939, il était appelé à Rome pour prendre une haute fonction nationale, la présidence de la Confédération des Travailleurs de l'Industrie. Au printemps de 1940, le départ d'Ettore Muti lui valait la régence du parti.

C'est à son action syndicale, ou plutôt à l'œuvre syndicale du fascisme, que Capoferri consacre son livre. Sans doute aurait-il pu rappeler des anecdotes, mettre en scène bien des personnages : il ne s'est pas laissé tenter par la « petite histoire », et il arrive que l'on regrette sa discrétion lorsqu'on l'entend faire allusion, par exemple, à ses contacts réguliers avec Mussolini. Le dictateur apparaît à peine ; on ne le voit guère qu'à Milan, en 1930, d'abord accueilli par les ouvriers avec une indifférence silencieuse, puis salué avec espoir quand il annonce des réformes. Capoferri suggère qu'il ne fut pas étranger à l'évolution de l'attitude du *Duce* ; il paraît tenir à ce que l'on

(1) Pietro Capoferri, *Venti anni col fascismo e con i sindacati*, Gastaldi éd., Milan, 1957, 1 vol., in-8°, 314 p.

fasse crédit à sa liberté de parole et à l'influence de ses observations. C'est seulement quand l'Italie participe à la guerre et que l'orientation sociale, aussi bien que les autres aspects du régime, dépend d'elle que l'auteur sort du cadre limité qu'il s'est tracé ; pour expliquer l'intervention, à laquelle il note que les masses étaient hostiles, il insiste sur deux raisons : la manière vexatoire avec laquelle les Anglais contrôlaient le trafic maritime italien et qui aboutissait à le paralyser (p. 209 sq.) et l'annonce, que le Dr Ley aurait été chargé de faire à Mussolini, que les savants allemands avaient réalisé des progrès extraordinaires en physique pour la désintégration de l'atome et la fabrication de l'eau lourde (p. 219). De toute manière, Capoferri déplore la médiocrité, la temporisation des chefs militaires. Lorsque le régime a été renversé, il réclame l'union, la conciliation, afin d'éviter les déchirements civils. Peine perdue ! Il remarque avec amertume (p. 291) que, de tous les fonctionnaires fascistes, ceux du syndicalisme ont été les plus impitoyablement écartés par la nouvelle Italie.

Le discrédit pèse sur le syndicalisme de l'ère fasciste. L'auteur veut prouver combien cette appréciation est injuste, quelles améliorations réelles a connues le monde ouvrier. Il expose la précoce institution de la semaine de 40 h, annoncée par lui dès 1935 à la *Conférence internationale du Travail*, réunie à Genève, l'extension des contrats de travail, la législation sur les conflits du travail, le développement de la mutualité. Dans la situation de l'Italie qui comptait plus de 2 millions de chômeurs en 1931, et dont l'économie était si mal faite pour résister aux concurrences extérieures, il estime que l'*autarcie* était la seule solution convenable. Bien plus : comparant la politique de l'Italie mussolinienne à celles de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Amérique de Roosevelt (1), tenues de faire face aux mêmes exigences de la crise et amenées également à donner des satisfactions aux revendications des salariés, il croit pouvoir marquer les avantages des solutions fascistes. Il fait du *corporatisme* la réponse la meilleure aux problèmes économiques et sociaux du monde contemporain : en quatre chapitres à prétentions historiques et doctrinales, il analyse l'évolution du monde, le phénomène industriel, l'importance croissante des travailleurs ; il critique le marxisme qui ne lui paraît, ni porter un diagnostic juste sur le sens de l'Histoire, ni recourir à tous les éléments nécessaires pour la guider. Le système des corporations est élevé à la dignité d'une force historique et prend valeur d'exemple !

La démonstration n'est pas menée de façon très convaincante. Il faut avouer qu'elle souffre d'être présentée par un ancien patron qui, par la grâce du gouvernement, est devenu le représentant officiel des ouvriers. Surtout, les expériences étrangères, les transformations des civilisations, la lutte des philosophies sont évoquées sans beaucoup d'ordre et l'on n'aperçoit pas toujours le rapport entre les réalisations fascistes et les justifications de haute portée qui leur sont données. Puisque, en une page où il se fait plus modeste, l'auteur se propose de « préparer un matériel historique pour l'avenir » (p. 197), retenons surtout de son ouvrage les documents qu'il rassemble commodément à l'usage de quiconque s'intéresse à la société italienne : statistiques de l'émigration (p. 42), chiffres des travailleurs rapatriés en 1921-1925 (p. 44), textes de rapports aux conférences du B.I.T., principales mesures de contrôle de l'industrie (p. 107 sq.), contrats de travail (pp. 120, 124, 141), tableau des salaires minima (p. 146), exposé sur l'organisation de la *Confédération fasciste des Travailleurs de l'Industrie* (p. 197).

B. GUILLEMAIN.

(1) Les noms français et anglais sont reproduits fréquemment avec des fautes d'orthographe.

LA GUERRE A L'OUEST

La campagne de 1940 vue par le 2e bureau allemand (1)

Actuellement à la retraite, le général Liss a, bien avant la guerre et jusqu'en 1943, servi au 2e bureau Ouest de l'armée allemande, dont il a été le chef à partir de 1937. Comme l'indique l'appellation allemande *Abteilung Fremde Heere West* — mieux que la dénomination française — ce bureau est chargé de recueillir pour le commandement tous renseignements sur les armées des puissances étrangères, adversaires ou alliées déclarées ou en puissance. Pour nous en tenir ici à l'armée française, il est certain que l'auteur en a acquis une connaissance approfondie. Si, à la page 186, il attribue à notre médaille militaire les couleurs vert et rouge, c'est de sa part un lapsus évident ; d'autres textes sont là, qui témoignent de la sûreté de son information : les bulletins réguliers ou les grandes synthèses qu'il établissait à l'intention des chefs de l'état-major général.

En temps de guerre, le 2e bureau a pour mission de reconstituer l'ordre de bataille de l'ennemi, de faire le point de ses possibilités, et de tenter, à travers les mouvements constatés, de deviner ses intentions. Le fonctionnement de l'*Abteilung Fremde Heere West* après l'ouverture des hostilités, et plus particulièrement entre le 10 mai 1940 et la fin du mois (Dunkerque), constitue la partie essentielle de l'ouvrage. La méthode suivie par l'auteur est d'exposer, pour chaque journée, d'abord ce qui s'est passé du côté allemand et ce que son 2e bureau a appris sur l'adversaire, puis les événements qui se sont réellement déroulés du côté allié, en ayant recours aux divers témoignages ou aux études déjà publiés en France et en Grande-Bretagne. De ce long exposé, il nous faut retenir quelques grandes lignes.

C'est un fait que le commandement allemand a vu très clair dans notre jeu. Partant de renseignements déjà précis sur notre armée du temps de paix — nous allons y revenir — il n'a pas eu grand mal, jusqu'au 10 mai, à identifier et localiser nos armées et nos divisions. Le général Liss nous apprend (p. 96) combien efficace fut, par exemple, l'écoute radiophonique : les Allemands réussirent rapidement à déchiffrer notre code, et lurent à livre ouvert nos messages et ordres transmis par radio jusqu'au 10 mai ; par contre, le code mis en service à cette date résista à leurs efforts.

Se complétant peu à peu, les « cartes de situation » fournirent dès lors au commandement une base pour son plan d'opérations, la fameuse « manœuvre en coup de faulx ». A la fin de novembre ou au début de décembre 1939, raconte l'auteur (p. 104), lorsqu'il présenta le schéma du dispositif français au général Halder, celui-ci remarqua à la fois l'étendue du front tenu par la IXe armée, et le fait qu'elle comprenait plusieurs divisions de série B : « Voilà le point faible, s'écria-t-il. C'est là qu'il nous faut passer. » Il se fit alors présenter la carte des ouvrages fortifiés dans la région Charleville, Sedan, et se mit à l'étudier attentivement.

Des exercices sur la carte montrèrent ensuite la possibilité d'une marche à travers les Ardennes et les chances de succès d'une tentative de percée dans ce secteur. Mais il paraissait évident que les Français contre-attaqueraient du Sud au Nord dans le flanc de la poussée allemande. Rechercher les symptômes de cette contre-offensive, telle fut l'une des tâches princi-

(1) Ulrich Liss, *Westfront 1939/45, Erinnerungen des Feindbearbeiters im OKH* ; vol. 23 de la collection « Wehrmacht im Kampf » ; éd. Kurt Vowinckel, Neckargemünd, 1959, 276 p., 12 croquis.

pales du 2e bureau au cours des premières journées d'opérations ; à sa grande surprise, et au grand désappointement du général Halder qui « voulait sa bataille » (p. 182), il fallut bien constater que le commandement français, loin de réagir, donnait l'impression d'une paralysie complète (p. 165).

Voici, telles que les expose le général Liss, les causes de notre défaite sur la Meuse (p. 188) : « On peut invoquer l'insuffisance de l'armement et de l'instruction, en particulier pour les divisions de série B ; la défaillance de certaines unités et de certains chefs écrasés par les conditions de la guerre moderne, à base de chars et de bombardiers en piqué ; l'inaction initiale de certains commandants d'armée ; l'erreur commise dans l'évaluation des délais nécessaires au franchissement de la Meuse par les Allemands — on estimait du côté français qu'il aurait lieu plusieurs jours après le 12 mai, à la suite d'une préparation d'artillerie du type traditionnel jusqu'alors ; enfin la mauvaise articulation du haut commandement. Mais cela ne suffit pas. Si l'on ne réussit pas à endiguer très vite les premiers succès allemands, ce fut essentiellement parce que le 10 mai les réserves étaient mal disposées. (Au lieu d'être derrière notre aile droite), elles devaient être placées *a priori* derrière le centre du dispositif, de façon à pouvoir être portées, selon le point où se manifesterait l'effort principal allemand, soit au G.A. 1 (en Belgique), soit entre Montmédy et Givet. Ainsi, et ainsi seulement, la rupture du front sur la Meuse aurait peut-être été évitée (...). Aucune autre guerre n'a prouvé à ce point combien Moltke avait raison quand il déclarait : « Une seule faute dans la concentration initiale, et l'issue de toute une campagne est compromise. »

Ce jugement *a posteriori* est par la force des choses en contradiction avec les appréciations portées, en temps de paix, sur les troupes françaises. Le 2e bureau allemand avait, en effet, recueilli avant la guerre un grand nombre de renseignements, et force nous est de reconnaître qu'il se faisait une idée à peu près exacte de la composition de nos grandes unités, de notre plan de concentration, et même du tableau secret des mesures de mobilisation. Il fallait, à ce travail, joindre un avis sur la valeur de notre armée. Or celle-ci était estimée très haut par les anciens combattants de 1914-1918, dont Liss était. La synthèse établie à la date du 30 avril 1939, se terminait par ces mots : « Par rapport à l'armée allemande, l'armée française l'emporte quelque peu par ses matériels modernes. Au total, elle serait, comme elle l'a été au cours de la Grande Guerre, le plus redoutable de nos adversaires éventuels. »

Mais Liss avait comme collaborateur, à la tête de la section spécialisée pour la France, un jeune officier, von Xylander, qui, n'ayant pas connu la défaite de 1918, échappait à cette psychose : « Il fut le seul d'entre nous à déceler les faiblesses de l'armée française. »

De ces faiblesses — insuffisance de l'instruction, manque d'esprit offensif — les premières semaines de la guerre allaient déjà apporter des preuves. Ce que nous avons pompeusement appelé, en septembre 1939, l'offensive de la Sarre, est ramené par Liss à de plus justes proportions : « Visiblement, il s'agissait uniquement de propagande à l'usage de la Pologne » (p. 90). Puis, lorsque nous nous repliâmes sur la frontière, au début d'octobre, nous laissâmes plus de mille prisonniers et un certain matériel aux mains des Allemands : leur 2e Bureau vit là un indice de « mauvais moral » (p. 100), et dès ce moment nuança davantage les appréciations figurant dans ses bulletins de renseignements.

Il est vrai que, parmi le matériel abandonné, se trouvaient quelques-uns de nos canons antichars de 25. Aussitôt essayés contre les blindages des chars allemands, ils les traversèrent tous, y compris ceux des derniers nés,

les types III et IV ; c'était là une surprise désagréable. Dans le tableau comparatif qu'il a dressé en fin de volume (p. 267 à 271), des moyens blindés mis en œuvre dans les deux camps, Liss insiste sur la priorité que le commandement allemand avait donnée à la mobilité de ses chars (vitesse et rayon d'action) par rapport à leur blindage et à leur armement. C'est une façon détournée de marquer notre retard dans la conception et la constitution des grandes unités blindées, ce qui revient à accuser notre attitude trop uniquement défensive : « Dans les domaines de l'organisation, de la tactique et de la psychologie, la ligne Maginot a exercé aussi bien sur l'armée que sur la nation tout entière une influence néfaste. Elle a stérilisé la pensée stratégique française ; lorsqu'il se trouva encerclé, le commandement ne sut plus à quel saint se vouer. »

Un son de cloche analogue se trouve déjà dans l'*Histoire de la deuxième guerre mondiale*, publiée en 1951 par le général von Tippelskirch ; ceci n'a rien d'étonnant, puisque Tippelskirch, alors sous-chef d'état-major général, était le supérieur direct de Liss. Rappelons quelques phrases : « Les dépenses considérables qui furent nécessaires à la construction de la ligne Maginot nuisirent à la modernisation de l'armée. Pour l'occupation des ouvrages furent créées des troupes de forteresse, organisées et entraînées exclusivement pour la guerre défensive ; elles constituèrent l'élite de l'armée, mais firent défaut pour les opérations offensives. L'idée d'une attitude défensive, voire même passive, poussa dans la population et dans l'armée de profondes racines. On se reposait sur l'idée d'être dorénavant à l'abri d'une invasion, et l'on n'était plus disposé à satisfaire, de façon offensive, les obligations qui résultaient pour la France de sa situation de grande puissance et de sa politique d'alliances (...). Hitler n'avait peut-être pas entièrement conscience des faiblesses purement militaires de l'armée française, mais il connaissait d'autant mieux son infériorité d'ordre moral, et il en fit un facteur essentiel de ses plans. »

De telles paroles sont sévères ; pouvons-nous honnêtement nous inscrire en faux contre elles ? Puissent du moins ces jugements de nos anciens adversaires rester dans notre mémoire, et y porter des fruits.

Il ressort donc du livre du général Liss que, malgré les précautions prises, il n'a pas échappé au 2e bureau allemand grand-chose de ce qu'il aurait fallu lui cacher ; mais il est juste d'ajouter que de notre côté, nous ne restions pas en arrière. Dans son livre *Le 2e bureau au travail*, le général Gauché, ancien chef de cet organisme, que Liss cite parfois, en témoigne. Rappelons, dans le même ordre d'idées, que si les Allemands réussirent à prendre intacts les ponts sur la Meuse au sud de Nimègue (Liss, p. 146-147), par contre ceux de Venlo et de Roermond sautèrent dans la nuit du 9 au 10 mai, avant même que les troupes allemandes franchissent la frontière hollandaise : preuve que dans le camp allié aussi le service de renseignements fonctionnait.

A. Golaz,
Service historique de l'Armée.

Les plans allemands contre l'Angleterre

Le bel et tragique été de 1940, voit Hitler au sommet de sa gloire. En trois mois, il a occupé le Danemark, envahi la Norvège et écrasé d'une traite le Grand-Duché de Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et la France. Devant l'Angleterre isolée, il contrôle la côte du cap Nord jusqu'à Biarritz. Le plus brillant avenir lui semble ouvert. Pour asséner le coup de grâce à la coalition occidentale, il lui suffit d'enjamber la Manche. Mais ce pas décisif, il ne l'accomplit pas. Au bord même de la victoire, il hésite,

se reprend, tergiverse et découvre soudain les insuffisances de sa méthode axée sur l'immédiat. Faute d'avoir accumulé à temps les moyens nécessaires, faute d'avoir tout simplement réfléchi aux implications possibles d'une guerre contre la France et l'Angleterre, son triomphe éclatant de juin 1940, se mue en une victoire inachevée.

A n'en pas douter, l'échec des préparatifs d'invasion de la Grande-Bretagne constitue un des moments cruciaux dans l'enchaînement des événements décisifs de la deuxième guerre mondiale. Les douze mois qui, presque jour pour jour, séparent Rethondes de l'agression contre l'U.R.S.S. comptent d'ailleurs parmi les plus lourds de conséquences du conflit. Aussi pourrait-on s'étonner qu'ils n'aient pas encore tenté davantage les historiens. Il est vrai qu'ils offrent une matière si riche, si entrelacée, si inaccessible aussi par bien des côtés, que leur étude ne pourra probablement se faire que par étapes.

Quoi qu'il en soit, la première étape est franchie — et de la meilleure manière — par M. Ronald Wheatley (1). Il était du reste particulièrement bien placé pour relater les circonstances qui ont amené le Führer à renoncer à ses projets contre l'Angleterre. Attaché à l'*Historical Section (Cabinet Office)* de Londres, dans cette excellente équipe qui, gravitant autour de M. Brian Melland, est chargée de dépouiller les archives ennemies, M. R. R. A. Wheatley a eu le privilège d'accéder à des sources généralement hors de portée des chercheurs et a su en faire fort bon usage. L'ouvrage, qu'il a ainsi composé, n'est toutefois pas un historique officiel, encore qu'il soit issu de travaux menés pour un service officiel. En effet, les imposants volumes publiés par l'*Historical Section* sont des œuvres collectives ; s'ils paraissent néanmoins sous le nom d'un auteur, c'est que ce dernier en assume la responsabilité pour en avoir conçu l'économie, dirigé la préparation et finalement rédigé l'ensemble. Dans son sillage évoluent de nombreux spécialistes et il arrive que leurs monographies soient assez importantes en soi pour donner lieu à des publications distinctes. Telle est l'origine du livre de M. Ronald Wheatley. Pour mener à bonne fin son gros travail sur la haute stratégie britannique, de septembre 1939 à juin 1941 (2), le Pr J. R. M. Butler avait évidemment besoin de connaître de science certaine les projets conçus par l'Allemagne pendant la même période. C'est ainsi que M. Ronald Wheatley s'est vu confier le soin de se pencher sur les plans allemands de débarquement en Angleterre. Une fois lancé, il a poursuivi ses investigations si loin qu'après plusieurs années de labeur, il nous en livre les résultats dans un ouvrage d'autant mieux venu que les connaissances en la matière n'avaient guère progressé depuis qu'en 1948, le colonel Pierre Paquier (3) en révélait les rudiments et que le Captain B. H. Liddell Hart (4) publiait les confidences de généraux allemands.

A suivre les avatars de l'opération *Seelöwe* (5) — puisque c'est ainsi que les Allemands ont baptisé leurs plans contre l'Angleterre — on ne peut manquer d'être frappé par le contraste qu'ils forment avec l'évolution des préparatifs de l'hiver précédent contre la France. Non seulement leurs

(1) Cf. Ronald Wheatley, *Operation Sea Lion. German plans for the invasion of England (1939-1942)*, Oxford, 1958, At the Clarendon Press, 1 vol., 201 p., 9 photos, 5 croquis.

(2) Cf. J. R. M. Butler, *Grand Strategy*, vol. II : *September 1939-June 1941*, London, 1957, H.M.S.O., pp. xvi et 290-1.

(3) Cf. Colonel Pierre Paquier, *La bataille aérienne d'Angleterre*, Paris, 1948, Charles Lavauzelle & Cie.

(4) Cf. B. H. Liddell Hart, *The other Side of the Hill*, London, 1948, Cassel & Co. Ltd.

(5) L'appellation allemande complète est *Unternehmen Seelöwe (Opération Otarie)*.

conclusions sont à l'opposé l'une de l'autre, mais encore les rôles sont renversés dans la partie que jouent Hitler et l'armée. Autant, après sa victoire en Pologne, le Führer a brûlé d'en découdre avec la France, autant, une fois celle-ci éliminée, il hésite à s'en prendre à la Grande-Bretagne. Tout se passe comme s'il avait cru que les Anglais ne se battraient que jusqu'au dernier Français. L'obstination d'un Churchill à ne pas baisser pavillon, même seul dans son île, le prend totalement au dépourvu. C'est trop différent de l'image élémentaire qu'il s'était faite de la mentalité anglaise. Aussi met-il plusieurs semaines à s'en défaire. Sans doute, dès le 16 juillet, lance-t-il sa « Directive nº 16 » par laquelle il prescrit de monter une opération de débarquement contre le Royaume-Uni. Mais trois jours plus tard, il lui offre une *pax germanica*, que lord Halifax repousse au bout de quarante-huit heures. Dès lors, la parole est aux canons. Visiblement, Hitler s'y résout à contre-cœur. Pour la première fois, son intuition est prise en défaut. Porté par nature à improviser, d'ailleurs habile en diable à exploiter les ressources du moment, il a méconnu jusqu'alors l'utilité de plans à long terme, comme si ses propres succès ne devaient rien aux préparatifs de ses prédécesseurs. Mais maintenant, devant la Manche à franchir, il comprend un peu tard que dans l'histoire il est des moments où pour pouvoir il ne suffit pas de vouloir. En effet, l'Allemagne ne dispose pratiquement pas de moyens de débarquement. Or, c'est un matériel qui ne se crée pas en un tournemain. Mise en demeure de prendre pied en Angleterre, l'armée ne se démonte pourtant pas. L'O.K.H. fait imperturbablement son métier. Le plan qu'il dresse est superbe. Les divisions allemandes débarqueront sur un front de 300 km. Les Anglais n'ont qu'à bien se tenir ! Rundstedt ne leur donne pas un mois pour capituler ! Est-ce à dire que, gonflés par leurs tout récents succès, les généraux ne voient pas les difficultés de l'entreprise ? Non, certes. Le fait est seulement que la traversée de la Manche regarde la marine et non l'armée. Sachant comme il en coûte d'aller à l'encontre des projets du Führer, le maréchal von Brauchitsch et le colonel-général Halder se gardent bien d'émettre des objections. Ce soin, ils le laissent à la *Kriegsmarine*. Ils ne peuvent douter de ses réactions. Les échanges de vues qui ont eu lieu à ce propos pendant l'hiver ont donné un avant-goût du tour que prendra fatalement un examen approfondi du problème. Aussi y vont-ils du plus bel optimisme. Ils ne risquent rien à promettre monts et merveilles. Une fois sur le sol anglais, l'élite des divisions allemandes n'aura vraisemblablement pas la tâche difficile. Mais le tout, précisément, est d'arriver en Angleterre. Or, il est notoire que la *Kriegsmarine* n'est pas de taille à affronter la *Royal Navy*. Au surplus, elle est sortie meurtrie de l'équipée de Norvège où elle a laissé la moitié de ses torpilleurs. Le grand amiral Raeder a vite fait de montrer que l'idée est tout bonnement folle de songer à s'embarquer dans une telle aventure. A l'entendre, le corps expéditionnaire tout entier risquerait de s'y perdre. Par ailleurs, la conversion massive des chalands en barges de débarquement menace d'avoir des répercussions profondes et prolongées sur l'économie des transports du Reich. Bref, telle qu'elle est présentée par l'armée, l'entreprise est irréalisable. Il est hors de question que la marine protège des transports de troupes sur un front de plusieurs centaines de kilomètres. Quant à rétrécir au strict minimum la zone de débarquement, ainsi que le suggèrent les marins, Halder n'en veut entendre parler ; cela reviendrait, dit-il, à engouffrer ses hommes dans une machine à saucisses ! Et les discussions de piétiner : la marine ne peut ce que veut l'armée et celle-ci ne veut de ce que peut la marine. Le dilemme serait sans issue si Goering, fraîchement promu *Reichsmarschall*, n'y voyait l'occasion rêvée de mettre sa *Luftwaffe* en valeur.

Avec ses escadres, il se fait fort de régler son compte à la *Royal Air Force*, de tenir ensuite la *Home Fleet* au large des voies d'invasion, et d'ouvrir ainsi à deux battants les portes de l'Angleterre. Les perspectives qu'il fait miroiter sont si brillantes (et déplacent si opportunément les responsabilités), qu'amiraux et généraux se retrouvent d'accord pour laisser aux aviateurs le soin de leur montrer le chemin de la victoire. Et ce qui devait arriver, arriva. Ce fut la fin de la *Luftwaffe* et, avec elle, des plans d'invasion de la Grande-Bretagne.

L'affaire, que M. Ronald Wheatley nous narre par le menu, a au fond été si mal menée qu'on finirait par douter que les Allemands aient jamais eu vraiment l'intention de débarquer en Angleterre. Et pourtant, ils y ont sérieusement songé. Ainsi que le souligne l'auteur, l'importance de leurs préparatifs le prouve amplement. L'effort accompli, tant par l'armée que par la marine, est même en tous points remarquable. Certes, l'entraînement du personnel et la réalisation du matériel se sont forcément ressentis de la hâte introduite dans le prologue de la conquête du Royaume-Uni. De l'improvisation, même conduite de main de maître, reste de l'improvisation. Mais ce n'est pas elle qui a retenu Hitler de débarquer. Ce qui l'a empêché de cueillir le fruit de sa victoire en France ,ce sont des causes plus profondes, inhérentes à la précipitation avec laquelle le III[e] Reich s'est lancé dans la guerre. A juste titre, M. Ronald Wheatley cite avant tout la faiblesse navale de l'Allemagne. La *Kriegsmarine* ne devait être prête à affronter la *Royal Navy* qu'en 1944. Le Führer n'en a tenu aucun compte en ouvrant les hostilités à l'automne de 1939. Au surplus, malgré sa puissance, la *Luftwaffe* a échoué dans ses efforts pour conquérir la maîtrise de l'air au-dessus des îles Britanniques. Aux concentrations de la *Royal Air Force*, favorisées par les yeux perçants du Radar, elle a opposé des missions trop dispersées. La dispersion est d'ailleurs aussi un des traits dominants du commandement allemand. Les services agissent séparément ; ce qui leur fait défaut, c'est un état-major combiné qui, sur tous les plans, domine la situation. Mais en définitive, ces lacunes ne font que dénoter l'état d'impréparation fondamentale dans lequel le III[e] Reich a engagé une guerre mondiale et c'est par là que l'échec de l'invasion de la Grande-Bretagne est essentiellement un échec des méthodes hitlériennes.

Jean VANWELKENHUYZEN.

Rommel et le débarquement (1)

L'amiral Ruge occupe actuellement un poste élevé dans la marine de l'Allemagne fédérale. Avant d'être rappelé à l'activité, il avait écrit une histoire des opérations navales de la deuxième guerre mondiale (2), puis commencé à rédiger ses *Souvenirs* sur la période pendant laquelle il appartint à l'état-major du maréchal Rommel, comme officier de liaison pour les questions navales. Ce sont ces *Souvenirs* qui font l'objet du présent ouvrage.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que Rommel avait dû quitter l'Afrique du Nord avant les derniers combats, par ordre du Führer qui ne voulait pas qu'un chef de cette trempe risquât de tomber aux mains des Alliés. Au cours de l'été 1943, il fut placé à la tête d'un É.-M. de groupe d'armées, dont l'envoi en Grèce témoigne du succès obtenu par les manœuvres des Alliés pour détourner l'attention de la Sicile qu'ils se proposaient

(1) Friedrich RUGE, *Rommel und die Invasion*, éd. Kœhler, Stuttgart, 1959 ; 286 p., croquis, photos.

(2) Friedrich RUGE, *Der Seekrieg, 1939-1945*, même éditeur.

d'envahir. Rappelé en Italie du Nord, il contribua à sauvegarder les lignes allemandes de communication et à désarmer les troupes italiennes au moment de la capitulation de l'Italie. Au début de décembre 1943, il fut chargé d'inspecter la défense des côtes occidentales des territoires allemands ou occupés par les Allemands. Enfin, le 15 janvier 1944, il prit le commandement des XV^e^ et VII^e^ armées, entre les bouches de l'Escaut et l'embouchure de la Loire (groupe d'armées B). Rommel, placé sous les ordres du maréchal von Rundstedt, commandant en chef sur le théâtre occidental des opérations, fut dès lors responsable de la mise en état de défense des côtes où se produirait le débarquement que tout laissait prévoir. Il occupa ce poste jusqu'au jour de sa blessure, le 17 juillet 1944.

L'aspect « Journal » du volume ne présente qu'un intérêt secondaire. Savoir que tel jour Rommel a inspecté tel secteur et noté telles remarques particulières importe peu au lecteur. Par contre, l'action personnelle que Rommel a exercée pour préparer ses armées à rejeter l'assaillant mérite de retenir l'attention, même si ces efforts incessants, cette activité de tous les instants, n'ont pas été, finalement, couronnés de succès.

La situation que trouve Rommel au cours de ses premières inspections n'est pas brillante. Des divisions « statiques » étalées sur un large front, mal encadrées (la 166^e^ division d'instruction, au Danemark, compte 170 officiers au lieu de 273, et 20 % seulement sont aptes à faire campagne), mal armées (on a vidé les arsenaux de Pologne, Tchécoslovaquie, Belgique, Hollande et France ; pour ces armes disparates, les munitions ne sont plus fabriquées, et n'existent qu'en très faibles quantités). Pas de doctrine uniforme ; l'aménagement des positions a été laissé à l'initiative des commandants de division ou de corps d'armée ; ceux-ci ont appliqué les principes de la guerre défensive telle qu'ils la connaissent : une position de surveillance le long de la côte, une position de résistance à l'intérieur, sur un terrain jugé favorable. Une articulation extrêmement confuse du haut commandement ; l'artillerie de côte est représentée par des batteries appartenant à la marine, et chargées de tirer sur les objectifs navals, et par d'autres qui appartiennent à l'armée de terre, et qui ne s'occupent que des objectifs au sol ; pas d'autorité qualifiée pour procéder à une autre répartition des missions. D'une façon générale — c'est un marin qui parle — l'armée de terre n'a pas « pensé » les problèmes particuliers que présente la défense des côtes. Enfin, et ce n'est pas là le moindre souci, aucun indice sérieux ne permet de prévoir en quel point portera l'attaque. Or, les moyens disponibles, que ce soit en hommes ou en matériels, ne sont pas suffisants pour fortifier au même degré l'immensité des côtes de la mer du Nord, de la Manche et de l'Atlantique.

Les échelons suprêmes du commandement allemand estiment que le débarquement aura lieu en Artois, sans doute de part et d'autre de l'embouchure de la Somme ; il y a là, de leur part, un souvenir de leurs propres plans de débarquement en Angleterre, alors qu'ils envisageaient de franchir la Manche en un point où sa largeur n'est pas considérable. Mais, réfléchit Rommel, les moyens mis en œuvre par les Alliés seront autrement puissants que ceux qu'avait rassemblés l'Allemagne en vue de l'opération *Seelöwe* ; quelques milles de plus auront pour eux peu d'importance, du moment qu'ils resteront dans le rayon d'action de leur aviation de chasse, indispensable pour couvrir et appuyer la flotte et les troupes mises à terre. Aussi, après avoir partagé tout d'abord l'opinion de Rundstedt, Rommel est-il de plus en plus attiré par la « baie de Seine » : les plages sont propices, la presqu'île du Cotentin les protège des vents d'ouest, le port de Cherbourg est un objectif tentant. En outre, l'aviation ennemie devient de plus en

plus active dans cette zone ; au contraire les eaux sont beaucoup moins minées dans la baie que devant l'Escaut ou dans le Pas-de-Calais. Au début de mai, cette opinion prévaut à l'O.K.W., où l'on suppose que la première attaque alliée se produira dans le Cotentin, pour conquérir Cherbourg, et sera suivie d'une action en Bretagne. A partir de cette date, des renforts sont progressivement envoyés en Normandie.

L'opposition avec Rundstedt s'accuse bien davantage lorsqu'il s'agit de la tactique à employer. Rundstedt pense qu'il ne sera pas possible d'empêcher l'adversaire de prendre pied sur le continent ; mais des réserves habilement disposées, et formées en particulier de divisions blindées, le contre-attaqueront lorsqu'il sera à bout de souffle et le rejetteront à la mer. Telle n'est pas la façon de voir de Rommel. Si l'ennemi constitue une tête de pont, il se renforcera beaucoup plus rapidement que le défenseur, parce que la mer « débite » davantage que des routes, surtout si celles-ci sont contrôlées par l'aviation ennemie. Déjà engagée en Russie et en Italie, l'Allemagne n'aura pas les moyens d'alimenter un troisième front à l'Ouest. Autrement dit : si l'ennemi prend pied, il ne sera plus possible de le rejeter. C'est sur la côte même qu'il faut livrer bataille avec tous les moyens, de façon à lui interdire toute mise à terre, si minime qu'elle soit.

D'où l'idée de garnir les plages de défenses accessoires qui en interdiront ou gêneront l'accès : tétraèdres en béton armé destinés à éventrer les engins de débarquement, chevaux de frise, mines de toutes sortes ; disposées le plus en avant possible, elles contraindront l'adversaire à débarquer à marée basse, ce qui est moins commode pour lui, et à mêler aux premières vagues d'assaut une forte proportion de sapeurs chargés de détruire ces obstacles. Naturellement ceux-ci doivent être battus par le feu, ce qui oblige à avancer et à éparpiller les troupes de la défense, et en particulier à les sortir des localités où elles avaient tendance à se mettre en « hérissons ». Le danger ne venant pas seulement du large, mais aussi des airs, il importe de prendre des mesures contre les parachutages ou débarquements en planeurs, en semant d'obstacles toutes les surfaces dégagées, sur une large bande de terrain s'étendant de la côte vers l'intérieur.

Dans ce domaine de la préparation du champ de bataille, l'intervention de Rommel est énergique. Sous son impulsion, les divisions rivalisent à qui disposera le plus de mines, plantera le plus de piquets. Encore faut-il avoir le matériel ; on s'ingénie à utiliser toutes les ressources, et entre autres des obus français de gros calibre, trouvés dans les bases navales ou dans la ligne Maginot, et qu'il suffit de munir d'un détonateur approprié.

L'action de Rommel s'étend au delà des limites de son groupe d'armées, aux côtes du golfe de Gascogne et à la Méditerranée, car dans ces zones il conserve sa mission initiale d'inspection. Mais là il ne commande pas, il ne peut relever les erreurs ou les insuffisances avec la même vivacité que dans sa zone propre, il lui faut conseiller et convaincre.

Au moment où le débarquement se produit, à une date qui est une surprise complète pour les Allemands, « la mise en état de défense, si elle a fait de grands progrès depuis 5 mois 1/2, est encore inachevée. Le minage des côtes est en cours, la construction d'obstacles immergés à marée basse commence à peine en maints endroits. Mais le point essentiel est que les divisions blindées n'ont pu être amenées immédiatement derrière la « ceinture de Rommel », de façon à pouvoir intervenir sans délai et donner à l'infanterie l'appui dont elle a le plus urgent besoin » (p. 165). De cette situation, l'auteur rejette la responsabilité sur le commandant du « Groupement blindé Ouest », le général Geyr von Schweppenburg, lequel n'était pas sous les ordres directs de Rommel et n'avait pas été convaincu par

celui-ci. En 1949 encore, ce général écrivait (p. 174) : « La seule solution était de rassembler 5 ou 6 divisions blindées dans les forêts de la région parisienne, d'où elles seraient parties à l'attaque lorsque l'ennemi aurait pénétré très avant dans le territoire. » A l'encontre de cette opinion, l'auteur rappelle que la 21e division blindée, qui se trouvait au sud de Caen, à la disposition immédiate du groupe d'armées B, put entrer en action dès l'après-midi du 6 juin et arriva, à l'ouest de l'Orne, jusqu'à la côte, refoulant les éléments britanniques débarqués.

Comme on le voit, la discussion reste ouverte. Il n'est pas possible de reprendre ici tous les faits qu'expose l'auteur pour en tirer argument en faveur de la thèse de Rommel. Le facteur capital est l'absolue maîtrise de l'air que possédaient les Alliés, et qui aurait, dit-il en invoquant l'autorité de Liddell Hart, interdit aux divisions blindées d'agir suivant le plan préconisé par Geyr von Schweppenburg.

Cette activité de l'aviation alliée, Ruge en note déjà les effets avant le débarquement, lorsque les ponts sur la Seine sont constamment bombardés, et particulièrement ceux de Mantes, ce qui gêne les mouvements de l'É.-M. de Rommel logé, on le sait, à La Roche-Guyon. Elle ne fera que croître, jouant un rôle de plus en plus déterminant dans les opérations, ralentissant tous les mouvements, dispersant les rassemblements, causant des pertes sensibles à certains états-majors. Finalement, le 17 juillet, c'est Rommel lui-même qui est atteint. Ainsi se trouve éliminé l'homme qui, non seulement dispute pied à pied le terrain aux armées d'invasion avec une habileté consommée, mais aussi, dans sa conviction que la réussite du débarquement allié signifie la perte de la guerre, cherche à mettre un terme à cette lutte devenue sans objet.

A peu près à l'époque où Cherbourg est perdu, l'auteur lit *Autant en emporte le vent*, et il en discute avec Rommel au cours des promenades qu'ils font ensemble le soir, pour se détendre. Un rapprochement s'impose à eux entre la catastrophe qu'ils sentent imminente, et l'effondrement des États du Sud, dans la guerre de Sécession ; après une telle débâcle, un travail acharné s'impose dans tous les domaines. A plusieurs reprises, Ruge indique que Rommel apparaissait à son entourage comme l'homme désigné pour reconstruire l'Allemagne après la défaite inéluctable. Si intime qu'il ait été avec son chef, Ruge semble n'avoir pas sur le moment connu vraiment les relations que celui-ci entretenait avec les instigateurs du complot du 20 juillet.

Par contre, pour avoir appartenu plusieurs mois au cercle restreint des familiers du maréchal, il a visiblement été séduit par sa personnalité ; extrêmement actif, mais ne s'embarrassant pas des détails ; vivant sans aucun faste ; ne fumant pas ; peu amateur des histoires salées qui sont de règle à toute table d'officiers (1) ; n'admettant quelque extra à un menu très simple qu'à l'occasion de la visite de tel personnage bien placé dont il attendait — mais bien souvent en vain — une dotation en moyens supplémentaires pour l'accomplissement de sa mission. Ses tournées dans les P. C. et sur les côtes lui offraient l'occasion d'évoquer ses souvenirs de 1940, tels que la percée nocturne de la position frontière vers Avesnes, l'encerclement de Saint-Valéry-en-Caux, la marche de la 7e *Pz. Div.* sur Cherbourg. Son entourage se plaignait qu'il revînt trop fréquemment sur les événements de Libye ; mais peut-être Rommel voulait-il, à des hommes qui n'avaient pas encore combattu ou qui ne connaissaient que le front russe, montrer ce

(1) On est loin de l'opposition qu'avait voulu marquer un auteur britannique : « Rommel était le type même du Prussien arrogant. Montgomery était un puritain qui ne fumait, ni ne buvait, ni ne jurait... » (Peter W. Rainier, *Pipeline to Battle*, 1944 ; traduit chez Stock, 1945, sous le titre *La bataille du désert*).

qu'allait être la guerre contre les Occidentaux. Car il avait, lui, combattu les Anglais, et il était le seul parmi les grands chefs du front ouest, à posséder cette expérience.

Le volume prend fin au début d'août 1944, lorsque Ruge quitte l'É.-M. du groupe d'armées B ; il aura l'occasion de revoir Rommel chez lui, à l'avant-veille de sa mort tragique ; et il assistera aux funérailles nationales que Hitler ordonnera pour celui qu'il a fait assassiner.

Complétés par divers documents officiels donnés en annexes : ordres lettres, rapports, ces souvenirs constituent un témoignage intéressant et, par certains côtés nouveau, sur l'activité déployée par Rommel avant et pendant les opérations de son groupe d'armées en Normandie. A vrai dire, une fois le débarquement réalisé, son rôle effectif fut minime ; son É.-M. n'avait pas de 4e bureau, de sorte que tous les problèmes de logistique, si importants dans la guerre moderne, lui échappaient ; quant aux opérations proprement dites, elles étaient dirigées de Prusse-Orientale, où Hitler et l'O.K.W. décidaient de tout, jusque dans le détail. L'ouvrage de Ruge est également un hommage rendu aux qualités de chef et d'homme de Rommel. Connaissant la troupe et sachant s'en faire aimer, le maréchal avait acquis une popularité dont Hitler, après en avoir profité, prit ombrage. Après le 20 juillet, il n'hésita pas à supprimer ce chef qui, conscient de la défaite inévitable et orienté vers une solution politique de la guerre, représentait désormais pour lui un danger.

Il est vain, certes, de tenter de refaire l'histoire avec des « si ». De cette lecture, pourtant, ressort avec force l'idée, qui n'est pas nouvelle mais qui, jusqu'ici, n'avait pas été, croyons-nous, exprimée aussi nettement, que l'aviateur qui a attaqué, le 17 juillet 1944, l'auto de Rommel, a, en faisant mouche, prolongé la guerre de près d'un an (1).

A. Golaz.

Les Anglo-Saxons et la capitulation des armées allemandes d'Italie

La *Deutsche Aussenpolitik* qui paraît dans le secteur soviétique de Berlin est, on le sait, une revue spécialisée dans les problèmes actuels de la politique étrangère. Un de ses récents numéros contient cependant un article susceptible de retenir l'attention des historiens de la seconde guerre mondiale.

Dans une étude dont le titre indique clairement les tendances (2), Percy Stulz prétend renouveler l'histoire des contacts qu'eurent en Suisse, au cours du mois de mars 1945, les Anglo-Saxons avec le général S. S. Karl Wolff. Disons-le tout net : les amateurs de révélations sensationnelles seront déçus. Percy Stulz, en effet, s'est borné à utiliser des ouvrages bien connus des spécialistes (3). Il affirme, il est vrai, qu'un document contenu dans la correspondance de Staline avec Roosevelt et Churchill, publiée à Moscou en 1957 (4), prouve d'une manière irréfutable qu'Allen Dulles, chef des

(1) Une traduction de cet ouvrage vient de paraître, Amiral F. Ruge, *Rommel face au débarquement 44*, aux Presses de la Cité, Paris, 1960, 311 p., photos, cartes.

(2) Percy Stulz, Die separaten englisch-amerikanischen Waffenstillstandsverhandlungen mit den Hitler-Faschisten im März 1945, *Deutsche Aussenpolitik-Heft 4*, avril 1958, pp. 393-401.

(3) Ceux notamment de W. Hagen (*Die geheime Front*, Linz-Wien, 1950) ; de Görlitz (*Der zweite Weltkrieg*, Stuttgart, 1952) ; de E. F. Moellhausen (*Die gebrochene Achse*, Alfeld Leine, 1949) ; de R. Rahn (*Ruheloses Leben, Aufzeichnungen und Erinnerungen*, Düsseldorf, 1949), et enfin les *Mémoires* de Churchill.

(4) L'édition anglaise de cette publication a été commentée par Henri Michel dans La correspondance de Staline avec Churchill et Roosevelt (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 34, avril 1959, pp. 1-8).

Services secrets américains (1), cherchait en mars 1945, à l'insu de Roosevelt, et en plein accord avec Churchill, à obtenir non seulement la reddition des forces allemandes d'Italie, mais un armistice séparé avec le Reich. Ce document écrasant, que Percy Stulz a reproduit *in extenso* (2), n'est autre que la lettre accusatrice que Staline écrivit le 3 avril 1945 à Roosevelt ! Il ne paraît pas avoir embarrassé W. Churchill qui, le premier, le publia dans le chapitre de ses *Mémoires* intitulé : « Soupçons soviétiques (3). » On regrettera, pour les lecteurs de la *Deutsche Aussenpolitik*, que Percy Stulz n'ait pas cru devoir, à l'instar de W. Churchill (4), faire suivre la diatribe de Staline de la réponse indignée de Roosevelt. A la veille de sa mort, le président des États-Unis écrivait notamment : « ... Étant persuadé que vous croyez à mon intégrité personnelle et à ma résolution d'obtenir avec vous la reddition sans conditions des nazis, je m'étonne que le gouvernement soviétique semble penser que j'ai pu conclure un accord avec l'ennemi sans obtenir au préalable votre plein accord... Très franchement, je ne peux m'empêcher d'éprouver un amer ressentiment envers vos informateurs, quels qu'ils soient, qui ont si abominablement déformé mes actes et ceux des subordonnés en qui j'ai mis toute ma confiance. »

De toute cette affaire que Percy Stulz a compliquée à plaisir, il résulte que, si des chefs nazis — Himmler en tête — ont bien caressé le fol espoir d'un armistice limité aux fronts ouest et sud pour résister, voire contre-attaquer à l'est, ni les gouvernements anglo-saxons, ni le haut-commandement allié n'ont jamais envisagé de violer leurs engagements à l'égard de l'U.R.S.S. Qu'à Londres et à Washington, on ait accueilli avec faveur les ouvertures de Karl Wolff, qui pouvaient conduire à une fin rapide des combats en Italie et permettre de devancer les Russes à Vienne, nul ne peut raisonnablement s'en offusquer. L'attitude des Occidentaux ne serait condamnable que si ceux-ci avaient tenu secrets leurs contacts avec les nazis. Mais elle fut sans reproche, quoi qu'en ait pensé l'ombrageux Staline et quoi qu'en dise Percy Stulz. Le 8 mars, eut lieu à Zurich la rencontre d'Allen Dulles et de Karl Wolff. Le 12 mars, elle fut portée à la connaissance de Molotov par les ambassadeurs à Moscou de la Grande-Bretagne et des États-Unis (5). Percy Stulz, sans nier le fait, le dénature (6). Il insinue que la démarche des ambassadeurs fut fortuite ; ceux-ci auraient, sans y être invités par leurs gouvernements, remis à Molotov un télégramme du maréchal Alexander annonçant les pourparlers de Zurich ! C'est, on en conviendra, attribuer beaucoup de légèreté et de candeur aux représentants d'hommes d'État auxquels on prête par ailleurs les intentions les plus perfides et les procédés les plus déloyaux (7).

Jean Sigmann,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

(1) On ne s'étonnera pas de constater que le rôle d'Allen Dulles (dont on rappelle qu'il est le frère du secrétaire d'État Foster Dulles) (p. 393) n'est pas sous-estimé ! C'est de bonne guerre dans une *Revue* qui combat les actuels « fauteurs de guerre ».

(2) Pp. 398-399.

(3) W. Churchill, *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, VI, 2, Paris, Plon, 1954, pp. 102-103.

(4) *Ibid.*, pp. 103-105.

(5) Voir la lettre personnelle de Churchill à Staline du 7 avril 1945 (W. Churchill, *op. cit.*, pp. 105-107).

(6) P. 397.

(7) W. Churchill est la principale cible de Percy Stulz, qui reproche seulement à Roosevelt de se laisser manœuvrer par les amis d'une Allemagne réactionnaire et fasciste.

POINTS DE VUE ALLEMANDS SUR L'OCCUPATION A L'EST

La politique économique du IIIe Reich dans les régions occupées à l'Est différait profondément de celle pratiquée dans les régions occupées à l'Ouest. Cette dernière a été traitée dans une publication précédente de l'*Institut de Tübingen* (1). Un nouvel ouvrage fait pendant au premier et souligne en conclusion la différence des deux politiques : à l'Ouest, les autorités nazies « s'efforçaient » de ne pas négliger la *Convention de La Haye* sur la conduite de la guerre ; à l'Est, elles n'en tenaient aucun compte.

De même que l'ouvrage sur l'Ouest, celui sur l'Est (2) veut s'opposer au jugement formé sur l'occupation nazie par les tribunaux qui jugèrent les criminels de guerre nazis. Il soumet à une analyse détaillée les ordonnances et les instructions (reproduites *in extenso* dans l'annexe) avec d'abondantes références à la documentation des tribunaux alliés de Nuremberg.

L'auteur reproche spécialement à la justice alliée de ne pas avoir tenu compte des données économiques qui faisaient agir le Reich sous la pression impérieuse du développement de sa production de guerre, et de n'avoir vu partout qu'exploitation et pillage sans avoir pris en considération « les effets que les mesures allemandes ont eus pour les régions occupées, compte tenu de l'apport *(Eigenleistungen)* fourni du côté allemand » (p. 1). L'auteur entreprend donc l'analyse des réglementations économiques, qui nous met en présence d'un appareil minutieusement réglé et compliqué. Cette minutie et cette complication doivent-elles nous convaincre qu'au lieu de pillage et d'accaparement, il y eut un effort économique positif ?

Une rapide prospection de l'évolution de l'occupation à l'Est nous apprend qu'au fur et à mesure que l'espoir d'une victoire-éclair s'évanouissait, les intentions initiales d'emmener en Allemagne comme butin tout ce qui avait une valeur économique, se muait dans l'effort d'utiliser sur place le potentiel de production et de traiter, par conséquent, avec soin *(pflegerische Behandlung)* les structures économiques locales.

Quant à l'avenir, la Pologne devait être colonisée pour devenir un réservoir de matières premières et de main-d'œuvre servile, tandis que pour l'U.R.S.S. les tendances se partageaient entre deux plans : A. Rosenberg préconisait la création sur le territoire de l'U.R.S.S. de divers États nationaux et une Russie lointaine tournée vers l'Asie, alors que Hitler était décidé dans le sens de larges annexions, le reste devenant un territoire de colonisation. Mais, dans le présent, il s'agissait d'imbriquer au plus vite l'économie de l'Est dans l'effort militaire allemand.

L'auteur étudie au point de vue juridique et administratif les diverses mesures par lesquelles les biens étaient soumis à l'autorité nazie : confiscations, saisies, administration fiduciaire des biens privés et publics. En Pologne, étaient confisqués les biens des Juifs, les biens des « absents »,

(1) Compte rendu dans le n° 36 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

(2) Gerber (Berthold), *Staatliche Wirtschaftslenkung in den besetzten und annektierten Ostgebieten während des Zweiten Weltkrieges unter besonderer Berücksichtigung der treuhänderischen Verwaltung von Unternehmungen und der Ostgesellschaften*, Studien des Instituts für Besatzungsfragen in Tübingen, n° 17 (*Direction étatique de l'économie dans les régions occupées et annexées de l'Est pendant la deuxième guerre mondiale, en prenant spécialement en considération l'administration fiduciaire des entreprises et les Sociétés de l'Est*, Études de l'Institut pour les questions d'occupation, Tübingen, n° 17). Édition ronéotypée de l'Institut ; 1959, 188 p. et annexes).

enfin les biens importants pour l'économie de guerre ou pour la « consolidation du germanisme ». En U.R.S.S., le Reich a pris à son nom toute la propriété socialisée créant, pour l'ensemble des biens économiques dans les régions sous administration civile (à l'exception de l'*Ostland* — pays baltes et Russie blanche), la notion équivoque de *Bien économique spécial.*

L'administration fiduciaire était le régime général pour la mise en marche de l'économie à l'Est. L'auteur s'applique longuement à une analyse juridique de ce cas d'administration fiduciaire pour faire ressortir qu'elle était en contradiction avec le sens normal d'une telle fonction. Les fidéicommis étaient en réalité les exécutants des ordres des autorités du Reich, sous le signe de la dépossession des propriétaires, que les fidéicommis étaient sensés représenter ; ou bien ils ne représentaient aucun propriétaire sinon le Reich lui-même, dans le cas de biens soviétisés.

L'aliénation des biens de l'Est n'était que rarement pratiquée. C'est seulement en Pologne annexée et dans le gouvernement général qu'ont été rapidement aliénées au profit du Reich des mines et des fonderies. La persistance du régime d'administration provisoire permettait de maintenir, dans l'intérêt de l'économie de guerre, la direction entre les mains du Reich, tout en préservant pour l'avenir l'installation de nouveaux propriétaires privés. D'autre part, les combattants devaient aussi pouvoir en profiter.

Dans les régions soviétiques occupées, la création des firmes pour leur remise à des fidéicommis signifiait l'abandon du régime socialiste. Les nazis avaient également annoncé (pour l'*Ostland* et la Galicie) la « re-privatisation », au profit de leurs anciens propriétaires, des biens qui n'étaient pas importants pour l'économie de guerre. Sauf quelques exceptions, cette mesure est restée sans application. Pour les secteurs industriels les plus importants, le Reich créa les *Sociétés de l'Est*, Sociétés mixtes auxquelles, aux côtés du Reich, participaient des Sociétés privées. Les *Sociétés de l'Est* administraient fiduciairement les entreprises de leurs branches. Il s'agissait notamment de l'*Ostfaser* (Société des Fibres de l'Est), de la *Société des Mines et des Fonderies de l'Est*, enfin de la *Kontinental-Oel* (Société continentale du Pétrole), créée avant le commencement de la guerre contre l'U.R.S.S. pour toute la branche pétrolière du Reich et engagée également dans le rôle d'une *Société de l'Est*. Ces dernières procédaient à des investissements très importants, grâce à la participation des banques qui agissaient avec la garantie de l'État.

L'économie allemande était impliquée dans cette action encore sous une autre forme. Les *Sociétés de l'Est* s'adressaient aux plus puissantes entreprises allemandes, pour qu'elles mettent leur personnel spécialisé au service des entreprises à l'Est et pour qu'elles fournissent l'équipement industriel aux usines sabotées par les forces soviétiques au moment de leur retraite. Ces entreprises agissaient en U.R.S.S. à titre de « parrains » ou sur la base d'un bail et s'y installaient dans l'espoir qu'après la victoire « les régions industrielles resteraient définitivement possession allemande et qu'une influence décisive serait assurée aux parrains dans les entreprises qu'ils avaient gérées » (p. 150).

L'auteur ne s'arrête que sur les *Sociétés de l'Est*. Il n'apporte aucune précision sur les autres branches économiques. Au sujet de ces Sociétés, nous apprenons que l'*Ostfaser* a réussi à développer sa production, tandis que les industries charbonnières, sidérurgiques et pétrolières étaient tellement dévastées que celles qui ont pu être reconstruites n'ont pas eu pratiquement le temps d'être mises en marche avant la retraite allemande.

L'auteur n'a fourni rien de substantiel sur « l'effet de l'activité économique allemande dans l'économie des régions occupées ». Il ne traite, à ce

propos, que de l'activité des trois *Sociétés de l'Est* et se borne à de brèves appréciations globales que nous venons de résumer. Cela nous éclaire-t-il sur l'état de l'économie des régions occupées ? L'ouvrage évoque plusieurs fois le fait que les Allemands se sont donné la peine d'installer les équipements industriels les plus modernes et d'amener des équipes de spécialistes allemands, qui servaient de cadres à la main-d'œuvre locale. Mais il n'a fourni aucune démonstration de ce que le comportement des Allemands dans l'économie de l'Est n'était pas celui d'une sur-exploitation des ressources matérielles et humaines du pays par une puissance dont la volonté rapace, méprisante et cruelle s'est inscrite dans l'histoire d'une façon éclatante.

L'auteur a détaillé la structure d'une réglementation économique redoutable destinée à mettre l'économie des territoires de l'Est entièrement au service du Reich, conquérant implacable de par ses besoins et de par son racisme. Pour apprendre quel caractère revêtait l'usage de cette réglementation, il faut dépasser les questions formelles juridiques et administratives dans lesquelles cet ouvrage se cantonne presque entièrement.

J. Billig,
(Centre de Documentation juive contemporaine).

Pologne

Les problèmes d'occupation qui font l'objet d'études de l'*Institut de Tübingen* ne se rapportent pas seulement aux territoires qui étaient en la possession de l'armée allemande pendant la deuxième guerre mondiale, mais aussi aux occupants de l'Allemagne après sa capitulation. Presque tous les ouvrages de la première catégorie concernent plus ou moins la Pologne (1). Le *Gouvernement général* avec ses 94 000 km² et ses 12,5 millions d'habitants comprenait la moitié des territoires polonais sous l'occupation allemande, sans compter évidemment le district de Lwów (Lemberg), nommé *Galizien*, qui a été annexé plus tard, en août 1941, au commencement de la guerre contre l'Union soviétique. Le Gouvernement général séparé du Reich par une frontière policière et douanière constituait dans une certaine mesure une unité économique distincte et avait sa propre personnalité juridique. Ce *Gouvernement général* a été administré par le gouverneur général le Dr Hans Frank, ministre du Reich, président de l'Académie du Droit allemand, en tant que plénipotentiaire du *Führer*.

L'auteur nous donne d'abord un aperçu sur l'évolution de la politique économique allemande, surtout agricole, dans le G.G., présente ensuite l'organisation des autorités agricoles en liaison avec la structure administrative du *Gouvernement général* tout entier et enfin les résultats de l'activité des autorités allemandes dans l'agriculture. L'intention de l'auteur est de prouver que le Reich a investi dans le G.G. d'importants capitaux, que la solde des échanges commerciaux était en faveur du Reich, malgré les lourdes charges dont les paysans ont été grevés. Dans ces conditions, on ne peut pas — d'après lui — parler d'une exploitation économique du *Gouvernement général*. Il conclut : « A supposer que la Pologne réclame des indemnités, l'activité et les résultats de l'administration agronomique allemande constitueront une position active en faveur de l'Allemagne » (p. 92, 95).

(1) Heinz v. Streng, *Die Landwirtschaft im Generalgouvernement, Studien des Instituts für Bezatzungsfragen zu den deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg*, Tübingen, 1955.

Dans la politique économique des autorités d'occupation, l'auteur ne voit que deux étapes. Après la période de dévastation, alors que l'on a exporté des quantités de machines et de matières premières (1939-1940), la période des investissements toujours croissants aurait commencé. Ce sont les nécessités de la guerre, tout particulièrement la préparation de l'attaque contre l'Union soviétique et plus tard les bombardements intensifs des industries dans le Reich, qui seraient à la base de cette période. Mais l'auteur a oublié de souligner que la politique de dévastation de la première période (l'auteur la nomme politique d'exploitation) a été le *résultat* du plan des Nazis de faire du G.G. la seule résidence de la nation polonaise et par conséquent de priver ce territoire de tout potentiel industriel. Plus tard, les Nazis ont changé leurs projets, le G.G. devant devenir un pays allemand. Le nouveau partage des terres, notamment celui du district de Lublin, était étroitement lié à la colonisation allemande (*Doc. occ*, VI, 239, 273, 274). L'auteur passe sous silence l'existence de *Gutsbezirke* de la *Wehrmacht* et des *Waffen S.S.* (*Amtl. Anz.*, 1943, p. 1189, 1845, 1847, 1918). L'auteur a oublié aussi d'ajouter qu'après certains investissements une nouvelle dévastation a eu lieu, à partir du moment où les Allemands se sont aperçus qu'ils ne resteraient pas maîtres du G.G. L'exemple le plus probant est la destruction de Varsovie et le démontage de ses fabriques après l'échec de l'insurrection en 1944. Il ne mentionne pas non plus qu'une fois encore des combats acharnés ont causé de grands dégâts.

La police était-elle vraiment seule responsable des crimes commis dans le G.G. ? Il semble que l'auteur le croit, en se basant seulement sur les *Mémoires* de Frank écrits dans la prison de Nuremberg *(Im Angesicht des Galgens)*. L'initiative et la collaboration de Frank dans l'action A-B *(Ausserordentliche Befriedungsaktion)* qui a eu lieu en juin 1940 ne sont-elles pas suffisamment prouvées par la lecture de son *Journal* (*Procès*, XXIX, 442) ? Il ressort de ce document que des milliers d'intellectuels, et... de criminels de profession ont perdu leur vie dans cette action. Il est dénué de tout fondement de parler d'une autonomie polonaise dans l'administration. Ni la Chambre centrale d'Économie et les Chambres de district qui lui ont été soumises, ni les municipalités et les communes rurales ne possédaient ce caractère. Les Chambres en question n'avaient que des dirigeants allemands, les chefs des municipalités et des communes étaient obligés d'exécuter les ordres de leurs supérieurs allemands et ne jouissaient par conséquent d'aucune indépendance (*Doc. occ.*, VI, 73, 140, n. 22, i. f.).

Les chapitres les plus importants sont ceux qui ont été consacrés aux exploits de l'administration allemande. Les statistiques se rapportant à ces résultats sont basées exclusivement sur certains comptes rendus de l'occupant. Leur analyse demanderait une étude spéciale. Il est à regretter que l'auteur n'ait pas cité au moins une de ces déclarations des fonctionnaires allemands se rapportant à la famine de la population. On peut en trouver plusieurs dans la partie déjà publiée du *Journal* de Frank (*Procès*, XXIX). L'exploitation commence à partir du moment où des denrées alimentaires sont retranchées à la population dans des proportions telles que sa santé est mise sérieusement en péril. Or, il est de notoriété publique que les Allemands ont dépassé de beaucoup cette limite. L'auteur fait mention des cruautés commises par les autorités d'occupation, de la saisie sans pitié des prestations en nature, mais cela seulement en marge et en termes très généraux. Les dizaines de villages réduits en cendre à la manière d'Oradour et de Lidice, les milliers de chasses aux hommes et aux femmes destinés aux travaux forcés dans le Reich, les dizaines de milliers de paysans inno-

cents, tués dans des actions de représailles, sont des éléments auxquels il faut consacrer plus de pages que l'auteur ne l'a fait.

L'auteur est même d'avis que la situation économique du paysan pendant l'occupation était meilleure qu'avant la guerre, étant donné que les paysans vendaient au marché noir une partie de leurs produits et profitaient des actions nommées « à primes ». Le paysan, ayant livré les denrées dont il était grevé, était en outre obligé de vendre tout le reste de ses produits aux autorités allemandes et cela au prix officiel, alors très minime. Le paysan recevait en échange, en plus de l'argent, des bons à primes qui l'autorisaient à acheter des articles industriels. Mais ces *bons à primes* étaient parfois dépourvus de tout recouvrement, les articles industriels étaient souvent de mauvaise qualité ou même sans valeur : marchandises destinées aux nègres. En effet, ces marchandises à cause du déclenchement de la guerre n'avaient pas pu être exportées en Afrique. Dans ces conditions, le paysan n'avait un réel intérêt que dans la vente du reste de ses produits au marché noir, ce qui lui donnait un peu d'argent pour acheter au même marché des articles dont il avait besoin. Toutefois, ces transactions étaient très dangereuses, ce que l'auteur avoue, mais les habitants des villes avec leurs rations alimentaires minimes (600 cal par jour et par personne), de même que les paysans, étaient obligés d'y recourir. Il faut aussi souligner que l'auteur passe sous silence les rations de vivres destinées à la population juive ; quant aux rations pour les Polonais, elles étaient en pratique encore plus petites que ne le déclaraient les ordonnances allemandes (*Doc. occ.*, VI, 358) ; les prix du marché noir étaient plus élevés que l'auteur ne le prétend. Ces prix n'étaient pas 10 à 30 fois plus élevés que ceux d'avant guerre (p. 81, 91), mais en 1944, en moyenne, 70 fois plus élevés (index des prix des vivres au mois de mai 1944, *Doc. occ.*, VI, 298, n. 125). Même en 1941, les prix du pain étaient 25 fois, de la farine de froment 36 fois, du lard 26 fois supérieurs aux prix d'avant guerre, alors que les salaires n'avaient même pas doublé (*Doc. occ.*, VI, 363, 364, 481).

En examinant les échanges commerciaux entre le *Gouvernement général* et le Reich, l'auteur ne prend pas en considération le fait qu'une grande partie de la Pologne, de Gdynia à Katowice et de Poznań à Łódź, a été incorporée au Reich. Par conséquent, il place dans sa statistique (p. 86, 87) la Pologne d'avant guerre et le *Gouvernement général* sur le même rang. Les territoires incorporés, avec leur industrie et leur agriculture d'un niveau élevé, étaient au point de vue économique la partie la plus développée de la Pologne (et c'est pourquoi elle a été annexée). Or, les livraisons du Reich au G.G. comprenaient, à un haut degré, des marchandises provenant de ces territoires, entre autres les textiles, les engrais chimiques, le charbon.

En résumé, on est obligé de constater que l'étude de l'*Institut de Tübingen* a pour but de vanter les résultats de l'administration allemande dans cette « colonie » et par cela d'atténuer les responsabilités allemandes. Il y a un an, l'écrivain allemand Hans Lipinsky-Gottersdorf se plaignait dans une lettre à la rédaction du *Frankfurter Allgemeine* (5-2-1958) de ce que, d'après des renseignements dignes de foi, de tels exploits allemands en Pologne soient l'objet d'études d'un certain institut financé par le gouvernement de Bonn. L'auteur de cette lettre en était très choqué. Huit jours plus tard (12-2-1958), la rédaction du Journal déclarait que selon les milieux officiels aucun Institut de ce genre n'existait. Cependant, il a été prouvé que c'est à l'Institut de Tübingen qu'a été confié le soin de faire l'éloge des *exploits* allemands.

Karol Marian Pospieszalski,
Institut Zachodni Poznan.

Occupation et alimentation en France

« Déjà, lors de la première guerre mondiale, la puissance économique des belligérants avait pris une importance toujours plus grande pour l'issue de la guerre. Dès le début de la deuxième guerre mondiale, la puissance économique a joué un rôle décisif sur l'issue de la guerre. Aussi, était-il particulièrement important pour les puissances belligérantes d'accroître leur potentiel économique en faisant appel à l'aide économique des pays occupés...

« Un des points les plus sensibles de la structure économique de l'Allemagne, était, à côté de l'approvisionnement en matières premières, son ravitaillement en produits alimentaires. Aussi, le gouvernement allemand a-t-il songé tout particulièrement à recourir pour le ravitaillement de l'Allemagne, aux capacité agricoles des pays occupés dans le cadre du « grand espace économique européen ».

« La France a fourni une contribution importante au ravitaillement de l'Allemagne au cours de la 2e guerre mondiale. A côté de l'approvisionnement, à peu près total, des troupes d'occupation allemandes par la production française de denrées alimentaires, des quantités importantes des mêmes denrées ont été expédiées en Allemagne, pour y maintenir ou y élever le niveau de l'approvisionnement de la population civile. Une partie de ces denrées alimentaires a été réexpédiée d'Allemagne vers d'autres pays occupés. »

L'objet de l'ouvrage, de M. Hans Kistenmacher (1), ainsi présenté par l'auteur, est de dresser un tableau de la situation alimentaire en France pendant l'occupation allemande. L'auteur s'est efforcé de confronter et d'équilibrer les sources de renseignements opposées, pour tenter de présenter sa thèse comme une vue objective de la question.

Cependant, si les difficultés créées par la division de la France en deux zones sont soulignées, ni les départements d'Alsace-Lorraine, séparés dès 1940, ni les départements du Nord et du Pas-de-Calais (rattachés au commandement de Belgique et du Nord de la France), ne sont compris dans l'étude. Les autorités militaires d'occupation, écrit l'auteur, ont confié l'administration du ravitaillement à l'Administration « française », afin de ne pas se heurter à l'opposition des producteurs. L'introduction du rationnement fut ordonnée aux autorités française, à partir du 23 septembre 1940, les taux des rations étant préalablement soumis pour approbation aux autorités d'occupation.

Le taux effectif des rations doit être corrigé par le fait que les rations n'étaient pas toujours honorées, que le niveau du pouvoir d'achat interdisait à certaines catégories de consommateurs d'acheter certaines denrées et, par le fait du développement d'un marché noir dont, selon l'auteur, l'importance est allée croissante avec la durée de l'occupation. L'auteur procède à des comparaisons des rations en France, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas et conclut en indiquant qu'au cours de l'occupation les restrictions absolues ont été les plus fortes en Belgique et aux Pays-Bas, mais c'est en France que le rationnement de certaines denrées a commencé le plus tôt, en France et aux Pays-Bas que la diminution a été la plus forte par rapport à l'avant-guerre, d'où amaigrissement général et élévation du taux de mortalité.

(1) KISTENMACHER (Hans), *Die Auswerkungen der deutschen Besetzung auf die Ehrnarung wirtsch_ft Frankreichs während des 2. Weltkrieges*, 1959, Institut de Tübingen, 127 p., ronéotypé.

En règle générale, l'auteur estime que les Français ont disposé, de 1940 à 1944, des revenus nécessaires pour l'achat des « rations alimentaires » qui leur étaient accordées, étant donné surtout que les besoins autres qu'alimentaires ne pouvaient pas être satisfaits.

Une étude de budget familial (en 1943) montre qu'à cette époque une famille de salariés ne pouvait qu'intervenir très modestement sur le marché noir en tant qu'acheteur (1 dz d'œufs ou 1 kg de viande par semaine).

Après une étude des prélèvements allemands de denrées alimentaires et la reconnaissance du fait que les fournitures par l'Allemagne à la France ont été « relativement faibles », l'auteur en arrive à sa conclusion, dont il nous faut donner de larges extraits :

« La France a fourni, au cours des années 1940-1944, une contribution importante à l'approvisionnement des troupes allemandes stationnées dans le pays et à la situation alimentaire de l'Allemagne. Au cours de cette période, 10 à 12 millions de tonnes de produits agricoles ont été prélevées pour la consommation allemande... Avec une consommation mensuelle moyenne de 23 kg de denrées alimentaires et de boissons alcoolisées par personne, telle qu'elle ressort des chiffres du rationnement pendant l'occupation, cette quantité de produits alimentaires, prélevée par l'Allemagne, aurait permis de nourrir les 5 millions d'habitants du « Grand Paris » pendant 8 ans 1/2. Ces livraisons prennent encore plus d'importance lorsqu'on considère qu'avant guerre la France importait 17 % environ de ses besoins en produits alimentaires et que ces importations ont cessé au cours de l'occupation.

« Les ordres donnés par Berlin, de manière absolument soudaine et sans connaissance des conditions économiques réelles, se traduisirent dans la plupart des cas par une augmentation importante des exigences allemandes, ce qui a provoqué souvent une perturbation sérieuse dans le ravitaillement de la population française. La satisfaction préférentielle de toutes les demandes allemandes a provoqué, dans de nombreux cas, des brèches importantes. Le zèle productif et la hâte à livrer des paysans français ont été toujours davantage découragés par ces mesures. C'est à bon droit que les agriculteurs pouvaient penser que, s'ils accroissaient leurs livraisons, cela ne ferait qu'accroître les exigences allemandes. Les émissions de propagande de la B.B.C. n'ont pas manqué d'exploiter cette situation et la propagande orale alimentée par cette situation s'est révélée efficace.

« Au fur et à mesure que se prolongeait l'occupation, le ravitaillement de la France a empiré et, dans les régions peu agricoles, il a approché du minimum vital. Le fait est confirmé même par les rapports militaires. La population française, presque totalement engagée dans l'effort producteur, a eu ainsi à subir de gros sacrifices.

« D'un autre côté, le souci de l'administration militaire a été d'assurer, en dépit de ces importants prélèvements, un ravitaillement à peu près suffisant de la population française. C'était là, d'ailleurs, son propre intérêt, parce que ce n'était qu'à la condition que soit assuré un ravitaillement régulier qu'elle pouvait prélever le maximum sur l'économie française. L'administration militaire allemande fit un effort particulier d'organisation pour assurer le ravitaillement de la France. C'est à elle qu'on doit le fonctionnement régulier, en dépit des difficultés, du ravitaillement jusqu'au débarquement allié et une répartition, dans une certaine mesure équitable, des produits alimentaires disponibles.

« L'effort d'organisation des autorités allemandes apparaîtra nettement, si nous jetons un bref coup d'œil sur le *ravitaillement* de la population française *après la Libération*.

« L'écrivain anglais Alexander Werth a écrit, à ce sujet, dans son livre *Der zögernde Nachbar (Le voisin hésitant)* : « Le ravitaillement en denrées « alimentaires a été extrêmement mauvais, plus mauvais que sous l'occupa- « tion allemande et il est resté tel pendant tout l'hiver. A Paris, la morta- « lité infantile a augmenté de 40 % par rapport à 1943. Une misère effroyable « a régné dans les familles des déportés et des prisonniers de guerre. Cepen- « dant, les difficultés résultant pendant l'occupation des attaques aériennes « et des sabotages n'existaient plus. La politique économique et financière « du gouvernement de Gaulle a manqué de continuité constructive et orga- « nisatrice. Mendès-France ne réussit pas à faire adopter ses plans de « stabilisation du franc et du niveau prix-salaires. Le marché noir a pris « toujours davantage d'extension au cours des mois de l'automne et de « l'hiver 1944-1945. Au printemps de 1945, le ravitaillement échappait « entièrement au contrôle du gouvernement. Les rations ne pouvaient pas « être entièrement honorées ; il y eut des révoltes provoquées par la faim « et des manifestations. » Alexander Werth ajoute à ce propos : « Tout le « monde se plaignait : c'est pire que du temps des Allemands... » Il fallut encore trois ans pour que le ravitaillement français retrouve ses voies normales.

« Donc, lorsque le rapport final de l'Administration militaire, Section WI III, affirme que, sans l'aide active des Allemands, dans le domaine du ravitaillement, la situation alimentaire française serait arrivée rapidement, avec les difficultés croissantes de la guerre à un point de rupture, il est impossible de contredire cette affirmation surtout lorsqu'on envisage la situation après le retrait des troupes allemandes.

« Il est impossible de donner une réponse exacte à la question de la balance entre les prélèvements allemands et les services rendus par les Allemands. Les prélèvements et les fournitures de denrées alimentaires, les diverses mesures allemandes qui ont gêné ou pesé directement ou indirectement sur le ravitaillement de la population française, sont des grandeurs de qualité différente, qu'on ne peut pas additionner et qu'on ne peut pas non plus comparer entre elles. Les distorsions de prix et de salaires qu'on rencontra dans tous les secteurs pendant l'occupation et l'impossibilité de traduire les services fournis par les Allemands, en prestations de services français correspondants, s'opposent au calcul en prix pour les denrées alimentaires et au calcul des coefficients pour le travail qui permettraient une confrontation exacte. »

Même dans la mesure où les faits rapportés le sont correctement, les conclusions qui en sont tirées ne manqueront pas de choquer le lecteur français : les conditions de la Libération étaient, en effet, pires que celles qu'avaient connues les autorités d'occupation et leur « génie organisateur » n'aurait pu faire mieux que le gouvernement de l'époque. En outre, et pour cause, l'auteur ne s'est pas intéressé à l'extraordinaire reconstruction de l'économie française pendant les années qui ont suivi la Libération — reconstruction qui exigeait des sacrifices de la consommation, d'autant plus importants que la France n'avait pas accepté d'être partie prenante à l'aide de l'U.N.R.R.A., mais aussi plus volontiers consentis ou imposés que ceux qui, pendant l'occupation, devaient en prolonger la servitude.

Il est bien naturel qu'un Institut comme celui de Tubingen, qui s'est donné pour tâche de réhabiliter l'occupation allemande, n'ait pas évoqué cet aspect qui eût sans doute affaibli quelque peu son dossier, encore n'aurait-il pas dû employer l'argument de la situation dans les mois qui ont suivi la Libération ; il nous oblige à rappeler quelques faits :

La situation était, en effet, d'autant plus grave que les destructions

tant par les opérations militaires alliées, y compris les maquis, que par les troupes allemandes, ont été beaucoup plus profondes en 1944 qu'en 1940. Pour les Alliés et pour la Résistance, la destruction des lignes de communications ennemies était indispensable pour rompre la puissance militaire allemande et éviter des destructions de caractère moins économique et militaire, mais plus cruelles encore pour le peuple français dont certaines troupes nazies, lorsqu'elles en eurent le temps, donnèrent des exemples suffisamment éloquents. En dehors même de telles manifestations de « joie de détruire », la tactique de la terre brûlée que les Français n'eurent pas le courage d'appliquer en 1940, les troupes allemandes, en 1944-1945, n'avaient pas les mêmes raisons d'hésiter à l'employer dans un territoire étranger qu'elles devraient, de toute façon, quitter définitivement. Dans des régions entières, ce qui ne pouvait pas être emporté fut détruit... L'exemple de la S.N.C.F. est particulièrement significatif : à la Libération, 2 603 ponts rails et 70 tunnels étaient détruits ; fin 1945, il ne restait que 307 brèches, principalement dans le Nord-Est ; sur 42 500 km de voies exploitées en 1939, il en restait 18 000 d'exploitables à la Libération et 40 500 fin 1945...

Le « génie organisateur » ne saurait excuser le « génie de destruction » et le plaidoyer, qui est par lui-même un exercice extrascientifique, perd toute valeur quand on emploie un aussi dangereux argument boomerang, pour plaider un tel dossier. « Qui veut trop prouver ne prouve rien », dit la sagesse populaire... les avocats d'une mauvaise cause sont allés trop fort, ils voulaient se draper d'une apparence d'objectivité scientifique... la peau du lion se laisse, comme dans la fable, percer par les oreilles de l'âne...

M. Cépède et F. Lescoffier.

LE COMMONWEALTH DANS LA GUERRE

Étude d'ensemble

« La nature du *Commonwealth*..., écrit M. Mansergh (1), n'est pas facile à comprendre. Les Anglais seraient très désappointés si elle l'était car l'incapacité dans laquelle se trouvent les étrangers de saisir le fonctionnement des institutions britanniques est pour eux une source inépuisable de satisfaction. Le genre d'hommage que le peuple anglais aime le plus est celui de ce journaliste allemand qui remarquait en 1938 que l'Empire britannique donne l'impression d'un génie antiméthodique chez l'Anglais, celui-ci n'ayant aucun sens de la beauté de la composition et de la création bien ordonnée. Pour lui rien n'est faux, si illogique que ce soit, aussi longtemps que la machine fonctionne. »

Il faut avouer qu'il n'est pas aisé de définir ne serait-ce que les limites du *Commonwealth* en 1939. Qui en faisait partie ? Il y avait le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui ne pouvaient envisager l'avenir en dehors de leur association ; il y avait l'Afrique du Sud pour qui cette association, pour elle nouvelle forme prise par le colonialisme, pouvait à chaque instant être remise en question ; il y avait l'Eire qui refusait d'être comprise au nombre des membres du *Commonwealth* mais que ceux-ci considéraient comme un des leurs ; il y avait enfin l'Inde qui entendait être considérée comme un membre de l'association bien que cette qualité lui fut déniée par tout le monde. Comment en ces conditions tracer une frontière, donner une définition ? Mais pour vague qu'ait été la notion de *Commonwealth*, elle n'en était pas moins une réalité politique puissante. M. Mansergh montre quel rôle important il joua dans l'élaboration de la politique britannique d'avant guerre : si des gens comme Dawson, Chamberlain et Halifax se firent les champions de la politique d'apaisement, s'ils acceptèrent Munich, la raison principale en fut que les *Dominions* n'auraient pas compris qu'on fît la guerre pour les Sudètes. Toute la philosophie politique du *Commonwealth* n'était-elle pas fondée sur le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et les Allemands des Sudètes ne pouvaient-ils revendiquer, eux aussi, ce droit ? Les gouvernements des *Dominions* ne voyaient évidemment pas en quels termes se posaient le problème de l'*Anschluss* ou celui des Sudètes. M. Mansergh, recherchant la cause fondamentale de cette incompréhension, la trouve dans le fait que ces gouvernements, n'ayant pas de représentations diplomatiques propres, étaient mal informés de la situation politique en Europe. Car ce qu'ils en savaient, ils le tenaient de Londres et instinctivement ils se méfiaient des informations qu'ils en recevaient. En fait, la Grande-Bretagne, en voulant, par tradition colonialiste, se réserver la direction de la diplomatie du *Commonwealth* ne fit que se lier les mains ; car il lui était alors impossible d'entraîner à sa suite les gouvernements libres qui étaient ses associés.

M. Mansergh insiste beaucoup sur le fait que si tous les *Dominions* (bien sûr ceux qui étaient considérés et se considéraient comme tels) déclarèrent la guerre à l'Allemagne, ils le firent librement. L'attitude britannique à l'égard de l'Eire, qui refusa d'entrer en guerre puisqu'elle ne se considérait pas comme membre du *Commonwealth*, est typique. La Grande-Bretagne

(1) Nicholas MANSERGH, *Survey of British Commonwealth Affairs, Problems of wartime co-operation and Post-war change 1939-52*, Oxford, 1958.

ne prit jamais aucune mesure militaire contre l'Eire parce qu'elle considérait que ce pays faisait partie du *Commonwealth* et qu'une telle action eût été attentatoire à la liberté des *Dominions*. Au fond, ce ne fut que pour maintenir une fiction, mais une fiction qui était le fondement même du *Commonwealth*, que la Grande-Bretagne accepta, pendant toute la guerre et même aux heures les plus périlleuses, ce danger militaire permanent qu'était pour elle la neutralité de l'État irlandais. Cette neutralité, de Valera la maintint envers et contre tous : il refusa d'échanger l'unité de l'île, pourtant tellement désirée contre la belligérance, il refusa d'expulser de Dublin les diplomates de l'Axe, il répondit vertement à une note comminatoire des États-Unis à ce sujet.

De tous les *Dominions*, le Canada fut celui qui posa le moins de problèmes à la Grande-Bretagne. Le seul moment critique fut, en juillet 1940, l'affaire de Mers-el-Kébir. Comment réagirait la population francophone à l'annonce des mesures prises par les Britanniques contre la flotte française ? On fut très vite rassuré : *Le Canada*, le principal journal libéral de Québec, titra : « La Grande-Bretagne a fait ce qu'il fallait faire » et Mackenzie King déclara : « Je suis sûr que c'est la prière du peuple du Canada qui doit tant au souvenir de la France, que le peuple de France reconnaisse que si le gouvernement de Bordeaux agit sous la contrainte du conquérant, la Marine britannique agit également sous la contrainte de la lourde responsabilité [qu'elle porte] de sauver les libertés du monde. »

En Afrique du Sud, ce n'est pas sans peine que le général Smuts obtint la déclaration de guerre, le parti nationaliste y étant formellement opposé. La défaite de la France y renforça l'idée de la certitude de la victoire de l'Axe et de la nécessité de signer rapidement la paix avec l'Allemagne. Cependant, l'entrée en guerre de l'Italie, qui entraîna l'extension de la guerre au continent africain, fit sentir à l'opinion publique sud-africaine l'importance de l'enjeu de la guerre. Celle-ci n'était plus un conflit européen, elle mettait également en cause le sort de l'Afrique. Ces deux sentiments opposés se contrariant l'un l'autre, le général Smuts put passer, sans trop de mal, les quelques mois où la Grande-Bretagne fut vraiment en danger. Par la suite, la victoire de l'Axe devenant moins certaine, la victoire des Alliés devenant plus assurée, les dangers d'une dissidence de l'Afrique du Sud s'estompèrent.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande furent, de tous les *Dominions*, ceux qui soulevèrent les plus grosses difficultés et ceux dont la position internationale changea le plus pendant la guerre. Le gouvernement de Londres avait, en effet, jusqu'à 1941, conservé à l'égard de ceux de Camberra et de Wellington des attitudes nettement paternalistes sinon colonialistes : pour un homme comme Churchill qui ne voulait pas « être devenu le Premier Ministre du Roi pour présider à la liquidation de l'Empire britannique », c'était à Londres que les décisions essentielles devaient être prises. M. Mansergh démontre que la décision d'engager en Grèce, puis en Crète, des troupes australiennes et néo-zélandaises fut prise en dehors des gouvernements de Camberra et de Wellington et que Menzies, en entérinant une décision déjà prise et en cours d'exécution, ne fit que sauver la face. Mais l'entrée en guerre du Japon changea complètement la situation. Car les gouvernements australien et néo-zélandais voyant leurs pays directement menacés par l'avance nippone eurent de graves doutes sur la capacité de la Grande-Bretagne de les protéger efficacement. Tout naturellement, ils se tournèrent vers les États-Unis qui, eux aussi, luttaient dans le Pacifique contre les Japonais. Washington eut bientôt beaucoup plus d'influence sur eux que Londres. Ils demandèrent à avoir leur mot à dire dans

l'élaboration de la stratégie globale des Alliés. En cela, ils échouèrent et en conçurent certaine amertune, n'ayant pas compris que, suivant l'excellente formule de M. Mansergh, « dans une grande guerre, le rôle des puissances secondaires doit rester un rôle secondaire ».

C'est dans l'Inde, ce *dominion* qui n'en était pas un mais aurait voulu l'être, que la politique britannique fut la plus timorée et la plus fâcheuse. La situation y était certes compliquée : « Le Congrès, la Ligue musulmane et les princes étaient d'accord pour condamner l'agression nazie, mais ils ne l'étaient sur rien d'autre. » Les événements de 1947, dont M. Mansergh donne une bonne étude, devaient d'ailleurs prouver l'impossibilité de faire vivre dans un même État deux populations de races et de religions différentes. Mais pour difficile que fût la situation, elle n'était pas sans espoir. Les Indiens, au contraire des nationalistes sud-africains, montrèrent de la sympathie à la Grande-Bretagne à l'heure du danger : « Nous ne cherchons pas, disait Gandhi, à tirer notre indépendance de la ruine de la Grande-Bretagne. » Le 7 juillet 1940, le Congrès offrit de collaborer avec le gouvernement et d'accepter que le Vice-Roi continuât à contrôler l'administration si un gouvernement national provisoire était créé. A cela Londres ne répondit que par la fameuse « offre d'août » qui n'était guère que la promesse vague de faire quelque chose après la guerre. Le Congrès refusa et les Indiens ne furent pas sans penser qu'il avait fallu la défaite de Dunkerque pour que le gouvernement britannique envisageât de faire un jour des concessions. Et ils eurent en fait à attendre la chute de Singapour pour que Londres acceptât de réexaminer le problème de l'Inde : Sir Stafford Cripps fut envoyé en mission à la Nouvelle-Delhi. Mais le projet de déclaration du gouvernement britannique promettant à l'Inde un statut de *Dominion* après la guerre apparut au Congrès comme « un chèque postdaté tiré sur un Empire en banqueroute ». Le résultat le plus clair de cette politique atermoyante de la Grande-Bretagne fut la perte pour les Alliés du potentiel militaire de l'Inde, car à partir de 1942 le désir des Indiens d'acquérir leur indépendance devint tel que tous les autres problèmes — y compris celui de la guerre mondiale — leur parurent secondaires.

L'étude de M. Mansergh se poursuit jusqu'à 1952. Il mène jusqu'à l'avènement d'Élisabeth II qui posa au *Commonwealth* d'importants problèmes constitutionnels, l'analyse de l'évolution amorcée au cours de la guerre. Il examine principalement la sécession définitive de l'Eire, l'accession de l'Inde et du Pakistan à l'indépendance et l'entrée de ces États dans le *Commonwealth*.

Hitler, en 1938-1939 pensait qu'il existait une « question coloniale » qui devrait un jour être réglée entre l'Allemagne et ce qu'il appelait les « puissances nanties » c'est-à-dire la France et surtout la Grande-Bretagne. Il voyait la solution de ce problème dans la substitution d'un Empire colonial allemand aux Empires français et anglais. Cette solution devait intervenir évidemment pendant et par la guerre mondiale. Il est vraiment curieux de constater que la Grande-Bretagne n'eut jamais, au cours de la guerre, à se soucier d'un tel problème : il n'a jamais été question pour elle de défendre son « Empire » contre les Allemands. Elle se heurta cependant à une « question coloniale » à laquelle les Allemands n'avaient d'ailleurs rien à voir. Elle eut d'abord à lutter contre ses propres alliés, Union soviétique et États-Unis, anticolonialistes par principe : il y eut par exemple une longue querelle entre Roosewelt et Churchill sur le point de savoir si la *Charte de l'Atlantique* s'appliquait ou ne s'appliquait pas à l'Inde. Elle eut d'autre part à accepter une évolution vers une plus grande indépendance, dans certains cas, vers une moins grande dépendance, en d'autres

cas, des membres présents, passés et à venir du *Commonwealth*. De ces difficultés, la Grande-Bretagne se tira à son honneur. Le *Commonwealth* est peut-être un système politique illogique mais la guerre a prouvé qu'il fonctionnait.

André SCHERER,
Archiviste de La Réunion.

La Nouvelle-Zélande

Dans la série *Histoire officielle de la Nouvelle-Zélande dans la deuxième guerre mondiale*, un volumineux ouvrage (1) étudie les relations, avec la mère patrie, d'un Dominion de population modeste situé, pour les Européens, à l'autre bout du monde. Son intérêt n'est pas seulement local et particulier, car l'évolution actuelle des grandes Communautés d'États en généralise la portée.

Le statut des Dominions est tel que seuls leurs Parlements respectifs pouvaient les engager dans une guerre déclarée par l'Angleterre. Au moment de Munich, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Irlande soulignèrent cette situation. Le 3 septembre 1939, c'est le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui entre en guerre avec l'Allemagne et non ceux des Dominions. Quand Chamberlain déclara à la Chambre des Communes que son pays était en guerre, il parlait de « son » pays, mais non du *Commonwealth*.

En fait, l'Irlande resta neutre pendant toute la guerre, mais l'Afrique du Sud entra en guerre trois jours et le Canada sept jours après l'Angleterre. L'Australie s'était déclarée immédiatement solidaire de l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande avait fait de même le 4 septembre. Le gouvernement néo-zélandais fut appuyé par la majorité de la population. C'était un gouvernement travailliste. L'orientation des esprits en faveur de la guerre était bien différente de celle qui avait régné dans le Dominion entre les deux guerres et qui ne s'était modifiée que dans les années précédant immédiatement le conflit. L'auteur commence par nous expliquer cette évolution.

La fondation du Parti travailliste néo-zélandais date de juillet 1916. A cette époque, il était contre le service obligatoire, il demandait que le capital fût requis et non les hommes. La violence de certains de ses chefs avait conduit ces derniers en prison. L'une des raisons pour lesquelles il resta ensuite antimilitariste, c'est qu'il craignait que, suivant des précédents, le gouvernement n'utilisât la force armée pour briser les grèves. Après la première guerre mondiale et à mesure que le souvenir de celle-ci s'estompait, le *Labour Party* grossit, la Nouvelle-Zélande glissant rapidement vers le pacifisme, surtout vers 1933-1934. « Au cours des débats sur le budget, en 1934, écrit M. Wood, les orateurs travaillistes critiquèrent le gouvernement, parce qu'il dépensait de l'argent pour une défense contre des attaques étrangères problématiques au lieu de combattre les ravages certains et continus de la pauvreté et de la misère. » Ces idées allaient se modifier sous la pression des événements extérieurs. L'arrivée des Travaillistes au pouvoir, à la fin de 1935, donna aux esprits une direction plus réaliste.

La Nouvelle-Zélande a toujours souffert du sentiment de n'être pas

(1) F. L. W. WOOD, *The New Zealand people at War (Les Néo-Zélandais pendant la guerre)*. En sous-titre : « Affaires politiques et étrangères », Section historique de la Guerre, ministère de l'Intérieur, Wellington, 1958, 395 p.

suffisamment écoutée à Londres. Tout au long de cet ouvrage, nous la verrons toujours aux côtés de l'Angleterre, quelque durs que soient certains sacrifices exigés par la mère patrie, mais toujours elle se plaindra de n'avoir pas eu, au chapitre, la voix qu'elle aurait voulu faire entendre.

La Nouvelle-Zélande avait, dans la *Société des Nations*, une foi profonde et elle en soutint le Conseil à maintes reprises. C'était là, aux yeux des Travaillistes, un organisme rêvé pour accroître le bonheur des peuples, pour se rapprocher des idéaux de la démocratie. Ses représentants à Genève y trouvaient l'occasion de faire entendre la voix de leur pays et d'y exprimer leurs opinions en toute indépendance. On les vit même, en 1936, au moment de la guerre civile d'Espagne, sur le point de s'engager sur des voies différentes de celles de l'Angleterre. Chez eux, on proclamait qu'il appartenait au peuple néo-zélandais de décider lui-même de sa destinée ; on pensait que la politique néo-zélandaise pouvait être influencée aussi bien par les événements du Pacifique que par ceux d'Europe.

En 1935, le gouvernement était encore conservateur (il le fut jusqu'à la fin de l'année). Le premier ministre Forbes déclara dans un discours, le 19 février, que « toute catastrophe qui toucherait la Grande-Bretagne toucherait inévitablement la Nouvelle-Zélande, étant donné les liens qui l'unissaient au vieux pays ». Il avait ajouté un peu plus tard : « Si la Grande-Bretagne entre en guerre, la Nouvelle-Zélande y entrera aussi. » Le *Labour Party*, qui était dans l'opposition, protesta : « Nous sommes certes solidaires du *Commonwealth*, déclara-t-il, mais une question aussi grave nécessite des discussions, un accord, et le Parlement doit être entendu. La jeunesse néo-zélandaise, ajoutait-il, ne doit pas être sacrifiée à des causes inconnues et sans que les représentants de notre pays en aient délibéré. » Cependant, en août 1935, quand l'Angleterre demanda à la Nouvelle-Zélande si cette dernière la suivrait dans la voie des sanctions envisagées contre l'Italie, le Dominion fit savoir qu'il était prêt à épauler l'Angleterre, ajoutant cependant dans une note confidentielle qu'il désirait ne pas être entraîné dans des affaires qui n'intéressaient pas directement le *Commonwealth*. Quand, à la fin de 1935, les Travaillistes arrivèrent au gouvernement, ils se déclarèrent prêts à suivre la direction que leur montrerait l'Angleterre, espérant toutefois que l'affaire ne prendrait pas un tour tragique. Il n'y eut que les pacifistes chrétiens pour s'opposer par principe à toute idée de conflit.

En d'autres termes, la Nouvelle-Zélande voulait des sanctions, mais ses exigences s'arrêtaient devant le danger d'un conflit armé. En 1936 et 1937, elle fit à Genève figure de champion du principe de sécurité collective et elle y demanda, comme à Londres, l'application de la Convention. Cette attitude de bravoure trouva des railleurs, qui insinuèrent qu'elle était prise à bon compte par un pays qui n'avait même pas de siège permanent et qui courait peu de risques.

Le gouvernement néo-zélandais, jaloux de ses prérogatives de Dominion, était prêt à donner à l'Angleterre toute son aide, mais il tenait à en être prié dans les formes. Le nouveau premier ministre Savage, ancien chef de l'opposition, reconnaissait que le gouvernement britannique lui adressait des informations régulières, mais soulignait qu'une information n'est pas une consultation, et il tenait à être consulté. Or, au cours d'une réunion des hauts commissaires des Dominions à Londres, Jordan, qui représentait la Nouvelle-Zélande, ayant demandé au haut fonctionnaire britannique qui présidait, si ses collègues et lui étaient là pour donner leur avis, il lui fut répondu sèchement qu'ils étaient là pour recevoir des informations et non pour être consultés.

Lord Halifax, qui était au *Foreign Office*, en 1939, écrivit plus tard : « Le 3 septembre 1939, les Dominions étaient en face d'un dilemme. Ou bien ils devaient approuver la politique dont ils n'avaient contribué que pour une faible part à établir le programme, ou bien ils devaient rester à part, et voir l'unité du *Commonwealth* brisée, peut-être à mort et pour toujours. »

En termes analogues, l'auteur montre que la destinée de la Nouvelle-Zélande dépendait de celle de l'Angleterre : vainqueur ou vaincu sur son propre sol, le Dominion vivrait si l'Angleterre gagnait la guerre ; il serait en péril si elle la perdait. Or, quelle contribution la Nouvelle-Zélande pouvait-elle apporter : des forces armées (à créer), des matières alimentaires (le pays dispose de grosses ressources agricoles) ? Mais les forces armées étaient presque inexistantes : quelques milliers d'hommes peu instruits. L'aviation trouvait de nombreux volontaires. L'armée n'avait aucun attrait pour la généralité des Néo-Zélandais. Pourtant, depuis longtemps, le gouvernement s'efforçait d'amorcer la création d'une véritable force armée convenablement instruite, mais il n'osait en parler publiquement ; c'est ainsi qu'en 1935 un projet de réarmement fut établi, mais il ne fut pas dévoilé. Malgré son vieux fonds d'antimilitarisme, l'évolution inquiétante des événements en Europe et en Chine le conduisit à ne pas réduire les dépenses d'armement votées par son prédécesseur en 1934 ; il décida, au contraire, d'augmenter très notablement la marine et l'aviation et de réorganiser l'armée, mais sans aller jusqu'au service obligatoire. Le 17 mai 1938, l'armée ne comptait encore que 7 000 hommes, dont 41 % n'avaient pas fait de période d'instruction depuis un an. En outre, la Nouvelle-Zélande ne disposait pas d'équipement ni de matériel de guerre, et la Grande-Bretagne était trop occupée à en fabriquer pour elle-même, elle ne pouvait pas en céder à ses Dominions.

La Nouvelle-Zélande commença à tourner les yeux vers les États-Unis lorsqu'elle soupçonna que les Anglais ne possédaient plus la puissance voulue pour parler haut en Extrême-Orient et dans le Pacifique. L'Angleterre devait avouer ouvertement, le 13 juin 1940, à la Nouvelle-Zélande, que la situation lui interdisait pour le moment d'envoyer des renforts en Extrême-Orient. C'est à ce moment que la Nouvelle-Zélande demanda à l'Angleterre le droit d'avoir un ministre à Washington ; elle attendit onze mois pour avoir son propre représentant aux États-Unis. Déjà, en 1935, les Américains, sous prétexte de développer leurs routes aériennes, mais sans doute aussi avec le pressentiment que des bases créées dans le Pacifique pourraient éventuellement servir à deux fins, avaient annexé les îles Howland, Baker et Jarvis, que l'Angleterre considérait comme faisant partie des Phœnix, quoique en marge de l'archipel. L'année suivante, ils avaient demandé à occuper Canton, Enderbury, qui étaient au centre des Phœnix, et aussi Christmas, à la vérité plus éloignée encore que Jarvis ; or, la division navale néo-zélandaise patrouillait dans les parages de cette île. En avril 1939, l'Amérique demanda certaines des îles Cook que la Nouvelle-Zélande considérait comme siennes. Des accords furent conclus, qui donnaient satisfaction à tous les intéressés.

La situation mondiale, dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre, transforma profondément les idées des Néo-Zélandais. L'entrée en guerre les trouva, psychologiquement et même matériellement, prêts à aider la mère patrie. Dès le mois de septembre, des volontaires affluaient. On ne parlait pas ouvertement de l'envoi outre-mer d'une force expéditionnaire, mais tout le monde savait qu'on s'y préparait. En décembre, le premier échelon était prêt à s'embarquer quoiqu'il fût insuffisamment équipé et instruit. Un deuxième échelon fut formé, puis un troisième qui partit en août 1940.

L'emploi des forces néo-zélandaises allait poser un problème délicat qui mit souvent son chef, le général Freyberg, dans un cruel embarras. Le gouvernement de Wellington entendait que les divisions néo-zélandaises combattissent sans être morcelées en fractions incorporées dans les unités britanniques et, de plus, il voulait en contrôler l'emploi. Le général Freyberg était un Néo-Zélandais qui avait combattu brillamment pendant la première guerre mondiale et qui avait poursuivi sa carrière dans l'armée britannique. Comme chef militaire, il était aux ordres de supérieurs britanniques commandant de grandes unités. Comme chargé de mission par son gouvernement, il devait rendre des comptes à ce dernier. Quand la France fut battue, le premier échelon de la 1re division néo-zélandaise était en Égypte. Freyberg arriva au Caire pour le trouver divisé en six fractions, que les Anglais avaient dispersées en allant au plus pressé ; il eut toutes les peines du monde à les regrouper.

La campagne de Grèce une fois décidée, campagne dont tout le monde prévoyait l'issue malheureuse étant donné les faibles effectifs dont les Alliés pouvaient disposer, le commandement britannique envoya en Grèce les Néo-Zélandais sans que Freyberg ait pu consulter son gouvernement. Celui-ci fulmina contre lui quand il apprit le désastre. Ce fut bien pis lorsque la Crète, où avaient abordé 19 000 hommes évacués de Grèce (et parmi eux se trouvaient des Néo-Zélandais), fut conquise par les Allemands. Freyberg se vit rappeler de manière pressante que son devoir était de tenir son gouvernement au courant de la situation, de manière à ne pas laisser engager les forces néo-zélandaises dans des entreprises vouées à la catastrophe.

Lorsque les succès foudroyants des Japonais firent craindre aux Néo-Zélandais l'invasion de leur pays, ces derniers regrettèrent d'avoir des divisions en Afrique du Nord, dans le Moyen-Orient, et de ne plus disposer dans le Pacifique que de forces insuffisantes. Pourtant, la Nouvelle-Zélande hésita longtemps à demander le rappel de ses troupes et, lorsqu'elle s'y décida, elle comprit les raisons que lui opposa Churchill. Il lui devint extrêmement difficile d'entretenir à leurs effectifs normaux les forces détachées au loin, celles qui tenaient les Fidji et les Tonga et en même temps de conserver à l'agriculture la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire aux demandes américaines. En juillet 1942, les forces néo-zélandaises comptaient 154 550 hommes : c'était presque le dixième de la population.

Voilà les idées essentielles de cette étude. Il y aurait d'autres domaines dans lesquels il serait intéressant de suivre l'auteur, notamment les grèves de mineurs, les « objecteurs de conscience », l'impossible renvoi au front des hommes revenus du Moyen-Orient en congé de longue durée. Ce livre a été composé à l'aide de documents, non encore publiés, confidentiels même, que conservent le Département du Premier Ministre et celui des Affaires étrangères.

G. Renondeau.

Inde

On sait que les Services historiques combinés de l'Inde et du Pakistan ont entrepris la rédaction d'une histoire des forces indiennes pendant la deuxième guerre mondiale qui doit comprendre une vingtaine de volumes. Elle se divisera en trois séries : fronts occidentaux, fronts orientaux, organisation et administration. Le volume dont il est question ici appartient à la dernière catégorie (1) ; il a pour but de montrer l'accroissement considé-

(1) *Official History of the Indian army forces in the Second World War. Expansion of the armed forces and defence organisation (1939-1945t)*, Longmans, 1956, 546 p.

rable des forces militaires de l'Inde au cours de la dernière guerre. Il a été rédigé pour la plus grande partie par Sri Nandan Prasad, une substantielle introduction étant écrite par Bisheshwar Prasad, qui dirige l'ensemble de la publication des vingt volumes.

Bisheshwar Prasad ne manque pas de souligner, ainsi qu'il l'a fait dans d'autres volumes de la collection que, l'Angleterre n'ayant pas cru devoir augmenter ses armements dans les années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, la puissance militaire de l'Inde en souffrit. Son armée ne fut ni accrue ni modernisée. Bisheshwar Prasad dit d'ailleurs que « l'opinion publique de l'Inde désirait vivement entretenir une force suffisante pour protéger l'Inde proprement dite, mais était opposée à toute augmentation de dépenses militaires car elle craignait que les Indiens fussent utilisés pour participer aux guerres de l'Empire ». Cette opposition était d'autant plus forte, dit-il encore, que les Indiens trouvaient peu agréable d'entretenir une armée dont les officiers étaient en majorité britanniques et qui comprenait d'ailleurs une proportion « injustifiée » d'unités purement britanniques. Les Indiens considéraient (c'est toujours Bisheshwar Prasad qui parle), l'armée des Indes comme une armée d'occupation.

Le 1er octobre 1939, cette armée comprenait 353 213 hommes en Inde et à l'extérieur. Dans ce nombre se trouvaient 62 469 hommes appartenant aux unités britanniques. Le recrutement était volontaire ; il s'effectuait pour la plus grande partie dans des zones particulières et dans certaines classes. Les services indiens de la Marine et de l'Air étaient à peu près inexistants. Tout le matériel (armes, équipements, etc.), devait venir de l'Angleterre car l'industrie indienne était fort peu développée. Quand les communications entre l'Inde et l'Angleterre devinrent difficiles, tout ce dont on avait besoin pour accroître l'armée indienne n'arriva qu'au compte-gouttes, ce qui entraîna des retards considérables.

Après l'entrée en guerre, en 1939, il se passa quelque temps avant qu'un plan d'accroissement des forces fût adopté.

En 1940, conformément à un plan A, 5 nouvelles divisions furent recrutées et organisées pour remplacer 5 divisions et une brigade envoyées à l'extérieur. En 1941, un autre plan pour 5 divisions et une brigade blindée fut projeté. De proche en proche, les effectifs s'élevèrent le 1er octobre 1945 à 2 647 017 hommes dont 240 615 appartenant à l'armée britannique et 21 633 à l'armée birmane. Il faut ajouter à ce nombre la marine indienne avec 27 600 marins environ et les forces de l'air avec plus de 30 000 hommes. La marine ne pouvait constituer qu'un modeste apport aux forces navales de l'Empire avec ses 6 sloops, ses 4 corvettes et ses 21 dragueurs de mines ; l'aviation indienne ajoutait 9 escadrilles aux forces de l'air britanniques.

Un problème difficile à résoudre fut la formation de techniciens dans un pays qui n'en comptait guère. Un autre, non moins délicat, fut le recrutement d'officiers. Pour des raisons politiques les autorités britanniques s'étaient montrées peu enclines à développer les cadres officiers en utilisant les Indiens qu'ils laissaient généralement dans les rangs inférieurs. Toutefois, depuis la guerre de 1914-1918, la situation s'était un peu améliorée et un noyau d'officiers indiens avait été formé. Au cours de la dernière guerre, l'indianisation des cadres officiers se généralisa et de 1 500 en 1939 il atteignit 15 000 en 1945.

Grâce à cette expansion, des divisions indiennes avaient libéré l'Est africain des troupes italiennes, elles avaient participé à la campagne d'Afrique du Nord contre les Italiens et les Allemands ; d'autres entrèrent dans la composition de la 8e Armée britannique pour la conquête de l'Italie. Les forces indiennes combattirent en Syrie, en Irak et en Iran. Elles s'oppo-

sèrent à l'armée japonaise depuis Hong-Kong jusqu'à la Birmanie. C'est surtout en Malaisie, qu'elles supportèrent les coups les plus durs, car 70 000 hommes y furent faits prisonniers, et en Birmanie.

Pendant la guerre, les pertes s'élevèrent à 175 000 hommes (officiers inclus), mais le nombre des tués ne dépassa pas 20 000.

L'effort militaire de l'Inde fut considérable. Il est juste, toutefois, de remarquer que, eu égard à la population totale du pays, et en comparaison avec les chiffres atteints par l'Allemagne ou les Soviets, les effectifs mis sur pied n'ont rien qui puisse surprendre.

Le commandement supérieur resta pendant la guerre aux ordres du gouvernement britannique. L'expansion de l'armée fut entièrement dirigée par les Anglais. Ceux-ci eurent naturellement à développer leurs moyens de commandement et d'organisation des services.

Un chapitre très important est consacré à la démobilisation dont on devine qu'elle présenta en Inde des caractères particuliers. Elle ne fut certes pas improvisée et l'auteur de ce chapitre expose clairement les étapes d'une étude très approfondie, mais l'exécution n'alla pas sans quelque confusion.

Sous forme d'appendices, des tableaux en nombre important (61), bourrés de détails et de chiffres, viennent à l'appui de l'exposé.

Reconnaissons que malgré un sujet un peu sévère et compliqué, l'ouvrage reste parfaitement clair.

G. Renondeau.

NOTES DE LECTURE

Le chancelier Wirth à Paris en avril 1940

Dans le numéro d'avril 1958, de la *Revue politique et parlementaire*, le président Ernest Pezet relate la visite que fit à Paris, en avril 1940, le chancelier Wirth. Vivant alors en Suisse, Wirth était venu à Paris avec l'accord de l'Ambassade française à Berne ; c'est après avoir pris au *Quai d'Orsay* des contacts sur lesquels nous ne savons rien, qu'il rencontra à deux reprises M. Pezet, dont le récit ne rend compte, par conséquent, que d'une partie des entretiens et démarches de l'ancien chancelier.

M. Pezet insère dans son article le texte du rapport qu'il remit au président du Conseil, Paul Reynaud. Il en résulte que Wirth avait gardé des relations avec le général Gessler, lui-même lié au général Halder. Wirth aurait reçu, en février 1940, la visite de deux envoyés du *Foreign Office*.

Cette venue de Wirth à Paris en temps de guerre franco-allemande, est plus insolite qu'importante. D'une part, l'ancien chancelier ne connaît qu'imparfaitement, en raison de son exil, l'évolution de l'opinion publique allemande ; il croit, par exemple, que les Bavarois regrettent la dynastie des Wittelsbach et il envisage sa restauration. D'autre part, Wirth n'apporte aucune possibilité réelle d'action, et encore moins un plan ; il effectue un sondage sur la résolution et la force des Alliés et on ne sait trop à qui, par la suite, il devra rendre compte de ses conclusions.

P. Pezet a bien raison de souligner « que cette visite s'insère dans tout un ensemble de démarches, missions, colloques entre des émissaires anti-hitlériens haut placés et des personnalités étrangères généralement alliées en vue de mettre fin à la fois au régime nazi et à la guerre ». L'état d'esprit qui anime ces missionnaires est fait plus de crainte pour l'avenir de leur pays, que de véritable condamnation du nazisme. Ils s'exagèrent la puissance alliée et les risques que court l'Allemagne. Ils voudraient mettre un terme à l'aventure avant que la catastrophe ne devînt irréparable. Mais leurs projets pour renverser Hitler sont aussi imprécis qu'est inconnue la véritable force de l'opposition. Ils reprochent au *Fuhrer* moins sa culpabilité que sa responsabilité envers leur pays. Les premiers succès de la *Wehrmacht* mirent vite un terme à cette fronde.

H. MICHEL.

La presse et le nazisme naissant

Une nouvelle collection se propose de faire l'histoire de la presse au moyen d'exemples concrets et qui, jusqu'ici, appartiennent tous à l'histoire contemporaine : histoire d'un journal ou présentation d'une période à travers la presse. Le présent volume (1) a trait à la montée de l'hitlérisme en Allemagne, de mai 1932 à juillet 1933. L'auteur se recommande par ses travaux antérieurs qui font autorité en matière d'histoire allemande ; il a soigné de manière particulière la présentation de son ouvrage, non seulement par le choix des textes empruntés à un large éventail de la presse mondiale, par celui des illustrations (photographies ou caricatures), que par la pertinence de son introduction et surtout les annexes de la fin ; étude du cas particulier de la *Frankfurter Zeitung*, journal libéral qui a pu survivre jusqu'en 1943 ; repères chronologiques de 1918 à 1934 ; repères électoraux (résultats des élections à la présidence et au Parlement, de 1928 à 1938) ; notes diverses accompagnant le texte et toutes rejetées en fin de volume ; bibliographie commode avec quelques appréciations critiques, indications biographiques et liste des journaux analysés avec les lacunes qui n'ont pu être comblées. La conclusion est que l'essentiel des événements a pu, sur l'heure, être connu par la presse. Et, seules, quelques appréciations ou quelques prophéties malheureuses, comme celle de Léon Blum sur le déclin de l'hitlérisme en 1932, sont à relever qui peuvent diminuer la valeur de la presse : celle-ci ne peut non plus donner immédiatement les « dessous » des événements. Mais il reste que l'on ne peut nier son rôle d'instrument d'information.

H. CALVET.

(1) A. GROSSER, *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature*, P. Colin, 1959, 18 × 11,5 cm, 254 p. ill. (coll. « Kiosque »). Prix 7,50 NF.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Albrecht-Carrie (René). — *France, Europe and the two world wars*, Genève, Droz ; Paris, Minard, 1960, gr. in-8°, 351 p.

(Études d'hist. écon., polit. et sociale, 33.)

Les communistes pendant la deuxième guerre mondiale. Pour le 15e anniversaire de la défaite de l'hitlérisme, *Nouv. r. intern.*, mai 1960, pp. 95-109.

Dans les différents pays d'Europe. Bref historique.

**The New Cambridge history*, vol. XII : *The Era of violence, 1898-1945*, edited by David Thomson, Cambridge, The University Press, 1960, in-8°, xxii-602 p.

Politique générale. Évolution sociale, économique, intellectuelle. Organismes internationaux. Révolution russe. Guerre de 1914-1918. Évolution de la technique et de l'art militaire, etc.

*Remond (René). — *Les catholiques, le communisme et les crises (1929-1939)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1960, in-16, 128 p.

« Kiosque », n° 7.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Badia (Gilbert). — Importance et limite de la résistance allemande à Hitler, *Pensée*, mai-juin 1960, pp. 113-117.

Art. bibliographique.

Battaglia (R.). — La Résistance italienne : des mémoires à l'exposé historique, *Cah. intern. de la Résistance*, juill. 1960, pp. 92-105.

**Bibliography of books in Hebrew on the Jewish catastrophe and heroism in Europe*, Jérusalem, Yad Washem-Yivo, 1960, in-8°, 434 p.

Édité sous la direction de Philip Friedman, 1 246 références d'ouvrages sur les diverses communautés, souvenirs et témoignages, ouvrages sur les résistances juives et les révoltes des ghettos.

Bonnin (Georges). — Les archives allemandes d'Alexandria, *R. historique*, juill.-sept. 1960, pp. 105-111.

Archives politiques et militaires allemandes de la deuxième guerre mondiale.

« L'histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique, 1941-1945 », ouvrage en 6 vol. en préparation, *Cah. intern. de la Résistance*, juill. 1960, pp. 192-194.

Plan de la publication ; ces vol., dont le 1er est signalé ci-après, paraîtront au cours des années 1960-1961.

Istorija Velikoj Otecestvennoj vojny [Histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique (1941-1945)], *Kommunist*, n° 9, 1960, pp. 77-108.

Introduction à l'*Histoire de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique (1941-1945)*, préparée par l'Inst. de Marxisme-Léninisme...

Michel (Henri). — Pour une chronologie de la Résistance, *R. historique*, juill.-sept. 1960, pp. 111-123.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Amsler (Jean). — La jeunesse vagabonde de Hitler, *Miroir de l'histoire*, oct. 1960, pp. 413-421, ill.

Extrait d'un livre annoncé (Nouv. librairie de France, 1960).

Audiat (Pierre). — L'opposition à Hitler, *R. de Paris*, juill. 1960, pp. 141-155.

Sur quelques livres consacrés à la guerre et, notamment, sur le numéro spécial de la *R. d'hist. de la deuxième guerre mondiale*, consacré à l'opposition à Hitler.

*Bergen (Achim). — *Der stille Befehl. Medizinalrat Kersten, Himmler und das Dritte Reich*, München, Nymphenburger Verl., 1960, in-8°, 208 p.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de F. Debyser.

*Bullock (Alan). — *Hitler : a study in tyranny*, New York, Harper, 1960, in-8°, 576 p.

*Broad (Lewis). — *The War that Churchill waged*, London, Hutchinson, 1960, 472 p.

L'action de Churchill durant la deuxième guerre mondiale.

Cairns (John C.). — General de Gaulle and the salvation of France (1944-1946), *J. of Modern History*, sept. 1960, pp. 251-259.

Compte rendu critique des *Mémoires*.

Chauvin (G. A.), gén. — Deux ans à l'École de Guerre avec Charles de Gaulle, *Miroir de l'hist.*, juill. 1960, pp. 14-22, phot.

*Cooper (Diana), Lady. — *Trumpets from the steep*, London, R. Davis, 1960, in-8°, 253 p., pl. h.-t.

*Cooper (Arthur Duff). — *Au delà de l'oubli*, Paris, Gallimard, 1960, in-8°, 447 p.

Ministre de l'Information au début de la guerre, puis délégué auprès du gouvernement provisoire d'Alger, enfin ambassadeur à Paris en 1945.

*Dušĕn'kin (V.). — *Ot soldata do maršala. Žizn' i boevoj put' maršala Sovetskogo Sojuza V. K. Bljukhera* [*De soldat à maréchal. La vie militaire du maréchal de l'Union soviétique V. K. Bljukher*], Moskva, gospolitizdat., 1960, 133 p., fig., portr.

*Fraenkel (Heinrich), Manvell (Robert). — *Goebbels. Sa vie, sa mort*, Paris, Laffont, 1960, in-8°, 424 p.

Gérard (J. O.). — Le gouverneur militaire pour la Belgique et le nord de la France von Falkenhausen parle, *Europe-Magazine*, 11 mai à 8 juin 1960, ill.

Griebel (Alexander). — Generaloberst Ludwig Beck, *Die Rundschau*, juin 1960, pp. 506-511.

Gruart (Léon). — Le 18 juin 1940, *Miroir de l'hist.*, juill. 1960, pp. 30-40, phot.

Circonstances de l'appel de de Gaulle.

*Heiber (Helmut). — *Adolf Hitler. Eine Biographie*, Berlin-Dahlem, Colloquium-Verl., 1960, in-8°, 159 p.

(Beiträge zur Zeitgeschichte.)

*Hilger (Gustav). — *Stalin. Aufstieg der UdSSR zur Weltmacht*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1959, in-8°, 98 p.

*Horrocks (Brian), lieut. general, Sir. — *A full life*, London, Collins, 1960, in-8°, 320 p., cartes.

Mémoires d'un commandant de corps sous les ordres de Montgomery.

*Ismay (H. L.), General, Lord. — *The Memoirs of General the Lord Ismay*, London, Heinemann, 1960, in-8°, 486 p., pl. h.-t.

Lord Ismay était chef d'É.-M. au ministère de la Défense, de 1940 à 1946, et membre de la Commission des chefs d'É.-M. Il a participé à la plupart des conférences interalliées.

*Jeremenko (A. J.). — *Als Fälscher entlarvt. Eine Auseinandersetzung mit einigen Darstellungen ehemaliger Hitlergenerale*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nation de Vertesdigung, 1960, in-8°, 120 p.

Critiques par un maréchal de l'Union soviétique des ouvrages des généraux Guderian, Doerr, v. Tippelskirch, Zeitzler, Westphal, Blumentritt et du maréchal v. Manstein.

*Juin (Alphonse), maréchal. — *Mémoires*, t. II : *Libération de la France, Maroc, Alliance atlantique*, Paris, Fayard, 1960, in-8°, 380 p.

Cf. *Figaro litt.*, 14 juin et suiv.

Lettres de Mussolini et d'Henri de Man, *Écrits de Paris*, juill.-août 1960, pp. 79-96.

Correspondance échangée entre Mussolini et de Man au sujet du livre de ce dernier *Au delà du marxisme*.

Macintyre (Donald), Capt. — Fighting Admiral, *Sunday T.*, 7, 14, 21 août 1960.

Extraits d'une biographie de l'amiral Somerville, concernant en particulier les négociations à Oran, en 1940, sur la reddition de la flotte française et l'attaque de Gênes en 1941.

*Martelli (George). — *L'homme qui a sauvé Londres*, Paris, Julliard, 1960, in-16, 320 p. (Édition anglaise : *Agent extraordinary*, L. Collins, 1960).

En repérant les bases de lancement des V[1], Michel Hollard, du réseau « Agir ».

*Messe (Giovanni). — *La Mia Armata in Tunisia : Come fini la guerra in Africa*, Nuova ed. rivista, Milano, Rizzoli, 1960, in-8°, 306 p., pl., 23 c.

Nouvelle édition tenant compte d'études récentes (Montgomery, Koeltz, etc.).

*Mierisch (Helene). — *Aerzte, Schwestern und Soldaten*, Biberach a. d. Riss. Köhlers Verlag, 1960, in-8°, 387 p,

Mémoires d'une infirmière de la C.-R. allemande.

MOURIN (Maxime). — Agonie d'un régime et drame de famille : Le procès et l'exécution du comte Ciano, *Figaro littéraire*, 30 juillet et 6 août 1960, pp. 1-7 et 7.

Extraits d'un livre à paraître (Hachette).

NENNI (Pietro). — *Vingt ans de fascisme. De Rome à Vichy*, trad. de l'italien..., Paris, Maspero, 1960, in-8°, 300 p.

Cahiers libres, nos 12-13.

*REYNAUD (Paul). — *Mémoires*, I. *Venu de ma montagne*, Paris, Fayard, 1960, in-8°, 460 p., pl. h.-t.

Sa jeunesse et les débuts de sa vie parlementaire.

ROOS (Hans). — Josef Pilsudski und Charles de Gaulle. Ein Vergleich zweier Staatsmänner und zweier Verfassungen, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1960, pp. 257-268.

*RUBAKIN (A.). — *V vodovorote sobytij. Vospominanija o prebyvanii vo Francii v 1939-43 g.* [*Dans le tourbillon des événements. Souvenirs d'un séjour en France en 1939-1943*], Moskva, Socekgiz, 1960, 272 p.

*RUGE (Friedrich). — *Rommel face au débarquement 1944*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°, 315 p., ill. et c. h.-t.

SCHRAMM (Wilhelm Ritter von). — Vom Generalstalstabschef zum Staatsmann. Generaloberst Ludwig Beck, *Frankf. Allgm. Ztg.*, 18 juin 1960, pp. 16-18.

STRAUBE (Manfred). — Neue Beweise für die faschistische Vergangenheit Theodor Oberlanders, *Z. f. Geschichtswissenschaft*. H. 4., juill.-août 1960, pp. 856-873.

STUBBE (Walter). — In Memoriam Albrecht Haushofer, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1960, pp. 236-257.

Documents inédits sur la participation de A. H. à l'envol de Rudolf Hess vers l'Angleterre en mai 1941.

SUSMEL (Duilio). — Verità e romanzo giallo sul « grande diario personale » di Mussolini, *Tempo* (Milano), 9 juill. 1960, pp. 19-25, fac-sim., phot.

Le *Journal* de Mussolini a indiscutablement existé et fut confié au commissaire Panvini en mars 1945, mais certains « agendas » prétendus authentiques sont d'habiles falsifications.

SUSMEL (Duilio). — La Vita sbagliata di Galeazzo Ciano. La prima completa biografia di Ciano..., *Tempo*, Milano, 1er et 8 oct. 1960, pp. 34-62, et 36-45, photos *(à suivre)*.

D'après des documents et des témoignages inédits.

*TJULENEV (I. V.). — *Čerez tri vojny* [*Au cours de trois guerres*], Moskva voenizdat., 1960, 256 p., fig.

Souvenirs d'un général d'armée.

*TURNER (John Frayn). — *Histoire du débarquement*, introd. de Jacques MORDAL, Paris, Arthaud, 1960, in-8°, 308 p.

(Les clefs de l'Aventure.)

*VILLA (Ettore). — *Milano-Tobruk-India. Pres. di Cesare Angelini*, Torino, S.E.I., 1959, in-8°, 502 p.

Souvenirs de guerre et de captivité d'un combattant italien sur le front d'Afrique.

*WEINBERG (Gerhard L.). — « *Hitlers zweites Buch* ». *Ein Dokument aus dem Jahre 1928*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1960, in-8°.

Inédit de Hitler provenant des archives allemandes conservées aux États-Unis.

Janusz Widzialny Niepokonany [pseudo.]. — *Człowiek z pola smierci mowi ? Katyn 1939-1940* [*Un homme du champ de la mort parle-t-il ? I Katyn 1939-1960*], Clamart, L'auteur, 1960, in-8°, 244 p.

Serait le premier volume de témoignages d'un survivant des massacres de Katyn et de Lwow. Organisateur d'un réseau de résistance polonaise.

*WIEDENFELD (Kurt). — *Zwischen Wirtschaft und Staat. Lebenserinnerungen*, Berlin, W. de Gruyter, 1960, in-8°, VIII-240 p.

L'auteur a été attaché au département économique de l'*Auswärtige Amt* (1918-1921), représentant du Reich à Moscou (1921-1922), professeur à l'Université de Leipzig (1923-1936).

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

GAJEK (Irzi). — Zakhvat fašistskimi agressorami Čekhoslovakii v marte 1939 goda [L'annexion de la Tchécoslovaquie par les agresseurs fascistes en mars 1939], *Nov. i noveiš. ist.*, n° 4, 1959, pp. 4-18.

COLLOTTI (Enzo). — Sul significato del Patto di Monaco a proposito di alcuni recenti studi, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv.-mars 1960, pp. 42-71.

*HOFER (Walther). — *Die Entfesselung des 2. Weltkrieges. Eine Studie über die internationalen Beziehungen im Sommer 1939. Mit Dokumenten*, Neubearb. Ausg. Frankfurt a. M., Fischer, 1960, in-8°, 378 p.

(Bücher d. Wissens. Fischer-Bücherei, 323.)

KIELMANSEGG (Peter Graf). — Die militärisch-politische Tragweite der Hossbach-Besprechung, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1960, pp. 268-275.

*RÖNNEFAHRT (Helmuth K. G.). — *Die Sudetenkrise in der internationalen Politik*, Wiesbaden, Steiner Verl., 1960.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. europäische Geschichte, Mainz. Bd. 21.)

Rozmowy Beck-Göring z 23 lutego 1938 r. [Les entretiens Beck-Göring du 23 février 1938], ed. par Jozef Chudek, *Spr. Miedzynar*, n° 5, mai 1960, pp. 53-57.

Notes de chancellerie polonaise inédites, au sujet de la crise autrichienne.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*DAHMS (Hellmuth Günther). — *Der zweite Weltkrieg*, Tübingen, R. Wunderlich, 1960, in-8°, 603 p., c.

*DAHMS (Hellmuth Günther). — *Der zweite Weltkrieg. Militär politischer Abriss. 2. Aufl.*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 492 p.

**Istorija Vel. Otecestvennoj Vojny Sov. Sojuza, 1941-45* [*Histoire de la grande guerre patriotique de l'Union Soviétique, 1941-45*, en 6 vol.], Moskva, I-t marks.-leninizma, Voenizdat, 1960, t. I, in-4°, pl. h.-t., cartes, couv. mobile ill.

(I-t marks.-leninizma pri CK KPSS.)

T. I : Préparation et déclenchement de la guerre par les puissances impérialistes (Introd., 1re *part.* : L'U.R.S.S. et le monde capitaliste à la veille de la deuxième guerre mondiale : les deux foyers de la guerre mondiale. La victoire du socialisme en U.R.S.S. et sa signification pour le renforcement de la défense du pays. L'agression fasciste en 1935-1938. Les tentatives de création d'un front uni antifasciste et leur échec ; 2e *partie :* L'U.R.S.S. et le monde capitaliste pendant la première période de la deuxième guerre mondiale : début de la deuxième guerre mondiale. Élargissement de la famille fraternelle des peuples soviétiques et mesures de l'U.R.S.S. pour le renforcement de la sécurité de ses frontières. La deuxième guerre mondiale après la capitulation de la France ; 3e *partie :* Préparation par l'Allemagne de l'agression de l'U.R.S.S. Situation de la défense de l'Union soviétique. Situation intérieure de l'Allemagne. L'Union soviétique à la veille de la guerre patriotique. Les forces armées soviétiques devant l'agression de l'Allemagne. Tables.

**The Picture history of World War II, 1939-45*, New York, Grosset & Dunlap, 1960, in-4°, 272 p.

*ROPP (Theodore). — *War in the modern world*, Durham, Duke Univ. Press, 1959, in-8°, xv-400 p.

Chap. X : « The 2nd World War », pp. 294-368.

*STERN (Leo). — *Der zweite Weltkrieg. 2. Aufl.*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 488 p.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*BARNETT (Correlli). — *The Desert generals*, London, W. Kimber, 1960, in-8° 320 p., pl. h.-t., cartes.

Importance du rôle d'Auchinlek dans la préparation de la victoire d'El Alamein. Cf. *Monde*, 7 sept. 1960, p. 5 ; *Carrefour*, 14 sept., pp. 21-26.

*BERNOTTI (Romeo). — *Storia della guerra nel Mediterraneo (1940-1943)*, Roma, Vito Bianco edit., 1960, in-8°, 343 p., pl., ill. h.-t.

Dwa memoriały sztabowe na temat Zwiazku Sowieckiego z połowy 1940 r [Deux mémoires d'état-major concernant l'Union soviétique dans le 2e semestre de 1940], *Bellona* (Londres), n° 1, 1960, pp. 36-46.

Le col. A. Kedzior, chef d'état-major, donne le texte d'un document fourni par lui, le 15 mai 1940, au général Sikorski, ainsi que celui d'un projet soumis, le 4 juin, par les colonels Matuszewski et Kowalewski.

**Entscheidungsschlachten des zweiten Weltkrieges. Im Auftrag des Arbeitskreises für Wehrforschung*, Stuttgart, Hrsg. von Dr. Hans-Adolf JACOBSEN und Dr. Jürgen ROHWER, Frankfurt a. M., Verl. f. Wehrwesen Bernard u. Graefe, 1960, in-8°, xx-580 p., pl. h.-t, c. jointes.

GLABISZ (K.), gen. bryg. — Działalnosc niemieckich dowodztw w Kampanii Wrzesniowej [L'action des commandants allemands dans la campagne de septembre], *Bellona* (Londres), n° 1, 1960, pp. 24-36, 4 ordres de batailles joints.

Rôle de Rundstedt, Bock, List, Reichenau, Kluge, etc.

JACOB (Sir Ian). — Statesmen and soldiers in war, *Foreign Affairs*, juill. 1960, pp. 656-664.

Considérations sur la conduite de la guerre en Grande-Bretagne et aux États-Unis et les rapports entre hommes politiques et chefs militaires.

*Jacobsen (Hans Adolf). — *Dokumente zum Westfeldzug 1940*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1960, in-8°, VIII- 340 p. (Studien u. Dokumente zur Geschichte d. 2. Weltkrieges. Bd. 11/*b*.)

Lanz (Hubert), General. — Gebirgstruppen im Kampf um Festungen. Die deutsche Planung zum beasichtigten Angriff auf Gibraltar, *Allg. schw. mil. Zt.*, juin 1960, pp. 483-501, carte.

Projets d'attaque de Gibraltar dans le cadre de l'opération Felix. Instructions générales du 12 nov. 1940. Ordre de bataille. Entraînement au camp du Valdahon. Plan d'attaque.

Łowczowski (Gustaw) Płk dy. — Polska doktryna wojenna 1919-1939 (artykuł dyskisyjny) [La doctrine polonaise en matière de guerre de 1919 à 1939. Article à thèse], *Bellona* (Londres), n° 1, 1960, pp. 3-24.

En partie cause de la défaite polonaise de septembre 1939.

Novodran (V.). — Napadenie gitlerovskoi Germanii no Pol'šu v 1939 godu [L'agression de l'Allemagne hitlérienne contre la Pologne en 1939], *Nov. i noveis. ist*, n° 4, 1959, pp. 19-35, carte.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Baumbach (Werner). — *Broken swastika*, Translated by Frederick Holt, London, Hale, 1960, in-8°,224 p.

Apologie de la Luftwaffe.

Emme (Eugene M.). — Technical change and western military thought 1914-1945, *Military affairs*, printemps 1960 (vol. XXIV, n° 1), pp. 6-19.

**Illustrated record of German Army equipment, 1939-1945*, London, War Office, 1959.

Konstantinov (I.). — Raketnaja bombardirovka Anglii, 1944-1945 [Le bombardement de l'Angleterre par fusées, 1944-1945], *Voen. ist. žurnal*, n° 6, 1960, pp. 53-67, avec carte.

Le Masson (Henri). — La brève existence des torpilleurs d'escadre du type « Le Hardi » (1932-1943), *R. mar.*, août-sept. 1960, pp. 987-994, ill.

Caractéristiques et destinée de ces navires de 1939 à 1945 (certains passèrent dans la flotte italienne).

Lemonnier, amiral. — Les armes secrètes d'Hitler et celles des Alliés, *R. Déf. nationale*, juill. 1960, pp. 1212-1235.

Mines à dépression, sous-marins type 21, avions à réaction et fusées. Bombe atomique.

Leroy Taylor, capt. — Naval operations in confined waters and narrow seas, *U.S. Naval Inst. proceed.*, juin 1960, pp. 55-60, phot.

D'après les expériences de la deuxième guerre mondiale : Baltique, Méditerranée orientale, mer Rouge, golfe Persique, etc.

*Lloyd (John). — *R.A.F. aircraft of World War II (including some aircraft of F.A.A.)*, London, Allan, 1959, in-8°, 64 p.

*Lusar (Rudolf). — *German secret weapons of the II World War*, New York, Philosophical Literary, 1959, in-8°, XIV-264 p.

*Ogorkiewicz (Richard M.). — *Armour ; the development of mechanised forces and their equipment*, London, Stevens, 1960, in-8°, x-475 p., pl.

En grande partie sur la deuxième guerre mondiale.

*Renz (Otto Wilhelm von). — *Deutsche Flug-Abwehr im 20. Jahrhundert*, Berlin, Frankfurt a. M., E. S. Mittler u. Sohn 1960, in-8°, 208 p., ill.

La D.C.A. allemande pendant la deuxième guerre mondiale, pp. 98-195.

Sagajdak (P.), Cyganok (A.). — Ispol'zovanie vozdušnykh desantov v velikoj otečestvennoj vojne [Utilisation des troupes de débarquement aéroportées pendant la grande guerre patriotique], *Voen. ist. žurnal*, n° 8, 1960, pp. 16-33, c.

Stampfer (Norbert), major. — Die Gebirgstruppe im Zweiten Weltkrieg. Taktische und organisatorische Auswertung, *Allg. schw. mil. Zt.*, juill.-août 1960, pp. 563-576, 675-690.

Les exemples sont tirés de la campagne de Norvège, de celle de Grèce (Ligne Metaxas), du Caucase (fin juill. 1942) et d'Italie.

Svetlišin (N. A.). — V Berlinskoj operacii [Lors de l'opération de Berlin], *Vestnik protivoduš. oborony*, n° 8, 1960, pp. 75-78, c.

Le rôle des forces de défense anti-aérienne lors de l'offensive sur Berlin par l'armée soviétique en 1945.

Was A-bomb on Japan a mistake ? Unpublished story of fateful argument 15 years ago, *U.S. News and World Report*, 15 août 1960, pp. 62-76.

Interviews de James F. Byrnes, Leo Szilard, Lewis L. Strauss, Ralph A. Bard, Edward Teller. Fallait-il utiliser la bombe A sur le Japon ?

Zeitzler (Kurt). — Angriff auf die offene Flanke vorstossender Panzer Verbände, *Wehrkunde*, juill. 1960, pp. 347-353, c.

Exemples tirés du front germano-soviétique.

ZEITZLER (Kurt). — Enge oder weite Umfassungen beim Ansatz von Panzerverbänden, *Wehrkunde*, juin 1960, pp. 289-293.

Exemples tirés de la deuxième guerre mondiale.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*CARELL (Paul). — *Afrika Korps*, traduit de l'allemand par François PONTHIER, Paris, Laffont, 1960, in-8°.

Die Flak der Waffen-SS. Zahlen und Geschichte, *D. Freiwillige*, juill. 1960, pp. 20-24.

GEOFFRE (François de). — Avec le Normandie-Niémen, *Miroir de l'hist.*, mai 1960, pp. 545-559.

*KRZECZUNOWICZ (Kornel). — *Ułani księcia Josefa. Historia 8 Pułku Ułanow Ks. Jozefa Poniatowskiego 1784-1945* [*Les lanciers du prince Joseph. Histoire du 8e régiment de lanciers du prince Joseph Poniatowski, 1784-1945*], Londyn, Swiderski, 1960, in-8°, 319 p., cartes, pl. h.-t., errata.

Préface du gén. Władysław Anders.

OPÉRATIONS

*BISHOP (Edward). — *The Battle of Britain*, London, Allen & Unwin, 1900, in-8°, 235 p., pl. h.-t.

*BROU (Willych), major. — *Forceurs de rades*, Paris, Pensée moderne, 1960, in-8°, 256 p.

« Les commandos de la mer. »

CHAMARD (Élie). — Il y a vingt ans : les combats de Saumur, *Miroir de l'hist.*, juill. 1960, pp. 23-30, phot., carte.

CRAS (Hervé) [Jacques Mordal]. — *Dunkerque*, Paris, France-Empire, 1960, in-8°, 544 p., pl. h.-t.

Cf. *Miroir de l'histoire*, mai 1960 ; Dunkerque, tel que je l'ai vécu, pp. 570-577, hpot.

ENGELBRECHT (Erwin), major. — Stalingrad-Konsequenz des deutschen Militarismus, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, janv. 1960, pp. 13-15.

Epizody boevoj dejatel'nosti polka « Normandija-Neman » [Épisodes des opérations militaires du régiment « Normandie-Niémen »], *Ist. arkhiv.*, n° 2, 1960, pp. 97-100.

1944. Publication de documents sous la direction de P. J. A. Dobrovol'ckij.

Fallschirme über Arnheim, *D. Freiwillige*, juill. 1960, pp. 24-26.

*FRASCHKA (Günter). — *Aufstand in Warschau. General Bor kämpft für die Freiheit seines Volkes*, I. August 1944, Rastatt (Baden), E. Pabel, 1960, in-8°, 192 p.

FREUND (Michael). — Der Tag des Nichts. Die Kapitulation in Reims und Karlshorst am 7. und 8. Mai 1945, *Frankf. Allg. Ztg.*, 7 mai 1960, p. 12.

GIORGERINI (Giorgio). — Le Azioni navali dal 10 giugno 1940 al 31 marzo 1941, *Riv. marittima*, juin 1960, pp. 19-34, phot.

D'après l'ouvr. de l'amiral Giuseppe Fioravanzo dans la série : *La Marina italiana nella seconda guerra mondiale.*

HAUTECLER, commandant. — Vinkt, 27 mai 1940, *L'Armée, la Nation*, juin 1960, pp. 7-17, cartes, ill.

HOWARTH (David). — « The Few ». 20 years on, *Sunday Times*, 10-17 juill. 1960.

Souvenirs sur la bataille d'Angleterre, 20 ans après, par des survivants.

HÜMMELCHEN (G.). — Alliierte Schiffsverluste in und vor Dünkirchen [21-5/3-6-1940] durch deutsche Luftangriffe und Schnellbooteinsätze, *Marine Rundschau*, juin 1960, pp. 174-176.

IRWIN (Anthony). — Defeat before Dakar, *J. Roy. Unit. Serv. Inst.*, août 1960, pp. 332-343.

23 sept. 1940.

*KIR'JAN (M. M.). — *S sandomirskogo placdarma* [*De la place d'armes de Sandomir*], Moskva, Voenizdat., 1960, 183 p., fig., pl. h.-t.

Assaut de la 5e armée de la garde en janvier 1945.

KRUPCENKO (I.). — Tankovye armii v Berlinskoj operacii [Les armées blindées dans l'opération de Berlin], *Voen. ist. žurnal*, n° 7, 1960, pp. 14-34, c.

LATTMANN (Martin), Generalmajor. — Stalingrad ohne Lüge, *Mitteilungsblatt d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, janv. 1960, pp. 10-13.

*LORD (Walter). — *Pearl Harbour*, Paris, Laffont, 1960, in-8°, 224 p.

MALINOVSKIJ (R.). — 2-J Ukrainskij front v bor'be za osvobozdenie Cekhoslovakii [Le 2e front d'Ukraine dans la lutte pour la libération de la Tchécoslovaquie], *Voen. ist. žurnal*, n° 5, 1960, pp. 11-25, carte.

Sept. 1944-mai 1945.

*MARKIN (I.). — *Die Kursken Schlacht*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 240 p.

*Maron (Karl). — *Von Charkow bis Berlin. Frontberichte aus dem 2. Weltkrieg*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 384 p.

Merglen (Albert), Lt.-col. — Japanese Airborne operations in World War II, *Mil. R.*, juill. 1960, pp. 45-51, c.

Palembang : 14-15 févr. 1942. — Timor : 20-21 févr. 1942. — Leyte : 6 déc. 1944.

Merglen (Albert). — Der Chinesisch-Japanische Krieg 1937-1945, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, juill. 1960, pp. 363-372.

Merglen (Albert). — Luft- und Seelandung bei Lae, Neu-Guinea, am 4. und 5. September 1943, *Wehrkunde*, août 1960, pp. 410-413, c.

*Middleton (Drew). — *The Sky suspended*, London, Secker & Warburg, 1960, 255 p.

La bataille d'Angleterre.

Milojevic (Miloje). — Obruc oko Kragujevca [L'encerclement de Kragujevac], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1018, juil. 1960.

Mordal (Jacques). — La bataille de Dunkerque vue des deux camps opposés, *R. mar.*, juin 1960, pp. 719-740, c., ill.

La manœuvre allemande. Les Alliés dans la poche. La vraie bataille de Dunkerque. L'évacuation.

*Morosow (W. P.). — *Westlich am Woronesh*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 208 p.

Müller (Klaus-Jürgen). — Dünkirchen 1940. Ein Beitrag zur Vorgeschichte der britischen und französischen Evakuierung, *Marine Rundschau*, juin 1960, pp. 134-168, c.

*Oreškin (A. K.). — *Oboronitel'naja operacija 9-j armii, okt-nojabr' 1941 g.* [*L'opération défensive de la 9e armée, oct.-nov. 1941*], Moskva, Voenizdat, 1960, 127 p., ill.

**Polskie Siły Zbrojne w drugiej wojnie światowej*, t. I : *Kampania wrzesniowa 1939* ; Cz. 3 : *Przebieg działań od 9 do 14 wrzesnia* ; t. II : *Kampanie na obczyznie. Cz. I. Wrzesien 1939-czerwiec 1941* [*Les Forces armées polonaises dans la deuxième guerre mondiale*, t. I : *La campagne de septembre 1939* ; 3e partie : *Le déroulement des opérations du 9 au 14 septembre* ; t. II : *Les campagnes à l'étranger : sept. 1939-juin 1941*], Londyn, Instytut Historyczny im. Gen. Sikorskiego, 1959, 2 vol., xxi-685 p., 8 cartes ; xxiii-412 p., 20 cartes jointes, errata. [Résumés allem., angl., français.]

Rendulic (Lothar). — Die Rückwirkung der Ardennen-offensive auf die Ostfront, *Wehrw. Rundschau*, sept. 1960, pp. 497-507.

*Ryan (Cornelius). — *Le jour le plus long*, trad. de l'anglais, Paris, Laffont, 1960, in-8°, 312 p.

Le 6 juin 1944.

*Samsonov (A. M.). — *Stalingradskaja bitva. Ot oborony i otstuplenij k velikoj pobede na Volge. Ist. očerk* [*La bataille de Stalingrad. De la défense et de la retraite à la grande victoire sur la Volga. Aperçus historiques*], Moskva, izd. A.N. SSSR, 1960, 606 p., fig.

*Samsonow (A. M.). — *Die grosse Schlacht vor Moskau*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 148 p.

*Sawjalow (A. S.) u. Kaljadin (T. J.). — *Die Schlacht um den Kaukasus*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 220 p.

Schuler (Emil). — Ausklang in Finnland. Operation Birke « und Nordlicht » der 20, Geb. Armee. *Wehrkunde*, août 1960, pp. 403-408, c.

La fin des opérations germano-soviétiques sur le front finlandais.

*Seth (Ronald). — *Two fleets surprised*, London, Bles, 1960, in-8°, 201 p., c.

Bataille du cap Matapan, mars 1941.

Terzic (Velimir). — Uloga srpske vojske u Solunskoj ofanzivi [Le rôle de l'armée serbe dans l'offensive de Salonique], *Istor. casopis* (Belgrade), nos 9-10, 1959, pp. 509-548.

Tjulenev (I. V.). — Bitva za Kavkaz [La bataille du Caucase], *Lit. Gruzija*, nos 3 et 5, 1960, pp. 54-67 et 158-169.

Souvenirs d'un général d'armées.

*Tscherepanow (A. I.). — *Bei Pskow und Narwa*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1959, in-8°, 140 p.

*Zav'Jalov (A. S.), Kaljadin (T. E.). — *Vostočno-Pomeranskaja nastupatel'naja operacija sovetskikh vojsk. fevr.-mart. 1945 g. Voen. ist. očerk* [*L'offensive en Poméranie orientale des forces soviétiques, févr.-mars 1945. Aperçus de l'Inst. militaire*], Moskva, voenizdat., 1960, 234 p., fig., album.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

L'Armistizio, gli Alleati ed il Governo Badoglio (IV), *Movimento di Liber. in Italia*, janv.-mars 1960, pp. 24-41.

Cf. les numéros précédents (54, 55 et 56) de cette revue.

Borisov (Ju. V.). — Sovetskij Sojuz i Francija v gody vtoroj mirovoj vojny,

1941-1945 [L'Union soviétique et la France pendant la deuxième guerre mondiale, 1941-1945], *Novaja i novejsaja istorija*, n° 3, 1960, pp. 92-103.

*Feis (Herbert). — *Between war and peace : the Potsdam conference*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1960, 367 p.

*Geschke (Günter). — *Die deutsche Frankreichpolitik 1940 von Compiègne bis Montoire. Das Problem einer deutsch-französischen Annäherung nach dem Frankreichfeldzug*, Frankreich a. M., E. S. Mittler u. Sohn, 1960, in-8°, 164 p. (Wehrw. Rundschau. Beiheft 12.)

Goutard (A.) [colonel]. — Pourquoi et comment l'armistice a-t-il été accordé par Hitler ?, *R. Paris*, oct. 1960, pp. 79-95.

D'après des révélations inédites du général Böhme, rédacteur des projets successifs de convention d'armistice.

*Haestrup (Jørgen). — *Kontakt med England, 1940-1943. Hemmelig alliance. Hovedtroek af den danske Modstandsorganisations Udvikling, 1943-1945* [*Contact avec l'Angleterre, 1940-1943. Alliance secrète. Les grandes lignes de l'évolution de l'Organisation de la Résistance danoise*], Copenhagen, Thaning og Appel, 1954-1959, 3 vol.

Hubatsch (Walther). — Diplomatische Beziehungen Deutschlands zu Skandinavien unter dem Schatten des Zweiten Weltkrieges, *Z. f. Ostforschung*, juil. 1960, pp. 161-184.

Iz istorii sovetsko-čekhoslovackikh otnošénij v period velikoj otečestvennoj vojny [Histoire des relations soviéto-thécoslovaques pendant les années de la grande guerre patriotique], *Meždunar. žizn'*, n° 8, 1960, pp. 151-158.

Publication de documents. Avec introduction de N. Pavlova et R. Suskina.

*Kot (Stanisław). — *Rozmowy z Kremlen* [*Entretiens du Kremlin*], Londyn, « Jutro Polski », 1959, in-8°, 336 p., ill.

Sténogrammes commentés des entretiens de l'auteur, ambassadeur de Pologne à Moscou, en 1941-1942, avec Staline, Molotov, Wychinski.

Martini (A.), S. I. — Polonia 1939. Prima tappa di una guerra crudela, *Civiltà cattolica*, 21 mai 1960, pp. 353-371.

Les efforts de Pie XII pour conjurer l'agression allemande contre la Pologne.

Nekric (A. M.). — Politika Anglii v period « strnnoj vojny », 1939-1940 gg [La politique de l'Angleterre pendant la période de la « drôle de guerre », 1939-1940], *Novaja i novejsaja istorija*, n° 3, 1960, pp. 55-71.

Schumann (Maurice). — A propos des accords Clark-Darlan, *R. Déf. nat.*, juin 1960, pp. 1124-1125.

Mise au point de son article : *De la continuité du gaullisme*, paru dans la même revue, en févr. 1960.

Sovetsko-Čekhoslovackie otnošenija vo vremija Velikoj Otec estvennoj vojny 1941-1945 gg. Dokumenty i materialy [*Les relations soviéto-tchécoslovaques à l'époque de la grande guerre patriotique, 1941-1945. Documents et matériaux*], Moskva, Gospolitizdat, 1960, 291 p.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Burgess (Alan). — *Seven men at daybreak*, London, Evans, 1960, in-8°, 231 p., pl. h.-t.

Histoire du commando de parachutistes tchécoslovaques qui, en 1942, reçut pour mission d'assassiner Heydrich et de monter un réseau d'espionnage et de résistance.

Dokumenty o tajnykh peregovorakh Allena Dalleca c gitlerovcami v 1943 godu [Documents sur les pourparlers secrets d'Allen Dulles avec les hitlériens en 1943], *Novoe vremja*, n° 27, 1960, pp. 12-19.

Caractéristiques de la politique de l'ancien chef du Service central de Renseignements des E. U.

*Eppler (John W.), *L'espion de Rommel*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°, au Caire.

*Steffens (Hans von). — *Salaam-Geheimkommando zum Nil*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 246 p. (Landser am Feind. Bd. 6.) Un épisode d'espionnage en Afrique du N. pendant la deuxième guerre mondiale.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Adler (H. G.). — Selbstverwaltung und Widerstand in den Konzentrations lagern der S.S., *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1960, pp. 221-236.

Billy (Charles). — Souvenirs d'autres temps, *Documents*, mai-juin 1960, pp. 307-319.

Captivité en Allemagne.

*Derry (Sam). — *The Rome escape line*, London, Harrap, 1960, in-8°, 239 p.

L'auteur, prisonnier britannique évadé, organise à Rome une filière d'évasion.

*Donczyk (Franciszek). — *Stalag XI A. Altengrabow*, Wrocław, Zakład im. Ossolinskich, 1959, in-8°, 351 p., couv. ill.

Souvenirs de prisonnier précédés de considérations sur la défaite polonaise de septembre 1939.

Évocations de camps d'Auschwitz, Buchenwald, Mauthausen, Neuengamme et Ravensbrück, *Cah. intern. de la Résistance*, juill. 1960, pp. 30-91.

KAMINSKI (A. J.). — Les camps de concentration nazis, phénomène social et économique, *Cah. intern. de la Résistance*, juill. 1960, pp. 15-30.

*KUPFER-KOBERWIK (Edgar). — *Die Mächtigen und die Hilflosen. Als Häftling in Dachau. Bd. II, Wie es endete*, Stuttgart, Vorwerk, 1960, in-8°, 263 p.

LANGFUS (Anna). — Le sel et le soufre, Paris, Gallimard, 1960.

Récit romancé : ghetto en Pologne et camp de concentration.

SCHUMANN (H.), KÜHNRICH (H.). — Les camps de concentration de l'Allemagne hitlérienne, *Cah. intern. de la Résistance*, juill. 1960, pp. 3-14.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

BARTOSZEWSKI (Władysław). — Oberlander jakiego znamy [Oberlander tel que nous le connaissons], *Stolica*, n° 15, 10 avr. 1960, pp. 6-7, photos.

DROZDZYNSKI (Aleksander). — Hans Jurgens von Wilckens et son œuvre, *Zachodn. Ag. Prasowa*, n° 4, févr. 1960, pp. 5-8.

L'un des auteurs du volume de propagande *Die grosse Not*, criminel de guerre, en Poméranie polonaise (district de Sepolno).

EDEL (Peter). — Die Eichmannschaft und ihr Kommandant, *D. Weltbühne*, 15 juin 1960, pp. 742-749.

Eichmann, son entourage et le commandant S.S. Höss d'Auschwitz.

EICHMANN. — Documents et témoignages, *Évidences*, juill. 1960, pp. 1-35.

**Eksterminacja Zydów na Ziemiach Polskich w okresie okupacji hitlerowskiej. Zbiór dokumentow zebrali i opracowali T. Berenstein, A. Eisenbach, A. Rutkowski* [*L'extermination des Juifs dans les territoires polonais sous l'occupation hitlérienne. Recueil de documents choisis et traduits par Berenstein, Eisenbach, A. Rutkowski*], Warszawa, Zydowski Instytut Historyczny, 1957, in-8°, 379 p.

Les documents en allemand précèdent leur trad. polonaise. Index des noms et des lieux.

**Medizin ohne Menschlichkeit. Dokumente des Nürnberger Aerzteprozesses. Hrsg. u. kommentiert von Alexander Mitscherlich u. Fred Millhe*, Frankfurt a. M., Fischer, 1960, in-8°.

**Das Urteil von Nürnberg gilt*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 59 p.

(Schrifterreihe « Der deutsche Imperialismus u. d. Zweite Weltkrieg », Nr. 6.)

WALLDORFF (E. VON). — Hitlers Henker und Judenhetzer : Eichmann, *D. Neue Journal*, 20 juin 1960, pp. 6-9.

*WOETZEL (Robert). — *The Nuremberg trials in international law*, New York, Praeger, 1960, in-8°, 300 p.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*BUHSE (Karl-Heinrich). — *Der Schutz von Kulturgut im Krieg...*, Hamburg, Hansischer Gildenverl., J. Heitmann, 1959, in-8°, 148 p.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. Internationales Recht an d. Universität Kiel. 40.) La protection des biens culturels pendant la deuxième guerre mondiale, pp. 35-53.

COLLOTTI (Enzo). — Studi e ricerche su alcuni aspetti della Resistenza europea, *Movimento di Liber. in Italia*, avr.-juill. 1960, pp. 70-82.

En Autriche, Allemagne et France.

*GERBER (Berthold). — *Staatliche Wirtschaftslenkung in den besetzten und annektierten Ostgebieten während des 2. Weltkrieges unter besonderer Berücksichtigung der treuhänderischen Verwaltung von Unternehmungen und der Ostgesellschaften*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, xx-188 p.

Documents en appendice, 58 p.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. Besatzungsfragen. Bd. 17.)

ALLEMAGNE

*ABSOLON (Rudolf). — *Wehrgesetz und Wehrdienst 1935-1945*, Boppard a. Rhein, H. Boldt, 1960, in-4°, 430 p.

(Schriften d. Bundesarchivs, Nr. 5.)

**Alles für den Sieg über den deutschen faschistischen Imperialismus. Über die Rolle der K.P.d.S.U. im Grossen Vaterländischen Krieg*, Berlin, Dietz, 1960, in-8°, 195 p.

BAHNE (Siegfried). — Zur Vorgeschichte der Volksfront. Die kommunistische « Einheitsfront politik » gegenüber der Sozialdemokratie in den Jahren 1933-1935, *Z. f. Politik*, 1960, Heft 2, pp. 168-179.

BORG (T.). — L'impérialisme allemand et la guerre. A propos de la Conférence de la Commission des historiens de l'U.R.S.S. et de la R.D.A., *Nouv. R. intern.*, mai 1960, pp. 208-217.

Conférence de décembre 1959 sur le thème *L'impérialisme allemand et la deuxième guerre mondiale.*

*BREHM (Bruno). — *Das zwölfjährige Reich. Bd. I. Der Trommler*, Graz, Styria Verl., 1960, in-8°, 362 p.

BROSZAT (Martin). — Zum Streit um den Reichstagsbrand, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1960, pp. 275-280.

*CAIDIN (Martin). — *The Night Hamburg died*, New York, Ballantine, 1960, in-8°, 158 p.

CARLSON (lieut. Verner R.). — Operation Walküre, *U.S. Naval Inst. proceed.*, juin 1960, pp. 75-82.

Le complot du 20 juillet 1944 contre Hitler.

**Das Ende der Parteien 1933. Hrsg. von Erich Matthias und Rudolf Morsey*, Düsseldorf, Droste-Verl., 1960, in-4°, XV-816 p., ill. h.-t.

*FRANKE (August). — *Ein Leben für die Freiheit. Eine Besinnung auf die Männer des 20. Juli...*, Kassel, Bärenreiter Verl., 1960, in-8°, 140 p.

*FRASCHKA (Günter). — *Das letzte Aufgebot. Vom Sterben der deutschen Jugend*, Rastatt/Bd., Rastatter Versandbuchhandlung, 1960, in-8°, 450 p.

La jeunesse allemande dans le « Volkssturm », 1944-1945.

KALBE (Ernstgert). — Die Rolle der Reichstagsbrand provokation bei der Konsolidierung der faschistischen Diktatur in Deutschland, *Z. f. Geschichtsw.*, n° 5 (sept.-oct.), 1960, pp. 1021-1069.

*MCKEE (Ilse). — *To-morrow the world*, London, Dent, 1960, in-8°, 199 p.

Souvenirs d'une jeune Allemande sous le régime nazi.

KOGON (Eugen). — Die neue Argumentation in Sachen Reichstagsbrand, *Frankfurter Hefte*, juin 1960, pp. 401-413.

*KOVAL' (V. S.). — *Pravda o zagovore protiv Gitlera 20 ijulja 1944 g* [*La vérité sur le complot contre Hitler le 20 janvier 1944*], Kiev, izd. A.N. USSR, 1960, 100 p., fig.

*KRAUSE (Ilse). — *Die Schumann-Engert-Kresse-Gruppe. Dokumente und Materialien des illegalen antifaschistischen Kampfes* (Leipzig 1943 bis 1945), Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der S.E.D., Berlin, Dietz, 1960, in-8°, 150 p.

(Schriftenreihe Beiträge zur Geschichte und Theorie der Arbeiterbewegung. Heft. 22.)

KÜGELGEN (Bernt VON). — De literarische Militarismus. Bemerkungen zur westdeutschen Kriegs-literatur, *Mitteilungsbl. d. Arbeits-Gemeinschaft ehem. Offiziere.*, déc. 1959, pp. 9-12.

KÜHNE (Horst). — Die Fünfte Kolonne des faschistischen deutschen Imperialismus in Südwest-Afrika (1933-1939), *Z. f. Geschichts-Wissenschaft* (H. 4), juill.-août 1960, pp. 765-791.

MOLINARI (Paolo), S. I. — Padre Rupert Mayer. Un eroico difensore dei diritti della Chiesa contro il nazismo, *Civiltà cattolica*, 18 juin 1960, pp. 588-603.

La lutte d'un père jésuite de Munich contre le régime hitlérien.

ROOS (Gerhard). — Die Mitwirkung des Heeres im zivilen Luftschutz während des 2. Weltkrieges, *Wehrw. Rundschau*, août 1960, pp. 431-439.

*SCHERINGER (Richard). — « *Das grosse Los* ». *Unter Soldaten, Bauern und Rebellen*, Hamburg, Rowohlt, 1960, in-8°, 519 p.

De l'armée impériale, jusqu'au procès de la Reichswehr à Ulm en passant par la Reichswehr noire.

SCHIER (Wolfgang), Landgerichts-director. — Der 20. Juli 1944 nach deutschen Recht. Warum die Verschwörer weder Hoch-noch Landesverräter waren, *Frankf. Allg. Ztg.*, 20 juill. 1960, p. 7.

STEIDLE (Luitpold). Oberst. — Die Tätigkeit der Bevollmächtigten des Nationalkomitees « Freies Deutschland » am Kessel von Tscherkassy, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, févr. 1960, pp. 313-316.

TERRY (Antony). — The Nazis' hidden treasure, *Sunday Times*, 21, 28 août 1960.

Les richesses et les documents cachés par les dirigeants nazis dans les Alpes autrichiennes en 1945.

**Die Völker im Widerstandskampf*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 143 p.

(Schriftenreihe : der deutsche Imperialismus u. d. 2. Weltkrieg, Nr. 3.)

WILMS (R.). — Soldatenlieder aus zwei Weltkriegen, *D. Die Soldat*, oct. 1960, pp. 308-310.

*ZELT (J.). — ... « *und nicht vergessen* ». *Die Solidarität. Aus der Geschichte der Internationalen Roten Hilfe und der Roten Hilfe Deutschlands*, Berlin, Rütten u. Loenning, 1960, in-8°, 160 p.

ZUCKERTORT (Johannes), Generallt. — Der deutsche Militarismus und die Legende vom Präventivkrieg Hitler. Deutschlands gegen die Sowjetunion, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, janv. 1960, pp. 6-10.

**Zur Vorgeschichte der Verschwörung von 20. Juli 1944*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 112 p.

**Der 20 Juli 1944, hrsg. von des Bundeszentrale für Heimatdienst neu bearb. u. ergänzt von Erich Zimmermann u. Hans Adolf Jacobsen*, Bonn, Berto-Verl., 1960, in-8°, 254 p., c., ill.

Recueil de textes, entre autres, les rapports à Bormann de la Sonderkommission « 20 Juli », sous les ordres de Kaltenbrunner.

AUTRICHE

*PAUPIE (Kurt). — *Handbuch der österreichischen Pressegeschichte 1848-1959*, Wien, Stuttgart, W. Braumüller, 1960, in-8°, 232 p.

BELGIQUE

*DUNCAN (Sylvia et Peter). — *Anna Brusselmans, M.B.E.*, London, Benn, 1959, 207 p.

Maquis belges.

BULGARIE

EINHORN (Clăre). — Die volksfeindliche Politik des deutschen Faschismus gegen über Bulgarien im zweiten Weltkrieg, *Die Aussenpolitik*, avr. 1960, pp. 440-450.

*ROTSCHILD (Joseph). — *The Communist party of Bulgaria. Origins and development (1883-1936)*, New York, Columbia Univ. Press, 1959, in-8°, VIII-354 p. (bibliographie).

ÉTATS-UNIS

MORTON (Louis). — The long road to Unity of Command, *Military R.*, janv. 1960, pp. 3-12.

Organisation du haut-commandement aux É.-U.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*BAUDOT (Marcel). — *L'opinion publique sous l'occupation. L'exemple d'un département français (1939-1945)*, Paris, P.U.F., 1960, in-8°, XI-268 p.

(Collection « Esprit de la Résistance ».)

Il s'agit du département de l'Eure.

Les Comités de l'étranger (1940-1944), *R. France libre*, numéro spécial, juin 1960, pp. 6-64, ill.

L'origine des Comités de la France libre. Leur activité et leur organisation.

*DENZEL (Rose-Marie). — *Die Chemische Industrie Frankreichs unter der deutschen Besetzung im 2. Weltkrieg*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, XIII-168 p.

(Veröffentlichungen d. Instituts f. Besatzungsfragen. Bd. 18.)

Dokumenty o sotrudničestve Viši s gitlerovskoi Germaniei [Documents sur la collaboration de Vichy avec l'Allemagne hitlérienne], *Mežd. žizn.*, n° 8, 9 août et sept. 1959.

*HENNEGUIER (Pierre). — *Le soufflet de forge*, Paris, Pensée moderne, 1960, in-8°.

La résistance dans le Centre.

HUGNET (Georges). — Un Français parmi les autres dans les jours de juin 1940, *Figaro littéraire*, 18 juin 1960, pp. 11-12.

Souvenirs de l'exode.

*SÉRANT (Paul). — *Le romantisme fasciste ou l'œuvre politique de quelques écrivains français*, Paris, Fasquelle, 1960, in-8°, 321 p.

En France de 1919 à 1945 : Drieu La Rochelle, Brasillach, Rebatet, Bonnard, etc.

*WIGHTON (Charles). — *Pin-stripe saboteur ; the story of « Robin », British agent and French Resistance leader*, London, Odhams, 1959, 256 p.

GRÈCE

*JECCHINIS (Chris). — *Beyond Olympus. The thrilling story of the « trainbusters » in Nazi-occupied Greece*, London, Harrap, 1960, in-8°, 220 p., fig.

L'auteur était officier de liaison britannique auprès des dirigeants de la Résistance grecque.

IRLANDE

SAVORY (Douglas L.). — The Irish Republic and neutrality in 1941, *Contemporary R.*, oct.-nov. 1959.

ITALIE

A. P. — A proposito di alcune nuove pubblicazioni periodiche di storia della Resistenza, *Movimento di Liber. in Italia*, avr.-juill. 1960, pp. 83-84.

Signale des publications périodiques nouvelles : *Rassegna annuali dell'Istituto storico della Resistenza in Modena, Atti e studi dell'Istituto storico della Resistenza in Toscana, Cahiers internationaux de la Résistance.*

*AMENDOLA (Giovanni). — *La Democrazia italiana contro il fascismo (1922-1924)*, Milano-Napoli, Ricciardi, 1960, in-8°, 317 p.

*BARIOLI (Arturo), CASATI (Ambrogio), CASSINELLI (Marisa). — *Storia della*

Resistenza in provincia di Pavia, Pavia, s. n., 1959, in-8°, 175 p.

(Quaderni dell'Amministrazione provinciale di Pavia.)

*Cessi (Roberto). — *La Resistenza nel Bellunese*, Roma, ed. riuniti, 1960, in-16, 298 p.

(Bibliot. della Resistenza, 15.)

Conti (Laura). — La Stampa clandestina della Resistenza in une raccolta documentaria, *Movimento di Liber. in Italia*, janv.-mars 1960, pp. 4-23.

Sur un recueil en cours d'impression par les soins de l'Institut Feltrinelli de Milan.

Londei (Italo). — La Lotta partigiana nella Val Trebbia attraverso la storia di una brigata, *Movimento di Liber. in Italia*, avr.-juill. 1960, pp. 42-69.

Mourin (Maxime). — La nuit du Grand Conseil, *R. de Paris*, sept. 1960, pp. 64-90.

La nuit du 24 au 25 juillet 1943, et l'arrestation de Mussolini.

Platonov (M.). — Etikh dnej ne smolknet slava [Le souvenir glorieux de ces journées ne s'éteindra pas], *Konevodstvo i konnyj sport*, n° 7, 1960, pp. 39-40.

Sur la participation d'un détachement des partisans soviétiques sous le commandement de A. V. Koljaskin au mouvement de résistance italienne.

Repaci (Antonino). — Mito e realtà della Marcia su Roma, *Movimento di Liber. in Italia*, avr.-juill. 1960, pp. 3-41.

Chapitres extraits d'un livre annoncé.

Romersa (Luigi), Caloro (Bonaventura). — Finalmente parlano gli Alleati, Cosi cadde la Monarchia italiana. Rivelazioni di H. Truman, amm. Stone, Ch. Poletti, card. Spellman, Robert Murphy, Herbert Matthews, *Tempo* (Milano), 11, 18 et 25 juin 1960, pp. 24-31, 37-40, 36-43, phot.

Susmel (Duilio). — « I mezzi che abbiamo sono assolumente insufficienti ». Cosi scrisse Italo Balbo a Mussolini alla vigilia della guerra, *Tempo* (Milano), 2 juill. 1960, pp. 20-25, phot., fac. sim.

Document inédit (11 mai 1940) dénonçant à Mussolini et à Badoglio l'insuffisance en matériel des forces italiennes d'Afrique.

*Tessari (Teodolfo). — *Le Origini della Resistenza militare nel Veneto (settembre 1943-aprile 1944)*, Venezia, Neri Pozza edit., 1959.

JAPON

*Hachiya (Michihiko). — *Diario di Hiroshima*, Milano, Feltrinelli, 1960, in-16, 236 p.

*Jungk (Robert). — *Hiroshima, il giorno dopo*, Torino, Einaudi, 1960, in-8°, 310 p.

NORVÈGE

**Aktstykker om den tyske finanspolitikk : Norge 1940-1945* [*Documents sur la politique financière de l'Allemagne en Norvège, 1940-1945*], Oslo, Universitsforlaget, S. Hartmann u. Joh. Vogt, 1959, in-4°, 162 p.

POLOGNE

Bartoszewski (Władysław). — Ochota w warce o wolnośc 1939-1944 [Le quartier d'Ochota dans la lutte pour la liberté de 1939 à 1944], *Stolica*, n° 14, 3 avr. 1960, pp. 20-22, phot.

A Varsovie.

**Poland in the British Parliament 1939-1945*, compiled and ed. by Wacław Jedzejewicz... with the assistance of Pauline C. Ramsey. Vol. II : *Fall 1941-Spring 1944*, New York, Jozef Piłzudski Institute of America for research in modern history of Poland, 1959, in-8°, XIX-607 p., cartes.

Rapports polono-tchèques, le général Sikorski en U.R.S.S., l'occupation allemande en Pologne, l'affaire de Katyn, les accords anglo-saxons avec l'U.R.S.S., les Forces armées polonaises en Grande-Bretagne. Bibliographie, pp. 591-602.

**Polska Akademia Nauk. Wydział Nauk Społecznyck Sesja naukowa poswiecona wojnie wyzwoleńczej Narodu Polskiego 1939-1945... Materiały* [*Académie polonaise des Sciences, section des Sciences humaines consacrée à la guerre libératrice du peuple polonais de 1939 à 1945*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959, in-8°, 652 p., errata.

Documents et discussions menées par des historiens et généraux polonais sur les opérations de toutes armes et la Résistance.

*Rubinowicz (David). — *Journal d'un enfant juif (21 mars 1940-1er juin 1942)*, traduit du polonais par Georges Lisowski, avant-propos de Jaroslaw Iwaszkiewicz, Paris, Laffont, 1960, in-8°, 176 p.

*Sierakowiak (Dawid). — *Dziennik. Słowo wstępne Adolfa Rudnickiego. Do druku przygotował, przedmowa i przypisami opatrzył Lucjan Dobroszyki* [*Journal, préfacé par A. Rudnicki, ed. par L. Doborszycki*], Warszawa, « Iskry » (1960), in-16, 228 p., couv. ill.

(Biblioteka niezamominajki.) Journal d'un juif de Lodz 1941-1942. Les organi-

sations de résistance des jeunesses communistes.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Akten sagen aus, *Blätter f. dte u. intern. Politik*, 25 févr., 25 mars 1960, pp. 174-178, 296-300.

Documents de la Gestapo de Prague, du 18 août 1944.

Brod (Toman). — Osvobozeni Prahy rudou armadou [Libération de Prague par l'armée rouge], *Tvorba* (Prague), n° 25, mai 1960, pp. 422-424.

6-9 mai 1945.

Doležal (Jiri). — K otazce partyzanského hnuti v ceskych zemich [Développement du mouvement des partisans dans les pays tchèques], *Cs. cas. histor.* (Prague), n° 3, juin 1960, pp. 273-291.

Résumés en russe et en français.

Doležal (Jiri). — Die Teilnahme deutsches Antifaschisten am Slowakischen nationalaufstand, *Deutsche Aussenpolilik*, juill. 1940, pp. 795-806.

Seibt (Ferdinand). — Der Nationalitätenkampf im Spiegel der sudetendeutschen Geschichtsschweibung, 1848-1938, *D. Neue Ackermann*, n° 2, 1960, pp. 4-13.

Le seizième anniversaire de l'insurrection nationale slovaque, *CTK-Bul. inf.* (Prague), n° 69, 2 sept. 1960.

Récit historique de l'insurrection nationale slovaque en août et septembre 1944.

Solc (J.). — K pociatkom partyzanského hnutia na Slovensku [Les débuts du mouvement partisan en Slovaquie], *Histor. a vojen.* (Prague), n° 1, mars 1960, pp. 19-50.

1940-1941.

U.R.S.S.

**Alles für den Sieg über den deutschen faschistischen Imperialismus Über die Rolle d.K.P.d.S.U. in Grossen Vaterländischen Krieg*, Berlin, Dietz, 1960, in-8°, 195 p.

Černjavskij (U.). — Obespočenie gorodov prodovol'stviem v gody Valikoj Otecestvonnoj Vojny [Le ravitaillement des villes pendant la grande guerre nationale], *Ist. SSSR*, n° 4, juill.-août 1959, pp. 88-98, tabl.

Ginsburgs (George). — Laws of war and war crimes on the Russian fronts during World War II. The Soviet view, *Soviet Studies*, janv. 1960, pp. 253-285 (bibliogr.).

Holzman (Franklyn D.). — Soviet inflationary pressures 1928-1957, *Quart. J. of economics*, mai 1960, pp. 167-188.

IV. Wartime inflation.

Kac (Ja.). — Oktjabr'skij rayon Leningrada v period blokady : oktjabr' 1941-mart 1942 [Le quartier d'octobre de Leningrad pendant la période du blocus : octobre 1941-mars 1942], *Nauč. dokl. Vys. školy, Ist. nauki*, n° 3, 1959, pp. 18-32.

Ljusin (S.). — Načalo vosstanovlonija Stalingrada v 1943 g [Le début de la reconstruction de Stalingrad en 1943], *Nauč. dokl. Vys. školy, ist. nauki*, n° 3, 1959, pp. 3-17.

Makurin (N. P.). — Bor'ba sovetskoj molodeži za osuščestvlenie leninskikh zavetov v gody velikoj otečestvennoj vojny [La lutte de la jeunesse soviétique pour la réalisation des préceptes de Lénine pendant les années de la grande guerre patriotique], *Trudy uceb. inst. svjazi*, vyp. 2, 1960, pp. 137-149.

D'après des documents de l'oblast' de Kujbyšev.

Samsonov (A.). — O partizanskom dvizenii v 1942 g [Le mouvement des partisans en 1942], *Ist. SSSR*, n° 3, mai-juin 1959, pp. 4-63, tabl.

Tomskij komitet učenykh v gody Velikoj Otocestvennoj Vojny [Le Comité des savants de Tomsk pendant la grande guerre nationale], *Ist. arkh.*, n° 4, juill.-août 1959, pp. 57-79.

Pour venir en aide en 1941-1945 à l'industrie, aux transports, à l'agriculture et à l'Armée rouge. — Décisions, procès-verbaux, correspondance, etc.

YOUGOSLAVIE

Atanackovič (Zarko). — Dejstva jedinica Narodno-oslobodilačke vojske i Partizanskih odreda u Sremu uleto 1944 god [Les opérations menées par les unités de l'Armée de Libération nationale et les détachements de partisans dans le Srem en été 1944], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960, pp. 30-54.

Durisic (Mitar). — Oslobodjene Berana (Ivangrad), 5 maja 1944 god [Libération de Berane (Ivangrad), le 5 mai 1944], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960, pp. 15-30.

Combats de l'Armée de Libération nationale yougoslave au Monténégro.

Jaukovic (Danilo). — O ulozi Komunisticke Partije Jugoslavije u pripremi oruzanog ustanka u Jugoslaviji [Le rôle du Parti communiste de Yougoslavie dans la préparation du soulèvement armé en Yougoslavie], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1077, 25 mars 1960.

13 juin 1941.

NEDOREZOV (A.). — Vosstanie slovackogo naroda v 1944 g [L'insurrection du peuple slovaque en 1944], *Nov. i novejs. ist.*, n° 6, 1959, pp. 3-17.

PETROVIČ (Svetislav). — Dejstva južnomoravskog partizanskog odreda februar-oktobar 1943 god [Les opérations menées par le 1er détachement de partisans de la Morava méridionale, de février à octobre 1943], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960.

Combats en Serbie contre les troupes bulgares et les Tchetniks du général D. Mihajlovic.

TUDJMAN (Franjo). — L'anniversaire de l'attaque fasciste contre la Yougoslavie, *R. polit. intern.* (Belgrade), n° 240, 1er avr. 1960, pp. 13-14.

6 avril 1941. Commentaires militaires.

27 mart 1941 [Le 27 mars 1941], *Komun.* (Belgrade), n° 152, 24 mars 1960.

Le rôle du Parti communiste yougoslave dans le soulèvement du 27 mars 1941.

VIŠNJIČ (Petar). — Borba sumadijske brigade u Srbiji 1943 god [Les combats livrés par la 1re brigade de Sumadija en Serbie en 1943], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 5, oct. 1960, pp. 54-60.

Combats de l'Armée de Libération nationale yougoslave en Serbie, 1943.

Octobre 1960.

Le gérant : Henri MICHEL.

1961. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 26 158 Dépôt légal : 1-1961 IMP. N° 16 483
IMPRIMÉ EN FRANCE

LE PROBLÈME DE LA DÉFENSE DES ARDENNES EN 1940

Les Ardennes sont la région la plus forestière, surtout sur les faces nord-ouest et sud (1), la moins peuplée et la plus rurale de la Belgique. Mais ce caractère de sauvagerie relative et de pauvreté n'a jamais été un obstacle aux opérations de guerre, dont on relève de nombreux exemples depuis les campagnes de César. Entre 1554 et 1794, il n'y eut pas moins de dix opérations dans les Ardennes. On s'explique mal qu'au cours du XIX^e siècle ait pu prendre racine la théorie de leur inaccessibilité. En fait, elles ont « un relief tourmenté souvent, mais jamais hostile » (2).

Les traités de 1831 assignèrent à la Belgique, indépendante et neutre, des frontières qui devaient poser tôt ou tard des problèmes de défense : la Flandre zélandaise, l'enclave de Maestricht, et cette excroissance du Luxembourg belge. Dans le sens nord-ouest/sud-est, le long de l'artère ferroviaire Namur-Arlon, elle s'étend sur 80 km ; du nord-est au sud-ouest, sur un axe : Prüm-Sedan, sa largeur n'est que de 55 km environ.

Excentrique par rapport au tronc de la Belgique, cette province est indéfendable dans le cadre d'un dispositif normal. La longueur de la frontière exposée, entre Arlon et Malmédy dépasse 100 km ; plus au nord s'étendent les avancées de la position fortifiée de Liège.

Le problème se posa pour la première fois en 1870, après les opérations autour de Metz, pendant la manœuvre de Sedan. Il resta désormais au premier plan des préoccupations de l'État-Major de l'Armée aussi longtemps que le réduit national d'Anvers n'exerça pas son pouvoir d'attraction. Plusieurs grandes manœuvres y eurent lieu, sur l'Ourthe et l'Amblève, puis, en 1913, sur l'axe Marche-Dinant. Quelques écrivains militaires belges en préconisèrent la défense directe et le major B. E. M. Bremer (3), pour y ralentir l'envahisseur, suggéra la création de détachements spéciaux de destruction et de combat pied à pied, avec une mobilisation locale ultra-rapide. C'était en mars 1914. Il était trop tard. Aucune mesure n'avait été prévue dans les Ardennes ; aucune n'y fut prise. Lorsque les armées françaises et allemandes se portèrent à la rencontre l'une de l'autre dans le Luxembourg belge, l'armée belge de campagne se trouvait, repliée, dans le camp retranché d'Anvers.

Une solution pratique du problème stratégique ardennais ne pouvait

(1) Lt-Colonel LUTENS, *Revue historique de l'Armée*, 1955, n° 2.

(2) ID., *ibid.*

(3) Créateur des cibles électro-magnétiques en usage avant 1914, dans plusieurs armées. Tombé à la tête de son régiment de Carabiniers, le 28 septembre 1918.

apparaître qu'au moment où la Belgique cesserait de constituer sur ce plan une entité territoriale isolée. La carte indique avec netteté que cette excroissance intéresse au premier chef la couverture du territoire français à l'est de la Meuse, et que sa défense directe avec des moyens normaux ne peut être assurée par les forces belges.

APRÈS L'ACCORD MILITAIRE FRANCO-BELGE DE 1920

Sitôt signé cet accord, le lieutenant-général Maglinse, chef d'État-Major de l'Armée belge, fit reconnaître en détail une position d'armée au plus près de la frontière germano-belge et belgo-luxembourgeoise, front fortifié continu, que se partageraient divisions françaises et belges. A cette époque donc, le massif ardennais fut totalement intégré dans le dispositif stratégique général. La limite sud de l'armée belge se situait à l'Ourthe ; six divisions françaises devaient la prolonger sur l'Ourthe, l'Amblève et la Salm.

Si ce partage résolvait, dans le cadre de l'alliance, le problème de l'occupation d'un front continu, il restait celui de la couverture et celui de l'organisation de la position, incombant à la Belgique, si elle ne voulait pas abdiquer sa souveraineté. Tel nous paraît être le sens profond de la lutte qui, après 1930, se déroula pour ou contre « la défense à la frontière ». Bornons-nous à en dégager les traits généraux.

Les partisans de cette défense, groupés autour de M. Devèze, ministre de la Défense nationale, voulaient une fortification permanente et des unités spéciales à proximité de la frontière la plus menacée. Les opposants appartenant à l'école des lieutenants-généraux Galet et Nuyten (chefs d'État-Major de l'Armée successifs), et du colonel B. E. M. Van Overstraeten (à partir de 1933, conseiller militaire du Roi), en faisaient une question de doctrine. Ces trois officiers avaient été des professeurs remarquables, basant leurs enseignements sur les écrits de Napoléon. Il en était résulté un corps de principes mettant en évidence la nécessité de la réunion de toutes les forces en vue de la bataille ; excluant, comme inutilement coûteux, les « hors-d'œuvre » tels que la couverture active, la manœuvre de retardement ; condamnant donc tout détachement, estimé perdu pour la bataille.

La première tendance l'emporta tout d'abord. Elle obtint successivement :

En avril 1931, le principe de la création de trois centres de résistance, à Beho, Bastogne et Arlon ;

En février 1932, la création du Commandement des Troupes de Défense de Namur et du Luxembourg (T.D.L.N.) ;

En octobre 1932 : la formation de trois groupements de chasseurs ardennais et un programme de construction d'abris. Il prévoyait 172 abris sur la ligne Stavelot-Arlon, une deuxième ligne de 69 entre La Baraque-Fraiture et Saint-Hubert ; 44 abris pour la défense de nœuds routiers ;

deux bretelles entre Bastogne et Neufchâteau, et entre Amberloup et Recogne. Les trois groupements de chasseurs ardennais, dont le nom fut emprunté à la campagne de presse de 1913, « Sommes-nous prêts ? », entrèrent dans leurs casernes toutes neuves de Vielsalm et Bastogne à la fin de 1934.

A cette époque, j'appartenais à la 1re section de l'État-Major général de l'Armée (correspondant au 3e Bureau français), spécialement chargé du plan d'opérations. Il m'incomba donc d'étudier la couverture dans les Ardennes ; je fus amené, tout naturellement, à préconiser des corps francs, recrutés et mobilisés sur place, basés sur Arlon, Bastogne et Vielsalm, où existeraient des points d'appui (1), constitués d'abris à flanquement mutuel.

Connaissant admirablement le pays, ils recevraient une mission de défense « à temps » sur la ligne frontière, puis se replieraient méthodiquement sur des axes fixés, en défendant par le feu les obstructions et destructions. Mais, si l'on ne rend pas impraticables également les régions boisées, les Ardennes, quoiqu'on en pensât alors, étaient perméables entre les routes, comme le montrèrent un peu plus tard les manœuvres de 1937. Je proposai de compléter le système de destructions et d'obstructions routières par la militarisation et la mobilisation sur place de tout le personnel de l'Administration des Eaux et Forêts, gardes et équipes de bûcherons, avec mission d'établir des obstacles forestiers et de les défendre par le feu.

L'étude des axes de repli m'avait amené à diriger la manœuvre retardatrice des trois groupements de chasseurs ardennais vers la Meuse dinantaise *et la Haute Meuse française*. Seules, « des troupes spécialisées, entraînées méthodiquement à manœuvrer dans les Ardennes, à y étudier et résoudre des problèmes simples de défense ou d'attaque, acquerraient au maximum des qualités dont on pourrait, le cas échéant, récolter le plus évident profit » (2).

Tel fut le premier « état » de la couverture dans les Ardennes, accueilli avec un évident déplaisir par le lieutenant-général Nuyten, chef d'État-Major de l'Armée belge, en mars 1934. Les contacts déjà pris avec les Eaux et Forêts allaient devenir inutiles, devant cette opposition. Ce projet n'avait d'autre ambition que de retarder une invasion éventuelle des Ardennes, et d'assurer l'occupation de la position de la Meuse, y compris la Meuse française, par les divisions.

Les conversations qu'eut à Paris le successeur du général Nuyten, le lieutenant-général Cumont, en novembre 1934, indiquèrent que, 72 heures après le début de la phase préliminaire de « mise au complet » de la couverture française, trois divisions, dont une de cavalerie, pourraient être

(1) Le colonel B. E. M. Foulon et moi avions été chargés d'étudier sur le terrain, en cinq jours, un premier projet pour Bastogne. Deux autres équipes travaillèrent dans les mêmes conditions à Vielsalm et Arlon.

(2) Colonel B. E. M. de Grox, *Cours de géographie militaire de l'École de Guerre*, Bruxelles, 1924.

poussées sur Arlon ; deux divisions motorisées et une division légère vers Bastogne ; une division motorisée et une brigade de spahis vers Vielsalm. Il incomberait aux Belges d'occuper et de défendre la position fortifiée de Liège ; aux Français de s'accrocher à Arlon. Le général Gamelin estimait qu'entre ces deux groupements de forces, la trouée du Luxembourg ne présenterait pas un trop grand danger.

Il fut précisé le 25 avril 1935 que le groupement français d'Arlon constituerait la charnière est d'un front défensif sur la Chiers, occupé par deux divisions d'infanterie et se rattachant à la Meuse, celle-ci défendue entre Sedan et Givet par une division motorisée, une division de cavalerie et une brigade de spahis.

En moyenne Belgique, une armée française pourrait intervenir le 3e jour avec deux divisions motorisées ; avec une D.I. le 4e ; une D.I. et une D.C. le 6e jour.

Le commandement français se ralliait au principe d'un déploiement belge face au nord-est, sa droite sur la ligne des anciens forts de la P.F.L. Ceci signifiait l'abandon, comme position d'armée, du système fortifié du plateau de Herve, des abris-frontière, et la non-défense du Luxembourg belge. Il était demandé au commandement belge de fortifier la ligne de la Meuse entre Givet et Liège.

A cette époque, les deux parties intéressées étaient donc d'accord, au sommet, pour n'accorder qu'une importance restreinte à l'Ardenne.

En 1936, les idées du général Gamelin oscillèrent curieusement. Le 10 mars, devant un Comité ministériel restreint, il exprima son espoir de pouvoir assez rapidement pousser jusqu'au Rhin, Mayence et Cologne, donc à travers le Luxembourg. Dans une note du lendemain, 11 mars, ses desseins stratégiques se limitèrent à occuper la Sarre entre Saarbrück et Merzig, la Moselle, la Sûre et l'Our, ce qui supposait l'accord préalable du Grand-Duché et le concours actif de l'armée belge au plus près de la frontière.

Les contacts militaires, après l'alerte de mars, se firent plus fréquents : les 15 et 16 avril à Londres, le 15 mai à Paris, où un accord s'établit sur le principe de la défense du territoire belge en profondeur, mais sans s'arrêter au problème de la défense de l'Ardenne.

On continuait pourtant, en Belgique, à fortifier la frontière est, au moyen de nombreux petits abris. Les unités cyclistes frontière (province de Liège) et les chasseurs ardennais, instruits, étaient en place. Et déjà, une réaction puissante se dessinait.

En décembre 1936, le général Van Overstraeten préconisa un nouveau plan d'opérations, proposant notamment de concentrer le gros des chasseurs ardennais dans la région de Huy, sur la Meuse, en ne laissant que des éléments sur l'Ourthe inférieure et la Lesse.

Les esprits conformistes de l'État-Major de l'Armée cessaient déjà de voir dans les chasseurs ardennais des unités à mission et à tactique spéciales, et ne songeaient qu'à les transformer en formations régulières,

récupérables au plus vite en vue de la réunion pour la bataille. Fin 1935 était créée la division des chasseurs ardennais ; en mars 1937, les groupements devenaient régiments. Les manœuvres du 23 au 26 août 1937, entre la Salm et la Lienne, montrèrent la faible valeur d'arrêt des abris et la perméabilité de cette région. On en conclut, non à la nécessité d'une tactique spéciale, mais à l'incapacité de la division à arrêter une irruption ennemie. L'équivoque était double : une grande unité du type division ne pouvait être comprise que tenant un créneau dans un front continu ; il lui était impossible de stopper une attaque dans les Ardennes. On perdait délibérément de vue la manœuvre retardatrice, parce que l'on n'y croyait pas.

Les tenants de la doctrine stratégique dogmatique avaient, avec le général Van Overstraeten, repris les leviers de commande, et orientaient la défense du pays dans le sens de leurs idées. Mais il faut constater ici que le Haut Commandement français ne semblait pas apercevoir davantage l'importance de la zone ardennaise, envisagée comme une zone de couverture, alors qu'elle aurait dû l'intéresser au premier chef, s'il y avait cru.

LA POLITIQUE DES MAINS LIBRES

Il allait être trop tard. Pour des raisons politiques, psychologiques et de politique intérieure qu'il est inutile de retracer ici, la Belgique se tournait, selon le mot de M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, le 20 juillet 1936, « vers une politique étrangère exclusivement et intégralement belge ». Le Roi lui donna une forme définitive dans sa communication du 14 octobre au Conseil des Ministres. « Une alliance, même purement défensive, ne conduit pas au but (c'est-à-dire : enlever à l'agresseur toute velléité d'invasion), car, si prompt que pourrait être le secours d'un allié, il n'interviendrait qu'après le choc, qui sera foudroyant. Pour lutter contre ce choc, nous serons seuls en tout état de cause. La Belgique devrait donc être militairement forte par ses propres moyens. » La Chambre des Représentants entérina cette politique, non pas de neutralité, mais d'indépendance, mieux encore : des « mains libres », par 136 voix contre 42.

Le général Gamelin fit, fort légitimement, valoir de sérieuses réserves, affirmant que les troupes françaises ne pourraient désormais appuyer la défense belge sur le canal Albert, la position fortifiée de Liège et à la frontière belgo-luxembourgeoise.

Dans une réponse du 15 novembre, le lieutenant-général Van den Bergen, chef d'État-Major de l'Armée belge, se retrancha derrière la déclaration royale du 14 octobre, le discours de M. Spaak du 28 octobre et les votes du Parlement. Il affirma également que les prévisions des accords d'avril resteraient valables, puisqu'elles envisageaient le cas d'une agression non provoquée, et subordonnaient toute intervention, qu'il y eût ou non alliance, à la demande formelle du gouvernement belge.

La fin de l'année 1936 vit donc une coupure très nette. Comment allait, dans ce cadre nouveau, évoluer le problème de la défense de l'Ardenne ?

La Belgique procéda à un vigoureux effort militaire pour pouvoir faire face, seule, à une agression. Il était évident que ses forces ne pourraient occuper toute la frontière menacée, d'Arlon à Anvers. L'appendice luxembourgeois, plus que par le passé encore, semblait indéfendable, tout au moins aux yeux des doctrinaires.

Le déploiement de l'armée, face au nord-est entre Anvers et Liège ; à l'est sur la position fortifiée de Liège, au sud-est sur la Meuse moyenne et la position fortifiée de Namur, continua à être conçu comme si la Belgique ne s'était pas délibérément isolée. Trop en avant désormais, ce dispositif serait fort vulnérable en cas d'attaque par le Brabant septentrional, mais aussi en cas d'invasion par le sud de la Meuse.

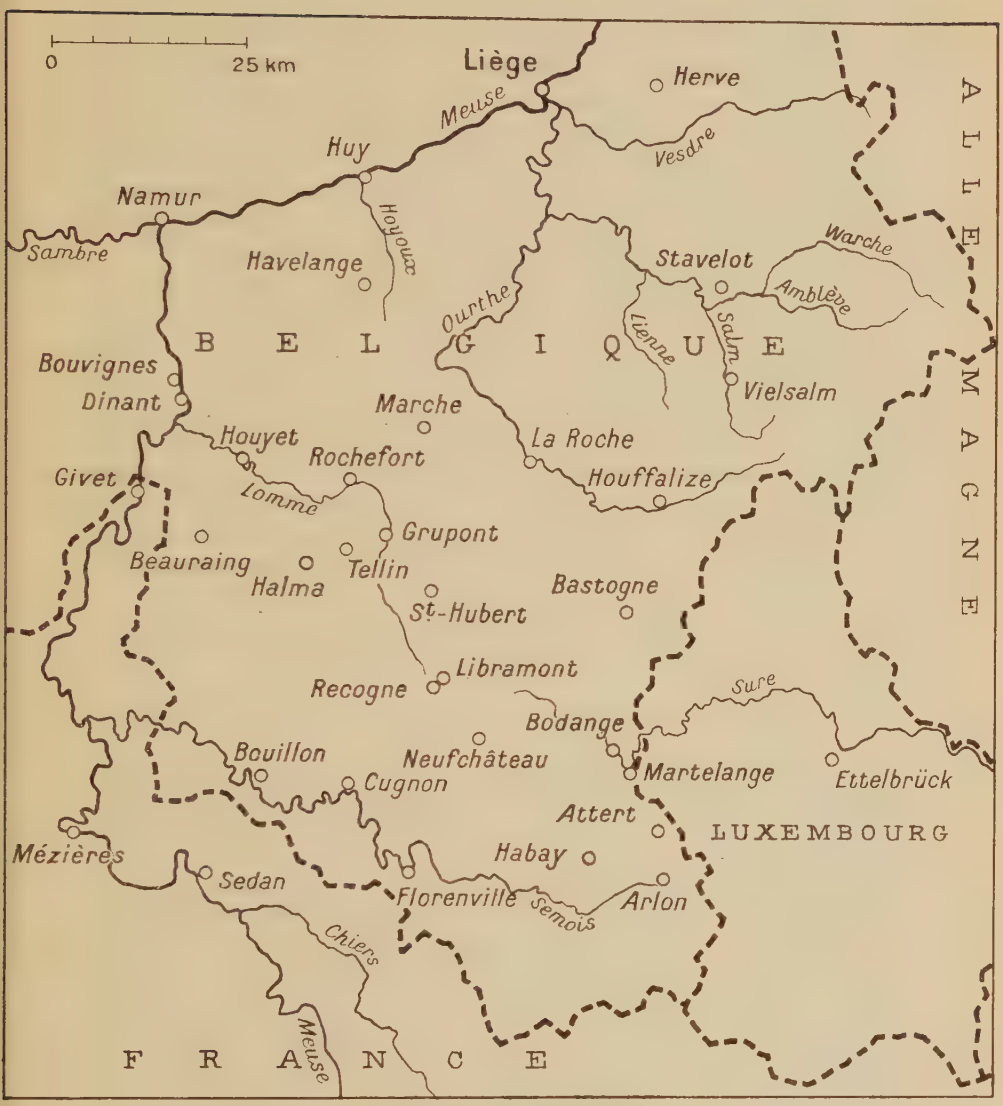
Puisqu'on avait édifié à la frontière orientale, à grands frais un système d'abris médiocres sans doute, mais constituant une ossature; créé des unités d'une valeur incontestable et d'un type original ; exécuté un vaste plan de destructions, pourquoi ne pas tirer le parti maximum des caractéristiques du terrain ardennais ? pourquoi ne pas en disputer âprement la traversée ? pourquoi y laisser une brèche que les Français ne pourraient colmater en temps utile ? pourquoi, tout au moins, ne pas occuper solidement la Haute Meuse belge ?

Il ne s'agit nullement de plaider « non coupable » du côté belge. Des erreurs de doctrine, d'appréciation et de prévision ont été commises. Mais il serait tout aussi faux d'attribuer cette absence de pugnacité en Ardenne à on ne sait quel mobile ténébreux. La seule cause en est une conception, que je crois erronée, de l'emploi des forces.

Le conseiller militaire du Roi, restant dans la ligne des généraux Galet et Nuyten, dont l'influence personnelle recommençait à s'exercer dans la coulisse après le départ de M. Devèze, était fermement décidé à écarter la bataille de la frontière, même sous sa forme dilatoire. Une question de principe !

Le 22 novembre 1939, le Commandement des Troupes de Défense du Luxembourg et de Namur devint, logiquement, à la fois un 7e C.A. et une 4e circonscription militaire. Il fut constitué deux divisions de chasseurs ardennais. Elles comprendront ensemble, le 10 mai 1940, 19 bataillons d'infanterie répartis comme suit : 7 étalés le long de la frontière sur un front de 85 km ; 2 sur l'Ourthe ; 9 (ceux de la 2e D. Ch. A.) au nord de la Meuse ; le bataillon moto en réserve mobile à La Roche. A l'origine, les chasseurs ardennais avaient eu un fort pourcentage de volontaires. Au moment dela mobilisation (phase A le 25 août 1939, phase B le 28 août), la multiplication des unités, jointe à la faiblesse des ressources démographiques de la province, obligèrent à utiliser 14 classes de milice pour les constituer.

Alors qu'un commandement spécial (T.D.L.N.), était chargé, depuis huit ans, de préparer cette mission délicate, la 1re D. Ch. A. fut brusquement placée sous les ordres du lieutenant-général Keyaerts, pour entrer dans la constitution d'un groupement de formation nouvelle, dit « K »,



Carte des Ardennes belges

qui comprit aussi trois régiments de cavalerie motorisés, un régiment cycliste et le bataillon moto du 7e C.A.

Sa mission, définie dans un document important (1), consistait en « une vaste manœuvre retardatrice, ayant pour objet d'entraver la progression de l'envahisseur vers la Meuse au sud de l'Amblève ». Plus au nord s'étendait la zone d'action de la P.F.L., occupée par le 3e C.A. On créait donc une zone de combat proprement ardennaise ? Toute illusion se dissipe à la lecture de ceci : « ... Le groupement K veillera à ne jamais se laisser couper de la P.F.L. et à ne pas se compromettre ; l'affaire capitale, jusqu'à la Meuse, serait donc d'agir par le dégât *(sic)* et les feux éloignés, puis de consacrer tous ses efforts à la défense du fleuve. »

Le dispositif du groupement complète le tableau. Sept bataillons de chasseurs ardennais sur 85 km, presque sans réserves, avec des trouées de plusieurs kilomètres : ni possibilité de défense sur place, ni amorce d'un mouvement systématique en profondeur. Plus en arrière, une compagnie du 4e chasseurs ardennais sur la Lesse ; le bataillon moto du 7e C.A. à La Roche-Erezée ; un escadron du 2e lanciers à La Baraque-Fraiture et Manhay. Une position d'arrière-garde sur l'Ourthe et le Hoyoux, occupée par trois régiments : le 1er guides, le 2e chasseurs à cheval, le 3e cyclistes et deux bataillons de chasseurs ardennais (le 3e du 1er régiment et le 1er bataillon du 2e régiment), avec deux groupes d'artillerie, les 11/17 A et IV/19 A.

Ce dispositif se complétait par le 2e lanciers (moins un escadron) posté face au sud sur la Semois, à Etalle et Habay-la-Neuve.

LE 10 MAI DEVANT LE DISPOSITIF BELGE

Trois corps blindés allemands avaient mission de traverser le Luxembourg belge : du nord au sud le 39e Pz. K (Hoth), 5e et 7e Pz. Div. lancées vers la Meuse dinantaise, en une seule colonne, par Marche ; le 41e Pz. K (Reinhardt), 6e et 8e Pz. Div., vers la Meuse de Monthermé, en une colonne. Le 19e Pz. K (Guderian), 2e, 1re et 10e Pz. Div., sur trois itinéraires. La 2e Pz. Div., au nord, par Tintange sur Libramont ; la 1re, au centre, par Martelange, Bodange, Witry, sur Neufchâteau, objectif de fin de journée ; la 10e, au sud, d'Attert sur Florenville. Il s'agissait donc d'une poussée frontale de cinq colonnes blindées, entre le plateau des Tailles et la région d'Arlon, mais limitée, dans les régions forestières tout au moins, à l'utilisation des routes et ne pouvant déployer que lentement toute leur puissance offensive.

Sur le front Attert-Martelange-Tintange, qui correspond à la poussée de Guderian, les Belges opposaient à ce déferlement les unités suivantes. Un peu dans le sud de Bastogne, le 1er bataillon du 1er chasseurs ardennais (1er Ch. A.) avait sa 3e compagnie à Assenois, sa 2e à Hollange ; le IIe batail-

(1) *Instruction personnelle et secrète du commandement de l'armée*, n° 41/34, du 12 février 1940, cité dans : Commandant Hautecler, *Le combat de Bodange*, p. 9.

lon, la 5e compagnie à Bodange, la 4e à Martelange ; les 1re et 9e compagnies du même régiment occupaient la région arlonaise. Soit six compagnies sur un front de 35 km. En deuxième ligne : la 6e compagnie à Habay-la-Neuve, la 7e à Neufchâteau, la 10e à Sibret. A Bastogne et au nord, jusque dans la région de Houffalize, le 2e régiment de chasseurs ardennais avait les éléments de deux bataillons (1).

Si deux compagnies du II/1 Ch. A. et quelques autres fractions ont été accrochées, c'est pour n'avoir pas été touchées par ce même ordre avant l'apparition des premiers éléments ennemis, ou, l'ayant reçu au cours du combat, avoir voulu le poursuivre (cas de Bodange).

Ces deux combats méritent d'être évoqués succinctement, car ils montrent ce que peut une petite troupe utilisant bien le terrain, et prouvent que, si nos chasseurs avaient reçu mission de défendre leurs positions, ils l'eussent exécutée à la lettre.

Nous nous limiterons à quelques heures et quelques chiffres.

1. Martelange est une localité à cheval sur la frontière belgo-grand-ducale, barrant sur la Sûre l'itinéraire assigné à la 1re Pz. Div., par Bettendorf, Diekirch, Ettelbrück, sur Bodange et Witry. La 4e compagnie (moins un peloton), un peloton de Mi et un T. 13 en assuraient la défense : environ une centaine d'hommes ; deux abris de béton pour Mi ; huit destructions préparées, cinq barricades.

Réception de l'ordre d'alerte vers 1 h 15 ; de l'ordre d'amorçage des destructions à 2 h 30 ; évacuation des habitants ; réception de l'ordre de sautage à 4 heures ; exécution immédiate.

L'ennemi fut en vue vers 6 h 30 ; ouverture du feu dès le franchissement de la frontière. Le groupe « Voraus » de la 1re Pz. Div., se déploya (une compagnie motocycliste, trois pelotons de reconnaissance, une centaine de cyclistes). L'avant-garde s'engagea à son tour et développa deux attaques débordantes. Le commandant de la 4e compagnie reçut à 10 h 30 l'ordre de repli et l'exécuta en faisant jouer deux destructions sur son itinéraire. Le groupe Voraus atteignit Radelange, à 2 500 mètres au nord-ouest de Martelange, vers 11 h 30. Pertes belges : 4 tués, 9 blessés, 6 prisonniers dont 2 blessés, quatre Mi capturées.

2. Le village de Bodange se trouve aussi sur la Sûre, à 4 km en amont et au nord-ouest de Martelange. Il était occupé par environ 80 hommes de la 5e compagnie, une section de Mi ; quatre abris ; six destructions dans son rayon d'action.

On entendit les explosions des destructions à Martelange, les bruits du combat, ainsi que vers Strainchamps (2 500 mètres nord-ouest de Bodange). Les chasseurs ardennais virent défiler leurs camarades de la 4e compagnie, après quoi le pont sauta. Le premier contact fut pris vers 11 heures. Le commandant Bricart, n'ayant reçu aucun ordre de repli,

(1) Nous ne nous en occuperons pas ici, car il n'a eu aucun contact, les unités s'étant repliées par ordre du commandement de l'Armée.

décida que l'on se défendrait sur place ; il fit modifier son dispositif *in extremis*, estimant que l'assaillant devait en connaître les détails ; il abandonna abris et positions. La progression allemande fut freinée dès les premiers moments. Les incidents, reconstitués avec patience et minutie par le commandant Hautecler (1), sont d'un vif intérêt sur le plan tactique. A 18 heures seulement, les premiers éléments ennemis pénétrèrent dans les dernières positions belges, et l'étonnement fut grand de constater qu'il n'y restait que 26 hommes, débris d'un peloton qui n'avait pu échapper à l'étreinte. Le passage de la Sûre ne fut possible qu'à 20 h 15.

La 5e compagnie avait perdu deux officiers (dont le commandant), un caporal et six soldats tués, 14 blessés. A ce prix, le résultat obtenu était éloquent : la tête de la puissante 1re Pz. Div. se trouvait encore à une quinzaine de kilomètres de son objectif : Neufchâteau, embouteillée devant les goulots de Martelange et Bodange. L'avant-garde ne dépassa pas la ligne Vonville-Witry.

A Strainchamps, un peloton de cette même 5e compagnie réussit à tenir jusque vers 16 h 30 devant l'avant-garde de la 2e Pz. Div., moins agressive que celle de la 1re Pz. Div. Il y perdit deux morts et quatre blessés. Ici, les chars ne franchiront la Sûre que le 11 mai, 2 heures du matin.

Les Allemands, se trompant sur l'importance des effectifs belges défendant la ligne de la Sûre, avaient déployé trois bataillons et un groupe d'artillerie devant Bodange. Ce combat, tout à l'honneur des magnifiques unités de chasseurs ardennais, peut être pris comme argument en faveur d'une défense retardatrice systématique. Quel en eût été le rendement si toutes ces unités avaient reçu une telle mission !

LA CONCEPTION FRANÇAISE

Comment le commandement français a-t-il raisonné et résolu le problème ardennais ?

En avant de la position de défense sur la Meuse et sur la Chiers, le massif ardennais est à la fois un bandeau sur les yeux, et un glacis protecteur, situé en territoire ami. Dès que les troupes françaises seront invitées ou autorisées à y pénétrer, elles pourront y assurer leur propre couverture à distance. Certes, il s'y trouve des unités belges, mais elles sont de faible importance, et leur mission ne comporte pas la résistance à outrance. Les Français devront compter essentiellement sur eux-mêmes. Et, dans ce but : connaître le pays ; en déterminer les points favorables à leur manœuvre ; définir cette dernière ; y consacrer les moyens nécessaires.

Ceci n'est pas un raisonnement *a posteriori*. Le dispositif et les intentions belges à l'est de la Meuse ont fait l'objet d'une étude critique par le 2e Bureau de la 9e armée française, le 28 mars 1940, nº 1748/2.

(1) Commandant G. Hautecler, *Le combat de Bodange*, État-Major général des Forces terrestres, Section Historique, 1955.

Le général Ruby qui, en mai 1940, appartenait à l'État-Major de la 2e armée, écrit ceci : « Nos renseignements sur l'armée belge, relativement précis, étaient communiqués par le G.Q.G., ou obtenus par les moyens propres au 2e Bureau. Nos futurs alliés ne disposaient, au sud de Liège, que du groupement K (P.C. à Saint-Hubert), fort de trois régiments de chasseurs ardennais (Arlon, Bastogne, Vielsalm), sur lesquels quatre bataillons seulement se trouvaient au sud de Houffalize, dans la zone d'action de la 2e armée. Nous connaissions à peu près les destructions qui devaient jouer sur les lignes : Bastogne, Martelange, Arlon — Libin, Neufchâteau, Rulles.

« Nous savions aussi — renseignement qui ne fut que trop vérifié — que les chasseurs ardennais, après l'exécution des destructions, devaient se replier, non vers l'ouest, où ils auraient été recueillis par notre cavalerie, mais vers le nord-ouest, sur Huy, où ils ne nous étaient plus d'aucune utilité (1). »

On ne peut donc arguer, du côté français, l'ignorance des dispositions belges. Ce serait, du reste, mettre en doute l'efficience d'un Service de Renseignements dont la valeur était reconnue, et qui disposait de toutes facilités pour se rendre compte, *de visu* et *de auditu*, de ce que les autorités belges ne pouvaient revéler officiellement, mais qui s'étalait ouvertement sur le terrain. Au surplus, le même général Ruby reconnaît qu'en 1938 certains officiers de l'État-Major de l'Armée furent invités à visiter en habits civils les positions-frontière : canal Albert, fort d'Eben-Emael, lignes du Luxembourg. Un officier de la 2e armée put parcourir, « assez rapidement, il est vrai » (il lui eût suffi de revenir en touriste), le terrain menacé sur lequel seraient appelés à manœuvrer nos cavaliers... « Il en rapporta même des impressions favorables sur le réseau belge de destructions, minutieusement préparé : endroits bien choisis, explosifs en place, ce qui n'existait pas chez nous, surveillé par des postes pouvant être alertés téléphoniquement et battus par le feu des blockhaus. » L'auteur ajoute, il est vrai : « Que valent les organisations les plus judicieuses si elles ne sont pas vivifiées par l'esprit de devoir des occupants (2) ? ».

Nous espérons avoir montré que cet esprit de devoir ne fut pas en cause, mais uniquement les ordres donnés en haut lieu.

Le 12 octobre 1939, le général Roton, chef d'État-Major du général Georges, commandant les armées du Nord-Est, eut un entretien avec le colonel Laurent, attaché militaire français en Belgique, et « nota par une flèche sud-est, nord-ouest aboutissant à Huy la direction du repli du groupement K ». Plus loin il affirme : « Nous avions connaissance de la composition et de la mission du *Groupement K*. Aucune mission spéciale ne fut demandée par le commandant du front nord-est aux forces retardatrices belges. » Notons une erreur dans ce témoignage ; il doit se rapporter au

(1) Général Ruby, *Sedan, terre d'épreuve*, Flammarion, 1948, p. 66-67.
(2) Général Ruby, *op. cit.*, p. 35-36.

groupement des troupes de défense du Luxembourg et de Namur, car le *Groupement K* n'existait pas encore à cette époque.

L'I.P.S. n° 82 du 14 mars 1940, adressée au groupe d'armées n° 1 mentionne : « Axe vraisemblable d'effort de l'action retardatrice belge : Vielsalm-Huy. » Une copie en était destinée au général Gamelin.

Il est permis d'inférer de ces documents que ni le général Billotte, ni le général Georges, ni le général Gamelin, n'ont ignoré la situation et les intentions du Haut Commandement belge. Ils auraient parfaitement eu le droit, et même le devoir, d'estimer que ces dernières ne répondaient pas aux exigences d'une solidarité effective dans la région ardennaise. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait entendre avec netteté et fermeté, en demandant, tout au moins, que le repli des quatre bataillons les plus au sud s'effectuât vers le front Dinant-Givet ? Une telle démarche n'eût eu de valeur qu'avant le 10 mai. On n'en découvre aucune trace.

Comment peut-on l'expliquer ? Le Haut Commandement français a disposé de plusieurs mois pour préparer l'opération, assez simple, somme toute, de l'occupation de la position de la Meuse. Il en a compliqué l'exécution en y affectant des divisions de deuxième réserve. De plus, le déploiement n'en fut qu'embryonnaire ; il devra être complété tardivement, hâtivement, et entravé par divers facteurs. Constatant ces déficiences, imputables surtout à la 9e armée, on est en droit de conclure à une sous-estimation délibérée de l'importance stratégique de ce secteur et de la menace pouvant peser sur lui. Ceci rejoint la théorie, toujours en vigueur à cette époque, de l' « imperméabilité » du massif ardennais à d'importantes opérations, par méconnaissance de la géographie militaire, et oubli des enseignements d'août 1914.

Sans doute le général Gamelin affirme-t-il (1) : « Il avait été convenu (avant le 10 mai), que vos forces opérant au sud de Liège, chargées de couvrir vos destructions et de retarder l'attaque, attendraient l'arrivée des nôtres, puis passeraient aux ordres des armées françaises (9e et 1re) intéressées. Nous devrions vous les renvoyer quand leur collaboration ne nous serait plus nécessaire. Cette entente avait été réalisée par l'intermédiaire de votre attaché militaire en France et surtout de mon représentant personnel officieux auprès de S. M. votre Roi (2). »

Ici encore, on se heurte à l'absence d'une convention quelconque relative à cette subordination d'unités belges ; le général Van Overstraeten en nie l'existence ; le principe même s'opposait à la doctrine de la réunion dont nous avons dit la force. Si une telle convention eût existé, elle aurait laissé des traces dans certains documents : directives, instructions ou ordres.

Et pourtant, le 10 mai, le généralissime télégraphie au colonel Hautcœur, lui demandant que, « comme convenu, les grandes unités belges

(1) Dans une lettre du 17 février 1951 aux membres de la Commission d'Études de la campagne de 1940, créée au sein de la Société royale et générale des Officiers retraités.

(2) Il s'agit du colonel Hautcœur, dont le témoignage serait capital, mais qui nous a toujours refusé toute déclaration.

qui se trouvent dans les zones d'action des armées française et britannique soient placées momentanément sous les ordres des commandants de ces armées, en attendant leur regroupement ultérieur » (1). Dans sa lettre déjà citée, le général Gamelin affirme qu'il s'agissait de voir placer aux ordres de la 9e armée les forces belges agissant au sud de la Meuse.

Le général Champon, chef de la mission militaire française au G.Q.G. belge, le 11 mai dans la matinée, posa le problème au général Van Overstraeten qui lui répondit : « En principe fondamental, l'armée belge reste sur elle-même ; ses unités-frontière ne peuvent recevoir d'ordres que du Roi, puisque nous sommes au courant de leurs instructions et de leurs emplacements (2). »

Le 12 mai, le général Billotte, à Casteau, posa de nouveau la question pour certaines fractions belges opérant au milieu de la 1re armée française, notamment la garnison de Namur. L'eût-il fait si une convention avait déjà existé ? Il reste là une inconnue assez troublante, mais qui modifie peu le fond des choses.

Le commandement français, au moment des faits, a-t-il cru nécessaire l'appui de quelques unités belges ? Psychologiquement, il nous paraîtrait étonnant qu'il en fût ainsi à l'égard des petits alliés, et cela nous paraît tenir d'une argumentation *a posteriori*.

L'ACTION DES DIVISIONS FRANÇAISES DANS LES ARDENNES

Les forces mobiles lancées le 10 mai dans les Ardennes paraissaient suffisamment étoffées pour exécuter leur mission : franchir la Meuse, se porter au-devant de l'ennemi, le ralentir par une action retardatrice.

La mission exacte était : « couvrir la mise en place et le renforcement de nos forces sur la position de résistance, en poussant au plus vite jusqu'au contact de l'ennemi, en aidant les troupes de couverture belges et en retardant l'avance allemande » (3).

Le général Billotte nuançait déjà cette mission. La 9e armée devait porter ses D.L.R. et ses G.R. sur la Meuse entre Namur et Givet, sa brigade de spahis sur la Semois en aval d'Alle, et s'éclairer dans les Ardennes. « Dès que la Meuse sera assez solidement tenue, les D.L.C. de la 9e armée seront poussées au plus vite jusqu'au contact de l'ennemi (4). » Le général Corap, commandant de la 9e armée, énonçait le 23 mars : « La manœuvre (au delà de la Meuse) s'exécutera sur l'ordre du commandant de l'armée. »

Limitons-nous à l'essentiel de l'exécution par les unités de cavalerie des deux armées.

(1) Général Gamelin, *Servir*, vol. III, p. 392.
(2) Général Van Overstraeten, *Albert Ier-Léopold III. Vingt ans de politique militaire belge (1920-1940)*, p. 582.
(3) I.P.S. du commandant des Armées du nord-est, n° 82, 14 mars 1940.
(4) I.P.S. n° 11 du 27 mars 1940.

LE 10 MAI

9e armée. — Les découvertes des 4e D.L.C., 1re D.L.C. et 3e brigade de spahis, du nord au sud, sont découplées vers 14 heures au delà de la Meuse.

A la 4e D.L.C., en fin de journée, la sûreté éloignée est à une dizaine de kilomètres du fleuve. Le gros ne reçoit l'ordre d'aller au delà de la Meuse qu'à 23 heures.

A la 1re D.L.C., dans la soirée, le 5e régiment de dragons portés et un peu plus tard le 1er régiment d'A.M. sont sur la rivière Lomme, établissant ainsi une ligne entre Marche et Rochefort.

La 3e brigade de spahis a atteint la Lomme entre 20 et 21 h 30, de Grupont à Saint-Hubert.

Le général Corap entendait conserver les gros de sa cavalerie à l'ouest de la Meuse jusqu'au 11. Il a fallu une intervention du général Georges, vers 17 h 15 pour qu'ils soient poussés vers l'est.

Il était pourtant clair que, si l'on voulait prendre le contact de l'ennemi et le retarder par la manœuvre, il fallait se donner le plus de champ possible. Le 10 mai, l'écran des chasseurs ardennais et le système des destructions favorisaient encore une progression rapide des divisions françaises. Dans la soirée, les gros eussent pû être sur cette coupure de la Lomme, qui se prêtait admirablement à un premier arrêt.

2e armée. — A sa gauche, la 5e D.L.C., en liaison avec la 3e brigade de spahis, s'installa dans la soirée sur une ligne Neufchâteau-Libramont, sans avoir trouvé le contact de l'ennemi. Nous venons de voir que, si des unités de chasseurs ardennais n'avaient pas offert des résistances sporadiques, les Pz. Div. eussent dépassé Neufchâteau en fin de journée et se fussent heurtées aux premiers éléments de la 5e D.L. Celle-ci avait donc, incontestablement, bénéficié d'un important répit pour prendre ses dispositions en vue de la manœuvre retardatrice.

Par contre, la 2e D.L.C. buta en fin de matinée, à l'ouest d'Arlon, sur la 10e Pz. Div., qui engagea rapidement deux de ses régiments ; après de durs combats, la ligne de contact se stabilisa.

LE 11 MAI

Le commandant de la 2e armée, sans doute pour assurer la continuité du front, avait donné ordre à la 5e D.L.C. d'étendre sa droite, en une sorte de crochet défensif, entre Neufchâteau et Straimont ; la 1re brigade de cavalerie, postée sur la Semois de Florenville, devait le prolonger sur l'alignement Straimont-Jamoigne. On sacrifiait ainsi la profondeur, condition première de la manœuvre retardatrice, à la continuité.

Plusieurs critiques peuvent être adressées à ces mesures. Tout d'abord, le choix de la ligne de premier arrêt. Les vastes clairières de Libramont et de Neufchâteau se prêtent au déploiement rapide de colonnes blindées, et

le premier impératif était d'empêcher un tel déploiement, en choisissant judicieusement son terrain. Sur l'alignement général de la position choisie, mais un peu en retrait, il y avait des lisières forestières et des vallées encaissées (la Lomme, la Vierre) avec de rares points de passage, en défilés. On eût pu y poster des « bouchons », disposés en profondeur, le long des axes principaux. Il eût fallu aussi ne pas procéder à des remaniements, au moment où le contact devenait probable. Tout cela traduit manifestement l'absence d'une doctrine de la manœuvre retardatrice, en terrain coupé.

C'est dans ces conditions d'instabilité du dispositif que les 1re et 2e Pz. Div. tombèrent sur des unités de la 5e D.L.C. et les refoulèrent sans grandes difficultés. Des éléments blindés et d'infanterie portée progressèrent jusqu'en vue de la Semois de Bouillon. Les 1re et 2e Pz. Div., en fin de journée, avaient progressé de 50 km, alors que, la veille, leur progression en territoire belge n'avait pas, en certains points, dépassé 10 km.

9e armée. — La 3e brigade de spahis fut évidemment la première, et du reste la seule, à être menacée directement par les événements chez ses voisins de droite. Elle se replia vers la Semois, entre Bohan et Mouzaive, que ses gros tinrent vers 20 h 30 ; un de ses postes fut enfoncé par un groupe allemand, qui fonça en direction de Sugny, et menaça Pussemange. Toute liaison était perdue avec la gauche de la cavalerie de la 2e armée.

La 1re D.L.C., non inquiétée encore, apprit vers midi le repli de la 3e brigade de spahis à sa droite. Elle entreprit d'établir une bretelle sur une ligne : Tellin, Halma, Beauraing, Givet.

A la 4e D.L.C., le 4e régiment d'A.M. se heurta vers 13 heures à Marche, à des unités allemandes, et y mena un combat traînant jusque dans la soirée.

En fin de journée l'alignement était le suivant : Havelange, Porcheresse, Haversin (4e D.L.C.), Mont-Gauthier, Houyet (1re D.L.C.).

LE 12 MAI

Dès 8 heures du matin, la 4e D.L.C., non au contact, et la 1re D.L.C. reçurent ordre de la 9e armée de se replier à l'ouest de la Meuse, à partir de midi. Ce mouvement s'effectuerait sous la protection du 14e dragons portés établissant des points d'appui, et bientôt pressé par l'ennemi.

A la 1re D.L.C., les derniers passages aux ponts de Bouvignes et de Dinant eurent lieu entre 16 h et 16 h 15. La 3e brigade de spahis s'était repliée, sur initiative de son chef, dans la deuxième partie de la nuit, mais avait reçu ordre de s'accrocher à Gespunsart et à La Vrigne.

Au cours de la nuit du 12 au 13, les avant-gardes blindées atteignaient la Meuse entre Sedan et Namur.

Sur le front de la 2e armée, la journée fut marquée par le forcement des passages de la Semois et l'exploitation en direction de la Meuse : la 2e Pz. Div. à Membre-Alle, la 1re Pz. Div. à Bouillon, la 10e Pz. Div. à Cugnon. Le combat le plus vif se déroula à Bouillon, dont les ponts avaient

sauté, et où intervinrent des avions français et anglais. Finalement, n'ayant pu tenir devant la poussée énergique des trois divisions blindées allemandes conjuguant leurs efforts, la 5e D.L.C. et ses voisines, se replièrent vers le sud, derrière la Chiers, puis sur la rive gauche de la Meuse.

Ces quelques indications suffisent pour établir le calendrier de la traversée des Ardennes, sur l'axe principal, celui où le massif est le plus étroit.

10 mai. — Franchissement de la frontière entre le Grand-Duché et la Belgique ; premier contact avec les chasseurs ardennais belges sur cette frontière, devant Martelange, à 7 heures. Accrochage et résistance de deux compagnies. Progression en fin de journée : de l'ordre de 16 km.

11 mai. — Forces françaises disponibles : quatre divisions de cavalerie et une brigade ; sur l'axe principal, environ une division. Progression depuis l'est de Neufchâteau jusqu'en vue de la Semois : de 25 à 35 km suivant l'itinéraire.

12 mai. — Repli vers la Meuse. Progression : environ 25 km.

Ces chiffres ne permettent pas de parler d'une action retardatrice. Celle-ci devait, et pouvait, être basée sur un recul d'une dizaine de kilomètres par jour, en moyenne, soit un gain de 4 à 5 jours à l'est de la Meuse, assuré à la fois par les unités belges et par les grandes unités françaises.

Il serait légitime, et de bonne justice distributive, de conclure que tous deux, le Haut Commandement français et le Haut Commandement belge, ont péché en 1940 :

1° Par une méconnaissance, ou un dédain, inexplicables, des caractéristiques stratégiques et tactiques du massif ardennais, qui étaient pourtant des constantes ;

2° Par des doctrines tactiques ne retenant comme valables que les solutions de méthode, de prudence, de « classicisme », et en excluant, au nom d'on ne sait quelle expérience de guerre, la manœuvre dilatoire, le combat retardateur, la défense par le feu des destructions et obstructions, la guerilla, les partisans ;

3° Par une regrettable absence de coordination. Celle-ci, en ce qui concerne l'Ardenne, découle, nous en sommes convaincu, des deux facteurs ci-dessus ; elle fut la conséquence d'une conception sclérosée de la guerre, se refusant à en envisager toutes les hypothèses, toutes les possibilités, et se privant donc des moyens d'y faire face rapidement. On se condamnait par le fait même à la surprise intellectuelle, la plus redoutable de toutes.

Émile Wanty,
Général-major de réserve de l'Armée belge,
dégagé des cadres.

LES ORGANISMES FRANÇAIS CHARGÉS DES PRISONNIERS DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS
(ALGER 1943-PARIS 1945)

Dans un précédent numéro de la *Revue* (1), nous avons examiné les différentes administrations chargées par le gouvernement de Vichy des problèmes concernant les prisonniers de guerre. Nous nous proposons maintenant d'étudier les mesures prises à leur égard par le gouvernement d'Alger, le sort fait aux organismes de Vichy et d'Alger à la Libération et comment se sont effectuées les opérations de rapatriement. Il ne s'agira plus d'ailleurs ici des seuls prisonniers de guerre, mais également des déportés de tous ordres sur lesquels — déportés du travail mis à part — Vichy avait fait le silence.

Un *Commissariat aux Prisonniers et Déportés*, auprès du *Comité français de la Libération nationale* (2), fut créé à Alger par un décret du 9 novembre 1943 et transformé, le 18 novembre, en *Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés* sous la direction d'Henri Frenay, fondateur du mouvement *Combat*.

Les attributions du Commissariat furent définies par un décret du 8 décembre 1943 : il devait traiter toutes questions concernant les prisonniers de guerre français aux mains de l'ennemi, les ressortissants français envoyés hors de France au titre du travail obligatoire, les personnes détenues, déplacées ou déportées par le gouvernement de Vichy en vertu de leur opposition à ce dernier, enfin les Français réfugiés dans la métropole, l'Empire ou l'étranger. Il devait fournir une aide matérielle et morale à tous les absents et à leurs familles, organiser le rapatriement en élaborant les plans nécessaires et en assurant leur exécution, préparer les mesures de réadaptation et de sauvegarde des droits de tous les « déracinés ».

Outre le Cabinet, le Commissariat comprenait deux directions dont

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 37, janvier 1960.

(2) Voir *Bilan d'un effort* (préface par Henri Frenay), Paris, ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés (1945), in-4º, 196 p. On y trouvera le résumé de ce qui a été fait pour les prisonniers, déportés et réfugiés à Alger, à Paris et en province, du 9 novembre 1943 au 1er novembre 1945.

les attributions varièrent légèrement : un décret du 8 décembre 1943 créa la *Direction des Secours et du Rapatriement* et la *Direction des Services généraux* ; le décret du 23 mars 1944 en fit la *Direction du Rapatriement* et la *Direction des Secours et Services généraux* ; le décret du 6 juin 1944 les transforma en *Direction de l'Organisation internationale du Rapatriement* et *Direction de l'Organisation nationale du Rapatriement*. Ainsi l'organisation du retour passa au premier plan des préoccupations.

Le Commissariat entretenait une mission à Londres et une délégation en Suisse, dont la première, dite *Mission Prisonniers, Déportés et Réfugiés de la Délégation à Londres du C.F.L.N.*, fut organisée par M. Grammont en qualité de chef adjoint, en attendant la nomination, en janvier 1944, de M. Morin-Forestier.

Elle avait pour but la liaison avec certaines organisations de Résistance, la propagande à l'intention des prisonniers, déportés et réfugiés et leur famille, l'orientation et le contrôle des œuvres françaises travaillant pour les prisonniers, leur famille ou pour les réfugiés en Grande-Bretagne, la liaison avec les œuvres privées alliées, installées en territoire britannique et travaillant pour les prisonniers, enfin l'étude du rapatriement, en liaison avec les différents organismes internationaux.

Elle comportait, en conséquence, trois services : *Action et Propagande* (S.A.P.), chargé d'émissions radiophoniques, de propagande clandestine dans les camps et du rassemblement de toute une documentation statistique concernant la situation de nos ressortissants en Allemagne ; *Service des Secours*, qui s'occupait des expéditions de colis et de la tenue d'un fichier des prisonniers français tombés aux mains de l'ennemi après l'Armistice ; *Direction du Rapatriement*, qui préparait le retour en liaison avec les missions alliées et les organisations interalliées.

La Délégation en Suisse du Commissariat naquit officiellement le 9 mai 1944, à la suite d'un télégramme adressé par le commissaire Frenay au comte de Leusse représentant de la *France Libre* en Suisse, télégramme qui, en réalité, entérinait une situation déjà existante : le comte de Leusse s'occupait des réfugiés et des évadés de guerre français en Suisse, le pasteur Guillon représentait le C.F.L.N. auprès du Comité international de la Croix-Rouge depuis le 9 mai 1943, et M. May avait été chargé, par télégramme du 18 avril 1944, d'assurer la liaison avec les autorités suisses.

Le télégramme du 9 mai nommait le comte de Leusse chef de la Mission du Commissariat auprès de la Délégation du C.F.L.N. en Suisse ; il cumulait donc les fonctions de chef de cette Mission et de chef de la Délégation.

La Mission, installée 39, quai Wilson à Genève, comprenait un Secrétariat général et trois sections : le pasteur Guillon continuait à s'occuper des relations avec la Croix-Rouge, M. Van Batten du rapatriement, Mme André Philip des Services sociaux ; il faut y ajouter, à dater du mois d'août 1944, une Section médicale dirigée par le Dr Jourdan, délégué du Pr Vallery-Radot. Quant aux réfugiés, ils étaient assistés par le Comité de l'Aide aux Réfugiés français, dit *Aide fraternelle aux Réfugiés français*

en Suisse, 36, rue de Carouge à Genève, constitué le 16 février 1943, devant la carence des autorités officielles françaises.

Pendant l'insurrection de Paris, à la Libération, un *Secrétariat général provisoire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés* fut créé, sous la direction de M. François Mitterrand. Une ordonnance du 1er juillet 1944, datée d'Alger, prévoyait le rattachement au *Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés*, qui ferait logiquement suite au Commissariat, des organismes métropolitains qui avaient été chargés des questions entrant dans sa compétence. Le Secrétariat général provisoire regroupa donc les services qui avaient eu, jusque-là, la charge des prisonniers de guerre, déportés du travail et réfugiés : la *Direction du Service des Prisonniers de guerre*, le *Service diplomatique*, le *Commissariat aux Prisonniers rapatriés*, le *Commissariat à l'Action sociale pour les Français travaillant en Allemagne* et la *Direction des Réfugiés du ministère de l'Intérieur.*

Dès le 1er septembre 1944, le général Godechèvre, directeur du Service des Prisonniers de guerre, était à la disposition du nouveau ministre ; en octobre, il s'installa à Paris en qualité de directeur du Service de l'Assistance aux absents. Le fichier des prisonniers était resté à Lyon avec une fraction infime du personnel (16 employés), qui constituait l'échelon de Lyon et s'occupait surtout de la confection des colis. Le décret du 31 mars 1945 consacra le procès-verbal de la réunion du 11 octobre 1944, au cours de laquelle avait été décidée la fusion de la D.S.P.G., dans l'ensemble des services du ministère et l'ordonnance du 11 mai 1945 la supprima définitivement.

La question fut plus compliquée en ce qui concernait le *Service diplomatique*. Après la démission du gouvernement français en août 1944 et le transfert du maréchal Pétain à Sigmaringen, Scapini refusa de reconnaître la *Commission gouvernementale française pour la Défense des Intérêts nationaux*, créée à Sigmaringen par Brinon. Il déclara assumer ses fonctions de manière provisoire, uniquement en tant que représentant de la puissance protectrice. Par une lettre du 29 novembre 1944, les Allemands s'opposèrent à cette tentative et signifièrent à l'ambassadeur qu'ils ne le considéraient plus dorénavant comme le chef du *Service diplomatique.*

D'autre part, dès le début de septembre 1944, Brinon avait demandé au général Bridoux, ministre de la Guerre à la *Commission gouvernementale*, d'assumer la charge des prisonniers de guerre, autrement dit de remplacer Scapini. Le 28 octobre, deux mois après, les attributions du général n'étaient toujours pas définies et il envoya à Brinon une lettre de démission ; mais, le 10 novembre, tout était arrangé et le général envisageait de confier, sous sa direction, la succession de Scapini au général Didelet. Finalement, il prit en personne la tête du Service diplomatique et cela jusqu'à la dissolution du gouvernement de Sigmaringen, marquée par le départ du maréchal Pétain, le 21 avril 1945. Lui-même fut pris par les Américains à Augsbourg, le 3 mai, et dirigé sur la France le 28 juin.

Les services restés en France furent absorbés dès la Libération par le *Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.*

De même, le ministère prit pareillement en charge le *Commissariat aux Prisonniers rapatriés* ; la situation fut régularisée par le décret du 31 mars 1945, portant fusion des services du Commissariat aux Prisonniers de guerre rapatriés et aux familles de Prisonniers de guerre dans l'ensemble des services du ministère.

Le 10 septembre 1944, la période de tâtonnements était terminée et M. Henri Frenay, commissaire devenu ministre, s'installa à Paris à son arrivée d'Alger. Il fallut organiser l'administration centrale et amalgamer le personnel d'Alger, peu nombreux, avec celui des cinq services de Vichy, au total plus de treize cents personnes.

Le ministère était installé avenue Foch (nos 72 à 86), des services s'étaient établis, en outre : 41, avenue Foch (*Inspection générale* et *Direction des Réfugiés*) ; 60, avenue Foch *(Inspection générale de la Santé)* ; 6, square du Bois-de-Boulogne *(Service psychologique-information)* ; 3, rue Meyerbeer *(Direction des Services techniques)* ; 47, rue Cortambert *(Direction des Services internationaux)*, etc., en tout vingt-deux groupes d'immeubles.

La structure des services s'élabora en fonction du rapatriement que l'on espérait prochain : la *Direction générale du Rapatriement* mettait sur pied des centres d'accueil, créait les missions en Allemagne et prenait en charge les rapatriés ; la *Direction des Services administratifs et financiers* s'occupait du personnel, de la comptabilité, des approvisionnements, de la fabrication des colis et de l'aide aux absents ; la *Direction des Affaires sociales* dirigeait les Maisons du Prisonnier, ouvertes à présent aux travailleurs et aux déportés et préparait la réintégration familiale et professionnelle. Sur le plan local, des Directions régionales étaient établies auprès des *Commissaires de la République* ; les Directions départementales avaient absorbé les anciens Services de Réfugiés et les Maisons du Prisonnier.

Trois mois plus tard, la situation avait changé. Les hostilités paraissaient devoir se prolonger. La mise en place du rapatriement effectif paraissait moins imminente et d'autres tâches s'imposaient, comme l'envoi de colis ou l'assistance aux réfugiés. D'autre part, l'organisation intérieure du ministère n'avait pas donné toute satisfaction ; la *Direction du Rapatriement*, notamment, paraissait trop lourde et il y avait un certain flottement dans les attributions des services. Un remaniement s'imposait : une *Commission des Méthodes*, créée par arrêté du 31 janvier 1945, fut chargée d'étudier les meilleures méthodes de travail et d'édifier une structure plus logique du ministère. La note de service, du 2 mars 1945, définit la nouvelle composition, à peu près définitive, du ministère, qui comprit le Cabinet du ministre, un Secrétariat général et six directions.

Au *Cabinet* du ministre était rattachée la *Direction des Services internationaux*, c'est-à-dire la Section des Affaires étrangères du ministère, qui avait dépendu primitivement de la *Direction générale du Rapatriement* et fut transférée au Cabinet, à partir du 15 décembre 1944. Elle devait mener les négociations destinées à permettre le rapatriement de certaines catégories (les femmes notamment) et l'envoi de missions dans les pays susceptibles de recevoir des rapatriables (U.R.S.S., Suède, etc.), faire la liaison avec le Comité international de la Croix-Rouge, l'U.N.R.R.A. et l'État-Major interallié (SHAEF) ; c'est d'elle que dépendirent par la suite les missions de rapatriement envoyées en pays étrangers. Le *Service psychologique-information* devait informer le public des problèmes de l'absence et de l'évolution de la situation.

Le *Secrétariat général* assumait la direction des services administratifs. Auprès de lui, le *Service législatif* servait de conseil juridique, la *Coordination des services extérieurs* contrôlait sur pièces et animait les services locaux, l'*Inspection générale de la Santé* contrôlait et coordonnait l'action des services médicaux du ministère à Paris et en province.

La *Direction de la Captivité et de l'Assistance aux Absents*, héritière directe de la Direction du Service des Prisonniers de guerre, avait été tout d'abord rattachée à la Direction des Services administratifs et financiers. Elle comprenait la *Sous-Direction des Fichiers et Statistiques* qui recensait les absents, la *Sous-Direction des Renseignements et de la Documentation* qui recherchait tous les renseignements individuels ou collectifs sur la vie dans les camps (transformée le 3 août 1945 en *Sous-Direction des Recherches et de la Documentation*), enfin la *Sous-Direction de l'Assistance aux Absents*, qui préparait les programmes d'envois de colis vers l'Allemagne.

La *Direction du Rapatriement*, divisée en trois sous-directions : *Études et Opérations*, *Centres de Rapatriement*, *Service de Santé*, a préparé et exécuté le rapatriement de plus de deux millions de Français, elle fut supprimée le 22 octobre 1945.

La *Direction des Affaires sociales* avec ses quatre sous-directions : *Solidarité* (c'est-à-dire défense des droits et intérêts des absents), *Réintégration et questions professionnelles*, *Accueil et Entraide*, *Services médicaux*, organisait l'accueil des rapatriés, préparait leur réintégration matérielle et morale, dirigeait et coordonnait l'activité des Maisons du Prisonnier.

La *Direction des Services administratifs et financiers* s'occupait du matériel, de la comptabilité et du personnel, notamment du personnel militaire qu'elle recrutait et mettait à la disposition des services demandeurs : missions à l'étranger, encadrement des camps d'étrangers, rapatriement.

La Direction des Services techniques exécutait les travaux mobiliers et immobiliers *(Sous-Direction des Travaux)* et approvisionnait les différents services *(Sous-Direction des Transports)*.

Enfin la *Direction des Réfugiés* assistait les réfugiés français et ils étaient nombreux en raison même des opérations militaires (Alsace-

Lorraine, Dunkerque, poche de l'Atlantique), hébergeait et rapatriait les réfugiés étrangers.

Comme nous l'avons déjà vu, le Commissariat d'Alger entretenait des missions à Londres et en Suisse. Celle de Londres, organe de préparation du rapatriement, donna naissance à la *Mission française de Rapatriement en Allemagne*, organe d'exécution.

Mais bien des Français, que les faits de guerre avaient amenés à l'étranger, échappaient à la compétence des missions d'Angleterre, d'Allemagne ou de Suisse. Pour eux furent créées, par une ordonnance du 8 février 1945, les missions françaises de rapatriement à l'étranger, chargées de représenter le ministère dans un certain nombre de pays alliés ou neutres. Elles avaient pour objet d'assurer, dans les meilleures conditions, le séjour des réfugiés français et de prendre toutes dispositions pour leur retour rapide.

Ces missions dépendaient de la Direction des Services internationaux. Dans chaque pays, elles étaient placées sous la haute autorité du représentant diplomatique de la France. Elles étaient prévues pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, les États-Unis, la Hollande, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, la Russie, la Suède, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie.

La *Mission de Londres*, vit son rôle transformé à la suite de la libération de la France, du fait que Paris prenait en mains un certain nombre de questions, qui, ne pouvant être traitées à Alger, lui avaient par suite incombé. Il y eut donc une réorganisation sur des bases nouvelles, en supprimant des services devenus inutiles (secours, propagande, liaison avec le SHAEF, planning du rapatriement) et en créant ceux qui allaient devenir nécessaires : rapatriement, service d'accueil, service social. M. Morin-Forestier, devenu chef de la mission en Allemagne, fut remplacé par M. Grammont. On eut désormais le *Service du Rapatriement*, qui s'occupa des quelques milliers de Français réfugiés en Grande-Bretagne depuis 1940, des ressortissants étrangers qui désiraient revenir en France, des prisonniers et déportés en transit ; le *Service des Recherches*, qui répondit aux demandes de renseignements concernant les prisonniers et les déportés ; le *Service des Relations extérieures*, chargé des rapports avec les missions des différents pays qui s'occupaient des personnes déplacées, était également responsable de la participation aux Comités internationaux.

La mission de Londres fut dissoute le 1er septembre 1945.

La *Mission française de Rapatriement en Allemagne* (M.F.R.A.), installée à Paris, 18, rue de Madrid, dérivait directement de la Mission de Londres. Son premier chef fut M. Morin-Forestier, revenu tout exprès de la capitale anglaise. L'échelon central qui, normalement, aurait dû se transporter en Allemagne dès la fin de la guerre, ne reçut jamais l'autorisation de partir et dut exercer son activité depuis Paris.

Tant que durèrent les hostilités, les zones d'occupation demeurèrent soumises au Commandement suprême interallié. C'est donc auprès du

SHAEF que, dès le mois d'août 1944, le ministère délégua ses représentants en vue du rapatriement. Une mission fut envoyée au bureau GI PWX *(Prisonners of War)* du SHAEF, chargé du rapatriement des prisonniers de guerre ; une autre auprès du bureau G 5 DPX *(Displaced persons)*, qui s'occupait des autres catégories. Des missions de liaison prisonniers et déportés furent également envoyées par la suite auprès des Groupes d'Armées alliées, dans le cadre des *Missions françaises de liaison auprès des Groupes d'Armées*, dont l'organisation eut lieu en janvier 1945.

Une décision du général de Gaulle, du 18 novembre 1944, avait créé au sein de l'État-Major de la Défense nationale, la *Mission militaire pour les Affaires allemandes* (M.M.A.A.) installée à l'hôtel Continental, rue de Castiglione ; son chef, le général Kœltz, représentait le gouvernement français en Allemagne, notamment quant aux relations avec le SHAEF.

Le *Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés* eut une délégation auprès de la M.M.A.A., au même titre que d'autres ministères, tels la Guerre, l'Air et la Marine. A dater du 25 février 1945, cette Délégation fut confondue avec l'Échelon central de la M.F.R.A. et eut le même chef, M. Kaeppelin, qui portait à la fois le titre de chef de la Délégation des Prisonniers, Déportés et Réfugiés auprès de la Mission militaire pour les Affaires allemandes et de chef de la Mission française de Rapatriement en Allemagne. La Délégation P.D.R. était le canal imposé pour toutes les relations entre le ministère et le SHAEF, d'une part ; entre le ministère, les officiers de liaison et les détachements techniques affectés aux armées, d'autre part.

Le chef de la Mission française de Rapatriement en Allemagne relevait directement du ministre. Il avait sous ses ordres un personnel militaire organisé en un corps d' « assimilés spéciaux du rapatriement », dit *Corps militaire du Rapatriement*, créé par ordonnance du 7 décembre 1944, mis par le ministre de la Guerre à la disposition du ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés et administré par le département de la Guerre, en l'espèce le *Service de l'Organisation des Missions*, dirigé par le colonel Pouzadoux. Celui-ci recrutait, formait et administrait un personnel qu'il mettait à la disposition non seulement de la M.F.R.A., mais aussi des autres missions à l'étranger, des services de rapatriement en France, des camps d'étrangers pour leur encadrement.

La mission comprenait deux sections : la *Section Prisonniers*, commandée par le capitaine David, auquel succéda le colonel Jacobsen, officier de liaison principal auprès du SHAEF GI PWX ; cette section possédait des missions de *Wehrkreis*, d'*Oflags* et de *Stalags* et des missions de liaison « Prisonniers » auprès de la Ire armée française et des Groupes d'Armées alliées ; d'autre part, la *Section Déportés* (déportés politiques et raciaux, ouvriers, femmes et enfants, Alsaciens-Lorrains), dirigée par le colonel Hamet, puis le colonel Lebon, officier principal de liaison auprès du SHAEF G 5 DPX et qui comportait des missions de liaison « Déportés et Réfugiés » auprès des Groupes d'Armées.

La Mission en Suisse du Commissariat, devenue *Mission en Suisse du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés*, continua son activité sous les ordres du lieutenant Kœnig qui, le 3 octobre 1944, avait succédé au comte de Leusse. Il était chargé de représenter le ministère auprès du gouvernement fédéral, de faciliter les opérations de rapatriement des ressortissants français, d'assurer notre représentation auprès du Comité international de la Croix-Rouge et de s'occuper de tout ce qui concernait la correspondance et les colis envoyés aux prisonniers et déportés français.

La nouvelle mission, placée sous la haute autorité de l'ambassadeur de France à Berne, comprenait quatre sections : rapatriement des prisonniers et déportés français en Allemagne ; hébergement et rapatriement des réfugiés français en Suisse, ceci pour prendre la suite de l'Aide fraternelle, dissoute le 29 septembre 1944 ; protection juridique des prisonniers de guerre en relation avec le Comité international de la Croix-Rouge ; enfin la dernière section, dite section « Colis », centralisait toutes les questions concernant le ravitaillement des camps en Allemagne, la correspondance postale et les renseignements sur les camps. La mission cessa de fonctionner le 25 septembre 1945.

Nous ne possédons aucun renseignement sur les missions du ministère P.D.R. aux États-Unis, en Hollande, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Roumanie, Russie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. Il y a là une lacune, qu'il serait souhaitable de combler. Nous avons, par contre, quelques précisions sur la *Mission en Belgique* : installée à Bruxelles le 26 septembre 1944, elle eut comme premier directeur M. Favereau qui, devenu sous-directeur des Services internationaux du ministère en mars 1945, fut remplacé par M. Maubras. La direction d'ensemble se trouvait à Bruxelles avec une délégation à Liège, qui effectuait la liaison avec les Américains et une autre à Namur, qui s'occupait des convois allant vers les centres d'accueil de la frontière française. La Mission assurait la participation française aux centres d'accueil belges et envoyait des équipes de cadres à ceux de la frontière franco-belge : Valenciennes, Hirson, Jeumont. Elle exerça son activité jusqu'au début d'octobre 1945, date où le rapatriement fut pris en charge par le Consulat.

La Mission de Rapatriement du ministère en *Scandinavie* fut mise en place en avril 1945 sous la direction du commandant Hausamann, chef de la Mission de Suède, qui avait également la haute main sur les missions de Norvège et de Danemark. Pendant la guerre, existait déjà en Suède une Délégation du *Comité français de la Libération nationale*, qui comportait depuis juillet 1943 un *Service des Évadés*. Celui-ci accueillait les prisonniers évadés d'Allemagne et les requis civils venant d'Allemagne ou de Norvège. Il s'occupait d'envoyer en Angleterre ceux d'entre eux qui contractaient un engagement dans les Troupes Françaises Libres ; une soixantaine furent ainsi transportés par avion en Grande-Bretagne. Les autres, cinq cents hommes environ, recevaient une allocation journalière qui, jointe au salaire, car la majorité d'entre

eux avaient trouvé du travail, leur assurait une existence convenable.

La Mission en Suède s'occupa du rapatriement de ces évadés, dont certains résidaient dans le pays depuis plusieurs années. Elle menait en même temps des négociations avec la Suède et le Comité international de la Croix-Rouge pour le ravitaillement, par Lubeck, des camps de prisonniers et déportés. Elle s'occupa surtout des déportés : des pourparlers furent engagés, avant même la fin des hostilités, pour obtenir de l'Allemagne la libération et l'envoi des déportés en Suède, notamment ceux de Ravensbruck ; par la suite, la Suède accueillit de nombreux déportés au cours de leur transit vers la France. En juin 1945, les Français réfugiés en Suède, au nombre de 2 500 environ, dont 1 650 déportés politiques, étaient répartis en trente camps et hôpitaux.

Les Français stationnés en *Norvège* comprenaient environ 2 300 Alsaciens-Lorrains, qui avaient été incorporés aux troupes allemandes de Norvège et 1 050 travailleurs, amenés par l'*Organisation Todt* ; 3 000 prisonniers de guerre, libérés par l'avance russe et amenés par bateau de Mourmansk, se joignirent à eux. La Mission du ministère, commandée par le capitaine Giesecke, s'occupa de leur rapatriement. Elle fut dissoute le 30 septembre 1945.

Il y avait 3 000 Français environ au Danemark. La Mission de Rapatriement, dirigée par le capitaine Bosquet, auquel succéda en septembre 1945 le capitaine Pau, poursuivit son activité jusqu'en mars 1946. Une partie de son rôle semble avoir été de transiter des réfugiés se trouvant en Suède, afin de hâter leur retour en France.

Il faut mettre en liaison avec les problèmes concernant les prisonniers le cas des évadés de guerre en Suisse.

La Suisse, pays neutre, donna asile à un certain nombre d'évadés de guerre ou considérés comme tels : prisonniers évadés des camps d'Allemagne ou d'Italie, Alsaciens-Lorrains ayant déserté la *Wehrmacht*, résistants traqués en France, maquisards. Ces hommes, refusant l'autorité du gouvernement de Vichy, se mirent sous la protection du comte de Leusse, représentant de la France Libre en Suisse ; ils furent environ un millier.

Le cas des évadés de guerre était prévu par l'article 13 de la Convention de La Haye de 1907 : « La puissance neutre, qui reçoit les prisonniers de guerre évadés, les laissera en liberté ; si elle tolère leur séjour sur son territoire, elle peut leur assigner une résidence. » En conséquence, les évadés de guerre français n'étaient pas des internés militaires, ils logeaient dans des baraques et jouissaient d'une liberté relative, ils avaient la même nourriture que les soldats suisses, leur entretien était assuré par les Autorités fédérales, le remboursement des frais devant être effectué après la guerre ; la Délégation du *Comité français de la Libération nationale* leur assurait une solde journalière et des cantines et supportait également l'entretien des officiers. Les dépenses mensuelles montèrent à 75 000 francs suisses en juin 1944, 95 000 francs en août.

Il y avait cinq camps militaires français en Suisse ; trois dans le secteur d'internement militaire Sitter : Affeltrangen (anciens cantonnements de Ganterschwill et Lutisburg), où étaient rassemblés les évadés d'Allemagne ; Krinau-Saint-Peterzell, où se trouvaient ceux qui venaient de France ; Mogelsberg, réservé aux Alsaciens-Lorrains ; un camp dans le secteur Argovie : Thalheim ; un camp dans le Tessin : Losone, camp d'évadés coloniaux, transféré ensuite à Cademario.

Le bureau central était à Wil (canton de Saint-Gall). Le premier commandant des évadés de guerre fut le capitaine Bessières, remplacé le 8 février 1944 par le lieutenant-colonel Domergue, auquel succéda, le 13 septembre 1944, le commandant Hausamann. Ce dernier quitta ses fonctions le 13 décembre suivant, date à laquelle les camps des évadés de guerre furent presque totalement liquidés. Le commandant Hausamann devint, en avril 1945, chef de la Mission du ministère P.D.R. en Scandinavie.

En novembre 1945, le ministère Frenay avait accompli l'essentiel de sa tâche. Par un décret du 29 novembre, ses services furent rattachés au *Ministère de la Population*, sous l'autorité d'un *Secrétaire des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés* qui relevait directement du ministre. Par un décret du 26 janvier 1946, les services du *Secrétariat général des Prisonniers, Déportés et Réfugiés* furent transférés au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

A la fin de cet aperçu d'ensemble, l'idée s'impose à nous que ces hommes détenus par l'Allemagne n'ont jamais été abandonnés par la France.

Nous n'avons pas à évoquer ici la question douloureuse des déportés politiques et raciaux, pour lesquels ne joua aucune garantie. En ce qui concerne les prisonniers de guerre, protégés par la Convention de Genève, qui fut respectée dans l'ensemble et servit constamment de base à des interventions, le problème apparaît différent : le gouvernement de Vichy, le gouvernement d'Alger, le ministère Frenay eurent, sans cesse, la préoccupation des prisonniers et ceci jusqu'à la fin du rapatriement. Dans la situation dramatique où elle se trouvait, malgré l'occupation, les destructions, le spectre de la famine, la France a fait pour eux un considérable effort qui leur a permis, au terme d'une longue captivité, de reprendre leur place dans le pays. Ceci doit être compté au bilan de l'Histoire.

M.-Th. CHABORD
Conservateur aux Archives nationales.

LES ALLIÉS ET LA RÉSISTANCE YOUGOSLAVE

Les Alliés et le mouvement « tchetnik » du général Mikhaïlovitch

Le gouvernement yougoslave émigré du général Simovitch avait reçu avec une immense satisfaction et fierté les premières nouvelles que lui envoyait le colonel Draja Mikhaïlovitch, en septembre 1941, par un poste de T.S.F. *via* Malte, l'informant de ses premiers succès en Serbie contre l'envahisseur allemand. En signe d'approbation, il le nommait, en novembre, général.

Au même moment, le commandement suprême de l'armée yougoslave, installé au Caire, demanda à Mikhaïlovitch d'assurer son commandement sur toutes les forces de la résistance, en l'occurrence sur le mouvement de *partisans*, dirigé par le comité central du parti communiste yougoslave, avec en tête son secrétaire général, M. Josip Broz, connu dans la clandestinité sous le nom de Tito. Le président du gouvernement Simovitch ayant été évincé du pouvoir, en janvier 1942, son successeur, M. Slobodan Yovanovitch, forma quelques jours plus tard le nouveau gouvernement, dans lequel le général Mikhaïlovitch occupait le portefeuille de ministre de la Défense nationale. Par un autre décret, Mikhaïlovitch était nommé commandant en chef de l'armée yougoslave dans la patrie.

Grâce à sa position centrale à Londres et à son prestige grandissant, à la suite des nouvelles de plus en plus encourageantes sur le soulèvement presque général en Yougoslavie contre les occupants, le gouvernement yougoslave avait entrepris une vaste propagande en faveur du général Mikhaïlovitch et de ses *Tchetniks* serbes, en fournissant lui-même les nouvelles sur les événements yougoslaves à la B.B.C. et à la presse britannique. C'est dans ces conditions que Mikhaïlovitch apparut presque subitement aux yeux de tout l'Occident, voire de l'U.R.S.S., comme le premier grand résistant en Europe.

L'attitude de la Grande-Bretagne et des États-Unis

Mise à part cette propagande, le mouvement de Mikhaïlovitch ne devait recevoir que très peu d'aide matérielle de la part tant du gouvernement yougoslave que de la Grande-Bretagne et des États-Unis. En 1941 et 1942, il n'était pas question pour le gouvernement britannique, luttant désespérément contre les bombardements aériens de la métropole et contre les tentatives de l'armée allemande de s'emparer de l'Afrique du Nord, de sacrifier éventuellement ses avions pour parachuter à Mikhaïlovitch

les armes et les vivres qu'il ne cessait de réclamer de manière de plus en plus pressante. Il n'arriva même pas à lui parachuter les 400 tonnes des vivres condensés que le président Roosevelt avait envoyées au Caire, en mai 1942, comme cadeau personnel à Mikhaïlovitch (1).

Pendant cette première période, tout au plus le haut commandement britannique du Moyen-Orient avait-il envoyé à Mikhaïlovitch quelques rares officiers britanniques de liaison, accompagnés d'officiers yougoslaves qui lui apportaient surtout des postes de T.S.F. Le premier fut le capitaine William Hudson, débarqué d'un sous-marin sur la côte adriatique au début d'octobre 1941. Il insista auprès de Mikhaïlovitch, au nom du haut commandement britannique au Caire, de ne pas laisser sa lutte devenir favorable à l'U.R.S.S. et d'unir sous son commandement toutes les forces de la Résistance.

Au début de 1942, un autre officier britannique, le colonel S. W. Bailey, fut parachuté près de l'état-major général de Mikhaïlovitch, avec plusieurs membres de sa mission. A la différence du capitaine Hudson, qui arriva en Serbie au temps de la lutte commune des deux mouvements de la Résistance yougoslave, et qui assista à une rencontre des délégués de Mikhaïlovitch et de Tito au début de leurs divergences et combats, le colonel Bailey trouva le général-ministre dans une situation toute différente.

En effet, après que les Allemands aient reconquis en quelques jours, à la fin de novembre 1941, le territoire libéré en Serbie, Mikhaïlovitch s'était vu à son tour obligé, à l'instar de Tito, de quitter la Serbie. Il se réfugia au Monténégro où le mouvement *tchetnik* local, sous le commandement du général Djoukanovitch et du colonel Stanichitch, luttait déjà uniquement contre les *partisans* et collaborait ouvertement avec les occupants italiens. Tout en ne collaborant pas lui-même avec les Italiens, Mikhaïlovitch jouissait néanmoins de l'hospitalité des collaborateurs de l'ennemi qui, de plus, recevaient et exécutaient ses ordres.

De même, les mouvements locaux des *tchetniks*, qui se réclamaient tous de Mikhaïlovitch, en Herzégovine et en Dalmatie, ainsi que dans les régions de Croatie et de Bosnie occupées par les Italiens, collaboraient eux aussi avec ces derniers. Certaines unités *tchetniks* avaient conclu des arrangements pour la lutte commune contre les *partisans*, même avec les *oustachi* croates, malgré les horribles massacres des Serbes commis par eux dans l'État fantoche dit « indépendant » de Croatie. On sait, d'autre part, qu'une organisation particulière de *tchetniks* en Serbie, commandée par Petchanatz, qui n'avait rien de commun avec Mikhaïlovitch, collaborait avec le gouvernement fantoche du général Neditch à Belgrade et avec les Allemands. Mais il y eut des commandants des détachements *tchetniks* en Bosnie et en Serbie, relevant de Mikhaïlovitch, qui reçurent l'aide du général Neditch.

(1) Constantin Fotitch, *The War we Lost*, New York, Viking Press, 1948, pp. 166-7.

Le colonel Bailey dut, par conséquent, vite constater que la situation en Yougoslavie était toute autre qu'on l'imaginait au Caire et à Londres. Il semble même qu'il avait commencé par douter de l'exactitude des rapports de nombreux commandants des détachements *tchetniks* sur leurs luttes contre l'ennemi et leurs actes de sabotage. Il s'était sans doute aussi aperçu que la B.B.C. attribuait de plus en plus à Mikhaïlovitch les combats des *partisans* contre l'ennemi au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine, Croatie et Dalmatie.

Dès le milieu de 1942, les nouvelles sur la lutte des *partisans* en Yougoslavie avaient commencé à percer le mur de silence, d'abord en U.R.S.S., puis en Grande-Bretagne, autant grâce à l'émetteur *La Libre Yougoslavie*, installé dans le plus grand secret à Tiflis, en 1942, par le gouvernement soviétique, que par les informations directes des réfugiés de Yougoslavie, notamment de ceux arrivés en Suisse à l'automne 1942. De son côté, le gouvernement soviétique attirait l'attention, dès l'été de la même année, des gouvernements de Londres et de Washington, ainsi que du gouvernement yougoslave, que les *partisans* étaient les seuls résistants en Yougoslavie et que les *tchetniks* de Mikhaïlovitch collaboraient avec l'ennemi. Il existe d'ailleurs une vaste documentation témoignant que le gouvernement britannique possédait déjà, vers la fin de 1942, une vue d'ensemble assez exacte sur la situation en Yougoslavie, sans doute grâce aussi aux rapports du colonel Bailey. Ainsi à la fin de février 1943, le colonel Bailey faisait parvenir à Londres un rapport sur une allocution prononcée par le général Mikhaïlovitch, le 23 février 1943, dans le village Lipovo près de Kolasin au Monténégro. Selon ce rapport Mikhaïlovitch aurait dit, entre autres, « que les Anglais pressent les Serbes d'entreprendre, dans l'intérêt de leurs propres objectifs stratégiques, des opérations (militaires) sans avoir la moindre intention de les aider à présent ou à l'avenir, et que les Anglais luttent en ce moment en Yougoslavie jusqu'au dernier Serbe ». Toujours selon Bailey, le général-ministre aurait encore déclaré que « aussi longtemps que les Italiens resteraient sa source principale bien qu'insuffisante d'approvisionnement en vivres et en armes, les Alliés ne seront pas en état de lui faire modifier son attitude envers eux. Ses ennemis sont les *partisans*, les *oustachi*, les Musulmans et les Croates. Après avoir réglé leur compte, il se tournerait contre les Italiens et les Allemands » (1).

Quelques jours plus tard, le gouvernement yougoslave recevait, à sa plus grande surprise, une note du gouvernement britannique, du 29 mars portant la signature du premier Winston Churchill, remplaçant M. Eden absent. En lui communicant le texte du rapport du colonel Bailey sur cette allocution du général Mikhaïlovitch, le gouvernement britannique exigeait d'une manière presque impérative du gouvernement yougoslave « d'entreprendre tout de suite les mesures nécessaires, afin de faire

(1) Ante Smith Pavelic, *Les Britanniques et Draja Mikhaïlovitch*, en serbo-croate, Buenos-Aires, 1957, p. 242.

connaître au général Mikhaïlovitch d'une manière complète et explicite son point de vue sur ces questions et de lui donner des instructions pour qu'il accorde à l'avenir sa conduite avec le gouvernement yougoslave et le gouvernement de Sa Majesté ». A la fin de la note, le gouvernement britannique attirait l'attention du gouvernement yougoslave sur le point que, au cas où le général Mikhaïlovitch ne serait pas disposé à modifier sa politique aussi bien envers l'ennemi italien qu'envers ses propres compatriotes, le gouvernement britannique se verrait forcé de réviser sa politique actuelle de soutien au général Mikhaïlovitch, à l'exclusion des autres mouvements de la Résistance en Yougoslavie (1). A la demande du président du gouvernement yougoslave, le général Mikhaïlovitch promit de se conformer à ces ordres.

Afin de clarifier cette situation par trop embrouillée, le gouvernement de M. Churchill prit, au début du printemps 1943, plusieurs initiatives. Il le faisait notamment en prévision du débarquement allié en Italie méridionale. Tout d'abord, dans une note du 7 mai, le gouvernement britannique insista auprès du gouvernement yougoslave pour que cessât toute collaboration des *tchetniks* avec les Italiens et le général Neditch, ainsi que toute opération contre les partisans, sauf en cas d'autodéfense. C'est à ces conditions qu'il était prêt à accroître l'aide au général Mikhaïlovitch (2). Puis le haut commandement britannique au Caire tâcha de délimiter le territoire entre *tchetniks* et *partisans*, en attribuant à Mikhaïlovitch les régions se trouvant à l'est des rivières Ibar et Morava et au sud jusqu'à Skoplie (3). Sur le refus catégorique de Mikhaïlovitch, cet ordre fut annulé. Il le considérait comme une véritable capitulation de sa part devant les *partisans*. En rapport avec ces initiatives, le haut commandement britannique au Caire envoya, en printemps 1943, en Serbie orientale plusieurs officiers britanniques de liaison auprès des principaux détachements *tchetniks* dans cette région. Leur premier objectif était de déterminer la véritable attitude de ces détachements, tant par rapport à l'ennemi qu'au sujet de sabotages qu'il fallait à tout prix poursuivre et développer au maximum, surtout lors du débarquement allié en Italie.

Dès leur arrivée en Serbie orientale, tous ces officiers furent unanimes dans leurs constatations : les *tchetniks* relevant du général Mikhaïlovitch étaient, certes, de loin le plus fort groupe des résistants en cette région et leur attachement à la cause alliée était sûr et certain ; mais leur résistance était passive dans l'attente d'un débarquement allié dans les Balkans ou de l'approche de la fin de la guerre. De plus, ces *tchetniks* se refusaient obstinément à toute attaque contre les convois et les garnisons allemandes et à tout acte de sabotage. Pour les officiers britanniques, il n'y avait pas de doute que les commandants *tchetniks* agissaient ainsi,

(1) *Ibid.*, p. 243.
(2) *Ibid.*, p. 248.
(3) *Ibid.*, p. 250 ; ainsi que Constantin Fotitch, *The War We Lost*, *op. cit.*, pp. 223-4.

souvent à contre-cœur, sur les ordres formels du général Mikhaïlovitch et conformément à sa politique d'épargner à la population civile les terribles mesures de répression de la part des Allemands (1).

En troisième lieu, le gouvernement britannique désirait assainir la situation du gouvernement yougoslave qui sombrait dans des crises incessantes, provoquées surtout, sinon uniquement, par la situation en Yougoslavie et les luttes intestines entre *tchetniks* et *partisans*. Pour y mettre un terme, sur la suggestion des Britanniques, le roi Pierre II fit former un gouvernement de fonctionnaires et le transféra au Caire, à l'instar du gouvernement grec.

Finalement, le gouvernement britannique décida d'envoyer ses premiers officiers de liaison auprès des *partisans*. En août, il dépêchait deux missions militaires en Yougoslavie, ayant chacune un brigadier britannique à sa tête, l'une auprès du général Mikhaïlovitch, l'autre auprès du quartier général du commandant suprême de l'armée de Libération nationale et de détachement des *partisans*, Tito.

Le brigadier C. D. Armstrong, chef de la mission alliée auprès du général Mikhaïlovitch, avait surtout pour tâche de pousser et d'encourager ce dernier et ses *tchetniks* à reprendre leur lutte contre les occupants. Il en fut vite fixé : parmi toutes les actions contre l'ennemi suggérées au général-ministre, celui-ci n'avait réussi à mener à bien qu'une seule : la prise par les *tchetniks* de la petite ville Visegrad en Bosnie, en octobre 1943, afin de démolir un pont et un tunnel de chemin de fer. Mais les *tchetniks* refusèrent, au début de 1944, de détruire un pont stratégiquement très important en Serbie, sur la ligne du chemin de fer Belgrade-Salonique, bien que le commandant suprême des forces alliées en Italie en eut fait la demande directe au général Mikhaïlovitch. A ce sujet, un officier britannique, qui s'était rendu auprès de ce pont avec un groupe de militaires britanniques et l'explosif nécessaire, devait écrire : « Notre pont n'a jamais été attaqué, Mikhaïlovitch n'ayant jamais donné l'ordre de le détruire (2). »

C'est alors que les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis décidèrent de supprimer définitivement leur aide à Mikhaïlovitch et de rappeler leur mission auprès de lui, ainsi que tous leurs officiers de liaison auprès de ses détachements. Le président Roosevelt lui-même, dont les sympathies semblaient aller jusque-là au général Mikhaïlovitch donnait, en janvier 1944, des instructions au ministère de la Guerre, de diriger à l'avenir toute aide américaine uniquement aux forces de Tito (3).

(1) Jasper Rotham *(Miss Fire), The chronicle of a British Mission to Mikhailovich*, 1943-1944, London, Chatto and Windus, 1946. Le commandant Rotham y décrit, par exemple, la seule action de sabotage contre des bateaux allemands près de Kladovo, projetée et dirigée par lui et ses collègues britanniques et à laquelle les *tchetniks* consentirent à participer.

(2) *Ibid.*, p. 195.

(3) Constantin Fotitch, *The War We Lost*, *op. cit.*, p. 262.

Le colonel Bailey et plusieurs autres officiers britanniques traversèrent l'Adriatique en janvier 1944, suivis quelque temps après par un groupe d'officiers britanniques et américains venant de Serbie. Parmi ces derniers, se trouvait le colonel américain Seitz qui, avant de quitter la Yougoslavie, s'était rendu avec le capitaine Hudson et un autre officier américain, auprès de plusieurs commandants de détachements *tchetniks* en Serbie et qui témoigna par la suite de leur patriotisme. D'après ses estimations, Mikhaïlovitch disposait en octobre 1943, « dans 25 des 100 arrondissements serbes », de 10 395 hommes armés, ainsi que de 71 767 hommes non armés, mais entraînés avant 1941. Il prétendit même les avoir presque tous vus (1). Quant au brigadier Armstrong, il ne put quitter la Yougoslavie avant le mois de mai. Il fut évacué avec les restes de sa mission par plusieurs bombardiers alliés. A la même occasion, 40 aviateurs américains, qui avaient trouvé refuge auprès des *tchetniks* de Mikaïlovitch, furent rapatriés. Ainsi cessèrent les rapports officiels entre le général Mikhaïlovitch et les Alliés occidentaux, bien qu'en août de la même année, une nouvelle mission américaine fut arrivée à son quartier général. Son objectif était cependant limité à l'évacuation des aviateurs américains que les *tchetniks* avaient recueillis et hébergés. Une fois sa tâche accomplie, la mission américaine quitta l'état-major général de Mikhaïlovitch, en novembre, non sans avoir au préalable assisté à la débandade des unités *tchetniks* en Serbie et à la retraite précipitée de ce dernier de Serbie en Bosnie.

Entre temps, en juin, Mikhaïlovitch avait cessé de faire partie du gouvernement yougoslave et, à la fin d'août, le roi Pierre II lui-même annonçait à la B.B.C. de Londres, dans un message aux peuples de Yougoslavie, qu'il avait supprimé la fonction du commandant en chef de l'armée yougoslave dans la patrie, en même temps qu'il invitait tous les citoyens à se mettre sous le commandement du maréchal Tito.

Les alliés et le mouvement de libération nationale de Josip Broz Tito (2)

Le gouvernement yougoslave avait nommé le général Mikhaïlovitch ministre de la Défense nationale et commandant en chef de l'armée yougoslave dans la patrie, quelques semaines à peine après ses premières collisions armées avec les *partisans* de Tito. Il n'en fallait pas plus pour dresser définitivement le mouvement des *partisans* contre le gouvernement yougoslave de Londres. Toutefois, ce dernier ne désespérait pas d'éliminer ce mouvement, grâce aux *tchetniks*. En attendant, il insistait pour que l'union entre les deux mouvements se fît sous le commandement du général ministre. Parallèlement, il entreprenait, surtout dans la première moitié

(1) Albert B. Seitz, *Mihailovic, Hoax or Hero ?*, Columbus, Ohio, Leigh House publ., 1953, p. 81.

(2) Le titre exact de la nouvelle armée yougoslave était, de 1942 au commencement de 1945, *L'armée de Libération nationale et des détachements de partisans de Yougoslavie* et à partir de 1945, *L'armée populaire yougoslave.*

de 1942, de nombreuses démarches auprès du gouvernement soviétique, afin qu'il ordonne à Tito de reconnaître le commandement du général Mikhaïlovitch, comme — disait-il — avaient fait les communistes français en reconnaissant le général de Gaulle, chef de la *France Libre*. Bien que Moscou fut assez évasif dans ses réponses, sous prétexte que l'Union soviétique ne pouvait pas se mêler d'une affaire intérieure, Staline et la IIIe Internationale intervinrent néanmoins énergiquement, bien que discrètement, auprès de Tito. Ce fut notamment le cas d'une dépêche du 5 mars 1942, dans laquelle ils lui reprochèrent d'avoir donné à son mouvement un caractère communiste, en lui conseillant d'être plus élastique, et en lui demandant de constituer « un front national véritable et unique de tous les ennemis de Hitler et de Mussolini en Yougoslavie », s'il ne l'avait pas encore fait. On sait qu'à cette occasion, Moscou ne cachait pas ses doutes sur le bien-fondé de certains rapports que Tito lui avait envoyés, notamment au sujet de la trahison de Mikhaïlovitch. « Il est difficile d'admettre avec vous que Londres et le gouvernement yougoslave marchent avec les occupants. Il doit y avoir là quelque grand malentendu (1). »

Afin de gagner Moscou à sa cause, le gouvernement yougoslave avait proposé au gouvernement soviétique la ratification du fameux traité d'amitié soviéto-yougoslave du 5 mars 1941, puis il se préparait à signer, sur contre-proposition soviétique, un traité d'aide mutuelle. Mais M. Churchill mit un terme à ces négociations, en lui déconseillant la conclusion des traités internationaux pendant l'émigration. Ainsi, le gouvernement yougoslave perdit la dernière chance auprès de Staline, à condition toutefois que Tito ait accepté de se mettre sous le commandement de Mikhaïlovitch, ce qui était plus qu'incertain.

Au reste, Tito avait déjà à cette époque (printemps 1942), par sa lutte contre l'ennemi et son attitude énergique et opiniâtre envers Moscou, sensiblement ébranlé Staline dans sa politique de louvoiement en face des Alliés, du moins dans la question yougoslave, et l'avait amené à seconder de plus en plus ouvertement la cause de la lutte qu'il dirigeait. Déjà, dans sa proclamation du 1er mai 1942, Staline constatait fièrement que « toute la Yougoslavie et les régions soviétiques que les Allemands ont occupées sont embrasées par le feu de la guerre de *partisans* ». La première place, donnée en cette occasion à la Yougoslavie, en disait long sur le changement qui allait se produire sous peu dans la politique soviétique relative au mouvement yougoslave de Libération nationale. Le poste-émetteur *La Yougoslavie Libre*, installé dans le plus grand secret par le gouvernement soviétique à Tiflis en Géorgie, était du reste déjà en action. Par ses émissions, consacrées presque exclusivement aux communiqués et à la propagande de l'armée de Libération nationale, cette

(1) Mosa Pijade, *La fable de l'aide soviétique à l'Insurrection nationale yougoslave*, Paris, Le Livre yougoslave, 1950, pp. 25-6.

puissante station de radiodiffusion devait, par la suite, lui rendre d'immenses services.

Finalement, en août de la même année, le gouvernement soviétique attirait l'attention des gouvernements britannique et américain, ainsi que du gouvernement yougoslave, sur la collaboration du général Mikhaïlovitch avec l'ennemi, alors que les *partisans* luttaient seuls contre eux et leurs séides. Ce fut le commencement d'une aide morale soviétique appréciable en faveur de Tito et de son mouvement auprès des Alliés ; elle ne devait plus cesser.

L'attitude et l'aide de la Grande-Bretagne et des États-Unis

Le premier signe que le gouvernement britannique se rendait compte de la situation en Yougoslavie fut donné par la B.B.C. lorsqu'elle commença vers la fin de l'année 1942, à émettre les premières nouvelles sur la lutte des *partisans* en Yougoslavie, à côté de celles, plus abondantes, qui lui venaient des sources officielles yougoslaves sur Mikhaïlovitch. Un peu plus tard, plusieurs fonctionnaires britanniques compétents attiraient l'attention de leurs collègues yougoslaves à Londres sur les informations concernant la collaboration des *tchetniks* de Mikhaïlovitch, aussi bien avec les Italiens qu'avec le gouvernement fantoche de Belgrade. Toutefois, le gouvernement britannique hésita pendant plusieurs mois à en tirer les conséquences, même immédiatement après la réception du rapport du colonel Bailey sur l'allocution de Mikhaïlovitch à Gornje Lipovo. Les préparatifs de l'invasion de l'Italie méridionale devaient, cependant, le décider, au mois de mai, à passer outre à tous les égards envers le roi Pierre II et son gouvernement en tant que ses hôtes à Londres, et à prendre ses premiers contacts avec Tito et son armée de Libération nationale.

Ainsi en même temps qu'il fut décidé, au début du printemps 1943, de parachuter plusieurs officiers britanniques de liaison auprès de principaux commandants *tchetniks* en Serbie orientale et d'augmenter l'aide à Mikhaïlovitch, des préparatifs eurent lieu également au Caire, afin de parachuter dans les principaux centres des *partisans* les premiers officiers britanniques de liaison et d'accréditer auprès du quartier général de Tito une mission militaire alliée, ayant à sa tête le brigadier Fitzroy Maclean. Comme Washington avait à son tour décidé, malgré son attitude assez réservée envers les *partisans*, d'attacher des officiers américains auprès de cette mission, elle porta de ce fait le nom de *mission militaire alliée*.

Le premier groupe des militaires britanniques parachutés auprès de l'armée de Libération nationale fut celui du commandant canadien William Jones. Il fut parachuté avec les membres de son groupe près de l'état-major général de Croatie. Il y trouva le meilleur des accueils auprès des *partisans* et de leurs chefs et fut très satisfait de la situation, tant au

point de vue combattif que de l'organisation, quoique, matériellement, les partisans manquaient de tout (1).

Quelques jours après l'arrivée du groupe Jones en Croatie, les capitaines britanniques Steward et F.W. Deakin furent parachutés, à la fin de mai, près du quartier général de Tito. Ils y venaient surtout pour préparer l'arrivée de la mission militaire. Comme ils arrivaient juste au milieu de l'une des pires offensives ennemies, contre l'armée centrale, dirigée personnellement par Tito, ils furent profondément impressionnés par l'héroïsme et l'abnégation sans bornes de cette armée démunie de tout. Malheureusement, le capitaine Steward fut tué quelques semaines après son arrivée, au cours de luttes pour briser l'encerclement ennemi.

Dès son fameux discours sur « La Yougoslavie qui avait trouvé son âme », prononcé à Londres le jour même du coup d'État du 23 mars 1941, à Belgrade, Churchill ne devait pas cesser, durant toute la guerre, de se passionner pour la Yougoslavie, non seulement du point de vue humain, mais aussi et surtout comme homme d'État profondément conscient de la grande importance politique et stratégique des Balkans sur l'échiquier européen. Il caressait en particulier le projet de l'ouverture d'un front allié dans les Balkans, afin à la fois d'attaquer « les Allemands par le ventre » et d'empêcher les Russes d'y mettre la main. Comme Churchill ne devait pas réussir à cause de l'attitude du Pentagone, opposé à la dispersion des forces alliées, il se dévoua d'autant plus énergiquement à soutenir la Résistance yougoslave. Déçu dans ses espoirs en Mikhaïlovitch et ses *tchetniks*, il fera par la suite de son mieux pour aider Tito et ses *partisans*. Bien qu'il l'ait fait en partie, afin d'écarter la poussée communiste dans cette partie de l'Europe, il contribua néanmoins beaucoup à consolider son emprise sur la Yougoslavie.

En nommant le brigadier Maclean chef de la mission alliée auprès de Tito, le choix de M. Churchill s'était porté sur un personnage de tout premier plan et aux ressources infinies. Cet ancien diplomate britannique, qui abandonna au début de la guerre sa brillante carrière pour s'engager comme simple soldat, avait déjà fait ses preuves de courage et d'abnégation en participant en particulier à certaines missions des plus dangereuses dans les lignes allemandes en Afrique du Nord. En Yougoslavie, il devait faire preuve en plus de ses anciennes qualités de diplomate, ainsi que de celles d'organisateur de toute une série d'actions allant de l'aide à l'armée de Libération nationale jusqu'à la destruction des voies de communication ennemies. Ses relations officielles et personnelles, avec le futur maréchal et chef d'État Tito, furent d'ailleurs excellentes pendant toute la durée de sa mission en Yougoslavie, d'août 1943 à mars 1945. Mais ce fut surtout

(1) Major William Jones, *Twelve Months with Tito's partisans*, Bedford, England, Bedfords Books Limited, 1946. — Comme en juin, le commandant Jones fut transféré auprès de l'état-major général de Slovénie, son livre se rapporte aussi à la lutte de l'armée de Libération nationale en Slovénie, notamment lors de la capitulation de l'Italie.

dans le domaine de l'organisation de l'assistance militaire et du ravitaillement que sa mission excella.

Pour commencer, le brigadier Maclean partait pratiquement de rien. Jusqu'à son arrivée en Yougoslavie, l'aide alliée en vivres et en armes, même aux *tchetniks*, était insignifiante. Quant à l'armée de Libération nationale, aucun Allié n'avait rien fait pour elle si l'on excepte l'aide morale, et en propagande, qu'elle recevait de l'Union soviétique depuis 1942. Le fait est qu'au moment de l'arrivée de la mission britannique, aucun avion allié ne s'était pas encore posé sur le territoire libéré en Yougoslavie. C'est pourquoi Maclean s'était empressé, dès ses premières rencontres avec Tito et ses collaborateurs, d'établir des listes d'armes, de munitions, de vêtements, de vivres, etc., qui leur étaient indispensables ; puis il se consacra personnellement à la recherche et à l'établissement des meilleures voies de communication maritimes et aériennes pour les leur faire parvenir.

LA CAPITULATION DE L'ITALIE

Lors de la capitulation de l'Italie, l'armée de Libération nationale désarma la plupart des unités italiennes en Yougoslavie et mit la main sur leurs armes et leurs provisions. Mais des divisions italiennes refusèrent de déposer les armes, sauf entre les mains d'un membre de la mission alliée. Il y eut même des unités qui refusèrent de capituler et les unités yougoslaves durent mener de véritables combats pour les y obliger. La division *Venezia* qui se trouvait dans le Sandzak, s'était, par contre, jointe aux *tchetniks*, en présence du colonel Bailey, mais quelques semaines plus tard les *partisans* avoisinants obligèrent son commandement à se joindre à eux.

Grâce à la capitulation de l'Italie, l'armée de Libération nationale disposait maintenant d'un vaste territoire libéré, englobant toute la Yougoslavie occidentale depuis la Slovénie jusqu'à la Macédoine, à l'exception de la plupart des villes importantes sauf Split. Elle disposait aussi de grandes quantités d'armes prises aux Italiens, ce qui lui permit d'augmenter ses effectifs au delà de 200 000 combattants. Malheureusement, il s'avéra vite que, faute de cadres et de techniciens, ainsi que de carburant, elle n'était pas en état de se servir convenablement des armes lourdes et des chars. L'état-major général de l'armée de Slovénie le constatait dans un rapport du 22-9-1943, en soulignant qu'il se trouvait aux prises avec de grandes difficultés, ne disposant pas des cadres nécessaires pour les armes lourdes et la motorisation. C'est pourquoi les unités slovènes, dans leurs premiers combats avec l'armée allemande après la capitulation italienne, perdirent plusieurs chars et automobiles blindées (1). Il ne

(1) *Zbornik dokumenata i podataka o Narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda*, VI-7, p. 69. Sur ce riche Recueil de documents et informations relatifs à la guerre

restait donc pour faire mieux à l'avenir qu'à attendre les premiers pilotes et spécialistes des chars qui allaient sortir sous peu des cours que les Alliés organisèrent en Égypte pour l'armée de Libération nationale.

LA BASE AÉRO-NAVALE DE VIS

La transformation de l'île de Vis dans l'Adriatique, en une base aéro-navale importante, représente l'une de premières et de plus significatives réalisations alliées dans le domaine de leur aide à l'armée de Libération nationale. Lorsque le brigadier Maclean visita cette île, au début de l'automne 1943, il se rendit compte de ses grands avantages stratégiques, grâce à sa position isolée tout à fait à l'ouest de l'archipel dalmate. Mais le plus important, à ce moment, était d'organiser rapidement sa défense en face des Allemands qui, s'étant déjà emparés de la plus grande partie de la côte dalmate, s'apprêtaient à envahir les grandes îles centrales qui se trouvaient encore aux mains des *partisans*. Sous peu, l'île de Vis devait, en effet, être dotée, conformément à un accord entre Tito et Maclean, d'une garnison respectable, se composant des deux brigades yougoslaves et d'une brigade commando-britannique, de vedettes lance-torpilles britanniques et d'un véritable aérodrome avec une escadrille de Hurricanes, sur lequel venaient aussi s'approvisionner en carburant les bombardiers alliés opérant tant en Yougoslavie que dans le reste des Balkans et en Autriche.

Mais, tout d'abord, l'île de Vis était devenue une base de transit maritime pour le ravitaillement et l'équipement militaire que les Alliés commencèrent à livrer à l'armée de Libération nationale.

On le devait en particulier à un officier américain, le commandant Louis Huot, appartenant à un service allié au Caire, projetant certaines opérations secrètes dans les Balkans. Appelé à Alger à la fin de septembre 1943, pour une tout autre chose, il y fut mis en rapport avec les deux premiers délégués de l'armée de Libération nationale qui venaient d'arriver récemment à Bari, en Italie, avec plusieurs bateaux yougoslaves pour y chercher secours auprès des Alliés. A Alger déjà, Huot avait pris part à l'exécution d'un ordre que le commandement des forces alliées en Méditerranée avait reçu de Londres concernant le chargement sur un bateau britannique en partance pour Bari, de 400 tonnes d'armes, de munitions, de vêtements, de chaussures, etc., destinés à l'armée yougoslave de Libération nationale. De plus, le général Eisenhower lui faisait savoir que tout serait fait pour satisfaire les besoins des *partisans* yougoslaves. Puis on l'avait envoyé à Bari, en compagnie des deux délégués yougoslaves, pour se charger du reste.

Grâce à la confusion qui régnait dans les différents bureaux alliés à peine installés dans l'Italie méridionale, mais aussi grâce au soutien sans réserve qu'il avait trouvé auprès du représentant de l'amirauté britannique à Tarente, le commandant Huot avait réussi en moins d'un mois : 1) A constituer une véritable flotille yougoslave de huit bateaux battant déjà le

de Libération des peuples yougoslaves, voir notre article dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 34, avril 1959, pp. 9 et 10.

nouveau pavillon yougoslave à l'étoile rouge, amenés par les Yougoslaves à Bari, ainsi que de dix-neuf autres bateaux yougoslaves dont les Italiens s'étaient emparés pendant la guerre et qu'il leur avait repris en un clin d'œil ; 2) A obtenir une grande quantité d'armes, vivres, vêtements, médicaments, carburant, etc., des dépôts alliés en Italie et à faire transporter de Bari à Vis plus de 1 000 tonnes de fournitures, y compris naturellement les 400 tonnes venues d'Alger ; 3) A faire venir à Vis les trois premières vedettes lance-torpilles britanniques et à proposer à l'aviation alliée de bombarder une base allemande de vedettes lance-torpilles, ainsi qu'un bateau au service des Allemands ; 4) A aider la mission de l'armée de Libération nationale qui s'était installée entre temps à Bari, pour libérer de nombreux internés yougoslaves en Italie, ce qui permit à celle-ci d'organiser rapidement une brigade yougoslave dite « d'outre-mer », forte de 2 000 hommes, qui participa aussitôt aux opérations dans l'Adriatique. Le commandant Huot trouva même le temps de se rendre auprès de Tito en Bosnie, qui ne manqua pas de le remercier de la façon la plus cordiale pour ce qu'il faisait pour les partisans.

Le concours prodigieux de ce franc-tireur à sa manière s'arrête cependant là car, quelques jours après sa visite à Tito, Huot fut transféré d'abord à Londres, puis à Washington (1). Mais ce ne sont pas les seuls services qu'il rendit à l'armée de Libération nationale : à son retour de Bosnie, il avait convaincu le commandant américain Lynn Farish, membre de la mission du brigadier Maclean, de venir avec lui en Italie, puis à Washington, pour informer le Pentagone de la véritable situation en Yougoslavie.

Après la prise par les Allemands, vers la fin de 1943, des trois grandes îles dalmates (Brac, Hvar et Korcula), les transports des fournitures alliées de Vis à la côte dalmate étaient devenus plus difficiles. Ils se poursuivirent malgré tout, grâce au savoir-faire de la nouvelle marine yougoslave et à l'aide que lui fournissaient l'aviation alliée, ainsi que la garnison yougoslavo-britannique de Vis, par ses incursions sur les îles voisines.

L'AIDE ALLIÉE

Le brigadier Maclean était revenu au Caire, à la fin de novembre, pour y rencontrer Eden venant de Moscou, puis Churchill qui se rendait à la Conférence des Trois Grands à Téhéran, conférence qui devait décider d'augmenter considérablement l'aide alliée aux partisans yougoslaves. Comme il ne devait pas regagner son poste en Yougoslavie avant janvier, le brigadier Maclean fut reçu encore deux fois par Churchill, d'abord au Caire à son retour de Téhéran, puis à Marrakech où le Premier Britannique se remettait d'une indisposition. Entre temps, il s'était assuré les concours nécessaires dans les hauts commandements alliés au Caire et en Italie au sujet des livraisons et du soutien des opérations de l'armée de Libération nationale par l'aviation alliée. On avait décidé également d'ouvrir en Égypte des cours pour les futurs aviateurs yougoslaves et les équipages de chars. Peu après, une escadrille yougoslave fut formée en

(1) *Zbornik*, VIII-I, pp. 6-7, 122-4, 222, 314 et 345, publie plusieurs documents à ce sujet, qui sont d'autant plus intéressants qu'ils concordent en général avec le récit qu'en donne Louis Huot dans son livre *Guns for Tito*, New York, L. B. Fisher, 1945.

Égypte. « Avant la fin de la guerre, des pilotes partisans, volant sur des Hurricanes marquées d'une étoile rouge des partisans, participaient activement aux opérations sur la Yougoslavie (1). » Parallèlement, les Alliés organisèrent aussi des cours sur le territoire libéré yougoslave, notamment dans une école d'artillerie à Vis, afin d'apprendre aux *partisans* le maniement de nouvelles armes, en particulier des mortiers Fiat et des canons de 75 mm (2).

Grâce à toutes ces initiatives, les livraisons à l'armée de Libération nationale devenaient de plus en plus importantes, surtout à partir de la fin de 1943. L'état-major général de Croatie faisait parvenir à l'état-major suprême du maréchal Tito les listes des livraisons alliées fournies jusqu'à cette date en vêtements, chaussures, vivres, matériel médical et sanitaire, carburant, armes et munition ; en armes seules, l'armée de Libération nationale de Croatie avait reçu : 180 mitrailleuses anti-char, 33 mitraillettes, 34 fusils anti-char, 2 200 fusils, 900 schneisers, 9 500 grenades à main, 1 600 mines et obus, 340 bombes et obus pour les mortiers lourds et 1 100 bombes et obus pour les mortiers légers, 9 000 kg d'explosif, 2 900 différents paquets et mécanismes de diversion, 2 000 m de primacorde, 5 canons anti-char, 4 mortiers lourds et 4 légers, 13 postes T.S.F., 480 obus pour les canons anti-char, 400 rouleaux pour les mitrailleuses et environ un demi-million de cartouches (3). Le brigadier Maclean remarquait, à son retour en Yougoslavie, en janvier 1944, que les *partisans* étaient toujours pourvus d'uniformes et d'armes prises à l'ennemi, mais « qu'on voyait ici et là un uniforme ou une paire des chaussures britanniques, une grenade Mills ou un fusil Sten, témoignant de l'aide alliée » (4).

Au début de 1944, « les officiers de liaison britanniques se trouvaient dans toute la Yougoslavie et les fournitures en vivres, vêtements, armes et munition étaient parachutées aux unités de *partisans* dans tout le pays, conformément à un accord sur les priorités conclu entre Tito et le chef de la mission britannique. De leur côté, la R.A.F. et l'aviation militaire américaine en Italie leur offraient leur soutien aérien à la fois tactique et stratégique, toutes les fois où il était possible. La mission britannique disposait d'experts en sabotages... A chaque occasion, autant de partisans blessés que possible étaient évacués dans les hôpitaux en Italie » (5). La mission britannique s'était assurée aussi le concours d'un célèbre médecin néo-zélandais, le major Rogers, qui organisait des hôpitaux dans les maisons paysannes ou dans la forêt, en leur fournissant les appareils et les médicaments nécessaires.

(1) Fitzroy Maclean, *Eastern Approaches*, London, Jonathan Cape, 1949, pp. 429-30.
(2) Le brigadier Maclean avait même trouvé le temps de se rendre un jour dans les environs de Jajce, au début de décembre, avec un avion allié, le premier qui se posa en Yougoslavie durant la guerre, afin de prendre les membres de la première mission yougoslave qui se rendait au Caire.
(3) *Zbornik*, V-25, pp. 605-6.
(4) Fitzroy Maclean, *Eastern Approaches, op. cit.*, p. 415.
(5) Fitzroy Maclean, *Disputed Barricade*, London, Jonathan Cape, 1957, p. 254.

Sans compter les vivres, les médicaments, etc., les Alliés avaient livré à l'armée de Libération nationale, au cours de l'année 1944, « plus de 100 000 fusils, plus de 50 000 mitrailleuses et mitraillettes, 1 380 mortiers, 636 000 grenades, plus de 97 500 000 rouleaux de munition, 700 postes T.S.F., 175 000 uniformes, 260 000 paires de chaussures » (1). Selon une autre source, le mouvement de Libération nationale aurait reçu en armes seules pendant toute la guerre : de la Grande-Bretagne un montant de 56 millions de dollars et, des États-Unis, 25 millions de dollars (2).

Malgré l'importance manifeste de cette aide naturellement gratuite, l'immense majorité des combattants yougoslaves continuèrent, néanmoins, jusqu'à la fin de la guerre à s'armer surtout avec les armes prises à l'ennemi ou avec des grenades à main fabriquées par eux-mêmes et à se vêtir d'uniformes et chaussures ennemis. L'importance de l'aide alliée, bien que large, était par conséquent insuffisante par rapport aux besoins immenses et au nombre sans cesse croissant des effectifs de la nouvelle armée yougoslave.

LE SOUTIEN DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE YOUGOSLAVE PAR LES BOMBARDIERS ALLIÉS ET LEURS ACTIONS COMMUNES

Au cours de l'année 1944, de nombreuses opérations de l'armée de Libération nationale furent soutenues par les bombardiers alliés. Parmi ces actions alliées, une mention particulière doit être accordée au concours aérien allié comprenant plus de mille sorties (3), apporté à l'état-major suprême du maréchal Tito, en mai 1944, lors de la descente massive des parachutistes allemands sur Drvar en Bosnie, afin de s'emparer de lui et de ses collaborateurs. Au cours de l'été 1944, une nouvelle formation de la R.A.F., la *Balkan Air Force* fut créée en Italie, sous le commandement du vice-maréchal Elliot, avec mission d'approvisionner les *partisans* et de soutenir et renforcer leurs opérations contre l'ennemi.

De leur côté, les différents états-majors généraux de l'armée de Libération nationale fournissaient régulièrement aux Alliés des renseignements précieux sur les garnisons et les dépôts allemands dans le pays, leurs aérodromes et le nombre d'avions présents, etc. Après quoi, survenaient les bombardiers alliés pour les détruire. Au reste les rapports ennemis de l'époque confirment que l'aviation alliée ne cessait de bombarder les routes, les ponts, les gares, les ports, les aérodromes, ainsi que de nombreuses villes, parmi lesquelles Zagreb et Belgrade (4).

Le haut commandement allié en Italie demandait parfois à l'armée de

(1) Fitzroy Maclean, *Eastern Approaches*, *op. cit.*, p. 461. On trouve les mêmes données dans le livre de Sir John Slesser, *The Central Blue*, London, Cassel, 1956, p. 597, à une seule exception près.
(2) Constantin Fotitch, *The War We Lost*, *op. cit.*, pp. 273-4.
(3) Fitzroy Maclean, *Easten Approaches*, *op. cit.*, p. 453.
(4) *Zbornik*, t. V, vol. 22 à 25.

Tito de saboter en liaison avec les opérations alliées en Italie, certains nœuds de communication, des ponts, etc. Les Alliés furent, en particulier, satisfaits de la façon dont fut détruit, en octobre 1943, le viaduc Stampetov, sur la ligne de chemin de fer Ljubljana-Tieste, conformément à la demande de la mission alliée et en présence d'un de ses experts en sabotage (1).

Toutefois la plus grande activité des bombardiers alliés fut déployée au moment de la retraite de l'armée allemande des Balkans, en particulier de Grèce, d'Albanie et de la Yougoslavie méridionale, retraite provoquée par l'avance de l'armée soviétique dans les Balkans, à l'été 1944. Cette fois, les Allemands tombaient dans un véritable cercle de feu et de fer, un peu partout en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro, bombardés de jour par les avions alliés, attaqués de nuit par les *partisans*. Le brigadier Maclean avait lui-même projeté, d'accord avec Tito, une opération de grande envergure, dénommée *Ratweek*, contre toutes les lignes de communication ennemies en Yougoslavie, à laquelle participèrent les unités de l'armée de Libération nationale et les bombardiers alliés. Il s'était rendu à cette fin en Serbie, centre des lignes balkaniques de chemin de fer, pour en élaborer les détails avec le commandant de l'armée de Serbie, le général Kotcha Popovitch. Il fut, du reste présent, au début de septembre, lorsque cette opération fut exécutée, aux bombardements de la ville de Leskovac par 50 forteresses volantes alliées et aux attaques victorieuses des unités yougoslaves contre sa garnison allemande (2).

Ce que fut cette retraite allemande sous bombardements journaliers alliés et attaques nocturnes des combattants yougoslaves, on peut en avoir une idée par les notes suivantes, du milieu de décembre 1944, d'un officier allemand qui commandait une unité motorisée d'une division allemande retraitant d'Albanie et qui essayait de se frayer un chemin à travers le Monténégro : « Les bombardements quotidiens de l'aviation ennemie qui augmentent continuellement, exposent sérieusement à la destruction tous les véhicules à moteur, ainsi que les réserves en vivres, et ils affaiblissent grandement les dispositions de la troupe incapable de se défendre... Pendant le jour, la poursuite de la retraite devenait impossible... » Et à la tombée du jour « les bandits tirent sur nous et nous attaquent » (3).

LES IMPLICATIONS POLITIQUES DE L'AIDE ALLIÉE

Ce bref exposé de l'aide de la Grande-Bretagne et des États-Unis au mouvement yougoslave de Libération nationale ne serait pas complet si mention n'était pas faite de ses implications politiques, d'autant plus

(1) Toutefois, on peut lire aujourd'hui dans deux rapports de l'état-major général de Slovénie d'octobre 1943, que faute d'une plus grande quantité d'explosifs alliés, on avait détruit à peine 16 m de ce viaduc, long de 150 m si bien que les dégâts étaient réparables en quatorze jours. Mais ces quatorze jours étaient, néanmoins, d'une immense importance pour l'avance alliée en Italie, à un moment particulièrement critique pour l'armée allemande, privée ainsi des renforts attendus.

(2) Fitzroy Maclean, *Eastern Approaches*, *op. cit.*, p. 487.

(3) *Zbornik*, III-8, pp. 745-48.

importantes qu'elles aboutirent très vite à la reconnaissance du mouvement partisan par le gouvernement yougoslave, puis à sa légitimation par la fusion, en mars 1945, du gouvernement émigré et du comité de Libération nationale, et la formation du premier gouvernement unifié, présidé par le maréchal Tito. C'est surtout à cette tâche que Churchill devait consacrer beaucoup de son temps et de sa patience entre novembre 1943 et mars 1945.

Revenu de Téhéran au Caire, il intervenait aussitôt auprès du roi Pierre II et du gouvernement yougoslave, afin que le général Mikhaïlovitch fût écarté du gouvernement en tant que ministre de la Défense nationale. Ayant essuyé un refus catégorique, il fit revenir le roi et son gouvernement du Caire à Londres pour pouvoir exercer directement et personnellement une pression sur eux. Il obtint gain de cause, seulement en juin 1944, lorsque Pierre II renvoya son gouvernement et confia la formation du nouveau, toujours sous la suggestion de Churchill, à M. Ivan Choubachitch, membre en vue du parti paysan croate qui s'était déclaré, dès la fin de 1942, en faveur de Tito et de son mouvement (1).

Une fois en possession du mandat pour la formation du nouveau gouvernement yougoslave, M. Choubachitch s'était rendu d'abord à l'île de Vis, auprès du maréchal Tito, afin d'obtenir sa collaboration. Ils signèrent, à cette occasion, leur premier accord du 16 juin 1944, d'après lequel le gouvernement émigré reconnaissait les nouvelles institutions révolutionnaires, ainsi que la nouvelle armée, et s'engageait en fait à ne plus s'occuper, en attendant la formation d'un gouvernement unifié, que de l'aide à cette armée et de la représentation diplomatique de la Yougoslavie à l'étranger.

Après cette consécration rapide et spectaculaire du mouvement révolutionnaire par le gouvernement royal lui-même, Churchill arrivait en Italie où il rencontra Tito. Leur entrevue eut lieu à Capri, le 12 août 1944, en présence du président Choubachitch et du brigadier Maclean. M. Churchill n'avait pas réalisé à cette occasion, comme il l'espérait, un rapprochement entre Tito et le roi Pierre II qui, semble-t-il, attendait à Malte. Tout au plus Tito lui déclara-t-il qu'il allait procéder de la manière la plus démocratique à l'organisation du nouveau pouvoir en Yougoslavie et, une fois la guerre terminée, que le peuple serait appelé à se prononcer lui-même sur le sort de la Monarchie.

Malgré cet échec évident, Churchill continuait par espérer que la collaboration du temps de guerre entre lui et Tito se poursuivrait dans l'après-guerre. C'était à ses yeux le moindre mal, même si Tito devait établir un régime communiste en Yougoslavie.

Finalement, le roi Pierre II lançait à la B.B.C. deux appels aux citoyens

(1) Entre temps, M. Churchill avait prononcé aux Communes plusieurs discours traitant de la situation en Yougoslavie. Ainsi le 22 février 1944, il déclarait que le mouvement des *partisans* avait trouvé en Tito un dirigeant exceptionnel, qui s'est couvert de gloire dans la lutte pour la liberté.

yougoslaves, à la fin d'août et au milieu de septembre, en les invitant de se joindre aux forces armées du maréchal Tito.

Déjà, dès la signature en juin du premier accord Tito-Choubachitch, les premières dissidences importantes parmi les *tchelniks* eurent lieu. Quant aux appels du roi Pierre II, qui ébranlèrent définitivement ce qui restait encore de l'autorité du général Mikhaïlovitch, voici ce qu'il écrivit lui-même, le 12 septembre 1944, à son délégué en Italie : « La trahison du roi nous a fait un préjudice immense ; qu'il en soit jugé par Dieu et le peuple (1). » C'est tout dire de l'apport politique des Alliés occidentaux, en particulier de Churchill, à la cause du maréchal Tito en Yougoslavie.

Ce fut justement le moment choisi par Tito pour se rendre auprès de Staline à Moscou et auprès de l'armée soviétique en Roumanie. Le 21 septembre, il s'envolait de Vis pour l'U.R.S.S. sur deux Dakota portant les insignes soviétiques, sans en avoir prévenu la mission militaire alliée et dans le plus grand secret. Les Alliés en furent outrés, Churchill en particulier, d'autant plus que les adjoints suppléant Tito à Vis continuèrent, pendant presque deux semaines, à cacher la destination du voyage. Comme Tito devait être conscient, aussi bien de l'absurdité que de l'iniquité d'un pareil procédé, il est fort probable, comme on l'a affirmé depuis, que ce fut sur la demande expresse du gouvernement soviétique qu'il s'était secrètement éclipsé de Vis. Staline désirait sans doute mettre à l'épreuve sa fidélité envers l'U.R.S.S. et semer la méfiance entre lui et les Alliés. A tout prendre, ce n'était pas décidément le moment pour Tito de contrarier Moscou, comme il savait le faire à l'occasion. Les armées du maréchal Tolbukhin ne s'approchaient-elles justement alors des frontières orientales de la Yougoslavie, de la Serbie en particulier où les *tchelniks* de Mikhaïlovitch, bien que battus, n'étaient pas encore définitivement éliminés ? Tito quittait donc Vis dans le plus grand secret, quoique cela puisse lui coûter auprès des Alliés occidentaux, les seuls qui l'avaient soutenu matériellement jusque-là.

L'aide de l'Union soviétique

Bien que l'invasion de l'U.R.S.S. par l'armée allemande fut le signal, pour les communistes yougoslaves, de déclencher le soulèvement général en Yougoslavie, conformément à leurs engagements et aux instructions de Moscou, l'U.R.S.S. fut cependant la dernière à offrir une aide matérielle aux *partisans* de Tito. Tout au plus si, en février 1942, il fut question, sur les insistances désespérées de Tito, de lui envoyer par voie aérienne des armes et des médicaments. Cette aide lui fut promise et une piste pour les avions soviétiques fut préparée près du mont Durmitor au Monténégro. Mais, à la fin de mars, Staline fit finalement savoir à Tito que l'U.R.S.S.

(1) D. Stefanovitch dans le *Sindikalist*, organe serbo-croate des Syndicats yougoslaves libres à Paris, n° 90, août 1957, p. 18.

se trouvait dans l'impossibilité de l'aider. Tito crut que l'U.R.S.S. avait décidé de ne pas l'aider pour ménager aussi bien la Grande-Bretagne et les États-Unis que le gouvernement yougoslave (1). Mais il n'est pas exclu non plus que l'U.R.S.S., prise à la gorge par les Allemands à l'époque, n'ait pas pu effectivement agir ou qu'elle ait considéré le risque trop grand pour des avions dont elle avait alors un immense besoin ; effectivement elle soutenait moralement, à partir du milieu de 1942 et de toutes ses forces, la cause du mouvement yougoslave de Libération nationale.

La longue absence d'une mission militaire soviétique auprès de Tito, même après l'arrivée de la mission alliée, est par contre moins compréhensible, surtout lorsqu'on sait qu'elle y arriva seulement à la fin de février 1944, avec en tête le général Korneyev. Peu après, une mission yougoslave avec M. Milovan Djilas arrivait à Moscou. Ce fut alors seulement que Staline promit à ce dernier d'envoyer l'aide demandée. Voici ce qu'écrit à ce sujet un des dirigeants yougoslaves : en avril 1944 apparurent « au-dessus du territoire yougoslave deux ou trois avions soviétiques venus d'Ukraine, qui lâchèrent un peu de matériel ; puis, à la demande des Yougoslaves (comme on le voit, les Yougoslaves durent insister toujours), les Russes commencèrent vers ce temps-là, avec dix appareils Dakota de la base alliée de Bari en Italie, à faire passer à l'armée de Libération nationale yougoslave du matériel de guerre que les Alliés occidentaux mettaient à leur disposition. L'armement proprement russe ne nous parvint qu'en octobre 1944, et plus tard. Ce fut, certes, une aide importante, encore qu'il fallut la payer » (2).

LA PARTICIPATION DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE A LA LIBÉRATION DE LA YOUGOSLAVIE

En fait, deux armées étrangères, l'armée soviétique et l'armée bulgare participèrent à la libération de certaines régions, mais non pas de toute la Yougoslavie. L'armée soviétique à la libération de la Serbie et de la Voïvodine ; l'armée bulgare à la libération de plusieurs villes en Serbie méridionale et de la Voïvodine. Après son envol mystérieux de Vis et à sa première escale en Roumanie, Tito rencontrait, dans l'état-major du maréchal Tolbukhin, chez qui il s'était rendu d'abord, une délégation bulgare avec laquelle il signait un acte d'armistice et un accord prévoyant

(1) Mosa PIJADE, *La fable de l'Aide soviétique...*, *op. cit.*, pp. 14-30.

(2) *Ibid.*, pp. 69-70. Selon les données soviétiques publiées récemment, l'Union soviétique a livré à la Yougoslavie au cours de la deuxième guerre mondiale les armes suivantes : 96 515 fusils de guerre, 20 528 pistolets automatiques, 68 819 mitrailleuses, fusils-mitrailleurs et mitraillettes, 3 796 fusils antichars, 3 364 mortiers, 170 canons antichars, 895 canons de calibres divers, 491 avions, 65 chars, 1 329 postes émetteurs-récepteurs radio. Dusan PLENCA, *Le Mouvement de Libération nationale en Yougoslavie et les Alliés*, Second Congrès international de l'Histoire de la Résistance, Milan, 1961, p. 41 ; clé. La collectivité d'auteurs, *La lutte de l'armée soviétique pour la Libération de la Yougoslavie*, édition militaire, M.O.S., S.S.R., Moscou, 1960, pp. 50-53 (en russe).

une action militaire commune entre les armées yougoslave et bulgare (1).

A sa seconde escale à Moscou, il semble que Tito ait demandé à Staline l'envoi d'une division blindée soviétique en Yougoslavie ; il en obtint tout un corps d'armée blindé. C'est à cette occasion qu'il donna l'autorisation à l'armée soviétique de traverser la Yougoslavie dans sa marche vers la Hongrie. C'est du moins ce qu'annonçait un communiqué soviéto-yougoslave du 28 septembre, mais dont la signification ne pouvait échapper aux Alliés occidentaux. Les Britanniques s'en aperçurent vite lorsqu'ils furent invités peu après à retirer sur-le-champ une petite unité britannique qu'ils venaient de débarquer sur la côte dalmate, naturellement sans une pareille autorisation.

A sa troisième escale à Vrsac en Voïvodine, à son retour de Moscou, Tito dirigea très activement, aux côtés du maréchal Tolbukhin, les opérations communes soviéto-yougoslaves en Serbie qui aboutirent à la libération de Belgrade, le 20 octobre. Au moment où le corps d'armée blindé soviétique pénétrait en Yougoslavie par la Serbie et par la Voïvodine, de nombreuses divisions yougoslaves, dont la plupart venaient du Monténégro et de Bosnie, avaient réussi à nettoyer les campagnes de la Serbie de leurs détachements *tchetniks* et à forcer le général Mikhaïlovitch à se retirer avec une partie de ses forces en Bosnie. Toutefois, elles ne furent pas en état de libérer au même moment les principales villes, excepté Valievo où les bombardiers alliés leur offrirent un soutien très efficace, pour la simple raison qu'elles ne disposaient ni d'armes lourdes, ni de chars, ni d'aviation, alors que les Allemands, puissamment retranchés dans les villes, avaient l'ordre de les défendre à tout prix. De son côté, l'aviation alliée ne put opérer partout et son soutien de nombreuses opérations en Serbie, notamment en août, était considéré comme insuffisant, à en juger d'après certains rapports du commandement yougoslave (2).

Le fait est que plusieurs villes de Serbie, d'une certaine importance, furent libérées grâce au concours décisif de l'armée soviétique. Tel fut notamment le cas de Krusevac, Smederovo, Pozarevac, voire même de Kraljevo, Kragujevac, Cacak et, finalement, Belgrade (3). Toutefois, on ne peut pas sous-estimer, comme font maintenant les historiens militaires soviétiques, la grande contribution des unités yougoslaves à la libération de ces villes et de la Serbie en général. Ainsi deux corps d'armée yougoslaves, le 1er corps prolétarien et le 12e corps, prirent part, aux côtés du corps d'armée blindé soviétique, aux opérations pour la prise de Belgrade. Il est vrai que les combattants yougoslaves durent suivre ce dernier à pied, nombreux même nu-pieds et tous, le plus souvent, affamés.

(1) On peut porter au crédit de l'aide soviétique à la cause yougoslave cette intervention bulgare, aux côtés de la Yougoslavie et non plus contre elle.

(2) *Zbornik*, I-9, p. 255.

(3) *Zbornik*, I-13, pp. 459-60.

Ils y parvinrent néanmoins, en pénétrant, le 14 octobre à Belgrade, pour ainsi dire à la tête des blindés soviétiques. Cela était, en particulier, vrai de plusieurs divisions du 12e corps d'armée qui, avançant vers Belgrade le long de la rivière Sava, ne jouissaient d'aucun concours des blindés soviétiques. Ceux-ci se dirigeaient vers la capitale par d'autres routes plus au Sud et à l'Est, ensemble avec les divisions du 1er corps d'armée. Tout au plus, les Soviétiques avaient-ils parachuté au 12e corps d'armée quelques canons (1).

Pourtant, ils avaient pénétré eux aussi à Belgrade, en même temps que les blindés soviétiques, fiers d'avoir participé à sa libération « après sept mois de combats incessants et harassants, de longues marches et de famine », comme le soulignait un rapport de l'état-major du 12e corps, du 10 novembre 1944 (2).

Une fois Belgrade libérée, le corps d'armée blindé soviétique poursuivit sa marche à travers la Voïvodine, en direction de Budapest et de Vienne. Les divisions de *partisans*, qui s'étaient distinguées à Belgrade, continuèrent à coopérer avec lui dans la libération de cette province des Allemands et des Hongrois. Après quoi, l'armée de Libération nationale continua seule, comme par le passé, la lutte contre les Allemands. La libération de la Serbie, qui fut définitivement acquise avec la prise de la ville de Uzice, le 16 novembre 1944, marquait cependant le commencement de la réorganisation urgente de l'*armée populaire yougoslave*, en vue de la guerre de positions qui allait être dominante dans la poursuite des opérations contre le réduit allemand en Croatie-Slovénie et une partie de la Bosnie. Là encore, l'U.R.S.S. rendit d'appréciables services à la nouvelle armée, en lui fournissant les armes nécessaires, ainsi que de nombreux instructeurs et experts militaires soviétiques.

Les relations avec les Alliés au moment de la Libération

La disparition mystérieuse de Tito de Vis avait ébranlé profondément la confiance en lui des Alliés occidentaux. Elle mit aussi un terme aux initiatives militaires du brigadier Maclean, sinon à ses activités politiques. D'ailleurs, Churchill fut le premier à savoir où se trouvait et ce que faisait le maréchal Tito. Churchill l'avait su de Staline, à sa venue à Moscou au milieu d'octobre 1944. Jouant le tout pour le tout, Churchill offrit alors à ce dernier le partage de leurs influences dans les Balkans, en Yougoslavie par exemple à 50 %, ce que Staline n'eut aucune réticence à accepter. Mais

(1) Ce que dut être l'effort de ces combattants yougoslaves, on peut en juger par le passage suivant d'un rapport de l'état-major du 12e corps d'armée : « Sur les lignes de notre avance, il n'y a point d'unités de l'armée rouge... Toutes les positions et postes ennemis puissamment fortifiés que nous avons conquis, nous les avons pris par des attaques corps à corps avec des grenades à main. D'autres armes, nous n'en avons pas... Ce qui entrave notre avance et provoque des pertes importantes » (*Zbornik*, I, 14, p. 7).

(2) *Ibid.*, pp. 584-593.

ce que devait penser Churchill de l'ensemble du procédé, il le prouvait dès son retour de Moscou, en faisant réprimer le mouvement de Libération nationale en Grèce, sans aucun égard pour les grands services qu'il avait rendus durant l'occupation.

A la conférence de Yalta, au début de février 1945, Churchill et Roosevelt crurent nécessaire d'insérer dans la recommandation de la conférence relative à la Yougoslavie certaines garanties, afin d'assurer des élections libres pour l'Assemblée constituante.

Entre-temps, Churchill poursuivait sans relâche et comme si rien ne s'était passé ses initiatives, vieilles déjà de plus d'un an, en vue de l'unification du gouvernement yougoslave émigré et du gouvernement de fait, sinon de nom, en Yougoslavie. Il fut obligé une fois de plus d'exercer une forte pression sur le roi Pierre II, pour qu'il accepte un Conseil de Régence comme le contre-proposait Tito, conformément du reste au deuxième accord qu'il avait conclu, au début de novembre, avec le président Choubachitch et que la conférence de Yalta venait d'entériner. Lorsque le Premier Britannique y réussit enfin, à la fin de février 1945, le Conseil de Régence donna mandat au maréchal Tito de former son premier gouvernement. C'est dans ces conditions que disparut définitivement le gouvernement yougoslave émigré.

Quelques jours plus tard, les ambassadeurs et ministres accrédités jusque-là auprès du roi Pierre II arrivèrent à Belgrade. La présence en Yougoslavie de l'ambassadeur britannique mettait un terme à la mission militaire du brigadier Maclean. Il quittait la Yougoslavie quelques jours après, sûr et certain qu'il l'avait remplie de son mieux, loyalement et entièrement malgré son opposition personnelle au communisme. Avant de partir, il avait conclu plusieurs arrangements avec le gouvernement de Belgrade, notamment au sujet de l'ouverture des ports dalmates à la flotte britannique et de l'organisation des services de l'U.N.R.R.A. en Yougoslavie. C'est, en effet, cette dernière qui allait se charger à l'avenir de l'aide non militaire à ce pays, dont la valeur totale devait se chiffrer à 424 millions de dollars.

Malheureusement, les relations entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'une part et la Yougoslavie d'autre part, prirent une tournure de plus menaçante au moment de la Libération. Les revendications yougoslaves sur Trieste et la Carinthie en furent la cause, revendications grandement renforcées par la libération de ces régions par l'armée populaire yougoslave.

Trieste, ville en majorité italienne, mais îlot au milieu d'une région slave, fut libérée par les Yougoslaves, le 30 avril 1945, bien que les Allemands retranchés dans la citadelle aient refusé de déposer les armes. Ils s'étaient cependant empressés de le faire à une division néo-zélandaise, arrivée à Trieste le 2 mai. En se basant notamment sur ce fait, le commandant en chef des forces britanniques en Italie, le maréchal Alexander, demanda alors au maréchal Tito et à ses troupes d'évacuer Trieste. Ce

dernier ayant refusé, le maréchal Alexander lui adressait, le 19 mai, un mémorandum, ayant plutôt la forme d'un ultimatum, dans lequel il comparait la façon d'agir de Tito à celle de Hitler et de Mussolini. Décidément, les chemins des Britanniques et des Yougoslaves partaient en directions opposées. On arriva, malgré tout, à un compromis de pis-aller pour les Yougoslaves, connu sous le nom de *ligne Morgan*, derrière laquelle ils finirent par se retirer après avoir évacué, le 11 juin, Trieste et Gorica, ligne qui devait marquer, par la suite, la nouvelle frontière entre la Yougoslavie et l'Italie. Il en fut de même en Carinthie, mais dans ce cas sans aucune concession aux Yougoslaves.

Les relations entre la Yougoslavie et les États-Unis, ces derniers s'étant toujours solidarisés avec la politique de la Grande-Bretagne dans ce domaine, se détériorèrent encore plus lorsque, par la suite, l'aviation yougoslave abattit deux avions américains transitant sur la Slovénie, sans y être autorisés.

Quant aux relations entre le nouveau régime yougoslave et l'Union soviétique, elles étaient, depuis le passage triomphal de l'armée soviétique à travers la Serbie en pleine euphorie. Déjà en avril 1945, le président du gouvernement, Josip Broz Tito, se rendait à Moscou pour signer enfin le traité soviéto-yougoslave d'amitié et d'aide mutuelle, dont il avait été question bien avant, en 1941 et en 1942, mais sous le gouvernement royal. Le traité fut présenté aux citoyens yougoslaves comme la garantie suprême et finale de la paix et de la prospérité de leur pays. Mais ils étaient encore très loin des deux, surtout de ce côté-là, comme les événements de 1948 devaient le montrer.

Kruno Meneghello-Dinčić.

LA MARINE ITALIENNE DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE[1]

Poursuivant la publication de ses travaux sur la guerre en Méditerranée, le *Service historique de la Marine italienne* vient de faire paraître le tome I des *Opérations navales (période 10 juin 1940-31 mars 1941).*

Les trois premiers chapitres sont consacrés à l'exposé des directives stratégiques, à la conduite générale des opérations et à l'organisation du Commandement naval. Les chapitres suivants donnent le récit détaillé des opérations navales en Méditerranée.

En principe, Hitler et Mussolini s'étaient mis d'accord pour mener une politique, qui ne risquerait pas de provoquer de conflit armé avant 1942. Mais l'Allemagne, sans se soucier de l'état des forces de son partenaire, brusqua les choses et les hostilités débutaient dès 1939. Devant le succès foudroyant de l'offensive allemande à l'Ouest en mai 1940, Mussolini, malgré l'impréparation de toutes ses forces armées, prit la décision d'entrer dans la guerre aux côtés de l'Allemagne, au mois de juin, persuadé que le conflit serait de courte durée.

Aussi, les directives initiales du Haut Commandement italien prévoyaient-elles une attitude défensive générale sur terre, et dans les airs. (En fait, une offensive sur les Alpes fut ordonnée après la demande d'armistice de la France à l'Allemagne. Elle devait permettre d'occuper une partie du territoire français, afin que l'Italie ne se trouvât pas les mains vides au moment où la France lui demanderait un armistice.)

La Marine devait, de son côté, rester sur la défensive à l'Est et à l'Ouest, prendre l'offensive en Méditerranée centrale pour empêcher la réunion des forces britanniques de Gibraltar et d'Alexandrie, tout en évitant les rencontres avec des forces supérieures, user l'ennemi par l'emploi de sous-marins et d'unités légères, protéger les communications avec la Libye et l'Albanie, défendre les côtes.

Après la signature de l'Armistice avec la France, la situation de l'Italie en Méditerranée se trouva considérablement améliorée. Aussi, dans une lettre du 11 juillet, Mussolini donnait-il de nouvelles directives aux Forces armées et en particulier à la Marine. Constatant que les forces navales britanniques étaient réparties en deux groupes basés l'un sur Gibraltar, l'autre sur Alexandrie, très inférieurs l'un et l'autre à la flotte italienne, il en concluait que ces deux groupes pouvaient être affrontés avec succès séparément. Toutes les Forces armées, ajoutait le chef du gouvernement

(1) Vol. II : *La guerre en Méditerranée. Les opérations navales*, t. I. : *Du 10 juin 1940 au 31 mars 1941.* Cf. le n° 39 de la *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale.*

italien, devaient agir avec le maximum de décision et d'audace, sans quoi l'action demeurerait stérile ou complètement négative.

Mais cette lettre, qui laissait entrevoir de prochaines opérations nettement offensives, fut retirée deux jours plus tard, sans qu'il soit donné d'explication à ce retrait. La Marine italienne se contenta donc, comme au début des hostilités, de constituer une menace pour les communications maritimes britanniques à travers la Méditerranée et d'assurer la protection des transports entre la Libye et la péninsule.

Le 16 septembre 1940, le Commandement Suprême italien approuvait la ligne de conduite tenue jusqu'à cette date par la Marine. Il constatait que cette dernière avait garanti complètement les communications avec la Libye et l'Albanie, que ses navires légers et ses sous-marins avaient apporté un concours efficace à l'aviation dans l'attaque des convois ennemis, qu'elle avait efficacement défendu ses bases. Le Haut Commandement estimait donc les résultats obtenus très satisfaisants et ne voyait aucun intérêt à changer de façon de faire. La recherche de la flotte britannique pour la détruire ne pouvait, déclarait-il, être le fait de la Marine italienne parce qu'elle était la plus faible et, qu'en agissant ainsi, elle ferait le jeu des Britanniques. « Concevoir une bataille navale comme une fin en soi, ajoutait le Commandement Suprême, est absurde. Il ne vaut pas la peine d'en discuter. Conclusion : continuer sur la voie suivie jusqu'à présent. »

Quelles étaient les raisons qui avaient conduit la Marine italienne à observer une attitude aussi réservée ?

Tout d'abord, il était rapidement apparu que la guerre serait beaucoup plus longue qu'on ne l'avait espéré. Or, si la Grande-Bretagne, grâce à ses ressources et à sa capacité industrielle, pouvait remplacer en Méditerranée les bâtiments de guerre qu'elle aurait perdus au combat, soit en en prélevant sur d'autres théâtres, soit en en construisant de nouveaux, il n'en était pas de même pour l'Italie. Toute perte de navire serait pour elle une perte définitive, irremplaçable.

D'autre part, le problème du ravitaillement en mazout allait se poser très rapidement puisqu'il était impossible d'en faire venir par mer. En effet, entrée en guerre avec un stock de combustibles liquides de 1 800 000 tonnes, la Marine italienne avait pratiquement épuisé ses réserves à la fin de 1941. Ce problème était d'autant plus préoccupant que l'insuffisance des réserves de matériel et de munitions constituées en Libye avant le début des hostilités contraignit, dès le mois de juin 1940, à entretenir une liaison maritime continue avec l'Afrique du Nord italienne, obligeant ainsi la Marine à employer une grande partie de ses moyens à la protection de ce trafic.

Ces deux considérations — impossibilité de remplacer les navires perdus, économie de mazout — pesèrent toujours lourdement sur les décisions du Commandement naval italien et lui enlevèrent une grande partie de sa liberté d'action.

En outre, pour pouvoir agir contre les convois britanniques Alexandrie-Malte, ou Gibraltar-Malte, sans crainte de se heurter à des forces ennemies supérieures, il eût fallu que la Flotte italienne disposât d'une aviation de reconnaissance maritime et d'une protection de chasse ; cette dernière était d'autant plus indispensable que les forces britanniques opérant en Méditerranée étaient toujours accompagnées d'un porte-avions.

Mais Mussolini s'était toujours opposé à la construction de porte-avions. Il estimait que les terrains de l'Italie méridionale, de Sicile et de Sardaigne rendaient inutile la possession de bâtiments de ce type. De plus, la Marine n'avait jamais pu obtenir d'aviation maritime propre ; elle était entièrement tributaire de l'Armée de l'Air et aucune coopération sérieuse des deux armes n'avait été réalisée. Or, la reconnaissance aérienne, le bombardement à la

mer et le torpillage sont des opérations qui nécessitent un long entraînement du personnel, une collaboration continue avec les forces navales et des liaisons sûres et rapides. Aucune de ces conditions n'était réalisée.

Alors que les forces britanniques, grâce à leurs porte-avions, disposaient d'une reconnaissance aérienne quasi permanente et pouvaient, au cours même de la phase tactique des opérations, obtenir rapidement la participation d'avions de chasse, de bombardement ou de torpillage, les Italiens devaient demander le concours des forces aériennes basées à terre, et les délais de transmission étaient tels que les avions arrivaient, le plus souvent, alors que tout était terminé.

Faute de liaisons convenables, les découvertes faites par les avions de reconnaissance n'étaient connues par le commandant supérieur à la mer que dans des délais atteignant parfois plusieurs heures. Par manque d'entraînement, également, les aviateurs terrestres firent de fréquentes erreurs dans l'identification des navires et dans l'appréciation de leur route et de leur vitesse.

Enfin, la Marine italienne avait, par rapport à la Marine britannique, certaines infériorités techniques dont elle souffrit gravement au cours des opérations. Faute de dispositifs de conduite de tir convenables et faute de charges antilueurs, l'emploi de nuit de l'artillerie principale des grands bâtiments n'était pas envisagé ; ces pièces n'étaient même pas armées la nuit. La Marine italienne ne possédait pas de radars et n'en soupçonna même l'existence chez ses adversaires qu'après le combat de nuit du cap Matapan (mars 1941). Le manque de confiance entre les deux partenaires de l'Axe était tel que les Allemands avaient laissé ignorer aux Italiens qu'ils possédaient eux-mêmes un radar.

Il convient d'ailleurs de dire un mot de cette collaboration, ou plutôt de ce manque de collaboration, entre les deux Marines de l'Axe. Il y avait bien des officiers de marine allemands de liaison à Rome, mais ils n'étaient pas considérés comme membres de l'état-major italien, n'assistaient pas aux réunions, n'étaient mis au courant ni des problèmes qui se posaient, ni des opérations projetées ; ils étaient simplement informés des résultats de ces opérations par un rapport succinct ou oralement par un officier.

Les officiers de liaison italiens à Berlin se trouvaient d'ailleurs dans la même situation. Derrière cette attitude, déclare l'amiral Weichold, officier de liaison allemand à Rome, il y avait la crainte réciproque d'interférence de l'un des alliés dans la conduite de la guerre de l'autre et une question de prestige découlant des différences des caractères nationaux et des qualités combatives. Ce ne fut qu'en août 1941, quand des sous-marins allemands entrèrent en Méditerranée et que des vedettes y furent transportées par voie de terre que l'amiral Weichold, nommé commandant de la Marine allemande en Méditerranée, devint membre délibérant des conférences d'état-major.

La deuxième partie de l'ouvrage du *Service historique de la Marine italienne* traite des opérations navales elles-mêmes pour la période allant du 10 juin 1940 au 31 mars 1941.

Pour la plupart de ces opérations, l'auteur donne de larges extraits des rapports italiens et britanniques. Cette façon de faire, qui allonge et alourdit peut-être un peu l'exposé, offre cependant le grand avantage de montrer la façon dont les deux commandants supérieurs adverses à la mer voyaient la situation à la lumière des renseignements qu'ils pouvaient obtenir et explique les raisons de leur conduite. Elle met en relief le fait que le concours apporté aux forces navales britanniques par son aviation embarquée a généralement été très supérieur à celui apporté aux forces navales italiennes

par l'aviation basée à terre et montre également la supériorité de l'esprit offensif du Commandement britannique qui n'était pas, comme le Commandement italien, bridé par les considérations matérielles que nous avons indiquées ci-dessus.

Il n'est pas possible de faire une analyse de tous les combats décrits dans l'ouvrage du Service historique de la Marine italienne. Nous nous bornerons donc à résumer brièvement les principaux engagements qui illustrent le mieux ce qui a été exposé ci-dessus.

La bataille de Punta Stilo (9 juillet 1940).

Au début de juillet 1940, un convoi de 5 bâtiments, escorté par 2 cuirassés, 14 croiseurs et 16 contre-torpilleurs, quittait l'Italie pour la Libye. Au même moment, une force navale britannique composée de 3 cuirassés, 1 porte-avions, 5 croiseurs et 14 contre-torpilleurs appareillait d'Alexandrie pour aller au-devant de deux convois partant de Malte.

Mais, alors que *Supermarina* (l'Amirauté italienne), ayant appris la présence à la mer de la *Mediterranean Fleet* et craignant qu'elle ne vienne attaquer les côtes italiennes, ordonnait à ses forces navales de se replier vers Tarente, l'amiral Cunningham, dès qu'il apprit la sortie de l'escadre adverse, manœuvra pour essayer de lui couper la route vers ses bases. Il en résulta, dans l'après-midi du 9 juillet, un court engagement pratiquement sans résultat.

L'amiral italien avait demandé l'intervention de l'aviation à 14 heures ; cette demande parvint au Commandement supérieur de l'Aéronautique à 14 h 50. Les avions ne partirent de Sicile, de Lecce et de Brindisi qu'à partir de 15 h 35. Les bombardements se succédèrent de 16 h 20 à 19 h 30, mais, par suite du manque d'entraînement de l'avion terrestre à la coopération avec la Marine, il y eut, pendant cette période, autant sinon plus d'attaques contre les bâtiments italiens eux-mêmes que contre les bâtiments britanniques. Ces attaques menées à haute altitude ne donnèrent d'ailleurs aucun résultat.

Attaque aérienne contre la flotte italienne à Tarente (nuit du 12 novembre 1940).

Dès le début des hostilités, les Britanniques avaient étudié une attaque d'avions torpilleurs contre la flotte italienne à Tarente. Ces études, complétées par de nombreuses photographies aériennes, furent terminées en octobre 1940 et l'opération fut décidée pour la nuit du 11 au 12 novembre.

Le porte-avions *Illustrious*, escorté par quatre croiseurs et quatre destroyers, atteignit, le 11 novembre vers 20 h 30, sans avoir été découvert, un point situé à 170 milles dans le Sud-Est de Tarente. Vingt avions décollèrent du porte-avions, entre 20 h 35 et 21 h 35. Pendant que certains appareils lançaient des bombes éclairantes, que d'autres exécutaient des bombardements en piqué pour détourner l'attention de la D.C.A., les avions torpilleurs attaquèrent, avec beaucoup d'audace, les bâtiments italiens au mouillage : trois cuirassés furent gravement atteints et durent s'échouer *(Cavour, Duilio, Littorio)*. Le *Duilio* put reprendre du service en janvier 1941, le *Littorio* début mars 1941, mais le *Cavour* resta immobilisé pendant toute la durée de la guerre.

La réussite de cette opération non seulement changea la balance des forces en Méditerranée en rendant les forces navales italiennes inférieures

à chacun des deux groupes britanniques de Gibraltar et d'Alexandrie, mais elle contraignit la Marine italienne, pour soustraire ses grands bâtiments à de nouvelles attaques éventuelles d'avions torpilleurs, à les replier de Tarente sur Naples.

La rencontre du cap Teulada (27 novembre 1940).

Un convoi britannique était parti de Gibraltar pour Malte et Alexandrie le 25 novembre 1940, escorté par la force navale de Gibraltar, tandis que la *Mediterranean Fleet* appareillait d'Alexandrie le 24 novembre, pour aller à sa rencontre.

L'escadre italienne appareilla de Naples le 26 novembre, avec ordre d'engager le combat si les circonstances étaient favorables. Le 27 novembre, les forces adverses étaient au contact au Sud de la Sardaigne. Elles étaient sensiblement de même importance ; mais, d'après les derniers renseignements reçus, le commandant supérieur italien à la mer avait déduit qu'il était en état d'infériorité, surtout à cause de la présence d'un porte-avions dans les forces britanniques. « Dans ces conditions — précise l'amiral Campioni dans son rapport — conformément à l'esprit et à la lettre des ordres reçus et à ce que j'ai retenu à ce moment être mon devoir précis, j'ai décidé de ne pas engager le combat. J'aurais pu, en théorie, compter sur une intervention efficace de l'aviation nationale, mais l'expérience déjà faite me déconseillait de trop m'appuyer sur cette possibilité et sur une intervention efficace et en temps voulu, comme du reste les événements l'ont confirmé. »

En effet, alors que l'escadre italienne, faisant demi-tour, engageait un combat en retraite avec les forces britanniques, elle avait demandé l'intervention de l'aviation de Sardaigne à 12 h 39 et à 13 h 15. Ces interventions ne se produisirent qu'à 14 h 45 et 16 h 45, soit deux heures et trois heures et demie après l'envoi des demandes de concours. L'aviation britannique du porte-avions *Ark Royal* était, au contraire, intervenue à plusieurs reprises durant le combat, sans cependant obtenir de résultats.

« La seule chose historiquement prouvée et fondamentale — conclut l'auteur de l'ouvrage — est que, dans les conditions de l'époque, sans navires porte-avions on ne pouvait efficacement combattre, même dans une mer relativement étroite, parce qu'il ne s'agissait pas du rayon d'action des avions, mais de la garantie d'intervention immédiate et en temps opportun dans le domaine tactique. »

Bombardement de Gênes (9 février 1941).

A la suite de l'attaque de Tarente, les bâtiments italiens avaient été transférés dans les ports de la mer Tyrrhénienne. L'amiral Somerville, commandant la *Force H* à Gibraltar, émit l'idée qu'il fallait attaquer ces ports pour montrer aux Italiens que leurs navires n'y étaient pas en sécurité. Ce fut Gênes qui fut choisi pour cette opération, d'abord parce que les Britanniques croyaient que deux cuirassés s'y trouvaient en réparations (il n'y en avait qu'un seul le jour du bombardement), ensuite parce que Gênes était un grand port et une zone industrielle importante et enfin parce que les grands fonds permettaient d'approcher de terre sans craindre les mines.

Le 6 février, une force navale composée des cuirassés *Renown* et *Malaya*, du porte-avions *Ark Royal* et de six destroyers, appareilla de Gibraltar ; après avoir simulé une sortie dans l'Atlantique, elle rentra de nuit en Méditerranée et fit route pour passer entre Ivice et Majorque ; puis les cuirassés se dirigèrent vers Gênes, pendant que les avions de l'*Ark Royal*

faisaient une diversion en allant bombarder Livourne et mouiller des mines magnétiques devant La Spezia.

Les explorations aériennes italiennes, limitées au méridien de Minorque à l'Ouest et au parallèle 40° 30′ au Nord, ne découvrirent pas la force britannique.

Mais des avions de l'*Ark Royal*, envoyés en éclairage, avaient été aperçus ; d'après les points où ces avions avaient été vus, la Marine italienne en avait conclu qu'une force navale britannique, dont elle ignorait la composition et la route, devait se trouver dans le Sud des Baléares et, le 8 février vers 19 heures, l'escadre appareilla de La Spezia avec ordre de faire route vers le Sud-Ouest après avoir doublé Asinara. Les cuirassés britanniques étaient donc arrivés devant Gênes, le 9 février au matin, sans avoir été découverts. Ils bombardèrent le port et la zone industrielle de 8 h 15 à 8 h 45.

Les deux seuls bâtiments de guerre, qui se trouvaient dans le port (cuirassé *Duilio* et contre-torpilleur *Bersagliere*), ne furent pas atteints, mais il y eut quelques dégâts causés aux installations industrielles (surtout dans la vallée de la Polcevera) et dans la ville (144 tués, 272 blessés).

Alors que le bombardement de Gênes avait débuté à 8 h 14, l'Amirauté italienne n'en fut avisée qu'à 8 h 41 et le Commandement supérieur de l'Aéronautique qu'à 8 h 55. Quant au commandant de l'escadre à la mer, il ne l'apprit qu'à 9 h 50 et ce n'est qu'à 10 heures qu'il fit route au Nord, alors que les Britanniques étaient déjà, depuis une heure, sur le chemin du retour.

La recherche et l'attaque des bâtiments britanniques par les forces aériennes, bien que menées par 190 appareils au total, furent une faillite complète. Les renseignements fournis par les avions furent presque tous erronés ou très incomplets ; la plupart ne parvinrent au commandant à la mer qu'avec un tel retard qu'ils n'étaient plus utilement exploitables. Certains étaient même complètement faux, tels ceux de bombardiers qui attaquèrent deux vedettes italiennes qu'ils avaient prises pour des croiseurs anglais ou ceux de cette formation aérienne qui bombarda le long des côtes Ouest de Sardaigne un convoi de navires de commerce français allant en Afrique du Nord, le prenant pour la force navale britannique.

Le résultat fut que la force de l'amiral Somerville ne put être rejointe par l'escadre italienne et qu'elle rentra à Gibraltar sans avoir été inquiétée. Et l'auteur de l'ouvrage conclut : « L'intervention à la mer de formations aériennes non entraînées ne pouvait donner que des résultats négatifs, soit à cause de l'énorme retard avec lequel elles pouvaient se manifester, soit par le manque d'expérience dans l'identification des buts et dans l'appréciation de leurs éléments de navigation ou par la méconnaissance du code de découverte et de son emploi. C'est pourquoi les avions ne rendaient compte des missions effectuées qu'après être rentrés à leur base au lieu de le faire par signaux. »

Le combat du cap Matapan (29 mars 1941).

Le 8 février 1941, le gouvernement grec avait demandé s'il pouvait compter sur l'aide britannique en cas de menace d'attaque allemande. Quelques jours plus tard, le commandant en chef britannique au Moyen-Orient reçut l'ordre d'envoyer le plus grand nombre possible de troupes terrestres et aériennes en Grèce. Les transports de troupes pour la Grèce commencèrent le 4 mars, et devaient se poursuivre jusqu'au 24 avril à raison de deux convois par semaine en employant en particulier trois croiseurs et des destroyers. 68 000 hommes furent ainsi transportés sans pertes appréciables.

Les Allemands estimaient que l'attaque de ce trafic était particulièrement intéressante. La direction allemande de la guerre sur mer pensait que la présence d'unités italiennes dans la zone Sud de la Crète troublerait les mouvements de transports de troupes et pourrait même provoquer leur arrêt puisque, d'après les renseignements donnés par l'aviation allemande, deux des trois cuirassés britanniques d'Alexandrie avaient été torpillés et avariés le 16 mars et que, dans ces conditions, la *Mediterranean Fleet* n'avait plus les moyens suffisants pour protéger ce trafic contre l'attaque de grands bâtiments de surface (1).

Les Allemands insistèrent donc très vivement auprès des Italiens pour qu'une telle opération soit exécutée le plus tôt possible. Le 26 mars 1941, une force navale italienne, sous les ordres de l'amiral Iachino, comprenant le cuirassé *Vittorio Veneto*, 8 croiseurs et 13 contre-torpilleurs, appareilla pour un raid dans le Sud de la Crète.

De son côté, l'amiral Cunningham, commandant la *Mediterranean Fleet*, avait été alerté par les reconnaissances fréquentes faites par les avions de l'Axe au-dessus d'Alexandrie et s'attendait à une opération prochaine de la flotte italienne. Sans en connaître le but, il estima que l'action ennemie la plus dangereuse serait une attaque contre les convois de Grèce et prit aussitôt ses dispositions en conséquence : un convoi en route d'Alexandrie vers la Grèce reçut l'ordre de faire demi-tour, le 27 mars à la nuit ; un second convoi, qui devait appareiller du Pirée, reçut l'ordre de ne pas sortir. Ainsi, non seulement le raid italien allait tomber dans le vide, mais la force italienne allait se heurter à la *Mediterranean Fleet*, que l'amiral Cunningham faisait appareiller d'Alexandrie, le 27 mars au soir.

On ignore les raisons pour lesquelles le commandant en chef britannique décida de prendre la mer avec toutes ses forces le 27 mars. La Marine italienne émet l'hypothèse que la sortie de Naples, le 26 mars, du cuirassé *Vittorio Veneto*, lui avait été signalée par un agent secret. En même temps que cuirassés et porte-avions quittaient Alexandrie, un groupe de 4 croiseurs et 4 contre-torpilleurs appareillait du Pirée pour venir les rejoindre.

Ce dernier groupe fut aperçu le 28 mars, à 6 h 35, par l'avion catapulté du *Vittorio Veneto* ; pris en chasse par l'escadre italienne, il se replia vers les cuirassés. De toute la journée du 28, l'amiral Iachino ignora la présence à la mer des trois cuirassés britanniques. Pourtant, deux avions torpilleurs avaient attaqué le porte-avions *Formidable* à 12 h 15 et avaient signalé qu'il était accompagné d'un cuirassé, de six croiseurs et de cinq destroyers. Mais ce renseignement, transmis d'ailleurs sans indiquer qu'il y avait eu effectivement attaque, ne fut reçu par le *Vittorio Veneto* qu'à 14 h 15 et avec des erreurs telles qu'il parut invraisemblable. A 15 h 19, les avions torpilleurs du *Formidable* attaquèrent le *Vittorio Veneto*, qui fut atteint par une torpille et dont la vitesse fut réduite à 19 nœuds.

L'escadre italienne prit alors le chemin du retour ; mais à 19 h 50, le croiseur *Pola*, attaqué par avions torpilleurs, fut atteint par une torpille et dut stopper. Ordre fut donné peu après aux deux autres croiseurs de sa division, le *Zara* et le *Fiume*, accompagnés de trois contre-torpilleurs, d'aller lui porter secours. A ce moment, le commandant en chef italien ignorait qu'à faible distance dans l'Est se trouvaient trois cuirassés britanniques. En outre, la Marine italienne était persuadée que, comme elle, la Marine britannique avait pour principe de ne pas engager ses grands bâtiments dans les combats de nuit ; enfin, elle ignorait l'existence du radar.

(1) En réalité, les cuirassés britanniques n'avaient pas été endommagés et se trouvaient tous disponibles.

Or, c'est justement le radar qui avait permis aux Britanniques de découvrir le *Pola* stoppé — et au moment où ce dernier allait être rejoint par le *Zara* et le *Fiume*, les cuirassés britanniques arrivaient également sur les lieux. Avant même d'avoir soupçonné la présence de leurs adversaires, les deux croiseurs italiens furent pris sous le feu de l'artillerie principale des cuirassés britanniques et coulés en quelques minutes, ainsi que deux des contre-torpilleurs qui les accompagnaient. Quant au *Pola*, il fut achevé à la torpille par un destroyer britannique, qui avait auparavant sauvé son équipage. Ce raid de l'escadre italienne se soldait donc par la perte de 3 croiseurs et de 2 contre-torpilleurs.

Encore une fois l'échec était dû au manque de coopération entre les bâtiments et l'aviation. Reconnaissance aérienne efficace et protection de chasse firent totalement défaut à l'escadre de l'amiral Iachino, alors que l'aviation embarquée britannique avait renseigné de façon presque continue l'escadre de l'amiral Cunningham et que ses avions torpilleurs lui avaient apporté un concours qui fut la cause déterminante de son succès.

Capitaine de vaisseau CAROFF,
Chef du Service historique de la Marine.

COMPTES RENDUS

L'AVANT-GUERRE

La veillée des Combats

Ce n'est pas un mince succès de l'esprit de liberté que vingt ans après la deuxième guerre mondiale, on ait pu écrire sur les origines de ce conflit un livre aussi documenté, aussi impartial, que celui publié par le Professeur et Mrs. Toynbee (1). Pour rédiger leur livre les Toynbee ont pu utiliser les documents diplomatiques britanniques, américains, italiens et allemands, lesquels furent publiés sous la responsabilité des gouvernements, suivant des règles d'honnêteté scientifique qui ne présidèrent que peu aux publications faites au lendemain de la Grande Guerre. Peut-être le Professeur et Mrs. Toynbee n'ont-ils pas tiré tout le profit possible de la publication italienne qui finalement apporte sur les premiers temps du flirt germano-russe beaucoup plus que les documents allemands. Mais ils sont cependant parvenus, eux et leurs collaborateurs, dans ce volume du *Survey of International Affairs*, à condenser les connaissances que nous avons à l'heure actuelle sur les derniers mois de paix avant le second conflit mondial. Il manque pourtant à ce livre quelque chose : une conclusion. Certes, celle-ci se dégage facilement du livre, le lecteur n'a aucun doute sur le sentiment des auteurs qui toujours mirent à part leur nationalité pour discuter les problèmes qu'ils abordaient. Mais on eût quand même aimé qu'à la fin de ce livre, qui représente l'étude la plus sérieuse sur les origines de la guerre, les auteurs aient clairement défini les erreurs qui y menèrent.

La première erreur commise par les dirigeants des puissances démocratiques fut de ne pas s'être rendu compte qu'ils créaient en Europe, de leurs propres mains, une situation générale qui fournissait à un agresseur allemand éventuel ce que le professeur Toynbee appelle une magnifique opportunité. Dans une remarquable introduction celui-ci nous démontre que cette situation découlait tout d'abord du Traité de Versailles qui avait laissé à l'Allemagne les deux éléments essentiels de sa puissance : son potentiel industriel et sa situation géographique au centre de l'Europe. Il montre qu'en fait le Traité donnait à l'Allemagne des possibilités d'expansion territoriale qu'elle n'avait pas avant la Grande Guerre. En 1914, le Reich ne pouvait s'étendre ni à l'Est, ni au Sud, sans se heurter à une grande puissance : la Russie ou l'Autriche-Hongrie. En 1919, du fait de la « balkanisation » de l'Europe, causée par l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Allemagne pouvait annexer la Pologne et toute l'Europe du Sud-Est sans trouver en face d'elle une nation capable de lui résister. Le professeur Toynbee ne blâme d'ailleurs pas les négociateurs de Versailles : « Il fallait bien, écrit-il, fonder le traité sur un principe reconnu de tous »

(1) Arnold Toynbee et Veronica M. Toynbee, *The Eve of War 1939*, *Survey of International Affairs*, *1939-1946*, Oxford University Press, 1958, in-8°.

et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'était pas pire qu'un autre. Peut-être est-il plus sévère pour l'application qu'on fit de ce principe : quand les populations étaient trop mélangées pour qu'on puisse faire passer entre elles une frontière, les Alliés eurent une fâcheuse tendance à favoriser leurs amis au détriment de l'Allemagne. Il en résulta l'existence de minorités allemandes importantes en Pologne et en Tchécoslovaquie. Plus grave encore lui semble être la politique menée après la guerre par ces deux États, en particulier la Pologne qui, non contente d'avoir de par le Traité un ennemi irréconciliable à l'Ouest, s'en fit deux autres à l'Est en 1920-21, la Lithuanie et l'U.R.S.S. Pour le professeur Toynbee, la Pologne « avait, ce faisant, signé son arrêt de mort ».

Mais si l'auteur a fort bien défini la situation qui donnait à l'Allemagne l'occasion, voire la tentation, d'attaquer ses voisins pour s'agrandir, il est muet sur une autre cause lointaine de la guerre, pourtant essentielle : la reconstitution de la *Wehrmacht*. Il semble que pour lui, comme pour la plupart des historiens britanniques, la reconstitution de la force armée allemande ait été inéluctable. On ne peut pas certes disconvenir que le désarmement unilatéral de l'Allemagne ne put durer éternellement ; mais enfin, le Traité de Versailles était fondé principalement sur le principe du désarmement général (qui seul pouvait garantir à long terme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et l'on ne peut pas dire qu'entre 1919 et 1933 un seul effort sérieux ait été fait en ce sens par les anciens Alliés, tout au moins dans le domaine des armées de terre et de l'air. De cette carence, la France porte la plus grande part de responsabilités et il est parfaitement vain d'éluder le problème en le passant sous silence.

La seconde faiblesse de la politique franco-britannique fut l'incapacité des ministres à reconnaître la volonté d'agression de l'Allemagne et à déterminer le lieu où elle se produirait. Certes, l'occupation de Prague eut un effet salutaire : elle convainquit — enfin ! — les ministres français et anglais de la volonté générale d'agression de Hitler. Les Français n'avaient sans doute pas auparavant beaucoup d'illusions, eux qui, depuis vingt ans, parlaient à tort et à travers de la volonté de revanche de l'Allemagne ; mais Chamberlain et Halifax pensaient encore, à Munich, qu'il était possible de satisfaire les ambitions d'Hitler qui paraissaient légitimes. L'occupation de Prague, peut-être parce qu'elle choqua par sa brutalité la correction britannique, convainquit Londres, qu'après tout, il fallait s'attendre à de nouvelles agressions de la part de Hitler. Mais où se produiraient-elles ? L'occupation de Prague par les Allemands surprit autant les dirigeants de Paris que ceux de Londres. On avait pensé dans les mois précédents à l'éventualité d'une attaque allemande sur l'Ukraine, ou sur la Belgique ou la Hollande, jamais à une attaque sur la Tchécoslovaquie. Au lendemain du coup de Prague, on crut successivement à une invasion de la Roumanie et de la Pologne. On sait que la croyance à une attaque de l'Ukraine ou de la Belgique provenait d'informations fantaisistes données par les Services de Renseignements. Les auteurs de *The Eve of War* disent très précisément pourquoi à la fin mars 1939 on crut à Londres à une agression contre la Pologne ou la Roumanie. Dans le premier cas, il s'agissait d'une information erronée publiée par le *News Chronicle*, dans le second cas d'un mensonge sans doute délibéré du ministre de Roumanie à Londres, qui désirait obtenir ainsi une garantie anglaise pour son pays. Mais la question se pose quand même — et elle n'est pas éclaircie par la publication de Toynbee — de savoir pourquoi les gouvernements ont accordé du crédit à de telles informations. Peut-être un fonctionnaire ou un militaire les a-t-il montées en épingle, peut-être a-t-on présenté comme une certitude ce qui n'était qu'un on-dit ? Il n'est pas possible de savoir.

Au fond, d'ailleurs, peu importait de savoir exactement où l'agression se produirait ; l'essentiel était pour les dirigeants français et anglais, qui connaissaient la volonté d'Hitler d'attaquer, de décider s'ils feraient front et, si oui, où et quand. Il apparaît clairement dans *The Eve of War* qu'aucune décision de cette sorte ne fut jamais prise ni par le gouvernement français ni par le gouvernement anglais. A aucun moment, ces gouvernements ne se préoccupèrent de savoir s'il valait mieux résister tout de suite ou plus tard, si l'on arrêterait Hitler dans n'importe quelles circonstances ou seulement si la situation politico-militaire le permettait. Les Britanniques étaient plutôt pour la fermeté, les Français, pour la flexibilité. Mais on recula toujours la décision : le 24 août encore, le Conseil des Ministres français ne parvint qu'à la décision de se réunir à nouveau au cas où la Pologne serait attaquée : « Chacun prendra ses responsabilités », déclara Daladier. Pour prendre ces responsabilités, il était, en août, beaucoup trop tard. C'est en mars ou avril qu'une décision de principe aurait dû intervenir sur l'opportunité et les possibilités de s'opposer à toute nouvelle agression de Hitler en Europe. Bien sûr, les ministres français et anglais espéraient que le problème ne se poserait pas, qu'il n'y aurait pas de nouvelle agression ou bien qu'un miracle se produirait permettant à la France et à la Grande-Bretagne de rester en dehors du conflit. Le professeur Toynbee expose de façon remarquable cet état d'esprit qui était non seulement celui des Français et des Anglais mais aussi celui de tous les peuples d'Europe, sauf l'U.R.S.S. Face au danger allemand, ils étaient dans la position d'alpinistes qui voient une avalanche sur le point de débouler et qui n'osent remuer un doigt ou cligner de l'œil de peur qu'une telle perturbation ne déclenche l'avalanche. « Ainsi restent-ils immobiles, comme des statues, dans la zone de danger, espérant que, par quelque miracle, l'avalanche ne descendra pas, ou que si elle descend, elle les laissera indemnes et balaiera les voisins. »

Cette peur panique, ce refus de prendre des décisions, sinon des risques, eut des conséquences graves car, finalement, la Grande-Bretagne et la France se trouvèrent acculées à déclarer la guerre dans les pires conditions. Après le coup de Prague, « le seul espoir qu'avaient les états d'Europe orientale d'échapper à la domination allemande était de conclure une alliance militaire défensive avec la Russie ; le seul espoir des Pays-Bas [et de la Belgique] était d'en conclure une avec la France et la Grande-Bretagne... Si, après le 15 mars 1939, ces petits états ou, parmi eux seulement la Pologne et la Roumanie, avaient pris rapidement cette direction raisonnable, il eût peut-être été possible de mettre sur pied une coalition européenne effective de forces anti-allemandes, qui aurait été bien plus forte que l'Allemagne elle-même ». Malheureusement, cela ne se fit pas parce que la Pologne était aussi ennemie des Russes que des Allemands et parce que la Belgique depuis 1936 entendait se défendre par elle-même. Cela ne se fit pas non plus parce que les gouvernements de Paris et de Londres restèrent terriblement indécis. La garantie anglaise donnée à la Pologne était sans valeur puisque la Grande-Bretagne était incapable de s'opposer à une occupation allemande de l'Est européen. Seule l'U.R.S.S. était en mesure de s'y opposer. Si les ministres français et anglais avaient eu une conduite plus conséquente et avaient cherché à déterminer les conditions nécessaires d'une guerre victorieuse contre l'Allemagne, ils se seraient rendu compte qu'ils devaient coûte que coûte mettre l'U.R.S.S. dans leur camp. Cela était facilement réalisable. Les auteurs de *The Eve of War* prouvent, après bien d'autres, que la Russie était parfaitement sincère au printemps de 1939 dans son désir d'arriver à une alliance militaire avec l'Ouest, tout en ayant des doutes sérieux — quoique non fondés — sur la volonté des gouvernements de Paris et de Londres de parvenir à un tel accord. Le professeur Toynbee décrit fort bien le

fossé d'incompréhension qui séparait en 1939 l'U.R.S.S. de l'Occident, incompréhension qui, selon lui, avait sa source non seulement dans la Révolution de 1917 mais dans la différence de cultures découlant de la christianisation de l'Ouest par Rome et de la Russie par Byzance. Mrs. Duff insiste également sur le fait que la conférence de Munich « avait laissé l'Union soviétique isolée et impressionnée par l'hostilité fondamentale de l'Ouest » à son égard. Il est certain que les Russes ne considérèrent pas comme gens sérieux les diplomates français et anglais qui vinrent leur demander de porter éventuellement secours à la Pologne et, en même temps, refusèrent de contraindre celle-ci à accepter cette aide militaire. Les gouvernements de Paris et de Londres avaient certes, pour agir ainsi, des raisons très respectables. Mais ils auraient quand même dû faire comprendre au gouvernement polonais que l'alliance russe était une condition *sine qua non* de leur propre garantie, parce que, militairement, les Russes étaient les seuls à pouvoir sauver la Pologne. Le colonel Beck aurait pu maintenir son point de vue et continuer à refuser de voir l'armée rouge entrer en Pologne, mais, en ce cas, il aurait été de la plus stricte honnêteté de lui dire que la France et la Grande-Bretagne n'étaient pas en mesure de porter à la Pologne quelque secours que ce fut.

Cette incapacité est amplement prouvée par Lord Chilston dans le chapitre qu'il consacre, à la fin de *The Eve of War*, à l'état des armements franco-britanniques au moment de la guerre. Alors que, pour matérialiser leur garantie à la Pologne, les Français et les Anglais devaient avoir une stratégie offensive, tous les armements et la pensée militaire franco-britanniques étaient fondés sur le principe d'une stratégie défensive. Cela se fit particulièrement sentir dans le domaine des armements aériens où l'on abandonna délibérément la fabrication des bombardiers au profit de celle des chasseurs. Le résultat d'une telle politique était qu'en septembre 1939 les forces de bombardiers en présence se résumaient ainsi :

France	0	Allemagne	906
Grande-Bretagne	776	Italie	474

On se demande comment l'état-major espérait soutenir la Pologne — ou tout autre État de l'Est européen — en ayant à sa disposition de si pauvres forces aériennes.

Lord Chilston montre d'ailleurs que, dans leur ensemble, les armements franco-britanniques n'avaient pas fait de progrès sensibles depuis la crise de Munich. Le réarmement, décidé dans son principe, se fit à « une vitesse d'escargot ». A cela, Lord Chilston trouve plusieurs raisons. Tout d'abord l'indécision — ou plus exactement l'absence de décision — des gouvernements. Ceux-ci ne décidèrent jamais si oui ou non ils s'opposeraient à de nouvelles agressions allemandes. Il en résultait que l'on réarmait avec la pensée que ces armes pourraient ne servir à rien. On reparlait du vieux slogan, qui était peut-être valable en 1925 mais n'avait plus aucune signification en 1939, que la paix ne pouvait finalement être solidement fondée que sur le désarmement général. Il est piquant de lire qu'en 1939 la France et la Grande-Bretagne réarmaient pour pouvoir un jour s'asseoir à la table de la conférence du désarmement et discuter d'égal à égal avec l'Allemagne. A cette volonté générale de paix s'ajoutait celle de ne pas « provoquer l'Allemagne ». Français et Britanniques jouaient la politique de l'épouvantail mais en criant bien haut que leur sabre était de bois et qu'il n'était pas question « d'encercler » l'Allemagne. En dehors de ces raisons générales il y eut à la lenteur du réarmement des raisons intérieures très semblables dans les deux pays. D'abord l'opposition des milieux syndicalistes, *Labour Party* en Angleterre, C.G.T. en France, à laisser le gouvernement toucher

à certaines règles, comme la semaine de 40 h ; opposition qui venait du fait que ces organisations n'avaient aucune confiance dans les gouvernements en place et craignaient que ceux-ci ne profitassent des pleins pouvoirs à eux accordés pour supprimer ou limiter de façon permanente les droits de la classe ouvrière. De plus, les gouvernements eux-mêmes, pour des raisons de politique intérieure, refusèrent longtemps de mettre l'économie sur un pied de guerre : la création du *Ministry of Supply* fut trop tardive, celle du *Ministère de l'Armement* n'intervint qu'après la déclaration de guerre. Il en résulta que les industries françaises et anglaises se trouvèrent dans l'incapacité, par manque soit de matières premières, soit de machines-outils, soit de main-d'œuvre spécialisée, de réaliser les plans de fabrication qui étaient prévus. Cela explique peut-être en partie l'incroyable lenteur du réarmement aérien : entre le 1er avril et le 1er octobre 1938 la production mensuelle fut de 48 appareils au lieu des 156 prévus par le plan. Mais en ce domaine, il faut admettre que les déficiences techniques n'expliquent pas tout et que certains responsables de ce réarmement firent preuve d'incompétence ; comment expliquer autrement que quantité d'avions sortis d'usines n'aient pas pu être lancés sur le champ de bataille faute soit d'équipages soit d'appareils de bord ?

Quand on lit, vingt ans après le déclenchement de la seconde guerre mondiale, sur les origines de ce conflit, une somme de la valeur de celle publiée par les Toynbee, on n'est certes pas amené à se demander qui est responsable de la guerre. Il n'y a pas de problème de responsabilité pour la seconde guerre mondiale comme il en existe un pour la Grande Guerre. Personne ne nie qu'Hitler soit à l'origine du conflit. Mais on est porté à regretter que la politique française ait été, entre 1919 et 1934, si sotte, d'avoir permis la reconstitution de la force armée allemande et que le conflit finalement ait eu son origine immédiate dans cette question du couloir polonais, qui était un vieux problème que Papen en 1932 essaya de résoudre par des conversations officieuses mais que, par veulerie, les gouvernements n'osèrent jamais aborder sérieusement. La guerre en 1933 n'était pas inévitable ; elle l'était sans doute en 1939 ; et c'est la faute qu'ont commise les dirigeants anglais et français de ne l'avoir pas reconnu assez tôt. La politique d'apaisement n'était pas en elle-même blâmable. Certainement aurait-on mieux fait de l'inaugurer avant 1935, avant que l'Allemagne ait une armée. Mais on ne peut pas pratiquer cette politique à l'égard de n'importe qui et Hitler était comme l'a écrit A. J. P. Taylor : *The wrong man.*

André Scherer.
Direction des Archives, la Réunion.

La République de Weimar

L'ouvrage que le Pr-Dr F. Friedensburg a consacré à la République de Weimar (1) présente la particularité que, rédigé en 1934, il n'a pu être publié qu'en 1946 et connaît en 1957 une nouvelle édition dont le texte — nous dit la préface de 1957 — a été remanié en tenant compte des nouvelles publications et du recul historique.

Nous pensons que ce ne serait pas trahir l'esprit du volume que de l'intituler : *Défense et illustration de la République de Weimar, par un de ses fidèles serviteurs.* Quelques renseignements épars à travers son livre nous

(1) Dr Ferdinand Friedensburg, *Die Weimarer Republik*, Norddeutsche Verlagsanstalt O. Goedel, Hannover-Frankfurt-Main, 1957, 295 p.

donnent quelques brèves indications sur la carrière administrative du Dr Friedensburg : retenons surtout que de 1925 à 1927, il dirige la police de Berlin. Prévoyant l'éventualité de troubles intérieurs, fomentés par la droite, il s'efforce alors de mettre sur pied un plan d'action commune de la police, des syndicats et de la *Reichsbanner*, mais Hindenburg obtient son déplacement. C'est assez dire que le Dr Friedensburg, qui a été en contact avec un grand nombre de personnages politiques de l'époque weimarienne, connaît son sujet de l'intérieur. Sa préface de 1945 nous précise encore que son travail « respire l'esprit de la République démocratique-bourgeoise pour laquelle j'ai combattu et travaillé jusqu'à présent » — et qu'aujourd'hui l'auteur préconise « une collaboration plus étroite avec l'aile gauche du front démocratique. Cela ne représente pas une rupture avec le passé, mais un développement sensé et organique ».

*
* *

L'ouvrage s'ouvre par un bref chapitre de 7 pages : « État de l'Allemagne à la fin de la guerre » et se termine par un chapitre de même longueur : « L'échec de la république » — entre lesquels prennent place quatre gros chapitres respectivement intitulés : « La politique extérieure » (p. 16 à 107) : « L'État » (p. 107 à 196) ; « L'Économie » (p. 196 à 240) ; « La Culture » (p. 241 à 256).

Les passages les plus intéressants pour un lecteur français concernent la politique intérieure, mais les plus révélateurs pour un certain état d'esprit de l'auteur se rapportent à la politique extérieure et la largeur d'esprit qu'il montre en politique intérieure s'oppose à l'étroitesse nationaliste qui caractérise nombre de ses propos de politique extérieure.

Si, parmi les Weimariens les plus capables, il range Stresemann et Brüning, il rend également hommage aux socialistes et souligne le « mérite historique » (p. 108) qu'ils se sont acquis en 1918 en s'opposant au « désordre effréné ». Un grand coup de chapeau aussi à Rosa Luxemburg, six fois citée et dont il dit que son assassinat priva le peuple allemand d' « une personnalité d'un haut niveau intellectuel et moral » (p. 117).

De bonnes pages aussi sur les crises qui jalonnent l'existence tourmentée de la République de Weimar de 1919 à 1925, sur l'influence néfaste de von Schleicher (p. 151), sur la passivité funeste des socialistes prussiens quand, le 20 juillet 1932, von Papen « destitua » Severing (p. 153), sur le manque de maturité politique de la majorité du peuple allemand.

Méthodiquement l'auteur passe en revue l'œuvre positive de la République de Weimar dans les différents domaines : œuvre constitutionnelle, administrative, militaire, financière, etc. Il note le paradoxe de la Reichswehr, « corps étranger », objet de la méfiance des républicains et cependant toujours largement financée et couverte par les divers gouvernements. Il considère la réorganisation de la police comme « peut-être la réalisation étatique la plus remarquable de l'époque » (p. 173).

Le chapitre sur l'économie retrace de manière fort concrète l'inflation, l'essor de 1924 à 1929, la crise de 1930 à 1932, ainsi que la politique sociale de la République de Weimar, en particulier ses efforts pour combattre le chômage par des remèdes que Hitler reprendra sur une plus vaste échelle, camps de travail, programme de grands travaux, etc.

Bref, l'auteur n'a pas beaucoup de mal à nous montrer que la République de Weimar, née d'une défaite sans précédent, a fait de son mieux pour en atténuer ou en effacer les conséquences. Mais pourquoi faut-il que la sérénité avec laquelle il retrace ses vicissitudes intérieures l'abandonne quand il aborde la politique extérieure à laquelle il consacre environ le tiers de son

travail ? Ici nous retrouvons des clichés nationalistes que jusqu'à présent nous croyions plus répandus chez les adversaires que chez les défenseurs de la République de Weimar, et d'abord celui de l'universelle malfaisance du *Diktat* de Versailles. Il a vraiment bon dos ce traité ; car on lui attribue même la responsabilité de l'âpreté des luttes politiques intérieures. A en croire l'auteur, « c'est aussi le sentiment d'humiliation issu de Versailles qui rendit si difficile aux Allemands de se montrer patients et justes les uns envers les autres » (p. 251).

La politique d'exécution du traité engendra chez le peuple allemand une « nervosité... qui provoqua de graves explosions, en particulier l'assassinat d'Erzberger et de Rathenau » (p. 16).

On laisse entendre aussi que le traité s'écartait des principes wilsoniens et il en résulte des erreurs de fait comme celle que commet l'auteur en parlant de la Pologne : évoquant la ligne de démarcation germano-polonaise fixée par l'Entente le 16 février 1919, il déclare que « sur ce fait accompli s'édifièrent les demandes polonaises, expressement et efficacement soutenues par la France, d'un accès libre à la mer et par là de la cession du corridor » (p. 30). Or la reconstitution de la Pologne *avec un accès libre à la mer* était précisément le 13e des 14 points de Wilson !

Sur le thème des réparations et de leurs conséquences désastreuses pour l'Allemagne, le Dr Friedensburg est également intarissable et pour le moins peu nuancé. Nous nous permettons de lui signaler à ce sujet l'ouvrage d'Étienne Mantoux : *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes* (Gallimard, 1946), qui ne figure pas au nombre des 838 titres dont 67 en langue française) que, sauf erreur, nous avons dénombrés dans sa copieuse bibliographie — où il y a du bon et du moins bon (les noms de H. Stegemann, F. Grimm, F. W. Illges par exemple, n'inspirent pas une confiance sans réserve).

D'une manière générale, l'auteur se montre particulièrement hargneux à l'égard de la France à laquelle il ne fait grâce d'aucun grief. A ses yeux, elle est la grande responsable des amputations territoriales allemandes tant à l'est qu'à l'ouest. C'est ainsi que le tableau chronologique placé à la fin du volume souligne que c'est la France qui, le 24 août 1926, s'oppose au retour d'Eupen-Malmédy au Reich (p. 26). Le Dr Friedensburg s'évertue à démontrer (p. 38) que la France, en 1919, n'avait aucun droit au charbon de la Sarre car les destructions effectuées par les troupes allemandes dans le bassin du Nord étaient parfaitement régulières et permises d'après le droit des gens et les usages de la guerre.

Rien d'étonnant à ce que Clemenceau et Poincaré ne trouvent pas grâce à ses yeux ; Briand lui-même n'est pas épargné. Voici les principaux reproches formulés à son égard : il s'est opposé en 1931 au projet d'union douanière austro-allemande (p. 51) ; il a déclaré en 1930 : « L'*Anschluss* c'est la guerre » (p. 53) ; il a fait échouer « le succès psychologique immédiat » du *moratoire Hoover* (p. 71) ; il a donné au chancelier Hermann Müller à Genève, en septembre 1928, une « réponse impolie » (p. 91).

Mais ceci n'est que broutille, car il y a mieux ou, si l'on préfère, pire. A la page 42, dans un paragraphe concernant la question des minorités, nous lisons qu'à la suite du traité de Versailles « vivaient en France 1 700 000 Allemands », qualifiés à la page 45 de *Auslandsdeutsche* c'est-à-dire d'Allemands de l'étranger. Alors nous relisons avec inquiétude la préface de 1957 dans laquelle l'auteur dit qu'il serait heureux que son livre profitât aux étudiants et où il s'inscrit en faux contre l'affirmation selon laquelle l'homme n'apprendrait rien de l'histoire. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le Dr Friedensburg semble n'avoir pas appris grand-chose et ses conceptions sur la question risqueraient de fausser singulièrement l'esprit

des étudiants s'il n'y avait heureusement, dans son pays, assez de personnes sachant que les Alsaciens ne sont pas des Allemands. Pour plus de précision, nous suggérons au Dr Friedensburg de lire un discours du Dr Carlo Schmidt, qui fait partie de cette « aile gauche du front démocratique » avec laquelle il préconise une « collaboration plus étroite ». Le Dr Carlo Schmidt, vice-président du *Bundestag*, déclarait en 1956, à la séance inaugurale de la conférence de Bad-Neuenahr :

« ... Avec quelque retard, les Allemands ont rejoint les Français ; ils comprennent maintenant ce qui, en France, est acquis depuis longtemps : qu'une nation est autre chose qu'un *Volkstum* (groupe ethnique), que c'est d'après le mot de Renan, « un plébiscite de tous les jours » et que ce qui importe n'est pas le passé, mais le fait que tels hommes dans une région donnée, choisissent aujourd'hui de partager le même destin.

« Je crois pouvoir dire aujourd'hui au nom... de la très grande majorité du peuple allemand : au delà du pont du Rhin ne commence pas l'Alsace, mais la France (1) ».

A. MEYER.
Aix-en-Provence.

Le parti nazi et les crimes politiques à la veille de la prise du pouvoir

L'historien Paul Kluke dont les travaux sur le IIIe Reich poursuivis dans le cadre tracé par l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich font autorité a publié dans les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, réplique de notre *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (2), une étude consacrée à un crime commis par les nazis dans l'été de 1932 et appelé à un profond retentissement (3).

A Potempa, petit village minier de Haute-Silésie, neuf S. A. après s'être livrés à de copieuses libations avaient pénétré, dans la nuit du 10 août 1932, dans le logis d'un mineur polonais d'opinions communistes : Konrad Pietrzuch. Ils le sortirent de son lit, et, en présence de sa mère et de son frère, le frappèrent à mort pendant une demi-heure.

Dans le climat troublé de l'époque, la grande presse d'information s'était accoutumée à relater sans émotion les attentats dont étaient tour à tour victimes nazis, communistes ou socialistes. Cependant, le crime de Potempa ne passa pas inaperçu ; il déchaîna des passions étrangères, il est vrai, à ses circonstances particulièrement odieuses. Sa répression, en effet, posait un problème juridique que l'intervention des chefs de la N.S.D.A.P. allait compliquer : celui de l'application d'une législation d'exception, œuvre du chancelier von Papen.

A ses débuts, Papen avait tenté, on le sait, d'apprivoiser les nazis. Le 29 juin, un décret-loi levait les interdictions édictées par Brüning contre les « armées privées » et la S. A. Le 20 juillet, le gouvernement socialiste prussien dont la police avait, aux yeux de Hitler, le tort de traiter avec la même rudesse tous les perturbateurs, qu'ils fussent nazis ou communistes, était destitué. Les complaisances de Papen ne furent pas payées de retour : au lendemain des élections générales du 31 juillet qui furent

(1) Texte complet dans la revue *Politique étrangère*, 1956.

(2) Sur les rapports de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich et des *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* de Stuttgart, on pourra se reporter aux indications que nous avons données dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (n° 20, octobre 1955, n. 3, p. 95).

(3) Paul KLUKE, Der Fall Potempa, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, Juli 1957, p. 279-297.

pour la N.S.D.A.P. un grand succès et pour le gouvernement un cuisant échec, Hitler, moins accommodant qu'il ne devait l'être en janvier 1933, refusait de partager même l'apparence du pouvoir avec Papen. Ulcéré par l'attitude de Hitler, Papen se résolut à mettre un terme aux rixes sanglantes que sa mansuétude à l'égard des nazis avait laissé s'étendre. Le 9 août 1932, un décret-loi stipulait que les crimes politiques seraient dorénavant passibles de la détention perpétuelle, voire de la peine de mort. Il instituait en même temps des tribunaux d'exception. Le crime de Potempa avait été commis une heure et demie après l'entrée en vigueur du décret-loi ; ses auteurs, qui pouvaient arguer de leur ignorance du nouveau texte, furent néanmoins jugés selon ses prescriptions. Un tribunal d'exception siégea à Beuthen du 19 au 22 août : il prononça cinq condamnations à mort, une condamnation à deux années de détention et trois acquittements.

Le parti nazi allait se servir du jugement de Beuthen pour dénoncer la collusion du gouvernement avec les marxistes ! Le Tribunal spécial de Brieg venait de condamner à des peines d'emprisonnement des socialistes qui, le 10 juillet, donc avant la publication du décret-loi du 9 août, avaient tué deux nazis. L'attitude en apparence contradictoire des deux tribunaux était juridiquement fondée, mais la presse nazie eut beau jeu de souligner, aux yeux de l'opinion mal informée, la prétendue partialité de la justice allemande.

Bien plus, Hitler, Gœring et Röhm firent des déclarations qui visaient non pas à excuser les condamnés mais à les innocenter. Ils s'identifièrent à eux. Le doctrinaire Rosenberg alla plus loin encore en écrivant dans le *Völkischer Beobachter* du 26-8-1932 qu'on ne pouvait condamner cinq Allemands pour le meurtre d'un Polonais car le concept de l'égalité des hommes était faux. Sans doute, le réflexe antipolonais des masses allemandes dut-il peser sur le gouvernement qui, finalement, commua les condamnations à mort en détentions perpétuelles.

Au reste, les assassins du mineur polonais Pietrzuch devaient être bientôt libérés ; ils bénéficièrent de l'ordonnance du 23-3-1933 qui amnistiait les crimes et délits politiques commis par les seuls « champions du soulèvement national ». Ainsi que l'observe Paul Kluke, l'ordonnance du 23-3-1933 était conforme aux opinions qu'avaient exprimées publiquement, après la sentence de Beuthen, les chefs nazis. Elle ne devait surprendre que ceux qui avaient voulu s'abuser sur l'essence même du national-socialisme. Cependant, on doit rappeler, pour l'honneur de la presse allemande, que la *Frankfurter Zeitung*, dont les jours de liberté étaient comptés, ne craignit pas de remarquer que l'amnistie des crimes politiques commis par les partisans du gouvernement était un fait absolument nouveau en Allemagne.

Jean Sigmann,
Inspecteur d'Académie à Troyes.

Hitler et le réarmement allemand

Une présentation élégante, une érudition sûre, un appareil critique soigné (les 50 pages de références sont rejetées à la fin du livre), une bibliographie claire complétée par la liste des militaires et diplomates allemands consultés par l'auteur, telles sont les caractéristiques du volume intitulé *Hitler et le réarmement allemand 1933-1937*. Il constitue le tome 19 des publications de l'*Institut d'Histoire européenne*, que dirige à Mayence le Pr Martin Göhring (1).

(1) Gerhard Meinck, *Hitler und die deutsche Aufrüstung*, 1933-1937, Franz Steiner Verlag, Wiesbaden, 1959, 246 p.

A l'aide des publications d'archives, des Mémoires et des travaux de recherches — parmi lesquels le livre de M. G. Castellan sur le réarmement clandestin du Reich occupe une place de choix — l'auteur fait le point de nos connaissances sur son sujet.

Depuis, d'autres archives ont vu le jour, en particulier les volumes II et III de la série C des *Documents on German Foreign Policy*. M. Meinck nous prévient que, sa rédaction étant terminée à la fin de 1958, il n'a pas utilisé le volume II : de telles lacunes sont inévitables et pendant des années encore nos connaissances sur la période entre les deux guerres mondiales seront renouvelées ou complétées par la publication des nouveaux documents d'archives.

Le volume s'articule en trois chapitres respectivement intitulés : I : « Désarmement ou réarmement ? (1933-1935) » ; II : « Défense du territoire ou agression ? » ; III : « Les intentions d'Hitler (1935-1937) ».

Alors que le second chapitre relève essentiellement de la technique militaire et se termine par la constatation que les plans militaires, élaborés entre 1935 et 1937, ne permettent pas de discerner les intentions de Hitler en politique extérieure, le premier et le dernier chapitre s'intègrent plus aisément dans l'histoire des relations internationales.

En examinant le tableau de l'Allemagne désarmée (jusqu'en 1933), conformément aux stipulations du traité de Versailles, le lecteur français est frappé par l'insistance de l'auteur à dénier toute valeur militaire à la *Schutzpolizei*, ainsi qu'aux S.A. et aux S.S., et à souligner par contre le danger d'une invasion polonaise, redoutée jusqu'en 1932... Plus intéressantes sont les analyses détaillées concernant le départ de l'Allemagne de la S.D.N. et de la Conférence du Désarmement, le refus français par la note du 17 avril 1934 de « légaliser le réarmement allemand », les étapes de ce réarmement depuis les premières initiatives du chancelier von Schleicher, le rétablissement du service militaire obligatoire le 16 mars 1935, la remilitarisation de la Rhénanie et la dénonciation des accords de Locarno, le 7 mars 1936, la marche à l'autarcie par le *plan de quatre ans*, enfin la Conférence secrète du 5 novembre 1937, au cours de laquelle Hitler dévoila ses plans d'agression à un petit groupe de chefs militaires et politiques.

Tout cela, certes, était déjà connu ; mais, chemin faisant, l'auteur lance une hypothèse, propose une rectification, introduit une nuance, suggère une optique nouvelle ou attire l'attention sur un document peu connu ou peu utilisé. Retenons deux de ces documents : d'abord une allocution que Hitler a tenue à un petit groupe d'officiers supérieurs, le 3 février 1933, c'est-à-dire quatre jours après la prise du pouvoir, et au cours de laquelle il a notamment déclaré : « Le service militaire obligatoire doit être rétabli... Comment convient-il d'utiliser la puissance politique ?... Peut-être en se taillant de nouvelles possibilités d'exportation, peut-être, et certainement mieux, en conquérant un nouvel espace vital à l'Est et en germanisant de la manière la plus brutale » (texte cité p. 17, repris p. 170, d'après les notes du général Liebmann communiquées à l'auteur).

Le second document est un mémorandum économique rédigé par Hitler en août 1936, dans un esprit « anti-Schacht » et destiné à assurer l'autarcie du Reich en prévision d'une guerre, comme le précisent les deux phases : « L'armée allemande doit pouvoir être engagée dans un délai de quatre ans. L'économie allemande doit être adaptée à la guerre dans un délai de quatre ans » (p. 166).

Dans sa conclusion, l'auteur insiste sur la grande différence entre les raisons que Hitler invoquait publiquement pour justifier ses mesures de réarmement et les motifs réels qui l'animaient. Il invoquait l'égalité des droits et, en dernière analyse, il avait en vue « la conquête de territoires

étrangers ». « En prétextant une revendication légitime, il poursuivait un but criminel. Par sa tactique rusée, il n'a réussi que trop longtemps à tromper le peuple allemand. Mais sa tentative pour se procurer un alibi ne résiste pas à l'épreuve de l'histoire » (p. 188).

A. Meyer
(Aix-en-Provence).

La préparation économique allemande à la guerre

Un petit livre bouleverse complètement les idées communément reçues. On croit généralement — et on enseigne même dans nos écoles — que l'économie allemande, sous le régime nazi, a été entièrement mobilisée en vue de la guerre, que c'est grâce à la préparation à la guerre qu'elle a pu liquider les conséquences de la crise de 1929, enfin que les succès allemands de 1940 et 1941 ont été obtenus par un pays qui avait, depuis longtemps, sacrifié « le beurre » aux « canons ».

Or, M. Klein démontre, chiffres en main, que cette vision des choses est entièrement contraire à la réalité (1). Jusqu'en 1937 ou 1938, la production pour les besoins du temps de paix et la consommation civile ne cessèrent de croître, jusqu'à dépasser tous les niveaux antérieurs ; au contraire, le réarmement s'effectua sur une échelle assez modeste. L'Allemagne, à la veille de la guerre, n'avait encore fait aucun sacrifice ; elle avait simplement atteint le plein emploi de ses ressources. Bien plus, jusqu'en 1942, l'effort de guerre allemand apparaît singulièrement limité dans son ampleur, et n'entraîne qu'une réduction assez faible des ressources consacrées aux besoins civils. La production allemande de munitions, en 1941 et surtout en 1942, par exemple, est notablement inférieure à celle de la Grande-Bretagne, inférieure aussi naturellement aux estimations des services de renseignements alliés.

A quoi tient cette limitation de l'effort de guerre allemand ? M. Klein envisage successivement diverses explications possibles. C'est pour éliminer les premières qui se présentent : l'Allemagne n'a pu être sérieusement handicapée, dans cette période, ni par une insuffisance de capacité industrielle, ni par de graves pénuries de matières premières-clés ; jusqu'en 1943 au moins, d'autre part, l'Allemagne possède d'importantes réserves de main-d'œuvre. Par contre, durant cette période, l'administration de l'économie de guerre allemande se révèle singulièrement désordonnée et inefficace : la dictature totalitaire, M. Klein aime à insister sur cette idée, peut être encore plus anarchique, et paralysée par les conflits d'intérêts et d'autorités diverses, que les États-Unis, pays de la libre entreprise, au moment où ils se lancent dans la préparation d'une guerre à laquelle ils n'avaient jamais pensé. Un autre point auquel M. Klein, en sa qualité d'économiste, attache une grande importance, c'est que l'Allemagne a été longtemps freinée, dans sa préparation à la guerre, par la crainte d'un retour à l'inflation galopante de 1923.

Mais là n'est pas l'essentiel. Au fond, si l'Allemagne, jusqu'en 1942, n'a pas mobilisé complètement ses ressources en vue de la guerre, c'est que Hitler a pensé que cet effort n'était pas nécessaire. Hitler ne désirait pas la « guerre totale » ; sa diplomatie et sa stratégie visaient à atteindre ses objectifs l'un après l'autre, par une série de crises limitées et de campagnes rapides : c'était la « guerre-éclair ». Il comptait pouvoir en même

(1) Burton H. Klein, *Germany's economic preparations for war* (Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1959, 272 p., bibliographie, index).

temps réaliser les objectifs sociaux par lesquels il avait su gagner une grande partie du peuple allemand : élévation générale du niveau de vie, retour de la femme au foyer, etc. Les victoires foudroyantes de 1940, les premiers succès en U.R.S.S., ne purent que confirmer les chefs de l'Allemagne hitlérienne dans leurs espérances de triomphe à bon marché. C'est après la campagne de 1942 seulement, que l'Allemagne se décida à mobiliser toutes ses ressources en vue de la guerre, et que du même coup l'administration de l'économie de guerre, confiée désormais à Speer, devint remarquablement efficace. Jusqu'à l'été de 1944, les productions de guerre ne cessèrent de croître. Et ce fait souligne cruellement, soit dit en passant, la faible efficacité, dans la dernière guerre, du blocus maritime et des bombardements alliés.

Mais bien d'autres réflexions viennent à l'esprit. Nous voyons plus clairement que jamais que la France de 1940 ne dut pas sa défaite à la pénurie de matériel ou à l'infériorité numérique, mais à d'autres causes, notamment à la faiblesse de sa doctrine militaire. Que l'Angleterre de 1942 ait eu une production de guerre bien supérieure à celle de l'Allemagne, pour des effets bien moindres, peut s'expliquer par les servitudes de la stratégie périphérique à laquelle les Anglais étaient ou se croyaient condamnés : stratégie nécessairement fort coûteuse pour de faibles résultats. Plus généralement, il est effarant de penser que l'Allemagne, si elle avait donné à temps son effort maximum, aurait été — c'est le moins qu'on puisse dire — bien près de vaincre, en 1941, une coalition aux ressources incomparablement supérieures aux siennes. Éclatante démonstration du fait que, contrairement à une théorie très répandue, dans les guerres contemporaines le potentiel économique n'est pas tout ; et qu'il faut compter pour beaucoup la manière de s'en servir.

J. Néré.

LA GUERRE DANS LE PACIFIQUE

Une histoire diplomatique de l'Extrême-Orient

Un sous-titre : *Histoire des relations internationales modernes et contemporaines de l'Est et de l'Asie*, nous avertit : il ne s'agit que des temps modernes. Cet ouvrage considérable, écrit par un professeur d'histoire de l'Université de Stanford (1), commence vers le début de ce siècle. Dans une première partie, l'auteur expose en manière d'introduction les données géographiques utiles, ainsi qu'un abrégé des événements majeurs de l'histoire de la Chine et du Japon jusque vers 1900. Ce sont, naturellement, les relations avec les puissances occidentales qui y tiennent la plus grande place : ouverture de la Chine, du Japon, traités imposés à l'un et à l'autre pays, intérêt croissant apporté par la Russie à l'Asie ; un important chapitre retrace le développement de l'action américaine dans le Pacifique et en Chine : annexion des Hawaï, négociations économiques avec la Chine, limitation de l'immigration chinoise aux États-Unis.

La deuxième partie s'étend jusqu'à la deuxième guerre mondiale. L'auteur montre la transformation de la Chine, la naissance de la République, la lutte entre Sun Yat-sen et Yuan Che-kai, l'arrivée du général Tchang Kai-chek à la tête des nationalistes, l'opposition de plus en plus accentuée des Chinois aux droits que les Occidentaux tenaient des « traités inégaux ». M. Buss fait des « violations de la souveraineté chinoise » un exposé détaillé qui, par l'oubli des circonstances dans lesquelles ces traités avaient été conclus, ou imposés, et des arguments qui pouvaient les justifier, est empreint d'indulgence à l'égard de la xénophobie de la Chine moderne. Les grandes puissances occidentales d'alors commençaient à abandonner, non sans précaution, toutefois, leurs privilèges lorsque le Japon intervint sur le continent.

M. Buss aborde alors une longue étude du Japon et de sa transformation rapide après la réouverture du pays. Sans s'attarder, il arrive aux grandes questions de la politique étrangère du Japon : celle de la Mandchourie, d'abord, la création du Mandchoukouo, la pénétration japonaise en Chine de 1931 à 1937 et, enfin, l'affaire du pont Marco Polo, prétexte de l'action de force tendant à établir la domination japonaise sur la Chine.

Après avoir retracé la politique en Extrême-Orient de l'Angleterre, de la France, de la Hollande, en s'en tenant aux idées générales, sans préciser les détails, M. Buss s'étend plus longuement sur la politique des Soviets et il revient, avec des chevauchements qu'il était difficile d'éviter, sur le rôle du Japon dans la politique mondiale. Enfin, un chapitre sur l'action américaine en Extrême-Orient entre les deux guerres met bien en lumière l'opposition parfois vigoureuse, le plus souvent souple, mais toujours tenace, des États-Unis aux prétentions japonaises. La tension s'accentue et, finalement, c'est Pearl Harbor.

La guerre dans le Pacifique fait l'objet d'une troisième partie très courte et l'on passe à une quatrième, très amplement traitée, puisqu'elle remplit presque la moitié de l'ouvrage. L'occupation du Japon et les conditions de paix forment un chapitre important ; l'état-major du S. C. A. P. (*Supreme Command for the Allied Powers*), avec ses 3.000 officiers et civils, fournit un effort considérable pour construire un Japon nouveau et démocratique. La

(1) Claude A. Buss, *The Far East*, New York, Macmillan, 1954, 738 pages.

réorganisation fut profonde, l'américanisation resta assez superficielle. « Les Japonais furent convaincus de la supériorité de la puissance militaire des États-Unis, mais ils furent sceptiques quant à celle de la manière de vivre des Américains. » Puis l'auteur expose la montée du communisme en Chine et il examine l'importance au point de vue mondial de « ce géant assoupi qui, réveillé, a pris conscience de sa force ». La chute du parti nationaliste, l'établissement du gouvernement de Formose, questions auxquelles l'Amérique a dû prendre un intérêt particulier, terminent cette partie consacrée à la Chine.

Après avoir passé en revue les États indépendants du Sud-Est asiatique (Thailand, Birmanie, Indonésie et Philippines), puis les « vestiges de l'impérialisme », c'est-à-dire la Fédération malaise, Singapour, Hongkong, l'Indochine, M. Buss consacre une large place à l'affaire de Corée et aux désillusions du président Rhee. Enfin, d'une part, le chapitre de l'extension de l'impérialisme communiste se termine sur un jugement objectif de la politique soviétique au cours de la dernière décade, montrant que l'U. R. S. S. « a choisi de perpétuer et d'aggraver l'incertitude de l'atmosphère internationale et la menace de guerre ». D'autre part, le chapitre final, consacré aux États-Unis en Extrême-Orient, note que l'Amérique y a « enregistré des réussites et des échecs », qu'elle a agi avec désintéressement, mais qu' « elle a appris avec amertume que la force militaire seule était impuissante à empêcher une idéologie cancéreuse de s'emparer des idées scintillantes de liberté et de prospérité ».

Chaque chapitre est suivi d'une bibliographie qui est presque exclusivement américaine ; aucun ouvrage étranger n'y figure s'il n'a été traduit aux États-Unis. *The Far East* a le mérite de dégager clairement les idées générales de la multitude des faits.

G. Renondeau.

La guerre contre le Japon : Etude générale

Un volume fait suite à celui paru dans la même série : *History of the second world war, The war against Japan*, qui a été analysé dans cette revue (1) et qui avait comme sous-titre *La perte de Singapour*, cet événement étant le plus considérable de ceux qu'il étudiait, tout en traitant également de la chute de Hong-Kong et des Indes néerlandaises. La prise des Philippines par les Japonais échappait au cadre des opérations britanniques, mais il restait, pour compléter l'ensemble des conquêtes japonaises, à parler de la Birmanie. La campagne de Birmanie constitue l'objet principal de ce deuxième volume (2) qui a pris comme sous-titre : *L'heure cruciale de l'histoire de l'Inde*. La situation de l'Inde menacée sur sa frontière nord-est, soumise à des bombardements sur Ceylan, ses côtes ouvertes aux attaques éventuelles de la marine et de l'aviation ennemies, les troubles civils qui la minaient, justifient ce sous-titre.

La perte de la Birmanie forme la partie essentielle de l'ouvrage, mais l'auteur a conté aussi la première tentative infructueuse pour réoccuper l'Arakan, cette fraction du territoire birman qui, géographiquement, appartient à l'Inde ; il a exposé en grand détail, et je crois pour la première fois, le raid à longue portée de la brigade Windgate sur les arrières japonais, fait le récit de l'occupation de Madagascar, exposé les plans alliés pour la

(1) Cf. n° 34.

(2) Major-general S. Woodburn Kirby, *The war against Japan*, vol. II, H.M.S.O., Londres, 1958, 541 p.

contre-offensive ; enfin il a montré comment l'Inde était devenue pour les Britanniques la grande base de leurs opérations. J'oubliais que, pour permettre au lecteur de mieux situer l'effort britannique dans l'ensemble de la guerre, l'auteur a consacré plusieurs chapitres très substantiels à la guerre dans le Pacifique au cours de la période envisagée. Sans doute, ces chapitres sont-ils beaucoup moins détaillés que les monographies de la grande collection américaine consacrées par exemple à Guadalcanal, ou à la Papouasie, mais ils renferment tout l'essentiel et se recommandent par une parfaite clarté. Le présent ouvrage se limite au 25 août 1943, date de la création du commandement de l'Asie du Sud-Est.

On se souvient d'autres études dont il a été parlé dans cette revue et qui avaient trait à la campagne de Birmanie. Je veux rappeler *Eastern Epic* de Compton Mackenzie qui a retracé l'épopée des forces indiennes sur les différents théâtres d'opérations, ainsi que *La retraite de Birmanie*, éditée par les Services historiques de l'Inde et du Pakistan. Ce dernier ouvrage pénètre plus profondément dans les détails ; il demande certainement plus d'efforts de la part du lecteur pour suivre le cours général des événements que l'exposé lumineux qu'en a fait le général Woodburn Kirby et son équipe de collaborateurs.

Je ne reviendrai pas sur les raisons du manque de préparation qui a handicapé les Britanniques, sur l'absence presque totale d'effectifs et de matériel de guerre en Birmanie en 1941. L'Angleterre et ses représentants en Orient ne croyaient pas au danger japonais dans cette région. Wavell sous-estima très longtemps la valeur des forces japonaises. La Birmanie s'était détachée de l'Inde en 1937, ce qui avait incité l'Angleterre et l'Inde à se désintéresser d'elle. Les jeunes intellectuels birmans étaient profondément anti-britanniques ; la masse du peuple était indifférente mais, lorsque les Japonais vainqueurs apparurent dans le pays, tout le monde se déclara pour eux. (Toutefois les Karen et les montagnards du Nord restèrent fidèles.)

Rappellerai-je que l'histoire de la retraite de Birmanie se divise tout naturellement en trois phases ? Dans la première, les Japonais conquirent le Sud. Débouchant, en raison de la configuration géographique du pays, presque immédiatement sur les aérodromes de la côte occidentale de cette partie de la Birmanie, ils coupèrent dès le début les communications aériennes entre l'Inde et Singapour. La prise de Moulmein, les défaites successives infligées aux troupes britanniques sur le Salween, la Bilin, le Sittang, ouvrirent la route de Rangoon. Ce très grand port, avec ses raffineries de pétrole, ses stocks importants, présentait un intérêt d'autant plus considérable qu'il formait la tête de la route birmane du ravitaillement à Tchiang Kai-chek. Son évacuation, décidée le 6 mars, entraîna celle des îles Andaman et de la bonne base de Port Blair.

Alors commença la deuxième phase, c'est-à-dire le recul pied à pied dans la Birmanie centrale, l'abandon de la région pétrolifère, en même temps que les Japonais bombardaient Ceylan, en avril 1942. Leur action sur mer fit reculer les navires britanniques jusqu'à la côte orientale de l'Afrique, mais eux-mêmes replièrent leur flotte à l'est des Andaman et des Nicobar. L'océan Indien resta vide, mais l'Angleterre éprouva alors les craintes les plus vives pour l'Inde.

C'est à la même époque que se place la prise de Diego-Suarez (avril 1942) et, quelques mois plus tard (en novembre) celle des autres ports de Madagascar : pages qu'on ne lit pas sans tristesse et que l'auteur a écrites avec tact. La raison de cette opération, à laquelle avait poussé le général Smuts, était que les Japonais pourraient se servir de l'île ; en réalité, ils n'avaient pas porté les yeux si loin.

La lutte dans la Birmanie centrale donne l'occasion d'étudier le problème du commandement que Tchiang Kai-chek rendit si délicat. En décembre 1941, il avait promis l'envoi de forces qui devaient être placées sous le commandement britannique. Puis, ayant demandé aux États-Unis de lui envoyer un chef d'état-major, qui commanderait en même temps les troupes alliées se trouvant en Chine, Tchiang, qui reçut à ce titre le général Stilwell, donna à ce dernier le commandement des troupes chinoises destinées à la Birmanie. Mais l'idée lui vint de faire placer sous ses ordres toutes les forces, britanniques et chinoises, et il adressa son projet à Washington. Anglais et Américains eurent quelque peine à lui faire abandonner cette idée, mais Tchiang maintint l'indépendance de Stilwell, commandant les forces chinoises, par rapport aux Britanniques. D'ailleurs, ce commandement fut pour lui des plus ingrats à exercer. On pourra se reporter à ce sujet au livre dont nous avons eu l'occasion de parler ici (1) : *Les problèmes de commandement de Stilwell* par Romanus et Sunderland. Il fallut toute l'énergie prodigieuse de ce chef au caractère sans doute insupportable mais dont on ne saurait trop admirer l'ardente flamme qui l'animait, pour tirer le meilleur parti de ces commandants de grandes unités chinoises désobéissants et peu désireux de se battre. (Il y eut cependant une exception notable.) En dépit des entraves que Tchiang apportait à l'accomplissement des missions données à Stilwell, malgré les restrictions qu'il imposa à l'emploi des forces chinoises en Birmanie, Stilwell coopéra de son mieux avec les Britanniques.

Enfin vint la dernière phase : la retraite des Alliés au delà des frontières en mai 1942.

L'exposé du général Woodburn Kirby, dont j'ai déjà loué la clarté, présente encore au lecteur cet intérêt de montrer, parallèlement aux mouvements des Alliés, ceux des Japonais, et cela non pas sporadiquement ainsi qu'il arrive souvent, mais d'une manière systématique.

Des cartes excellentes et nombreuses, des annexes donnant les ordres de bataille, les caractéristiques des armements, les solutions données aux questions administratives complètent ce livre qui par surcroît est fort bien édité.

G. Renondeau.

Version japonaise de la bataille de Midway

Un ouvrage traite d'un événement capital de la guerre du Pacifique : la bataille aéronavale de Midway, grande défaite japonaise qui a marqué un tournant décisif. La version originale a été écrite dans leur langue par deux officiers aviateurs de la marine japonaise, le capitaine de vaisseau Fuchida et le capitaine de frégate Okumiya ; une traduction américaine a « remanié considérablement » le texte japonais, en accord toutefois avec les auteurs ; une élégante version française a été tirée de l'américain (2). Dans quelle mesure est-elle l'image de la rédaction première ? Ne possédant pas celle-ci, je ne saurais le dire, mais il paraît à peu près certain que le fond, à défaut de la forme, a été respecté.

Le livre débute par un exposé de la stratégie navale du Japon entre les deux guerres mondiales. Obligé d'abord de se contenter d'une flotte quantitativement inférieure à celle des États-Unis, le Japon se mit à construire des navires qui devaient surclasser les bâtiments étrangers de la même

(1) Cf. *Revue*, n° 39, juillet 1960.

2 M. Fuchida et M. Okumiya, *Midway*, traduit de l'anglais par R. Jouan, Paris, Presses de la Cité, 1959, 313 p.

catégorie ; c'est ainsi qu'apparurent le *Yamato* et le *Musashi*, les deux plus formidables cuirassés du monde. Avec ses armements nouveaux, basés sur une supériorité de rayon d'action et de puissance de feu, le Japon espérait vaincre la flotte américaine, considérée comme l'ennemie la plus probable, non pas en l'affrontant loin des bases japonaises, mais dans le Pacifique occidental où l'on pensait que les Américains viendraient à l'attaque. Mais, pour soutenir une guerre qui pouvait être longue, il fallait accéder rapidement aux sources de pétrole de l'Asie du Sud-Est. La grande offensive japonaise devait donc être orientée dans cette direction ; mais, pour qu'elle ne fût pas compromise par l'intervention de la flotte américaine, basée aux Hawaii, un moyen était d'aller la détruire par surprise ; de là l'idée de l'attaque de Pearl Harbor.

Ce projet, dû à l'amiral Yamamoto, fut combattu par l'état-major de la Marine et ne fut adopté que grâce à la ténacité et au prestige de l'amiral. Le commandant Fuchida commanda les 353 appareils de l'aviation qui bombarda Pearl Harbor ; lui-même se trouvait à la tête de la première vague ; il fait ici le récit de cette attaque. La joie des marins japonais d'avoir remporté un succès si éclatant n'était tempérée que par le regret de n'avoir pas trouvé au port les porte-avions américains.

Le livre se poursuit par l'exposé de la participation de l'escadre Nagumo aux opérations du Sud : raids sur Rabaul avant l'occupation de cette base, sur Port-Darwin, puis sur Colombo et Trincomali. Le commandant Fuchida conduisait généralement ces attaques, ce qui ajoute à l'intérêt du récit.

Nous arrivons au sujet même de l'ouvrage, *Midway*. Les éclatantes victoires remportées au cours des premiers mois avaient donné à l'amiral Yamamoto et à son état-major un prestige et une confiance devant lesquels l'état-major de la Marine ne pouvait que s'incliner. L'amiral Yamamoto et son chef d'état-major, l'amiral Ugaki étaient désireux de continuer l'offensive de manière à ne pas laisser l'Amérique prendre l'initiative ; ils savaient que le temps travaillait contre le Japon. Ils envisageaient la conquête des Hawaii et la destruction des forces navales américaines.

Ce passage est particulièrement intéressant, parce qu'il montre les hésitations du haut commandement japonais et de la flotte combinée au moment de prendre une décision qui pouvait avoir des conséquences capitales, et l'on sait qu'elles furent, en effet, désastreuses pour le Japon. Des études serrées firent ressortir que l'on ne pouvait se lancer d'emblée vers la capture des Hawaii. Alors, on pensa à des opérations à l'Ouest, coordonnées avec une offensive de l'Axe. Mais l'Allemagne resta sourde à l'idée d'efforts offensifs communs et plus ou moins simultanés. On envisagea la destruction de la flotte britannique ainsi que des opérations amphibies contre Ceylan, mais l'armée refusa de se lancer plus à l'Ouest. On revint alors au projet en direction des Hawaii, mais on se contenterait d'occuper Midway, à 1 130 milles seulement des Hawaii. De là, on lancerait des patrouilles aériennes et la flotte américaine sortirait de ses ports, ce qui permettrait de la détruire dans une bataille décisive.

L'état-major de la Marine, mis au courant du projet de l'amiral Yamamoto au dernier moment, ne montra aucun enthousiasme pour l'adopter. Il préconisait une attaque de l'Australie. Mais, de nouveau, l'armée ne voulut pas entendre parler d'une extension de ses opérations au delà du périmètre tenu à cette époque.

On ne saurait assez souligner, en lisant ces pages, les inconvénients qu'entraînait pour le Japon l'absence d'un commandement suprême. En effet, la direction de la guerre résultait de l'entente entre le haut commandement de l'Armée et celui de la Marine, mais, quand cette entente n'existait pas, il n'y avait pas de chef pour trancher et décider. De plus, dans le

cas actuel, il y avait conflit entre le haut commandement de la Marine et un haut subordonné qu'il fallait traiter avec ménagement, l'amiral Yamamoto, commandant en chef de la flotte combinée.

Dans ce conflit, c'est l'amiral Yamamoto qui l'emporta. Le haut commandement de la Marine, qui envisageait la prise de la Nouvelle-Calédonie, des Fidji et des Samoa, pour couper les États-Unis de l'Australie, dut ajourner son projet. D'ailleurs, le 18 avril, le raid de Doolittle au-dessus du Japon eut des résultats matériels faibles, mais causa un choc psychologique tel que l'*opération Midway* fut immédiatement décidée pour parer aux menaces aériennes.

Le plan japonais a été souvent exposé. Il poursuivait deux buts fondamentaux : la conquête de Midway pour en faire une base avancée, et la destruction de la flotte américaine dans une bataille décisive. Une opération secondaire était prévue aux Aléoutiennes. Les moyens mis en œuvre étaient considérables : 200 navires (dont 11 cuirassés et 8 porte-avions), 700 avions embarqués. Ces forces étaient réparties en 6 grands groupes tactiques.

Les auteurs sont des aviateurs ; ils étaient, en raison de leur formation, convaincus du rôle capital que joueraient désormais les porte-avions, au détriment des grands navires de ligne. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, ils ne ménagent pas les critiques aux marins de la vieille école, qui ne voyaient de décision que par la puissante artillerie des gros cuirassés. Nous lisons déjà ceci à propos du dispositif adopté pour l'exécution : « Les porte-avions et les sous-marins recevaient bien des rôles importants, mais ils continuaient à agir, avant tout, comme une avant-garde et un écran en faveur des cuirassés, laissant à ceux-ci le soin d'asséner le coup décisif à un ennemi qu'ils étaient chargés d'affaiblir au préalable. »

Après un chapitre consacré à la bataille de la mer du Corail, nous assistons à l'appareillage des éléments de la flotte combinée. Le commandant Fuchida dut presqu'aussitôt subir une opération d'urgence, qui fit de lui un simple spectateur. Il fait un portrait de l'amiral Nagumo, pour qui il avait une grande admiration, mais dont il trouve diminuées les facultés de commandement. Puis, c'est le récit de la bataille, très détaillé, puisqu'il occupe environ 130 pages. Il n'est pas possible de le résumer ici, mais je souligne son grand intérêt. Le commandant Fuchida, à peine convalescent de son opération d'appendicite, eut les deux chevilles cassées au cours d'un transbordement, ce qui le fit affecter, quelque temps après le retour de la flotte combinée, à l'École de Guerre navale. Il fut chargé de rédiger, après avoir eu accès à toutes les archives, un rapport sur les leçons à tirer de la bataille de Midway. C'est avec son manuscrit qu'il a rédigé le présent ouvrage. Son dernier chapitre intitulé : « Les causes de la défaite » mérite qu'on s'y arrête un instant.

La victoire américaine de Midway fut due, pour une part, au service de renseignements américain qui connut le plan japonais assez longtemps avant son exécution. Elle fut due aussi à la carence du service de renseignements japonais, qui crut à la présence de porte-avions américains dans les parages des Salomon, ce qui le conduisit à penser que les Américains ignoraient tout des intentions japonaises. Mais, en outre et surtout, le commandant Fuchida critique le dispositif dispersé des forces ; le commandant de la flotte combinée émietta ses forces en petits groupes vulnérables ; la diversion des Aléoutiennes fut, à son avis, inutile et nuisible. A l'intérieur même des deux groupes principaux, il souligne une dispersion qui coûta cher, puisqu'elle facilita la destruction de l'escadre Nagumo. Il montre que les Américains, au contraire, ont su rester groupés. Il met encore en lumière une autre erreur : tout, dit-il, devait être fait pour atteindre le but principal qui était la destruction de la flotte ennemie. Or, comme on voulait

aussi conquérir Midway, les porte-avions devant coopérer à cette conquête se virent liés par un horaire qui leur fit perdre leur liberté d'action. Enfin les sous-marins, qui devaient constituer trois barrages au nord-est de Midway, étant partis du Japon avec deux jours de retard, ne furent pas à leur poste à l'heure voulue et ne purent signaler les mouvements américains.

La bataille évolua de manière telle que l'amiral Yamamoto, qui était censé tout diriger, fut réduit au rôle de spectateur et que les décisions principales furent prises par l'amiral Nagumo qui en porte la responsabilité. Les auteurs font ressortir ses fautes : éclairage mal combiné le matin du 4 juin, mauvaise répartition des avions de reconnaissance, lenteur dans le lancement de ses avions dès qu'il eut appris la présence d'un porte-avions américain. D'autres critiques encore sont relevées, qui s'adressent à Yamamoto aussi bien qu'à Nagumo. Mais, suivant le vieil adage : la critique est aisé et l'art difficile. Il était utile, cependant, qu'elles fussent faites dans l'intérêt de l'instruction des marins d'aujourd'hui.

G. Renondeau.

Les combats en Papouasie

Victory in Papua est l'un des cent ouvrages environ qui constituent l'histoire des États-Unis dans la deuxième guerre mondiale, dans la section *Guerre dans le Pacifique*. Son auteur est un historien qui a servi en Australie et en Nouvelle-Guinée (1).

Le haut commandement japonais avait projeté de s'emparer de Port-Moresby, base australienne de très grande importance sur la côte de la Papouasie (Papua est le nom donné par les Australiens au territoire S.-E. de la Nouvelle-Guinée qui leur appartenait depuis 1901). Une première tentative fut faite en mai 1942 par les Japonais qui voulurent débarquer à Port-Moresby, mais la bataille de la mer du Corail les en empêcha. La deuxième fois, ayant saisi Gona et Buna sur la côte est, ils s'avancèrent par terre jusqu'à 30 km de Port-Moresby ; ils prirent pied à la pointe de la Nouvelle-Guinée dans la baie Milne ; les Australiens et les Américains reconquirent le sud-est de l'île par une campagne coûteuse qui ne se termina qu'en janvier 1943. C'est l'histoire de cette campagne qui est exposée ici.

Les Japonais avaient occupé sans opposition Lae et Salamaua dans le golfe Huon le 8 mars 1942 et amélioré immédiatement les terrains d'aviation voisins. Les succès japonais en Malaisie, aux Philippines, aux Indes néerlandaises, amenèrent le haut commandement américain qui avait d'abord refusé d'envoyer des divisions en Australie, à revenir sur sa décision. Le 7 février l'ordre fut donné de diriger sur l'Australie la 41e division qui se trouvait à l'instruction à Fort-Lewis. Puis, comme les quatre divisions régulières de l'Australie étaient au Moyen-Orient et en Malaisie, les États-Unis décidèrent de consacrer une autre de leurs divisions, la 32e, à la défense de l'Australie. Les bases telles que les îles Palmyre, Christmas, Canton, Bora-bora, Samoa, Fiji, la Nouvelle-Calédonie, reçurent des garnisons. Le général Mac Arthur arriva le 17 mars en Australie ; le commandement fut réorganisé dans le Pacifique et Mac Arthur déclara que l'Australie ne devait pas être défendue sur le continent australien, mais en dehors, à Port-Moresby, en attendant qu'on pût reprendre l'offensive.

Grâce à sa ténacité bien connue Mac Arthur reçut des renforts substantiels : la 7e division australienne, venue du Moyen-Orient, la 41e division américaine, la 32e division, 6 croiseurs, 15 destroyers, 31 sous-marins, des

(1) Samuel Milner, *Victory in Papua (Victoire en Papouasie)*, 1957, 409 p.

avions arrivèrent au cours du printemps. Port-Moresby, qui n'avait jusque là que 3 000 miliciens peu instruits, fut renforcé. Mais Mac Arthur estimait tout cela insuffisant et demanda davantage. Les Alliés ne voulurent pas voir dans le Pacifique le théâtre principal et refusèrent de plus amples moyens.

Si les Japonais avaient attaqué Port-Moresby immédiatement après leur occupation de Lae et Salamaua, ils auraient eu des chances de s'en emparer sans beaucoup de peine, mais ils envoyèrent les forces de l'amiral Nagumo dans l'océan Indien, et au retour, à la mi-avril, le gros de la flotte rentra au Japon pour réparations ; une partie seulement revint à Truk pour l'opération de Port-Moresby. Ce fut alors, du 5 au 8 mai, la bataille de la mer du Corail dont l'auteur nous donne un exposé très détaillé. Malgré les pertes des Alliés, la victoire stratégique fut de leur côté et les Japonais renoncèrent temporairement à leur attaque sur Port-Moresby.

Sans prétendre résumer les opérations qui se sont succédé rappelons-en les grandes étapes. Un projet fut établi pour organiser et occuper un bon aérodrome près de Buna qui devait être atteint à la fois par des détachements australiens et américains venant de Port-Moresby par terre, en suivant des pistes très difficiles à travers les montagnes, et par mer. Malheureusement les Japonais devancèrent les Alliés d'environ trois semaines. C'est sur cet échec que commença la campagne.

N'ayant pu prendre Port-Moresby qui aurait donné à Rabaul un bon flanquement, parce qu'ils avaient perdu trop de porte-avions dans la mer du Corail, les Japonais résolurent de l'attaquer par terre. Opération difficile, en raison du terrain et du climat. Une piste allait de la côte est à Port-Moresby par Kokoda, tenu par un détachement. L'attaque japonaise bouscula ce dernier et finit par atteindre le bas des pentes ouest des montagnes. Mais pendant ce temps une bataille était livrée dans la baie de Milne ; les Japonais l'ayant perdue se rembarquèrent ; de plus les choses allaient mal pour eux dans les Salomon. L'attaque sur Port-Moresby fut abandonnée et les Japonais se replièrent sur la côte de Buna.

Un troisième stade, le plus long et le plus coûteux, comprend la progression des Alliés vers la côte est sur les talons des Japonais en retraite et le pénible siège de la position de Buna. La 7e division australienne et la 32e division américaine se portèrent à l'attaque le 16 novembre 1942. Par une fatale erreur de jugement causée par des renseignements erronés le commandement croyait que l'affaire serait facile et peu coûteuse. Or, la 32e division qui n'avait pas eu le temps de s'instruire, qui était assez mal équipée, dont l'artillerie était insuffisante, éprouva d'abord un échec qui motiva le rappel et le remplacement de son chef. Les ravitaillements étant difficiles les hommes avaient faim (mais la situation était pire de l'autre côté !). Grâce à des renforts australiens, à des chars, les attaques purent repartir le 18 décembre dans de meilleures conditions. Elles furent cependant pénibles. En dépit de leur épuisement (à la date du 12 janvier ils n'avaient plus un gramme de riz) les Japonais se défendirent avec une ténacité extrême.

Cette victoire, qui devait être suivie le 9 février par la fin de la conquête de Guadalcanal, avait demandé beaucoup de temps et coûté beaucoup d'existences. Au cours des six mois de campagne, les Australiens avaient engagé 7 brigades d'infanterie et la valeur d'un bataillon de cavalerie à pied ; les Américains avaient engagé de leur côté 4 régiments. Les Australiens eurent 2 165 morts, 3 533 blessés, les Américains 864 morts et 1 984 blessés. Les Japonais qui avaient engagé entre 16 000 et 17 000 hommes réussirent à en évacuer 4 500 ; leurs pertes s'élevèrent à environ 12 000. Ils laissèrent 350 prisonniers entre les mains de leurs adversaires.

Cette campagne, la première de la série qui devait conduire à l'écrasement des Japonais, fut féconde en leçons tactiques ; les troupes ne disposaient pas encore des armes qui leur furent données plus tard, mais les combats montrèrent ce qui manquait. En chassant l'ennemi du sud de la Nouvelle-Guinée, en permettant l'usage d'une base à la baie d'Oro et des terrains d'aviation de Dobodura (au voisinage de Buna), elle prépara l'avance ultérieure le long de la côte de la Nouvelle-Guinée et dans les Salomon.

G. Renondeau.

L'opération Cartwheel : Rabaul

Un ouvrage (1) est la suite naturelle de celui que John Miller a consacré à la campagne de Guadalcanal, dont nous avons parlé dans le n° 7 de cette *Revue* et de celui où Samuel Milner a exposé la campagne de Papouasie. Le but de l'offensive commencée à Tulagi et Guadalcanal consistait à bloquer la poussée japonaise, qui menaçait de couper les communications entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande des États-Unis et à amorcer la reprise de l'offensive. Le premier grand objectif était Rabaul, cette puissante base de la marine et de l'aviation japonaises. L'opération qui, succédant à celles de Guadalcanal et du sud-est de la Nouvelle-Guinée, devait conduire à Rabaul, eut pour nom de code : *Cartwheel*. Elle ne fut certes pas facile, car aucune opération sur des adversaires aussi redoutables que les Japonais ne pouvait l'être ; elle fut même coûteuse à certains moments, mais elle fut grandement facilitée par les batailles navales de la mer du Corail et de Midway. Elle le fut aussi parce que les Américains qui ne disposaient, au début de la campagne *Cartwheel*, que de moyens encore limités, développèrent leurs forces à une cadence qui leur permit de surclasser largement les Japonais.

L'auteur commence par placer l'opération *Cartwheel* dans le cadre général de l'offensive reprise par les Alliés. A l'échelon de la stratégie alliée, il rappelle les fluctuations du plan de guerre en raison des intérêts, divergents dans l'immédiat, des Anglais et des Américains (ceux-là plus naturellement portés que ceux-ci à donner la priorité au théâtre européen), en raison aussi de la nécessité de donner plus d'élasticité au programme envisagé à la *Conférence de Casablanca*.

A l'échelon plus spécifiquement américain du théâtre du Pacifique, le plan des opérations offensives fut d'un établissement délicat en raison de l'opposition des projets du commandement supérieur de Washington avec ceux de Mac Arthur. Washington estimait plus économique une poussée d'est en ouest par le centre du Pacifique, parce qu'elle s'exercerait sur des objectifs dispersés et relativement aisés à faire tomber successivement et qu'elle couperait en deux la zone occupée par les Japonais dont toute la partie méridionale serait isolée. Mac Arthur tenait essentiellement à l'attaque par le Sud, parce que c'était lui qui devait la diriger et parce qu'elle devait le ramener aux Philippines où il entendait bien rentrer en vainqueur. Il fallait compter avec sa forte personnalité. Finalement, un compromis donna satisfaction aux tenants de chacun de ces idées et il est superflu d'insister sur cette question bien connue, mais l'auteur en donne (p. 222 et suiv.) un excellent résumé.

L'opération *Cartwheel* fut échelonnée en trois phases, dont chacune

(1) John Miller, *Cartwheel, The reduction of Rabaul*, U.S. Army in World War II. Office du Chef de Service historique de l'Armée des E.-U., Washington, 1959, 419 p.

fut subdivisée avec précision jusqu'à Rabaul. Un tel plan est certes nécessaire, mais il est rare qu'il puisse être mené de bout en bout à moins de se trouver en face d'un adversaire paralysé dans ses manœuvres. C'était le cas des Japonais. Mais si, stratégiquement, ces derniers commençaient à se trouver dans un embarras dont ils ne pourraient plus sortir, tactiquement ils conservaient leurs qualités éminentes ; ils ne purent obliger les Alliés à modifier sensiblement le cours des opérations, mais ils ne succombèrent que parce que les effectifs et armements des assaillants augmentèrent sans cesse ; les contre-offensives japonaises en Nouvelle-Géorgie et dans Bougainville causèrent aux Alliés des retards et des pertes sensibles.

Le déroulement général de *Cartwheel* suivit sensiblement le plan prévu, du moins quant à la succession des objectifs, sinon quant à l'horaire. Il subit toutefois quelques modifications heureuses, grâce à la méthode de l'encerclement et du dépassement de certains objectifs. Cette méthode, qui exige des moyens supérieurs à ceux de l'ennemi, fut appliquée pour la première fois par les Américains dans les Aléoutiennes quelques mois avant le début de *Cartwheel*. Elle le fut de nouveau avec succès lorsque les Alliés laissèrent derrière eux l'île de Kolombangara ; au lieu de recommencer dans cette île une campagne telle que celle qu'ils venaient de terminer en Nouvelle-Géorgie où ils avaient perdu du temps et des hommes, ils firent un pas plus loin en négligeant Kolombangara et conquérant Vella Lavella ; toutefois, le blocus de Kolombangara ne fut pas suffisamment serré pour empêcher plus de 10 000 Japonais de s'en échapper à la fin de septembre 1943.

A Rabaul même, cette base de première importance dont la prise devait couronner l'opération *Cartwheel*, fut appliqué le même procédé d'isolement. En même temps que l'amiral Nimitz continuait sa progression à travers les Marshall et menaçait Truk, au milieu des Carolines, c'est-à-dire loin au nord de Rabaul, l'amiral Halsey, qui commandait la droite de Mac Arthur, s'emparaît des îles Green, de Manus et finalement, d'Emirau, ce qui acheva l'encerclement de Rabaul et de Kavieng, son soutien.

Rabaul avait été annihilé comme base aérienne. Non seulement les forces de Halsey l'avaient pilonné avec 20 000 tonnes environ de bombes (il y eut, en outre, des tirs nourris par artillerie navale), ce qui avait détruit la presque totalité des appareils et des installations de l'ennemi, mais le bombardement de Truk par l'aviation de la Flotte du Pacifique aux ordres de l'amiral Spruance en avait fait disparaître toute l'aviation qui servait de réserve à Rabaul. Rabaul n'avait plus pour les Japonais de valeur offensive. Toutefois, il se trouvait, tant à Rabaul que dans le reste de la Nouvelle-Bretagne, 98 000 hommes, un armement considérable, une excellente organisation du terrain ; la conquête de l'île eût été une entreprise de longue haleine et certainement coûteuse. Maintenir Rabaul sous le blocus fut une solution économique.

De l'étude des phases successives de la campagne se dégagent des observations et des leçons. On voit les unités, peu expérimentées au temps des petites opérations initiales de Woodlark et de Kiriwina où elles ne rencontrèrent heureusement aucune résistance, s'aguerrir progressivement, en même temps que les opérations prenaient plus d'ampleur.

On constata, en Nouvelle-Géorgie, quand la résistance acharnée des Japonais faisait échec à toute progression des forces américaines trop faibles, une baisse notable du moral dans la troupe et chez les chefs. Le commandement supérieur agit là comme on a toujours fait en pareille circonstance dans toutes les guerres et dans toutes les armées : limogeage de nombreux officiers à commencer par les échelons les plus élevés, apport de troupes fraîches et de moyens matériels plus puissants.

A cette occasion, on lira dans cet ouvrage des pages intéressantes sur les névroses de guerre dont les cas furent si nombreux et si inquiétants en Nouvelle-Géorgie. L'auteur cite des extraits du rapport établi par le directeur du Service de Santé du 14e corps sur les causes et les symptômes de ces troubles nerveux qui annihilaient le moral des malades, les frappaient de panique au point qu'ils se tiraient les uns sur les autres pendant la nuit et se lançaient mutuellement des grenades. Un commandement à la fois énergique et humain, un repos dans de meilleures conditions d'hygiène, une bonne alimentation, eurent vite fait de ramener les esprits à un état normal.

L'organisation du commandement au cours de cette campagne est une des questions que l'on peut étudier avec fruit. Les problèmes délicats que posait la division du Pacifique en Pacifique proprement dit (Nimitz) et Pacifique Sud-Ouest (Mac Arthur), ont été racontés maintes fois et l'on ne trouvera rien de bien nouveau à ce sujet dans ce livre, quoique les relations entre Mac Arthur et Halsey, que lui prêtait Nimitz pour exécuter les opérations de sa droite, soient intéressantes à lire ici. Mais il s'agit là de circonstances particulières. Au point de vue des enseignements à tirer de la campagne, l'organisation du commandement dans une opération qui met en jeu des forces de terre, de mer et de l'air, prend ici un intérêt particulier, parce qu'on suit son évolution depuis les hésitations du début jusqu'au rodage complet auquel conduisit l'expérience.

L'éloge de la présentation de l'ouvrage n'est plus à faire ; comme dans tous les volumes de la même série, ordonnance des chapitres, cartes, photographies, papier, impression, tout est parfait.

G. Renondeau.

Les attaques-suicide

Le premier récit de source japonaise vient de paraître sur les attaques-suicide par avions, auxquelles le Japon, acculé à la défaite, recourut dans la dernière phase de la guerre du Pacifique (1).

Le Japon commença cette guerre avec une des plus belles aviations du monde et, peut-on dire, la plus efficace, tout au moins contre les objectifs navals. Mais les États-Unis se reprirent vite. La bataille de Midway, en juin 1942, anéantit pratiquement cette magnifique aviation embarquée, et celle de la mer des Philippines, en juin 1944, lui porta le coup final. Les routes maritimes étant coupées par les sous-marins américains, la pénurie d'essence, presque totale, empêcha de former de nouveaux pilotes. L'aviation japonaise ne pouvait plus espérer vaincre ses adversaires par des combats conventionnels. Mais il n'était pas nécessaire de disposer d'aviateurs très expérimentés pour écraser sur les navires ennemis des appareils bourrés d'explosifs.

L'idée, qui était dans l'air si l'on peut dire, prit sa forme précise lors du débarquement des Américains aux Philippines. Elle fut exprimée par l'amiral Onishi, chargé de prendre le commandement de l'aviation dans cet archipel, et, étant donné la mentalité nippone, prit rapidement sa forme définitive. Elle devait trouver son application la plus développée au cours de la lutte pour Okinawa. 2 530 pilotes sacrifièrent ainsi leur vie, tous volontaires. Ils causèrent des pertes très sensibles à la flotte américaine, mais ne pouvaient plus arrêter le destin.

(1) Rikihei Inoguchi, Tadashi Nakajima, *Alerte, Kamikazé !* Éd. France-Empire, 1955.

Le présent livre expose la naissance et la réalisation de la nouvelle tactique. Il a le grand mérite de nous faire pénétrer dans la mentalité, pour nous si étrange, de ces jeunes hommes qui coururent délibérément à la mort. Ce n'étaient ni des dieux ni des saints, disent les auteurs. Quels que soient nos sentiments sur cette forme de guerre, on ne peut pas ne pas être touché par la foi, par l'abnégation et par l'esprit poétique de ces pilotes de *kamikazé*, dont le livre nous donne de nombreux exemples.

R. Jouan

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

La production de guerre britannique

Une étude, descriptive et chronologique d'aspect, en réalité largement apologétique, s'applique à fournir des éléments de réponses à des questions, qui ne sont d'ailleurs jamais formulées avec la brutalité que nous allons leur donner : pourquoi, malgré une mobilisation économique poussée à ses dernières limites, la production de guerre britannique fut si souvent inférieure aux besoins formulés et aux prévisions faites par les experts ? Pourquoi notamment le rendement industriel anglais resta-t-il en deçà du rendement industriel américain ? (1)

La première réponse est à chercher dans le caractère excessif du désarmement britannique entre les deux guerres, et l'extrême lenteur du réarmement jusqu'en 1938 : non seulement, jusqu'à la fin de 1938, on ne croyait pas à la guerre, mais le gouvernement avait pour souci majeur de ne pas troubler l'économie convalescente après la crise de 1929, et notamment de ne pas contrarier la reprise du commerce d'exportation ; les théories de Keynes ne s'étaient pas encore imposées. Le résultat est que l'industrie britannique n'était nullement préparée à faire face à des tâches très différentes de celles du temps de paix : ce n'était pas seulement l'outillage spécialisé qui manquait, mais plus encore l'expérience spéciale des bureaux d'études et de dessins.

Et l'industrie anglaise ne bénéficia pas, contrairement à l'industrie américaine, d'un délai de préparation : jusqu'en juin 1940, on s'apprêtait en vue d'une guerre longue, à laquelle l'Angleterre participerait surtout par sa marine et son aviation, les forces terrestres ne jouant qu'un rôle auxiliaire. Dunkerque bouleversa tout, et désormais il fallut sans cesse courir au plus pressé : avions de chasse et navires légers contre sous-marins en 1940 ; en 1941, besoins imprévus de tanks, de matériel et de munitions pour les forces terrestres de Libye et du Moyen-Orient. Les changements incessants de priorités, les transformations répétées des types de matériel commandés avaient pour effet inévitable de désorganiser la production, d'empêcher notamment le montage des chaînes de fabrication en grande série où triomphent les États-Unis.

Tout cela est très plausible. Mais à partir de la fin de 1941, les Alliés, tout en ayant à faire face au nouvel imprévu de l'agression japonaise, disposèrent désormais de temps pour songer à l'avenir. Et c'est là que les critiques prennent toute leur portée : « Un Ordre de Bataille mis en rapport avec l'approvisionnement en armes, celui-ci proportionné aux ressources économiques, et les ressources réparties à leur tour selon les priorités stratégiques : tous ces éléments d'un maître-plan ne furent pas réunis de façon satisfaisante jusqu'à la troisième ou même la quatrième année de la guerre » (p. 453).

On commença, dans la *Purvis Balance* anglaise comme dans le *Victory Programme* américain, par fixer délibérément des objectifs trop élevés, afin de stimuler l'effort de production ; mais cette méthode, bonne peut-être pour un pays aux ressources très vastes comme les États-Unis, présentait

(1) M. M. Postan, *British War Production* (History of the Second World War. United Kingdom civil series, London, H. M. Stationery Office, 1951, 512 p. Appendice Statistique et Index).

de graves inconvénients pour la Grande-Bretagne à l'économie complètement mobilisée : les industriels les plus dynamiques prenaient trop de matières premières, de machines, de main-d'œuvre, aggravant les pénuries sur d'autres points, et déterminant une désorganisation et un déficit de la production globale. Cet excès d'empirisme, cette méfiance à l'égard des plans aboutissait à trop laisser l'initiative à l'adversaire. La déception la plus grave causée par la production de guerre — celle relative aux bombardiers — est, sans doute, d'ailleurs largement imputable à une erreur de conception militaire : la « stratégie périphérique » conduisait à confier aux bombardiers stratégiques un rôle hors de proportion avec leurs possibilités d'alors, et cela aux dépens des opérations combinées sur le continent ; l'industrie britannique s'épuisa à la poursuite d'une chimère.

Enfin, l'organisation générale de la production laissa toujours à désirer : dans une économie complètement mobilisée, les approvisionnements de guerre des trois armes continuèrent à relever de trois administrations différentes, la coordination n'étant finalement assurée que par le Cabinet de Guerre, déjà surchargé de besogne. Et l'industrie anglaise conserva sa structure et ses habitudes archaïques : le gouvernement n'essaya pas de profiter de sa situation de client unique pour imposer une rationalisation des méthodes.

Pour toutes ces raisons, la Grande-Bretagne, malgré une énorme production globale, et quelques brillantes réussites comme celle de l'aviation de chasse, n'a pas obtenu tous les résultats correspondants à l'effort sans précédent qu'elle s'était imposée.

J. NÉRÉ.

L'Armée canadienne et la libération du nord-ouest de l'Europe (6 juin 1944-8 mai 1945)

Avec la publication du troisième tome de l'*Histoire officielle de l'Armée canadienne dans la seconde guerre mondiale* (1), le colonel C. P. Stacey, naguère directeur de la Section historique de l'état-major général de l'Armée, et maintenant professeur d'histoire à l'Université de Toronto, couronne une œuvre qui, non seulement sera tout à l'honneur des anciens combattants canadiens, mais marquera un jalon très important dans l'historiographie de la coalition alliée et du rôle important — encore que peu connu — que le Canada a joué dans la lutte contre l'hitlérisme.

En effet, ce volume, qui retrace en détail la genèse du second front et les opérations qui se sont déroulées dans le nord-ouest de l'Europe, du 6 juin 1944 au 8 mai 1945, est le premier du genre à paraître dans le *Commonwealth*. L'histoire officielle qui s'écrit au Royaume-Uni comprend déjà de grands travaux de base sur la stratégie alliée (2), mais n'en est pas encore rendue — du moins autant que nous le sachions — au détail des opérations militaires proprement dites en Europe après le débarquement. Pour ce qui est de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, ces deux pays ayant surtout participé aux campagnes d'Afrique, d'Italie et d'Extrême-Orient, elles ne se sont guère penchées encore sur cette phase de la guerre. Si l'on passe du *Commonwealth* à l'autre bloc anglo-saxon que représentent les

(1) *The Victory Campaign : the Operations in North-West Europe, 1944-1945*, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1960, 770 p.

(2) John EHRMAN, *Grand Strategy : History of the Second World War*, vol. V (August 1943-September 1944), Londres, H.M.S.O., 1956, xxv-634 p. et *Grand Strategy*, vol. VI (October 1944-August 1945), Londres, H.M.S.O., 1956, xvi-422 p.

États-Unis, on note que sur les quelque cent volumes que doit compter la vaste entreprise historique des Américains sur la seconde guerre mondiale, un seul, jusqu'ici, traite directement des opérations dans le nord-ouest de l'Europe (1). C'est dire tout l'intérêt que représente le travail du colonel Stacey, pour le monde anglo-saxon tout au moins.

Si, d'autre part, on précise que, sur un volume de 770 pages, 354 sont consacrées à la préparation du second front et à la libération de la France, c'est dire aussi tout l'intérêt que cet ouvrage peut représenter pour les alliés occidentaux, en général, et pour la France, en particulier.

Le 1er chapitre résume la genèse de la préparation laborieuse du second front. Le 2e chapitre replace dans son contexte le rôle particulier de l'Armée canadienne dans le projet d'invasion. Le 3e chapitre récapitule les préparatifs allemands sur le front ouest de 1940 à 1944. Le 4e chapitre retrace en détail le plan d'invasion proprement dit (opération *Overlord*), ainsi que le rôle particulier de la 3e division d'infanterie canadienne, première formation canadienne à participer à l'assaut de la Normandie, dans le cadre de la IIe armée britannique. Le 5e chapitre décrit les opérations maritimes, aériennes et terrestres du *Jour-J*, insistant sur le rôle particulier des 7e et 8e brigades d'infanterie de la 3e division canadienne, débarquées au centre du dispositif de la IIe armée britannique, et résume la situation générale à la fin de ce premier jour de l'invasion.

Le 6e chapitre décrit la bataille des plages, du 7 au 30 juin 1944, insistant toujours sur le rôle particulier des troupes canadiennes, sans pour autant négliger les opérations des autres troupes alliées. Un passage de ce chapitre ne manquera pas d'intéresser particulièrement les lecteurs français : l'auteur raconte que le régiment de la Chaudière, unité de réserve de la 8e brigade, formé uniquement de Canadiens de langue française, fit la joie et la surprise des habitants de Bernières, au moment de leur libération. « Les Français sont assez accueillants et beaucoup nous acclament au milieu des ruines de leurs maisons », écrivait, en français, le chroniqueur du journal de guerre de ce régiment, le soir du 6 juin. Et le colonel Stacey d'ajouter : « Two years later, the present writer, visiting Bernières, found the recollection of Le Régiment de la Chaudière still strong among the people of the village. »

Les chapitres VII à XI sont consacrés à la bataille de Caen et de Falaise, ainsi qu'à l'échec de la contre-offensive allemande vers Mortain et Avranches. L'auteur ne cache pas que, pendant toute la durée de la bataille de Normandie, les troupes canadiennes — comme bon nombre de troupes américaines et britanniques d'ailleurs — n'ont pas toujours été à la hauteur de la situation, face aux troupes fanatisées et farouchement résolues de la VIIe armée allemande. Il laisse même entendre que la prise de Falaise manqua d'un certain élan de la part du lieutenant-général Simonds, commandant le 2e corps canadien chargé de cette opération. D'autre part, il explique que le souci du haut commandement allié d'empêcher un heurt fatal entre les troupes canadiennes, descendant du Nord, et les troupes américaines, remontant du Sud, fut sans doute en grande partie responsable de cette apparente lenteur de l'Armée canadienne à atteindre son objectif.

Les deux chapitres suivants traitent de la poursuite de l'ennemi au delà de la Seine, jusqu'à l'échec de la prise d'Arnhem à la mi-septembre. La controverse entre Montgomery et Eisenhower, à propos de la stratégie à adopter après la victoire de Normandie, est très bien expliquée au cours de ce chapitre. Sans sous-estimer l'élan et la compétence tactique de

(1) Gordon A. Harrisson, *Cross-Channel Attack*, Washington, Office of the Chief of Military History, Department of the Army, 1951, 519 p.

Montgomery, l'auteur semble conclure qu'en définitive c'est Eisenhower qui eut raison de ne pas vouloir engager tout l'effort allié vers le Nord, au profit du 21e groupe d'armées et au détriment des armées américaines du Centre et du Sud. De fait, sans le port d'Anvers, l'opération envisagée par Montgomery, c'est-à-dire, une poussée massive de 40 divisions vers le Nord-Est, en direction de la Rhur et, éventuellement, de Berlin, eût été vraisemblablement impossible, selon l'auteur.

Les chapitres XIV à XVII intéressent particulièrement les Canadiens, puisqu'il s'agit de la capture des ports de la Manche, de la bataille de l'Escaut et de cette véritable « veillée d'armes » que fut le séjour de l'Armée canadienne sur la Meuse, autour de Nimègue, face à la pointe extrême de la ligne Siegfried, jusqu'au 8 février 1945. Cette phase peu spectaculaire de la campagne du nord-ouest de l'Europe n'en comporta pas moins une série de combats acharnés, dans des conditions de climat et de terrain extrêmement pénibles.

Dans le chapitre XVIII, l'auteur décrit la dernière grande offensive de l'Armée canadienne en direction de Clèves, à partir de Nimègue, après un soutien d'artillerie sans précédent depuis El-Alamein. Comme à la bataille de Caen, Montgomery avait attiré autour de Clèves la crème des troupes de von Rundstedt, en vue de faciliter l'avance de toute la ligne alliée vers le Rhin. Et, encore une fois, c'est l'Armée canadienne et la IIe armée britannique qui jouèrent ce rôle important.

Les trois derniers chapitres traitent de la capitulation allemande et de ses suites, ainsi que de certains problèmes administratifs propres à l'Armée canadienne. Le livre se termine par une conclusion générale sur le rôle et l'évolution de l'Armée canadienne depuis 1939, ainsi que par une liste d'appendices, une clef des abréviations, un appareil de notes et de références groupées par chapitre, et un index. L'ouvrage comprend en outre 14 cartes et 49 croquis.

Dans l'ensemble, l'ouvrage du colonel Stacey donne l'impression d'un travail extrêmement fouillé, dont le souci d'objectivité ne nuit nullement à la sobre élégance du style ni à l'expression d'opinions personnelles. Si ce volume (1) s'adresse surtout aux lecteurs canadiens, il ne manquera, certes pas d'intéresser aussi tous les anciens alliés de la grande coalition qui mit fin à l'hitlérisme.

Jacques GOUIN,
Hull-Canada.

Prisonniers de guerre Néo-Zélandais

La captivité de guerre cesserait-elle d'être un mal honteux dont on n'ose parler et que les règlements militaires envisagent avec une telle discrétion que les prisonniers français de 1940 ignoraient, pour la plupart, la *Convention de Genève* et les droits ou les devoirs qu'elle leur reconnaissait ? En tout cas, l'histoire officielle de la guerre publiée en Nouvelle-Zélande lui accorde une place qui n'est pas chiche : elle lui consacre un volume entier, premier ouvrage de synthèse à notre connaissance, sur le sujet, qui présente une réelle valeur scientifique (2).

(1) Comme les deux tomes précédents, ce troisième et dernier sera également publié en français, en temps utile.

(2) W. WYNNE MASON, *Prisoners of War, Official History of the New Zealand in the Second World War 1939-1945*, Wellington, New Zealand, 1954, 1 vol. in-8° XXVI-546 p., photographies et 7 cartes hors texte.

Les Néo-Zélandais n'ont eu pendant la guerre que 9 000 prisonniers. Mais, dans les camps, ceux-ci n'ont jamais été isolés des autres prisonniers du *Commonwealth*, et l'étude de leur condition prend ainsi un caractère général qui en élargit considérablement l'intérêt. D'autre part, comme sous la rubrique : Prisonniers de guerre, on a groupé aussi les internés civils et qu'enfin, une place a été faite aussi aux ennemis internés en Nouvelle-Zélande, la captivité se trouve étudiée sous les aspects les plus divers. Les problèmes posés au gouvernement ou à la Croix-Rouge, pour l'aide aux prisonniers et lors de leur rapatriement ne sont pas non plus négligés. C'est un travail minutieux, fondé sur un certain nombre de rapports officiels et sur le témoignage, écrit ou oral, d'anciens prisonniers : quoique le détail des sources ne soit pas indiqué, la précision du texte prouve la richesse et la variété de la documentation. Le plan est strictement chronologique : à chaque phase de la guerre des prisonniers sont faits, des camps sont organisés ou remaniés, des problèmes se posent dans des termes parfois inattendus. Peut-être aurait-on pu regrouper certains aspects de la captivité de manière à éviter le morcellement ou les répétitions ? Ce plan a, du moins, l'avantage de nous montrer l'histoire de cette captivité d'une manière extrêmement vivante. Un chapitre particulièrement intéressant est ainsi consacré au sort des prisonniers britanniques en Italie lors de la capitulation de septembre 1943. Ce fut une extraordinaire confusion : Le *War Office* avait diffusé la consigne de rester sur place et d'attendre les ordres, mais les Allemands, chaque fois qu'ils en avaient les moyens, reprirent la garde des camps que les Italiens abandonnaient, et, sur 70 000 prisonniers britanniques, 50 000 furent ainsi repris et emmenés en Allemagne ; seuls s'échappèrent ceux qui avaient enfreint les ordres et qui se dispersèrent lorsque la signature de l'armistice eut ouvert, provisoirement, les portes.

Une histoire faite d'éléments aussi variés permet d'intéressantes comparaisons. Sur le sort des ennemis internés en Nouvelle-Zélande l'exposé est sobre, quelque peu conventionnel. On admettra aisément qu'ils faisaient figure de privilégiés dans le monde des captifs, encore qu'on relève une mutinerie de Japonais en février 1943, incident isolé, provoqué sans doute par leur ignorance de la *Convention de Genève* dont les camps n'avaient pas le texte en japonais, mais qui fit 48 morts. Pour les Néo-Zélandais et l'ensemble des Britanniques auxquels leur sort est lié, il y a naturellement de grandes différences selon les divers pays où la malchance les a dirigés. Ceux qui ont eu la chance relative de tomber aux mains des Italiens ont incontestablement la vie la moins dure, encore que l'administration militaire italienne se montre parfois très tatillonne ; mais, grâce au climat et aux conditions du travail qui, jusqu'au printemps 1943, n'est pas obligatoire, ils font figure de privilégiés. Sur le sort réservé par les Japonais à leurs prisonniers, ce livre ne fait que confirmer les récits qui ont déjà été publiés. Les Japonais considérant la captivité comme un déshonneur, à tel point que leurs prisonniers en Nouvelle-Zélande peuvent hésiter, à la fin de la guerre, entre le retour et le suicide, ils n'appliquent la *Convention de Genève* qu'avec beaucoup de négligence ; les privations, le climat, le travail forcé font de nombreuses victimes, et pour ceux qui ont connu le célèbre chemin de fer de Birmanie, où 15 000 prisonniers sur 60 000 sont morts en un an, la condition rappelait davantage celle du déporté que du prisonnier en Europe. Mais, c'est évidemment sur la situation des prisonniers en Allemagne que la documentation est la plus abondante et nous fournit les indications les plus riches. Abondante, mais inégale, d'ailleurs. Elle reste relativement réduite sur la vie des kommandos, ce qui n'est pas étonnant : pour la décrire, il faudrait disposer de véritables monographies, dont il n'est pas certain qu'elles existent jamais. Elle est plus riche sur les *Stalags*

et les *Oflags* dont l'histoire est résumée à grands traits. La comparaison de ces renseignements entre eux et avec ceux de la captivité des Français suggère quelques réflexions. Sur un fond commun de misère en grisaille, de souffrances, de privations contre lesquelles le prisonnier lutte partout par les mêmes moyens, des traits particuliers se détachent cependant. Malgré tout, il y a toujours des différences, d'une période à une autre, d'un camp à un autre : il y a eu de « bons » et de « mauvais » camps, et c'est inévitable. Surtout, la grande différence par rapport aux Français vient de ce que les Anglo-Saxons restaient les soldats de gouvernements en guerre, et cela se traduisait tantôt en bien, tantôt en mal : en bien, car leur gouvernement peut leur venir en aide bien plus largement que celui de Vichy ; il peut aider aux évasions, il contribue à maintenir un moral élevé. En mal, car ils subissent parfois le contrecoup des événements militaires, et c'est notamment l'histoire des prisonniers enchaînés après l'affaire de Dieppe ou des aviateurs que la presse allemande rend personnellement responsables des *terrorangriff* et qui risquent d'être lynchés par la population. On aurait pu croire que cette situation mettait du moins les Anglo-Saxons à l'abri de la propagande allemande. On apprend avec stupeur qu'il n'en est rien. Celle-ci se faisait par l'intermédiaire d'un journal, *The Camp*, qui annonce en 1944 l'ouverture d'un véritable « camp de vacances » pour prisonniers fatigués, avec tout confort, dans une région verdoyante de Bavière. On envisage un moment un corps franc britannique, et, en février 1945, les prisonniers sont même avisés que ceux qui s'y engageaient pour combattre les Russes recevraient leur liberté à la fin de la campagne. L'ouvrage ne dit pas combien de Néo-Zélandais ont répondu à cet appel !

Contrairement à ce qu'ont pu penser bien souvent les prisonniers français, il n'est pas certain qu'au total les Britanniques aient été mieux traités qu'eux. En tout cas, dans les derniers mois, leur condition est aussi précaire. Malgré les précautions prises et le stockage des colis, leur ravitaillement s'amenuise, la moyenne mensuelle des colis délivrés tombe de 640 000 à 210 000 entre septembre 1944 et février 1945. Ils connaissent le même exode sur les routes, avec les mêmes souffrances, les mêmes brutalités des gardiens ; ils souffrent du même dénuement jusqu'à la Libération.

Ces quelques remarques ne peuvent donner qu'un aperçu de toute la richesse de documentation que nous apporte ce volume. Il faut ajouter que le texte se complète de photographies et d'admirables cartes qui sont, à elles seules, de remarquables instruments de travail (celle, par exemple, des déplacements des camps de prisonniers en Allemagne en 1944-1945).

J. M. D'HOOP.

Le raid de Saint-Nazaire

« Le plus grand des raids », « l'entreprise la plus hardie depuis Drake », c'est le raid anglais contre Saint-Nazaire effectué dans la nuit du 27 au 28 mars 1942 (1). Il avait essentiellement pour but de rendre inutilisable l'immense dock — le plus grand du monde — où avait été construit le paquebot *Normandie* et qui servait aux Allemands à abriter et à réparer leurs plus puissants cuirassés, leur assurant ainsi le contrôle de l'Atlantique.

Étant donnée l'importance de la défense allemande autour de cette base maritime de premier ordre, l'idée d'attaquer le port par mer parut d'abord absurde. L'état-major y avait renoncé et le projet ne fut repris qu'à la

(1) Une opération du même genre avait été tentée à Zeebrugge, en 1918.

fin de janvier 1942 (1). L'Angleterre vivait alors des heures tragiques : les colonies d'Extrême-Orient tombaient l'une après l'autre, la *Royal Navy* était cruellement atteinte, le *Scharnhort* et le *Gneisenau*, cachés dans la rade de Brest, étaient menaçants. A la grande humiliation des Britanniques, ils devaient, le 12 février, s'échapper et traverser le Pas-de-Calais en profitant d'une brume épaisse. Les Anglais, cependant, restaient persuadés que, malgré les conquêtes foudroyantes du Japon, malgré la marche inquiétante des armées hitlériennes à travers la Russie, la clé de la victoire future restait la maîtrise de l'Atlantique. Or, cette maîtrise, les Alliés étaient en train de la perdre, tant étaient meurtrières les attaques lancées contre leurs transports maritimes. Le port de Saint-Nazaire était un atout majeur entre les mains des Allemands — base sous-marine et asile sûr (à la fois bassin et cale sèche) pour les gros cuirassés : là seulement pouvait se réfugier le *Tirpitz*. Détruire le dock *Normandie*, c'était empêcher le *Tirpitz* de s'aventurer dans l'Atlantique. Endommager le bassin des sous-marins (il était impossible de détruire les abris eux-mêmes, faits de béton très épais), c'était gêner considérablement l'action des *U boats*.

Il n'est donc pas étonnant que Lord Mountbatten, nommé par Churchill, en octobre 1941, « directeur du Service des *Opérations combinées* » — Air-Terre-Mer — qui devaient tenir l'ennemi en alerte du Cap Nord aux Pyrénées par des coups offensifs répétés, ait eu, en janvier 1942, son attention attirée par la question de Saint-Nazaire. Il fit étudier la manière dont on pourrait attaquer le port que le S.O.E. (2) se déclarait incapable d'anéantir par les habituels procédés de sabotage. C'est alors que fut élaboré le plan de destruction du port de Saint-Nazaire — qu'on appela *opération Chariot* — et qui fut accepté par l'E.-M., puis exécuté heureusement grâce à la volonté persévérante et éclairée de Mountbatten et de ses collaborateurs. Si l'opération *Chariot* réussit, c'est justement parce qu'elle pouvait paraître impossible et qu'elle fut pour l'ennemi une surprise totale. C'est ce qu'affirme Lord Mountbatten dans la préface du livre, c'est ce qu'il avait soutenu lorsque l'E.-M. avait discuté de l'opportunité d'une entreprise aussi téméraire.

Mais, pour la mener à bien, il fallait qu'elle fût préparée avec minutie, qu'elle fût confiée à des hommes déterminés et courageux, décidés à faire le sacrifice de leur vie et capables d'exécuter avec discipline les actions précises dont ils allaient être chargés. Officiers et soldats, soigneusement choisis, furent, en effet, à la hauteur des circonstances. Ils n'étaient que 611, et, sur ces 611, 169 périrent, tués ou noyés, après avoir accompli leur tâche. La patrie reconnut leur mérite : 85 récompenses furent attribuées, dont 5 *Victoria Cross*.

Cette histoire de l'opération *Chariot*, le général Lucas Philipps la raconte avec précision et émotion, dans tous ses détails, depuis sa conception jusqu'au retour des survivants dans la mère-patrie. Il a consulté les Archives de l'Amirauté, il a reçu le témoignage oral d'un grand nombre de ceux qui l'ont préparée et exécutée, et, en particulier de Lord Mountbatten et des deux chefs, l'un des forces navales, l'autre des commandos militaires, le commander Robert Ryder et le lieutenant-colonel Charles Newman. Il a aussi interrogé plusieurs des officiers allemands qui commandaient à Saint-Nazaire. De très belles photographies aériennes, des cartes et de

(1) C. E. Lucas Phillips, *The greatest raid of all*. With foreword by Admiral of the fleet, the Earl Mounbatten of Burma, K. G., 24 planches photographiques, 22 cartes et croquis, London, Heinemann, 1958.

(2) *Special Operations Executive*.

nombreux croquis, très clairs, permettent de se représenter exactement le lieu des combats, et les différentes péripéties de la lutte.

L'auteur expose d'abord les préparatifs de l'expédition, effectués très rapidement, en moins de deux mois, dans le plus grand secret. Pour rendre inutilisable le dock *Normandie*, on résolut de faire éperonner la porte d'entrée par un vieux destroyer chargé d'explosifs — l'explosion étant retardée de façon à permettre à l'équipage de quitter le bord. On décida de sacrifier le *Campbeltown* et de le faire accompagner par une flottille de 16 unités très légères portant des « commandos » qui, sous la direction du Cl. Newman, iraient, les uns détruire les objectifs secondaires (portes d'écluses, ponts tournants) ; les autres, les batteries d'artillerie les plus dangereuses. Un troisième groupe, descendu du *Campbeltown*, devait faire sauter les portes nord et sud du dock *Normandie*, ainsi que les postes de manœuvre des portes et la station de pompage.

Afin de distraire l'attention de l'ennemi, l'opération *Chariot* devait être accompagnée par une attaque aérienne sur les usines des constructions navales de Penhouët, Churchill ayant interdit de bombarder la ville elle-même, pour épargner la population.

Les différents groupes « répétèrent » la tâche qui incombait à chacun d'entre eux, tant à Falmouth qu'à Cardiff et à Southampton, où un dock, le dock *George V*, avait été construit d'après le dock *Normandie* : tous étaient capables de se rendre au but assigné, même par la nuit la plus noire.

Le signal du départ fut donné le 26 mars, à 2 h de l'après-midi. Cette date avait été choisie, parce que c'était celle d'une des plus fortes marées de l'année : on avait, en effet, décidé de passer non pas par le chenal habituel de l'estuaire de la Loire, qui longe la rive droite, et qui était sous le feu des canons, mais plus au large, où se trouvent des hauts-fonds que l'on ne pouvait espérer franchir que lors des grandes marées.

La flottille (soigneusement camouflée), escortée de deux destroyers, arriva sans encombre, le 27 au soir, à un point situé un peu au sud de l'embouchure de la Loire. Les destroyers d'escorte restèrent là, à patrouiller, en attendant le retour de l'expédition. Le danger était désormais tout proche, les côtes étant défendues par de nombreuses batteries d'artillerie lourde, par des projecteurs puissants, par une flotte importante d'unités côtières, et par 6 000 hommes de troupes.

Vers 23 h 30 se produit le bombardement promis, mais il ne dure pas plus d'une heure : les nuages sont bas et il pleut. Bientôt les projecteurs s'éteignent. Cependant, vers 1 h du matin, les bateaux sont aperçus par un officier allemand. Après quelques hésitations, à 1 h 28, le feu commence. Augmentant leur vitesse, les Anglais répondent. Le *Campbeltown*, drapeau britannique déployé, fonce à 20 nœuds sur son objectif ; à 1 h 34, son avant s'enfonce dans le caisson sud du dock *Normandie*, avec une telle violence que sa proue est fortement soulevée. Le commandant Beattie constate en souriant : « Eh bien ! nous y sommes. » Le but principal du raid était, en effet, atteint.

Restaient les autres objectifs. Les Allemands sont alertés, l'intensité de leur feu augmente de minute en minute. Cependant, le commando placé sur le *Campbeltown* débarque sans difficulté, et les diverses équipes peuvent, en une heure, accomplir presque complètement leurs tâches, sans trop de pertes : désormais, les Allemands ne pourraient plus se servir de ce splendide dock.

Le sort des unités légères et de leurs occupants fut plus tragique. Ceux-ci purent débarquer, mais durent livrer, en pleine nuit, dans le quartier des docks et de la vieille ville de très rudes combats. Cernés de toutes parts,

beaucoup ne peuvent pas se réembarquer. Le colonel Newman donne l'ordre de se disperser dans la campagne. Mais, pour cela, il faut traverser un pont fortement défendu. Nombreux sont ceux qui tombent, tués ou blessés. Les autres se cachent dans des caves, des hangars, derrière des pans de murs. Finalement, ils sont obligés de se rendre. Cinq seulement réussissent à gagner les champs et, de là, grâce à la complicité de la population française, à atteindre les Pyrénées. Ces commandos ne purent accomplir qu'une partie des tâches qui leur avaient été confiées.

Les petits bateaux furent canonnés, incendiés, coulés par les batteries allemandes. Sept seulement échappèrent au désastre — dont la canonnière où s'était réembarqué le commander Ryder. Ils retrouvèrent au large, au lever du jour, les destroyers d'escorte et ils revinrent à Plymouth deux jours et demi après avoir quitté la côte anglaise. Ryder et ses compagnons étaient satisfaits d'avoir pu, malgré leurs pertes, atteindre leur but. Ils ne savaient pas, cependant, que ce but avait été atteint plus complètement qu'ils ne le croyaient. Ceux de leurs camarades qui avaient été faits prisonniers eurent la consolation de le savoir tout de suite. En effet, les derniers combats dans les rues étaient terminés depuis longtemps quand, soudain, à 10 h 30, une formidable explosion ébranla toute la ville, faisant voler les vitres en éclats : c'était le *Campbeltown*, qui en sautant, détruisait toute la partie sud du dock *Normandie*. Il sautait avec plusieurs heures de retard, et alors qu'un groupe de 150 Allemands — des officiers et leurs amies — était monté à bord. Cette explosion retardée inquiéta les Allemands. Leur inquiétude devint de la fureur quand, le lundi 30, vers 4 et 5 h de l'après-midi, deux autres explosions détruisirent la porte extérieure de la vieille entrée du port, qui conduisait au bassin des sous-marins. Persuadés que des Anglais étaient restés dans la ville ou avaient des complices parmi les habitants, les Allemands, saisis d'une violente colère, firent régner la terreur, arrêtant sans raison les Français, tirant sur les voyageurs à la gare et, sur les têtes qui apparaissaient aux fenêtres : 16 Français, hommes, femmes et enfants, furent tués, 36 furent blessés.

Si ce raid, inattendu et réussi, émoussa la confiance qu'avaient Hitler et son état-major dans la défense des côtes de la « citadelle Europe », il redonna, au contraire, espoir à la population française : elle ne connut qu'assez vaguement le but réel de l'opération, mais elle sut qu'un débarquement était possible et elle eut le sentiment réconfortant que les Alliés préparaient ce débarquement et ne l'abandonnaient pas.

Le raid aurait pu être accompli avec moins de pertes, pense l'auteur, si l'aviation avait effectué un bombardement plus prolongé qui aurait détourné plus longtemps l'attention des Allemands, et aussi si la petite flottille de légers bateaux de bois avait été remplacée par un destroyer moins vulnérable.

M. Lucas Phillips, en faisant le récit précis et détaillé des différentes phases de l'opération *Chariot*, en établissant exactement le but, les forces et les moyens employés, apporte une contribution importante à l'histoire de la guerre. Son récit intéressera particulièrement les Français qui furent si émus par le « débarquement » anglais à Saint-Nazaire (1).

Marie GRANET.

(1) La traduction de cet ouvrage vient de paraître aux Presses de la Cité, sous le titre : *Commandos sur Saint-Nazaire* (trad. de R. JOUAN).

Les Mémoires de Sir Robert Bruce Lockhart

C'est la guerre « vue de Londres », ou, plus précisément, de Whitehall, des cercles officiels britanniques, que nous revivons en lisant les *Mémoires* de Sir Robert Bruce Lockhart (1). Diplomate et journaliste, il a dirigé, de 1940 à 1945, les services de propagande anglais, le *Political Warfare Executive* (P.W.E.), c'est-à-dire la « guerre psychologique », destinée d'une part, à démoraliser les ennemis, d'autre part, à soutenir le courage des pays occupés. Grand ami de Lord Beaverbrook — lui-même grand ami de Churchill — grand admirateur d'Anthony Eden, Bruce Lockhart connaît tout le personnel politique de son pays, tous les hauts fonctionnaires du *Foreign Office*, nombre de personnages importants dans toutes sortes d'administrations publiques et privées. Il est au mieux avec un grand nombre de généraux et d'amiraux (2).

A cause de la tâche qui lui a été confiée, il fut, en outre, en rapport avec les services de propagande américains — avec lesquels il collabora ; de par ses fonctions, il était donc le premier au courant de toutes les nouvelles ; aussi il lui suffit de consulter les notes précises qu'il a prises au jour le jour, pour faire passer sous nos yeux le film de la deuxième guerre mondiale.

Il sait bien le russe, il s'est toujours intéressé aux questions slaves et, tout particulièrement, aux affaires tchécoslovaques. Il est l'ami de Jan Masaryk, il admire et respecte Bénès et il est, au début de la guerre (1939-40), attaché au gouvernement tchèque réfugié à Londres. Il contribuera à le faire reconnaître officiellement : cette reconnaissance, longtemps différée, fut précipitamment accordée lorsque, aussitôt après l'entrée en guerre de la Russie, Staline décida très vite de reconnaître le gouvernement exilé. Bruce Lockhart continuera à s'intéresser au sort des Tchèques, comme aux rapports entre les Soviets et les Alliés. Il pense que le sort futur du monde dépendra des relations entre la Grande-Bretagne et la Russie. Il souhaite que toutes deux oublient leurs vieilles rancunes (les Soviets n'ont pas pardonné l'intervention antibolcheviste des Occidentaux en 1918-19) et les méfiances périmées pour s'entendre loyalement. Il croit cette entente possible (3).

Bruce Lockhart est cependant inquiet, à la fin de la guerre, des succès diplomatiques obtenus par Staline au cours des grandes conférences de Téhéran, Yalta, Postdam, inquiet de le voir s'installer en Europe centrale et orientale. Il remarque qu'à chaque réunion des « Trois Grands », Staline obtient des avantages précis et immédiats, tandis que les deux autres se contentent de vagues promesses pour l'avenir. D'où vient cette faiblesse de la diplomatie occidentale ? Bruce Lockhart ne nous cache pas à quel point les chefs anglais et américains craignaient que Staline ne fît une paix séparée avec Hitler. Le spectre de Brest-Litovsk les hante. Il les empêche de profiter — pour poser leurs conditions — des défaites des Russes, de leur pénurie de matériel : si l'on ne donne pas satisfaction à ses exigences, Staline ne déposera-t-il pas les armes ? Cette épée de Damoclès, cette sorte

(1) Sir Robert Bruce Lockhart, K.C.M.G., *Comes the reckoning*, London, Putman, 1947, 2e éd., 22 × 14, 384 pages.

(2) On se rend compte, tout au long de ces pages, que le gouvernement de l'Angleterre est aux mains d'un petit nombre de grandes familles, que c'est vraiment une « affaire de famille » : Bruce Lockhart appelle par leurs prénoms la plupart des personnalités britanniques...

(3) Le livre a été écrit en 1947 (il vient d'avoir une seconde édition) : aucune critique de Staline ne s'y trouve, nous voyons Bénès rejoindre son pays, plein d'espoir dans l'amitié de la Russie.

de chantage permanent les amène à sacrifier l'après-guerre au danger immédiat.

L'ouvrage de Sir Robert Bruce Lockhart, outre des renseignements intéressants sur le fonctionnement et l'organisation des services britanniques de propagande, donne des indications (qu'on aurait désiré plus précises et plus copieuses) sur les moyens employés par ses services : essentiellement, collaboration avec la B.B.C., qui faisait des émissions en 23 langues différentes, tracts jetés par avion au-dessus des territoires occupés, revues et journaux (dont certains étaient destinés à l'armée allemande), livres « miniatures » spécialement édités pour être parachutés... Il estime que la propagande a été efficace : en Allemagne, elle ne semble pas avoir affaibli le courage des soldats qui se sont battus jusqu'au bout, mais elle a, croit-il, contrebalancé la propagande nazie et préparé l'Allemagne à une réorganisation de caractère démocratique. Son succès a été total dans les pays occupés où la radio a soutenu le moral des habitants et aidé grandement les mouvements de résistance : des Français, venus en Angleterre au cours de la guerre (Massigli, Louis Marin, par exemple), l'ont à plusieurs reprises confirmé à l'auteur. Par contre, dans l'est de l'Europe, son influence ne s'est guère exercée que jusqu'à l'arrivée des Russes. Bruce Lockhart juge que l'une des principales qualités de la radio anglaise était son souci de vérité. Cependant, il reconnaît qu'elle a parfois exagéré certains succès ou annoncé prématurément certaines nouvelles (comme la libération de Paris, avec 24 heures d'avance).

Les dernières pages sont consacrées au changement de gouvernement en Angleterre. Bien que lié avec les dirigeants tories, Sir Robert Bruce Lockhart n'est pas hostile au *Labour Party*. Il se rendait compte, en 1945, que son succès était inévitable ; il était bien au courant de l'opinion publique et il constatait aussi que, tant dans son service qu'à la B.B.C., la majorité du personnel était pro-*Labour*. Il n'ignore pas les défauts tant du parti conservateur que de nombre de ses chefs. Il n'hésite pas, malgré son admiration et sa reconnaissance pour Churchill, à critiquer ses idées en politique intérieure et à déplorer le très maladroit discours avec lequel il inaugura, en juin 1945, la campagne électorale qui devait se terminer par le succès du parti travailliste. Les Anglais, remarque-t-il, ne voulaient point, comme Churchill, d'un simple « retour au passé ». Alors que le « Premier » ne pensait encore qu'à la guerre, les Anglais songeaient uniquement aux problèmes du logement, de la nourriture, de la sécurité sociale, du « plein emploi »... Par contre, Bruce Lockhart admire entièrement Anthony Eden, son intégrité, sa puissance de travail, son habileté diplomatique (il réussissait particulièrement bien avec les Russes, dit-il...), sa constante gentillesse. Il admire aussi beaucoup Lord Beaverbrook, fait des portraits élogieux (il emploie un peu trop facilement l'épithète « génial ») de quantité de grands personnages britanniques (aussi bien Brendan Bracken ou Kirkpatrick que Lord Ismay, Macmillan ou Stafford Cripps) et étrangers, Américains, Russes ou Français (Bedell Smith, Sobolev, Maisky ou le général de Gaulle). Bruce Lockhart est, d'ailleurs, résolument gaulliste : il est très hostile à Giraud, très mécontent de l'attitude des Américains envers le général pendant la guerre et très ému *(il pleure)* lors de la libération de Paris. Le livre n'étant point écrit pour la propagande en France, la sincérité de l'auteur ne peut être mise en doute.

Le livre se termine par un acte de foi en la Grande-Bretagne. Elle vient de faire, elle aussi, sa « Révolution », mais elle l'a faite pacifiquement. Bruce Lockhart a confiance dans le bon sens, l'équilibre de ses concitoyens. Il espère que malgré les difficultés inévitables de l'après-guerre, son pays restera digne de son passé. Et, ayant abandonné toute fonction officielle

et partant pour l'Écosse — c'est un fervent et fidèle Écossais — il cite les mots d'un de ses auteurs préférés : « C'est un crime que de désespérer de sa patrie. »

Marie GRANET.

... et de Montgomery

The Memoirs of Field-Marshal the Viscount Montgomery of Alamein, K. G. Collins, Londres, 1958, 574 p.

Après 50 ans de service ininterrompu dans l'armée britannique, le maréchal Montgomery nous raconte son expérience de soldat et, avant tout, sa guerre : sur 32 chapitres, 17 en effet sont consacrés à la seconde guerre mondiale, 12 à l'après-guerre, 3 seulement à l'avant-guerre, à ce qu'on pourrait appeler la préhistoire de Monty.

Bien rédigé, le livre est agréable à lire. Il nous démontre longuement comment l'on peut devenir le plus grand général de son époque, et qu'elles sont les qualités nécessaires pour cela (le modèle choisi n'est pas cité mais facile à deviner). Sur l'histoire du conflit mondial, l'ouvrage n'apporte guère de nouveau. En revanche, les idées personnelles de Montgomery sur la conduite des opérations sont analysées en détail ; par exemple, sa conception d'un état-major très étroitement lié à la personne du commandant en chef. A ce point de vue, Churchill l'a comparé à Marlborough (1). L'un et l'autre en effet aiment s'entourer d'un petit groupe de lieutenants choisis avec soin et utilisés pendant la bataille pour une liaison constante avec les chefs d'unités. Ainsi, d'El Alamein à la fin de la guerre, Montgomery a toujours conservé le même *Chief of Staff*, son vieil ami le général de Guingand.

Fidèle dans ses amitiés, remarquable entraîneur d'hommes, Montgomery a été jugé par Churchill encore, de la manière suivante : « This vehement and formidable general — a Cromwellian figure — austere, severe, accomplished, tireless — his life given to the study of war... (2). » C'est bien ainsi que nous apparaît l'auteur des *Mémoires*, avec peut-être en plus un côté sûr de soi, inaccessible au doute, qui est parfois un peu déconcertant. Très religieux, semble-t-il, l'auteur est pourtant loin de pratiquer toujours la charité chrétienne. Ses jugements sans nuances, par exemple sur les généraux qu'il a remplacés à la tête de la 8e armée en Égypte, Auchinleck et Ritchie, sont très durs. A l'inverse, il faut reconnaître qu'il ne ménage pas les compliments à ses amis, au premier rang desquels Churchill et lord Alanbrooke.

Enfin et surtout, le soldat britannique est comblé d'éloges, qui vont aussi à beaucoup de ses chefs. Du plus glorieux de ces derniers, on aurait pu souhaiter un livre plus modeste. Il n'en pouvait être de plus sincère.

Henry MONTEAGLE.

(1) Dans *Triumph and Tragedy* (*War Memoirs*, t. VI).
(2) Dans un discours prononcé à la Chambre des Communes, en février 1943.

LETTRES DE BELGIQUE

A la suite de l'article du général Rollot, paru dans le numéro d'avril 1960 de la Revue, *nous avons reçu deux lettres du commandant Hautecler et de M. Vanwelkenhuyzen.*

Permettez-moi de vous signaler, sans envisager ici le fond du problème, quelques points sur lesquels je suis en désaccord avec le général Rollot.

Cet auteur signale dans le Luxembourg belge et le Namurois « les innombrables agents allemands en civil, déjà armés et sur place, attendant des commandos de volontaires, des groupes francs, des terroristes ». Je doute fort de l'existence de cette guerre subversive en 1940. En tout cas, je n'en trouve pas trace. Les Allemands ont lancé un peu partout et d'une très grande hauteur des mannequins munis d'un parachute et grossièrement habillés en soldats afin de créer la panique. Ils ont débarqué à l'est de Neufchâteau, à Léglise, Nives et Witry un bataillon du régiment *Grossdeutschland* sur les arrières du 1er régiment de *chasseurs ardennais* (1). Mais je ne connais qu'un seul exemple d'intervention d'agents allemands en civil, c'est à Saint-Vith, au matin du 10 mai 1940 (2). Encore s'agit-il ici d'un territoire de langue allemande rattaché à la Belgique en 1918 et où les nationaux-socialistes sont nombreux. Ces civils n'interviennent qu'après le franchissement de la frontière par la *Wehrmacht* et après avoir été rejoints par un groupe de soldats allemands comprenant des déserteurs belges de cette région. A l'actif de ce groupe, on ne peut mettre que l'attaque de la gendarmerie belge de Saint-Vith et la prise d'une destruction secondaire et non gardée au sud-ouest de Saint-Vith.

A part cette attaque isolée, je ne relève dans la province belge du Luxembourg aucune action du genre signalé par le général Rollot. D'ailleurs, le fait que les destructions préparées aux ponts de la Semois aient été remises à la police locale en attendant l'arrivée de la cavalerie française montre bien l'inexistence de ces commandos de saboteurs. Aucun dispositif n'a été saboté et toutes les destructions ont été effectuées par la IIe armée française.

Mais les troupes françaises, tout comme les troupes belges, sont en proie à une « parachutite » et une « espionnite » aiguës (3). C'est ainsi que le détachement de destruction du 1er régiment de *chasseurs ardennais* de Neufchâteau, laissé d'initiative à la disposition de la 5e D.L.C. est, après mission accomplie, arrêté à la frontière française, désarmé et en grand danger d'être passé par les armes. Il n'est délivré que grâce à l'intervention du colonel belge chef de la liaison à la IXe armée française.

On peut malaisément soutenir que le commandement français ignorait le plan de repli des troupes belges des Ardennes sur l'Ourthe, puis sur la Meuse entre Huy et Liège. En effet, dès 1940, parmi les documents français publiés par l'*Auswärtiges Amt*, on trouve une étude du 2e bureau de la IXe armée française sur ce plan de repli. Cette étude du 28 mars 1940, cotée n° 1748/2, montre que cette armée connaissait parfaitement l'instruc-

(1) Hautecler, Les chasseurs ardennais, *Revue historique de l'armée*, 1955, 11e année, n° 2.

(2) Hautecler, *Debout sur la frontière* (les reconnaissances officiers du 3e chasseurs ardennais, 1939-1940) : I, La période de mobilisation, *L'Armée. La Nation*, n° 5, mai 1958, p. 13-17 ; II, L'alerte décisive, *L'Armée. La Nation*, n° 6, juin 1958, p. 9-16.

(3) Hautecler, La parachutite, *L'Armée. La Nation*, n° 7, juillet 1957, p. 16-26.

tion personnelle et secrète du 12 février 1940, adressée au général Keyaerts, commandant les troupes des Ardennes. Le *service historique français* possède d'ailleurs une étude similaire établie par le 2e bureau de la IIe armée française. Si ces 2es bureaux n'ont pas diffusé les renseignements qu'ils possédaient, on ne peut en rendre les Belges responsables.

Il n'est pas exact non plus de dire que les *chasseurs ardennais* se sont « évanouis dès l'alerte ». L'instruction du 12 février a été modifiée par le roi Léopold III, le 6 mai 1940. Il a demandé au général Keyaerts de tenir un jour sur la position frontière, tout au moins dans la partie nord, et un jour sur l'Ourthe. C'est en exécution de cet ordre que les chasseurs ardennais ont livré combat le 10 mai 1940 :

— à Martelange et Bodange, bloquant la tête de la 1re Panzer (1) ;
— à Strainchamps bloquant la tête de la 2e Panzer ;
— à Léglise contre les aéroportés du régiment Grossdeutschland ;
— à Bastogne, Recogne et Mabompré contre les têtes des 23e et 33e divisions allemandes ;
— à Montleban et Chabrehez, bloquant la 7e Panzer de Rommel (2) ;
— sur la rivière Salm, bloquant les têtes des 8e et 62e divisions allemandes.

Au soir du 10 mai, les divisions allemandes n'atteignent pas les objectifs prescrits pour cette journée et dépassent à peine les positions tenues par les chasseurs ardennais.

Le général Rollot cite une phrase des carnets de Rommel publiés par Liddell Hart. Qu'il me soit permis de faire remarquer que cette phrase, reproduite isolée de son contexte, donne une idée totalement fausse des difficultés rencontrées par les divisions allemandes dans la traversée des Ardennes belges. Elle s'applique aux destructions belges rencontrées le 10 mai avant 14 h, et dans son manuscrit, que j'ai pu consulter à Stuttgart, Rommel ajoute « mais à partir de Montleban cela change ». Et en effet, à Montleban et à Chabrehez, Rommel se heurte aux *chasseurs ardennais*. En fin de journée du 10 mai, il ne dépasse pas Les Tailles. Liddell Hart prévient d'ailleurs honnêtement le lecteur qu'il a supprimé certains passages jugés par lui de peu d'intérêt, et malheureusement pour les chasseurs ardennais et les cavaliers de la IXe armée française, l'un de ces passages comprend les journées des 10, 11 et 12 mai. Il faut souhaiter qu'une publication ultérieure rétablisse les textes supprimés. J'ai tenté de pallier cette lacune en publiant un manuscrit inédit de Rommel relatif à cette période (3). Malheureusement, il n'a encore paru qu'en langue néerlandaise. On y lit, à la date du 10 mai, 23 h 30 : « L'impression se renforce que les obstacles sont à présent plus nombreux et établis par les Belges de façon plus systématique... », et à la date du 11 mai à 22 h. : « Je reçois le lieutenant-colonel Fröhlich, commandant le 78e régiment d'artillerie, les colonels von Bismarck et Rothenburg, qui me rendent compte des difficultés qu'ils ont rencontrées dans leur progression. Le 78e régiment d'artillerie ne parvient que très lentement à franchir le pont de circonstance à une voie de Marcourt,

(1) Hautecler, *Le combat de Bodange*, 10 mai 1940, coll. « L'armée belge dans les deux guerres mondiales, n° 1, Imprimerie des Forces belges en Allemagne, juin 1955, 36 p., 4 annexes et 5 croquis.

(2) Hautecler, *Le combat de Chabrehez, chasseurs ardennais contre Rommel*, coll. « L'armée belge dans les deux guerres mondiales », n° 2, Imprimerie des Forces belges en Allemagne, janvier 1957, 67 p., 10 annexes et 4 croquis.

(3) Hautecler, *Rommel in de Belgische Ardennen*, publication en 3 articles du manuscrit inédit de Rommel : « Persönliche Erlebnisse vom 9.5-13.5.40 Vormittag », dans le journal *Het Laatste Nieuws* des 10, 11 et 12 mai 1960.

le 7e régiment de fusiliers a été longtemps bloqué par l'énorme destruction routière par arbres de la route Samrée-Laroche et en conséquence toutes les unités du régiment n'auront pas franchi l'Ourthe pour l'aube du 12 mai ». Dans le sud des Ardennes, le major Kielmannsegg, de l'état-major de la 1re Panzer, écrit à la date du 10 mai au matin : « L'avance est stoppée devant Bodange... La défense s'appuie sur des positions de feu bien camouflées et renforcées. Partout des réseaux de fil de fer barbelés épais et profonds, les routes et chemins sont barrés sans nulle exception. Il n'est pas possible de contourner l'obstacle, nous devons passer le front. » Et, en conclusion de la journée, il déclare que l'objectif prescrit, Neufchâteau, est loin d'être atteint, alors que tout le succès du plan repose sur la vitesse des mouvements (1).

Les pertes des chasseurs ardennais le 10 mai 1940, en Ardenne, sont de 4 officiers, 41 hommes tués, 150 blessés, et 4 officiers et 150 hommes prisonniers. C'est peu de chose certes, mais il est tout de même exagéré d'écrire « que les troupes belges n'ont eu aucune perte à l'est de la Meuse ».

L'histoire des rapports des chasseurs ardennais et des cavaliers français, le 10 mai 1940, pourrait s'intituler : « Les liaisons difficiles. » Les exécutants ne sont pas au courant des plans divergents appliqués par les deux hauts commandements, aussi les malentendus sont nombreux. Remarquons cependant que les reconnaissances françaises arrivent jusqu'aux P.C. des trois régiments de chasseurs ardennais et y reçoivent tous les éclaircissements désirables sur l'ennemi, sur les destructions et obstructions et sur le plan suivi. Au sujet de la défense de la Meuse, remarquons qu'il est assez étonnant de reprocher aux Belges de n'avoir pas signalé les dangers de l'île de Houx : il suffisait d'une simple lecture de carte, sans parler du fait qu'en août 1914, les Allemands ont traversé la Meuse au même endroit, menaçant le flanc droit de l'armée Lanrezac.

Le fort belge de Dave n'a cessé la résistance que le 24 mai et quant au pont d'Yvoir, attribuer sa destruction tardive aux réfugiés belges n'est pas exact non plus : des unités de cavalerie française sont encore sur la rive droite lorsqu'un détachement de chars allemands arrive du Sud. C'est grâce au canon de 47 mm belge qui détruit la première auto blindée allemande et au lieutenant belge de Wispelaere qui assure la mise à feu, que cet ouvrage est détruit au tout dernier moment (2).

Le général Rollot utilise le témoignage d'un capitaine allemand fait prisonnier par le 14e dragons. Ce témoignage est suspect : le 13e régiment de fusiliers ne faisait pas partie de la 7e Panzer, mais de la 5e Panzer ; il n'y a pas de pont à Anhée, mais un pont de chemin de fer à Houx et aucun des ponts de la Meuse n'a été réparé le 13 ; les Allemands ont franchi la Meuse sur des ponts de circonstance.

Ce n'est que dans la nuit du 10 ou 11 mai que les chasseurs ardennais se sont repliés sur l'Ourthe à hauteur et en aval de Comblain-au-Pont. Au cours de la journée du 11, ils n'entrent qu'en fin de journée au contact de faibles détachements allemands. Il n'est donc pas exact de dire que dès le 10, en fin d'après-midi, les têtes de colonnes allemandes sont sur l'Ourthe au nord.

Il est assez étonnant que la 2e D.L.C. ait été retardée par des *destructions* à la frontière belge au nord-est de Montmédy, car il n'y en avait aucune prévue dans ce secteur. Quant au repli du 1er régiment d'auto-mitrailleuses

(1) Kielmannsegg (Graf), Major im Generalstabe einer Panzer-Division, *Panzer zwischen Warschau und Atlantik*, Verlag « Die Wehrmacht », Berlin, 1941, 247 p.

(2) Hautecler, Défense et destruction du pont d'Yvoir, *L'Armée. La Nation*, n° 5, mai 1959, p. 10-18.

de la 1re D.L.C. sur l'Homme le 10 mai, parce que « les Belges en se repliant faisaient déjà sauter des destructions à l'ouest de la ligne atteinte », il s'agit d'une autre légende. Il y avait une série de destructions préparées le long de la Lesse et gardées par la 1re compagnie du 4e régiment de chasseurs ardennais, mais cette compagnie a remis toutes ces destructions au génie de la IXe armée dans l'après-midi du 10 mai et s'est repliée sur Huy. Si ces destructions ont sauté prématurément, il ne faut donc pas en rendre les Belges responsables...

En conclusion, l'armée belge a certainement surestimé la valeur de retardement de son système d'obstruction et de destruction, mais elle a combattu le 10 mai, en Ardennes et le commandement français était au courant du repli des chasseurs ardennais en direction du Nord. Il lui appartenait de prendre les mesures en conséquence...

Commandant Georges HAUTECLER.

***

L'article du général Rollot est tellement centré sur le secteur des Ardennes, qu'à le lire on pourrait croire que la défense de cette partie du pays devait nécessairement tenir une place privilégiée dans les préoccupations du haut commandement belge. Et on serait d'autant plus tenté d'adopter cette optique que c'est précisément dans cette région que les Allemands ont exercé leur principale poussée en mai 1940.

Mais ce raisonnement ne serait valable que si les événements avaient répondu à l'image qu'à l'avance on s'en faisait en haut lieu. Or, Dieu sait s'ils prirent un cours inattendu ! C'est l'immense, l'irréparable surprise du premier choc qui a conduit droit au désastre. La vérité est que partout la tournure des opérations a pris en défaut les dispositions des Alliés. Nous disons bien, globalement, *des Alliés*, car s'il est vrai que les Belges se sont malaisément repris après l'instantané effondrement du canal Albert, si les Hollandais n'en sont pas revenus d'être tournés par le Brabant-Septentrional et les ponts du Moerdijk, il n'est pas moins vrai que les Français, eux aussi, ont eu leur lot de surprises. Et, en définitive, ce ne sont pas ces dernières qui ont eu le moindre retentissement sur le sort de la campagne. Il est parfois bon de se le redire, ne fût-ce que pour remettre tout en place.

Neutre, la Belgique avait, à l'époque qui nous intéresse, des devoirs qui, sur le plan militaire, trouvent leur meilleure formulation dans les déclarations de 1937, par lesquelles l'Angleterre et la France, le 24 avril, puis l'Allemagne, le 13 octobre, avaient pris note de la détermination du gouvernement belge :

« *a)* De défendre avec toutes ses forces les frontières de la Belgique contre toute agression ou invasion et d'empêcher que le territoire belge ne soit utilisé en vue d'une agression contre un autre État, comme passage ou comme base d'opérations par terre, par mer ou dans les airs ;

« *b)* D'organiser à cet effet de manière efficace la défense de la Belgique (1). »

Aussitôt que, pendant la « drôle de guerre », le danger allemand se précisa à ses frontières, la Belgique tourna contre le IIIe Reich le meilleur de ses forces et, de la fin septembre 1939 au 10 mai 1940, elle ne cessa d'étoffer, d'étendre, d'approfondir son dispositif face au nord-est.

Le plan qu'elle conçut pour se préserver d'une invasion d' « armées venant de l'Est » cadrait avec les intentions du généralissime français.

(1) Cf. ministère des Affaires étrangères de Belgique, *Belgique. — La relation officielle des événements, 1939-1940*, Londres, 1941, pp. 60-61 et 71-72.

Sans doute attestait-il le secret espoir de tenir sur la ligne du canal Albert et d'y amener les secours franco-britanniques. Mais il prévoyait aussi le cas où, par malheur, la pénétration allemande se ferait plus profonde. Il organisait le repli des divisions belges sur l'alignement Anvers-Louvain-Wavre-Namur. Et il l'organisait — il convient de le souligner — de manière à couvrir l'installation des renforts alliés. Car, dans ses grandes lignes, le plan belge s'insérait dans le plan d'ensemble du général Gamelin. Au reste, ce n'était pas là le fruit du hasard. Tout intermittents qu'ils eussent été, les échanges de vues entre Bruxelles et Vincennes, qui s'étaient développés depuis novembre, avaient permis d'arrêter les principes d'une manœuvre défensive commune (1).

Or, cette manœuvre commune tenait manifestement les Ardennes pour un secteur excentrique, naturellement difficile, pour tout dire secondaire, où les risques d'une irruption en force étaient peu probables. Le général Gamelin s'était préoccupé surtout de boucher hermétiquement la « trouée de Gembloux ». C'était, en effet, dans la plaine de Hesbaye qu'il attendait le plus gros effort des Allemands. Il s'était ensuite attaché à se relier aux Hollandais, dont la coopération lui paraissait bénéfique, vraisemblablement à la fois en raison du nombre des unités allemandes qu'ils fixeraient et des perspectives qu'une telle extension du champ de bataille ouvriraient à longue échéance. Mais les Ardennes n'apparurent qu'assez tardivement dans ses préoccupations. Encore ne fit-il que prescrire d'y engager les formations légères des IX^e^ et II^e^ armées, dont l'intervention n'avait pas été prévue au nord de la Semois. Son idée restait, au fond, de « repincer » l'ennemi au sortir des forêts. Autant valait, dès lors, y réaliser des économies.

Le haut commandement belge, pour sa part, avait encore d'autres raisons d'épargner du monde dans les Ardennes. Ses moyens ne lui permettaient pas de disperser ses efforts. Dans l'intérêt même de la manœuvre commune, il concentra la plupart de ses divisions sur le front en arceau qui, par Anvers, Liège et Namur, longeait le canal Albert, puis la Meuse. De la sorte, il entendait barrer la voie à une invasion qui, tournant Liège par le nord, déboucherait du Limbourg hollandais, selon un axe orienté, pensait-il, de Maeseyck vers Bruxelles (2). Sans doute, cette direction menaçait-elle directement le cœur du pays. Rien qu'à ce titre, il était logique d'y accumuler troupes, matériels et fortifications. Mais il était aussi nécessaire de l'interdire pour assurer le succès des projets du général Gamelin. Et, en définitive, la priorité que le haut commandement belge accorda à ce secteur ne faisait que refléter des vues descendues du sommet de la coalition.

Est-ce à dire que le haut commandement belge se désintéressa de ce qui pourrait se passer au sud de Namur ? Nullement. Il le pouvait d'autant moins que des renseignements parvenus à sa connaissance mentionnaient le danger d'une forte poussée allemande qui vînt frapper la Meuse bien en amont de Namur. Cette menace ne supprimait toutefois pas celle qui pesait sur le canal Albert. De surcroît, l'armée belge ne pouvait être également forte partout, sous peine d'être partout également faible. A défaut de parer lui-même à ce péril, le haut commandement belge avertit le général Gamelin, au début de 1940, de l'intérêt qu'il aurait à solidement se garder sur la Meuse. Faut-il ajouter que l'avertissement ne fut pas écouté (3) ?

(1) Cf. Philippe MARNAY, Neutralité et défense nationale. — La politique militaire de la Belgique en 1939-1940, in *Revue générale belge*, mai 1960, pp. 44 et sq.

(2) Cf. général VAN OVERSTRAETEN, *Au service de la Belgique*. — *Dans l'Etau*, Paris, 1960, p. 194.

(3) Cf. *Rapport de la Commission d'Information instituée par S. M. le roi Léopold III, le 14 juillet 1946*, Bruxelles, 1947, p. 31.

Les autorités militaires belges n'en firent pas moins ce qu'elles purent pour multiplier les obstacles dans les Ardennes. Leurs dispositions gênèrent d'ailleurs les Allemands. Et à la Meuse, elles assurèrent partout, en territoire belge, la destruction des ponts, malgré les conditions difficiles dans lesquelles les ouvrages durent parfois sauter (1).

Il serait évidemment ridicule de prétendre que tout fut admirable dans les dispositions arrêtées par le haut commandement belge. Au reste, nulle œuvre humaine n'est parfaite. Mais il serait tout aussi ridicule de laisser entendre qu'il était à la portée des Belges d'empêcher le désastre de Sedan. Celui-ci a, sans conteste, des origines infiniment plus complexes que le temps supplémentaire qu'il aurait dépendu de quelque huit à neuf mille chasseurs ardennais de gagner sur l'immense front qu'ils tenaient !...

Le général Rollot envisage le délais mis, le 10 mai 1940, par le gouvernement belge à faire appel à l'aide des Français et des Anglais. « Pourquoi ce retard ? » interroge-t-il. Et d'avancer : « Au mieux, on peut être admis à penser que, jusqu'à la dernière extrémité, et même au prix d'une pénétration profonde des avant-gardes allemandes sur le sol belge, le roi des Belges a voulu montrer qu'il ne faisait appel aux puissances garantes que devant la violation flagrante de la Belgique par Hitler, sans la moindre provocation. Quelque chose, dans le temps, d'analogue à ce qu'avait été, dans l'espace, cet ordre de retrait de 10 km de la frontière, donné aux troupes françaises de couverture par le ministère Viviani, en août 1914 (2). »

En fait, voici comment le baron Pierre van Zuylen, alors directeur de la Politique au ministère des Affaires étrangères, relate l'événement : « ... à 5 h 17, les sirènes retentissent lugubrement à Bruxelles et bientôt les détonations de l'artillerie antiaérienne se mêlent au fracas des bombes allemandes qui tombent sur la capitale. Cette fois, c'est bien la guerre. Les ministres donnent l'ordre de lancer l'appel à la France et à l'Angleterre. — Nous demandons vainement la communication téléphonique, personne ne répond. Après une nouvelle tentative, même silence. La chose est d'autant plus extraordinaire que nous sommes branchés sur une ligne souterraine, établie spécialement pour fonctionner en cas de bombardement. Elle a été vérifiée encore il y a trois jours, et nous avons obtenu l'assurance que tout était prévu pour assurer une communication sûre avec la France et l'Angleterre. — Le secrétaire général court à la centrale de la rue de la Paille pour aviser au moyen le plus rapide de transmettre nos messages : les lignes téléphoniques n'avaient pas souffert du bombardement, mais les employés apeurés s'étaient réfugiés dans les caves et ne répondaient plus. On les secoue et nous obtenons enfin Londres et Paris. — L'ambassadeur de France, victime de la même aventure, a envoyé un de ses secrétaires à la frontière pour téléphoner à Paris. — Ceci montre qu'à la guerre les précautions les plus minutieuses sont parfois déjouées par un incident imprévu » (3).

Ceci montre aussi que la vérité est souvent plus simple qu'on ne l'imaginerait. Point n'est besoin de l'aller chercher trop loin ; il suffit de la puiser à bonne source.

Jean VANWELKENHUYZEN.

(1) Cf. lieutenant-colonel BRUSTEN, *Le 1/5 Ch. A. et la 1re Cie/31 Bn. Gn. sur la Meuse. — Situation générale*, Bruxelles, 1958 ; DU MÊME, *Le pont d'Yvoir*, Bruxelles, 1959 ; capitaine LECLEIR, *Le pont de Houx*, Bruxelles, 1959 ; DU MÊME, *Les ponts de Dinant et de Bouvignes*, Bruxelles, 1959.

(2) Cf. général ROLLOT, *op. cit.*, p. 12.

(3) Cf. baron Pierre VAN ZUYLEN, *Les mains libres. — Politique extérieure de la Belgique 1914-1940*, Paris-Bruxelles, 1950, p. 554.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

*Duroselle (Jean-Baptiste). — *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis (1912-1945)*, Paris, A. Colin, 1960, in-8°, 495 p.

Ouvrage suivi d'une abondante et précieuse bibliographie critique.

*Shirer (William). — *The Rise and fall of the Third Reich : a history of Nazi Germany*, N. Y., Simon & Schuster, 1960, in-8°, 1 245 p., fig.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Clément (Alain). — Le couronnement d'une odyssée. La publication quadripartie des archives diplomatiques allemandes, *Monde*, 24 déc. 1960, p. 4, col. 1-3.

De la période 1918-1933 et de 1941-1945.

**Chronology 1941-1945*, compiled by Mary H. Williams, Washington, Department of the Army, Office of the Chief of Military History, 1960, in-4°, 660 p.

(U.S. Army in World War II. Special Studies.)

**European Resistance Movements, 1939-1945. First International Conference of the history of the Resistance Movements held at Liège-Bruxelles-Breendonk, 14-17 September 1958*, Oxford-London-New York, Paris, Pergamon Press, 1960, in-8°, XVII-410 p.

** Geschichte des Zweiten Weltkrieges. 2. Teil. Die Kriegsmittel*, Würzburg, A. G. Ploetz, 1960, in-8°, 908 p.

Chronologie commentée de la deuxième guerre mondiale ; l'économie de guerre ; les effectifs.

Gruchmann (Lothar). — Völkerrecht und Moral. Ein Beitrag zur Problematik der amerikanischen Neutralitätspolitik 1939-1941, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1960, pp. 384-419.

Jedlicka (Ludwig). — Militärische Archive und Museen in Österreich, *Wehrw. Rundschau*, déc. 1960, pp. 642-659.

Ney (Virgil). — Bibliography on Guerilla Warfare, *Military Aff.*, automne 1960, pp. 146-150.

La guerilla au cours de la guerre civile espagnole, de la deuxième guerre mondiale, et de la guerre civile chinoise.

**Persecution and Resistance under the Nazis. Second (rev. and enl.) Edition*, London, The Wiener Library, Vallentine, Mitchell, 1960, in-8°, 208 p.

(The Wiener Library. Catalogue Series, n° 1.) Bibliographie.

Roegele (Dr Otto B.). — Où en est, en Allemagne, la révision de l'histoire ?, *Table ronde*, mars 1960, n° 147, pp. 131-145.

*Strothmann (Dietrich). — *Nationalsozialistische Literaturpolitik. Ein Beitrag zur Publizistik im Dritten Reich*, Bonn, H. Bouvier u. Co., 1960, in-8°, 483 p.

(Abhandlungen z. Kunst, Musik und Literatur-wissenschaft. Bd. 13.)

*Telegin (F. N.). — *Izistorii podgotovki nemecko-fasistskoj agressii protiv SSSR* [*Quelques points de l'histoire de l'agression fasciste allemande contre l'U.R.S.S.*], Moskva, « Znanie », 1960, 40 p., schémas.

Critique de l'historiographie contemporaine réactionnaire en Allemagne de l'Ouest.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Baruch (Bernard). — *My own story*, vol. II : *The public years*, N. Y., Holt, Reinhart & Winston, 1960, in-8°, 431 p.

*Beauman (A.-B.), Brig.-Gen. — *Then a soldier*, with a preface by Field-Marshal Viscount Alanbrooke, London, Macmillan, 1960.

Comporte, en particulier, une relation détaillée de la retraite et de l'évacuation du Corps expéditionnaire britannique en France, en mai-juin 1940.

(1) Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de M. F. Debyser. Les notices d'ouvrages en langue japonaise sont dues à la collaboration de M. Akamatsu.

Blaizot (R.). — Les mémoires du maréchal Juin, *Fr. Amér. Magazine*, 3e trim. 1960, pp. 96-98.

Boehm, Generaladmiral. — Grossadmiral Reader, *Nation Europa*, déc. 1960, pp. 27-29.

*Bourniquel (Camille). — *L'été des solitudes*, Paris, Éd. du Seuil, 1960.

Sur l'été 1940. Souvenirs d'un aviateur.

*Bret (Paul-Louis). — *Au feu des événements. Mémoires d'un journaliste (Londres-Alger, 1929-1944)*, Paris, Plon, 1960, in-8°, 443 p.

L'auteur était chef du Bureau de l'Agence Havas à Londres.

*Cecelasvili (Otar). — *Na stal'nykh kryl'jakh* [*Sur des ailes d'acier*], Tbilisi, « Nakaduli », 1960, 265 p., ill., portr.

Souvenirs d'un aviateur, héros de l'Union soviétique. En géorgien.

De Capraris (Vittorio). — La Congiura contro Hitler, *Mondo*, 12 déc. 1960, p. 8.

Critique du livre de Gehrad Ritter traduit en italien sous le titre *I congiuratori del 20 luglio*.

*Desgranges, abbé. — *Journal d'un prêtre député (1936-1940)*, Paris, Plon, 1960, in-8°, 398 p.

*Donovan (John). — *Eichmann, man of slaughter*, N. Y., Avon Book-the Hearst-corporation, 1960.

*Fraenkel (Friedrich). — *Goebbels, sa vie et sa mort*, trad. J. et S. Ouvaroff, Paris, Robert Laffont, 1960.

*François-Poncet (André). — *Au Palais Farnèse. Souvenirs d'une ambassade à Rome 1938-1940*, Paris, Fayard, 1961, in-16, 187 p.

*Georges-Roux. — *Mussolini*, Paris, Fayard, 1960, in-8°, 502 p. (Les grandes études contemporaines).

*Goebbels (Joseph). — *Das Tagebuch von Joseph Goebbels 1925-26 mit weiteren Dokumenten, hrsg. von Helmut Heiber*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1960, in-8°.

(Schriftenreihe d. Vierteljahrshefte f. Zeitgeschichte H. I.)

*Görlitz (Walter). — *Adolf Hitler*, Göttingen, Musterschmidt Verl., 1960, in-8°, 145 p.

*Görlitz et Quint. — *Adolf Hitler*, Paris, Le Livre contemporain, 1960, in-8°.

Grand Admiral Reader, *Times*, 7 nov. 1960, p. 18.

Notice nécrologique.

Hoffmann (Stanley). — De Gaulle's Memoirs, *World Politics*, oct. 1960, pp. 140-155.

*Hymans (Paul). — *Mémoires*, publiés par Frans Van Kalken et John Bartier, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie Solvay, 1958, 2 vol. in-8°, xviii-1 079 p.

La cinquième partie : « Politique belge de 1928 à 1938 », pp. 581-782 et documents en annexe.

Korte (Hans), gen. — Albert Kesselring, *Legione*, sept. 1960, pp. 7-10.

Article nécrologique du Feldmarschall (texte allemand et ital.).

*Momys-Uly (Baurdzan). — *Za nami Moskva* [*Derrière nous se trouve Moscou*], Moskva, « Mosk. rabocij », 1960, 191 p., ill.

Témoignage de combattant.

*Moorehead (Alan). — *Churchill*, London, Thames & Hudson, 1960, 143 p., fig.

*Mourin (Maxime). — *Ciano contre Mussolini*, Paris, Hachette, 1960, in-8°, 192 p.

*Mussolini (Benito). — *Opera omnia*, vol. XXX : *Dall'intervento dell'Italia nella Seconda guerra mondiale al discorso al direttorio nazionale del P.N.F. del 3 gennaio 1942 (11 giugno 1940-3 gennaio 1942)*, A cura di Eduardo e Duilio Susmel, Firenze, La Fenice, 1960, in-8°, xxvii-314 p.

Nolte (Ernst). — Marx und Nietzsche im Sozialismus des jungen Mussolini, *Historische Z.*, oct. 1960, pp. 249-336.

Paternostro (Sandro). — Come Bormann fuggì da Berlino occupata dai Russi, *Tempo* (Milano), 22 oct. 1960, pp. 60-64, phot.

D'après un témoignage « inédit » d'Erich Kemper, chauffeur d'Hitler qui aurait assisté à la mort de Bormann à Berlin.

*Peis (Günter). — *The Man who started the war*, L., Odhams Press, 1960, in-8°, 223 p.

Akfred Naujocke, du Sicherheitsdienst, responsable de l'attentat provoqué de Gleiwitz en 1939 (frontière polono-allemande).

*Pickersgill (J. W.). — *The Mackenzie King record*, vol. I : *1939-1944*, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1960, in-8°, 723 p.

*Pineau (Christian). — *La simple vérité*, Paris, Julliard, 1960, in-8°, 836 p.

Organisateur et chef du réseau Phalanx, fondateur de Libération-Nord, prisonnier au fort Montluc puis déporté à Buchenwald.

*Raczynski (Edward). — *W sojuszniczym Londynie. Dziennik ambasadora... 1939-1945*, *nakładem Polish Research Centre*

[*En allié, à Londres. Journal de l'ambassadeur... 1939-1945*], London, « Orbis », (1960), in-8°, 451 p., pl. h.-t., portr. front.

Ambassadeur depuis 1934, puis directeur du service des Affaires étrangères, l'auteur, ami de Sikorski, publie maints documents anglais et polonais sur la conduite de la guerre, le soulèvement de Varsovie, la question des frontières polonaises.

*Scapini (Georges). — *Mission sans gloire*, Paris, Morgan, 1960, in-8°, 376 p.

Extr. dans *Figaro*, 28 nov. 1960 : « L'évasion du gén. Giraud ».

*Simmons (Kenneth W.). — *Kriegie*, New York, T. Nelson, 1960, in-8°, 256 p.

Histoire d'un aviateur américain et de sa capture par les Allemands.

Sir Andrew Russell : distinguished New Zealand General, *Times*, 30 nov. 1960, p. 16.

Court article nécrologique.

Susmel (Duilio). — La Vita sbagliata di Galeazzo Ciano III-XV, *Tempo* (Milano), du 15 oct. 1960 au 7 janv. 1961, phot. (suite et fin).

*Turner (John Frayer). — *V.C. s of the air*, London, Harrap, 1960, 187 p.

Biographies de quelques aviateurs anglais héros de la guerre.

*Vomécourt (Philippe de). — *Who lived to see the day*, London, Hutchinson, 1960.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*Ashida (Hitoshi). — *Dai-ni-ji-sekai-tai-sen zenshi* [*Histoire de la période précédant la deuxième guerre mondiale*], Jijitsushin-sha, 1960, 463 p.

Par un ancien diplomate de carrière, qui se retira du ministère des Affaires étrangères en 1932 ; par la suite, il fut directeur du journal en langue anglaise *The Japan Times* et, après la guerre, ministre des Affaires étrangères de 1947 à 1948, et président du Conseil en 1948.

*Cole (G. D. H.). — *A history of socialist thought*, vol. V : *Socialism and Fascism, 1931-1939*, London, Macmillan, 1960, in-8°, XVI-351 p.

Franzel (Emil). — Die sudetendeutsche Politik 1918-1938, *Donauraum*, n° 4, 1960 (oct.-déc. 1960), pp. 213-228.

Bibliographie.

J. L. G. — Poland as the test : Count Raczynski's diary in 1939, *Tablet*, 19 et 26 nov. 1960, pp. 1065-66, 1089-90.

Les rapports entre la Grande-Bretagne et la Pologne à la veille de la deuxième guerre mondiale.

*Mielcke (Karl). — *Deutschland und Russland 1918-1941*, Bad Gandersheim, Druck bei C.F. Hertel, 1960, in-8°, 48 p. (Schriftenreihe d. Niedersächsischen Landeszentrale f. Polit. Bildung Zeitgeschichte. (H. 11.)

Weinberg (G.). — Secret Hitler-Benes negotiations in 1936-37, *Jour. Cent. Eur. Aff.*, vol. XIX, n° 4, janv. 1960, pp. 366-374.

Z działalnosci Jozefa Lipskiego w r. 1934, opracował Josef Chudek [Un aspect de l'activité de J. Lipski en 1934. Document édité par J. Chudek], *Spr. Miedzynar.*, n° 6, juin 1950, pp. 58-60.

Lettre de l'ambassadeur de Pologne à Berlin adressée à Roman Debinski, directeur du Cabinet du ministre des Affaires étrangères, en vue d'un voyage de Gœring en Pologne.

Zdziechowski (Georges). — Réminiscences (1935-1939), *Cahiers Pol.-Allemagne* (Paris), n° 4, oct.-déc. 1960, pp. 34-43.

Rappels des origines de la guerre. Explications des variations de la politique polonaise.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Belot (R. de), Reussner (A.). — *La puissance navale dans l'histoire*, t. III : *De 1914 à 1959*, Paris, Édit. maritimes et d'outre-mer, 1960, in-8°, 410 p.

*Otaka (Shôjirô). — *Dai-ni-ji-taisen sekinin ron* [*Débats sur les responsabilités de la deuxième grande guerre*], Jijitsdûshinsha, 1959, 358 p.

*Poltorak (A. I.). — *Ot Mjunkhena do Njurnberga...* [*De Munich à Nuremberg...*], Moskva, Izd-vo IMO, 1960, in-8°, 232 p.

**Poraženie germanskogo imperializma vo 2-oj mirovoj vojne. Stat'i i dokumenty. Pod red. N. G. Pavlenko* [*Défaite de l'impérialisme allemand pendant la deuxième guerre mondiale. Articles et documents. Sous la réd. N. G. Pavlenko*], Moskva, Voenizdat, 1960, in-8°, 291 p., ill.

*Schwarz (Rudolf). — *So gewannen sie den Krieg und verloren den Frieden*, Frankfurt-a.-M., Verl. Frankfurter Bücher (1960), in-8°, 384 p., ill. h.-t., c.

Épisodes caractéristiques de la deuxième guerre mondiale.

*Snyder (Louis L.). — *The War : a concise history, 1939-1945*, New York, J. Messner, 1960, in-8°, 579 p., fig.

The Stars and stripes history of World War II, Ed. by Robert Meyer, New York, D. McKay, 1960, in-8°, 504 p.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Dzelepy (E. N.). — Un crime inutile. Les raisons politiques du lancement de la bombe américaine sur Hiroshima, *Année polit. et écon.*, oct. 1960, pp. 356-367.

Responsabilité du président Truman et de ses conseillers.

*Hubatsch (Walther). — « *Weserübung* ». *Die deutsche Besetzung von Dänemark und Norwegen 1940... 2. erw. Aufl.*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1960, in-8°, xx-586 p.

Comment fut préparée l'opération.

*Ito (Masanori). — *Teikoku-rikugun no saigo. — Kessen-hen* [*La fin de l'armée impériale. — La bataille décisive*], Bungeishunjû-sha, 1960, 440 p.

*Kamichi (Kazuchika). — *Okinawasenshi* [*Histoire de la bataille d'Okinawa*], Jijitsûshin-sha, 1959.

*Knebel (Fletcher) et Bailey (Charles W.). — *No high ground*, New York, Harper, London, Weidenfeld & Nicolson, 1960, 272 p., fig.

La décision de Truman de lancer la bombe atomique.

Leonidov (A.). — Sud'ba kotoraja gotovilas Anglii [Le destin qui attendait la Grande-Bretagne], *Mozd. zizn*, nos 4 et 6, mai et juin 1960, pp. 90-96.

Le plan Seelöwe de débarquement en Angleterre.

Liddell Hart (B. H.), capt. — The Ratio of troops to space, *J. of the Royal United Serv. Inst.*, mai 1960, pp. 301-312.

A la lumière de la première et de la deuxième guerre mondiale.

Montfort (M.-H.). — L'idée préconçue et son influence sur la conduite des opérations, *R. mil. suisse*, oct. 1960, pp. 488-502.

Avec application au plan Dyle et aux opérations allemandes en 1940.

Morton (Louis). — Historia mentem armet. Lessons of the Past, *World politics*, janv. 1960, pp. 154-164.

Considérations sur la conduite politico-militaire de la guerre du Pacifique.

*Reinhardt (George C.) et Kintner (William R.). — *The Haphazard years ; how America has gone to war*, N. Y., Doubleday, 1960, in-8°, 242 p.

PP. 118 à 233 : l'insuffisance de la préparation à la guerre aux U.S.A.

*Sato (Kenryô). — *Tôjô-taishô to Taiheizô-sensô* [*Le général Tôjô et la guerre du Pacifique*], Bungeishunjû-sha, 1960, 280 p.

Par le directeur du Département des Affaires militaires du ministère de la Guerre du Cabinet Tôjô, d'avril 1942 à décembre 1944.

*Schramm (Percy Ernst). — *Deutschland-Russland 1941-1945*, Leer (Ostfriesland), G. Rautenberg, 1960, in-8°, 44 p.

(Schriftenreihe d. Niedersächsischen Landeszentrale f. Polit. Bildung. Zeitgeschichte. H. 10.) La guerre germano-russe, ses perspectives ; les chances de succès qu'elle comportait pour l'Allemagne.

*Thompson (R. W.). — *The Price of victory*, London, Constable, 1960, in-8°, 281 p.

Critique anglaise de la conduite politico-stratégique de la guerre par les U.S.A.

Yokoi (war adm. Toshiyuki). — Thoughts on Japan's naval defeat, *U.S. Naval Inst. proceedings*, oct. 1960, phot., pp. 68-75.

L'auteur fut chef d'E.M. de la 5e flotte aérienne pendant la campagne d'Okinawa : la stratégie navale japonaise « datait de la guerre russo-japonaise ».

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Baumbach (Werner). — *The Life and death of the Luftwaffe*, transl. from the German by Frederick Holt, New York, Coward-McCann, 1960, 224 p., fig.

Conradis (Heinz). — Die deutsche Luftwaffe im zweiten Weltkrieg, *Luftwaffen R.*, déc. 1960, pp. 260-263.

Causes de l'infériorité de l'aviation allemande.

**Engineers of the South West Pacific, 1941-1945 series*. Vol. IV : *Amphibian engineer operations*, Washington, Office of the Chief of engineers, Department of the Army, 1960, in-4°.

*Green (William). — *Famous bombers of the Second World War. Second series*, London, Mac Donald, 1960, in-8°, 136 p., pl. h.-t.

*Hampshire (A. Cecil). — *The Phantom fleet*, London, W. Kimber, 1960, in-8°, 208 p.

Les bateaux-pièges dans la deuxième guerre mondiale.

Labayle-Couhat (J.). — Cinquante ans d'histoire de l'aviation embarquée à travers le monde, *R. mar.*, oct. 1960, pp. 1121-1203, ill.

La guerre 1939-1945, pp. 1155-1175.

LIOY (Vincenzo). — Leggendo « Storia della guerra nel Mediterraneo » (1940-1945) dell'Ammiraglio Romeo Bernotti, *Riv. aeronautica*, déc. 1960, pp. 1903-1924.

Sur l'action de l'armée de l'air italienne en Méditerranée.

*MORRISON (Wilbur H.). — *Hellbirds : the story of B-29's in Combat*, New York, Duell, Sloan & Pierce, 1960, in-8°, 181 p.

*SUCHENWIRTH (Richard). — *Historical turning points in the German Air Force War effort*, Maxwell Air Force Base (Alabama), U.S.A.F. Historical division, Research studies Institute, Air University, 1959, in-8°, XIII-143 p.

*UMANSKIJ (R. G.). — *Na boevykh rubezakh* [*Sur les lignes de front*], Moskva, Voenizdat, 1960, 287 p., ill.

Le génie de l'Armée Rouge pendant la guerre.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*ASH (Bernard). — *Some one had blundered*, London, M. Joseph, 1960, in-8°, 267 p., pl.

La perte du *Prince of Wales* et du *Repulse*.

*CARIUS (Otto). — *Tiger im Schlamm*, Neckargemünd, K. Vowinkel, 1960, in-8°, 234 p., c., ill.

(Landser am Feind.) Journal de marche de la 2e compagnie de tanks lourds 502, dans la région septentrionale de l'U.R.S.S.

*CECEL'NICKIJ (G. A.). — *Moskovskij gvardejskij šturmovoj. Boevoj put' 6-go Mosk. gvardejskogo šturmovogo ordena Lenina i ordena Suvorova II stepeni Krasnoznam, aviac. polka v Velikoj Otečestvennoj vojne* [*L'aviation d'assaut de la Garde de Moscou. Journal de marche du 6e régiment d'aviation d'assaut de la Garde de Moscou pendant la grande guerre patriotique*], Moskva, Voenizdat, 1960, 215 p., ill.

DRAGUNSKIJ (D. A.). — Serdce Kukuzova [Le cœur de Koutouzov], *Svet na Bajkalom*, n° 3, 1960, pp. 3-35.

Opérations militaires d'une brigade de l'armée blindée de la garde, sous le commandement du général Rybalko 1944-1945.

HILLGRUBER (Andreas). — Der Einbau der verbündeten Armeen in die deutsche Ostfront 1941-1944, *Wehrw. Rundschau*, déc. 1960, pp. 659-682.

Sur les légions de volontaires contre le bolchevisme.

*KRASNOPOL'SKIJ (N. V.). — *Ovejannaja slavoj. Iz istorii 27-j Omskoj dvažd Krasnoznam. divizii, 1918-1941. Zapiski bojca* [*Couverte de gloire. Histoire de la 27e division d'Omsk..., 1918-1941. Notes d'un combattant*], Minsk, gosizdat. BSSR, ped. soc. ekonom. lit., 1960, 165 p., ill.

LENGYEL (Bela von), gen. A. D. — Die ungarischen Truppen im Russland Feldzug 1941, *Allg. schw. mil. Zt.*, oct. 1960, pp. 866-881, cartes.

Ordre de bataille. Opérations jusqu'au 28 oct.-15 nov. 1941 sur le Donetz.

MONTFORT (M.-H.). — Les combats de la 16e D.I. sous Amiens, juin 1940, *R. mil. suisse*, nov.-déc. 1960, pp. 522-531, 572-587, ill.

Opérations des 5 et 6 juin 1940 (Amiens, Dury-Essertaux), 10e C.A.

*PARKIN (Ray). — *Out of the smoke*, London, Hogarth, 1960.

Récit d'un survivant du croiseur australien *Perth* coulé dans le détroit de la Sonde, après la bataille de la mer de Java.

*SELIVANOV (Fedor). — *Gvardejcy* [*Les combattants de la garde*], Moskva, gospolitzdat, 1960, 192 p., ill.

Aperçu des exploits de la 6e armée de la garde.

*SEREDA (Igor'). — *Gruppa « Mec »* [*Le groupe Le Glaive »*], Kisinev « Kartja moldovenjaske », 1960, 182 p., ill.

Les opérations d'une unité de chasse de l'armée de l'air soviétique.

STRUNZ (Bruno). — Das I. Bat. Gren. Rgt. 754/334 I.D. in Tunesien, *D. Oase*, nov. 1960, pp. 6-8.

*VASIL'EV (S. I.), DIKAN' (A. P.). — *Gvardejcy pjatnadcatoj. Boevoj put' pjatnadcatoj gvardejskoj strelkovoj divizii* [*Officiers et soldats de la garde du 15e. Les combats de la 15e division d'infanterie de la garde*], Moskva, Voen. łzdat., 1960, 160 p., ill.

WRZOZEK (Mieczyt'aw). — Akta Pierwszej Warszawskiej Dywizji Piechoty im Tadeusza Kosciuszki z lat 1943-1945 [Les archives de la 1re division varsovienne d'infanterie « Tadeusz Kozciuszko » pour 1943-1945], *Archeion*, t. XXXIII, 1960, pp. 63-80.

OPÉRATIONS

ALFACANIS. — Le Azioni navali dal 1° Aprile 1941 all'8 settembre 1943, *Riv. marittima*, oct. 1960, pp. 2-12, phot.

L'opération Haldberd et la 2e bataille de la Sirte.

XX. — La bataille pour Nice en 1940, *Cah. Inform. Troupes de Montagne*, n° 50, 1960.

BIEGANSKI (Stanisław), col. — Przebieg operacyjny Bitwy o Monte Cassino [Le déroulement des opérations au mont

Cassin], *Bellona* (Londres), n° 2, avr.-juin 1960, pp. 138-155, carte h.-t.

*Bobrenok (Sergej). — *U sten Brestskoj kreposti. Zapiski učastnika oborony* [*Près des murs de la forteresse de Brest. Notes d'un combattant du siège*], Minsk, gosisdat, BSSR, ped. khudoz. lit., 1960, 151 p., ill.

*Brookes (Ewart). — *The Gates of Hell*, London, Jarrolds, 1960, in-8°, 144 p.
Les convois vers la Russie.

Buchner (Alex). — Krisentage im Hochgebirge. Die Kampfgruppe v. Stettner in den Rückzug skämpfen im Hochkaukasus 1942, *Wehrkunde*, oct. 1960, pp. 505-511, c.

Buchner (Alex). — Rommels Gespensterdivision bricht durch, *D. Dte Soldat*, nov. 1960, pp. 332-336, c.
Percée de la ligne Maginot le 16 mai 1940.

Burdick (Charles). — L'axe Berlin-Rome et la campagne italo-grecque (1940-1941), *R. histor. armée*, 1960, n° 3, pp. 71-84, carte, ill. bibliogr.

*Carell (Paul). — *Der deutsche Bericht über die Invasion und die 80-tägige Schlacht um Frankreich*, Oldenburg, G. Stalling, 1960, in-8°, 295 p.

*Crisp (Robert). — *The Gods were neutral*, London, Muller, 1960, in-8°, 220 p., ill., cartes.
La campagne de Grèce en 1941.

*Crowl (Philip A.). — *Campaign in the Marianas*, Washington, Office of the Chief of Military History, Department of the Army, 1960, in-4°, 505 p., ill.
(U.S. Army in World War II. The War in the Pacific, 9.)

*Cujkov (V.). — *Vystojav, my pobedili* [*Parce que nous avons tenu bon, nous avons vaincu*], Moskva, « Sov. Rossija », 1960, 127 p., ill.
Les combats de Stalingrad vus par un officier supérieur.

*Dieckert-Grossmann. — *Kampf um Ostpreussen*, München, Gräfe u. Unzer, 1960, in-8°, 232 p.

Ehrhardt (Traugott). — Küstenverteidigung. Ein Beispiel aus den Kriegsjahren 1943-1945, *Wehrkunde*, déc. 1960, pp. 631-636.

*Fadeev (A. V.). — *Podvig Odessy, 1941* [*L'exploit d'Odessa en 1941*], Moskva, gospolitizdat., 1960, 79 p., ill.

Glabisz (K.), gen. bryg. — Szanse Bitwy nad Bzura [Les chances de la bataille de la Bzura], *Bellona* (Londres), n° 4, oct.-déc. 1959, pp. 326-338, cartes jointes.
Critique des dernières études, dont celles du gén. Kutrzeba et du gén. Kirckmayer.

Golaz (A.). — La conquête de la Crète par les Allemands, mai 1941, *R. hist. de l'Armée*, 1960, n° 2, pp. 83-96, cartes, ill., bibliogr.

Golaz (A.). — La manœuvre allemande sur Chambéry et Grenoble, juin 1940, *Cah. Inf. troupes de montagne*, 1960, n° 51, pp. 11-24, carte.

*Jasinski (Antoni). — *Przełamie Wału Pomorskiego. Marsz-manewr I Armii WP od Warszawy do Bydgoszczy i udział w przełamaniu Wału Pomorskiego. 19-01/7-03-1945* [*La rupture du « Rempart poméranien ». Marche et manœuvre de la Ire armée de Libération polonaise de Varsovie à Bydgoszcz, sa participation à la percée : 19 janvier-7 mars 1945*], Warszawa, Biuro Historyczne Wojska Polskiego, 1958, in-8°, 512 p., errata, cartes h.-t., couv. ill.
37 ordres de batailles. Bibliographie d'ouvrages, pp. 492-502 ; d'archives, pp. 505-510.

*Jauneaud (Jean-Henri), général. — *Qui a ouvert la porte de Sedan ?*, Paris, Éditions du Scorpion, 1960, in-8°, 256 p.

*Joslen (H. F.). — *Orders of battle*, London, H.M.S.O., 1960, 2 vol., 628 p.
Troupes du Royaume-Uni et de ses colonies ; bref supplément pour les troupes du Commonwealth.

*Korovnikov (I. T.). — *Novgorodsko-Lužskaja operacija. Nastuplenie vojsk 59-j armii* [*L'opération de Luga-Novgorod. Attaque de la 59e armée, janv.-févr. 1944*], Moskva, Voenisdat., 1960, 178 p., ill., cartes, schémas.

Kreipe (Werner), gén. de la Luftwaffe. — La bataille d'Angleterre, *Forces aér. franç.*, déc. 1960, pp. 759-782.
Extrait de *The fatal Decisions*.

*Kuminov (Ja. I.). — *Razgrom Kvantunskoj apmii Japonii v 1945 godu* [*La débâcle de l'armée japonaise de Kwantung en 1945*], Blagovescensk, Amurskoe kn. isd., 1960, 36 p., schémas.

Lacoste (Raymond). — La légende d'El Alamein. La réputation du maréchal Montgomery a-t-elle été usurpée ?, *Écrits de Paris*, oct. 1960, pp. 5-15.
D'après le livre de Correlli Barnett, *Les généraux du désert*.

Lengyel (Bela von). — Die ungarischen Truppen im Russland Feldzug 1941, *Allg. schw. mil. St.*, nov. 1960, pp. 946-960, carte.
Combats depuis le début d'août 1941 (Golowaniewisk) jusqu'à fin sept. (rive ouest du Dniepr).

*Levčenko (V. S.). — *Srazenie v Karpatakh* [*Combat dans les Carpathes*], Moskva, Voenisdat., 1960, 150 p., ill., schémas.

Attaque de la Ire armée de la Garde, sept.-nov. 1944.

*Mackee (Alexander). — *Strike from the sky ; the story of the battle of Britain*, London, Souvenir Press, 1960, in-8°, 288 p., pl., cartes.

**La Marina italiana nelle seconda guerra mondiale*, vol. II : *La Guerra nel Mediterraneo. Le azioni navali*, tomo II : *Dal 1° Aprile 1940 all'8 Settembre 1943*. A cura di R. G. Fioravanzo, Roma, ist. storico di marina militare, 1960, in-8°, xvi-596 p., pl. h.-t. et cartes.

Merglen (lieut.-col. A.). — L'attaque allemande de Corinthe (avr. 1941), *R. Hist. de l'Armée*, 1960, n° 2, pp. 76-82.

Merglen (Albert). — 10 mai 1940 : la surprise aéroportée sur le canal Albert, *R. hist. armée*, 1960, n° 3, pp. 63-69, ill.

L'occupation par les Allemands des trois ponts du canal et du fort d'Eben-Emael.

*Mikhajlovskij (Nikolaj). — *S toboj Beltika* [*Avec toi, Baltique !*], Moskva, Voenisdat., 1960, 384 p., ill., schémas.

Opérations navales soviétiques en Baltique.

*Morison (Samuel Eliot). — *Victory in the Pacific, 1945*, New York, Little-Brown, 1960, in-8°, 407 p., pl.

(History of U.S. Naval Operations in the World War II, vol. 14.)

Piatkowski (H.), col. — Uwagi o udziale I Armii W.P. w przełamaniu Wału Pomorskiego [Remarques sur la part prise par la Ire armée polonaise dans la percée du mur poméranien], *Bellona*, 1959, nos 1 et 2, pp. 27-41 et 156-176, cartes jointes.

Piolet (Jean-Ludy). — Villacidro. Où, comment naquit et fut engagée, au printemps 1944, la 31e escadre de bombardiers moyens, *Forces aér. franç.*, déc. 1960, pp. 782-804, ill.

En Afrique du Nord.

*Pope (Dudley). — *La bataille de la mer de Barentz*, Paris, Éditions France-Empire, 1960, in-8°, 304 p.

Prickett (William F.), col. — The Naval battalion on Bataan, *U.S. nav. Inst. Proceed.*, nov. 1960, pp. 72-81, cartes.

*Proektor (D. M.). — *Čerez Duklinskij pereval* [*Par le col de Dukla*], Moskva, Voenizdat, 1960, 215 p., ill.

Opération de la Dukla dans les Karpathes en 1944.

**Retreat from Burma, 1941-1942*, Calcutta, Orient Longmans, 1959, in-4°, xxxiv-500 p., cartes.

(Official history of the Indian Armed Forces in the Second World War, 1939-1945. Campaigns in the Eastern theatre.)

*Romanus (Charles F.), Sunderland (Riley). — *Time runs in CBI*, Washington US, Government Printing Office (1960), in-8°, 428 p., pl. et cartes.

(United States Army in World War II : China-Burma-India, 3.)

*Roskill (S. W.), capt. — *The War at sea*, vol. III : *The offensive*, Part I : *June 1943 to May 1944*, London, H.M.S.O., 1960.

(History of the Second World War. U.S. military histories. Campaigns.)

*Roskill (S. W.), capt. — *The Navy at war 1939-1945*, London, Collins, 1960, in-8°, 480 p., pl. et cartes.

Édit. abrégée de l'ouvrage précédent en 4 vol.

*Rotmistrov (P. A.). — *Tankovoe sraženie pod Prokhorovkoj* [*Combat de tanks à Proforovka*], Moskva, Voenisdat., 1960, 107 p., ill.

*Senger und Etterlin (Frido von). — *Krieg in Europa*, Köln, Berlin, Kiepenheuer u. Witsch (1960), in-8°, 459 p., c.

Les opérations militaires en Europe pendant la deuxième guerre mondiale, par le spécialiste des chars.

*Shankland (Peter) and Hunter (Anthony). — *Malta convoy, 1942*, London, Collins, 1960, in-8°, 256 p.

*Solov'ev (V. K.). — *Pod Naro-Fominskom, 1941* [*Sous Naro-Fominski, 1941*], Moskva, Voen. Izdat., 1960, 192 p., portr.

Dans la région de Vladimir.

**Ufficio storico della Marina militare. Storia delle campagne oceaniche della Marina militare*, vol. IV, Roma, Ist. storico d. marina militare, 1960, in-8°, xvi-596p.

*Utenkov (F.). — *Bitva pod Kurskom i e voenno-političeskoe znacenie* [*La bataille de Koursk et sa signification militaire et politique*], Moskva, 1960, 39 p.

(O-vo po rasprostraneniju polit. i nauč. znanij RSFSR.)

*Van Loo (Frank). — *Im Westen geht die Sonne unter*, Rosenhein, Meister Verl., 1960, in-8°, 202 p.

L'offensive des Ardennes, 1944.

*Vitale (Massimo Adolfo). — *L'Italia in Africa. Serie storico militare*, vol. I : *L'opera dell'Esercito (1885-1943)*, tomo I : *Ordinamento e reclutamento*, Roma, Ist. polit. dello Stato, 1960, in-8°, xxv-268 p., ill., pl.

(Min. delle Affari Esteri. Com. per la

documentazione del'opera dell'Italia in Affrica.)

*Vodolagin (M.). — *U sten Stalingrada, 1942-43 gg* [*Sous les murs de Stalingrad, 1942-43*], Moskva, Gospolitizdat, 1960, 127 p., ill.
(Goroda-geroj.)

Wanty (Émile). — La libération de l'Escaut (automne 1944), *R. gén. belge*, nov. 1960, pp. 71-93, cartes.
La Ire armée canadienne dans les opérations sur l'Escaut inférieur et l'occupation des îles de Walcheren, Noord et Zuid-Beverland, 13 sept.-8 nov. 1944.

**Westerplatte. Wspomnienia, relacje, dokumenty. Opracował i wstępem zaopatrzył Zbigniew Flisowski* [*La Westerplatte. Souvenirs, récits, documents choisis et édités, avec une préface par Z. Flisowski*], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959, in-8°, xxxix-299 p., ill., fac-sim., carte h.-t.
(Wojskowy Instytut Historyczny.) Contient les documents, ordres de bataille polonais et allemands de septembre 1939. Bibliogr., pp. 289-292.

Wislocki (Włodzimierz). — Dwie decyzje [Deux décisions], *Bellona*, Londres, n° 4, oct.-déc. 1959, pp. 339-352.
Les combats de Zamosc et de Krasnystaw, les 18 et 18 septembre 1939.

Wolff (Friedhelm). — Ich war im Kessel von Tscherkassy, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, févr. 1960, pp. 16-18.

*Woollcombe (Robert). — *The Campaigns of Wavell, 1939-1943*, Foreword by Field-Marshal Viscount Alanbrooke of Brookeborough, London, Cassell, 1959, in-8°, x-228 p., ill., cartes.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

**Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse, les années de guerre*, tome IX, livre I : *18 mars-10 mai 1940*, doc. traduits de l'allemand par Jean R. Weilhand, Paris, Plon, 1960, in-8°.

Barnes (Harry Elmer). — Sunrise at Campobello : sundown at Yalta, *Politico*, sept. 1960, pp. 555-580.
[Aurora a Campobello ; Tramonto a Yalta.] Violente critique de la politique extérieure de Roosevelt pendant la guerre d'après l'ouvrage de G. N. Crockes, *Roosevelt's road to Russia*, 1959.

[Baudoin (Paul)]. — Réponse à l'article du col. Goutard intitulé : « Hitler et l'armistice »], *Rev. de Paris*, nov. 1960, p. 198 ; et réponse du col. Goutard à la lettre de M. Paul Boudoin, *ibid.*, déc. 1960, p. 182.

*Grassmann (Gerhard Otto). — *Die deutsche Besatzungsgesetzgebung während des 2. Weltkrieges*, Tübingen, Inst. f. Besatzungsfragen, 1958, in-4°, 131 p.
(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen in Tübingen zu den deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg. Nr. 14.)

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Alexandrov (Victor). — *Six millions de morts. La vie d'Adolf Eichman*, Paris, Plon, 1960, in-8°, 218 p., couv. ill.

Castelli (F.), S.I. — Galleria dell'Orrore (Rassegna), *Civiltà cattol.*, 1er oct. 1960, pp. 41-51.
Sur divers ouvrages (en grande partie allemands) relatant les horreurs de la guerre, des camps de concentration, etc.

**Le dossier Eichmann. Introduction de Joseph Billig*, Paris, Buchet-Chastel, 1960, in-16, 256 p.
Eichmann tells his own damning story, *Life*, 21 et 28 nov. 1960, phot.
Extraits de conversations recueillies par un journaliste germano-hollandais, Wilhelm Stassen, vivant à Buenos Aires.

**Fall 12. Das Urteil gegen das Oberkommando der Wehrmacht gefällt am 28. Oktober 1948 in Nürnberg vom Militärgerichtshof V der Vereinigten Staaten von Amerika*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 296 p., fac-sim. h.-t.

Friedrich (W.). — « Nürnberg » und die Kollektivscham, *D. Quell*, 9 déc. 1960, pp. 1064-1076.
Le procès de Nuremberg vu par les publicistes néo-nazis et révisionnistes.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Berthold (Will). — *Division Brandenbourg*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°.
(Amiral Canaris.)

*Burgess (Alan). — *Seven men at daybreak*, London, Evans, 1960, in-8°, 231 p.
Histoire du commando de parachutistes tchécoslovaques qui avaient pour mission d'assassiner Heydrich et de monter un réseau d'espionnage et de résistance.

Staniewicz (Restytut W.). — A Polish comment on a book dealing with the German Fifth Column, *Polish Western Aff.*, vol. I, n° 1, 1960, pp. 110-130.
A propos du livre de L. de Jongh sur la 5e colonne et sur l'action de celle-ci en Pologne.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Derry (San). — *The Rome escape line : the story of the British Organization in Rome for assisting escaped Prisoners-of-war 1943-1944*, London, Harrap, 1960, in-8°, 240 p.

Fitzgibbon (Constantine). — Auschwitz : 1. A portrait of hell ; 2. « The final solution », *New Leader*, 6 juin 1960, pp. 12-15.

*Giertych (Jedrzej). — *Europa w niewoli* [*L'Europe en esclavage*], Londyn, Katolicki Osrodek Wydawniczy « Veritas » (1959), in-16, 304 p.

(Biblioteka Polska.) Souvenirs des camps et forteresses de Golditz, Lubeck, du Spitzberg.

*Krasnoperov (V.). — *Podpol' šciki Bukhenval'da* [*Les résistants de Buchenvald*], Moskva, Voenisdat., 1960, in-8°, 96 p., ill.

La lutte anti-fasciste des prisonniers de guerre soviétiques.

*Maschke (Erich). — *Sinn und Aufgabe der Kriegsgefangenendokumentation. Ein Vortrag*, Bad Godesberg, Verband d. Heimkehrer Deutschlands, 1960, in-8°, 16 p.

(Schriftenreihe d. V. d. H., Nr. 27.)

*Nikiforova (Antonina). — *Eto ne dolžno povtorit'zja* [*Cela ne doit plus se répéter*], Moskva, Isd. lit. na inostr. jaz., 1960, 165 p., ill.

Notes sur Ravensbruk. Préf. de M.-C. Vaillant-Couturier.

**So ging es zu Ende... Neuengamme. Dokumente und Berichte*, Hrsg. v. d. Lagergemeinschaft Neuengamme, Hamburg, Kristeller, 1960, in-8°, 102 p.

La libération du camp de Neuengamme.

*Weidenreich (Ruth). — *Un medico nel campo di Auschwitz. Testimonianza di una deportata*, Firenze, « La Nuova Italia », 1960, in-16, 48 p.

(Ist. storico della Resistenza in Toscana. « Atti e studi », 2.)

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

*Bracher (Karl Dietrich), Sauer (Wolfgang), Schulz (Gerhard). — *Die nationalsozialistische Machtergreifung. Studien zur Errichtung des totalitären Herrschaftssystems in Deutschland 1933-1934*, Köln, Opladen, Westdeutscher Verl., 1960, in-8°, 1 100 p.

*Broszat (Martin). — *Der Nationalsozialismus. Weltanschauung und Wirklichkeit* (Hannover, Druck bei A. Funke, 1960), in-8°, 46 p.

(Schriftenreihe d. niedersächsischen Landeszentrale f. Polit. Bildung. Zeitgeschichte. 8.)

Busch (Eckart). — Das Reichsverteidigungsgesetz vom 21. Mai 1935, *Wehrw. Rundsch.*, nov. 1960, pp. 613-619.

**Hier spricht Dibelius. Eine Dokumentation*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 135 p.

Écrits et discours de l'évêque de Berlin sous le nazisme.

*Jochmann (Werner). — *Im Kampf um die Macht. Hitlers Rede vor dem Hamburger Nationalklub von 1919* (Frankfurt a. M.) Europäische Verlagsanst (1960), in-8°, 123 p.

Discours de Hitler prononcé le 28 février 1926 devant le « Nationalklub von 1919 ».

*Koval' (V. S.). — *Pravda o zagovore protiv Gitlera, 20 ijulja 1944 g* [*La vérité sur le complot contre Hitler, 20 juillet 1944*], Kiev, Isd-vo Akad. Nauk USSR, 1960, 100 p., ill.

*Kupisch (Karl). — *Quellen zur Geschichte des deutschen Protestantismus 1871-1945*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., 1960, in-8°, 312 p.

*Marsch (Hans). — *Verfolgung und Angst in ihren leib-seelischen Auswirkungen. Dokumente*, Stuttgart, E. Klett, 1960, in-8°, 270 p., ill.

Les Juifs sous le IIIe Reich.

Neef (Helmut). — Der Alliierte Kontrollrat in Deutschland, *Beiträge z. Zeitgeschichte*, Heft 4, 1960, pp. 251-262.

*Riesenburger (Martin). — *Das Licht verlöschte nicht. Dokumente aus der Nacht des Nazismus*, Berlin, Union-Verl., 1960, 87 p.

La Communauté juive à Berlin, sous le IIIe Reich.

*Scheffler (Wolfgang). — *Judenverfolgung im Dritten Reich 1933-1945*, Berlin, Colloquium Verl., 1960, in-8°, 125 p.

BELGIQUE

*Hoyois (Giovanni). — *Mgr Picard. Aux origines de l'action catholique*, Bruxelles, Éditions de l'Action catholique des hommes, s. d. (1960), in-8°, 347 p.

Chapitre sur les rapports de Degrelle avec Mgr Picard, de 1931 à 1934, et les origines du Rexisme.

DANEMARK

*Haestrup (Jorgen). — *Denmark's connection with the Allied Powers during the occupation*, Milano, Secondo congresso internazionale di storia della Resistenza, 26-30 mars 1960, in-4°, 10 p. ronéot.

ÉTATS-UNIS

*Fairchild (Byron) et Grossman (Jonathan). — *The Army and industrial manpower*, Washington, Department of the Army, Office of the Chief of Military History, 1960, in-4°, 291 p.

(U.S. Army in World War II, The War Department.)

*Garfinkel (Herbert). — *When negroes march : the March on Washington Movement in the organizational politics for FEPC* [*Fair Employment Practice Committee*], Glencoe, Free Press, 1959, in-8°, 224 p.

Manifestations des Noirs aux États-Unis en 1941 contre la discrimination dans les industries de défense nationale.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Blumenson (Martin). — Politics and the military in the Liberation of Paris, *Yale Rev.*, winter 1961, pp. 271-285.

Le différend militaire franco-américain. Le raid de la Division Leclerc sur Paris, en août 1944.

*Calmette (Arthur). — *L'O.C.M. (Histoire d'un mouvement de résistance)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1960.

(Esprit de la Résistance.)

*Chastenet (Jacques). — *Histoire de la IIIe République*, t. V : *Les années d'illusion*, Paris, Hachette, 1960, in-8°, 352 p., cartes.

Les années 1918-1931.

*Denzel (Rosemarie). — *Die Chemische Industrie Frankreichs unter der deutschen Besetzung im zweiten Weltkrieg*, Tübingen, Institut f. Besatzungsfragen, 1959, in-4°, 168 p.

(Studien d. Instituts f. Besatzungsfragen in Tübingen zu den deutschen Besetzungen im 2. Weltkrieg. Nr. 18.)

Diolé (Philippe). — Ce que l'on a vu dans les eaux de Toulon durant les mois qui suivirent la Libération, *Figaro litt.*, 19 nov. 1961, pp. 1 et 11, phot.

La flotte sabordée, pertes et récupération.

Gerbet (Pierre). — La France de l'entre-deux-guerres, *R. Deux Mondes*, 1er janvier 1961, pp. 136-142.

Sur les ouvrages de MM. Jacques Chastenet et Édouard Bonnefous.

*Granet (Marie). — *Défense de la France (Histoire d'un mouvement de résistance)*, Paris, Presses Univ. de France, 1960.

(Esprit de la Résistance.)

Kokorin (M. A.), Stručkov (A. A.). — O boevoj dejatel'nosti sovietskikh patriotov na territorii Francii v 1943-1944 godakh [Activités militaires des patriotes soviétiques sur le territoire de la France, de 1943 à 1944], *Voprosy istorii*, n° 3, 1960, pp. 88-101.

*Koloskov (I. A.), Cyrul'Nikov (N. G.). — *Narod francii v bor'be protiv fašizma* [*Le peuple de France dans la lutte contre le fascisme*], Moskva, socekgiz, 1960, 406 p., ill.

Aperçu d'histoire du mouvement de Libération en France, de 1939 à 1944.

*Noguères (Henri). — *Le suicide de la flotte française (Toulon, 27 novembre 1942)*, Paris, Robert Laffont, 1961, in-8°.

Extraits dans *Le Figaro*, 3 janv. et suiv.

Nouchi (A.). — Du débarquement au manifeste, *Afrique-Action*, 7 nov. 1960, pp. 6-7.

Le débarquement du 8 nov. 1942 du point de vue de la population nord-africaine. Refus de texte d'un manifeste demandé par Giraud et Darlan aux leaders algériens. Nouveau manifeste de févr. 1943.

Le ralliement des volontaires de Chypre, *R. France libre*, sept.-oct. 1960, pp. 6-9.

Le ralliement aux F.F.L. du 3e bat. du 24e R.I.C., envoyé à Chypre en renfort de la garnison britannique, 11 juill. 1940.

Truc (Louis). — Les morts pour rien, *Crapouillot*, n° 50, oct. 1960, pp. 60-65.

Les procès de la Libération : Maurras, Dentz, Georges Claude, etc.

GRÈCE

*Pyromaglou (Comninos). — *La Résistance grecque et les Alliés*, Milano, Secondo Congresso internaz. di storia della Resistenza, 26-29 mars 1961, in-4°, 11 p.

ITALIE

**I Cattolici triestini nella resistenza*, A cura di Guido Botteri, Udine, Del Bianco, 1960, in-8°, 208 p.

Cavalli (F.), S. I. — Il Vaticano e la guerra 1949-1940, *Civiltà cattol.*, 3 décembre 1960, pp. 511-518.

D'après l'étude de Mgr Alberto Giovannetti et celle de Domenico Tardini, sur Pie XII.

Codignola (Tristano). — La Resistenza nelle scuole, *Ponte*, août-sept. 1960, pp. 1202-1209.

Nécessité d'enseigner l'histoire de la Résistance dans les écoles.

FARRAN (Roy). — *Operation Tombola*, London, Collins, 1960, in-8°, 256 p.

Opération destinée à établir la liaison entre les troupes alliées et les partisans en Italie du Nord, en mars 1945.

*GIOVANNETTI (Alberto). — *Il Vaticano e la Guerra (1939-1940)*, Roma, ed. Libreria Vaticana, 1960.

Efforts de Pie XII pour écarter un conflit international en 1939-1940. Recueil d'articles publiés dans *L'Osservatore Romano*, 26-27 mars et suiv. 1960.

LONDEI (Italo). — La Lotta partigiana nella Val Trebbia attraverso la storia di una brigata, II. *Movimento di liber. in Italia*, juill.-sept. 1960, pp. 44-109.

Art. suivi d'une mise au point de l'avocat Fausto Cossu, ex-commandant de la 1re div. « Piacenza » du C.V.L.

PANSA (Gianpaolo). — Lo Sviluppo primaverile delle formazioni nella zona del Tobbio e il rastrellamento del 6-11 aprile 1960, *Movimento di Liber. in Italia*, juill.-sept. 1960, pp. 6-43.

Les combats de libération dans la province d'Alexandrie.

*ROMANO (Tito). — *Canti della Resistenza italiana (1942-1945)*, Raccolti e annotati da T. Romano e Giorgio Scolza... Trascriz. musicale di Codignola, Milano, « Avanti ! », 1960, in-8°, 306 p., 32 p., fig., 1 disque microsillon avec 5 chansons.

ROSSI (Ernesto). — Il Vaticano e la Guerra. Il Papa che ci voleva, *Mondo*, 25 octobre 1960, pp. 3-4.

Critique du livre de Mgr Giovannetti sur le même sujet.

*SCHUSTER (A. Ildefonso). — *Gli ultimi tempi di un Regime*, Milano, Daveria, 1960, in-8°, 192 p.

La chute de la République sociale italienne en 1945, vue par l'archevêque de Milan.

*TAGLIACOZZO (Enzo). — *Dal Risorgimento alla Resistenza*, Manduria, Lacaita, 1959, in-8°, 194 p.

JAPON

*ITO (Masanori). — *Gumbatsu kôbô-shi* [*Grandeur et décadence des clans militaires*], 3e vol., Bungeishunjû-sha, 1959.

Ce volume traite de la période précédant immédiatement la deuxième guerre mondiale.

*ITO (Masanori). — *Teikoku-rikugun no saigo. Shikô-hen* [*La fin de l'armée impériale. L'offensive*], Bungeishungû-sha, 1959.

*KATO (Shûichi). — *Sensô to chishikijin* [*La guerre et les intellectuels*], Tsukuma-shobô, 1959.

4e volume des *Kindai-Nihon shisô-shi kôza* [*Cours sur l'histoire de la pensée dans le Japon contemporain*], en 8 volumes et 1 supplément.

*MATSUSHITA (Yoşnio). — *Riku-kai-gun sôdô shi* [*Histoire des troubles dans l'armée et la marine*], Kuroshio-shuppan, 1959.

*TAKAISHI (Suekichi). — *Taiheiyô-sensô to gunji-sho-hi* [*La guerre du Pacifique et les frais militaires*], Okurashô-daijin-kambô Chôsa-ka [Bureau des enquêtes du Cabinet du ministre des Finances], 1959, 829 p.

3e volume de documents du *Oboegaki shûsen zaisei-shimatsu* [*Memorandum sur le règlement des finances à la fin de la guerre*].

*Shiso no Kagaku-Kenkyu-Kai [Société d'Études des Sciences de la pensée]. — *Tenkô* [*Le tournant*], 1er vol. : *Heibon-sha*, 1959.

Le passage de la démocratie à un système autoritaire pendant l'entre-deux-guerres.

*TANAKA (Sôgorô). — *Kita Ikki. Nihon-teki fashisuto no shôchô.* [*Kita IKKI. Symbole du fasciste de type japonais*], Mirai-sha, 1959, 470 p.

Kita Ikki fut d'abord socialiste et se mêla au mouvement révolutionnaire de la Chine, en 1911. Pendant la première guerre mondiale, il s'affilia aux groupements de droite et, en 1919, il écrivit le *Nihon kaizô-hôan-taikô* [*Grandes lignes d'un projet de loi de réforme du Japon*]. Il fut le théoricien du national-socialisme japonais le plus écouté par les jeunes officiers de l'armée. Condamné à mort et exécuté, à la suite du coup d'État manqué du 26 févr. 1936.

PAYS-BAS ET INDES NÉERLANDAISES

*SANDERS (P.). — *Het national steunfonds. Bijdrage tot de geschiedenis von de financiering van het verzet, 1941-1945* [*Le fonds national de soutien. Contribution à l'histoire du financement de la Résistance*], 'S-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1960, x-186 p.

(Monografieen, n° 9.)

*SODAI-SHAKEN [Institut d'Études sociales de l'Université de Waseda (Tôkyô)]. — *Indoneshia ni okeru Nihon-gunsei no kenkyû* [*Recherches sur l'administration de l'armée japonaise en Indonésie*], Kiinoku-niya-shoten, 1959.

POLOGNE

Berenstein (Tatiana), Rutkowski (A.). — O ratownictwie Żydów przez Polaków w okresie okupacji hitlerowskiej [Le secours donné aux Juifs par les Polonais au temps de l'occupation hitlérienne], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, n° 35, juill.-sept. 1960, pp. 3-46, résumé angl.

* *« Es gibt keinen jüdischen Wohnbezirk in Warschau mehr. » (Bericht des SS-Generals Stroop an Himmler über die Vernichtung des warschauer Ghettos im Jahre 1943)* (Neuwied, Berlin-Spandau, H. Luchterhand, 1960), in-4°.

Album de fac-sim. et de photos sur la destruction du ghetto de Varsovie.

* *Faschismus — Getto — Massenmord. Dokumentation über Ausrottung und Widerstand der Juden in Polen während des zweiten Weltkrieges*, hrsg. vom Jüdischen Historischen Institut Warschau, ausgew., bearb. u. eingel. von Tatiana Berenstein, Artur Eisenbach, Bernard Mark und Adam Rutkowski, Berlin, Rütten u. Loening (1960), in-8°, 611 p., ill.

Traduit de l'ouvr. polonais.

* *Im Feuer vergangen. Tagebücher aus dem Ghetto. Mit einem Vorw. von Arnold Zweig* [Übertragen von Viktor Mika], 4. Aufl. Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8°, 610 p.

Glabisz (K.), gen. bryg. — Operacyjna strona Warszawskiego Powstania [L'aspect opérationnel du soulèvement de Varsovie], *Bellona* (Londres), n° 3, juill.-sept. 1959, pp. 256-267, cartes jointes.

* *Polska Niepodległa i druga wojna swiatowa 1918-1945...* [*La Pologne indépendante et la deuxième guerre mondiale.* Abrégé de la 6e Partie de la publication *La Pologne et son acquis historique*, édit. sous la direction du Pr Paszkiewicz, par 56 spécialistes appartenant au Monde libre], Londyn « Orbis Polonia », 1960, in-8°, 108 p., graph., cartes, couv. ill.

Wiatr (J.), gen. bryg. — Przyczynki do historii materiałowego przygotowania obrony Polski w latach 1921-1939 [Notes pour l'histoire de la préparation défensive polonaise en matériel durant les années 1921-1939], *Bellona* (Londres), n° 3, juill.-sept. 1959, pp. 235-256.

Winkler (Jerzy). — Getto walczy z niewola gospodarcza [Le Ghetto lutte contre la servitude économique], *Biul. Zyd. Inst. Hist.*, n° 35, juill.-sept. 1960, pp. 55-86, résumé angl.

Rapport d'un membre du Judenrat, écrit en 1942, au ghetto de Varsovie, trouvé en 1946 parmi les ruines.

ROUMANIE

* *Borcy revoljucionnogo podpol'ja Moldavii* [*Les combattants de la Résistance révolutionnaire en Moldavie*], Kisinev, « Kartja moldovenjaske », 1960, 298 p., ill.

Recueil d'articles.

15 ani de la victoria impotriva Germaniei Hitleriste [15 ans depuis la victoire contre l'Allemagne hitlérienne], *Studii* (Bucarest), n° 3, juin 1960, pp. 85-175.

I. Cupsa et B. Balteanu, La contribution de la Roumanie à la guerre antihitlérienne ; C. Urasche, L'aviation roumaine dans la lutte contre le fascisme allemand.

Lungeanu (M.). — Din lupta maselor populare conduse de PCR, pentru sprijinirea razboiului antihitlerist [La lutte des masses populaires dirigées par le P.C.R. pour soutenir la guerre antihitlérienne (23 août 1944-9 mai 1945)], *Ann. Inst. ist. Partid* (Bucarest), n° 4, août 1960, pp. 12-35.

Olteanu (I.). — Despre activitatea unor grupuri de partizani, sovietici si romini, care au luptat peteritoriul Slovaciei in perioada aug 1944-febr. 1945 [Sur l'activité de certains groupes de partisans soviétiques et roumains ayant combattu sur le territoire de la Slovaquie durant la période août 1944-févr. 1945], *An. Inst. Ist. Partid* (Bucarest), août 1960, pp. 136-151.

SUISSE

Masson (R.). — La Suisse face aux deux guerres mondiales ou du général Wille au général Guisan (fin), *R. mil. suisse*, nov. 1960, pp. 509-521.

Ce dernier article est consacré à la guerre 1939-1945.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Boltine (J. A.), Zastavenko (G. A.). — Porážka fasistického Nemecka sovetskými ozbrojenymi silami a osvobozeni Čezkozlovenska [La défaite de l'Allemagne fasciste par les forces armées soviétiques et la libération de la Tchécoslovaquie], *Historie a vojenstvi* (Prague), 1960, n° 3, pp. 284-305.

Traduit du russe.

Nesvadba (Fr.). — Účast polské armády při osvobozování Československa v roce 1945 [Participation de l'armée polonaise à la libération de la Tchécoslovaquie en 1945], *Historie a vojenstvi* (Prague), 1960, n° 3, pp. 343-358.

U.R.S.S.

Artamonov (F.). — Boevoj put' komsomol' cevgvardejcev Ural'skogo dobrol' čevskogo tankovogo korpusa, 1943-1945 gg [Les komsomols, gardes du corps blindé de volontaires de l'Oural, dans la guerre], *Trudy Kafedry istorii KPSS*, n° 6, 1960, pp. 27-35.

Učen. sapiski. Moskov. ped. inst. im. Lenina, t. 139.

Boevoe sodružestvo. Sbornik vospominanij sovetskikh i čekhoslovackikh partizan [*Amitié de combat. Recueil de souvenirs de partisans soviétiques et tchécoslovaques*], Kiev, Gospolitizdat USSR, 1960, 355 p., ill.

Bogdanov (S. I.), Maksinskij (I. A.). — *Eto bylo v Rzeve* [*Ceci se passait à Rzev*], Kalinin, Kn. isd., 1960, 142 p., ill., schémas.

Mouvement des partisans (région de Kalinin), de 1941-1945.

Bridikis (Z. P.). — *Po partizanskim tropam* [*Le long des sentiers des partisans*], Vil'njus, Gospoltnaucisdat., 1960, 266 p., ill.

Souvenirs du commandant d'un détachement de partisans.

Didyk (Praskov'ja). — *V tylu vraga* [*Sur les arrières de l'ennemi*], Kisinev, « Kartja moldovenjaske », 1960, 211 p., ill., portr.

La guerre de partisans, 1941-1945.

Džambulatova (Z. K.). — Syny Čečeno-Ingušetii na frontaky Velikoj Otečestvennoj vojny 1941-1945 godov [Les fils de la république autonome des Tchetchènes-Ingouches sur le front, pendant la grande guerre patriotique, de 1941 à 1945], *Isvestija*, t. 2, n° 1, 1960, pp. 55-80.

Dubrovskij (V. A.). — Učastie Tuvy v Velikoj Otečestvennoj vojne Sobetskogo Sojuza [La participation de Touva pendant les années de la grande guerre patriotique de l'Union soviétique], *Ucen. zapiski*, fasc. 8, 1960, pp. 272-308.

Iz iztorii patriotičeskogo dviženija za sbor sredstv na vo-oruženie Sovetskoj Armii, 1941-1942 gg [Histoire du mouvement patriotique de collecte de fonds pour armer l'armée soviétique, 1941-1942], *Istarkhiv*, n° 3, 1960, pp. 69-79.

Judenkov (Andrej). — *Partisanskij polk imeni Sergeja Lazo* [*Le régiment de partisans « Sergej Lazo »*], Smolensk, Kn. isd., 1960, 84 p., ill., schémas.

Martinez Codo (Enrique). — Guerilla Warfare in Ukraine, *Mil. R.*, nov. 1960, pp. 3-14, organigramme, carte.

Melesko (A. G.). — Trudovoj geroizm ženščin-kolkhoznic Dagestana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny ? [L'héroïsme au travail des femmes kolkhoziennes du Daguestan pendant la grande guerre patriotique], *Učen. zapizki*, t. 8, 1960, pp. 305-321.

Mončjunskas (T. I.). — *Partizany Rudninskoj pušči* [*Les partisans de la forêt de Rudno en Lithuanie. Souvenirs*] (Vil' njus), Gospolitnaucisdat (1959), 344 p., ill.

Orlovskaja oblast' v gody velikoj otečestvennoj vojny 1941-1915 gg. Sbornik dokumentov i materialov [*La région d'Orel pendant les années de la grande guerre patriotique, 1941-1945. Recueil de documents et de matériaux*], Orel, Kn. izd., 1960, 495 p., ill.

(Gos. arkhiv Orlov. obl. Part. arkhiv Orlov obkoma K.P.S.S.)

Rasskasy o gerojakh [*Récits sur les héros*], Orenburg, Kn. isd., 1960, 142 p., ill.

Exploits sur le front des habitants d'Orenburg.

Sirota (F. I.). — *Leningrad gorod geroj* [*Leningrad, la ville héroïque*], Leningrad, Lenizdat, 1960, 183 p., ill.

(Inst. istorii partii pri Leningr. obkome K.P.S.S. — Filial Inta marksizma-leninizma pri C.K.K.P.S.S.)

Sobolev (I.). — *Gruppa « Vera »* [*Le groupe « Foi »*], Moskva, « Mol. Gvardija », 1960, 40 p., portr.

Le mouvement de partisans dans la région de Pskov, 1941-1945.

Vospominanija o voennykh godakh. Rasskasyvajut učastniki Velikoj Otečest. vojny [*Souvenirs des années de guerre. Récits de ceux qui ont participé à la grande guerre patriotique*], Riga, Iatgosisdat., 1960, 426 p., ill.

Préface de M. Zorin.

YOUGOSLAVIE

Bitka za jadransku obalu [La bataille pour la côte adriatique], *Borba* (Belgrade), 8-24 juillet 1960.

Série d'articles sur les combats menés par l'Armée de Libération nationale yougoslave, pour la prise de la côte adriatique en 1944-1945.

Djonlagic (Ahmet). — Blokiranje Prijedora [Le blocus de Prijedor], *Komun.* (Belgrade), n°s 1907 et 1908, 12 et 19 août 1960.

Les opérations de l'Armée de Libération nationale yougoslave contre les communications ennemies en Bosnie, début 1942.

Drugo oslobodjenje Kiceva [La deuxième libération de Kicevo], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1105, 7 oct. 1960.

Combats de l'Armée populaire yougoslave en Macédoine, nov. 1943.

Jankovic (Danilo). — Sandzak u Narodnooslobodilackom ratu, 1 dec. [Le Sandjak dans la guerre de Libération nationale, I^re Partie], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 4, août 1960, pp. 23-57.

Joksimovic (Savo). — Beranski (Ivangradski) srez u Julzkom ustanky 1941 god [L'arrondissement de Berane (arrondissement d'Ivangrad), durant l'insurrection de juillet 1941], *Voj. istor. glas.* (Belgrade), n^os 1-2, avr. 1960, pp. 3-24.

Libération du Monténégro, juill. 1941.

Knezevic (Rade). — Dvadeseti pesadiski puk Timocke divizije u ratu aprila 1941 [Le vingtième régiment d'infanterie de la division de Timok dans la guerre, avril 1941], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 54-60.

Popovic (Vijin). — Razvoj ustanka u Toplici i Japlanici januar-mart 1942 [Le développement de l'insurrection dans les régions de Toplica et Japlanica, janvier-mars 1942], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n^os 1-2, avr. 1960, pp. 24-60.

Sogic (Savo). — Napad na Cerevic [L'attaque contre Cerevic], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n^os 1-2, avr. 1960, pp. 60-64.

Guerre de Libération nationale en Yougoslavie. Combats à Sreme, avril 1943.

Stepancic (Miroslav). — Ofenzivna dejstve 7 korpusa u Dolenskoj maja 1944 [Les opérations offensives du 7^e corps d'armée dans la vallée de la Dolenska, mai 1944], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 28-42.

Libération de la Slovénie, mai 1944.

Tadiv (Janko). — O nekim borbama jedinica Durmitorskog NOP odreda 1941 i 1942 god. u sjeverno-istocnoj Hercegovini [Les combats livrés par les unités du détachement de Durmitor de l'Armée de Libération nationale dans Herzégovine nord-orientale, en 1941 et 1942], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 42-54.

Vukotic (Jovo). — Borbeni put 5 proleterske brigade, juli-oktobar 1942 [Les opérations de la 5^e brigade des prolétaires au Monténégro, juillet-octobre 1942], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 9-28.

Le 12 janvier 1961.

Le gérant : Henri Michel.

1961. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 26 158 Dépôt légal : 2-1961 IMP. N° 16 632
IMPRIMÉ EN FRANCE

AVERTISSEMENT

C'est à une œuvre d'information que la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale *réserve, depuis dix ans, dans son programme de travail, la part majeure : bibliographie courante, comptes rendus d'ouvrages, renseignements sur les fonds d'archives ou les Centres de recherches, articles qui donnent une mise au point des connaissances, d'après les études récentes, concourent au même but. L'horizon de cette enquête s'étend, comme la guerre elle-même, au monde entier. Internationale dans son objet, elle veut aussi, autant que faire se peut, l'être dans ses préoccupations même : l'information, pour acquérir sa pleine valeur, doit s'élargir par l'apport d'une collaboration étrangère, où s'expriment des points de vue nouveaux, souvent inattendus pour le lecteur français.*

La Revue *a, dans cet esprit, consacré des numéros spéciaux à l'Italie mussolinienne, à la Belgique, à l'occupation allemande en Pologne, à l'opposition allemande au régime hitlérien ; dans chacun de ces numéros, elle a donné à des historiens qualifiés par leur appartenance nationale l'occasion de faire connaître largement et librement leur manière de voir. Les études que nous publions aujourd'hui sur « l'U. R. S. S. dans la guerre » se situent dans la même ligne.*

Cette « guerre russe », la Direction de la Revue, *sans doute, ne l'avait pas jusqu'ici négligée ; dans la mesure où elle pouvait se procurer les ouvrages publiés en U. R. S. S., elle avait donné des comptes rendus sur l'économie de guerre et sur l'action de la diplomatie soviétique. Pourtant elle n'accordait pas à l'histoire de la guerre en Europe orientale une place équivalente à l'importance qui a été celle de ce théâtre d'opérations dans le déroulement du conflit mondial. Consciente de cette lacune, elle avait décidé, il y a dix-huit mois, d'établir ce numéro spécial ; elle en a tracé le sommaire, en indiquant les points qui lui paraissaient être le plus intéressants, sans avoir certes la prétention de traiter, dans un cadre aussi restreint, l'ensemble des problèmes que pose l'étude de ce théâtre d'opérations* (1) *; mais elle a laissé exclusivement à des historiens russes le soin*

(1) De même qu'elle publiera, selon la coutume, des lettres de lecteurs, la *Revue* reviendra ultérieurement sur ces aspects importants de la deuxième guerre mondiale.

de la rédaction. Les articles qui se trouvent ici rassemblés reflètent donc les caractères, les conceptions et les préoccupations qui sont propres à l'historiographie soviétique.

La série de ces numéros spéciaux sera continuée selon les mêmes principes. « La Hollande pendant la guerre » sera, nous l'espérons, la prochaine réalisation, en attendant que l'abondante production historique japonaise puisse fournir, elle aussi, la matière d'un fascicule dont l'intérêt sera grand.

LA VICTOIRE DE STALINGRAD

La victoire devant Stalingrad est le plus grand événement, politique et militaire, de la deuxième guerre mondiale. Cette victoire de l'Armée soviétique fut le début d'un tournant décisif de la Grande Guerre nationale et eut une influence décisive sur l'évolution de cette guerre.

Elle aida à resserrer les rangs de la coalition antihitlérienne, à activer la lutte de la Résistance dans les pays d'Europe, à renforcer le mouvement pour l'indépendance nationale des peuples d'Europe orientale. Pour les peuples du monde entier, elle fut une preuve éclatante du fait que les forces du fascisme étaient condamnées et leur écroulement inévitable.

La bataille de Stalingrad ébranla le bloc de l'Axe et aggrava en même temps la situation politique en Allemagne. De larges couches du peuple allemand, l'armée et, même, une partie des généraux, perdirent la foi dans la possibilité de gagner la guerre contre les Alliés.

L'absence du deuxième front en Europe permit au commandement allemand de concentrer à l'Est, vers l'été 1942, des forces encore plus importantes qu'auparavant. Cette fois, les hitlériens décidèrent de porter le coup principal au sud, où ils avaient la supériorité en chars et avions.

Les objectifs de l'offensive estivale de 1942 furent formulés dans la directive de Hitler, n° 41, le 5 avril 1942. Elle indiqua la mission principale des forces armées allemandes : « Détruire complètement les forces que les Soviets ont encore et les priver, dans la mesure du possible, des centres économiques et militaires les plus importants (1). »

Le commandement allemand avait l'intention de détruire les troupes soviétiques au sud d'Orel, d'occuper les régions économiques importantes du bassin du Donetz, du Don et du Kouban, puis de développer l'offensive afin de s'emparer des régions pétrolières du Caucase et des voies d'accès au Moyen-Orient. Pour réaliser ces plans, les ennemis se proposèrent de porter le coup de la région de Koursk, dans la direction de Voronej, et de continuer l'offensive au sud pour appuyer la

(1) G. Derr, *Pohod na Stalingrad* (La campagne de Stalingrad), Moscou, Éditions militaires, 1957, p. 127.

deuxième rupture de Kharkov, à l'est. Pour assurer le succès de l'offensive dans la direction du Caucase, la 6e Armée de campagne et la 4e Armée blindée, selon les projets du commandement allemand, devraient s'avancer en aval du Don, au sud-est, sortir vers la Volga dans la région de Stalingrad, s'emparer de la ville, pour y rencontrer les troupes qui menaient l'offensive Taganrog-Artemovsk-le Donetz du Nord et, plus loin, sur le nord-est (1). La prise de Stalingrad était pour l'ennemi un des plus importants objectifs immédiats.

En préparant la nouvelle offensive, Hitler et son état-major eurent des buts politiques d'une grande portée. Ils espérèrent, en cas de succès, accélérer l'intervention ouverte de la Turquie et du Japon contre l'U. R. S. S.

Le commandement ennemi crut que le succès créerait les conditions d'une fin victorieuse dans la guerre contre l'U. R. S. S. Ribbentrop déclara à l'ambassadeur espagnol : « Le problème des Bolchéviks sera obligatoirement résolu en 1942 par les forces armées allemandes (2). »

« Dans le cadre de la guerre — écrivait après coup le feld-maréchal Paulus — l'offensive estivale de 1942 fut un nouvel essai pour réaliser les plans qui avaient échoué à la fin d'automne 1941, et plus précisément : mettre une fin victorieuse à la guerre à l'Est, c'est-à-dire atteindre les buts de l'attaque de la Russie. Il y avait un espoir de trouver l'issue de la guerre (3). »

Si les hitlériens avaient réalisé tous leurs plans, la situation de l'Angleterre et des U. S. A. se serait aggravée considérablement. L'ex-secrétaire d'État des U. S. A., Stettinius, a écrit : « Le peuple américain ne doit pas oublier qu'il était au bord de l'abîme en 1942. Si l'Union soviétique n'avait pas tenu la ligne de front, les Allemands auraient réussi à conquérir la Grande-Bretagne. Ils auraient conquis l'Afrique, et puis auraient créé une tête-de-pont en Amérique latine (4). »

Les nazis essayèrent par cette offensive de rehausser, aux yeux des pays satellites, le prestige de l'Allemagne, ébranlé par la défaite de l'hiver 1941-1942, et de stabiliser la situation politique intérieure et extérieure du pays.

Au 1er juillet 1942, les Allemands disposent sur le front soviéto-allemand de pas moins de 237 divisions, dont 20 blindées, 15 portées et 5 de cavalerie. A la même période, en Afrique du Nord, il n'y avait contre les Anglais que 3 divisions allemandes et 7 italiennes. Les forces armées des U. S. A. ne participaient pas du tout aux opérations militaires en Europe ni en Afrique. La supériorité numérique des Allemands fut une des causes de leur succès en été 1942.

(1) *Ibid.*, p. 127-129.
(2) W. Roof, *The Secret History of the War*, vol. I, New York, p. 568.
(3) D'après les archives personnelles du feld-maréchal Paulus. Voir *Voenno-istoričeskij žurnal*, 1960, nº 3, p. 92.
(4) E. Stettinius, *Roosevelt and the Russians*, London, 1950, p. 16.

Après avoir concentré ses forces au sud, l'ennemi, à la fin de juin 1942, entreprit une offensive et remporta des succès. Les troupes ennemies réussirent à approcher les contreforts du Caucase et à déboucher vers Stalingrad. Aux abords de cette ville eut lieu la plus grande bataille de la deuxième guerre mondiale.

La littérature historico-militaire soviétique subdivise la bataille de Stalingrad en deux grandes périodes : défensive (17 juillet-18 novembre 1942) et offensive (19 novembre 1942-2 février 1943). Chaque période englobe d'importantes opérations offensives et défensives organiquement liées entre elles et découlant l'une de l'autre.

Le Commandement suprême soviétique, qui avait compris les intentions ennemies, prit des mesures pour renforcer les troupes du front de Stalingrad. Le 10 juillet, sur l'ordre du Grand Quartier Général, la 62e et la 64e Armée de réserve générale furent avancées aux abords lointains de Stalingrad. Elles firent partie du front de Stalingrad, organisé le 12 juillet. Le Grand Quartier Général y envoya des forces importantes d'artillerie et d'aviation. Le général A. J. Erémenko fut nommé chef de groupe d'armées et N. Khrouchtchev membre du Conseil militaire.

Une des plus importantes mesures du Commandement suprême pour assurer la défense de Stalingrad fut la création des lignes de défense aux abords immédiats de la ville. Leur aménagement fut commencé à la fin d'octobre 1941, par le Génie de l'Armée soviétique et la population de la région de Stalingrad, après l'occupation du Donbass. Au mois de janvier 1942, près de 195 000 personnes (la plupart appartenant à la population locale) y travaillaient. Elle y utilisait environ 1 000 camions et tracteurs et plus de 5 000 chariots.

En février 1942, la ligne extérieure de défense, longue de 487 kilomètres, fut aménagée. On construisit encore deux lignes de défense, achevées à 40-50 % vers l'été 1942.

A la mi-juillet, quand les troupes allemandes s'engagèrent dans la région de Stalingrad, les autorités de la ville, en accord avec le commandement, entreprirent l'aménagement d'une ligne de défense dans les banlieues de la ville : 15 000 à 20 000 personnes en moyenne et, parfois, 50 000 prenaient part chaque jour aux travaux.

Comme dans toutes les grandes villes soviétiques, une milice populaire se formait et recevait une instruction militaire. Encore, à l'été 1941, plus de 50 000 habitants de la région de Stalingrad s'y inscrirent ; beaucoup de volontaires devinrent ensuite soldats de l'armée régulière.

En outre, on organisa dans la région 83 détachements de chasseurs, auprès desquels on créa des sections spéciales de chasseurs de chars. Plus de 15 000 habitants de Stalingrad faisaient partie des groupes de D. C. A. Les premiers jours, plus de 8 000 ouvriers et employés se trouvaient dans les rangs des défenseurs de la ville, plus de 4 000 per-

sonnes assuraient la garde des entreprises. Des centaines de femmes prenaient soin des blessés dans les hôpitaux.

Après la destruction des chemins de fer Stalingrad-Tikhoretsk et Stalingrad-Likhaïa, une seule ligne, Stalingrad-Povorino, fonctionnait, sous les bombardements systématiques de l'ennemi. La Volga n'était pas, elle non plus, une communication sûre : elle se trouva dans la zone d'opérations de l'aviation ennemie. Dans ces conditions, l'industrie de Stalingrad devint une base importante qui dotait d'armes et de munitions les troupes du front de Stalingrad.

Le 19 juillet 1942, le Comité d'État de défense indiqua aux organisations de Stalingrad la nécessité d'accélérer le rythme du travail dans l'industrie de guerre. Les ouvriers de Stalingrad faisaient tout leur possible pour assurer le fonctionnement ininterrompu des entreprises fabriquant du matériel militaire. Par exemple, grâce aux mesures prises, l'usine de tracteurs de Stalingrad sortait des chars malgré des difficultés en matières premières, dont le transport diminua considérablement. Les chars partaient de l'usine directement pour le front. Beaucoup d'ouvriers des usines de Stalingrad conduisaient les nouvelles machines au front et entraient dans les rangs de l'armée. Les 24 et 25 août, cinq détachements ouvriers de l'usine de tracteurs, de l'usine *Krasny Oktiabre* et d'autres entreprises prirent position au nord de l'usine de tracteurs, le long de la rivière Soukhaïa Metchetka. Côte à côte avec les soldats, ils défendaient héroïquement Stalingrad.

La défense devenait de plus en plus ferme, l'esprit de résistance des soldats soviétiques augmentait à mesure que l'ennemi, avec des pertes considérables, s'approchait de la Volga.

Pendant la défensive, les pertes hitlériennes furent les suivantes : 182 800 tués et plus de 500 000 blessés. L'ennemi subit aussi de grandes pertes en matériel. Les troupes soviétiques détruisirent : 1 450 chars, 4 000 mitrailleuses, plus de 1 000 mortiers et la même quantité de canons de tous calibres. On a descendu, ou détruit sur les aérodromes, 1 337 avions ennemis (1).

Les prisonniers de guerre disaient que les combats près de la ville et dans Stalingrad étaient du « hache-viande » pour les troupes allemandes. Le général-major de l'armée allemande, Hans Derr, dans son livre *Campagne de Stalingrad*, avoue que les succès des troupes allemandes ne justifiaient pas leurs pertes. K. Tippelskirch écrit de la même façon : « Les troupes allemandes... ont eu de graves pertes, les effectifs de certains corps et unités subalternes ont diminué de 3/4 (2). »

L'offensive des troupes allemandes traversait une crise. L'esprit de résistance et le courage de l'Armée soviétique ont déjoué les plans

(1) Voir N. M. Zamjatin, *Bitva pod Stalingradom* (Le combat devant Stalingrad), Éd. Militaires, 1944, p. 30.

(2) K. Tippelskirch, *Istorija vtoroj mirovoj vojny* (Histoire de la deuxième guerre mondiale) Éditions de littérature étrangère, 1956, p. 239.

de la campagne allemande de 1942. Les forces pour la prise de Stalingrad manquèrent aux agresseurs. Telles étaient les conséquences des défauts du commandement ennemi, qui fixa un but stratégique irréalisable, sans apprécier les possibilités réelles de l'État soviétique et l'action décisive des troupes soviétiques.

A la fin de 1942, une nouvelle période de la guerre commença. L'Armée soviétique se lança à l'offensive, dont le succès assura le tournant décisif de la guerre.

Les combats sanglants de l'été et de l'automne 1942 affaiblirent les troupes ennemies, qui menaient l'offensive au sud du front. L'Armée soviétique les arrêta et créa les conditions pour la destruction du groupement d'armées ennemi devant Stalingrad.

Le commandement ennemi ne soupçonna pas le danger qui menaçait ses troupes. Le 14 octobre 1942, Hitler écrivait dans l'ordre nº 420817/42 : « Les préparatifs de la campagne hivernale battent leur plein. Le second hiver nous verra mieux préparés. Les Russes, dont les forces ont diminué considérablement lors des derniers combats, ne pourront, en hiver 1942/43, faire intervenir la même quantité de forces que pendant la campagne hivernale précédente. Quoi qu'il arrive, un hiver plus rude et plus pénible n'aura pas lieu (1). »

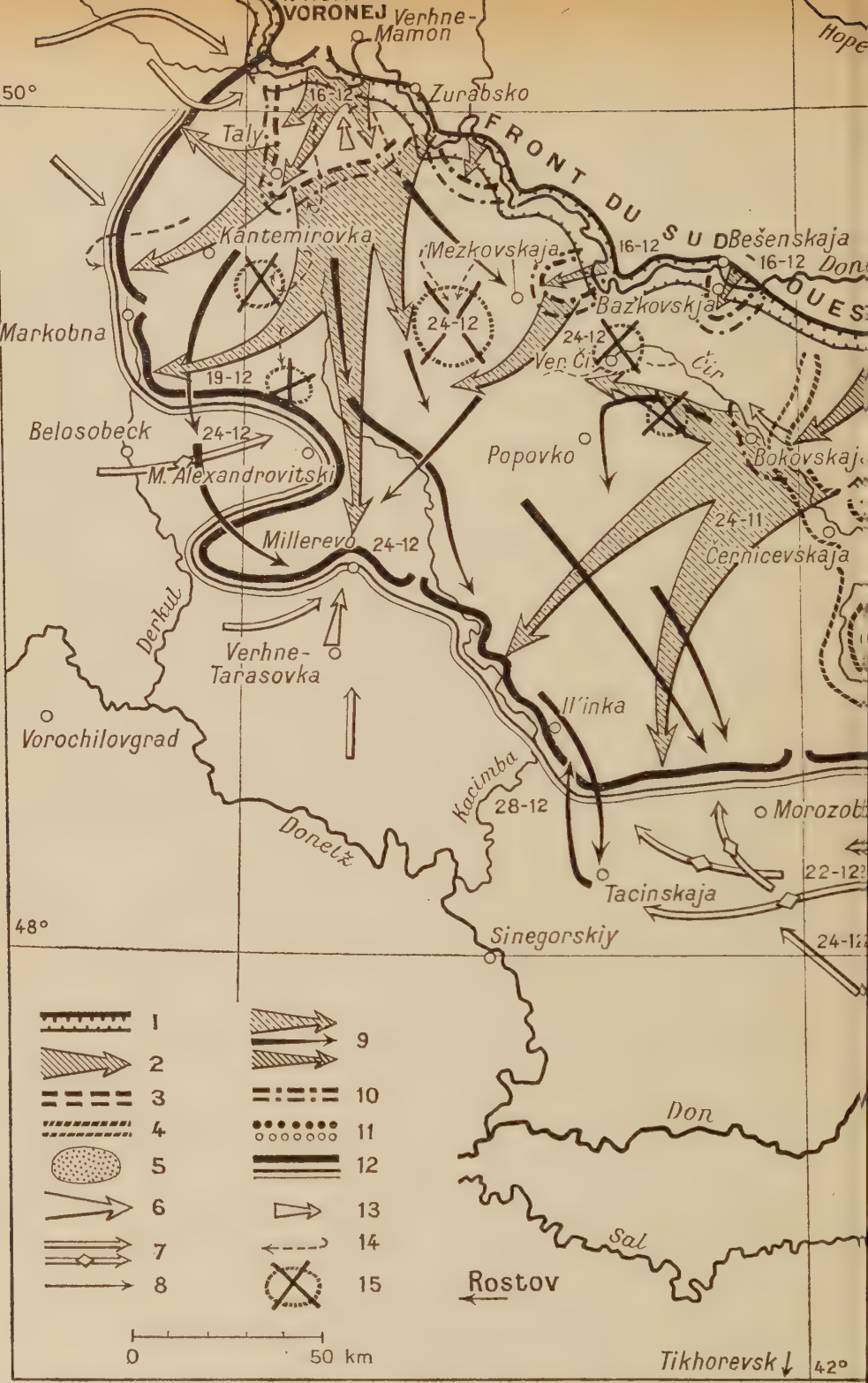
En ce qui concerne les hommes politiques et les militaires des U. S. A. et de l'Angleterre, eux aussi, ne connaissant pas les sources de la force de l'Union soviétique, croyaient impossible l'offensive de l'Armée soviétique à Stalingrad. L'ambassadeur américain à Moscou, l'amiral Standley, communiqua à Washington qu'à son avis la ligne du front, en hiver 1942/1943, resterait stable (2).

Le plan stratégique de la contre-offensive soviétique eut pour base une appréciation réelle de la situation et du rapport des forces. Cela permit de résoudre correctement les problèmes de préparation, d'organisation et de développement d'une contre-offensive très importante.

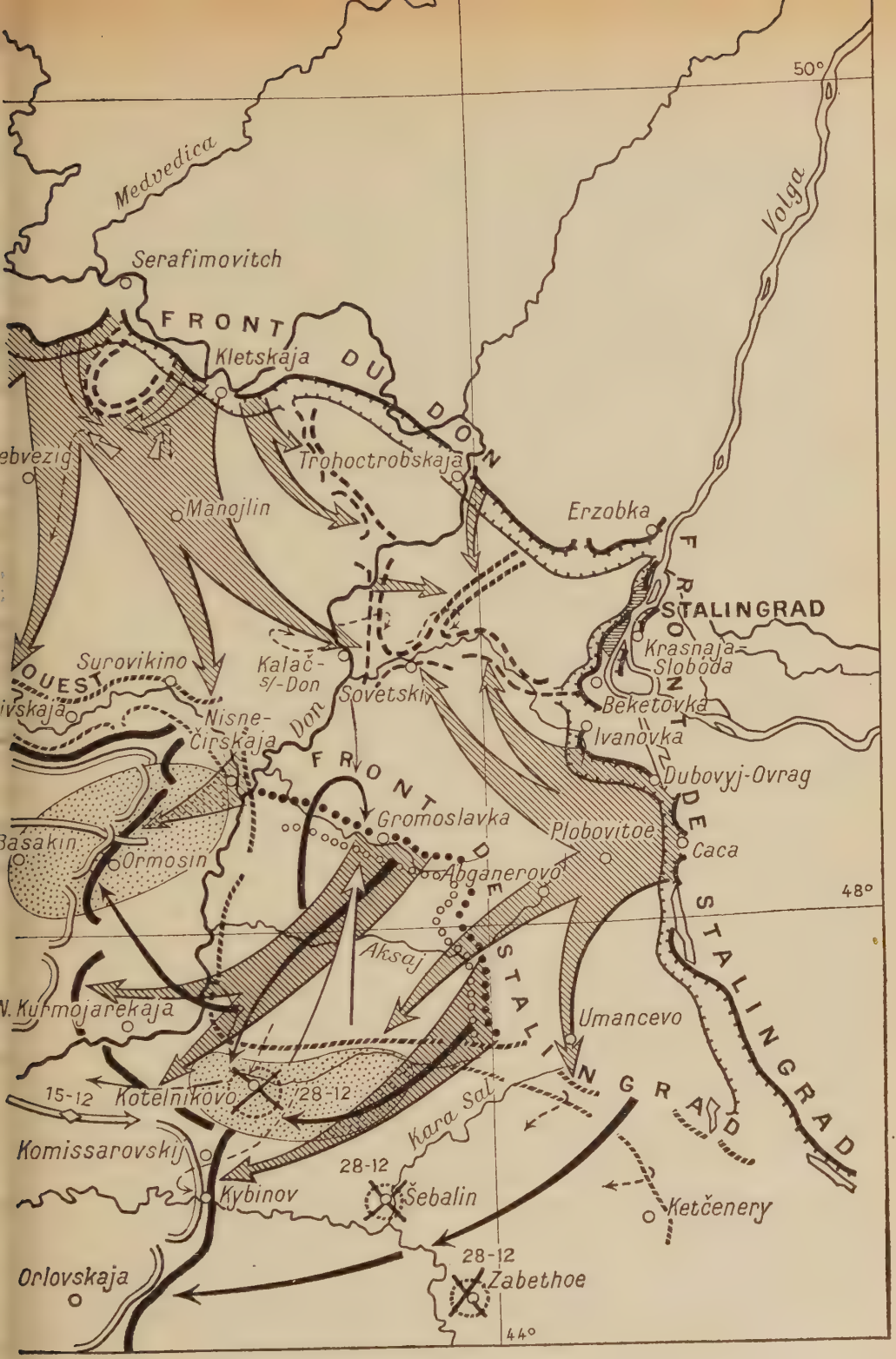
Le choix correct des axes principaux d'attaques eut une importance décisive pour le succès. La mission d'écraser les groupements des flancs ennemis aux abords de la ville, d'encercler et de détruire l'armée ennemie dans la région de Stalingrad, fut donnée aux troupes soviétiques au nord-ouest et au sud-ouest de la ville.

Un moment favorable pour le commencement de la contre-offensive fut choisi. Elle commença au moment où l'ennemi perdit la supériorité numérique et où son offensive toucha à sa fin. En même temps, le commandement hitlérien, qui n'attendait pas l'offensive soviétique, n'eut pas le temps de faire passer ses troupes à la défensive et de changer leur dispositif de combat.

(1) *Očerki ictorii Velikoj Otečestvennoj voiny 1941-1945* (Précis d'histoire de la Grande Guerre de libération), A. N. SSSR, 1955, p. 194.
(2) W. Leahy, *I was There*, New York, 1950, p. 124.



1. Situation des armées au 18 novembre. — 2. Attaques soviétiques lors de la première ph armées au 30 novembre (fin de la première phase). — 5. Zones de concentration des groupes 1942). — 7. Mouvements des troupes de réserve et regroupement des armées ennemies. — 8. tuation des armées au 18 décembre. — 11. Situation au 23 décembre. — 12. Situation au 3 14. Repli de l'ennemi. — 15. Zones de destruction des armées ennemies encerclées.



contre-offensive (19 au 30 novembre). — 3. Situation des armées au 23 novembre. — 4. Situation des germano-fascistes devant débloquer les groupes encerclés. — 6. Contre-attaques ennemies (décembre nts des forces soviétiques. — 9. Attaques soviétiques lors de la deuxième phase (décembre). — 10. Si- re (fin de la deuxième phase). — 13. Contre-attaques ennemies en novembre-décembre 1942. —

De même, le facteur surprise dans les préparatifs de la contre-offensive fut utilisé d'une façon heureuse. Certains généraux hitlériens, Manstein par exemple, veulent démontrer qu'ils avaient vu le danger menaçant et conseillé à Hitler d'organiser une retraite et un regroupement des troupes. Mais les faits montrent que les généraux hitlériens furent myopes et n'aperçurent pas les changements de la situation jusqu'à la catastrophe. Les coups écrasants portés par l'Armée soviétique en novembre 1942 furent inattendus pour l'ennemi.

Les conditions d'une contre-offensive victorieuse furent créées dans la période de la défensive. Elles furent créées non seulement au front, mais aussi à l'intérieur du pays, par le travail héroïque des Soviétiques, par l'industrie de guerre qui alimentait le front en armes, en munitions, en vivres. Vers le moment où l'Armée soviétique entreprit la contre-offensive, l'industrie de guerre eut d'importants succès. Cela donna la possibilité de concentrer dans les armées de trois fronts, ceux du Sud-Ouest, du Don et de Stalingrad : 15 500 canons et mortiers, plus de 900 chars et 1 115 avions.

L'idée de porter les coups sur les troupes allemandes par des directions convergentes se forma au cours de la défensive. Le 4 octobre et à la fin d'octobre 1942, les représentants du Grand Quartier Général et les chefs des fronts discutèrent le plan de la contre-offensive. Les remarques du commandement du front de Stalingrad ont un intérêt particulier. Un document indique : « Pour détruire l'ennemi devant Stalingrad, il faudrait porter un coup du Nord dans la direction de Kalatch et un coup du Sud par la 57e et la 51e Armée dans la direction d'Abganérovo et plus loin au Nord-Ouest », c'est-à-dire aussi à Kalač (1). Cette proposition fut fondée sur la faible capacité de lutte des troupes ennemies aux endroits de la rupture, sur la distance assez considérable qui séparait les points de rupture et les troupes que l'ennemi pouvait utiliser comme réserves (ses forces furent concentrées dans la ville et sa banlieue) et sur les têtes de ponts créées spécialement sur la rive sud du Don et dans la région des défilés entre les lacs.

Le plan stratégique de la destruction des troupes allemandes devant Stalingrad et de grandes opérations offensives aux autres secteurs du front soviéto-allemand fut l'œuvre des chefs des fronts, de l'état-major et des dirigeants du Commissariat populaire de défense. Selon ce plan, les fronts Sud-Ouest et du Don reçurent mission de percer la défense ennemie à partir des têtes de ponts de la région Sérafimovitch-Kletskaïa et de porter leurs coups en direction de Kalatch. Les troupes du front de Stalingrad devaient percer la défense de l'ennemi et porter leurs coups dans la direction de Sovetski, Kalač. Ces coups conver-

(1) Voir A. I. Eremenko (Maréchal de l'Union Soviétique). *Stalingradskaja bitva* (La bataille de Stalingrad), Éd. de Stalingrad, 1958, p. 105.

gents des troupes attaquantes devraient encercler les armées hitlériennes devant Stalingrad.

Pour appuyer l'opération du Sud-Ouest et de l'Ouest et pour créer le front extérieur de l'encerclement, une partie des forces du front Sud-Ouest dut porter un coup secondaire sur Bokovskaja, Černiševskaja et Oblivskaja. Pour appuyer l'opération du Sud et pour créer le front extérieur, une partie des forces du front de Stalingrad dut porter un autre coup secondaire sur Abganérovo, Nisne-Čirskaja, Kotelnikovski. Pour assurer le succès du groupement de choc de front Sud-Ouest, les troupes de l'aile droite du front du Don durent porter des coups secondaires au nord-ouest de Stalingrad.

L'opération d'encerclement devait durer quatre jours. Le commencement de l'offensive fut fixé au 19 novembre pour les fronts Sud-Ouest et du Don et au 20 novembre pour le front de Stalingrad.

Au début de la contre-offensive, devant les troupes des fronts du Sud-Ouest, du Don et de Stalingrad se trouvaient une partie de la 8e Armée italienne, les 3e et 4e Armées roumaines et les armées allemandes : 6e de campagne et 4e blindée. L'ennemi avait aussi des réserves considérables, plus de 10 divisions, mais elles étaient dispersées. Donc, devant trois fronts soviétiques, se trouvaient 50 divisions, dont 5 blindées et 4 portées, c'est-à-dire plus de moitié des forces déployées au sud d'Orel par le commandement hitlérien. La 4e Armée de l'air, comprenant trois corps d'aviation, soutenait les troupes ennemies. En outre, les Allemands firent venir dans la région de Stalingrad un corps d'aviation de la 1re Armée de l'air, qui se trouvait devant Léningrad.

Les troupes soviétiques devant Stalingrad n'avaient pas la supériorité des forces et des moyens ; bien pis, en aviation, les forces soviétiques étaient inférieures à celles des ennemis. Mais, à la suite des regroupements effectués selon les ordres du Grand Quartier Général, en concordance avec le plan d'opérations, aux points les plus importants, fut créée une supériorité considérable en forces et moyens. Par exemple, dans le groupement de choc du front Sud-Ouest, un rapport de forces favorable fut atteint : hommes — 2:1, canons — 2:1, mortiers — 3,4:1, chars — 2:1. Le rapport de forces dans le groupement du front de Stalingrad était encore plus favorable : hommes — 2,5:1, canons — 3:1, mortiers — 3:1, chars — 3:1. Une supériorité encore plus grande fut assurée aux axes principaux. Voici, par exemple, le rapport des forces sur l'axe principal de la 5e Armée blindée : hommes — 2,7:1, canons de tout type — 5,7:1, mortiers — 4,4:1.

La contre-offensive se déploya comme le plan du Commandement suprême l'avait prévue. Le 19 novembre 1942, les troupes des fronts Sud-Ouest et du Don procédèrent à la rupture de la défense ennemie. Le matin du même jour, après une puissante préparation d'artillerie, l'infanterie soviétique, accompagnée de chars, se lança à l'assaut,

dépassa les premières lignes de la défense ennemie et se jeta en avant.

En repoussant les contre-attaques des réserves tactiques et opérationnelles de l'ennemi, les troupes soviétiques du front Sud-Ouest, sous la direction du général Vatoutine, avancèrent de 20-25 kilomètres vers la fin du jour.

Le groupement de choc du front du Don, sous la direction du général Rokossovski, remporta aussi des succès. Le 22 novembre, les unités d'infanterie et de cavalerie sortirent sur la ligne Bokovskaïa-Tchernichevskaïa et s'implantèrent le long de la rivière Čir. En même temps, les unités de chars du front Sud-Ouest exploitaient le succès au sud pour couper le chemin de fer Stalingrad-Likhaja, prendre Sourovikino et Kalač. Les tanks, écrasant la défense de l'ennemi, le rejetèrent sur la rive gauche du Don, mais ils ne réussirent pas à s'emparer de Kalač d'un coup.

Le 20 novembre 1942, après une forte préparation d'artillerie, les troupes de choc du front de Stalingrad, sous la direction du général Erémenko, passèrent à la contre-offensive. Vers la fin du premier jour, l'infanterie perça la défense ennemie. Les formations portées et blindées entrèrent dans la brèche et commencèrent à avancer d'une façon rapide dans la direction nord-ouest.

Vers la fin du 22 novembre, les troupes du front de Stalingrad débordèrent du sud-ouest le groupement principal de l'ennemi. Vers midi, le 23 novembre, les unités portées arrivèrent dans la région de Karpovka, Sovetski Kalač et, à cet endroit, achevèrent l'encerclement des forces ennemies devant Stalingrad.

La mission immédiate de l'opération fut accomplie en quatre à cinq jours. 330 000 soldats et officiers (22 divisions de la 6e Armée et de la 4e Armée blindée) se trouvèrent encerclés, contre qui les troupes soviétiques entreprirent immédiatement les opérations.

L'encerclement des troupes ennemies fut accompli avant que le commandement allemand ait apprécié correctement la situation et compris les changements radicaux qui s'opérèrent au front. Mais, une fois la situation comprise, il prit des mesures décisives pour débloquer les unités de Stalingrad.

Tout d'abord, il transféra devant Stalingrad 4 divisions blindées et 5 d'infanterie, dont 4 venues de France.

Comme le commandement soviétique l'avait prévu, l'ennemi commença la concentration dans le coude du Don pour entreprendre une contre-attaque puissante pour débloquer les troupes encerclées. Le commandement hitlérien réunit toutes les troupes en un groupe d'armées *Don*, sous la direction du général-feldmaréchal Manstein. Vers la fin de novembre, ce groupe comportait 30 divisions, sans compter les corps et les unités encerclés devant Stalingrad. Les forces du *Don* furent concentrées au sud-ouest de Stalingrad, dans la région de Kotel-

nikovski, où les Allemands faisaient venir d'urgence les troupes des autres secteurs du front.

Le commandement hitlérien pensait que ces forces perceraient le front extérieur de l'encerclement pour s'unir avec la 6e Armée de campagne et la 4e Armée blindée. Le 12 décembre, les hitlériens commencèrent la contre-attaque avec l'intention de rompre le front le long du chemin de fer Tikhoretskaja-Stalingrad. Le commandement soviétique répondit par un coup inattendu dans la région d'entre le haut et le bas Don.

Selon le plan du Grand Quartier général, le 16 décembre, les troupes du front Sud-Ouest et une armée du flanc gauche du front de Voronej lancèrent une attaque et accomplirent avec brio leur mission. Les troupes mobiles du front Sud-Ouest, renforcées le 19 décembre par la 6e Armée du front de Voronej, avancèrent en huit jours de 100-200 kilomètres.

En même temps, des événements significatifs eurent lieu dans la région du Kotelnikovski, au sud de Stalingrad. Amorçant son offensive le 12 décembre, le feld-maréchal Manstein envoya un radiogramme aux troupes encerclées : « Soyez sûrs de notre aide. » Mais cette tentative n'eut pas de succès. Les premiers jours, les Allemands réussirent à faire reculer quelque peu les troupes soviétiques. Pour aider ses 100 chars, l'ennemi fit venir encore près de 200 chars. En tout, 10 divisions ennemies, dont 3 blindées, se trouvaient à ce secteur du front, contre la 51e Armée soviétique. Sous la pression des forces supérieures de l'ennemi, les troupes soviétiques firent retraite sur la ligne de la rivière Aksaï, où elles menèrent, pendant quelques jours, des combats opiniâtres. Bien que l'ennemi ait eu la supériorité des forces, il ne remporta pas de succès.

Dès que le commandement soviétique sut que l'ennemi avait lancé une contre-attaque de la région de Kotelnikovski, il envoya secrètement, continuant les combats actifs contre 22 divisions encerclées, une partie des forces contre le groupement ennemi du sud. Il fut décidé de porter le coup principal sur le groupement ennemi de Kotelnikovski, par le flanc droit du front de Stalingrad, du nord à Kotelnikovski. Pour cela, fut concentrée sur ces points la 2e Armée de la garde, sous la direction du général Malinovski ; à sa gauche, la 51e Armée et, à sa droite, la 5e Armée de choc faisaient les préparatifs.

En repoussant, le 23 décembre, le dernier essai ennemi de percer le front, les troupes du front de Stalingrad lancèrent, le matin du 24, une offensive décisive. Les troupes soviétiques, rejetant l'ennemi de la rivière Aksaï, avançaient rapidement vers Kotelnikovski et, le 29 décembre, s'emparèrent de la ville. Le groupement de Kotelnovski fut écrasé et ses restes reculèrent à l'ouest.

La tentative de l'ennemi d'aider les troupes encerclées échoua. A la suite du succès de l'opération de Kotelnikovski, la distance qui

séparait le groupement encerclé s'était élevée à 300 kilomètres. D'autres tentatives de l'ennemi pour débloquer ses troupes furent éliminées.

Le 10 janvier 1943, les troupes soviétiques commencèrent la liquidation du groupement encerclé. L'ennemi résistait opiniâtrement. Mais son sort était réglé. Le 2 février, il fut contraint à la capitulation.

C'est ainsi que les troupes soviétiques accomplirent un plan d'encerclement et de destruction des troupes germano-fascistes devant Stalingrad et réunirent les conditions pour les opérations offensives stratégiques. La débâcle des troupes germano-fascistes dans la région de Kotelnikovski et de Sredni Don permit de déployer la contre-offensive en une offensive générale de l'Armée soviétique sur les axes principaux du front soviéto-allemand, qui dura jusqu'à la fin de mars 1943.

La liquidation des troupes ennemies devant Stalingrad mit un terme à la plus grande bataille de la deuxième guerre mondiale. Les armées ennemies essuyèrent une défaite sans précédent. En tout, l'ennemi perdit devant Stalingrad 66 divisions ou un quart de ses forces armées, opérant sur le front soviéto-allemand. « Stalingrad — dit J. Staline — a marqué le déclin des armées germano-fascistes. Après la bataille de Stalingrad, on le sait, les Allemands n'ont pas pu se redresser (1). »

L'offensive stratégique de Stalingrad dans l'hiver 1942-1943 infligea une défaite au groupe principal des troupes germano-fascistes, qui auraient dû réaliser les plans du commandement hitlérien dans la deuxième année de la guerre contre l'Union soviétique. A la suite de l'offensive d'hiver, l'Armée soviétique causa à l'ennemi d'énormes pertes : deux armées hitlériennes furent encerclées et complètement détruites, quatre armées des alliés de l'Allemagne furent écrasées également ; le chiffre de tués et prisonniers durant les opérations de cette période s'éleva à 1 200 000 ; une énorme quantité d'armement et de matériel de guerre de l'adversaire fut mise hors de service.

D'après les données allemandes, les pertes de l'aviation ennemie, rien que dans la seconde moitié de l'année 1942, furent de 5 240 avions, dont 425 détruits en Afrique du Nord (246 bombardiers et 179 chasseurs). Donc, 4 815 avions furent abattus sur le front germano-soviétique et dans l'Atlantique du Nord. Vu ces pertes immenses, Hitler voulut « retirer de la Méditerranée l'aviation qui lui était nécessaire sur le front russe (2) ». La débâcle des troupes hitlériennes à Stalingrad et les grandes pertes subies au cours de l'offensive d'hiver ébranlèrent jusque dans ses fondations la machine militaire ennemie. La victoire de l'Armée soviétique marqua le début d'un tournant décisif sur le

(1) I. V. Staline, *O Velikoj Otečestvennoj voine Sovetskogo Sojuza* (La Grande Guerre de libération de l'U. R. S. S.), Moscou, Éd. d'État, 1945, p. 113.

(2) P. Boržo, *Flot v atomnywek* (La flotte à l'ère atomique), Éditions de littérature étrangère, 1956, p. 73.

front germano-soviétique. Elle changea le cours de la deuxième guerre mondiale dans l'intérêt de la coalition antihitlérienne et réunit toutes les conditions pour la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Ce ne furent pas des causes fortuites et accidentelles qui donnèrent naissance à ce tournant décisif. Il eut pour cause tous les avantages de l'État soviétique et de son régime social. Il est dû au labeur plein d'abnégation des Soviétiques, qui renforçaient la puissance technique et économique de l'arrière, à l'héroïsme des soldats et au perfectionnement de la maîtrise militaire des officiers.

La victoire de l'Armée soviétique, qui libéra de vastes territoires, suscita en U. R. S. S. un grand enthousiasme au travail. Les travailleurs de l'arrière prenaient l'engagement de travailler encore davantage pour les besoins de l'armée. Les Soviétiques versaient bénévolement pour les fonds de la défense des sommes considérables. La population des régions libérées se mettait tout de suite à relever l'industrie et l'agriculture.

Les succès militaires donnèrent courage aux Soviétiques qui résidaient en territoires occupés et accrurent leur espoir en la victoire. Les détachements de partisans qui combattaient à l'arrière de l'ennemi renforcèrent, eux aussi, leurs actions.

La défaite sur le front oriental aggrava particulièrement la situation militaire et politique de l'Allemagne hitlérienne et la fit entrer dans une période de crise aiguë. Le moral des troupes fascistes fut sensiblement sapé, leurs arrières furent ébranlés.

« Les quelques dernières semaines — écrivait, le 14 février, dans son Journal, Von Hassel — ont été marquées par la crise la plus sérieuse que nous ayons jamais eue pendant la guerre... Une crise, malheureusement, non seulement chez les dirigeants mais également dans toute l'Allemagne. Cette crise est synonyme d'un seul mot, « Stalingrad » (1). »

A. Fredborg, journaliste suédois, expulsé d'Allemagne en 1943, écrit dans son livre *Derrière un mur d'acier* que, dans la première moitié de 1943, la décadence atteignit un tel point qu'il était tout à fait douteux de trouver un Allemand loyal (2). Déjà à l'automne 1942, on aurait pu entendre les Allemands dire : « Je n'ai jamais été un nazi, moi, pas du tout (3). » C'était surtout le parti nazi qui était l'objet d'invectives et d'accusations.

Parmi les généraux et les gros industriels, un groupe d'opposition à Hitler se forma. Pour sauver l'Allemagne, ce groupe voulait conclure le plus vite possible une paix de transaction avec les Occidentaux.

(1) *The von Hassell Diaries, 1938-1944*, London, 1948, p. 255.
(2) A. Fredborg, *Behind the Steel Wall. A Swedish Journalist in Berlin, 1941-1943*, New York, 1944, p. 196.
(3) *Ibid.*, p. 243.

Après la défaite devant Stalingrad, l'état-major général allemand fut contraint d'introduire quelques changements dans ses plans stratégiques. Si, au début de la guerre, l'armée ennemie avait attaqué sur toute la ligne du front germano-soviétique et, en 1942, seulement sur l'aile sud, à l'été 1943 le commandement hitlérien se limita à monter une nouvelle offensive sur des secteurs réduits du front, dans la région de Koursk. En même temps surgirent des discussions et des divergences de vues à propos des perspectives de la guerre. Elles reflétèrent l'accroissement de la crise militaire-politique qu'éprouvait l'Allemagne. C'est justement de cette époque que date le complot contre Hitler, machiné par des officiers et généraux allemands.

Après la victoire de l'Armée soviétique, les ressources humaines et matérielles d'Allemagne furent affaiblies. Aussi, au mois de janvier 1943, « la mobilisation totale » fut-elle annoncée à travers le pays.

Les coups de l'Armée soviétique ébranlèrent le bloc des États fascistes. Les hésitations et les désaccords s'y accentuèrent. L'Italie se vit au bord d'une catastrophe politique et économique. Ses positions affaiblies au sein du bloc des États fascistes, de dures défaites sur le front soviéto-allemand, le danger d'être complètement écrasée — tout cela aggrava extrêmement la crise politique à l'intérieur du pays et menaçait de la faire sortir de la guerre en rompant l'axe Berlin-Rome.

Ce n'est pas par hasard, écrit R. Bataglia, que le dernier gouvernement fasciste se désagrégea quelques jours ou même quelques heures après la nouvelle de la victoire soviétique devant Stalingrad (1).

Au mois de décembre 1942, Mussolini envoya en Allemagne son ministre des Affaires étrangères, le comte Ciano, et M. Cavallero, chef de l'état-major général, pour persuader Hitler de conclure avec l'Union soviétique une paix séparée. Le 16 décembre 1942, Ciano écrivit dans son Journal que la guerre contre l'Union soviétique était perdue et qu'il fallait chercher le moyen d'en sortir (2).

La défaite des hitlériens devant Stalingrad et l'écrasement des armées alliées de l'Allemagne provoquèrent une aggravation de la situation politique en Hongrie. Nagy Vilmos, ministre de guerre hongrois, fut contraint d'avouer, au cours d'un entretien avec le correspondant permanent à Budapest du *Giornale d'Italia*, qu'à la suite de la défaite de l'Armée hongroise, en janvier 1943, et aussi à la suite de la perte de la majeure partie de son équipement et de son matériel de guerre, cette armée était devenue incapable d'action (3). Dans ses mémoires d'après guerre, Nagy Vilmos dit que la 2e Armée, qui comp-

(1) P. Battaglia, *Istorija italjanskogo dviženja Soprotivlenija* (Histoire de la Résistance italienne), Moscou, Éd. de littérature étrangère, 1954, p. 74.

(2) G. Ciano, *Diario, 1941-1945*, vol. 2, Milano, 1950, p. 229.

(3) Nagybaszoni Nagy Vilmos, *Végzetes esztendök, 1938-1945*, Budapest, 1947, old 128.

tait, avec des unités supplémentaires, 250 000 hommes, avait été réduite, vers février 1943, après la défaite devant Voronej, à 60-70 000 hommes (1).

L'écrasement, devant Stalingrad et sur d'autres secteurs du front, des armées allemandes diminua leur prestige. Les alliés roumains, Antonescu et ses partisans, durent eux aussi penser aux perspectives de la guerre. Dans une lettre à Hitler, I. Antonescu écrivit que si, vers le 19 novembre 1942, les deux armées roumaines avaient compté 231 916 hommes, en janvier 1943 elles n'en avaient que 75 062, c'est-à-dire que les pertes atteignirent 156 854 hommes. « Aujourd'hui, nota Antonescu, nous avons perdu presque tout le personnel et tout le matériel de guerre. » En avril 1943, prenant la parole à l'Académie de l'état-major général devant le personnel de commandement, Antonescu fit savoir que l'Armée roumaine avait perdu 180 000 hommes, morts et disparus, sans compter les blessés. Interviewé en mai 1943 par le journal italien *Stampa*, Antonescu reconnut publiquement que l'Armée roumaine, qui avait compté un million d'hommes, en perdit 500 000 (2). Les lamentations d'Antonescu avaient pour but de prévenir de nouvelles demandes hitlériennes de réserves pour rétablir la situation sur le front soviéto-allemand.

La Finlande, elle aussi, subit grandement l'influence de la défaite allemande devant Stalingrad. Les amis de Hitler, en Finlande, furent de mauvaise humeur, surtout quand les troupes soviétiques percèrent le blocus de Leningrad, en janvier 1943. Avant la rupture du blocus, les fascistes finnois faisaient le projet d'occuper de vastes territoires soviétiques, tandis qu'après, dans l'intention de sortir de la guerre, ils se mirent à affirmer que la « Finlande serait un pays « neutre » et ne prendrait pas part à la bataille acharnée des grandes puissances (3) ».

La défaite des armées de l'axe à Stalingrad fit une mauvaise impression sur le Japon, qui attendait avec impatience la chute de Stalingrad pour entrer en guerre contre l'Union soviétique. La situation stratégique sur le front soviéto-allemand radicalement changée, le Japon renonça à entrer en guerre ouverte. Au mois de juin 1942, répondant à un des appels de Ribbentrop de déclarer la guerre à l'U. R. S. S., l'ambassadeur japonais à Berlin, M. Oshima, qui attendait les résultats de la campagne d'été 1942 et la chute de Stalingrad, lui donna une réponse dilatoire. Et quand, après l'écrasement des troupes allemandes devant Stalingrad, Ribbentrop, le 6 mars 1943, renouvela sa demande au cours d'un entretien avec Oshima, ce dernier refusa catégoriquement (4).

(1) *Ibid.*
(2) *Istorija*, R. P. R., Réd. acad. M. Roller, Bucarest, 1952, p. 674.
(3) *Očerki ictorii Velikoj Otečestvennoj voiny, 1942-1945* (Précis d'histoire de la Grande Guerre de libération), Moscou, Éd. militaires, 1955, p. 225.
(4) *Dokumente der Deutschen Politik und Geschichte von 1948 bis zur Gegenwart*, Band V, S. 403-405.

Les pays neutres, eux aussi, furent amenés à tenir compte des changements intervenus dans la situation de l'Allemagne hitlérienne. La Turquie, par exemple, qui se proposait d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, dut renoncer définitivement à son intention après la destruction des armées de l'axe devant Stalingrad. En mars 1947, le journal américain *P M* publia deux articles d'un ancien membre du gouvernement turc. Celui-ci mentionna que la Turquie proclama l'appel sous les drapeaux et décida de déclarer immédiatement la guerre à l'U. R. S. S. à la suite de la nouvelle de Berlin annonçant la prise de Stalingrad. « Tout était prêt — poursuivait l'auteur — pour entrer en guerre contre l'Union soviétique... Mais, quand Inönu a téléphoné à von Papen pour lui dire que l'Allemagne aurait un nouvel allié, ce dernier lui a fait savoir que les Allemands avaient battu en retraite devant Stalingrad. Alors Inönu a immédiatement stoppé la mobilisation sans faire part des plans turcs à von Papen ! »

Ainsi, l'anéantissement des troupes hitlériennes devant Stalingrad eut pour conséquence une sérieuse aggravation de la situation de l'Allemagne dans l'arène mondiale, où elle commença à perdre ses alliés. Le bloc des États fascistes donna de la bande.

La bataille de Stalingrad et l'offensive générale de l'Armée soviétique exercèrent une grande influence sur le mouvement de libération nationale des peuples en lutte contre l'Allemagne hitlérienne.

Animés par l'exemple de la lutte héroïque du peuple soviétique et de son armée, les peuples des pays qui se trouvaient sous le joug fasciste renforcèrent leur résistance aux envahisseurs.

La flamme de la guerre populaire en Yougoslavie s'étendait sans cesse. L'action des francs-tireurs et des partisans français en 1943 se développait puissamment. On peut en dire autant de la Pologne, où la *Gwardia Ludowa*, créée par le Parti ouvrier, combattait vigoureusement les envahisseurs. Les partisans albanais formèrent leur armée de libération populaire. En Tchécoslovaquie, en Norvège, en Belgique et dans les autres pays occupés, la Résistance allait en se renforçant.

C'est avec une grande joie que tous les patriotes français accueillirent la défaite des troupes germano-fascistes devant Stalingrad. « Bouleversante, la nouvelle arrive » — écrit Paul Cribeillet, un dirigeant des partisans de l'Ain. — « Une puissante armée ennemie défaite et prisonnière, avec son état-major, ses généraux. La bataille qui décidera de tout est gagnée... Stalingrad ! Les visages s'illuminent, la joie est partout. En France, dans le monde entier, la confiance se transforme en certitude (1). »

Maurice Choury, un dirigeant du Front National en Corse, raconte avec quelle animation fut reçue par les Corses la nouvelle de la défaite des troupes nazies à Stalingrad. « ... l'esprit de résistance grandissait

(1) Paul Cribeillet, *Vie et combats de partisans*, Paris, 1947, p. 126.

dans une population transportée d'enthousiasme depuis la capitulation de von Paulus à Stalingrad... Accrochés à nos postes de radio, nous avons entendu Jean-Richard Bloch saluer la victoire de Stalingrad au micro de Radio-Moscou : ... l'heure du châtiment se rapproche pour les alliés de l'axe Berlin-Rome (1) ».

Nombreux sont les historiens et les hommes politiques français qui soulignent le rôle décisif de la bataille de Stalingrad pour toute la marche de la deuxième guerre mondiale.

Le général A. Guillaume, ancien chef de l'état-major général de l'Armée française, écrit : « En Europe et dans le monde entier, Stalingrad achève, après Moscou, de détruire le mythe de l'invincibilité des armées hitlériennes. Italiens et Roumains, écrasés à Stalingrad à côté des Allemands, prennent conscience de l'erreur commise par leurs dirigeants en liant leur sort à celui de l'Allemagne. A l'espoir de partager avec celle-ci les fruits de la victoire, succèdent chez les satellites, la certitude de la débâcle et la crainte du châtiment (2). »

Et le général Chassin de noter que « le monde entier a compris que la reddition de l'armée Paulus... marquait définitivement l'échec de la tentative allemande d'hégémonie universelle (3) ». Maxime Mourin écrit que « la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad marquait un tournant décisif de la guerre. L'armée allemande pouvait, devait être battue (4) ».

En effet, la victoire de l'Armée soviétique devant Stalingrad exerça une influence décisive sur le cours de la deuxième guerre mondiale. A la suite de cette victoire, l'initiative stratégique passa du côté des Alliés. Le commandement hitlérien fut contraint de changer ses plans de guerre et de prendre des mesures extraordinaires pour améliorer la situation politique de l'Allemagne. Le gouvernement japonais, lui aussi, révisa ses plans. La victoire de Stalingrad ébranla les arrières hitlériens, retira une partie importante des forces ennemies de l'Europe occidentale. Tout cela contribua au renforcement de la Résistance dans les pays occupés par les hitlériens.

Les immenses succès de l'Armée soviétique en 1942-1943 créèrent la base pour de futures victoires décisives de la coalition antihitlérienne sur les envahisseurs fascistes.

B. Telpoukhovsky.

(1) M. Choury, *Tous bandits d'honneur !* Résistance et libération de la Corse (juin 1940-octobre 1943), Paris, 1958, p. 53.

(2) Général A. Guillaume, *La guerre germano-soviétique 1941-1945*, Paris, 1949, p. 60.

(3) Général L.-M. Chassin, *Histoire militaire de la seconde guerre mondiale 1939-1945*, Paris, 1951, p. 183.

(4) Maxime Mourin, *Histoire des grandes puissances*, Paris, 1958, p. 407.

LA LUTTE DU PEUPLE UKRAINIEN (1)

L'Ukraine fut l'une des premières républiques soviétiques à subir le choc de l'armée hitlérienne en juin 1941. Tout le territoire ukrainien fut occupé pendant la durée de la guerre.

Le Parti communiste ukrainien prit la tête de la lutte populaire patriotique ukrainienne. Le 6 juillet 1941, le Comité central du Parti communiste ukrainien, le Praesidium du Soviet suprême et le Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique socialiste d'Ukraine lancèrent un appel à la population pour une intensification de la guerre populaire, dans le dos de l'ennemi. Cet appel invitait les patriotes à faire sauter les ponts et les routes, à brûler les dépôts, à détruire les convois, à créer à l'envahisseur et à ses aides des conditions insupportables, à les poursuivre et les anéantir par tous les moyens, à saboter leurs initiatives et à aider de toutes les façons l'Armée soviétique. Le peuple ukrainien répondit à cet appel. Tout le travail des organes gouvernementaux et des organisations publiques fut subordonné aux problèmes militaires.

En un temps record, la conversion de l'économie nationale en une économie de guerre devint une réalité. La défense de Kiev et d'autres villes d'Ukraine montre bien que le peuple ukrainien était prêt à la lutte et qu'en ces jours pénibles, il ne faisait qu'un avec l'Armée soviétique. Ainsi, devant Kiev, le peuple construisit rapidement des lignes défensives. Le premier jour, 50 000 hommes travaillaient à la construction de ces fortifications, trois jours après, 160 000. Aucun moyen coercitif n'aurait pu mobiliser une telle masse.

Ayant concentré dans un secteur étroit du front trois divisions d'infanterie, quelques régiments d'artillerie et une grande quantité de tanks et d'avions, l'armée allemande perça les défenses de la zone fortifiée de Kiev et, le 9 août, fit irruption dans la banlieue ouest. Mais,

(1) Cet article a été élaboré à partir de sources rendues publiques et d'archives. En particulier, l'auteur a utilisé les archives de l'*Institut d'Histoire du Parti* du *Comité central du Parti communiste ukrainien*, les travaux de la *Commission d'Histoire de la Grande Guerre patriotique* de l'*Académie des Sciences de la R. S. S. d'Ukraine*, les documents (listes des partisans) du *Praesidium du Soviet suprême* de la R. S. S. U. Tenant compte du fait que le lecteur français n'a pas accès à ces sources, les renvois aux archives ne sont pas indiqués dans le texte.

là, les envahisseurs furent arrêtés par des unités de l'Armée soviétique et des détachements de la milice populaire (1). A l'issue de combats acharnés, l'ennemi fut rejeté au delà de Kiev.

Onze détachements de partisans, formant en tout 1 780 hommes, opérèrent activement à l'arrière des lignes ennemies et participèrent à la défense de Kiev à ce moment-là. Le détachement des partisans de Kiev, *Vaincre ou mourir*, sous le commandement de S. Osietchkin, et le détachement de la région de Podolsk, combattant dans les environs de Kiev, se distinguèrent particulièrement. Le détachement *Vaincre ou mourir*, en très peu de temps, livra plus de 30 engagements, anéantit près de 2 000 soldats et officiers ennemis, mit hors de combat plusieurs tanks et véhicules blindés. Pendant le même temps, des détachements de partisans, formés d'ouvriers de Kharkov et de mineurs du Donbass, agissaient aussi activement à l'arrière des lignes ennemies devant Kiev. Le détachement de partisans placé sous le commandement de I. Borovik et formé de mineurs-komsomols de la région de Stalinsk, franchit le front le 10 août. Durant la dure bataille devant Kiev, ce détachement détruisit les états-majors de deux régiments ennemis ; 60 soldats et officiers furent anéantis et des documents importants saisis.

L'activité des partisans contribua à la défense victorieuse de Kiev. Malgré leur inexpérience militaire et leur faible armement, ces premiers petits détachements de partisans créèrent pour les occupants un climat de nervosité et de tension, et réussirent à les attirer vers eux et ainsi à retirer du front les unités de l'armée régulière. Ce n'est que quarante-deux jours plus tard, grâce à un important mouvement tournant de l'armée ennemie sur les flancs et à un encerclement de groupes de soldats soviétiques dans cette région, que l'ennemi réussit à s'emparer de Kiev.

Odessa occupait une place importante dans les plans du commandement hitlérien. Ayant rencontré une résistance opiniâtre de la part des troupes soviétiques, les envahisseurs durent opérer des regroupements et concentrer devant la ville une armée formée de 18 divisions, en majorité roumaines. Grâce à une importante supériorité numérique et technique, l'armée ennemie parvint à la mer le 10 août et enferma Odessa dans un demi-cercle de feu. A Odessa, comme à Kiev, la population prit une part active dans la construction de lignes défensives devant la ville. Près de 100 000 hommes travaillèrent à creuser les tranchées ; 7 500 communistes et 20 000 komsomols d'Odessa partirent au front comme volontaires. Selon des données incomplètes, près de 30 000 hommes entrèrent dans les détachements de la milice populaire et, coude à coude avec l'Armée soviétique, défendirent la ville durant soixante-neuf jours. La ville fut abandonnée sur l'ordre du Haut-Commandement, en raison d'une situation générale défavorable.

(1) Les détachements de la milice populaire furent constitués à partir de volontaires parmi les habitants de Kiev et d'autres villes d'Ukraine. Ensuite, ils furent transformés en unités militaires de l'armée régulière.

Dans les combats devant Kiev et Odessa, l'ennemi subit de lourdes pertes en tués et blessés. Cependant, il est probable que le temps perdu lui fut le plus préjudiciable. On peut dire, sans exagérer, que devant les murs de Kiev, d'Odessa, de Sébastopol et d'autres villes d'Ukraine, la possibilité d'une « guerre-éclair » contre l'U. R. S. S. fut déjà, en août 1941, sérieusement compromise.

Durant les années qui suivirent la guerre, de nombreux ouvrages parurent dans les pays de l'Ouest, dans lesquels les événements des premiers mois de la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique furent dénaturés ; en particulier, on tait ou on amoindrit le patriotisme du peuple ukrainien, sa résistance opiniâtre devant l'envahisseur. Une pareille déformation de la réalité historique trouve place dans les livres des auteurs allemands — Tippelskirch, Guderian, Rendulic von Butlar, E. Middeldorf — dans les ouvrages américains et anglais des historiens J. A. Armstrong, C. A. Dixon et O. Heilbrunn (1).

Dixon et Heilbrunn, par exemple, font état d'une longue citation, tirée du journal de Goebbels, que, « au début, la population ukrainienne était portée à voir dans le Führer le sauveur de l'Europe, et, sincèrement, souhaitait la bienvenue à l'armée allemande (2) ». Cette version est imposée au lecteur par le colonel-général L. Rendulic et les autres auteurs mentionnés. Un certain I. Kamenetsky en est arrivé à affirmer qu'en Ukraine, à la différence de ce qui eut lieu à Moscou et à Léningrad, il n'y aurait pas eu de défense des villes et que le peuple ukrainien ne se serait pas du tout opposé à l'attaque hitlérienne (3).

L'une des principales erreurs hitlériennes fut de recouvrir du drapeau anticommuniste sa campagne contre l'U. R. S. S., c'est-à-dire de déclarer la guerre au régime socialiste, cher aux soviétiques. La défense héroïque de Kiev, d'Odessa, de Sébastopol et autres villes, la création, partout, de bataillons des chasseurs, de détachements de la milice populaire, la naissance de la résistance antifasciste et de détachements de partisans, l'évacuation massive des usines, des fabriques, des biens des kolkhozes vers l'est, le succès de la mobilisation des Ukrainiens dans les rangs de l'Armée soviétique — tout cela témoigne de la fidélité du peuple ukrainien au régime socialiste et à la Patrie, dès le début de la Grande Guerre patriotique.

Les détachements de partisans représentèrent la forme la plus active et la plus répandue de la lutte armée des masses populaires

(1) K. Tippelskirch, *Histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bonn, 1954 ; H. Guderian, *Mémoires d'un soldat*, Heidelberg, 1951 ; E. Middeldorf, *Tactique dans la campagne de Russie. Expérience et conséquence*, Darmstadt, 1956 ; L. Rendulic, Glasenbach, Nurnberg, Landsberg, *Le destin d'un soldat après la guerre*, Graz et Göttingen, 1953 ; J. A. Armstrong, *Le nationalisme ukrainien, 1939-1945*, New York, 1955 ; C. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *La guérilla communiste*, Londres, 1954.

(2) C. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *La guérilla communiste*, p. 22.

(3) Ihor Kamenetsky, *L'occupation de l'Ukraine par Hitler (1941-1944)*. Étude sur l'impérialisme totalitaire, Milwaukee, 1956.

ukrainiennes contre les envahisseurs ; ils combattirent pendant toute la période où l'Ukraine fut occupée. Des historiens occidentaux de cette guerre soutiennent que ces détachements auraient été formés presque de force, au début principalement, par des communistes « fanatiques », alors que les postes de commandement n'auraient été tenus que par des communistes. Une telle affirmation ne résiste pas à la critique. Il est vrai que le Parti communiste a été l'âme et l'avant-garde de la lutte nationale contre les occupants et de l'organisation du mouvement des partisans. Mais les communistes n'en formèrent ni n'auraient pu en former la majorité. Au contraire, abondaient les sans-parti : hommes, femmes, ouvriers, kolkhoziens et intellectuels.

On connaît de nombreux cas où, précisément, des citoyens sans parti furent les organisateurs des détachements de partisans et des groupes de sabotage. Ainsi, par exemple, dans la région de Kamenets-Podolsk, le patriote sans parti A. Odoukha, en 1941, organisa, de sa propre initiative, un groupe de partisans de 12 hommes, qui eut une grande activité militaire de sabotage et qui, par la suite, se développa jusqu'à former une grande unité de 5 000 hommes. A. Odoukha fut jugé digne de la plus haute récompense nationale — le titre suprême du Héros de l'Union soviétique. Un grand nombre d'exemples analogues peuvent être cités.

Cependant, il est exact que le Parti communiste ukrainien prit la tête de la lutte populaire et mobilisa toutes ses forces pour résister à l'ennemi. Le Parti envoya ses membres les plus courageux et les mieux préparés idéologiquement dans les secteurs les plus dangereux et les plus importants de la lutte de la résistance antifasciste et des détachements de partisans. Il convient de souligner que, malgré son énorme activité de travail à l'intérieur du gouvernement et du parti, le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste ukrainien, N. S. Khrouchtchev, s'occupa directement des questions d'organisation des détachements de partisans et de la résistance antifasciste.

Grâce aux efforts du Comité central du Parti communiste ukrainien, furent créés, pour agir à l'arrière du front ennemi, dès 1941, des comités du parti clandestins, dont 23 régionaux, 67 urbains et 564 à l'échelle des districts. Pour la lutte dans la résistance antifasciste, 26 500 hommes furent envoyés en mission clandestine dans huit régions (1) d'Ukraine seulement. Au cours de l'occupation parvinrent derrière les lignes ennemies 2 583 groupes de résistants. Avant même l'arrivée des occupants furent constitués des dépôts de ravitaillement, de munitions, d'armes, d'explosifs et d'équipement. Les détachements de partisans et les patriotes isolés commencèrent très souvent leur activité militaire dès l'arrivée des occupants ennemis dans une localité donnée.

(1) Oblast = région (note du traducteur).

Un bon exemple est celui de la région de Cernovits — située le long de la frontière roumaine, elle entra seulement dans l'Union des Républiques Soviétiques à l'été 1940. L'occupation rapide de tout le territoire ne permit pas d'organiser à temps la résistance antifasciste et les détachements de partisans. Cependant, un mois à peine après l'occupation, en juillet 1941, la flamme de la résistance populaire jaillit, et l'inspectorat régional de la police allemande dut instituer, le 23 juillet 1941, le système des otages.

En même temps, le chef de la police de Khotin fit savoir qu'il avait démasqué 124 communistes ayant une activité antifasciste et jouissant d'une grande popularité parmi la population (1). On a conservé un document émouvant sur les actions patriotiques d'un sans-parti de la petite localité de Storojinets — I. Kogout — qui eut une grande activité de propagande parmi la population. Quand la police apprit les activités de I. Kogout et qu'il fut sous la menace d'une arrestation, il fit sauter, au risque de sa vie, un pont sur la rivière Sereth et se cacha. Ce sabotage retarda de plusieurs jours la progression d'éléments ennemis vers le front (2).

Dans un rapport daté du 25 juillet 1941, le commandement de l'armée allemande reconnut que l'action des partisans représentait une menace sérieuse pour les communications allemandes (3). Pour lutter contre ce péril, l'occupant mit en action d'importantes forces de police, des compagnies de sécurité et des unités régulières et fit usage de tanks, d'artillerie et d'aviation. Pendant les sévères combats de l'hiver 1941-1942, de nombreux détachements de partisans subirent de lourdes pertes ; les rangs de la résistance furent spécialement décimés. Cependant, les calculs des occupants pour anéantir complètement les organisations résistantes furent déjoués.

Le Comité central du Parti communiste ukrainien prit des mesures actives en vue de la réorganisation du réseau de résistance durement touché. Dans les régions de Kiev, Vinitsa, Jitomir, Kamenets-Podolsk, Rovno, Volyn, Lvov, Stanislaw et autres régions d'Ukraine, on envoya des membres expérimentés du Parti : V. Begma, D. Bourtchenko, S. Malikov, S. Oleksenko, I. Tchepournoï, N. Rouditch, D. Khijniak, Kozenko, etc... Ils prirent la tête des organisations clandestines du Parti et la direction du mouvement des partisans. Ceux-ci apprirent à mieux connaître l'ennemi, ses points faibles, et acquirent une riche expérience.

Les tanks, les véhicules blindés, les avions, les armes automatiques et l'utilisation de radios dans l'armement des armées régulières per-

(1) Voir l'article de Tchernouchtchenko, dans les *Mémoires scientifiques de l'Université de l'État de Cernovits*, t. XXXVI, p. 67. Il convient de noter qu'aux yeux de l'ennemi, étaient communistes tous ceux qui luttaient contre lui.
(2) *Ibid.*, p. 68.
(3) C. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *op. cit.*, p. 40.

mettent de localiser rapidement les partisans et rendent difficile l'action de grands détachements et leur concentration sur les espaces découverts de la steppe. Dans ce domaine, l'expérience militaire du détachement de partisans commandé par M. Pavlovski, formé en septembre 1941 par les habitants des secteurs de Berislavski et B. Alexandrovski, région de Kherson, fut riche d'enseignements. Là, combattirent près de 700 hommes rassemblés sur les berges du Dniepr recouvertes d'alluvions et de roseaux. Les efforts de répression de l'occupant, par des moyens limités, se soldèrent, au début, par un échec. Au cours des combats de l'automne 1941, les partisans tuèrent ou firent prisonniers environ 50 soldats et officiers ennemis, s'emparèrent de 15 fusils, 3 mitrailleuses, 1 mortier, 3 mitraillettes, 10 revolvers, environ 10 000 cartouches, 2 stations-radio et beaucoup d'autre matériel. En novembre 1941, sur les rives du Dniepr, les détachements de partisans se groupèrent sous le commandement de Reznitchenko et Ryjikov. Le 7 novembre 1941, les occupants lancèrent contre eux toute une division S. S. Ayant resserré leur étreinte, les forces de répression soumirent les positions des partisans au feu méthodique de l'artillerie, des mortiers et les firent bombarder par l'aviation. La formation des partisans fut alors pulvérisée. Seuls quelques-uns, ayant pu percer (dont M. Pavlovski), se retirèrent au nord, dans la zone des bois de Briansk. Cet exemple illustre les difficultés rencontrées par les partisans dans les zones des steppes, où ils furent privés de la possibilité de manœuvrer et de se cacher devant les importantes forces ennemies.

Ce n'est donc pas par hasard que le mouvement des partisans eut le plus d'ampleur dans les régions marécageuses et boisées de la Biélorussie et de la partie forestière de l'Ukraine, dans les montagnes de Crimée et du nord du Caucase : en effet, il était malaisé pour l'ennemi de mettre en œuvre contre les partisans les types modernes d'armement et de transport, d'autant plus que les forêts et les montagnes ne sont pas seulement une forteresse naturelle et un abri sûr, mais offrent aussi des possibilités de ravitaillement important et des endroits propices à la construction de chaudes habitations pendant la période des froids.

C'est pourquoi de nombreux détachements de partisans furent, en 1941, contraints de se disloquer pour un temps et de quitter la zone des steppes pour le nord, la région de Soumy et la zone boisée de Briansk. Là, à la frontière commune des deux républiques de la Russie et d'Ukraine, les partisans résistèrent d'un commun effort à l'ennemi, devinrent plus nombreux, perfectionnèrent la tactique de guérilla et reçurent les indispensables secours des arrières. Dans les secteurs boisés, d'importantes formations se constituèrent, puis se transformèrent en brigades et divisions. De la vaste région forestière de Briansk, véritable forteresse, les formations et détachements de partisans, les groupes de sabotage et de reconnaissance effectuèrent des sorties audacieuses et des raids courageux loin dans les arrières de l'occupant.

Mais il ne faut tout de même pas surestimer le rôle du cadre géographique dans le développement du mouvement des partisans. Le facteur essentiel en est, non pas les conditions physiques en elles-mêmes, mais le fait que la population est prête à une lutte opiniâtre contre l'envahisseur. En fin de compte, tout le territoire ukrainien fut couvert par ce mouvement, mais au sud, dans la zone des steppes ainsi que dans les villes, il prit une forme particulière. Dans les secteurs de steppe, en règle générale, combattaient des petits détachements de partisans et des groupes de résistants. Des organisations antifascistes illégales se formaient dans les villes. Dans beaucoup de villes, elles parvinrent à une puissance notable. Un exemple remarquable est donné par le mouvement de résistance créé dans la ville littorale de Nikolaïev, où sont concentrées d'importantes entreprises de constructions navales. Le chiffre global des membres du *Centre de résistance de Nikolaïev* dépassa 2 500 hommes. Les résistants possédèrent 6 imprimeries clandestines. Ils éditèrent et distribuèrent parmi la population plus de 4 000 tracts. Selon des renseignements incomplets, les patriotes tuèrent ou firent prisonniers environ 600 soldats et officiers allemands, détruisirent 200 véhicules, 22 avions, 50 tonnes de carburant, 18 véhicules chargés d'équipement, firent dérailler 3 trains, effectuèrent plus de 150 autres sabotages dans les entreprises de Nikolaïev, dans le port et dans les installations agricoles.

A Rovno, centre du *Reichskommissariat*, les résistants, commandés par un communiste expérimenté, T. Novak, s'infiltrèrent dans les entreprises et institutions allemandes et même dans le Reichskommissariat et entreprirent une action de sabotage importante.

Les résistants des villes d'Ukraine possédèrent très souvent un armement notable, comme, par exemple, à Pavlograd, région de Dniepropetrovsk. En dépit du fait que le ville était littéralement bondée de soldats allemands et d'agents de la Gestapo, en mai 1942, on dénombre là 14 groupes de combat résistants. Quand, au début de 1943, l'avance soviétique sur Pavlograd prit de l'ampleur, le Comité urbain clandestin du Parti communiste donna, le 10 février, l'ordre aux groupes de se tenir prêts à combattre et de préparer un soulèvement de toute la ville contre l'occupant. Le soulèvement commença dans la nuit du 16 février. Au cours des combats, les résistants libérèrent 300 antifascistes détenus dans les locaux de la Gestapo. Avec l'aide de groupes de soldats soviétiques qui étaient parvenus dans la ville pour secourir les insurgés, les principales forces de l'ennemi furent détruites. Au matin du 17 février 1943, la ville fut libérée, tous les dépôts saisis ainsi que les entreprises et les institutions. Ainsi, dans les conditions propres à la zone des steppes et aux villes, les partisans obtinrent d'importants succès.

La fin de 1941 fut, pour les partisans ukrainiens, une période des plus pénibles, quand l'ennemi les serra de toutes parts et leur infligea

de lourdes pertes. Mais l'envahisseur ne réussit pas à liquider les partisans. Au contraire, 1942 fut caractérisé par un accroissement notable de leur mouvement. En janvier 1942, le Comité central du Parti communiste ukrainien et le Soviet suprême de la R. S. S. d'Ukraine s'adressèrent au peuple, affirmant qu'ils avaient la certitude qu'il remplirait jusqu'au bout son devoir sacré envers la Patrie et intensifierait les coups portés à l'ennemi.

Au printemps 1942, des centaines de nouveaux détachements de partisans furent créés, tandis que l'activité militaire de ceux existant déjà s'intensifia. Les plus grandes formations de partisans, unifiées sous le commandement de S. Kovpak, A. Fédorov, A. Sabourov et d'autres, reçurent des stations radio, des armes et des munitions, établirent une liaison radio directe avec l'état-major central du mouvement des partisans. Le 20 juin 1942 fut créé l'état-major ukrainien du mouvement des partisans, placé sous le commandement du général-major T. Strokatch.

La formation de l'état-major ukrainien du mouvement des partisans et l'établissement d'une liaison radio bilatérale avec les grandes formations de partisans eurent une importante signification pour le développement du mouvement des partisans en Ukraine. En 1941, les détachements de partisans n'avaient pas de stations radio ni de liaison régulière avec le centre, ce qui gênait la conduite des opérations.

En 1942, on commença, en Ukraine, à appliquer la tactique des raids à grande distance sur les arrières ennemis. Kovpak fut à l'origine de ces raids ; ses hommes, à partir de l'hiver 1941-1942, furent engagés dans des combats et des marches incessants et ne s'arrêtaient que peu de temps dans les forêts afin de se reposer, de recevoir des armes et des munitions et d'évacuer les blessés.

En octobre-novembre 1942, les formations des partisans, sous le commandement de S. Kovpak et A. Sabourov, ayant rompu l'encerclement ennemi, transportèrent leurs bases du massif sud de la forêt de Briansk vers l'Ukraine de la rive droite. Faisant route vers l'ouest, parallèlement l'une à l'autre, ces formations détruisaient les garnisons ennemies, occupaient les villes et les centres de district, faisaient sauter les ponts, franchissant, les armes à la main, ces importants obstacles que constituaient les rivières ou fleuves Snov, Desna, Dniepr, Pripet, et tuaient des milliers de soldats et officiers allemands. Le succès des raids fut assuré non seulement par l'héroïsme des partisans, mais encore par l'aide que leur accordait toute la population. La majorité écrasante de la population du territoire occupé sympathisait avec les partisans, surtout avec ceux qui, avec succès, détruisaient les Allemands. Après les opérations victorieuses, la population les fêtait, leur apportait des cadeaux, du ravitaillement. Les raids sur l'Ukraine de la rive droite furent aussi effectués par les formations sous le commandement de A. Fédorov, N. Naoumov et autres.

En 1943, les partisans ukrainiens fournirent une nouvelle page brillante de l'histoire de leur lutte héroïque contre les envahisseurs. La formation commandée par S. Kovpak effectua, durant l'été 1943, un raid célèbre dans les Carpates, dans les arrières reculés ennemis.

L'écrasement des armées allemandes à Stalingrad fit naître dans le cœur du peuple ukrainien l'espoir d'une victoire rapide et définitive. Après Stalingrad, les détachements des partisans accueillirent des milliers d'autres patriotes. Sur l'initiative de N. S. Khrouchtchev, le Comité central du Parti communiste ukrainien adopta un plan d'opérations militaires pour le printemps et l'été 1943. Ce plan embrassait un champ très large de mesures, en vue de détruire les arrières ennemis et d'aider l'Armée soviétique dans son offensive. Il fut adopté par le Commandement suprême. Le Comité d'État à la défense délivra pour la réalisation de ce plan les quantités nécessaires d'armes, de munitions, d'explosifs, d'avions, etc...

Pour la direction sur place, et pour aider les partisans opérant à l'arrière de l'ennemi, on envoya le secrétaire du Comité central du Parti communiste ukrainien, D. Korotchenko, avec un groupe de collaborateurs du Parti. Celui-ci inspecta plusieurs détachements et formations de partisans et fit connaissance avec leur activité. Ayant acquis une grande expérience de la guerilla lors de la guerre civile, D. Korotchenko donna beaucoup de conseils précieux aux chefs et prit lui-même part à des combats contre l'envahisseur. En mai 1943, au nord de la région de Jitomir, D. Korotchenko tint une conférence du Comité central clandestin du Parti communiste ukrainien avec les commandants et commissaires de sept grandes formations de détachements de partisans (1). On y fit le bilan de l'activité militaire et politique des partisans pour la période écoulée ; on arrêta les mesures à prendre en vue d'un développement ultérieur du mouvement et de l'accomplissement du plan opérationnel des activités militaires pour le printemps et l'été 1943.

Lors de l'été 1943 commença dans les arrières de l'ennemi un nouvel essor de la guérilla. On imprimait et diffusait par milliers journaux et tracts, on tenait des réunions, des meetings. Beaucoup de comités du Parti, à l'arrière des lignes ennemies et des formations de partisans, prenaient même des mesures politiques, comme la convocation de conférences régionales et de réunions.

Il est difficile de surestimer la signification de la propagande et de l'agitation politique dans cette guerre des partisans. L'occupant allemand lui-même fut contraint de reconnaître l'influence très forte qu'eut

(1) A la conférence assistaient les membres du Comité central clandestin du Parti communiste ukrainien : D. Korotchenko, S. Kovpak, A. Fédorov, V. Begma, S. Roudnev, A. Sabourov. Parmi les commandants, les commissaires et autres partisans actifs invités à la conférence, se trouvaient : V. Droujinin, N. Kouznetsov, I. Tchepournoï, P. Bougaenko, I. Fédorov, L. Kizia, S. Malikov, I. Melnik, S. Segen, A. Martynov, G. Melnik, et d'autres.

le travail de propagande sur la population. Ainsi, dans la *Communication des territoires occupés de l'Est*, du 14 mai 1943, il est dit que le moral du peuple ukrainien dépendait dans une grande mesure de l'activité des partisans et que beaucoup de régions passaient de plus en plus sous leur contrôle.

En 1943, au nord des régions de Jitomir, de Rovno, de Volyn et de Soumy, furent organisés des « maquis » où « l'Allemand n'osait fourrer son nez ». La population de ces maquis tout entière prenait une part active au combat contre l'occupant et liait son sort à l'activité des partisans. Tous les adultes des maquis, aptes au service armé, non seulement les hommes, mais aussi les femmes et même les adolescents, s'engageaient dans les détachements. Pour toute cette foule de volontaires, il n'y avait pas assez d'armes. Ceux qui n'avaient pas d'armes formaient des détachements d'autodéfense locale et des réserves secrètes.

L'activité militaire des partisans prit une ampleur particulièrement grande en automne 1943, lors des batailles pour la libération de l'Ukraine, et surtout lors du franchissement du Dniepr et de la libération de l'Ukraine de la rive droite du Dniepr.

Comme chacun sait, la libération de l'Ukraine débuta à l'issue victorieuse de la bataille livrée par l'Armée soviétique devant Koursk — la plus importante bataille de l'été 1943 sur le front germano-soviétique. Alors que la bataille de Koursk était à son paroxysme (le nombre de sabotages sur les voies ferrées effectués par les partisans ukrainiens atteignait 25 par jour), les groupes de saboteurs des formations de partisans, A. Fédorov, A. Sabourov, V. Begma, I. Fédorov, A. Oleksenko, A. Odoukha et autres, mirent hors d'usage les grandes lignes Brest-Pinsk-Louninets, Brest-Kovel-Zdolbounov, Kovel-Sarny-Kiev, Lvov-Proskourov-Jmerinka et obligèrent l'ennemi à rejeter ses réserves à l'est, par la Roumanie et Odessa.

Avant même l'arrivée des unités de l'Armée soviétique, les partisans des régions de Tchernigov, Kiev, Kamenets-Podolsk, Jitomir, Rovno, Volyn et autres régions, construisirent des dizaines de ponts sur la Desna et le Dniepr, occupèrent les villes de Ovroutch, Iziaslavl, Ostrog, Kostopol, Kamen-Kachirski, prirent part à la libération de Rovno, Kovel, Znamenka et autres villes d'Ukraine. Avec l'aide active de la population, ils libérèrent complètement toute la région boisée de l'Ukraine de la rive droite et, de cette manière, créèrent un énorme couloir allant du Dniepr au Boug Occidental. Progressant le long de ce couloir, les soldats soviétiques, au début de 1944, se trouvèrent sur le flanc des armées ennemies et, d'un coup de boutoir rapide à partir du nord, réalisèrent l'importante opération militaire Rovno-Loutsk.

Ainsi, à la suite d'une activité militaire systématique, de sabotages sur les transports et d'un travail politique des détachements de partisans et de la résistance antifasciste, les arrières de l'armée ennemie

en Ukraine furent, dans une grande mesure, désorganisés et transformés en un front de guerre intérieure.

En tout, d'après des résultats fragmentaires, on estime que 2 145 détachements et formations de partisans (1), comportant plus de 220 000 hommes et femmes, opérèrent contre l'ennemi. Parmi eux, on dénombrait 15 000 communistes et 26 000 komsomols (2). Il convient de ne pas oublier que, dans ces 220 000, n'entrent que les partisans et partisanes enrôlés dans les détachements et formations, pris en compte par l'état-major ukrainien. Or, ceux-là ne forment qu'une partie des patriotes qui soutinrent une lutte armée active contre l'envahisseur allemand.

Pendant la période de l'occupation temporaire de l'Ukraine, les hitlériens tuèrent plus de quatre millions de personnes. Il n'y a pas de doute que, parmi ces millions de victimes, il y avait un nombre important de combattants antifascistes actifs qui, pour cette raison, ont mérité le titre de partisan, bien qu'ils ne fussent pas inscrits sur les listes officielles. De même ne figure pas sur les listes des partisans ukrainiens la grande masse de la population qui vécut dans la zone des maquis de la région forestière d'Ukraine, au nord des régions de Jitomir, Rovno et Volyn et au nord de la région de Soumy, dans le secteur du massif sud de la forêt de Briansk, qui fait partie de l'Ukraine. Au moins un million de personnes vivaient sur le territoire occupé par les maquis dans les régions de Volyn, Rovno, Jitomir et Soumy. Dans les maquis, on créa des détachements armés d'autodéfense locale et des réserves de partisans clandestins. Ces partisans prenaient part aux combats contre l'occupant, fournissaient des guides, organisaient des sabotages, assuraient la reconnaissance des arrières ennemis. Les femmes cuisaient le pain, faisaient la lessive, soignaient les blessés et aidaient par tous les moyens les partisans. Vu les conditions dans lesquelles se trouvaient les arrières ennemis, le développement d'un puissant mouvement de partisans n'aurait guère été concevable sans cette aide populaire et ce grand soutien moral.

On ne trouve pas non plus trace, dans les listes officielles, des bataillons de choc créés en 1941 qui, ensuite, se transformèrent automatiquement en détachements de partisans, ainsi que des détachements de la milice populaire des grandes villes qui aidèrent l'Armée soviétique en cette dure année 1941. Ne purent être non plus compris ni les nombreux partisans qui périrent dans les combats inégaux contre les forces de répression allemandes en 1941, ni les membres des mouvements de partisans et des résistants de Crimée.

Par conséquent, si l'on comptait tous ceux qui luttèrent activement

(1) Voir l'ouvrage *Partisans ukrainiens dans la lutte contre l'envahisseur allemand*, Kiev, 1947, p. 85.

(2) N. S. Khrouchtchev, *Compte-rendu au XVI^e congrès du P. C. ukrainien*, p. 10.

contre les envahisseurs fascistes, sans aucun doute, le nombre réel des partisans ukrainiens s'élèverait à plus d'un million d'hommes. En outre, des millions d'ukrainiens, tant en Ukraine qu'en dehors, s'employèrent à saboter continuellement et à saper l'arrière ennemi. Le sabotage des mesures prises par l'occupant ne lui permit pas de remettre en activité les fabriques et les usines, les mines de charbon et de fer. L'occupant fut contraint d'importer du charbon des pays de l'Europe de l'Ouest, en Ukraine, et même dans le bassin houiller du Donbass.

Beaucoup d'Ukrainiens, déportés en Allemagne ou faits prisonniers, s'évadèrent et combattirent dans les détachements de Pologne, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, Italie, France et autres pays occupés.

Précisément à cause de son caractère populaire, le mouvement des partisans devint une véritable calamité pour les armées allemandes, comme le déclara le lieutenant général allemand Ditmar, au cours d'une émission radiophonique, le 6 juillet 1943. « Les armées allemandes en Russie subirent plus de préjudice à cause des partisans que de n'importe quel autre moyen classique de l'art militaire (1). »

Cela, naturellement, est une exagération manifeste. Les partisans, au cours de la Grande Guerre patriotique, furent des auxiliaires combatifs de l'Armée soviétique, mais nullement une force décisive dans la lutte contre l'occupant. La force de choc essentielle, qui brisa la colonne vertébrale du fascisme et délivra le peuple ukrainien et les autres peuples du monde du joug fasciste, fut l'Armée soviétique.

Au cours de la Grande Guerre patriotique, les partisans ukrainiens mirent hors de combat 460 000 soldats et officiers fascistes, firent dérailler des centaines de trains, détruisirent ou endommagèrent des milliers de locomotives et de wagons. Ils firent sauter et brûler un grand nombre de ponts de chemin de fer et routiers, anéantirent plus de 1 500 tanks et véhicules blindés, plus de 200 avions, 700 canons, environ 15 000 automobiles (2).

Nombre de Polonais, de Tchèques, de Slovaques, de Hongrois et de ressortissants des autres pays européens ont pris une part active dans les combats des partisans ukrainiens. Sur le territoire ukrainien, en 1944, une formation, deux brigades et un détachement isolé de Polonais opéraient activement : en tout, 1 863 hommes et, dans les détachements de partisans ukrainiens, on trouvait des milliers de Polonais ; par exemple, dans la formation commandée par S. Malikov, il y avait 337 Polonais, dans celle de A. Odoukha, 205, dans celle de S. Oleksenko, 182, etc... Le détachement de partisans slovaques, placé sous le commandement du capitaine Ian Nalepka, faisant partie de la formation de A. Sabourov,

(1) C. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *op. cit.*, p. 21.
(2) Selon les résultats globaux de l'exposition *Les partisans ukrainiens*. Voir l'ouvrage mentionné ci-dessus, p. 86.

prit une part des plus actives dans les combats pour la libération de la ville de Ovroutch (1). Dans le détachement de partisans crimeens de Fédorenko, combattit une section tchécoslovaque commandée par Belko.

Réciproquement, à l'approche des unités de l'Armée soviétique et avec la libération de l'Ukraine, plus de 30 détachements ukrainiens entrèrent en territoire polonais et aidèrent le peuple polonais dans la lutte contre l'envahisseur. A partir du mois d'octobre 1944, 77 détachements de partisans soviétiques, totalisant plus de 17 000 hommes, opérèrent en territoire hongrois, roumain et tchécoslovaque. Sur les territoires de ces pays, les partisans ukrainiens, en coopération avec les détachements de partisans locaux, tuèrent plus de 16 000 occupants, firent sauter 42 trains militaires, anéantirent 88 tanks et véhicules blindés, 330 automobiles et beaucoup d'autre matériel.

Dans la littérature étrangère, on explique souvent les magnifiques exploits des partisans soviétiques par l'esprit de vengeance contre l'envahisseur, à cause des atrocités commises en terre soviétique. Nous ne pouvons écarter cet esprit de vengeance. Le texte même du serment des partisans en parle. Oui, les partisans désiraient venger leur patrie soviétique, victime d'une attaque perfide, pour la mort, le sang et les larmes de leurs femmes, mères, frères et sœurs martyrisés bestialement.

Mais le peuple soviétique se dressa pour la lutte sacrée contre l'envahisseur hitlérien, nullement par esprit de vengeance. Les partisans défendaient consciemment leur patrie socialiste, indépendamment des excès de l'occupant.

Les hitlériens, en entreprenant leur campagne contre l'U. R. S. S., fondaient leurs espoirs sur une « cinquième colonne » et, avant tout, sur la bourgeoisie nationaliste ukrainienne émigrée, à partir de laquelle on créa des unités armées, quelque chose d'analogue au bataillon *Nachtigall*, sous le commandement de Theodor Oberländer. La réalité montra la vanité de ces espoirs : en Union soviétique tout se passa autrement que ne l'avaient prévu les hitlériens. Le puissant mouvement des partisans et la lutte populaire active de millions d'Ukrainiens contre les envahisseurs allemands témoignent de la puissance et de la vitalité du régime social et gouvernemental soviétique.

L. Kizia,
Institut historique de l'Académie des Sciences. République d'Ukraine.

(1) Le capitaine Ian Nalepka, tué au cours de ce combat, fut jugé digne du titre suprême de Héros de l'Union soviétique. Le peuple slovaque le vénère comme un héros national.

TRANSFERT DE L'INDUSTRIE SOVIÉTIQUE VERS L'EST

(JUIN 1941-1942)

Au début de la guerre contre l'Union soviétique, l'Allemagne, avec les énormes possibilités de son industrie, était un adversaire puissant et dangereux du point de vue économique. Elle disposait non seulement de ses propres ressources, mais aussi des capacités industrielles et énergétiques, des matières premières, des articles finis et des moyens de transport de presque toute l'Europe occidentale continentale.

On peut se faire une idée de la part des ressources des pays occupés et des pays satellites dans la balance économique de l'Allemagne, d'après le tableau suivant (1).

	Allemagne (2)	Pays occupés et satellites
Production de fonte, millions de tonnes	18,0	19,3
Production d'acier, millions de tonnes	22,6	22,3
Production de coke, millions de tonnes	49,1	26,8
Extraction de charbon, millions de tonnes	186,1	149,0
Extraction de lignite, millions de tonnes	194,9	41,0
Extraction de bauxite, milliers de tonnes	97,0	2 215,8
Production d'aluminium, milliers de tonnes	165,6	106,8

L'Union soviétique, obligée, par suite de l'attaque dont elle fut l'objet, d'engager une lutte armée contre l'Allemagne nazie, disposait de tous les moyens de production et de la technique modernes, nécessaires pour défendre avec succès le pays et écraser l'agresseur. L'industrie lourde soviétique, et surtout son industrie de constructions mécaniques, avaient atteint un haut niveau de développement. En 1940, l'Union soviétique produisait 14,9 millions de tonnes de fonte, 18,3 millions de tonnes d'acier, 21,1 millions de tonnes de coke, 13,1 millions de tonnes de laminés, extrayait 165,9 millions de tonnes de charbon (3).

Mais, pour le volume absolu de la production et pour de nombreux types importants d'articles industriels, l'Allemagne surpassait, à la veille de la

(1) Ce tableau a été dressé d'après les données de l'*Annuaire statistique international de la S. D. N.*, 1940-1941.

(2) D'après les données de 1939.

(3) *Glavnoe statističeskoe upravlevnie pri Sovete Ministrov* — SSSR — « Promyčlennost SSSR » Statističeskij sbornik, M., 1957, str. 40 (Service central des statistiques auprès du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S. Industrie soviétique. Recueil de statistiques, Moscou, 1957, p. 40).

guerre, l'Union soviétique de 1,5 à 2,5 fois. Il ne faut pas oublier non plus que l'Allemagne avait saisi, avant 1941, dans les pays occupés, différents biens pour une valeur de 9 milliards de livres sterling, 135 000 tonnes de cuivre, ce qui représentait sa consommation semestrielle, des stocks de nickel pour plus de 16 mois. 92 divisions allemandes étaient équipées de camions pris aux Français (1).

En confrontant des chiffres à peu près semblables à ceux cités dans le présent article, l'économiste anglais Morris Dobb, dans son étude publiée peu après le début des hostilités sur le front soviéto-germanique, arriva à la conclusion que, dans une longue guerre « d'épuisement », l'U. R. S. S. ne parviendra pas à « résister aux coups de toute la machine de guerre allemande, comme c'est le cas actuellement... (2) ».

Au terme d'une période relativement brève, cet économiste se vit obligé à changer radicalement son point de vue. Il comprit que la force économique réelle de l'État et les possibilités de son appareil de production industrielle ne sont pas seulement déterminées par la présence d'une industrie hautement développée du point de vue technique, par les ressources en matières premières, par le nombre d'ouvriers qualifiés, ce qui va de soi, mais avant tout par le système même de l'économie nationale qui prédomine dans le pays. Dans la lutte économique de l'Union soviétique avec l'Allemagne nazie, on avait jeté sur les plateaux de la balance de l'histoire non seulement des tonnes de métaux, de charbon, de capacités énergétiques et beaucoup d'autres moyens matériels et techniques des pays belligérants, mais aussi la base sociale du système économique de chaque État.

Même d'un point de vue de simple calcul arithmétique, l'avantage de l'économie allemande, qui semblait évident à première vue, s'avéra bien moins solide à l'analyse. L'économie de guerre de l'Allemagne, fondée sur le pillage et l'exploitation des richesses d'autrui, était vulnérable sous bien des rapports. Tout d'abord, les besoins de la sidérurgie allemande — base de toute la production militaire — en minerais de fer, n'étaient couverts qu'à 15 % par les mines du pays. En Union soviétique la sidérurgie disposait de sa propre base solide de matières premières. A la veille de la guerre, on extrayait dans ce pays 29,9 millions de tonnes de minerai de fer (3), c'est-à-dire neuf fois plus qu'en Allemagne. Les énormes réserves géologiques des minerais ouvraient des perspectives illimitées pour le développement de l'industrie métallurgique. Quant à l'Allemagne, elle dépendait entièrement des importations des minerais de Lorraine et d'autres bassins miniers français. De plus, elle exploitait l'industrie minière du Luxembourg, de la Norvège, de l'Algérie et d'autres pays occupés et importait du minerai de haute qualité de Suède et d'Espagne. L'industrie allemande de l'aluminium occupait par son niveau de production la première place au monde, tout en ne disposant que d'une très faible base de matières premières à l'intérieur du pays. Avant la guerre, l'Allemagne

(1) *Istoria Velikoi Otečestvennoi Voiny Sovetskogo Sojuza, 1941-1945*. T. Pervyj, M., 1960, str. 373 (Histoire de la Grande Guerre patriotique de l'U. R. S. S., Moscou, 1960, t. I, p. 373).

(2) M. A. Dobb, *Soviet Economy and the War*, London, 1941, p. 42.

(3) *Promyčlennost' SSSR. Statističeskij sbornik*, str. 40 (Industrie de l'U. R. S. S. ; recueil des statistiques, p. 40).

importait tous les ans plus d'un million de tonnes de bauxite. C'est pourquoi les richissimes gisements de bauxite de la France, de la Hongrie, de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Norvège et de l'Italie avaient une importance toute particulière pour l'Allemagne. Un des points les plus vulnérables de l'Allemagne était l'absence de gisements de chromite, de wolfram, de molybdène, de vanadium, c'est-à-dire de métaux sans lesquels il est impossible de produire les aciers fins. L'industrie allemande recevait, rien que de la Finlande, 20 % de ses besoins en molybdène, 50 % du cobalt et 70 % du nickel (1). La pauvreté de l'Allemagne en ressources pétrolières est bien connue. Elle recevait 90 % du pétrole naturel consommé de Roumanie et de Hongrie, tandis que l'Union soviétique produisait, déjà en 1940, 31,1 millions de tonnes de pétrole (2), c'est-à-dire deux fois plus que ce dont disposait annuellement l'Allemagne, en comptant, en plus des importations, sa propre production de pétrole synthétique.

La base économique des plans militaires de l'Allemagne nazie correspondait aux desseins aventureux de Hitler et des états-majors, c'est-à-dire « battre la Russie » par une guerre-éclair, au cours d'une seule campagne rapide. En déclenchant leur attaque contre l'Union soviétique, les stratèges hitlériens escomptaient que les premières défaites essuyées par les troupes soviétiques sur le front démoraliseraient la population dans les arrières et entraîneraient un effondrement rapide de la puissance économique de l'U. R. S. S. Ces calculs, de même que beaucoup d'autres plans de conquête vis-à-vis de l'U. R. S. S., s'avérèrent constructions sur sable. Dès les premiers jours de la guerre, on opposa aux desseins des agresseurs le plan militaire économique soviétique, orienté vers la mobilisation de toutes les forces matérielles et morales nécessaires pour la réalisation de la victoire dans une longue et difficile lutte contre un ennemi fort et dangereux.

La directive du Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. et du Comité central du Parti communiste aux organisations du Parti et des Soviets des régions situées près de la ligne du front, en date du 29 juin 1941, de même que le discours de J. Staline, du 3 juillet, formulaient, à côté d'autres tâches primordiales, celle de réorganiser l'économie nationale conformément aux exigences de la guerre.

Cependant, il devint bientôt évident que le premier plan soviétique de mobilisation de l'économie nationale, pour le troisième trimestre de 1941, dressé pour l'essentiel déjà avant la guerre, et approuvé par le gouvernement le 30 juin, ne répondait pas à la situation réelle qui s'était créée sur le front soviéto-germanique en été 1941. Ce plan projetait un accroissement de la production militaire de 26 %. C'était nettement insuffisant pour compenser les gigantesques pertes matérielles subies par l'Armée soviétique au cours des premières semaines

(1) Voir *L'économie planifiée*, nº 1, 1945, p. 90-91.
(2) Voir *L'industrie de l'U. R. S. S., recueil de statistiques*, p. 40.

de guerre et pour équiper, dans des proportions convenables, en armes et en munitions, les nouvelles divisions mises sur pied dans les arrières du pays.

En outre, les plus importantes régions industrielles du centre et du sud de l'U. R. S. S., où était concentrée la principale production du charbon, du manganèse, des aciers fins, des constructions mécaniques ainsi qu'un centre aussi important que Léningrad, se trouvaient menacés d'être pris par l'ennemi. Leur perte aurait pu être fatale à toute l'économie soviétique.

Pour placer à bref délai au service des intérêts de la guerre toute l'économie du pays, il fallait des mesures répondant par leur envergure aux événements redoutables qui se développaient sur le front. Le 4 juillet 1941, le gouvernement soviétique proposa à une Commission sous la direction de N. Voznessenski, président de la Commission du plan d'État de l'U. R. S. S., de dresser un nouveau plan militaire-économique pour le quatrième trimestre de 1941 et pour 1942, plan prévoyant en tout premier lieu le déplacement en masse des forces productives du pays de la zone du front de la partie européenne de l'U. R. S. S., vers l'est, dans les régions de la Volga, de l'Oural, de la Sibérie, du Kazakstan et de l'Asie centrale. Le Comité d'État pour la défense mit au point la modalité de l'évacuation et de l'installation des entreprises évacuées dans les nouveaux lieux. Le Conseil pour l'évacuation, fondé dès le 24 juin et présidé par l'éminent homme d'État soviétique, N. Chvernik, reçut un programme d'action bien déterminé. La priorité était donnée à l'évacuation des entreprises produisant du matériel de guerre ainsi qu'aux entreprises de la métallurgie non ferreuse, de la sidérurgie spéciale et de l'industrie chimique. Les usines de ces branches d'industrie étaient transférées en tout premier lieu. Pour aider le Conseil d'évacuation, on créa des bureaux et des commissions auprès des divers commissariats du peuple et on désigna des délégués responsables de l'organisation du transfert de chaque groupe d'entreprises. Le contrôle de l'évacuation était effectué par un groupe d'inspecteurs avec, à leur tête, le vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S., A. Kossyguine.

Le 16 août 1941, le gouvernement approuva le plan du quatrième trimestre de 1941 et de l'année 1942, dressé par la Commission du plan d'État pour les régions de l'est de l'Union soviétique.

En vertu de ce plan, toute l'économie nationale, toutes les ressources de main-d'œuvre et matérielles, ainsi que les réserves du pays, étaient mises au service du front. Le plan donnait une claire perspective de création, dans le délai indiqué, d'une économie de guerre harmonieuse, susceptible d'assurer à l'État soviétique l'avantage militaire-technique dans une longue lutte armée contre les envahisseurs. Ce plan comportait un vaste programme de développement de la fabrication des armes, des munitions, des avions, des engins blindés, ainsi que de l'équipement pour les principales branches de l'industrie lourde. On

projetait d'accroître la production de l'industrie chimique, du caoutchouc, de la cellulose et du papier, du textile, de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire. La structure des grands travaux de construction par branche d'industrie changea radicalement. La part de la construction des entreprises de l'industrie de guerre augmenta sensiblement dans leur volume global. Du nombre total des entreprises dont la construction avait commencé avant la guerre, on ne laissa qu'un neuvième. On terminait la construction seulement des entreprises industrielles pouvant être mises en service au plus tard dans un an. Le plan du quatrième trimestre 1941 prévoyait aussi des crédits pour les travaux de réinstallation, au cours de ces trois mois, de 825 entreprises évacuées.

Avant d'approuver et de mettre en œuvre le nouveau plan militaire-économique, le gouvernement soviétique avait pris des mesures en vue de l'évacuation vers l'est des entreprises les plus importantes et même de différentes grandes installations ayant une importance majeure pour la défense. Dès les premiers jours de juillet, la décision fut prise de transférer un train de laminoir puissant qui servait à fabriquer des plaques de blindage, de l'usine de Marioupol (Ukraine) vers le combinat métallurgique de Magnitogorsk (Oural). Le 3 juillet, le Comité d'État pour la défense, après avoir approuvé le plan de production d'armes d'artillerie et d'infanterie modernes, décida de transférer vingt-six usines fabriquant des armes, des régions centrales (Moscou, Toula) et de Léningrad, vers les villes de la Volga et de la Sibérie. Quelques jours plus tard, le gouvernement décidait de transférer, des régions centrales vers la Sibérie occidentale, une partie de l'équipement et des cadres de certaines entreprises de l'industrie aéronautique pour doubler dans l'Est la production des avions.

Le déplacement de la majorité des entreprises évacuées vers l'Oural et la Sibérie, ainsi que dans la région de la Volga, était dicté non seulement par des considérations de caractère géographique — l'éloignement de ces régions de la ligne du front (bien que la chose fût très importante) — mais aussi par l'existence des conditions nécessaires pour recevoir ces entreprises, les installer et les mettre en marche. Dans les années d'avant-guerre, on avait poursuivi constamment dans l'est de l'Union soviétique d'important travaux de construction industrielle, ce qui répondait pleinement aux principes de l'État soviétique, qui consistaient à développer les régions du pays, retardataires au point de vue économique, à rapprocher la production des sources de matières premières et de combustible ainsi que des régions de consommation. En 1938-1940, un tiers des grands travaux de construction entrepris dans le pays revenait à l'Est. A partir de 1939, on avait commencé, en Oural, en Sibérie occidentale et dans la région de la Volga, la construction d'usines doublant les industries des constructions mécaniques, de raffinage du pétrole et d'industrie chimique. Vers

le début de la guerre, la construction de nombre de ces entreprises touchait à sa fin et, à présent, on pouvait installer sur leurs terrains les entreprises évacuées. Une grande attention était réservée déjà avant la guerre à l'extraction et à la production dans l'Est des matières premières (bauxite, manganèse, nickel) qui, autrefois, y étaient importés des autres régions du pays.

Le président de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., V. Komarov, a caractérisé de façon vivante l'importance des régions Est, et en particulier de l'Oural, dans la balance économique du pays, dans la première phase de la guerre. « L'Oural, écrivait-il, est une richissime contrée de fer, de métaux non ferreux et légers, de ressources combustibles et chimiques. Cette chaîne méridionale qui s'étend parallèlement à la ligne du front et qui en est éloignée de 1 000-2 000 kilomètres constitue, si l'on peut dire, une puissante ligne de fortifications économiques, une ligne de richissimes gisements, de mines, d'usines et de centrales électriques puissantes... (1). » Si l'on traduit cette comparaison imagée dans le langage des chiffres, la part des régions Est dans la production industrielle de l'Union soviétique constituait, en 1940 : pour le minerai de fer : 29 %, pour le coke : 24 %, pour les laminés : 36 %, pour le charbon : 35 %, pour le pétrole : 12 %, pour l'énergie électrique : 25 %, pour la fonte : 28 %, et pour l'acier : 37 %. Ce n'est pas sur un terrain dénudé dans la « Sibérie sauvage », comme se le figuraient certains de façon erronée, mais sur cette solide fondation économique qu'il fallait créer dans l'Est, à bref délai, dans les conditions d'une guerre cruelle et destructrice, la principale base militaire industrielle du pays, son principal arsenal.

Mais le succès de cette entreprise dépendait avant tout de la question de savoir si l'on parviendrait à mettre réellement en œuvre, aussi vite que le dictaient les conditions du temps de guerre, le plan élaboré par le gouvernement d'une manœuvre gigantesque des forces productives du pays et à créer, à quelques milliers de kilomètres du front, une machine industrielle puissante, conforme aux exigences de la guerre moderne, capable de donner aux armées soviétiques en lutte tout le nécessaire pour écraser l'ennemi.

Le transfert de la masse essentielle des entreprises industrielles de la ligne du front vers l'Est fut réalisé dans une très dure situation militaire et dans des conditions extrêmement compliquées. Tout retard apporté dans l'évacuation des entreprises exécutant des commandes militaires équivalait à la mort. En même temps, l'exigence du Comité d'État pour la défense « de produire du matériel jusqu'à la dernière possibilité ! » recevait la force d'une loi imprescriptible. En juillet-

(1) V. L. Komarov, *Otečestvennaja voina i nauka*, M., Gospolitizdat, 1942, str. 25-26 (La guerre de libération et la science, Moscou, Éd. d'État, 1942, p. 25-26).

août 1941, chaque nouveau char, avion, canon, était souvent envoyé directement de l'atelier sur le front.

L'évacuation des principales régions industrielles au Sud du pays : Dniépropétrovsk, Zaporojié, Krivoi Rog, Kharkov, bassin du Donetz, commença dans les premières journées d'août, lorsqu'il devint évident que les troupes allemandes du groupe « Sud », sous le commandement du feld-maréchal Rundstedt, menaçaient de déboucher vers le Dniepr, sur toute la ligne de la défense où opéraient les armées soviétiques des fronts sud-ouest et sud.

Le 7 août, l'ordre d'évacuation fut donné aux entreprises de Dniépropétrovsk et, parmi elles, à la grande usine de tubes laminés Lénine. Sa production était nécessaire au plus haut point pour la fabrication de presque tous les types de matériel militaire, de munitions et d'armements. L'évacuation simultanée de nombreuses usines et fabriques entravait le fonctionnement des chemins de fer. On manquait de wagons et de locomotives. Les dirigeants de l'usine de tubes laminés décidèrent d'évacuer les machines les plus précieuses et de dépareiller les autres. Plus tard, les Allemands tentèrent bien d'organiser la production dans l'atelier des tubes, mais en vain.

Le 18 août, on commença l'évacuation des entreprises situées sur la rive gauche du Dniepr. C'est là précisément que se trouvait l'usine d'acier fin *Zaporojstal*, célèbre bien au delà du pays. Pour son évacuation, il fallait 8 000 wagons. Les ouvriers métallurgistes du bassin Donetz vinrent aider les ouvriers de Zaporojié à évacuer les trains de laminoir à tôle, uniques en leur genre. La partie essentielle de l'équipement, d'un poids de 50 000 tonnes et d'une valeur d'environ de 200 millions de roubles, fut transférée à Magnitogorsk (Oural) ou bientôt elle fut réinstallée et mise en marche. Le 21 septembre, toutes les grandes entreprises industrielles de Zaporojié avaient été évacuées vers l'Est et c'est là que bientôt elles reçurent une nouvelle vie. Après la guerre, des industriels et des ingénieurs américains demandèrent au directeur de cette usine, A. Kouzmine, au cours d'une de ses visites aux États-Unis : « Est-il vrai que l'équipement de *Zaporojstal* a été entièrement évacué? » Kouzmine a répondu : « Oui, c'est vrai. Cet exploit a été accompli par la classe ouvrière qui se défendait elle-même (1). »

Oui, cet exploit a été accompli par la classe ouvrière de l'Union soviétique, par les travailleurs de l'arrière, qui savaient que chaque machine emportée du territoire occupé par les Allemands était une arme de combat de la lutte économique entre les mains du peuple soviétique et, en même temps, un coup porté aux calculs de l'ennemi, visant à priver l'Armée soviétique de son industrie de guerre. L'évacuation massive des entreprises industrielles, des valeurs nationales, des stocks de matières premières et de vivres vouait aussi à l'échec le plan

(1) Voir le journal *Troud*, du 3 octobre 1947.

de pillage économique des territoires soviétiques, qui accompagnait le *plan Barberousse.*

Les tentatives du commandement allemand d'empêcher par le bombardement aérien l'évacuation ne donnèrent pratiquement rien. Ainsi, sous les attaques aériennes systématiques, on a évacué l'équipement des puissantes centrales électriques du bassin du Donetz et, en particulier, de la plus grande d'entre elles, la centrale du district de Zouevka. L'ennemi s'approchait de cette centrale au moment où l'on n'avait évacué qu'une partie de son équipement. C'est pourquoi les travailleurs de la centrale décidèrent de placer des charges de dynamite sous les machines, afin qu'on puisse les détruire à tout instant. Le personnel de la centrale, malgré le bombardement aérien, continuait de travailler dans les ateliers minés jusqu'à ce que fut donné l'ordre par le commandement militaire de terminer l'évacuation de la centrale en dix heures. Il ne restait plus qu'à emporter l'alternateur d'une puissante turbine. Dans les conditions ordinaires, son démontage aurait demandé au moins sept jours. On attendait déjà ce générateur à Kazan où, à ce moment, on réinstallait d'importantes entreprises industrielles évacuées de Léningrad et de Moscou dont la production était nécessaire au front comme le pain et l'air. Les ouvriers de la centrale le savaient bien. Et cette haute compréhension de leur devoir devant le pays leur permit d'accomplir ce qui semblait au-dessus des forces humaines. Les ouvriers, qui n'avaient pas dormi plusieurs nuits de suite, étaient épuisés à l'extrême. Et, cependant, huit heures plus tard, ils terminaient le démontage et chargeaient l'alternateur sur les plates-formes qui partirent pour la destination indiquée.

Bientôt, les feux des centrales électriques du Donbass s'allumèrent sur la Volga, en Oural, en Sibérie et dans le lointain Kazakstan. Ils servaient à alimenter les usines et les fabriques qui, dans de nouveaux lieux, continuaient de forger des armes pour le front.

Les Allemands ne réussirent pas non plus à empêcher l'évacuation des usines de guerre de Léningrad. Une partie considérable de l'équipement d'usines de constructions mécaniques, aussi gigantesques que celles de Kirov et d'Ijora, était évacuée au moment où les troupes ennemies avaient coupé la ligne ferrée que suivaient les convois chargés de machines. Les constructeurs de chars de Léningrad eurent à effectuer un long trajet pour parvenir de leur ville natale jusqu'à Tchéliabinsk et Sverdlovsk. Et, cependant, vers la fin de 1941, les usines de Léningrad, rétablies dans l'Est, commencèrent à envoyer sur le front des chars lourds « K V » recouverts de plaques de blindage de l'Oural. Les ateliers de chars de l'usine Kirov, de Léningrad, fusionnèrent avec l'usine de tracteurs de Tchéliabinsk pour former, dans l'Oural du sud, un centre puissant de fabrication de chars. Au total, on avait évacué de Léningrad 92 grandes entreprises ayant un rapport direct avec la production de guerre. On avait évacué de la République d'Ukraine

419 entreprises de 30 branches de l'industrie, 109 entreprises de la République de Biélorussie. L'évacuation en masse des entreprises moscovites commença le 10 octobre, lorsque les troupes allemandes avaient déjà presque atteint les portes de la capitale. Vers la fin de novembre, on avait évacué de Moscou et de sa région 498 entreprises différentes.

Dans le courant juillet-novembre 1941, on avait transféré des régions situées près de la ligne du front presque la totalité des entreprises prévues pour être déplacées vers l'Est et, dans ce nombre, 1 360 grandes usines, principalement militaires. On avait transféré vers l'Oural 455 entreprises et vers la Sibérie occidentale 210, vers l'Asie centrale, le Kazakstan, 250 usines (1). Pour le transport des chargements évacués, il a fallu employer près d'un million et demi de wagons et de plates-formes de chemin de fer. Si l'on plaçait en une seule ligne tous les wagons qui ont servi à l'évacuation, on aurait pu constituer deux trains d'une longueur de Paris à Pékin. Un wagon sur cinq de tout le réseau de chemins de fer était occupé au transport de l'outillage évacué et des ouvriers.

A partir de l'été et presque jusqu'à la fin de 1941, un flot de réfugiés, composé principalement de femmes, d'enfants et de vieillards, se dirigea des régions occupées et de la ligne du front vers l'Est, dans les lointains arrières. Les jeunes et les hommes adultes en âge de porter les armes s'enrôlaient dans l'armée ; beaucoup d'autres, qui n'avaient pas eu le temps de partir, rejoignaient les détachements des partisans.

Rien que par chemin de fer, on a transporté de la zone des opérations militaires plus de dix millions de personnes.

Le gouvernement soviétique a fait tout le possible pour alléger le sort de ceux qui avaient perdu leurs foyers. Beaucoup de Français et de Françaises ont aussi éprouvé, au cours de la dernière guerre, les amères souffrances de l'exode devant l'ennemi, et c'est pourquoi il est inutile d'expliquer les sentiments qui animaient les citoyens soviétiques évacués.

Le 27 juin 1941, le Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. prenait un arrêté pour l'organisation du transport de la population évacuée et pour son ravitaillement en route. Le 5 juillet, cet arrêté était complété par une autre importante décision du gouvernement « Sur la modalité de l'évacuation de la population en temps de guerre ». La population était évacuée des zones, objectifs d'opérations militaires directes, par le commandement militaire, et des régions et des villes situées près de la ligne du front par décision du Conseil pour l'évacuation. La direction de tout le travail de transfert de la population civile vers les arrières fut confiée à une administration spécialement fondée près du Conseil pour l'évacuation.

(1) N. Voznesenski, *Voennaja ekonomika SSSR v period Otečestvennoi voiny*, Gospolitizdat, 1948, str. 41 (L'économie de guerre de l'U. R. S. S. dans la période de la Guerre nationale, Moscou, Éd. d'État, 1948, p. 41).

Sur tout le trajet suivi par la population civile évacuée du front vers les arrières, on créa un gigantesque réseau de postes d'évacuation et d'alimentation, où l'on délivrait, aux frais de l'État, deux fois par jour, à toutes les personnes évacuées, des repas chauds, où on leur donnait des soins médicaux et, en cas de nécessité, de l'argent, des vêtements et des chaussures. Des mesures spéciales furent prises pour évacuer des grandes villes : Moscou, Léningrad, Kiev, Kharkov, soumises à des bombardements aériens, des femmes avec leurs enfants, des crèches, des garderies, des internats et des hôpitaux d'enfants. A partir du 25 juin, c'est-à-dire trois jours après le début de la guerre et jusqu'au dernier jour de septembre 1941, on a évacué de Moscou et de sa région plus de deux millions de personnes, dont 600 000 enfants. On a évacué de Léningrad, depuis le début de la guerre et jusqu'au 25 juillet 1941, plus de 300 000 enfants. En arrivant sur place, les évacués recevaient gratuitement de la nourriture pendant six jours. Sur les indications du gouvernement, les organismes locaux étaient tenus de fournir à tous les évacués des logis, et du travail à toutes les personnes valides. Les familles des militaires avaient droit à une pension fixée par l'État.

Novembre et décembre 1941 furent les mois les plus critiques dans l'histoire de l'économie nationale de l'Union soviétique. La chute de la production dans la presque totalité des branches industrielles avait atteint son niveau le plus bas. Vers novembre, l'ennemi avait occupé un territoire sur lequel, avant la guerre, résidaient 40 % de toute la population du pays, où l'on extrayait 63 % du charbon, où l'on produisait 68 % de la fonte, 58 % de l'acier et 60 % de l'aluminium. Très grandes étaient aussi les pertes de l'agriculture. L'Union soviétique avait perdu 41 % de ses voies ferrées. En raison des pertes militaires, la production globale avait diminué, de juillet à novembre 1941, de plus de moitié (1).

Le rapport des forces économiques de l'Union soviétique et de l'Allemagne avait changé encore davantage en faveur de cette dernière. La propagande nazie annonçait à cor et à cri à travers le monde entier que l'État soviétique vivait ses derniers jours. Et c'est précisément à cette époque, lorsque les Hitlériens se réjouissaient de la « victoire presque atteinte », que le Comité d'État pour la défense prit une décision d'une extrême importance pour le développement ultérieur de l'économie de guerre.

Le 9 novembre 1941 fut ratifié le plan de réinstallation des usines de chars et de l'industrie aéronautique, de l'industrie des munitions et des armements, évacuées dans l'Est. On fixa les délais de mise en fonctionnement des entreprises ainsi que les indices quantitatifs de production de matériel de guerre pour les trois prochains mois. On

(1) N. Voznesenski, *op. cit.*, p. 42.

détermina en conséquence le programme industriel des entreprises sidérurgiques. La construction de nouvelles usines et d'installations métallurgiques était rangée dans la catégorie des travaux de défense les plus importants.

Le 9 novembre, le Comité d'État pour la défense chargeait son représentant à Arkhangelsk, le célèbre explorateur arctique I. Papanine, de prendre des mesures pour renforcer la flotte de remorquage dans le port d'Arkhangelsk et de préparer tous les moyens nécessaires pour le déchargement des navires étrangers qui arrivaient avec des chargements d'importation, devant être ensuite acheminés par voie ferrée. Faisons remarquer, par ailleurs, que c'est précisément à cette époque que l'attaché militaire américain, Eaton, télégraphiait, dans un moment de panique, de Moscou à Washington, que : « La fin de la résistance russe n'est pas loin » et que « le matériel américain amené via Arkhangelsk pouvait s'avérer détruit, perdu ou bien saisi par les Allemands (1) ».

Grâce au transfert et à l'installation des entreprises industrielles dans de nouveaux lieux, on vit changer brusquement le visage économique des régions Est. La région de la Volga, de zone où, avant la guerre, prédominaient les constructions mécaniques et les industries légère et alimentaire, commença, vers la fin de 1941, à se transformer en région de grande industrie de transformation de métaux, du caoutchouc et du textile. L'importance de l'Oural, qui, déjà avant la guerre, jouait un rôle important dans l'économie du pays, s'accrut encore : il devenait la principale base de production des métaux ferreux et non ferreux, des constructions mécaniques et du matériel de guerre, le principal arsenal de l'Armée soviétique. Le visage industriel de la Sibérie occidentale se dessina bien plus nettement. Cette importante région économique occupa la place essentielle dans le pays pour l'extraction de la houille et du coke de haute qualité ; sa part dans la production sidérurgique, militaire et chimique s'accrut très fortement.

Le processus de l'industrialisation du Kazakstan et des Républiques de l'Asie centrale prit un caractère impétueux pendant la guerre. Celle-ci accéléra, dans les Républiques de l'Asie centrale, la croissance culturelle et technique de nouveaux cadres industriels, surtout ceux recrutés dans la population autochtone. L'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Turkménie, après avoir secoué le joug du colonialisme tsariste de la Russie ancienne, avaient obtenu de grands succès dans tous les domaines de la vie en un peu plus de vingt ans de pouvoir soviétique ; ils firent pendant la guerre un nouveau grand pas dans la voie du progrès technique. Les républiques de la Transcaucasie : Azerbaidjan, Arménie et Géorgie, firent aussi, pendant la guerre, un grand bond.

Les entreprises qui fonctionnaient précédemment dans l'Est furent

(1) R. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins, an intimate history* (édition russe), t. I, p. 615.

renforcées par l'outillage évacué et multiplièrent leur capacité industrielle. Le combinat métallurgique de Magnitogorsk a reçu, à lui seul, et a installé sur son territoire quelques dizaines d'usines évacuées. Certaines usines gigantesques ne pouvaient pas être reconstruites en un seul endroit. On les divisait en entreprises spécialisées indépendantes. Ainsi, l'usine de roulements à billes *N* 1 de Moscou, la plus grande d'Europe, fut transférée à Kouibychev, une partie de ses ateliers s'installèrent à Saratov et l'atelier des roulements de précision à Tomsk. D'une seule usine on en fit trois et chacune d'elles livrait une production finie. Grâce au transfert s'est établie une nouvelle coopération industrielle et les usines, autrefois reliées entre elles, mais séparées par de grandes distances, se rapprochèrent sur leur nouvel emplacement pour créer de nouveaux centres industriels complexes. C'est ainsi qu'à la fin de 1941 se formèrent dans la région de la Volga et en Oural, quatre centres de fabrication de chars, capables d'exécuter chacune tout le cycle de la production.

Malgré les difficultés du temps de guerre, le volume des grands travaux de construction dans les régions de l'Est est passé de 3 100 000 000 de roubles le premier semestre de paix de 1941 à 5 100 000 000 de roubles dans le deuxième semestre de la même année.

La construction de nouvelles entreprises et la réinstallation des usines évacuées vers l'Est se faisaient à un rythme qui aurait paru incroyable même en temps de paix. Avant la guerre, il fallait deux ans et demi pour construire un haut fourneau d'un volume utile de 1 300 mètres cubes. Le haut fourneau *N* 5 du combinat métallurgique de Magnitogorsk, d'un volume égal, fut construit en huit mois, tandis que le haut fourneau de l'usine de Tchoussovaia (Oural) fut même terminé en sept mois. Avant la guerre, il a fallu 480 jours pour monter la première chaufferie de la centrale électrique thermique de Tchéliabinsk et 120 jours seulement pour monter la deuxième pendant la guerre, 86 jours pour la troisième, 76 pour la quatrième et seulement 35 jours pour la cinquième. Il est à remarquer que tout cela a été accompli dans les conditions incroyablement difficiles. Pour se faire ne fût-ce qu'une idée approximative de la manière dont se déroulait la construction de nouvelles entreprises à cette époque, nous reproduisons ci-dessous la chronique de la construction d'une entreprise :

Sverdlovsk, 2-14 décembre 1941.

... *2 décembre.* Des travailleurs qui, jusqu'à présent, n'avaient aucun rapport avec le bâtiment, sont venus sur le terrain de construction de l'usine. Ce sont des employés et des ménagères, des travailleurs de l'art et des étudiants. Ils prennent hardiment la pioche et la pelle, creusent des fouilles, nivellent le sol, apprennent leur métier auprès de leurs camarades professionnels...

3 décembre. On travaille jour et nuit. Les excavatrices grondent sans discontinuer. Vers minuit, elles avaient extrait 150 m^3 de terre. Les ouvriers préparent les fondations pour les colonnes de l'atelier.

4 décembre. On voit partout des fouilles prêtes à la construction des étais et des colonnes. De fortes explosions retentissent : ce sont les mineurs qui font exploser la terre durcie par la gelée.

5 décembre. Sur les terrains, on dresse l'une auprès l'autre les colonnes d'appui des futurs corps de bâtiment. Un meeting s'est réuni. On y dresse le bilan de l'émulation des terrassiers en deux jours.

6 décembre. En un seul jour la vue du chantier a fortement changé. On procède déjà à la construction des murs. La relève de nuit dresse les étais de la carcasse des nouveaux corps de bâtiments...

7 décembre. L'inquiétude est générale : les fortes gelées de l'Oural ne freineront-elles pas le rythme de la construction? Des centaines d'ouvriers sont venus sur le chantier et un dimanche de travail bénévole a commencé...

8 décembre. On érige déjà les murs, on installe les poutres et les étais centraux, c'est-à-dire les colonnes qui soutiennent les charpentes de la toiture. Les monteurs, sans attendre que le toit soit terminé, installent déjà les assemblages tout montés du chauffage central.

11 décembre. C'est un grand jour dans le chantier — on a commencé le montage des charpentes. A 12 heures 37, une équipe d'ouvriers pose la première charpente.

13 décembre. Le blizzard de l'Oural commence à souffler, mais l'usine est inaccessible au vent et à la neige...

14 décembre. Derniers coups de marteau et dernières pelletées de terre aux travaux de nivellement. On enlève les échafaudages et les passerelles provisoires. On est frappé par l'envergure de ces spacieux ateliers où des centaines de machines-outils seront bientôt installées... (1).

Ni les terribles gelées de l'Oural et de la Sibérie, ni la chaleur torride de l'Asie centrale, pas plus que les bombardements et les chars hitlériens, ne purent briser la volonté et la ténacité des citoyens soviétiques, qui considéraient leur travail tout d'abnégation comme l'accomplissement de leur devoir patriotique.

La défense ferme et opiniâtre opposée par l'Armée soviétique, et ensuite son passage à la contre-offensive et à l'écrasement des troupes ennemies devant Rostov, Tikhvine et Moscou, changèrent la situation militaire. Les travailleurs de l'arrière avaient gagné le temps précieux, nécessaire pour accomplir le plan du gouvernement soviétique de regroupement des forces économiques du pays. A partir de la fin de décembre 1941, la chute de la production dans les principales branches de l'industrie avait cessé et, à partir de mars 1942, la production se mit à monter en flèche. La production du matériel de guerre, déjà en mars 1942, rien que dans l'est du pays, atteignait le niveau de production du début de la guerre sur tout le territoire de l'U. R. S. S. Un an après le début de la guerre, l'industrie des armements n'avait pas seulement retrouvé sa capacité d'antan, mais l'avait sensiblement dépassée. En juillet 1942, les entreprises de l'industrie aéronautique livraient une production de 1,3 fois supérieure à celle de juin 1941, l'industrie des chars de 3,8 fois, l'industrie des armements de 1,2 fois et celle des

(1) Voir le journal *Ouralski rabotčij*, du 17 décembre 1941.

munitions de 1,7 fois. Vers le milieu de 1942, sur le nombre global d'entreprises transférées dans l'Est, les 1 200 plus importantes usines de guerre étaient réinstallées et mises en marche. Dès lors, la progression de l'économie de guerre de l'Union soviétique ne cessa pas un seul instant jusqu'à la fin de la guerre, bien que l'offensive d'été des troupes allemandes, dans la deuxième moitié de 1942, ait causé un grave préjudice à l'économie soviétique. Il fallut de nouveau une énorme tension des forces de tous les travailleurs de l'arrière pour transférer et rétablir les entreprises évacuées des grands centres industriels : Stalingrad, Voronej, Rostov, Krasnodar. Mais l'envergure des transports d'évacuation, au cours de l'été et de l'automne 1942, ne saurait aucunement se comparer à celle du deuxième semestre de 1941. Comme nous l'avons indiqué plus haut, il fallut alors presque un million et demi de wagons. A présent, pour le transfert de machines, on n'utilisa que 19 000 wagons. La nouvelle tentative des Allemands pour paralyser l'économie de l'U. R. S. S., alors que le nouveau puissant appareil de production de l'industrie soviétique dans l'Est était entièrement placé au service des besoins militaires, s'avéra infructueuse. Ce fait est reconnu par l'ancien général allemand Tippelskirch, qui écrit que : « L'industrie de guerre créée de toutes pièces de l'autre côté de l'Oural, ou bien transférée dans ces lieux, fonctionnait maintenant à plein rendement et permettait de ravitailler l'armée en quantités suffisantes de pièces d'artillerie, de chars et de munitions (1). »

Après avoir déplacé la base industrielle militaire essentielle vers l'Est, l'Union soviétique accrut, en 1942, la production du matériel de guerre en Oural de plus de 5 fois par rapport à 1940, en Sibérie occidentale respectivement de 27 fois, dans les régions de la Volga de 9 fois. Par ses rythmes de production, l'industrie soviétique surpassait l'Allemagne hitlérienne. Vers la fin de 1942, l'U. R. S. S. dépassait la production annuelle moyenne de chars et d'avions de l'Allemagne de 2 fois, des pièces d'artillerie de plus de 4 fois, des mortiers de 5 fois, des fusils de 2,5 fois. Les avions que livrait l'industrie à la flotte aérienne soviétique ne le cédaient déjà en rien aux avions allemands, tandis que, pour la technique blindée et surtout pour la qualité des chars moyens, les troupes soviétiques l'emportèrent sur les Allemands depuis le début jusqu'à la fin de la guerre.

Il n'est pas exagéré de dire que le « Stalingrad économique » survint pour l'armée hitlérienne bien plus tôt que la grande défaite essuyée par les troupes de la Wehrmacht sur les rives de la Volga. Comme le fait remarquer à juste titre le général Guillaume, devant Stalingrad, « comme en 1941, l'Armée rouge non seulement compense ses pertes, mais ne cesse de mettre sur pied des unités nouvelles, de mieux en mieux

(1) K. Tippelskirch, *Istorija vtoroj mirovoj voiny*, str. 256 (Histoire de la deuxième guerre mondiale, Moscou, 1956).

équipées, de mieux en mieux armées. Car, sur la Volga, Staline ne gagne pas seulement la bataille des effectifs, il gagne aussi celle du matériel. C'est l'artillerie soviétique, abondamment ravitaillée, qui, après avoir impitoyablement brisé les assauts allemands contre Stalingrad, ouvre la voie à l'infanterie et aux chars à l'heure de la contre-attaque. Sa puissance, elle la doit à l'immense effort industriel du pays, intensifié encore depuis le début des hostilités. Sans les usines de l'Oural, créées par les plans quinquennaux en prévision de la guerre et dédoublées depuis un an grâce à l'outillage et au personnel repliés de l'Ukraine et du Donetz, l'Armée rouge se serait effondrée à Stalingrad. L'aviation soviétique, tout d'abord surclassée comme en 1941, reçoit, elle aussi, un matériel nouveau et s'assure en pleine bataille, comme un an plus tôt devant Moscou, la maîtrise de l'air (1) ».

Certains économistes et historiens étaient enclins à considérer comme un « miracle » la création à bref délai, dans des conditions de pertes matérielles et de destructions incroyables, d'une économie militaire soviétique harmonieuse, qui a assuré en définitive la supériorité matérielle technique sur l'ennemi. Mais la question se pose de savoir comment ce « miracle » a pu se produire?

Le célèbre journaliste américain, Albert Rhys Williams, vieil ami de la Russie soviétique, parlant des forces intérieures de l'État soviétique, qui lui ont permis de résister du point de vue militaire comme économique dans la première phase de la guerre, soulignait que cette force consistait non seulement dans le potentiel économique et militaire du pays, mais dans tout ce qui animait les Soviétiques à fonder une société nouvelle. L'avantage de l'économie socialiste s'est manifesté pendant la guerre, écrit Williams, en ce que « si la mobilisation dans les autres pays avait réclamé des mois précieux et même des années, en Union soviétique, grâce au système planifié, elle fut l'œuvre de quelques jours ou de quelques semaines. Cela lui a permis de se convertir presque « en une nuit » d'économie pacifique en économie de guerre... Cela a permis dans le délai le plus bref de transformer le pays en arsenal, de concentrer toute l'énergie de la population à la tâche inflexible de gagner la guerre (2). »

Les succès de l'économie militaire soviétique ont obligé l'économiste anglais, M. Dobb, qui, nous l'avons vu, estimait que l'Union soviétique ne résisterait pas dans une guerre de longue durée à la lutte économique avec l'Allemagne, à revoir son point de vue. Dans son livre paru en 1943, il écrivait :

« Celui qui s'occupera de l'aspect technique de la planification et

(1) Général A. Guillaume, *La guerre germano-soviétique, 1941-1945*, Paris, 1949, p. 59.

(2) Albert Rhys Williams, *The Russians, the Land, the People and Why They Fight*, New York, 1943, p. 103.

se mettra à examiner le système économique soviétique uniquement dans sa direction, en méconnaissant l'élément démocratique qu'elle recèle et qui s'exprime dans la participation active et dans l'initiative des masses, commettra la plus grande des erreurs... Les événements et la réalité ont montré que le simple citoyen du rang, que ce soit un paysan ou un instituteur rural, devenait un partisan, un soldat ou un pilote ou bien un ouvrier dans les branches d'industrie évacuée, possédait un très haut niveau d'indépendance et des capacités à l'organisation improvisée. Les événements de ces dernières années nous ont offert beaucoup d'exemples de la plus haute initiative et d'une attitude tout à fait nouvelle de la part du simple ouvrier envers l'industrie et la société dont il est une partie (1). »

Partant de ces justes positions, Dobb explique à ceux qui ne sont pas en état de comprendre le « miracle » de la mobilisation soviétique et du transfert en masse de l'industrie vers l'Est ; tout cela n'a pas été le résultat d'une « improvisation hâtive ». « Les nouveaux emplacements pour les principales usines, écrit-il, avaient été probablement minutieusement choisis d'avance, compte tenu des possibilités de transport et de l'existence de sources de matières premières (2). »

Dans la première guerre mondiale, l'évacuation de l'industrie de la Baltique vers les régions centrales de la Russie s'est pratiquement avérée stérile, car l'installation et le rétablissement des entreprises sur de nouveaux emplacements étaient subordonnés aux intérêts privés des propriétaires de ces entreprises. La concentration de grandes entreprises, à Moscou ou à proximité, ne faisait qu'accroître la tension dans le fonctionnement des entreprises de Moscou, qui étaient alimentées exclusivement en combustibles et matières premières d'importation.

L'État soviétique, en réalisant son plan de transfert de l'industrie et de création d'une base puissante de production de matériel de guerre, était affranchi des liens des intérêts de différents capitalistes. Dans toute son activité pour l'organisation de l'économie de guerre, il s'appuyait sur la confiance et sur le soutien total des grandes masses populaires. C'est dans cette grande unité entre la direction de l'État et le peuple que résident la seule clé exacte de la compréhension du « miracle » économique accompli par l'Union soviétique dans la première phase de la Grande Guerre nationale.

A. M. Belikov.

(1) M. Dobb, *Soviet Planning and Labor in Peace and War*, New York, 1943, p. 65-66.
(2) *Ibid.*, p. 109.

UNE HISTOIRE SOVIÉTIQUE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

En Union soviétique est actuellement en cours de publication un ouvrage en six volumes sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Étant donné que, pour les peuples de l'U. R. S. S., la guerre contre l'Allemagne hitlérienne et ses satellites fut une guerre de libération, une guerre nationale, cet ouvrage a été intitulé *Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945.*

Cet ouvrage en six volumes est une étude collective illustrant les aspects les plus divers de cette guerre : économie nationale, politique, idéologie, art militaire. Le travail de nombreux auteurs est dirigé par une commission de rédaction, présidée par un éminent savant et homme politique, l'académicien P. N. Pospelov.

En juillet 1960 a paru le premier volume de cette publication, embrassant les événements des années 1929-1941 (avant l'attaque par l'Allemagne de l'Union soviétique). De grand format et de présentation artistique, ce livre comprend un grand nombre de cartes historiques et d'illustrations originales sur 53 feuilles d'impression de texte. Nous donnons ci-dessous, pour les lecteurs français, un court aperçu sur ce volume, avec quelques informations sur l'état des travaux de préparation des autres tomes.

Le premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* se compose de trois parties, dont la structure correspond au déroulement de ce processus historique. La première partie a pour objet l'histoire des années qui ont précédé la guerre ; la deuxième, le déroulement de la guerre en Europe et en Asie avant l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne, alors que la troisième est consacrée à l'état de l'économie nationale, à la politique et aux forces armées de l'Allemagne et de l'Union soviétique avant le commencement de la guerre germano-soviétique.

La *première partie* du volume est destinée, avant tout, à éclaircir les causes et les origines de la deuxième guerre mondiale. De l'avis des auteurs, cette guerre a été une continuation de la politique des puissances qui y prirent part, politique poursuivie pendant de longues

années avant le conflit armé. C'est sous cet angle qu'est considérée la politique des années d'avant-guerre.

L'étude du processus historique amène les auteurs à la conclusion que la deuxième guerre mondiale a été causée par de nombreux facteurs inhérents au système impérialiste. Le premier de ces facteurs a consisté dans l'aspiration de trois puissances fascistes ayant longtemps auparavant conclu une alliance militaire — l'Allemagne, l'Italie et le Japon — à la domination mondiale et à l'asservissement des autres peuples du globe. L'attaque de la Mandchourie par le Japon, en 1931, et la prise de pouvoir en Allemagne par les hitlériens, en 1933, eurent pour conséquence la formation en Asie et en Europe de deux dangereux foyers de guerre et ont constitué les premières étapes dans la voie d'un conflit militaire mondial.

Depuis 1933, l'Allemagne était devenue un pays où régnait la terreur, un pays de lutte sanglante et sans merci contre tous les partis et tous les hommes démocratiques, contre tous les partisans de la paix. En même temps s'y créaient rapidement une économie de guerre et des forces armées. La base idéologique du programme hitlérien de conquête du monde était la « théorie du racisme » qui prêchait l'extermination en masse et l'asservissement des autres peuples par la race allemande « élue ».

Les nazis prirent le pouvoir au moment où l'Allemagne était encore relativement faible au point de vue militaire. Pour éviter de provoquer, par leurs préparatifs à la guerre, une inquiétude chez les puissances occidentales, les hitlériens recoururent à une manœuvre. Ils donnèrent aux États occidentaux l'assurance qu'ils ne nourrissaient contre eux aucun dessein agressif et que tous les préparatifs militaires de l'Allemagne visaient uniquement l'Union soviétique.

Il semblait qu'une pareille manœuvre simpliste ne devait pas être couronnée de succès. Il en fut pourtant autrement. Des hommes politiques éminents de l'Occident ajoutèrent foi aux déclarations des hitlériens. Entre autres, le leader des libéraux britanniques, Lloyd George, affirmait, au mépris des faits, que les hitlériens « ne désirent envahir aucun pays... L'aspiration d'établir en Europe une hégémonie allemande, ce but et rêve de l'ancien militarisme allemand d'avant la première guerre mondiale, a aujourd'hui disparu de l'horizon national-socialiste (1) ».

Un deuxième facteur ayant conduit à la guerre est, de l'avis des auteurs du livre, le fait des actes d'un autre groupe d'États. A l'Allemagne, à l'Italie et au Japon s'opposaient les États-Unis, l'Angleterre et la France. Les milieux dirigeants des démocraties occidentales, voyant dans les États fascistes de dangereux adversaires et concurrents,

(1) *Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, t. I, Moscou, Éd. militaires, 1960, p. 37.

aspirèrent à les abattre, afin de sauvegarder et d'élargir leurs positions internationales.

Toutefois, les fausses assurances des hitlériens atteignirent leurs buts. Les gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre et de la France arrivèrent à la fausse conclusion qu'ils pourraient acquérir des avantages décisifs en favorisant un conflit militaire entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Le diplomate américain Bullitt déclarait : « En abandonnant la Russie à son sort, l'Angleterre et la France détourneront d'elles la menace d'une attaque allemande (1). » Cependant, il ne s'agissait pas de détourner de soi-même la menace de guerre, mais surtout de pousser l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique et de liquider, aux dépens de celle-ci, les contradictions les plus aiguës entre les différents groupements dans les pays capitalistes.

En aspirant à utiliser l'Allemagne hitlérienne comme instrument contre l'Union soviétique, les capitalistes des pays occidentaux ont accordé à leur adversaire et concurrent allemand l'aide la plus large, aussi bien pour la préparation économique de l'agression que pour la création de forces armées. Dans le volume considéré, une large place est consacrée à l'aide économique apportée à l'Allemagne par les capitalistes des pays occidentaux. L'or américain et anglais a contribué à renforcer le militarisme allemand.

On donna au capital allemand la possibilité de manœuvrer avec des titres de bourse sur les marchés financiers mondiaux pour l'achat de matières premières stratégiques. Des accords sur les brevets et intertrusts, passés entre les États-Unis et l'Allemagne, visaient en premier lieu à supprimer le « goulot d'étranglement » et le point le plus vulnérable de l'économie allemande de guerre — le déficit en matières premières, en particulier en pétrole. L'Angleterre, qui, par la suite, devait subir des incursions destructives des avions hitlériens, contribua activement à l'armement de l'Allemagne, surtout dans le domaine de l'aviation et de la marine de guerre, sous-marins compris.

Cependant, l'assistance économique à l'Allemagne ne représentait qu'un côté de la politique favorisant ses aspirations agressives. Un autre côté, non moins important, était, ainsi qu'il est signalé dans le volume, l'absence d'unité dans le camp des adversaires de l'Allemagne, la renonciation des gouvernements de l'Angleterre et de la France à la sécurité collective et l'adoption par eux de la politique de « non-intervention » et de « pacification ». Mettant à profit cette politique, les agresseurs fascistes déclanchèrent toute une série de « petites » guerres contre l'Éthiopie, l'Espagne et la Chine, poussant graduellement l'Humanité vers la guerre mondiale.

Les armées formées par les agresseurs pour les « petites » guerres acquéraient une expérience des combats et vérifiaient par la pratique

(1) *Ibid.*, p. 157.

leur nouvelle tactique militaire et leurs procédés de guerre. Les fascistes commirent, sur l'ordre de Mussolini, un crime monstrueux en employant contre la population civile de l'Éthiopie des substances toxiques qui firent 300 000 victimes (1). Sur les hauts plateaux de l'Espagne, les généraux allemands et italiens vérifiaient leur doctrine et leur tactique militaires, ainsi que leur nouvelle technique de combat.

Dans ce volume sont indiquées les forces importantes qui luttaient activement pour la paix. La cause de celle-ci était énergiquement défendue par l'Union soviétique, qui proposait des mesures concrètes de sa garantie. Ce fut précisément le gouvernement soviétique qui, en 1938, mit en avant l'idée de sécurité collective et qui entreprit toutes les démarches pratiques possibles en vue de sa réalisation.

Dans les conditions où l'Europe était menacée d'un danger réel pour l'indépendance nationale et l'existence de nombreux États, la calamité de la guerre aurait pu être conjurée par des actes collectifs énergiques et effectués en temps utile contre l'agresseur. La nécessité de créer une large coalition démocratique de peuples devint urgente dès la première apparition de l'hitlérisme sur l'arène internationale. Il est hors de doute qu'une pareille coalition aurait pu être créée à ce moment-là, si les pays intéressés avaient dès lors compris la menace allemande qui pesait sur eux.

Parmi les hommes politiques qui avaient compris les exigences du moment, on cite dans le volume le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou. Barthou était un homme à larges vues, un fervent patriote et un politicien perspicace et clairvoyant. Ces qualités lui permirent de se rendre très exactement compte du danger d'une renaissance de l'impérialisme allemand. Au nom de Barthou est liée l'idée d'un pacte d'aide mutuelle de l'Europe de l'Est, « le Locarno oriental ».

Le projet de Barthou, qui fut accepté par l'Union soviétique, contenait une idée hardie et constructive : lier par des obligations mutuelles les participants aux Locarnos occidental et oriental et créer une union étroite des pays d'Europe contre les agresseurs. Après l'assassinat de Barthou, grande perte, non seulement pour la France, mais aussi pour tous les peuples d'Europe, ses idées furent reléguées aux archives.

La puissante force pacifique — la classe ouvrière des pays d'Europe — était scindée par les leaders socialistes de droite. Karl Kautsky appelait les social-démocrates allemands à « s'adapter au régime fasciste en Allemagne pour exister légalement (2) ». L'expert du *Labour Party* anglais pour la politique extérieure, Baxton, insistait pour que l'Europe de l'Est fût reconnue comme « espace vital naturel de l'Alle-

(1) *Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, t. I, Moscou, Éd. militaires, 1960, p. 105.
(2) *Ibid.*, p. 46.

magne (1) ». Il incita l'Allemagne à s'emparer de l'Europe de l'Est, prit l'initiative de rendre visite à l'ambassade d'Allemagne à Londres et fit ensuite un voyage à Berlin où il rencontra de hauts fonctionnaires hitlériens.

La politique de « non-intervention » et de « pacification » atteignit son point culminant en 1938-1939, c'est-à-dire à la veille de la guerre mondiale. L'annexion de l'Autriche par les hitlériens et l'accord de Munich sont mis, dans le volume, en pleine lumière. Déjà, l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne créait une sérieuse menace pour la paix en Europe. A Munich, la livraison à Hitler de la Tchécoslovaquie, afin qu'il la dépeçât, augmenta de beaucoup le danger de guerre. Dans le volume, sont citées les paroles du journaliste américain Lippmann, qui a apprécié ainsi le sens de l'accord de Munich : « En sacrifiant à Hitler la Tchécoslovaquie, l'Angleterre et la France ont en réalité sacrifié leur alliance avec la Russie... dans leur dernier et vain espoir que l'Allemagne et la Russie se combattront et s'épuiseront l'une l'autre (2). »

Mais ce ne fut pas, tant s'en faut, la dernière tentative, ainsi que le prouvent les paroles du ministre français des Affaires étrangères, Bonnet, qui disait, au début de l'année 1939, à Ribbentrop : « Laissez-nous notre empire colonial et alors l'Ukraine sera vôtre (3). »

Pendant les pourparlers anglo-franco-soviétiques de l'été 1939, le gouvernement soviétique chercha des voies pour un accord. Il élabora un programme concret pour garantir la paix en Europe par un pacte à trois pays : l'Union soviétique, l'Angleterre et la France. Les faits cités dans le volume témoignent que le chef de la mission militaire française, le général Doumenc, cherchait, pendant les pourparlers à Moscou, à arriver à un accord avec l'Union soviétique, mais que ses tentatives étaient contrecarrées par le gouvernement de la France.

Les gouvernements anglais et français, incités par les États-Unis, se dérobèrent à la conclusion d'une convention militaire avec l'U. R. S. S. et déclinèrent les propositions du gouvernement soviétique, qui prévoyaient des actions militaires communes de l'Union soviétique, de l'Angleterre et de la France sur la base du principe des obligations mutuelles.

Même en ce moment critique, en l'été 1939, lorsque l'Allemagne avait déjà suspendu sur la Pologne le glaive de la guerre, ceux qui dirigeaient alors les puissances occidentales n'abandonnaient pas leur intention d'abattre l'Union soviétique par les forces de l'Allemagne hitlérienne. Le gouvernement de Chamberlain menait à cette époque, avec l'Allemagne, des pourparlers secrets auxquels il attribuait une importance beaucoup plus grande qu'à ses pourparlers avec l'U. R. S. S. Dans ces pourparlers anglo-allemands était discuté un vaste programme

(1) *Ibid.*, p. 173.
(2) *Ibid.*, p. 153.
(3) *Ibid.*, p. 156.

d'action commune de ces deux États, programme allant jusqu'à la délimitation de leurs « espaces vitaux » respectifs ; autrement dit, on discutait d'un partage du monde à l'amiable. Le gouvernement polonais, désirant se concilier, d'une part, les bonnes grâces de l'Angleterre et de la France et, d'autre part, celles de l'Allemagne, rejeta toutes les propositions pacifiques de l'U. R. S. S., y compris celles qui prévoyaient une défense directe de la Pologne contre l'invasion allemande.

Le gouvernement allemand, craignant la conclusion possible d'une convention militaire entre l'Union soviétique, l'Angleterre et la France, proposa à plusieurs reprises à l'U. R. S. S. de signer un pacte de non-agression. Cependant, tant qu'il subsista ne fût-ce qu'un faible espoir de voir aboutir les pourparlers anglo-franco-soviétiques, l'Union soviétique rejeta résolument ces propositions de Berlin. Mais, lorsque les représentants de l'Angleterre et de la France firent échouer les pourparlers avec l'Union soviétique et que le gouvernement allemand proposa à nouveau à l'U. R. S. S. de signer un pacte de non-agression, le gouvernement soviétique s'est trouvé dans l'impérieuse nécessité de choisir la politique à suivre.

Dans ce volume, on lit à ce sujet ce qui suit : « L'Union soviétique pouvait, soit décliner les propositions allemandes, soit les accepter. Dans le premier cas, la guerre avec l'Allemagne serait devenue inévitable dans les prochaines semaines. Or, la situation générale exigeait d'ajourner autant que possible le conflit, avant tout parce que l'attaque de l'U. R. S. S. par l'Allemagne pouvait se transformer en une « croisade » du monde capitaliste contre l'État socialiste... Comptant que l'Allemagne attaquerait l'Union soviétique à l'ouest, le gouvernement japonais avait pris la décision de l'attaquer à l'est. Ainsi, l'U. R. S. S. pouvait se trouver dans la situation difficile d'une guerre sur deux fronts... Dans le second cas, c'est-à-dire en acceptant la proposition allemande, l'Union soviétique gagnait du temps, ce dont elle avait extrêmement besoin pour renforcer sa défense et, surtout, elle supprimait la possibilité de création d'un front unique antisoviétique des puissances capitalistes (1). »

La machine fasciste, soigneusement construite en vue d'une attaque contre l'Union soviétique, préféra commencer la guerre mondiale en portant le coup dans la direction où, à son avis, elle était assurée du succès le plus facile.

La *deuxième partie* du volume est consacrée aux événements de la première période de la deuxième guerre mondiale. Le choix par l'Allemagne hitlérienne de l'objet d'une nouvelle agression fut déterminé par deux buts : 1° priver l'Angleterre et la France de leur allié polonais, 2° utiliser l'occasion d'amener ses forces armées vers les frontières occidentales de l'Union soviétique.

(1) *Ibid.*, p. 176.

L'agression allemande contre la Pologne fut précédée d'une provocation destinée à en rejeter la responsabilité sur la victime de l'attaque. Cette provocation, désignée en code comme *opération Himmler*, fut réalisée dans la soirée du 31 août 1939. Une bande de S. S., travestis en militaires polonais, simula une attaque contre la station de T. S. F. d'une ville frontière allemande, Gleiwitz. Quelques heures après, les troupes hitlériennes envahissaient la Pologne. Ainsi, le 1er septembre 1939, commença la deuxième guerre mondiale.

Aux premiers coups de feu, le gouvernement polonais et le commandement militaire quittèrent secrètement Varsovie. Ils se rendirent d'abord à Lublin, puis sur la frontière polonaise-roumaine et se trouvèrent bientôt en Roumanie. A cette honteuse fuite est opposé, dans le volume, l'héroïsme du peuple polonais, qui défendit l'indépendance de son pays, menant une juste lutte libératrice contre les envahisseurs allemands.

Les auteurs décrivent en détail l'héroïque défense de Varsovie, qui fut une glorieuse page du courage et de la vaillance des travailleurs de Pologne. « Les représentants de la classe ouvrière, les communistes polonais, dit-on dans le volume, ont donné dans les journées de septembre les preuves de leur patriotisme, de leur profond amour pour leur patrie et leur peuple, et de leur haine irréductible de l'ennemi (1). »

Les gouvernements de l'Angleterre et de la France ne portèrent aucune aide réelle à leur allié polonais ; 110 divisions françaises et anglaises se tenaient inactives en face de 23 divisions allemandes. Dans son appréciation de l'attitude de l'Angleterre, l'éminent homme politique anglais, Dalton, écrivait : « Il était impossible de justifier notre attitude à l'égard des Polonais ; nous les trahissions, nous les condamnions à la mort, sans rien faire pour les aider (2). »

Ayant commencé, le 3 septembre, les hostilités contre l'Allemagne, les gouvernements de l'Angleterre et de la France menèrent contre leur ennemi ce qu'on a appelé *une drôle de guerre*, caractérisée par une complète absence d'activité. Les auteurs du volume voient dans la *drôle de guerre* une continuation de la politique de Munich. On y décelait nettement des buts semblables à ceux que les dirigeants d'alors des puissances occidentales poursuivaient au cours de l'accord de Munich, à savoir : ne pas affaiblir l'Allemagne, favoriser son agression et déployer tous les efforts pour qu'elle dirigeât son action contre l'Union soviétique.

La justesse de cette appréciation est confirmée, entre autres, par l'action de l'aviation anglaise pendant la *drôle de guerre*. L'aviation britannique n'a pas été employée pour attaquer les objectifs militaires de l'adversaire et aider la Pologne saignée à blanc. Dès le 22 août 1939,

(1) *Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, t. I, Moscou, Éd. militaires, 1960, p. 209.
(2) *Ibid.*, p. 207.

le Comité des chefs des forces armées de l'Angleterre édicta une instruction interdisant, en cas de guerre, le bombardement de l'Allemagne. Au début de la guerre, cette instruction fut confirmée (1).

L'aviation anglaise se bornait à jeter de loin en loin des tracts sur le territoire de l'Allemagne. L'agression hitlérienne n'y était pas flétrie et il y était dit seulement que l'attaque devait changer de direction et se tourner contre l'U. R. S. S. Un des tracts contenait le passage suivant : « Hitler était un chevalier-croisé dans la lutte contre le communisme. Aujourd'hui, ce chevalier-croisé n'est plus qu'un homme résigné devant Moscou (2). » Beaucoup d'hommes politiques anglais avaient honte de ces tracts. L'ambassadeur d'Angleterre en U. R. S. S., Seeds, déclara franchement que de pareils tracts ne pouvaient servir que pour un « emploi hygiénique (3) ».

Continuant la politique extérieure de Munich, les gouvernements de l'Angleterre et de la France menaient une guerre injuste, une guerre impérialiste. La principale pointe de leur politique intérieure était dirigée contre les partis et les organisations démocratiques de leurs propres pays.

L'Union soviétique, en ces jours, déjoua l'intention du gouvernement allemand d'amener d'avance ses troupes vers les frontières de l'U. R. S. S. L'entrée des troupes soviétiques en Biélorussie de l'Ouest et en Ukraine occidentale, ainsi que (en conformité avec les accords conclus) sur les territoires de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, obligea les armées allemandes à s'arrêter dans leur marche vers l'Est et améliora la défense de l'Union soviétique. En même temps, les citoyens soviétiques tendirent la main, dans un élan d'aide fraternelle, aux Ukrainiens et aux Biélorusses de l'Ouest, prévenant l'invasion des troupes allemandes dans les régions de l'U. R. S. S. annexées par la Pologne en 1920.

Dans le volume, il est dit : « Le déplacement des frontières de l'U. R. S. S. vers l'ouest fut une contribution importante, non seulement au renforcement de la sécurité de l'U. R. S. S., mais aussi à la cause commune de tous les peuples pacifiques qui luttaient contre l'agression hitlérienne. Même un politicien aussi hostile aux Soviets que Churchill, à cette époque ministre britannique de la guerre et de la marine, reconnut que le déplacement de la frontière soviétique vers l'ouest créait une importante barrière à la progression sans obstacle des troupes allemandes vers l'Est (4). »

Les tentatives du gouvernement soviétique pour améliorer aussi les conditions de la défense du pays dans le nord-ouest se heurtèrent à une opposition acharnée du gouvernement d'alors de la Finlande.

(1) *Ibid.*, p. 213.
(2) *Ibid.*, p. 215.
(3) *Ibid.*, p. 207.
(4) *Ibid.*, p. 250.

Qui plus est, bientôt éclata une guerre entre l'Union soviétique et la Finlande. Certains milieux des puissances occidentales, qui continuaient la politique de Munich et cherchaient à obliger l'Allemagne hitlérienne à tourner ses armes contre l'Union soviétique, ont beaucoup contribué au déclenchement de cette guerre. Pendant la guerre finno-soviétique, la Finlande obtint des emprunts et des armes des puissances occidentales, qui préparaient leurs propres troupes pour attaquer l'Union soviétique dans le nord et le sud.

Faisant le bilan de cette guerre, les auteurs du volume signalent que « les relations mutuelles de l'Union soviétique et de la Finlande ne comportaient pas de contradictions tellement profondes qu'elles rendissent inévitable entre elles un conflit armé. La guerre finno-soviétique a été provoquée par des intrigues, hostiles à l'U. R. S. S., des milieux dirigeants des grandes puissances impérialistes, qui utilisèrent la Finlande comme instrument de leurs plans à longue portée. La politique antisoviétique du gouvernement finlandais, qui s'était laissé mener par des forces étrangères, a coûté cher au pays et à son peuple (1) ».

L'Allemagne hitlérienne n'a pas profité de la guerre finno-soviétique pour attaquer l'U. R. S. S., mais elle ne laissa pas passer le moment opportun. Pendant que l'attention des puissances occidentales était déviée par le conflit finno-soviétique, les hitlériens terminaient leurs préparatifs d'offensive contre la France.

Dans le volume est exposée en détail la manière dont l'état-major allemand préparait l'invasion de la France, élaborant des plans à cet effet. Les faits cités par les auteurs soviétiques étant largement connus des lecteurs français, nous ne nous y arrêterons pas.

Dans ce même volume est donnée une courte description du cours des hostilités commencées par l'offensive allemande à l'ouest, le 10 mai 1940. Malheureusement, cette description n'apporte rien de nouveau à la bibliographie existant sur la guerre à l'Occident. On peut reprocher aux auteurs du volume d'avoir cité peu de faits caractérisant le patriotisme et le courage des troupes françaises qui défendaient leur patrie contre l'invasion ennemie.

Toutefois, aucun courage des patriotes français ne put sauver le pays, dont la défaite avait été préparée longtemps avant la capitulation par toute la politique traîtresse des Laval et des Pétain. « Seulement, un peu plus d'un an et demi après Munich, fut exécuté l'arrêt de mort que la France avait rendu contre elle-même, conséquence de la signature par les mains de ses dirigeants à courte vue de l'accord de Munich. Une France terrassée, lacérée et un envahisseur triomphant sur elle, telle fut la conclusion ignominieuse de la trahison de Munich (2). »

Le peuple français ne capitula pas devant les envahisseurs alle-

(1) *Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, t. I, Moscou, Éd. militaires, 1960, p. 278.
(2) *Ibid.*, p. 227.

mands. Dans le volume sont relatés en détail l'origine et les premiers actes du mouvement de la Résistance. A mesure de son développement, la guerre contre l'Allemagne se transforma graduellement en une guerre antihitlérienne, guerre de libération, essentiellement populaire.

Dans le volume sont également exposés les grands changements intervenus en Angleterre après la capitulation de la France, lorsque les îles Britanniques se trouvèrent sous une menace réelle d'invasion allemande. Les auteurs font ressortir la nature conventionnelle du terme *bataille d'Angleterre*, car on ne saurait parler de bataille lorsqu'il n'y a pas eu de combats entre les principales forces armées des adversaires en présence. La *bataille d'Angleterre* s'est déroulée sur un autre plan, à savoir un plan moral et politique. Les actes de l'Allemagne — la guerre sur mer et dans les airs, ainsi que la menace d'invasion — visaient à briser la volonté de résistance du peuple anglais et à faciliter aux gens de Munich la capitulation devant l'Allemagne. Or, c'est précisément là que les hitlériens subirent une grave défaite : les rudes épreuves, au lieu de briser le peuple anglais, ne firent que l'aguerrir davantage. C'est ce que comprirent aussi les dirigeants du pays, qui mirent au premier plan la défense de l'indépendance nationale. Cela signifiait que, pour l'Angleterre aussi, la guerre commençait à changer de nature, se transformant en une guerre antihitlérienne, une guerre de libération.

L'invasion allemande de l'Angleterre annoncée à cor et à cri n'eut pas lieu. Les hitlériens y renoncèrent, car ils se préparaient à attaquer l'Union soviétique et ne voulaient pas disperser leurs forces.

Le volume expose en détail l'agression allemande dans le sud-est de l'Europe : asservissement par l'Allemagne de la Roumanie, de la Hongrie et de la Bulgarie, attaque de la Grèce et de la Yougoslavie. La mainmise de l'Allemagne sur les pays du sud-est de l'Europe et la conclusion par elle d'une convention avec la Turquie signifiaient que les hitlériens avaient réalisé un vaste plan stratégique de préparation dans le sud-est de l'Europe d'une base d'opérations contre l'Union soviétique. Or, dans les pays de l'Europe sud-orientale, se développa également un puissant mouvement de libération nationale qui empêcha les hitlériens d'utiliser à plein les ressources économiques et humaines de ces pays, et fixa des troupes considérables de l'Allemagne et de ses satellites.

La *troisième partie* du volume illustre l'état de l'Allemagne et de l'Union soviétique à la veille de la guerre. On y donne en détail la préparation de l'attaque de l'U. R. S. S. par l'Allemagne, dans tous les domaines : économie, politique, diplomatie, idéologie et art militaire. Ayant terrassé ses adversaires à l'ouest, l'Allemagne s'était sensiblement renforcée aux points de vue militaire et économique, et ses victoires faciles inspirèrent à ses dirigeants une extrême confiance en

eux-mêmes. Ils mirent à l'ordre du jour une attaque subite de l'Union soviétique.

En préparant la guerre contre l'U. R. S. S., le fascisme allemand poursuivait des buts impérialistes de pillage, mais aussi des buts de classe, consistant en la destruction du premier État socialiste dans le monde. Les hitlériens voulaient détruire le régime soviétique politique et social, faire des peuples de l'U. R. S. S. leurs esclaves coloniaux et anéantir physiquement les indociles, soit une partie considérable de la population soviétique. « Nous faisons une lutte d'extermination, disait Hitler. Si nous agissions autrement, même si nous vainquions l'ennemi, 30 ans après le danger communiste nous menacerait à nouveau. Nous ne faisons pas la guerre pour perpétuer notre adversaire... A l'Est, la cruauté est un gage de l'avenir (1). » C'est sur cette conception que les hitlériens ont basé leurs plans, directives et ordonnances, relatifs au traitement des citoyens soviétiques.

Le plan général des autorités allemandes, dit *plan Est*, prévoyait l'extermination et la germanisation des peuples de l'Europe orientale et l'abaissement de leur niveau de vie et de culture à des niveaux primitifs. Ainsi, d'après le *plan Est*, la population des pays de l'Europe orientale ne devait recevoir qu'une instruction primaire se limitant à « des calculs simples, au plus jusqu'à 500, à savoir de signer son nom, à l'enseignement que l'ordre divin commande d'obéir aux Allemands, d'être honnête, appliqué et docile ». Même savoir lire était superflu (2).

La directive « sur la juridiction d'exception dans la région *Barbarossa* et les mesures particulières à prendre par les troupes » ordonnait « un manque complet de pitié » pour la population civile et l'extermination de tous les individus suspects d'indocilité à l'égard des envahisseurs. La même directive prévoyait de vastes opérations punitives. L'ordonnance sur les commissaires déclarait tous les travailleurs politiques des troupes soviétiques particulièrement dangereux pour les plans de colonisation de l'Union soviétique et prescrivait leur extermination inconditionnelle. Par la suite, cette directive fut étendue à beaucoup d'autres militaires soviétiques. Les prisonniers de guerre devaient être soumis à un régime de véritables travaux forcés. Il était envisagé de les garder à ciel ouvert, sans nourriture. Par ailleurs, les hitlériens avaient l'intention de faire mourir de faim, non seulement les prisonniers de guerre, mais tout le peuple soviétique. A la conférence du 20 juin 1941, Rosenberg en informa officiellement les fonctionnaires militaires et civils hitlériens. On créait d'avance des commandos spéciaux et une « technique » particulière d'extermination d'habitants pacifiques.

D'avance, également, avait été établi un programme de pillage de

(1) *Ibid.*, p. 357-358.
(2) *Ibid.*, p. 359.

l'économie soviétique, désigné en code comme *Dossier vert*. Les instructions étendues consignées dans ce *Dossier* prévoyaient la mainmise sur l'industrie, les produits alimentaires, les matières premières et le pétrole, et leur utilisation dans l'intérêt des grands monopoles allemands. Ces instructions développaient et précisaient les mesures pour une extermination physique de la population par la faim.

Dans le volume sont exposées en détail les étapes d'élaboration par l'Allemagne du plan de guerre contre l'U. R. S. S. — *plan Barbarossa*. L'ordre de préparer ce plan avait été donné par le gouvernement allemand, un an avant l'attaque, le 21 juillet 1940. Au 1er août 1940, sa première variante était déjà prête. Le 18 décembre 1940, le plan fut approuvé sous la forme de directive aux troupes, nº 21.

Le 30 avril 1941, le commandement suprême des forces armées de l'Allemagne décida d'attaquer l'Union soviétique le 22 juin 1941.

Au début de la guerre contre l'U. R. S. S., l'Allemagne disposait d'énormes possibilités de production pour l'équipement de ses troupes en armes modernes et en moyens de transport. L'occupation par l'Allemagne de la plupart des pays d'Europe et la mainmise sur l'économie nationale des États dits ses alliés augmentait son potentiel militaire et économique d'une manière tout à fait exceptionnelle.

La mobilisation et le déploiement des forces armées de l'Allemagne pour la guerre contre l'U. R. S. S. furent, pour l'essentiel, terminés vers le 1er juin 1941. Au moment de l'attaque de l'Union soviétique, l'Allemagne avait plus que doublé les effectifs de son armée de terre et de son aviation, par rapport au début de la deuxième guerre mondiale. Le volume contient le tableau suivant (1).

Forces armées de l'Allemagne

Troupes de terre et aviation	Au 1er sept. 1939	Au 1er mai 1940	Au 1er juin 1941
Nombre total des divisions	103	156	214
Nombre de divisions de chars	6	10	21
Nombre de divisions motorisées	8	8	14
Chars	3 200	3 387	5 640
Avions	4 405	5 900	10 000

Vers la fin de la journée du 21 juin, le déploiement stratégique des troupes allemandes, finlandaises et roumaines destinées à attaquer l'U. R. S. S. était terminé. Sur les frontières de l'Union soviétique avaient été massées et déployées 190 divisions, à savoir : 153 divisions allemandes (y compris 17 divisions de chars et 13 divisions motorisées, 2 brigades avec des formations de renfort, 24 divisions en marche vers

(1) *Ibid.*, p. 382.

le front-réserve du commandant en chef des troupes de terre), ainsi que 29 divisions et 16 brigades de troupes des alliés de l'Allemagne. Au total, les formations militaires et les troupes de renfort allemandes déployées contre l'Union soviétique comptaient 3 300 000 hommes et plus de 50 000 canons et lance-mines et, si l'on compte, en outre, les troupes de l'Air et de la Marine, les troupes à l'arrière du front et les armées des alliés de l'Allemagne, environ 5 millions de soldats et d'officiers. Pour combattre l'U. R. S. S., 4 940 avions et 3 410 chars, ainsi qu'un grand nombre de navires de surface et de sous-marins (1), ont été rassemblés

Les grands groupements de troupes concentrés et déployés à proximité des frontières soviétiques étaient prêts à porter des coups massifs dans les principales directions stratégiques où les Allemands possédaient une supériorité considérable aussi bien en hommes qu'en moyens techniques de lutte. L'histoire des guerres ne connaît pas d'exemple d'une concentration aussi colossale d'hommes et de moyens techniques en vue de la solution de tâches stratégiques dans la période initiale d'un conflit.

Dans le volume, on prête une grande attention aux questions relatives à la puissance économique et au pouvoir de défense de l'Union soviétique. Grâce à la politique d'industrialisation du pays, à l'introduction d'une agriculture coopérative et à la révolution culturelle, l'Union soviétique possédait de grandes possibilités économiques. Elle disposait notamment d'une grande puissance dans les principales branches d'industrie lourde, ainsi que d'énormes ressources en matières premières, en combustible et en énergie. Cependant, toutes ces possibilités, toute cette puissance et toutes ces réserves n'avaient pas été utilisées avant la guerre pour préparer le pays à repousser l'invasion allemande.

A cette époque, le chef du gouvernement de l'Union soviétique, I. V. Staline, qui cherchait à éviter la guerre, commit une faute grave en ne prenant pas les mesures préventives nécessaires contre l'attaque de l'Allemagne, alors que de nombreux renseignements en faisaient prévoir la probabilité et l'imminence. Il a ainsi, de fait, affaibli la préparation de l'Union soviétique et de ses forces armées à la défense contre l'attaque de l'Allemagne hitlérienne.

Dans le volume, sont également illustrées d'autres fautes commises dans la préparation de l'U. R. S. S. à la défense et qui se sont manifestées par une trop lente augmentation de la production dans d'importantes branches de l'industrie de guerre, notamment en ce qui concernait de nouveaux modèles d'armes et de moyens techniques de combat. A la veille de la guerre n'étaient pas encore liquidées, dans l'armée et la flotte, les conséquences des mesures injustifiées de répression prises

(1) *Ibid.*, p. 384.

par l'équipe de Béria à l'encontre du personnel dirigeant des forces armées de l'U. R. S. S. Les chefs éliminés étaient remplacés par de nouveaux cadres qui n'avaient pas encore une expérience suffisante pour la direction des troupes. Par suite de l'activité de Béria, l'aviation de renseignement allemande transgressait impunément les frontières de l'U. R. S. S. Mais le plus grand mal fut causé aux troupes soviétiques, à la veille de l'agression de l'Allemagne, par le fait qu'elles n'avaient pas été avisées en temps utile de la possibilité d'une attaque et n'étaient pas déployées. La majeure partie des troupes des circonscriptions militaires proches de la frontière se trouvait, au moment de l'attaque, dans les casernes de petites agglomérations militaires, souvent fort éloignées des zones de défense que ces troupes devaient occuper en cas de guerre.

Le gouvernement allemand savait-il que l'Union soviétique ne se préparait pas à la guerre et aspirait à préserver la paix? Les documents cités dans le volume conduisent de façon irréfutable à l'affirmer. L'ambassade d'Allemagne à Moscou caractérisait correctement la politique pacifique de l'U. R. S. S. et, se basant sur des faits, en informait systématiquement Berlin.

Le 28 avril 1941, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Schulenburg, dit à Hitler : « Je ne puis croire que la Russie attaque jamais l'Allemagne ». Hitler se déclara d'accord avec Schulenburg et, dans sa réponse, exprima même son mécontentement de ce « qu'il était même impossible de pousser l'Union soviétique à une attaque (1) ». Le 24 mai 1941, Schulenburg rapportait à Berlin : « Le fait que cette politique extérieure (soviétique) vise avant tout à prévenir un conflit avec l'Allemagne est prouvé par l'attitude prise en ces dernières semaines par le gouvernement des Soviets, par le ton de la presse soviétique qui commente d'une façon irréprochable tous les événements relatifs à l'Allemagne, ainsi que par l'exécution des accords économiques conclus avec l'Allemagne (2). »

Le livre se termine par la description du dernier jour de paix de l'Union soviétique à la veille de l'attaque allemande, le 21 juin 1941. Le lendemain matin, ce fut la guerre.

Le caractère d'actualité du premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* est hors de doute. L'analyse critique de l'expérience historique permet d'éviter des fautes commises dans le passé et qui ne doivent pas se reproduire à l'avenir.

Le premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* est une recherche scientifique strictement basée sur des documents. Au total, les auteurs ont consulté les documents de douze archives soviétiques et citent un grand nombre de documents non publiés auparavant.

Parmi les principaux établissements soviétiques dont les collections

(1) *Ibid.*, p. 402.
(2) *Ibid.*, p. 404.

avaient été utilisées pour la préparation du volume figurent : les *Archives nationales centrales de la Révolution d'octobre et de l'édification socialiste en U. R. S. S.* (dans ces Archives sont conservés les documents du gouvernement soviétique, des administrations centrales, des ministères et des différentes instances relatives à toute la période du pouvoir des Soviets), les *Archives de la politique extérieure de l'U. R. S. S.* (où sont concentrés les documents diplomatiques), les *Archives du ministère de la Défense de l'U. R. S. S.*, et les *Archives nationales centrales de l'Armée soviétique.* (Dans ces deux établissements sont réunis les documents relatifs à l'édification des forces armées de l'U. R. S. S., ainsi qu'aux hostilités auxquelles ces forces eurent à participer, de même que les documents de politique intérieure et extérieure concernant la défense du pays.) Comme principale source de données numériques citées dans le volume ont été utilisés les matériaux de l'*Office central de statistique* auprès du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S.

De nombreux pays d'Europe — la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie et la République démocratique allemande — ont mis à la disposition de la rédaction de précieux documents conservés dans leurs archives. Sont également d'un grand intérêt les documents des archives de l'*Institut de marxisme-léninisme* à Berlin, ainsi que ceux des Archives centrales allemandes à Potsdam, utilisés par les auteurs du volume.

Outre les documents d'archives, les auteurs du volume ont utilisé un grand nombre de publications documentaires officielles éditées dans divers pays. Ils ont, en particulier, utilisé la publication soviétique *Documents et matériaux de la veille de la deuxième guerre mondiale* (en deux volumes), *La politique extérieure de l'U. R. S. S.*, *Le procès de Nuremberg* (publication comprenant un grand nombre de volumes), *Nouveaux documents sur l'histoire de l'accord de Munich* (publication réalisée conjointement avec la Tchécoslovaquie), etc... Parmi les travaux documentaires publiés dans différents pays d'Europe et aux États-Unis, ont été utilisées des publications telles que *Documents sur la politique extérieure britannique* (1), *Les relations extérieures des États-Unis* (2), *Les événements survenus en France de 1933 à 1945* (3), *Les documents diplomatiques italiens* (4). A également été utilisée la publication des documents du ministère allemand des Affaires étrangères, réalisée conjointement par les États-Unis, l'Angleterre et la France, bien que ce livre porte une empreinte particulièrement marquée de la « guerre froide » de ces dernières années (5). Ont été également mis à contribution les recueils de documents publiés en Éthiopie (6), en Pologne (7), en Tchécoslovaquie (8), en Allemagne (9) et dans d'autres pays, de même que les documents du pro-

(1) *Documents on British Foreign Policy 1919-1939.* Second series, vol. IV, V, VI ; Third series, vol. I, II, III, IV, V, VII, IX, London.

(2) *Foreign Relations of the United States.* Diplomatic Papers. The Soviet Union 1933-1939 ; Diplomatic Papers 1935, vol. II, Washington ; *Documents on American Foreign Relations*, vol. II, Boston, 1940.

(3) *Les événements survenus en France de 1933 à 1945*, t. II, IV, V, Paris.

(4) *Documenti diplomatici italiani.* Ottava seria, 1935-1939, vol. XII, Roma.

(5) *Documents on German Foreign Policy.* Series 'D', vol. I, II, V, VII, VIII, IX, London.

(6) *Documents on Italian War Crimes Submitted to the United Nations.* War Crimes Commission by the Imperial Ethiopian Government, vol. I, Addis Abeba.

(7) *The Polish White Book*, London.

(8) *O ceskoslovenske zahranicni politice*, Praha.

(9) *Der Nationalsozialismus. Dokumente 1933-1945*, Frankfurt am Main ; Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten. Bd. 111, München ; Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion 1939-1941, Tübingen.

cès de Nuremberg (1), ainsi que les matériaux du Congrès des États-Unis (2) et du Parlement britannique (3). Une partie du matériel statistique a été puisée dans les publications de l'O. N. U. (4) et de la Société des Nations (5).

Les auteurs se sont servis, en les critiquant toutefois, de nombreux mémoires publiés dans différents pays, en premier lieu ceux d'hommes politiques et de chefs militaires français : Paul-Boncour, Bonnet, Weygand, Gamelin, de Gaulle, Noël, Reynaud, etc... Parmi les publications américaines, ont été utilisés les mémoires de Ickes, Stimson, Welles, Hull, etc... Les auteurs anglais sont représentés par Dalton, Kirkpatrick et Churchill. Ont également servi pour ce travail les mémoires d'hommes politiques et de diplomates allemands : Weizsäcker, Dirksen, Papen, Schellenberg, etc..., ainsi que ceux de certains hommes politiques polonais, roumains et italiens.

Bien entendu, les auteurs ont disposé, en outre, d'une vaste bibliographie historique, tant soviétique qu'étrangère. Il n'est pas possible, dans ce court aperçu, d'énumérer ne fût-ce qu'une partie des publications officielles, en de nombreux volumes, décrivant les événements de l'époque d'avant guerre, ainsi que de la deuxième guerre mondiale, de même que des travaux de divers historiens, économistes et sociologues, publiés en Union soviétique, en France, en Angleterre, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Ainsi, pour la composition du premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale*, ont été utilisées des sources vastes et diverses, ce qui garantit la valeur scientifique de l'ouvrage. Il convient de signaler que les volumes suivants seront rédigés sur une base scientifique tout aussi solide.

Pour terminer, nous voudrions, brièvement, donner une idée du contenu des volumes suivants de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale*, ainsi que l'état de leur préparation à l'impression.

Le *deuxième volume* de l'ouvrage est intitulé *Le peuple soviétique repousse l'attaque perfide de l'U. R. S. S. par l'Allemagne fasciste. Création des conditions pour un revirement complet du cours de la guerre (juin 1941-novembre 1942)*. La rédaction de ce volume est terminée et sa préparation à l'impression a été achevée en 1960. Sa sortie des presses est prévue pour la première moitié de l'année 1961.

Le deuxième volume est le plus complexe et le plus étendu de tout l'ensemble. Sa complexité est due à la difficulté de la description de la première période de la guerre, surtout de sa période initiale, marquée par de temporaires échecs des forces armées soviétiques. La première période de la guerre est traitée, dans le volume, suffisamment en détail. Il y est donné un tableau de la retraite forcée de l'Armée soviétique vers l'intérieur du pays et y sont analysées les causes de ce repli. En même temps sont exposés les faits témoignant de l'héroïque résistance des formations et groupements de l'Armée soviétique pendant cette première période de la guerre, et est mise en relief l'importance qu'elle eut pour la lutte ultérieure sur le front germano-soviétique.

Dans ce volume, on prête une grande attention aux problèmes de l'organisation de l'administration du pays en temps de guerre et à la mise sur pied

(1) *Trial of Major War Criminals*, vol. VIII, X, XII, XIV, XXXII, Nürnberg.
(2) *Congressional Record*, vol. 84, 88, 89, 91, Washington.
(3) *Parliamentary Debates. House of Commons*, vol. 301 (1935), 333 (1938); House of Lords. Fifth series, vol. CCVI, London.
(4) *Statistical Yearbook. United Nations*, New York, 1949.
(5) *League of Nations. Monthly Bulletin of Statistics.*

d'une économie de guerre appropriée. On traite largement le transfert des forces productrices de l'Union soviétique depuis les provinces occidentales vers l'est, la transformation de l'Oural, de la Sibérie et de la région de la Volga en bases militaires économiques principales du pays, la réorganisation de l'économie nationale dans l'intérêt de la guerre, l'augmentation de la puissance des principales branches d'industrie, l'impulsion donnée à l'industrie de défense, ainsi que les autres problèmes économiques de cette période.

Bien entendu, la plus grande partie du deuxième volume est consacrée à la description des principales opérations militaires de la première période de la guerre, en particulier des événements militaires de premier ordre, tels que les combats défensifs en Biélorussie et en Ukraine, la bataille devant Moscou, la lutte pour Léningrad et la défense des accès à Stalingrad en 1942. La description de ces événements est donnée à une large échelle stratégique. On montre en même temps, dans le volume, la participation à la guerre de larges masses du peuple. On décrit l'origine et l'extension de la « guerilla », l'organisation à l'arrivée de l'ennemi de cellules antifascistes, etc.

Une place importante est consacrée dans le deuxième volume aux problèmes des relations internationales en 1941-1942, en particulier au problème de création d'une coalition antifasciste et à la lutte pour sa consolidation et son extension. En même temps y est montré l'état de lutte populaire de libération dans les pays occupés d'Europe.

Le *troisième volume* est intitulé *Revirement complet dans le cours de la Grande Guerre nationale (novembre 1942-décembre 1943)*.

La préparation de ce volume approche de sa fin. Il doit paraître en 1961. On y attire tout particulièrement l'attention sur deux événements de toute première importance de la deuxième période de la Grande Guerre nationale — la débâcle des troupes allemandes dans les batailles de Stalingrad et de Koursk. Cela ne signifie pas que d'autres opérations importantes de cette période ne soient pas relatées dans le volume, mais il y est consacré moins de place et elles sont décrites avec moins de détail que les batailles précitées.

Une grande place est aussi consacrée aux travaux de l'arrière soviétique — industrie, agriculture, transport ; est analysé le revirement capital intervenu dans l'économie de guerre du pays, qui créa une base matérielle et technique pour une offensive victorieuse de l'Armée soviétique.

Sont relatés en détail le développement et l'extension de la guérilla à l'arrière de l'ennemi, ainsi que l'activité des organisations clandestines antifascistes.

De même que dans le deuxième volume, on expose, dans le troisième volume, la modification ultérieure de la situation internationale en faveur de l'Union soviétique, les progrès de la résistance antifasciste dans les pays d'Europe et la lutte pour la consolidation de la coalition antifasciste. On décrit l'accentuation de la crise dans le camp fasciste, ainsi que l'état intérieur, en 1943, de l'Allemagne hitlérienne.

Étant donné que le revirement sur le front germano-soviétique, au cours des hostilités, a entraîné, au cours de toute la guerre mondiale, un revirement analogue favorable à la coalition antifasciste, dans le troisième volume sont décrites, dans les grandes lignes, les opérations militaires intervenues sur les autres théâtres de la guerre.

Le *quatrième volume* est intitulé *Expulsion de l'ennemi hors des limites de l'U. R. S. S. et début de la libération des peuples d'Europe soumis au joug fasciste* (1944). L'équipe d'auteurs du quatrième volume a également terminé en substance son travail et compte le publier vers la fin de 1961.

La totalité du contenu du quatrième volume est axée sur deux sujets

fondamentaux : 1° l'expulsion de l'ennemi hors des limites du pays et le rétablissement des frontières nationales de l'Union soviétique, ainsi que le transfert du théâtre des hostilités sur le territoire des pays occupés et des États satellites de l'Allemagne, et 2° la libération par l'Armée soviétique des pays de l'Europe du Sud-Est.

Dans le quatrième volume, une grande place est consacrée à la lutte des forces armées de nos alliés en 1944 et, en particulier, à leurs opérations militaires en Europe occidentale.

A l'instar des deux volumes précédents, le quatrième volume relate successivement les événements militaires de l'année 1944. On y attire principalement l'attention sur les opérations de tout premier rang, telles que l'offensive des troupes soviétiques devant Leningrad et Novgorod, la libération de l'Ukraine de la rive droite et de la Crimée, de la Biélorussie et de l'Ukraine occidentale, l'offensive en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, ainsi que la libération des Républiques soviétiques baltes.

Étant donné qu'au cours de ces opérations l'Armée soviétique a porté assistance aux peuples de l'Europe asservie, des chapitres spéciaux du quatrième volume traitent des sujets tels que la lutte du peuple polonais en 1944 pour sa libération et le début de l'édification de la nouvelle Pologne démocratique, l'expulsion de Roumanie des occupants fascistes, la libération de la Bulgarie, l'insurrection du peuple slovaque et l'aide qu'y ont apportée les troupes soviétiques, la défaite des troupes allemandes en Hongrie et la libération des peuples yougoslave et albanais.

Dans le volume en question, on montre comment l'entrée de l'Armée soviétique sur le territoire des États de l'Europe du Sud-Est paralysa les forces de la réaction intérieure qui cherchait à conserver dans ces pays l'ancien régime social. La victoire de l'Armée soviétique priva la réaction en Roumanie, Hongrie et Bulgarie de sa dernière possibilité d'utiliser contre les forces nationales de ces pays son principal soutien, « l'armée ». En même temps, la présence dans les pays libérés des troupes soviétiques y créa une ambiance favorable au renforcement des éléments démocratiques. Dans ces conditions, les masses populaires de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie engagèrent, avec succès, une lutte pour la création de nouvelles relations politiques et sociales basées sur les principes socialistes.

Le *cinquième volume* est intitulé *La fin victorieuse de la guerre contre l'Allemagne fasciste. La défaite du Japon impérialiste*. Le contenu de ce volume est consacré aux événements de l'année 1945.

A l'heure actuelle, l'équipe d'auteurs est sur le point de terminer son travail. La préparation du livre pour l'impression se fait de manière qu'il puisse paraître en 1962.

Le principal sujet traité dans le cinquième volume sera les opérations finales des forces armées soviétiques sur le théâtre européen des hostilités. Ces opérations, réalisées dans les conditions d'une supériorité écrasante de l'Armée soviétique, sur terre et dans les airs, sont extrêmement intéressantes au point de vue de l'art militaire. Chacune des grandes opérations de l'année 1945 (sur la Vistule-Oder, en Prusse orientale, la prise de Vienne, de Berlin et de Prague) avait une grande importance politique et stratégique et leur réalisation était conditionnée par la solution de beaucoup de problèmes complexes concernant les relations avec les peuples de différents pays d'Europe. A cette époque, la coopération des forces armées de l'Union soviétique et de ses alliés, membres de la coalition antifasciste, prend un caractère concret. En 1945, sont définitivement libérés du joug fasciste les peuples de l'Europe centrale et sud-orientale. Dans les rangs de l'Armée soviétique combattent

des formations de troupes polonaises, roumaines, bulgares et tchécoslovaques, et les armées de libération de la Yougoslavie et de l'Albanie lui apportent leur concours. Tous ces faits confèrent aux opérations de 1945 un intérêt particulier.

Dans ce même volume sont également exposées en détail la lutte de l'U. R. S. S. pour le maintien de la coalition antifasciste pendant l'étape finale de la guerre en vue d'obtenir une capitulation sans conditions de l'Allemagne, ainsi que la collaboration de l'Armée soviétique avec les troupes de ses Alliés occidentaux.

Une place particulière est occupée dans le cinquième volume par la description de la guerre soviéto-japonaise qui est considérée comme partie intégrante et continuation de la Grande Guerre nationale contre l'Allemagne. Décrivant les opérations de l'Armée soviétique dans l'Extrême-Orient, les auteurs exposent en même temps l'action militaire des forces armées américano-anglaises dans le bassin de l'océan Pacifique, ainsi que la lutte du peuple chinois pour sa libération.

Le *sixième volume* est intitulé *Résultats de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique et évolution, après la guerre, de deux systèmes mondiaux.*

Le manuscrit du sixième volume n'étant encore qu'en cours de préparation, il serait prématuré de parler de son contenu. On peut dire seulement que les résultats de la Grande Guerre mondiale y seront considérés sous leurs aspects militaire, économique et politique.

Il est envisagé de consacrer une partie spéciale du sixième volume aux matériaux historiographiques et bibliographiques relatifs à l'ouvrage entier.

L'examen du contenu du premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale*, la connaissance de ses sources, ainsi que l'information concernant les volumes suivants, permettront de convaincre les lecteurs français que l'ouvrage en question est un important travail scientifique d'historiens soviétiques. Ont coopéré plus de 200 spécialistes de différentes branches — historiens, sociologues, économistes, experts militaires, etc... Le choix des auteurs et la rédaction de l'ouvrage cherchent à donner une description et une explication objectives et véritablement scientifiques des événements de la Grande Guerre dans laquelle les peuples de l'Union soviétique et le peuple français, épris de liberté, ont combattu contre l'ennemi commun.

E. A. Boltine, G. A. Deborine.

Les sous-marins soviétiques

Il faut savoir gré au lieutenant de vaisseau Huan d'avoir publié ce livre (1). Assurément, il ne devait pas être facile de réunir la documentation nécessaire pour l'écrire et, dès le départ, une « énigme » existait : du fait qu'on ignorait à peu près tout des sous-marins soviétiques et de leur action. Ce n'est pas un mince mérite que de l'avoir éclaircie, et sous une forme agréable à lire, alors que le sujet peut en paraître rébarbatif à cause de sa technicité et de sa monotonie. Or, le lieutenant de vaisseau Huan réussit à nous faire entrevoir la personnalité du sous-marinier soviétique.

Mais la véritable énigme se situe ailleurs. Quand Hitler commit son agression contre l'U.R.S.S., celle-ci possédait, fait généralement ignoré, la plus nombreuse flotte sous-marine du monde. Ses dirigeants en avaient fixé le nombre à 320 unités (plus du triple de n'importe quelle autre) et ce chiffre n'était pas loin d'être atteint. Pourtant, les résultats furent décevants : 800 sorties, 182 attaques, 144 réussies, 292 000 tonnes de bâtiments coulés, et payés par la perte de 74 sous-marins. Nous sommes loin des résultats obtenus par les Allemands dans l'Atlantique et surtout de ceux des Américains dans le Pacifique (la seule guerre sous-marine réussie jusqu'ici). Assurément, le verrouillage du golfe de Finlande par d'épais champs de mines et des filets explique la minceur des succès réalisés dans la Baltique, où passait le ravitaillement en minerai de fer d'importance vitale pour l'Allemagne, mais les mêmes raisons ne se présentaient pas en mer Noire ni surtout dans l'Arctique, au seuil de la mer du Nord. Un lourd handicap a toujours pesé sur la marine russe ; le cloisonnement de ses théâtres d'opérations ; mais un réseau de canaux intérieurs avait été construit pour le faire disparaître, ce réseau pouvait être efficace au moins pour les petits bâtiments qu'étaient encore, alors, les sous-marins. Le lieutenant de vaisseau Huan énumère plusieurs éléments d'explication : le manque d'entraînement, la conception périmée des bâtiments, les défauts de la tactique, les erreurs du commandement. Seuls sont incontestables le courage et l'abnégation, dont firent preuve officiers et équipages soviétiques. Mais l'explication la plus profonde, le lieutenant de vaisseau Huan nous la fournit dans les dernières phrases de son livre, et elle vaut aussi bien pour le passé que pour le présent.

« La Marine soviétique fournit un gros effort pour la formation de son personnel, elle conserve le service de quatre ans des tsars ; du haut en bas de l'échelle, le système marxiste maintient l'homme sous une pression constante, mais ses marins restent, dans leur cœur, les ouvriers et les paysans qu'ils sont. Le caractère de ces hommes courageux mais frustes, sensibles mais fatalistes, tenaces mais grégaires, fait que leur comportement reste imprévisible. La mer est, pour eux, une étrangère. Or, à bord, il est un facteur qui n'a rien à voir avec la technique, le socialisme, la stratégie : c'est l'homme. »

R. Jouan.

(1) Claude Huan, *L'énigme des sous-marins soviétiques*, Éditions France-Empire, Paris, 1960, 298 p.

HISTORIOGRAPHIE SOVIÉTIQUE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Les événements de la Grande Guerre nationale, partie essentielle de la deuxième guerre mondiale de 1939-1945, suscitent un intérêt tout particulier chez les historiens soviétiques. L'histoire de la guerre est étudiée, en U. R. S. S., dans les écoles supérieures et dans les académies militaires ; nombre d'historiens militaires et civils travaillent à son étude. Le but du présent article est de donner un bref aperçu de la littérature soviétique sur la Grande Guerre nationale et la deuxième guerre mondiale, parue en langue russe. L'article n'embrasse pas la littérature, en d'autres langues, des républiques soviétiques — ukrainienne, biélorussienne, etc. Mais, même avec cette restriction dans le cadre réduit de l'aperçu présent, nous ne pourrons parler que des publications principales, parues surtout au cours des dernières quatre-cinq années.

C'est la publication des *documents* qui sert de base scientifique à l'étude de toute guerre. Au cours de la période d'après guerre, les éditions soviétiques ont publié une série de recueils de documents. Les plus importants d'entre eux sont consacrés aux relations internationales et à la politique extérieure du gouvernement soviétique. Encore pendant la guerre et peu après sa fin a été publiée la *Politique extérieure de l'Union soviétique pendant la Grande Guerre nationale*, en trois volumes (t. I-III, Moscou, 1944-1947) (1) ; cette édition comprend tous les principaux actes de la politique extérieure de l'U. R. S. S. pendant les années de guerre — déclarations, communiqués, traités, échanges de notes, etc.

Très importante est la *Correspondance du Président du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S. avec les présidents des U. S. A. et les premiers ministres de la Grande-Bretagne dans la période de la Grande Guerre nationale de 1941-1945*, en deux volumes (t. I-II, Moscou, 1958) (2). Les documents, insérés dans ce recueil, mettent en lumière le tableau complet des relations de l'Union soviétique avec ses principaux partenaires de la coalition antihitlérienne sur la solution des questions principales concernant la conduite de la guerre.

(1) *Vnešnjâja politika Sovetskogo Sojuza v period Otečestvennoj vojny.*
(2) *Perepiska predsedatelja Soveta Ministrov SSSR s Prezidentami S. Š. A. i premier-ministrami Velikobritanii v period Velikoj Otečestvennoj vojny 1941-1945 gg.*

Des publications documentaires, telles que *Relations soviéto-tchécoslovaques pendant la Grande Guerre nationale de 1941-1945, Documents et matériaux* (Moscou, 1960, 291 p.) (1), *Nouveaux documents sur l'histoire de Munich* (Moscou, 1959, 160 p.) (2), *Relations franco-soviétiques pendant la Grande Guerre nationale, 1941-1945. Documents et matériaux* (Moscou, 1959, 550 p.) (3), suscitent aussi un vif intérêt. Dans le dernier recueil de documents est reflétée la lutte du gouvernement soviétique pour la reconnaissance du *Comité français de Libération nationale* et pour appuyer les droits légitimes de la France en tant que grande puissance.

Des documents diplomatiques ont été publiés aussi dans des revues scientifiques ou sociales et politiques, par exemple, *Mejdunarodnaja Jizn* (*Vie internationale*).

Pour un historien, les *Communiqués du Bureau d'information soviétique, 1941-1945* (4), sont une édition documentaire de grande valeur. Cette édition a paru en huit volumes, avec un index (Moscou, 1945). Dans ces volumes sont rassemblés tous les communiqués officiels sur la marche des opérations militaires, publiés quotidiennement dans les journaux, ainsi que les communiqués dressant le bilan des opérations des troupes soviétiques et de leurs actions pour des périodes déterminées. Bien entendu, en se servant de cette source, il faut prendre en considération qu'en vertu des particularités du temps de guerre, les communiqués quotidiens ne reflétaient pas toujours d'une manière précise et complète la situation réelle au front.

Une édition importante est le recueil de matériaux, en sept volumes, *Procès de Nuremberg des principaux criminels de guerre allemands* (Moscou, 1957-1961) (5). Actuellement ont paru tous les sept volumes : le premier comporte : Préparatifs au procès. Débuts du procès. Discours inauguraux des principaux accusateurs. Complot ; 2e volume : Crimes contre la paix ; 3e et 4e : Crimes de guerre et crimes contre l'humanité ; 5e : Interrogatoires des inculpés et plaidoiries des avocats ; 6e : Organisations criminelles ; 7e : Discours de clôture des principaux accusateurs. Dernières déclarations des inculpés. Sentence.

Depuis 1959, dans l'Union soviétique, paraît mensuellement *Voïenno-istoričeski journal* (*Revue historique militaire*), organe du Ministère à la Défense. Cette revue intéressante publie de façon régulière des documents sur la préparation par l'Allemagne de la guerre contre l'Union soviétique (n° 1), sur la bataille de Stalingrad (n° 2), sur les ressources humaines et les effectifs des forces armées de l'Allemagne dans la deuxième guerre mondiale (n° 4), sur la capitulation des forces armées

(1) *Sovetsko-čekoslovackie otnošenija vo vremja Velikoj Otečestvennoj vojny 1941-1945 gg. Dokumenty i materialy.*
(2) *Nõvye dokumenty iz istorii Munjuhena.*
(3) *Sovetsko-Francuzskie otnočenija vo vremja Velikoj Otečestvennoj vojny.*
(4) *Soobščenija Sovetskogo informbjuro.*
(5) *Njurnbergskii process nad glavnymi nemeckimi voennymi prestupnikami.*

de l'Allemagne (nº 5), sur la préparation des plans : de l'opération *Citadelle* (nº 6) et *Plan blanc* (nº 9), les extraits du *Journal* du général Halder (nºs 2, 7 et 10). En 1960 ont été publiés : le plan général *Ost* (nº 1), les documents des archives personnelles du général feld-maréchal Paulus (nº 2 et 3), les documents sur les opérations des aviateurs français du régiment *Normandie-Niémen* sur le front soviéto-allemand en 1943-1945 (nº 3), un bilan des pertes et de la reconstitution des forces armées de l'Allemagne dans la deuxième guerre mondiale (nº 5), etc.

Une série d'institutions scientifiques, historiques et d'archives ont publié des tracts soviétiques pour la période de guerre, qui propageaient les faits d'armes, le courage et la vaillance des combattants de l'Armée soviétique (*Héros et faits d'armes. Tracts soviétiques du temps de la Grande Guerre nationale, 1941-1945*, Moscou, 1958, 563 p.) (1). Dans ce recueil sont insérés 255 tracts d'actions héroïques. Certes, ces éditions sont loin d'épuiser les faits d'un héroïsme massif des combattants soviétiques, mais elles nous en donnent une notion très vive.

Un nombre considérable de recueils de documents ont été publiés au cours des dernières années, par les éditions régionales, dans beaucoup de villes de l'Union soviétique — Moscou, Leningrad, Odessa, Sébastopol, Toula, Voronej, Ivanovo, Kazan, Stalingrad, Orel, Zaporojié, Yaroslavl, Koursk et autres. Y sont publiés des documents sur le mouvement des partisans, sur l'aide de la population au front, etc.

Le livre de J. Staline, *Sur la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* (Moscou, 1953, 205 p.) (2), a la valeur d'une source documentaire. Y sont insérées toutes les interventions publiques et les ordres du Commandant en chef des forces armées soviétiques, pour la période du 3 juillet 1941 au 3 septembre 1945. Dans ces documents sont mis en lumière les causes, le caractère et les buts de la Grande Guerre nationale ; on y donne l'appréciation de son déroulement et des étapes les plus importantes des opérations militaires sur le front soviéto-allemand, de même que les caractéristiques de la deuxième guerre mondiale dans son ensemble. En prenant connaissance de ce livre, le lecteur peut se rendre compte de la façon dont se développait la situation intérieure et internationale au cours de la guerre, comment se modifiait le rapport des forces en faveur de l'Union soviétique et de ses forces armées. Les interventions et les ordres de J. Staline révèlent les facteurs et les causes des victoires de l'Armée soviétique et donnent des appréciations de l'état intérieur de l'Allemagne hitlérienne et de ses forces armées. On y prête aussi une grande attention aux problèmes de la création et du renforcement de la coalition antihitlérienne, aussi bien qu'à l'organisation du monde d'après guerre.

(1) *Geroi i podvigi. Sovetskie listovki Velikoj Otečestvennoj vojny 1941-1945.*
(2) *O Velikoj Otečestvennoj voine Soveckogo Sojuza.*

Pour étudier la vie et l'activité au travail du peuple soviétique au cours des années de guerre, le livre de N. Voznessenski, *Économie de guerre de l'Union soviétique dans la période de la Grande Guerre nationale* (Moscou, 1948, 191 p.) (1), est d'une grande importance. La guerre a radicalement changé l'économie nationale de l'U. R. S. S., a fait réorganiser l'économie soviétique dans l'intérêt du front et a créé des lois de développement spécifique propres au temps de guerre. C'est à l'analyse de ces problèmes qu'est consacré le livre de N. Voznessenski, ce dernier étant, pendant la guerre, membre du Comité d'État à la Défense et président de la Commission du plan d'État de l'U. R. S. S. Il a écrit cet ouvrage d'après un riche matériel fourni par nombre de documents d'un intérêt général.

Le livre dresse un tableau du déplacement des forces productrices de l'Union soviétique à l'est. C'était une période, écrit l'auteur, où, de l'ouest vers l'est, s'acheminaient des dizaines de milliers de machines-outils, de marteaux, de presses, de turbines. Des milliers d'ouvriers, d'ingénieurs, de techniciens se rendaient vers les nouvelles places de travail. Des chiffres et des faits concrets montrent comment, grâce aux efforts héroïques des ouvriers, techniciens et ingénieurs, se reconstruisait l'industrie évacuée, et comment, dans l'Oural, dans la région de la Volga et en Sibérie, avait été créée une base puissante de production pour mener la guerre. Ayant effectué en un bref délai la réorganisation de l'économie sur le pied de guerre, l'État soviétique a créé une économie de guerre bien organisée et en croissance rapide, ce qui lui a permis de remporter non seulement une victoire militaire, mais aussi une victoire économique sur le bloc ennemi.

Nous avons parlé des principales éditions de documents parues en Union soviétique. Ces publications donnent aux historiens la matière sur nombre de problèmes importants. Pourtant, elles sont loin d'épuiser, même partiellement, les immenses richesses des archives soviétiques. Voilà pourquoi on s'est proposé, et on effectue, un large programme de nouvelles éditions de documents concernant différents domaines de l'histoire de l'État soviétique et de ses forces armées pendant les années de guerre. Particulièrement intéressante semble devoir être une série de recueils à laquelle travaille la section d'histoire de la Grande Guerre nationale de l'Institut du marxisme-léninisme. Cette série comprendra beaucoup de nouveaux documents de caractère diplomatique, militaire et économique, de même que sur le mouvement des partisans, sur la vie du peuple soviétique dans la période de guerre, etc.

Les livres, dans lesquels la guerre est décrite dans son ensemble,

(1) *Voennaja ekonomika SSSR v period velikoj otečestvennoj vojny*, trad. en français, Librairie de Médicis, 1948 (cf. Halperin, *L'économie soviétique pendant la guerre* ; *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 6, avril 1952).

constituent le groupe essentiel des monographies sur l'histoire de la Grande Guerre nationale et de la dernière guerre mondiale. En Union soviétique ont été publiés plusieurs livres de ce genre. Nous allons en examiner les plus remarquables.

Vers la fin de l'année 1957, la section de l'histoire de la Grande Guerre nationale, de l'Institut du marxisme-léninisme, s'est employée à éditer l'*Histoire de la Grande Guerre nationale* en six volumes. En 1960 a paru le premier volume (1).

C'est une œuvre capitale des auteurs soviétiques, interprétant les événements de la guerre en se basant sur un riche matériel d'archives. Grâce à la parution de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale* sera résolue la tâche importante de la description officielle de l'histoire des années 1941-1945. Il est hors de doute que cette œuvre aura la portée d'une source et sera largement utilisée dans la science historique soviétique et étrangère.

Parmi les ouvrages parus antérieurement qui étudient la guerre dans son ensemble, il faut citer *Deuxième guerre mondiale, 1939-1945. Aperçu historique militaire* (Moscou, 1958, 931 p.) (2), avec un album de schémas. C'est un travail collectif d'historiens soviétiques militaires, effectué sous la direction du lieutenant général S. Platonov. Le livre comporte une appréciation du caractère de la deuxième guerre mondiale, de ses principales étapes, et le déroulement des opérations militaires sur tous les théâtres et les fronts de guerre y est mis en lumière. Naturellement, c'est au front principal soviéto-allemand qu'est prêtée une attention particulière.

Le livre montre d'une manière détaillée, et sur des faits convaincants, les préparatifs de l'Allemagne nazie pour l'agression contre l'Union soviétique (le *plan Barberousse*) et raconte comment se concentraient et se déployaient d'avance et systématiquement les forces armées des Allemands à la frontière avec l'Union soviétique.

L'état des forces armées soviétiques au commencement de la guerre est étudié, ainsi que les causes de leurs insuccès temporaires ; les opérations militaires les plus importantes sont décrites, y compris les batailles aux abords de Moscou, Stalingrad, Koursk, dans la Biélorussie, dans la direction d'Iassi-Kishinev, de la Vistule-Oder, dans la Prusse orientale, devant Berlin, ainsi que les opérations militaires contre l'armée japonaise de Kwantoun. Sont aussi décrites les opérations les plus importantes des forces armées américaines et anglaises, de même que la participation dans ces opérations des troupes de la *France combattante*.

A côté des événements de guerre, les auteurs analysent les facteurs politiques et économiques qui ont déterminé l'origine, le développement

(1) Voir le compte rendu du tome I, *infra*, p. 51 sq.
(2) *Vtoraja mirovaja vojna 1939-1945. Voennoistoriceski očerk.*

et la fin de la guerre, ainsi que le développement de l'art militaire soviétique et le rôle du mouvement des partisans en Union soviétique, et de la Résistance dans d'autres pays, y compris la France.

Vers la fin du livre est dressé le bilan militaire et politique de la deuxième guerre mondiale et des conclusions sont tirées au sujet du développement de l'art militaire des forces armées soviétiques et des armées d'autres États, qui ont partitipé à la guerre.

Un autre ouvrage important sur la guerre en entier est celui du professeur B. Telpoukhovski, *Grande Guerre nationale de l'Union soviétique. Bref aperçu* (Moscou, 1959, 575 p.) (1). Par rapport aux autres œuvres publiées, ce livre montre de la manière la plus détaillée et la plus complète le rôle du Parti communiste de l'Union soviétique dans la guerre, la vie et le travail des arrières soviétiques ; en même temps, il décrit les opérations militaires les plus importantes et la guerre de partisans du peuple soviétique sur le territoire occupé.

Examinant le rôle du Parti communiste dans la mobilisation du peuple pour écraser l'ennemi, l'auteur s'est servi de beaucoup d'archives intéressantes. Les meilleures forces du parti étaient envoyées dans l'armée et dans la flotte. Par exemple, en 1942, 54 % de tous les membres du Parti communiste se trouvaient dans les rangs des forces armées soviétiques. La foi du peuple soviétique en la justesse de la direction du Parti communiste se manifestait dans l'augmentation rapide de ses effectifs. Il est indiqué que, pendant la guerre, on a admis au parti 3 615 000 nouveaux membres et 5 319 000 candidats. Le parti a su réaliser une entière unité de l'arrière et du front, ce qui a assuré une croissance incessante des forces de l'État socialiste au cours de la guerre.

Dans ce livre est très bien décrit l'héroïsme des combattants soviétiques ; comme l'estime, à juste titre, l'auteur, c'est le soutien sans réserve accordé à l'armée par tout le peuple qui a été la source la plus importante de cet héroïsme.

On prête, dans ce livre, une grande attention à la planification stratégique des opérations militaires par le Commandement suprême. Dans les œuvres parues antérieurement sur la Grande Guerre nationale, les problèmes de la planification se bornaient, en règle générale, à l'échelle de fronts particuliers et de groupes de fronts. B. Telpoukhovski conçoit ce problème sur une plus vaste échelle et nous montre le principe de planification des opérations militaires pour des périodes de plus longue durée — dans les cadres de plusieurs opérations successives. Notamment, il expose les données intéressantes sur l'élaboration par le Quartier Général du plan des opérations militaires pour la campagne de l'été-automne 1943, ainsi que sur les plans de guerre pour les années 1944 et 1945.

(1) *Velikaja otečestvennaja vojna sovetskogo Sojuza. (Kratki Očerk).*

On trouve, en outre, dans ce livre, une haute appréciation de l'importance de la coalition antihitlérienne et de la contribution que les peuples de France, d'Angleterre et des États-Unis ont apportée à la cause de l'écrasement de l'Allemagne ; mais, en même temps, on y souligne que c'est sur le front soviéto-allemand que se décidait l'issue de toute la deuxième guerre mondiale. L'auteur marque que, côte à côte avec l'Armée soviétique, qui a porté sur ses épaules le plus lourd fardeau de la lutte contre les occupants, combattaient les troupes tchécoslovaques, polonaises, yougoslaves et albanaises et, plus tard, les armées roumaines et bulgares. L'armée populaire libératrice de Chine a joué un grand rôle dans la victoire sur le Japon. A côté des armées soviétiques, contre les troupes japonaises, combattaient aussi les troupes de la République populaire de Mongolie. Une grande place est réservée à l'analyse de la Résistance dans les pays occupés par les hitlériens. L'auteur démontre que ce mouvement était un phénomène du développement intérieur des pays qui ont subi l'agression.

Dans le livre collectif *Le Parti communiste de l'Union soviétique — inspirateur et organisateur des victoires du peuple soviétique dans la Grande Guerre nationale* (Moscou, 1959, 390 p.), est montré d'une manière détaillée le rôle du Parti communiste dans la guerre. C'est à ce thème qu'est consacrée aussi une série d'œuvres populaires.

Au nombre des œuvres, analysant largement les problèmes généraux de l'histoire de la guerre, se rapporte aussi l'étude du professeur G. Deborine, *Deuxième guerre mondiale. Aperçu militaire politique* (Moscou, 1958, 432 p.) (1). Ce qui distingue ce livre des autres ci-dessus mentionnés, c'est la grande attention accordée aux problèmes des relations internationales dans la période de guerre. L'auteur expose en détail la situation militaire et politique avant la deuxième guerre mondiale et montre les contradictions entre les puissances de l'Europe occidentale, qui ont abouti à la guerre.

Il analyse d'une manière détaillée l'offensive de l'Allemagne nazie contre la Pologne, la France et les autres pays européens, et examine les causes de la défaite de ces pays. Il décrit d'une manière concise les plus importantes opérations des armées soviétiques dans les années 1941-1945, aussi bien que les opérations militaires des forces armées des États-Unis, de l'Angleterre et d'autres pays — membres de la coalition antihitlérienne sur différents théâtres de guerre pendant la deuxième guerre mondiale. Il prête une attention particulière aux conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, et expose d'une manière détaillée le bilan de la deuxième guerre mondiale.

Le thème des relations internationales dans la période de la guerre est minutieusement analysé dans l'intéressant livre, bien documenté,

(1) *Vtoraja mirovaja vojna voenno-političeskj očerk.*

de V. Israélian, *Histoire diplomatique de la Grande Guerre nationale, 1941-1945* (Moscou, 1959, 368 p.) (1).

Au nombre des œuvres populaires sur la guerre dans son ensemble se rapporte le livre de D. Kovalevski, *Grande Guerre nationale de l'Union soviétique 1941-1945* (Moscou, 1959, 168 p.) (2). C'est la première tentative de créer un manuel sur l'histoire de la dernière guerre pour les enseignants d'écoles secondaires. Dans ce petit volume, sur la base de systématisation des matériaux déjà publiés, l'auteur expose les renseignements essentiels sur la guerre.

Les livres qui mettent en lumière les problèmes particuliers de l'histoire de la deuxième guerre mondiale et les opérations militaires des forces armées soviétiques constituent un groupe particulier d'œuvres d'historiens soviétiques.

La plus grande attention de leur part est naturellement attirée par les événements de guerre les plus importants, tels que la lutte pour Léningrad, la bataille devant Moscou, la bataille de Stalingrad, la bataille devant Koursk et d'autres grands combats sur le front soviéto-allemand ; à côté de ces thèmes, les problèmes de l'économie de guerre, de la guerre des partisans, du mouvement de Libération nationale dans les pays occupés et autres sont largement reflétés.

Analysons quelques études les plus caractéristiques.

Les problèmes économiques de la période de la guerre ont été traités dans les livres de P. Biélov, *Les problèmes de l'économie dans la guerre contemporaine* (Moscou, 1951, 222 p.) (3), A. Lagovski, *Stratégie et économie* (Moscou, 1957, 200 p.) (4), G. Chigaline, *L'économie nationale de l'U. R. S. S. dans la période de la Grande Guerre nationale* (Moscou, 1960, 258 p.) (5), N. Souprounenko, *L'Ukraine dans la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* (Kiev, 1956, 472 p.) (6), et d'autres. Toutes ces œuvres établissent un lien direct entre la conduite de la guerre de 1941-1945 et la structure économique de l'Union soviétique, et montrent l'influence décisive du facteur économique sur les victoires des forces armées soviétiques. Sans une profonde analyse de ces liens, il serait difficile de comprendre aussi la marche des opérations sur le front soviéto-allemand.

Une riche littérature est consacrée à des opérations particulières.

Parmi les œuvres consacrées à la défense héroïque de Leningrad, il faut citer tout d'abord le livre de A. Karasev, *Les habitants de Lenin-*

(1) *Diplomatičeskaja istorija velikoj otečestvennoj vojny* (cf. M. Ferro, *Une histoire soviétique de la deuxième guerre mondiale ; Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1961.)

(2) *Velikaja otečestvennaja vojna Sovetskogo sojuza.*

(3) *Voprosy ékonomiki v sovremennoj vojny.*

(4) *Strategija i Ekonomika.*

(5) *Narodnoe hozjasstvo SSSR v period velikoj otečestvennoj vojny.*

(6) *Ukraina v Velikoj Otečestvennoj vojne.*

grad au temps du blocus, 1941-1943 (Moscou, 1959, 318 p.) (1). Leningrad, c'est la ville des traditions révolutionnaires de la classe ouvrière russe. Les tentatives de l'ennemi pour s'emparer de cette ville se sont brisées contre la ferme décision des travailleurs de Leningrad de défendre à tout prix le berceau de la révolution d'Octobre. C'est de cette fermeté, des souffrances, du courage et de l'héroïsme des habitants de Leningrad que parle le livre de A. Karasev, écrit sur la base d'un riche matériel documentaire d'archives.

Le livre de N. Khudiakov, *Le pays tout entier est avec Leningrad* (Leningrad, 1960, 232 p.), traite de l'aide de tout le peuple à Leningrad assiégé.

C'est à l'héroïque Leningrad qu'est aussi consacré le livre de D. Pavlov, *Leningrad au temps du blocus 1941* (Moscou, 1958, 163 p.) (2). L'auteur, dans la période du blocus, fut délégué du Comité d'État à la Défense pour le ravitaillement de Leningrad. Dans son livre, il expose son expérience personnelle et ses impressions sur les dures journées du blocus, met en lumière avec beaucoup de sincérité les conditions dans lesquelles les habitants de Leningrad devaient mener la lutte contre un ennemi fort et cruel, décrit d'une manière concise la marche des opérations militaires et raconte en détail l'histoire du ravitaillement de la ville assiégée.

A la fin du mois d'août de 1941, les troupes allemandes furent arrêtées par l'Armée soviétique aux plus proches abords de Leningrad. Le commandement ennemi avait décidé de forcer les défenseurs de la ville à la capitulation, au moyen de l'artillerie, du bombardement aérien et surtout de la famine — au début de septembre, il avait barré toutes les voies terrestres reliant Leningrad à l'arrière-pays. La dure période du blocus de 900 jours commença. Dans l'étau du siège se trouvèrent, au début, plus de 2,5 millions de civils, dont environ 400 000 enfants.

Les réserves de provisions, au 12 septembre 1942, ne satisfaisaient les besoins de la population que pour 30-40 jours. Aussi fut-on obligé de diminuer les rations jusqu'à une norme de famine : le minimum de pain distribué aux habitants, en novembre 1941, a été réduit à 125 grammes par jour. On est parvenu à écarter la menace de mort par la famine grâce à l'organisation du transport par le *Chemin de vie*, pratiqué sur la glace à travers le lac Ladoga. C'est par ce chemin que, le 22 novembre, est arrivé à Leningrad le premier convoi automobile chargé de produits alimentaires. Les Allemands bombardaient incessamment la ligne de glace par avions et tiraient sur elle avec leur artillerie à grande portée. Néanmoins, les colonnes d'autos ravitaillèrent régulièrement la ville en vivres. Avec les trajets de retour s'effectuait l'évacuation des enfants, des femmes, des vieux et des malades. C'est

(1) *Leningradcy v gody blokady 1941-1843 gg.*
(2) *Leningrad v blokade 1941 god.*

la façon dont on a surmonté toutes ces difficultés que décrit l'auteur du livre. Celui-ci, comme celui de A. Karasev, nous aide à comprendre pourquoi Leningrad a supporté un si long blocus et est sorti vainqueur de cette épreuve (1).

Au nombre des livres qui analysent la bataille devant Moscou se rapporte l'œuvre de A. Samsonov, *La grande bataille devant Moscou, 1941-1942* (Moscou, 1958, 223 p.) (2). L'auteur y montre, sur le fond des événements de guerre, l'héroïsme des Soviétiques et le rôle de la population dans la défense de la capitale.

Le livre contient des matériaux peu connus sur l'organisation de l'instruction militaire en masse de la population de Moscou, sur la formation de la milice populaire, sur ses effectifs et sur la manière dont elle fut employée dans les combats. Rien qu'à la construction des lignes de défense aux abords éloignés de Moscou ont pris part 165 000 habitants de la région de Moscou, dont 80 % de femmes. On lit avec grand intérêt les pages décrivant la lutte pleine d'abnégation de la population moscovite soumise aux raids de l'aviation ennemie. Après avoir arrêté et affaibli l'ennemi aux proches abords de Moscou, les troupes soviétiques ont passé, le 5-7 décembre, à la contre-offensive qui a abouti à l'écrasement des envahisseurs allemands fascistes devant Moscou.

A la bataille devant Moscou est consacrée aussi une série de livres, écrits par des participants : F. Sélivanov, *Les soldats de Panfilov* (Moscou, 1958, 142 p.) (3), A. Vakhrouchev, *Dans la direction de Mojaïsk* (Moscou, 1959, 144 p.) (4), V. Soloviov, *Devant Naro-Fominsk* (Moscou, 1960, 192 p.) (5), B. Momiche-Ouly, *Derrière nous Moscou* (Moscou, 1960, 191 p.) (6), et bien d'autres.

C'est la bataille de Stalingrad — événement culminant de la guerre — qui suscite le plus vif intérêt parmi les historiens militaires. Parmi les œuvres qui y sont consacrées, il faut citer le livre de B. Telpoukhovski, paru un des premiers, *Grande victoire de l'Armée soviétique devant Stalingrad* (Moscou, 953, 168 p.) (7). Parmi les publications ultérieures d'un grand intérêt, citons : A. Samsonov, *Bataille de Stalingrad* (Moscou, 1960, 603 p.) (8), et le recueil *Bataille pour la Volga* (Stalingrad, 1958, 443 p.) (9). Cet ouvrage contient des mémoires des participants de la bataille de Stalingrad. En prenant connaissance de ces livres, le

(1) Des extraits du livre de D. Pavlov ont été publiés en France, dans la revue *Recherches internationales à la lumière du marxisme*. Cahier nº 9-10, septembre-décembre 1958, p. 135-159.

(2) *Velikaja bitva pod Moskvoi 1941-1942 gg.*

(3) *Panfilovčy.*

(4) *Na mojaiskom napravlenii.*

(5) *Pod Narofominskom.*

(6) *Za nami Moskva.*

(7) *Velikaja pobeda Sovetskoi armii pod Stalingradom.*

(8) *Stalingradskaja bitva.*

(9) *Bitva za Volgu (Stalingradskoe Knijnoe izdat).*

lecteur évoque d'une manière très nette et suivie les événements grandioses de la plus grande bataille qui a posé le premier jalon du tournant décisif dans le cours de la deuxième guerre mondiale.

Pendant plus de 200 jours pleins d'une tension soutenue se déroulèrent les opérations militaires près de Stalingrad. A la suite de ces opérations, des forces considérables de l'Armée allemande furent battues à plate couture, ainsi que les troupes de la Roumanie et de l'Italie ; plus de 300 000 soldats et officiers de l'adversaire furent enveloppés et, plus tard, faits prisonniers ou exterminés.

Le mérite du livre *Bataille pour la Volga* réside dans ce qu'on y met en lumière les faits de guerre et les exploits dans le travail des Soviétiques, qui ont su non seulement arrêter les armées ennemies devant Stalingrad, mais aussi les écraser. Les mémoires des participants à la bataille brossent d'une manière vivante la fresque des combats. Le recueil contient nombre d'exemples de l'héroïsme des combattants soviétiques.

Le petit livre du maréchal de l'Union soviétique, A. Iéremenko, *Bataille devant Stalingrad* (Stalingrad, 1958, 180 p.) (1), grâce à sa documentation a aussi une valeur considérable : c'est le récit de l'ancien commandant du front de Stalingrad, sur l'épopée héroïque de la lutte dans la direction de Stalingrad.

Le livre de I. Markine, *Bataille devant Koursk* (Moscou, 1958, 295 p.) (2), est consacré à un autre événement important de la lutte sur le front soviéto-allemand, à la bataille grandiose de l'été 1943. C'est un aperçu sur l'achèvement du tournant dans le déroulement de la Grande Guerre nationale et de toute la deuxième guerre mondiale en faveur de la coalition antihitlérienne. A la suite de la débâcle devant Koursk des groupements d'élite de l'ennemi, l'armée allemande fut réduite à la catastrophe. Le mythe de l'ennemi, relatif aux succès saisonniers remportés par l'Armée soviétique, fut dissipé et l'initiative est passée définitivement entre les mains des troupes soviétiques. Le commandement allemand a dû se borner à une défensive stratégique sur tout le front soviéto-allemand.

L'auteur du livre expose d'une manière détaillée les conditions, les plans et les préparatifs des parties adverses pour les opérations de l'été 1943, montre la marche de l'offensive allemande et des combats défensifs des troupes soviétiques du 5 au 23 juillet, et met à jour les conditions qui ont permis au commandement soviétique de faire échouer l'offensive des groupements de choc de l'ennemi, de les affaiblir et de passer à une contre-offensive victorieuse dans la période du 12 juillet au 23 août. Le livre est écrit grâce à des documents tirés des archives du ministère à la Défense de l'Union soviétique et à des documents de

(1) *Stalingradskaja bitva.*
(2) *Kurskaja bitva.*

l'armée allemande. L'auteur s'est servi aussi des mémoires des participants à la bataille de Koursk.

A la série d'aperçus sur les victoires brillantes des forces armées soviétiques dans la Grande Guerre nationale se rapporte aussi le livre de A. Grilov (1), *Victoire de l'Armée soviétique en Ukraine de la rive droite* (Moscou, 1953, 128 p.). Dans ce livre est décrit comment, au début de l'année 1944, l'Armée soviétique a infligé une défaite aux nombreux groupements de troupes hitlériennes au flanc sud du front soviéto-allemand et a libéré l'Ukraine de la rive droite des envahisseurs. Cette victoire a eu une très grande importance politique et stratégique. A la suite d'une offensive énergique, l'Armée soviétique, infligeant des pertes innombrables à plus de 100 divisions de l'ennemi, s'est avancée vers les frontières de l'Union soviétique avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie et a débouché sur le territoire de la Roumanie du Nord.

Les succès de l'offensive des troupes soviétiques en Ukraine de la rive droite ont changé d'une manière radicale toute la situation stratégique au sud. Les conditions favorables furent réunies pour l'écrasement des troupes allemandes en Crimée, Moldavie, les régions occidentales de l'Ukraine, ainsi que pour l'offensive de l'Armée soviétique dans la direction des Balkans.

Comme exemple de description des opérations des forces armées soviétiques sur les Balkans est à citer le livre de V. Matsoulenko, *Débâcle des troupes allemandes dans la direction des Balkans.* Août-septembre 1944 (Moscou, 1957, 115 p.) (2). On y décrit comment, en août-septembre 1944, les troupes des deuxième et troisième fronts ukrainiens, de concert avec la flotte de la mer Noire, ont écrasé un groupement considérable de l'ennemi — le groupe des armées *Ukraine du Sud.* La Moldavie soviétique fut libérée des occupants. La Roumanie et la Bulgarie — alliées de l'Allemagne — ont été mises hors de combat. Les forces armées de ces pays ont tourné leurs armes contre l'armée hitlérienne, provoquant la désagrégation du bloc hitlérien. La défaite des troupes allemandes en Moldavie, Roumanie et Bulgarie a créé des conditions favorables pour la débâcle des forces ennemies en Hongrie et en Yougoslavie.

Les historiens militaires soviétiques accordent une grande attention aux questions du développement de l'art militaire pendant les années de guerre. Sur ces thèmes ont été publiés, notamment, des livres tels que *Développement de la tactique de l'Armée soviétique dans les années de la Grande Guerre nationale, 1941-1945* (Moscou, 1958, 416 p.) (3), et *Percée de la défense préparée par les grandes unités de tirailleurs d'après*

(1) *Pobeda sovetskoi armii na Pravoberejnoj Ukrain.*
(2) *Razgrom nemeckofasistskih voisk na balkanskom napralenii.*
(3) *Razvitie taktiki Sovetskoj armii v gody Velikoj Otecestvennoj vojny 1941-1945 gg.*

l'expérience de la Grande Guerre nationale de 1941-1945 (Moscou, 1957, 375 p.) (1).

La première de ces œuvres est écrite par un groupe d'auteurs de l'Académie militaire M. Frounzé. On y analyse les principaux problèmes du développement de la tactique d'un combat offensif et défensif. Cette étude est basée sur l'analyse d'un matériel historique concret, surtout sur de nombreux exemples d'opérations militaires des divisions de tirailleurs et des corps d'armée.

Analysant les facteurs qui exerçaient une influence sur le développement de la tactique de l'Armée soviétique dans les années de la Grande Guerre nationale, les auteurs prêtent une attention particulière à l'un des principaux facteurs : l'homme, qui est le créateur de l'armement et participe directement au combat. Les auteurs parlent de l'importance de l'expérience combative des soldats et des officiers pour le développement de la tactique, du rapport entre la théorie de l'art militaire et la pratique combative. Sont aussi étudiés à fond des facteurs tels que l'armement, l'organisation des troupes, l'art militaire de l'ennemi.

Tous les problèmes sont analysés pour chaque période de guerre ; à la suite de quoi le lecteur est pleinement au courant du développement de la tactique soviétique dans les combats offensif et défensif.

Le livre *Percée de la défense préparée par les unités de tirailleurs* est un recueil d'articles ; c'est le résultat d'un travail collectif de recherches scientifiques. Utilisant les documents d'archives, les auteurs du recueil exposent les exemples tactiques des plus importantes opérations de la Grande Guerre nationale. C'est la première œuvre détaillée d'après guerre, dans laquelle sont mises en relief les particularités essentielles de l'organisation et de la réalisation de la percée de la défense de l'adversaire par les unités de tirailleurs. Le lecteur y trouve des données intéressantes sur les opérations militaires des troupes soviétiques effectuant ingénieusement l'encerclement de l'ennemi, agissant avec succès dans les opérations nocturnes et employant de nouveaux procédés de lutte et une nouvelle tactique combative.

La lutte des partisans en U. R. S. S. et la Résistance dans d'autres pays ont joué un grand rôle pour la victoire de la coalition antihitlérienne. A leur étude est consacrée une littérature particulière. En outre, ces questions sont analysées dans des livres de caractère général sur l'histoire de la guerre. Notamment, dans le livre de B. Telpoukhovski, ci-dessus mentionné, *La Grande Guerre nationale de l'Union soviétique, 1941-1945*, une grande place est faite au mouvement des partisans sur les territoires occupés de l'U. R. S. S., avec une analyse des forces de la Résistance dans l'Europe occidentale. Dans l'aperçu militaire histo-

(1) *Proryv podgotovlennoj oborony strelkovymi soedienijami po opytu Velikoj Otecestvennoj vojny 1941-1945 gg.*

rique *La deuxième guerre mondiale, 1939-1945*, dans la description des plus grandes opérations, est inclue l'aide des partisans à l'Armée rouge.

Le mouvement des partisans était une partie intégrante de la lutte de tout le peuple contre les occupants allemands. Parmi les œuvres les plus importantes, il faut citer les livres de P. Cheverdalkine, *Lutte héroïque des partisans de Leningrad* (Leningrad, 1958, 307 p.) (1), de P. Lipilo, *Le Parti communiste de la Biélorussie — organisateur et chef du mouvement des partisans en Biélorussie dans les années de la Grande Guerre nationale* (Minsk, 1959, 259 p.) (2), et autres. Dans ces livres sont montrés de manière vivante et convaincante les forces, l'envergure, le caractère massif et national du mouvement des partisans en U. R. S. S.

A l'histoire du mouvement de Libération nationale en France, dans les années 1939-1944, est consacré le livre de I. Koloskov et N. Tsyroulnikov, *Le peuple de France dans la lutte contre le fascisme* (Moscou, 1960, 405 p.) (3). Dans ce livre, on parle de ceux qui ont trahi et de ceux qui ont sauvé la France dans les années de la deuxième guerre mondiale, de la lutte valeureuse et acharnée du peuple français et de ses héros immortels. Les auteurs soulignent, à juste raison, que les patriotes français, par leur lutte contre les asservisseurs fascistes, dans la France occupée, l'Afrique du Nord, l'Italie, ont apporté leur contribution, dans la mesure de leurs forces, à la cause de l'écrasement de l'Allemagne. Un des enseignements de l'histoire réside en ce que la sécurité et l'indépendance de la France dépendent du renforcement de son amitié traditionnelle avec l'Union soviétique.

Une série d'articles dans les revues historiques soviétiques est aussi consacrée à la Résistance française. Une analyse détaillée de la littérature française sur la deuxième guerre mondiale est, notamment, donnée dans l'article de D. Kounine, *L'étude en France de l'histoire de la deuxième guerre mondiale* (*Revue historique militaire*, n° 8, pour l'année 1959) (4).

L'attention des auteurs soviétiques est aussi retenue par l'histoire du régiment d'aviation français *Normandie-Niémen*. Un article détaillé de F. Chesterine, *Fraternité des aviateurs soviétiques et français dans la Grande Guerre nationale*, est consacré à ce régiment (*Revue historique militaire*, 1960, n° 3). On s'est servi, pour cet article, des archives du ministère à la Défense de l'Union soviétique. Dans le même numéro de cette revue sont publiés douze documents soviétiques et français qui témoignent de l'amitié chaleureuse et d'une collaboration sincère dans le combat des aviateurs soviétiques et français dans les années de

(1) *Geroičeskaja borba leningradskih partisan.*
(2) *Kommunisticeskaja partija Belorussii-Organizator i rukovoditel' partizanskogo dvizenija Bielorussii v gody Velikoj O Voiny.*
(3) I. A. Koloskov i N. G. Čyrul'nikov, *Narod Francii v bor'be protiv Fašizma.*
(4) *Voenno istoričeskii zurnal.*

guerre. Les aviateurs héroïques français du régiment *Normandie-Niémen*, dans la période de mars 1943 jusqu'à la fin de la guerre, ont abattu 268 avions ennemis. Nombre d'aviateurs ont été décorés d'ordres de guerre soviétiques ; quatre d'entre eux qui se sont les plus distingués (lieutenants-chef Marcel Albert, Rolland de la Pouape, Marcel Lefèvre et le sous-lieutenant Jacques André) sont honorés du titre de *Héros de l'Union soviétique*. Pour avoir d'une manière exemplaire accompli ses missions, le régiment *Normandie-Niémen* a été tout entier décoré des ordres du Drapeau rouge et d'Alexandre Nevski. En signe d'amitié entre les peuples soviétique et français, le gouvernement soviétique a remis à la France 42 avions « *Yak-3* », à bord desquels combattaient les effectifs du régiment français.

Une série de livres d'auteurs soviétiques est consacrée à la libération des pays d'Europe, sur les territoires desquels combattaient les forces armées soviétiques, de même qu'à la formation et aux actions communes avec l'Armée soviétique des petites et grandes unités des troupes polonaises, tchécoslovaques, roumaines et bulgares. Parmi ces livres sont à citer : *Les forces armées soviétiques dans la lutte pour la libération de la Yougoslavie* (Moscou, 1960, 248 p.) (1), le livre de S. Lesnevski et V. Sokolovski, *L'union de combat — sur l'amitié fraternelle des combattants soviétiques et polonais* (Moscou, 1958, 150 p.) (2), S. Gratchev et F. Pétrov, *Côte à côte — sur l'amitié de combat des soldats soviétiques et tchécoslovaques* (Moscou, 1958, 132 p.) (3), et nombre d'autres.

Les historiens soviétiques ne se bornent pas à décrire les événements du seul front soviéto-allemand, ils prêtent aussi attention aux autres théâtres de guerre dans la deuxième guerre mondiale. Ainsi, les opérations militaires en Europe et Afrique sont analysées dans le livre de V. Sékistov, *La drôle de guerre dans l'Europe occidentale et dans le bassin de la Méditerranée, 1939-1943* (Moscou, 1958, 412 p.) (4). L'auteur y étudie les questions de la préparation et du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, décrit l'invasion des troupes allemandes au Danemark, Norvège, Pologne, France, Belgique, Hollande, Luxembourg, Yougoslavie et Grèce, expose les opérations militaires des forces armées anglaises et américaines dans le bassin de la Méditerranée. Les opérations militaires en Afrique du Nord sont analysées d'une manière plus détaillée. Le trait caractéristique de cette œuvre réside dans le fait que l'auteur se borne à étudier la situation avant le tournant décisif dans la marche de la guerre en faveur de la coalition antihitlérienne, en décrivant les événements jusqu'à l'automne 1943 ; les opérations militaires ultérieures, en Europe (1944-1945), n'y sont pas décrites.

(1) *Sovetskie vooružennye sily v bor'be za osvoboždenie Jugoslavii.*
(2) *Boevoj sojuz.*
(3) *Plečom k pleču.*
(4) *Strannaja vojna v zapadno Europe i v bassejne Sredizemnogo morja 1939-1943.*

Dans ce livre, on prête aussi attention à la naissance du mouvement *France Libre* et, plus tard — à partir du 13 juillet 1942 — *France Combattante*, avec à sa tête le général de Gaulle. L'historien soviétique apprécie ce mouvement en tant que *progressiste*, puisqu'il avait pour but la libération de la France des occupants fascistes allemands et l'union de tous les Français qui se prononçaient contre le gouvernement traître de Vichy et participaient à la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. La participation des troupes de la *France Combattante* dans la lutte armée contre les envahisseurs italiens et allemands au cours de la deuxième guerre mondiale est mentionnée par la description des opérations militaires dans la zone de Bir-Hakeim, au printemps 1942, près de El-Alamein, en Tunisie, et sur d'autres points.

Les opérations et l'art militaire des forces armées des États-Unis et de l'Angleterre dans l'Europe occidentale, en 1944-1945, sont analysés d'une manière détaillée dans le livre de V. Kouliche, *Deuxième front. Opérations en Europe occidentale en 1944-1945* (Moscou, 1960, 476 p.) (1). Autant qu'il est nécessaire, dans ces deux livres sont passées aussi en revue les opérations militaires au sud de la France et en Italie. Pour ces deux livres, les auteurs se sont servis de documents et des œuvres des auteurs soviétiques et étrangers.

Nombre de revues scientifiques, sociales et politiques, prêtent une attention systématique aux problèmes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Sans parler de la *Revue historique militaire*, dont le contenu est, dans l'essentiel, consacré à l'histoire de la guerre de 1939-1945, nous pouvons trouver des articles sur différents thèmes de guerre dans les organes périodiques, tels que *Communiste*, *Vie internationale*, *Problèmes de l'histoire*, *Histoire nouvelle et moderne*, *Histoire de l'U. R. S. S.*, *Problèmes de l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, etc. (2).

Il faut aussi mentionner la littérature considérable sur la guerre, publiée directement par les institutions scientifiques et les écoles supérieures. Ainsi, pas mal de livres sur différents thèmes particuliers, concernant l'histoire de la guerre, sont publiés par les académies militaires, l'Institut des relations internationales, l'École supérieure diplomatique et autres institutions.

Dans l'Union soviétique, on publie aussi des *mémoires* sur la guerre, qui éveillent un grand intérêt chez les lecteurs. Une série de livres du genre de mémoires est consacrée à la période la plus dure de la Grande Guerre nationale, de 1941-1942.

Ainsi, en 1959, furent publiés les mémoires du maréchal de l'Union soviétique, A. Iéremenko, *Dans la direction Ouest* (Moscou, 1959,

(1) *Vtoroj front.*

(2) *Kommunist*; *Meždunarodnaja Žizn'*; *Voprosy istorii*; *Novaja i noveišaja istorija*; *istorija SSSR*; *Voprosy Istorii Kommunističeskoi partii Sovetskogo sojuza.*

189 p.) (1). L'auteur y expose les opérations militaires dans la période du 22 juin 1941 à février 1942, dont il fut le participant et le témoin, en tant que commandant d'armée et de front, les difficultés de la première période de la guerre et l'héroïsme et la vaillance des troupes soviétiques.

Dans la même année furent publiés les mémoires du maréchal de l'Union soviétique, V. Tchouïkov, *Au début du chemin* (Moscou, 1959, 360 p.) (2). A l'été de l'année 1942, les troupes de la 62e Armée, sous le commandement de V. Tchouïkov, appuyé par la 64e Armée et la flotte militaire de la Volga, ont héroïquement défendu Stalingrad. C'est l'histoire de ces faits que nous conte l'auteur.

Très intéressants sont les mémoires du lieutenant général N. Popel, *Dans la dure période* (Moscou, 1959, 335 p.) (3), qui racontent les événements à la frontière soviéto-allemande dans les premières heures et les premiers jours de la Grande Guerre nationale. Son auteur était, en ce temps-là, commissaire d'un corps mécanisé.

Le livre du général A. Lobatchev, *Par des chemins difficiles* (Moscou, 1960, 335 p.) (4), nous donne des notions vivantes sur les durs combats des premiers mois de la guerre, sur la bataille devant Smolensk, sur celle aux abords de Moscou. Tous ces livres se distinguent par leur accent direct : les héros mentionnés par les auteurs des mémoires sont de réels participants à la guerre.

Les éditions centrales soviétiques ont publié pas mal de mémoires d'anciens chefs d'organisations clandestines antifascistes à l'arrière de l'ennemi, de chefs des détachements de partisans et d'unités de partisans, de même que ceux des participants à la Résistance. Les œuvres les plus considérables de cette série sont écrites par les éminents chefs des partisans soviétiques, S. Kovpak, A. Fedorov, P. Verchigora, A. Sabourov, G. Linkov et autres. En 1959, sur l'initiative de la section des anciens partisans du Comité soviétique d'anciens combattants, a paru le livre *Histoires vraies sur les partisans* (Moscou, 1958, 559 p.) (5), où nous pouvons trouver des notes, des mémoires, des journaux intimes sur les exploits patriotiques des partisans.

Les éditions locales ont aussi publié un nombre considérable de mémoires d'anciens partisans, à Kiev, Minsk, Odessa, Smolensk, Kalouga et d'autres villes.

* * *

Terminant l'examen de l'historiographie soviétique de la deuxième

(1) *Na zapadnom napravlenii.*
(2) *Načalo puti.*
(3) *V tiažkuju poru.*
(4) *Trudnymi dorogami.*
(5) *Partizanskie byli.*

guerre mondiale, il faut aussi mentionner les traductions des œuvres étrangères.

Les Éditions de la littérature étrangère et les Éditions militaires du ministère à la Défense de l'U. R. S. S., rien qu'au cours des quatre-cinq dernières années, ont publié en russe quelques dizaines de livres d'auteurs étrangers sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Notamment, les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle (vol. 1 et 2), en grand tirage, les mémoires du général Bradley, *Notes d'un soldat*, les mémoires du général Ridgway, *Soldat*, le livre de Sherwood, *Roosevelt et Hopkins* (en deux volumes), les trois volumes du livre paru en Angleterre de la *Grande stratégie*, le livre japonais, en cinq volumes, *Histoire de la guerre sur l'océan Pacifique*, les livres de Mettlof et de Snell, *La planification stratégique dans la guerre de coalition de 1941-1942*, et le *Commandement suprême* de F. Pogue, les livres de Fuller, de Liddell-Hart et nombre d'autres œuvres d'auteurs anglais et américains. Les œuvres d'anciens généraux allemands et des historiens de l'Allemagne-Ouest sont aussi largement publiés, y compris : K. Tippelskirch, *Deuxième guerre mondiale*, les recueils *Deuxième guerre mondiale*, *Décisions fatales*, *Les bilans de la deuxième guerre mondiale*, et beaucoup d'autres. Les livres traduits sont d'un grand intérêt pour le lecteur soviétique, puisqu'ils contiennent une matière tirée de faits réels de l'histoire de la guerre et de l'art militaire.

Ainsi, en U. R. S. S., s'effectue une étude approfondie de la Grande Guerre nationale et de la deuxième guerre mondiale. L'expérience et les enseignements de la guerre sont largement, et sous tous leurs aspects, étudiés dans la littérature historique soviétique. La jeune génération est élevée dans l'esprit des traditions héroïques du peuple soviétique qui a défendu victorieusement la liberté et l'indépendance de sa patrie.

Il faut prendre en considération que la plupart des livres sont publiés avec un tirage qui atteint souvent plusieurs dizaines de milliers, et parfois dépasse 100 000 exemplaires. Ainsi, le premier volume de l'*Histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique* a été tiré à 125 000 exemplaires et tout son tirage a été diffusé par souscription.

Nous croyons que ce bref aperçu de la littérature soviétique sur la Grande Guerre nationale sera utile au lecteur français. Il lui donnera une juste notion sur l'étendue et le contenu de la science historique en U. R. S. S. concernant l'étude de l'histoire de la dernière guerre.

V. Matsulenko et V. Sekistov.

COMPTES RENDUS

LA RÉSISTANCE EN EUROPE

Un département français

Chacun de nous a une idée de ce que pensaient les Français pendant l'occupation. Mais chacun de nous sait aussi que son expérience personnelle est assez limitée et n'est précise que pour un milieu bien déterminé. Il est donc très délicat de faire un tableau de l'opinion publique en général. Si M. Marcel Baudot a pu entreprendre cette tâche pour le département de l'Eure, et la mener à bien (1), c'est qu'il a été placé dans des conditions exceptionnellement favorables. Avant la guerre, il était, en effet, archiviste départemental de l'Eure. La guerre venue, il a été chargé de la *Délégation départementale à l'Information*. Après la défaite, il a repris son poste d'archiviste, auquel a été joint celui de « conservateur des Antiquités ». Il a donc pu parcourir facilement le département. A ces fonctions « officielles », il ajoutait des fonctions « clandestines », qui lui ont permis d'entrer en contact avec des milieux très variés de résistants : membre de *Libé-Nord*, sous le pseudonyme de *Beaumanoir*, il a, en 1943, été chargé du 2e bureau de l'A.S. de l'Eure ; puis il a été nommé, sous le pseudonyme de *Breteuil*, commandant des F.F.I. du département — grosse responsabilité. Depuis la guerre, devenu inspecteur général des Archives de France, il a pu consulter — et passer au crible sévère de la critique historique — les documents qui lui ont permis de préciser et de contrôler ses propres observations. Il publie, à la fin de son ouvrage, un certain nombre de ces textes (rapports de préfets, sous-préfets, commissaires de Police, fonctionnaires du Contrôle économique, président de Chambre de Commerce, commandant de Gendarmerie, etc.), qui jettent une vive lumière sur la vie des Français pendant l'occupation.

M. Baudot commence par faire un tableau de l'opinion pendant la brève période de la « drôle de guerre » et de la défaite. Il analyse ensuite l'évolution des esprits au fur et à mesure que l'occupation devient plus lourde et plus difficile à supporter, et cela dans les diverses classes de la population. Il montre alors comment du mécontentement est née la Résistance, soit par la formation de petits groupes locaux, soit par l'adhésion aux grands mouvements de zone Nord. Enfin, il raconte l'action de ces groupes de résistants, et particulièrement des F.F.I., au moment de la Libération. Dans le dernier chapitre, il traite des problèmes qui se sont posés aussitôt après la victoire ; maintien de l'ordre, épuration, reprise de la vie normale...

En lisant le livre de M. Baudot, on se trouve plongé — même si l'on n'a pas

(1) Marcel Baudot, inspecteur général des Archives de France, *L'opinion publique sous l'occupation. L'exemple d'un département français : l'Eure (1939-1945)*, préface d'Henri Bourdeau de Fontenay, commissaire honoraire de la République, directeur de l'École nationale d'Administration et du Centre des Hautes Études administratives, Presses Universitaires de France, 1960, coll. « Esprit de la Résistance », 23 × 14,5 cm, 272 p., Prix : 12 NF.

vécu en Normandie — dans l'atmosphère d'il y a vingt ans : c'est, tout d'abord, l'effondrement moral, la prostration des derniers mois de 1940, puis, peu à peu, en partie grâce à une réaction raisonnable ou à la propagande patriotique, en partie à cause des exigences maladroites des Allemands (nécessaires sans doute pour eux, mais maladroites psychologiquement par leur répercussion sur la population française), c'est le revirement presque général de l'opinion publique : on méprise Vichy qui ne sait pas résister à l'occupant, on craint les Allemands, mais on les hait — on les hait surtout, d'ailleurs, parce qu'ils sont cause de la disette et du chômage — et on essaie de les tromper, en luttant sourdement contre eux. Les paysans sont désespérés du manque d'engrais, et scandalisés des prélèvements sur la production agricole (dans l'Eure, environ la moitié des récoltes). Les ouvriers sont en chômage partiel à cause du manque de matières premières, qui oblige les usines à tourner au ralenti. Tout le monde est bientôt atteint par les réquisitions de main-d'œuvre de plus en plus étendues (*Relève*, puis *S.T.O.*). L'occupant devient l'ennemi, et c'est la révolte : on se cache dans les fermes ou dans les maquis. On le fait avec d'autant plus d'audace qu'on sent les nazis atteints par les offensives des Alliés : bombardements massifs de l'Allemagne par l'aviation anglo-américaine, victoires en Afrique, en Sicile, victoires en Russie... On commence à se dire que Churchill et de Gaulle avaient eu raison de ne pas désespérer en 1940, et que le colosse a des pieds d'argile. Aussi l'Armée secrète s'organise : elle comprend bientôt, dans l'Eure, plus de 3 000 hommes. Quelques maquis — dont le plus célèbre et le plus combatif est le *maquis Surcouf*, dirigé par Robert Leblanc — peuvent échapper aux Allemands, malgré la densité de l'occupation dans la région.

C'est inégalement que la population de l'Eure vint à la Résistance. Avant la guerre, le pays était d'opinion politique très modérée ; aussi les grands propriétaires, les châtelains, les industriels ont (en général) de la tendresse pour la *Révolution nationale*. Mais, parmi les fonctionnaires, même dans les postes « administratifs », la Résistance compte beaucoup d'amis et d'aides efficaces : secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Bernay par exemple, sans oublier beaucoup de maires, de gendarmes, de commissaires de police. De même, universitaires, magistrats diffusent des journaux clandestins, fournissent des cadres aux F.F.I. Le clergé, l'enseignement libre, les francs-maçons sont divisés : on en trouve dans les deux camps. Les partis politiques sont peu actifs : le parti communiste « pratique une neutralité courtoise à l'égard de l'Allemagne » jusqu'en juin 1941, écrit M. Baudot, mais « passe à l'hostilité la plus violente lors de l'attaque nazie contre l'U.R.S.S. ». Son activité consista surtout à faire distribuer des tracts dans les usines. Mais il dirigeait, par personnes interposées, le *Front national* et les *F.T.P.* Les militants socialistes adhérèrent surtout à *Libé-Nord*. Les membres des autres partis entrèrent à titre individuel dans les divers réseaux et mouvements, mais leurs *leaders* n'eurent pas un rôle de premier plan. Le plus connu des hommes politiques de l'Eure, Pierre Mendès-France, était à Londres, puis à Alger. La propagande vichyssoise eut peu de succès et les groupes de Doriot, Déat, Deloncle, etc., peu d'adhérents. Rares furent les Normands qui se dérangèrent pour aller écouter les conférences du savant Georges Claude ou du romancier La Varende, protagonistes de la « collaboration ». On lisait, au contraire, les « papillons » collés sur les murs, on se passait, sous le manteau, tracts et journaux clandestins, on écoutait la B.B.C. Tous les grands mouvements de zone Nord eurent des groupes dans l'Eure, surtout *Libération-Nord*, *Résistance*, l'*O.C.M.* et le *F.N.*, mais aussi *C.D.L.R.*, *C.D.L.L.*, *Défense de la France*, et, à partir de 1943, l'*O.R.A.* Les réseaux de renseignements foisonnaient (les uns rattachés à

de Gaulle, les autres aux réseaux *Buckmaster*, à l'*I.S.*), tant la région pouvait fournir d'indications utiles aux Alliés.

A partir du Jour J, le département devient un point stratégique important, au confluent de l'Eure et de la Seine, et à l'embouchure du fleuve. Il est donc indispensable que les F.F.I. donnent des renseignements, organisent des sabotages, puis entreprennent des actions de guérillas contre les troupes allemandes en retraite. Malgré le manque d'armes, dont se plaint *Breteuil*, malgré certaines maladresses de l'E.M. allié, les F.F.I. purent remplir leur devoir et rendre les services qu'on attendait d'eux. *Breteuil* avait, d'ailleurs, habilement fait saisir par la Milice de faux renseignements sur les desseins des Alliés dans le département, ce qui lança utilement la *Gestapo* sur de fausses pistes. Pendant toute cette période, la population fut entièrement complice des Résistants et des Alliés. A la fin d'août, l'Eure était libérée.

Outre un important matériel de guerre, les F.F.I. capturèrent 4 200 prisonniers (dont 270 pris par le maquis *Surcouf*, qui comptait moins de 200 hommes, et 288 par les F.T.P.). Les F.F.I. perdirent 163 des leurs et tuèrent 425 Allemands. Ils espéraient, après la Libération, aller combattre en Allemagne. Mais ils ne furent pas amalgamés à l'armée de Lattre et, à leur grande déception, furent seulement envoyés occuper l'Allemagne vaincue.

Une fois les ennemis partis, dans de vibrantes proclamations, le commandant des F.F.I. Baudot-*Breteuil*, et le commissaire de la République en Normandie, Bourdeau de Fontenay, félicitèrent les F.F.I. et leur montrèrent que la tâche n'était pas finie : il fallait conserver la discipline, remettre le département en ordre, restaurer la légalité, assurer la justice et la reprise du travail. Tel fut, en effet, le rôle difficile du Commissaire de la République : il était l'homme le plus qualifié pour écrire la préface du livre de son compagnon de lutte — qu'il connaissait sous le nom de *Breteuil* — et qui est Marcel Baudot, membre du *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*. Joignons-nous à lui pour féliciter le Résistant et l'Historien, pour le remercier d'avoir écrit un livre qui joint à un scrupuleux souci d'exactitude, toute l'émotion des faits vécus et des souvenirs personnels.

Marie GRANET.

Un journaliste parle

Responsable de l'*Agence Havas-Information* à Londres avant la guerre, puis attaché de presse auprès de l'Ambassade de France quand le conflit eut commencé, M. P.-L. Bret fut le créateur de l'*Agence Française Indépendante* qui, avec le concours financier des Anglais et le consentement tacite du général de Gaulle, réconforta les Français pendant toute la guerre, sur les ondes de la B.B.C. et par la voix de Pierre Maillaud, devenu Pierre Bourdan. Mais, entre temps, pour des raisons familiales, P.-L. Bret était revenu en France, et après quelques difficultés avec les Services vichystes de l'Information, était parti à Alger où le trouva le débarquement américain de novembre 1942. Il mit alors en route l'*Agence France-Afrique*, dont il abandonna la direction en mars 1944, date à laquelle s'arrêtent ses souvenirs rédigés sous forme de *Journal* (1).

L'auteur a été, avant la guerre, à Londres, placé dans un observatoire exceptionnel et la meilleure partie de son ouvrage est celle où il nous décrit à force d'anecdotes significatives et joliment narrées, la volonté britannique quasi unanime de ne pas prendre part à une nouvelle conflagration mondiale,

(1) P.-L. BRET, *Au feu des événements, Mémoires d'un journaliste*, Plon, 1959, 443 p.

puis, une fois les hostilités engagées, la même volonté unanime de lutter jusqu'au bout, par tous les moyens. L'explication psychologique de l'agression de Mers-el-Kébir, telle qu'il la formule, vaut la peine qu'on s'y arrête : « Face à un suprême danger, l'Anglais devient positivement enragé. Plus rien ne compte : ni parent, ni ami, ni sentiment, ni pitié. C'est un déchaînement sauvage auquel tous les coups sont permis. »

Par la suite, P.-L. Bret ne crut pas devoir donner son adhésion à la *France Libre*. Il fut un de ces Français qui, tout en étant antiallemands et antivichystes, demeurèrent en fait dans un attentisme inactif. Si compréhensif à l'égard des Britanniques, il l'est beaucoup moins à l'égard des *Français Libres* ; la grandeur désespérée de leur geste ne lui échappe certes pas ; mais c'est aux petitesses du mouvement qu'il accorde le plus d'importance, à l'aide souvent de ragots dont le temps a fait justice (1). Au cours de son séjour en France, il ne paraît pas avoir soupçonné l'existence d'une Résistance. Ses souvenirs deviennent alors beaucoup moins intéressants, et les préoccupations familiales et professionnelles y prennent le plus de place.

L'intérêt rebondit avec le débarquement allié à Alger et l'ambiance florentine qu'il créa ; sur la tentative avortée du comte de Paris, P.-L. Bret, qui fut au mieux avec les supporters du prince, apporte quelques détails inédits. Mais, au fond, pour être resté trop longtemps en dehors du jeu à un moment où les événements allaient vite et l'évolution des esprits aussi, l'auteur conserve une mentalité de neutraliste. Plus qu'au succès des Alliés, il semble tenir à la probité de l'information et ce souci, honorable certes et légitime autant que nécessaire dans une démocratie en temps de paix, paraît de bien peu de poids au regard de la partie gigantesque où se jouait le sort du monde et de la civilisation, dans laquelle la guerre psychologique constituait une arme qu'il aurait été insensé de ne pas utiliser pleinement.

La même incompréhension profonde se manifeste pour le procès de Pucheu. Vu du dehors, il a certes bien été tel que P.-L. Bret le montre. Mais, en fait, il n'est compréhensible que vu de France occupée, comme un acte dans la guerre inégale et unilatéralement dangereuse que menaient les Résistants.

Les journalistes surtout feront leur profit du livre de P.-L. Bret. Ils y retrouveront beaucoup des leurs, peints sans complaisance, mais aussi sans méchanceté ; ils évoqueront à la lecture les problèmes que posent toujours les rapports de l'Information avec les pouvoirs, quels qu'ils soient. Sur le conflit lui-même, P.-L. Bret apporte surtout les réflexions d'un honnête homme que tourmente sa conscience et qui essaie de voir clair en lui et de choisir au mieux sa voie ; plus d'un Français reconnaîtra ses propres angoisses et incertitudes.

Mais, malgré un esprit critique exercé, P.-L. Bret a laissé subsister dans son *Journal*, peut-être par un scrupule louable de ne pas le corriger après coup, plus d'une nouvelle fausse (par exemple, la présence de Churchill à Alger au moment de la venue du général de Gaulle). Son livre informe moins sur la guerre elle-même que sur la façon dont elle était vue à certains moments dans des milieux déterminés.

Le meilleur est peut-être dans quelques jugements ramassés et incisifs, comme : à Londres, avant la guerre, « l'anticommunisme l'emportait souvent sur l'antinazisme » ; à Alger, en 1942, « Mahomet effrayait plus que Hitler » (chez les « colons » redoutant un réveil du nationalisme arabe) ; ou encore

(1) N'écrit-il pas que l'installation des Gaullistes à Alger « rappelait les débuts du national-socialisme » ?

celui-ci, valable pour tous les temps : « L'arme psychologique est sans valeur dans la défensive, elle devient dérisoire dans la retraite et elle est taxée de traîtrise dans la défaite », et cette constatation d'un amer pessimisme : « Je vis se dissocier les patriotismes et naître des haines réciproques au nom des mêmes idéaux. » Sans oublier cette impression qui, née de la vue de deux solides M. P. américains, s'adresse peut-être aussi à leur pays : « A défaut d'une impression de civilisation, on en éprouve une de sécurité. »

Henri Michel.

Les Cahiers internationaux de la Résistance

Le premier fascicule des *Cahiers internationaux de la Résistance*, paru en novembre 1959, sous les auspices de la Fédération internationale des Résistants, et entièrement rédigé en français, comprend, dans sa partie principale, cinq études consacrées à l'état présent des recherches sur l'histoire de la Résistance en Pologne, en U.R.S.S., en R.D.A., en Yougoslavie, en Autriche (ce dernier article très sommaire). Sous la rubrique *Informations*, on trouve une courte note, mais très dense, traitant du même objet et concernant l'Allemagne fédérale. Sept pages sont consacrées au *Bulletin critique* et aux informations de caractère bibliographique.

Dans l'avant-propos est définie l'intention d'où procède cette nouvelle publication ; elle veut être « à la disposition de tous ceux qui sentent combien il est nécessaire que la Résistance soit étudiée sur le plan international, qui désirent que cette étude soit entreprise, et qui veulent y participer ».

Que pareille rencontre soit indispensable, est-il besoin de le démontrer ? Encore faut-il, pour qu'elle porte des fruits, que soient clairement définies les positions en présence. Les deux systèmes économiques, sociaux, idéologiques qui se partagent l'Europe comportent, en l'état présent des choses, deux conceptions de la Résistance irréductibles l'une à l'autre. La genèse de la Résistance, son développement, son issue politique ne furent assurément pas les mêmes dans les pays de l'Ouest et dans ceux de l'Est de l'Europe ; de ces différences, les situations politiques diverses de l'avant-guerre rendraient un compte suffisant. Mais il ne semble guère douteux que des idéologies antagonistes aient outré ces différences, objectivement constatées, et surtout qu'elles aient souvent sollicité de manière abusive l'interprétation des faits.

Ce premier numéro des *Cahiers internationaux de la Résistance* a le mérite, entre autres, de définir clairement l'une de ces conceptions de la Résistance, celle qui prévaut actuellement dans les pays de l'Est de l'Europe, mais à laquelle adhèrent aussi, on ne saurait l'oublier, certains historiens occidentaux. De cette conception, les deux éléments le plus souvent discutés sont sans doute les suivants :

a) La Résistance est considérée comme un événement international ;
b) La Résistance est envisagée comme un moment ou un aspect d'un processus historique économico-social.

Le premier principe est nettement exprimé par Roberto Battaglia, dans l'avant-propos : « La question de l'unité de la Résistance ne peut être réduite à un simple « échange d'expériences » — aussi intenses et décisives qu'aient pu être ces expériences — entre les différents mouvements de Résistance, pas plus qu'à la simple constatation, aussi convaincante qu'elle puisse être, que dans la lutte contre l'ennemi commun, indépendamment de la forme et du lieu du combat, les armes à la main ou dans les

camps de concentration, la différenciation des combattants selon leur nationalité s'effaçait devant la qualité primordiale du résistant. »

V. I. Klokov, l'un des meilleurs historiens soviétiques de la deuxième guerre mondiale, affirme de son côté : « Ce mouvement de Résistance, qui s'étendit à la majorité des nations d'Europe, déborda le cadre national du combat de chaque peuple pour sa libération de l'esclavage fasciste et prit un caractère international inhérent à sa nature même. »

Quant au second point, il est plus nettement encore défini. A vrai dire, c'est parfois le résistant qui s'exprime alors, plutôt que l'historien, même « engagé ». Ainsi, sous la plume de Roberto Battaglia : « Il s'agit, avant tout, de chercher à voir dans quelle mesure notre fonction de résistants est encore actuelle, de chercher à fixer de quelle manière nous pouvons aujourd'hui encore, non seulement faire revivre, mais encore porter de l'avant les idéaux, les aspirations, les luttes d'alors. » Et plus loin, Battaglia précise que le rappel des idéaux de la Résistance « est valable seulement s'il est fait dans les termes de l'actualité et non dans une simple célébration du passé ». Edib Hasanagić, directeur de l'*Institut d'Histoire du Mouvement ouvrier* à Belgrade, affirme que « les études historiques de notre passé récent ont une importance toute particulière ; elles nous rappellent toutes les horreurs auxquelles l'humanité civilisée a été exposée dans un proche passé et, par là même, mobilisent toutes les forces capables de déployer des efforts contre une nouvelle guerre, et développent en même temps les traditions de lutte pour la Liberté et l'Indépendance ».

Entre la conception de l'histoire dont s'inspirent ces affirmations, et celle que professent beaucoup d'auteurs occidentaux, il n'est peut-être pas de conciliation possible. Mais s'agit-il bien de cela ? Les échanges de vues que souhaitent instaurer les éditeurs des *Cahiers internationaux de la Résistance* peuvent utilement porter sur des questions de méthode ou de faits, bien plutôt que de principes. Alors apparaîtra-t-il peut-être que l'écart entre les deux positions est moins ample qu'il ne semblerait au premier abord.

Même si l'on conteste que la Résistance soit par essence un phénomène international, on ne saurait nier qu'en fait elle le fut, au moins dans une certaine mesure. Quant à la considérer comme un moment de l'évolution des rapports entre forces sociales, peut-on s'y refuser totalement ? Ce serait oublier, en ce qui concerne la France, l'indéniable « contenu socialiste » de la Résistance, qu'attestent aussi bien les discours prononcés durant les années de guerre par le général de Gaulle que la teneur du fameux « programme du C.N.R. ». Certes, plusieurs membres de cet organisme ont affirmé n'avoir accepté ledit programme que dans un désir d'union et avec des réserves tacites ; mais le caractère tacite même de cette opposition est un indice qu'il faut retenir.

Souhaitons que le Congrès qui doit se tenir à Milan prochainement, commence d'abattre les obstacles factices (ils ne manquent pas) qui ont, jusqu'ici, gêné une efficace collaboration internationale dans le champ de l'histoire de la Résistance.

Michel de Bouard,
Doyen de la Faculté des Lettres, Caen.

La Résistance en Norvège

Une histoire de la Résistance militaire en Norvège, de l'été 1940 à l'été 1945, contre les Allemands occupant le pays et contre les Norvégiens du *Rassemblement national (Nasjonal Samling)* comprend deux tomes ;

c'est le premier, qui s'étend sur la période 1940-1944, que nous examinerons ici (1).

L'invasion allemande produisit sur la très grande majorité des Norvégiens un choc tel que les esprits restèrent plusieurs mois dans la confusion. La réaction était latente, mais ne se manifestait pas, quelques cas isolés mis à part. La proclamation du Reichskommissar Terboven qui, le 25 septembre 1940, déclara aux Norvégiens qu'il n'y avait pour eux d'autre voie que de suivre Quisling et de se joindre au *Rassemblement national*, ouvrit les yeux de tous et déclencha une cristallisation de la volonté de Résistance jusque-là plus ou moins flottante et non coordonnée. « On sut après le 25 septembre, écrit l'auteur, de quoi il s'agissait et où l'on en était. » Il fallait faire son choix : la très grande majorité du peuple norvégien refusa de suivre Quisling.

Toutefois, la Résistance n'était nullement préparée. Lorsque l'Angleterre s'intéressa à la Norvège à titre de zone d'opérations éventuelles, elle dut commencer à rassembler et à mettre à jour les renseignements nécessaires. Ses services spéciaux établirent, dans les consulats britanniques des principaux ports norvégiens, des *Bureaux de navigation* et des officiers de l'armée britannique furent chargés d'études qui, jointes à celles des *Bureaux de navigation*, permirent d'établir des dossiers sur les possibilités de débarquement, les communications, les ressources. Ces officiers devaient former, plus tard, le noyau de la section « Norvège » d'une grande organisation britannique, connue sous le nom de S.O.E. *(Special Organisation Executive)*, mise sur pied en juillet 1940, pour inciter les populations des pays occupés à résister, les armer, les équiper, les diriger dans leurs opérations de sabotage et de guérilla.

Préciser la part de l'Angleterre et celle de la Norvège dans la mise sur pied d'une organisation de Résistance militaire en Norvège est difficile, reconnaît l'auteur. En Norvège, l'esprit de Résistance encouragé par le roi, le gouvernement, le général Ruge, commandant en chef, amena les gens à se grouper. Ce furent d'abord des associations de jeunesse, des sociétés de tir, de sport (ski, football), des unions de militaires, d'anciens camarades de guerre, mais aucune autorité commune ne les dirigeait. Ce n'est qu'en novembre 1941 que l'*Organisation militaire (Milorg)* réunit, sous une autorité unique, tous ces groupements épars. C'est à partir de cet automne 1941 que l'on peut parler d'une Résistance dirigée, dans le secteur civil comme dans le secteur militaire. La *Milorg* fut créée au cours de 1941, grâce, notamment, à plusieurs officiers qui avaient été internés comme prisonniers de guerre en Allemagne et auxquels le général Ruge avait donné des instructions. C'était le major Halset, le colonel Rognes, le colonel Hansson. Un Comité supérieur de Direction fut formé, avec différents services : renseignements et finances en particulier. Le pays fut divisé en cinq secteurs. L'effectif des résistants militaires s'éleva à environ 20 ou 25 000 hommes. A la vérité, il s'en fallait que ces derniers fussent tous instruits, armés, équipés.

L'Angleterre, de son côté, avait encouragé les Norvégiens à résister. Churchill avait préconisé, avec l'ardeur que l'on connaît, la création de « Compagnies de choc », devant être envoyées sur les arrières de l'ennemi pour faire du sabotage, entretenir chez l'adversaire un sentiment d'insécurité. Pour opérer ainsi en Norvège, les Anglais disposaient bien d'officiers et d'hommes qui avaient participé à la campagne de Norvège, de compa-

(1) Sverre KJELDSTADLI, *Hjemme Styrkene (Les Forces de l'intérieur)*, en sous-titre : Traits généraux de la Résistance intérieure sous l'occupation, Aschehoug, Oslo, 1959, 491 p.

triotes qui avaient habité le pays, mais il leur fallait surtout le concours des Norvégiens. Un nombre croissant de ces derniers arriva en Angleterre par des voies diverses, parfois en canot. Les Anglais organisèrent aux Shetland une base qui permit d'accueillir ces réfugiés et de les employer à des navettes entre la base et la côte norvégienne. La première opération, préparée par le S.O.E., fut exécutée en juin 1940 par 12 Norvégiens, envoyés dans la région de Bergen pour y couper la voie ferrée, des ponts. Des entreprises analogues suivirent celle-là.

Mais, jusqu'à l'automne 1941, les Anglais agirent en négligeant totalement les avis de la *Milorg*. Ils négligèrent aussi bien ceux du gouvernement norvégien réfugié à Londres. Cette attitude, qu'ils justifiaient par la crainte des bavardages et des fuites, avait de sérieux inconvénients. Examinons l'un des raids exécutés au cours de 1941, sur les côtes de Norvège. Il fut dirigé contre les Lofoten en mars. Il se termina sur un grand succès : 19 000 tonnes de bateaux avaient été coulées ; 18 fabriques d'huile de hareng, d'huile de foie de morue, détruites ; trois millions de litres d'huile incendiés ; 213 Allemands avaient été faits prisonniers, ainsi que 12 Norvégiens du *Rassemblement national* ; on ramena 314 volontaires norvégiens. A l'expédition avaient pris part 52 officiers et soldats norvégiens formés en Angleterre. Churchill exprima sa satisfaction. Mais, dit l'auteur, tandis que les Anglais ne considéraient l'affaire que sous l'angle de destructions nuisibles à l'économie de guerre des Allemands, les Norvégiens qui avaient accueilli chaleureusement l'expédition, ceux mêmes qui y prirent part, ne virent pas sans un serrement de cœur les biens de leurs compatriotes anéantis. Des raids analogues furent exécutés vers la fin de l'année 1941.

Le gouvernement norvégien d'une part, la *Milorg* de son côté, étaient mécontents de ne pas être consultés sur ces coups de main. Le 20 novembre 1941, le gouvernement norvégien reconnut officiellement la *Milorg* comme faisant partie des forces militaires de la Norvège. Cet acte obligeait les autorités britanniques, et en particulier le S.O.E., à tenir compte dorénavant de la *Milorg*.

Une entente finit par s'établir entre les autorités britanniques et norvégiennes à la fin de 1941 ; la gêne qui s'était établie dans leurs relations après l'opération des Lofoten, en mars 1941, n'avait fait que s'accentuer à la suite des derniers raids « qui s'étaient terminés sur une note triste » pour les Norvégiens. L'année, d'ailleurs, avait été dure pour la Résistance : les condamnations à mort, les déportations et les emprisonnements s'étaient multipliés. Des razzias avaient décimé la *Milorg* ; parmi les chefs ou les membres qui n'avaient pas encore été frappés, un certain nombre quittèrent le pays. En faisant le bilan de leurs efforts, la section Norvège du S.O.E. britannique, aussi bien que la *Milorg*, devaient reconnaître que le dernier semestre de 1941 avait été improductif.

L'année 1942 est considérée par l'auteur comme la « grande année de la Résistance ». Ce jugement demande une explication car la Résistance militaire ne compta guère que des défaites et la Résistance civile ne fut pas plus heureuse. Mais ce qui fut remarquable, c'est qu'en dépit d'épreuves répétées, la Résistance norvégienne ne fut pas ébranlée. Elle se fortifia au contraire, et en fin d'année la confiance était plus ferme que jamais.

Au début de 1942, Hitler, qui avait les bras lourds de la guerre en Russie, était en outre obsédé par l'idée d'une attaque alliée par la Norvège. En dépit des avertissements de l'amiral Raeder, qui voulait attirer son attention sur la Méditerranée, n'alla-t-il pas, au cours d'une conférence tenue le 22 janvier 1942, jusqu'à déclarer que la Norvège était la zone où se déciderait le sort de la guerre ? Entre février et mai, 150 000 hommes de renfort furent envoyés par lui en Norvège. Le général List arriva à Oslo en mission

spéciale et tout un programme de fortifications, de terrains d'aviation, de batteries, de routes stratégiques, fut établi. Le débarquement du 8 novembre 1942, en Afrique du Nord, aurait dû ouvrir les yeux du Führer, mais ce dernier (peut-être pour ne pas perdre la face) ne parut pas modifier ses idées sur les dangers d'une attaque alliée par la Norvège. Falkenhausen put dire, plus tard, qu'il se trouvait prisonnier de la mission qui lui avait été donnée.

Laissant de côté l'exposé fait par l'auteur des événements de politique intérieure, je voudrais seulement montrer combien les opérations de Résistance militaire de 1942 furent coûteuses, ce qui conduisit la direction de la Résistance à changer de tactique l'année suivante. Je ne puis que choisir quelques exemples dans un chapitre nourri de faits qui s'intitule : « De Telavaag à Majavatr. »

Les Allemands savaient que la côte occidentale de la Norvège était une zone par laquelle de nombreux fugitifs partaient pour l'Angleterre et qui recevait des armes, des munitions, des explosifs. Aalesund en était un des centres les plus actifs. Les Allemands y tendirent un piège, avec l'aide de Norvégiens et de Norvégiennes à leur solde. Le 23 février 1942, un bateau qui allait partir pour l'Angleterre fut pris avec 23 personnes à bord, 20 autres arrestations eurent lieu à terre. La plupart furent exécutées soit immédiatement, soit le 30 avril à titre de représailles après l'affaire que voici.

Les services secrets britanniques envoyèrent à Telavaag (région de Bergen) un bateau avec deux agents norvégiens. Des dénonciations firent échouer l'entreprise. Les deux agents furent tués. Les 300 maisons de Telavaag furent incendiées. 76 personnes furent emmenées en Allemagne dans un camp, 260 autres emprisonnées ou envoyées dans d'autres régions.

Le S.O.E. fit exécuter à cette époque un grand nombre d'opérations de sabotage d'usines ; en général, elles réussirent à infliger des dommages importants ; toutefois, accomplies souvent sans que la *Milorg* en eût connaissance, elles se terminèrent presque toutes d'une manière tragique pour les exécutants. Aidée par des dénonciateurs, la *Gestapo* opéra des rafles qui décimèrent la direction des organisations militaires norvégiennes. Le 18 octobre, Hitler signa l'ordre qu'on a appelé *Kommando-Befehl*, qui ordonnait de remettre tous *kommandos*, agents ou saboteurs faits prisonniers, à la *Sicherheitspolizei* ou au *Sicherheitsdienst* et de les fusiller. Les premières victimes de cette décision furent cinq sapeurs de l'armée britannique, seuls survivants d'un avion envoyé le 18 octobre, pour faire sauter les installations d'eau lourde de Vemok. L'avion avait eu un accident qui coûta la vie à plusieurs passagers. Les autres furent emmenés en Allemagne et fusillés. Les Allemands arrêtèrent, en outre, 15 otages dans la région.

Au début de décembre, la *Gestapo* arrêta 50 hommes affiliés à la *Milorg* et les fusilla.

Toutes ces mesures de terrorisme de Terboven réussirent à mutiler la *Milorg*. En fin 1942, sa Direction centrale était privée de ses principaux chefs, tués, en prison ou en fuite. Mais d'autre part, il était clair que la Norvège ne serait plus à l'avenir qu'un théâtre d'opérations secondaire. C'était ailleurs que le dénouement se produirait. Alors le S.O.E. britannique et la *Milorg* norvégienne, animés d'une plus grande confiance dans leur travail en commun, décidèrent que l'on se bornerait à partir de 1943 à des opérations ne présentant pas de risques trop grands, généralement des sabotages. C'est ainsi que des bateaux allemands furent coulés à Oslo, de même que d'autres qui étaient chargés de minerai, que l'on fit sauter l'usine d'eau lourde de Vemok les 27 et 28 mars 1943 ; cette usine fut d'ailleurs bombardée par la 8e Air-Force américaine le 16 novembre 1943 ; le 26 fé-

vrier 1944, le bac du chemin de fer de Tinnsjöen fut coulé avec un chargement de 600 kg d'eau lourde. L'exportation des mines d'Orkla fut attaquée le 30 octobre et le 17 novembre, les fonderies d'Arendal le 21 novembre ; des usines de produits chimiques eurent le même sort. Dans la nuit du 14 au 15 mars 1945, la grande voie ferrée nord-sud fut coupée en même temps en un très grand nombre de points, réduisant les mouvements de troupes allemandes de 5 divisions par mois à moins d'une division.

Cependant la *Gestapo* continua de frapper lourdement la Résistance norvégienne en 1943, toujours avec le concours de dénonciateurs. Dans la nuit du 16 août 1943, environ 1 100 officiers furent arrêtés. Le 30 novembre ce fut le tour de 1 200 étudiants et de 30 professeurs d'Universités. Pourtant, à mesure qu'étaient touchés les cadres et les hommes de la Résistance, cette dernière se réorganisait. Je ne puis que signaler les chapitres où l'auteur montre comment furent entravées les mesures prises par les Allemands et le *Rassemblement national* pour enrôler de force les travailleurs et mettre la main sur la jeunesse.

Ce qui est le plus passionnant dans ce volume, c'est l'admirable ténacité des Norvégiens, civils et militaires, dans leur refus de se soumettre à l'occupant et à la minorité rangée à ses côtés. Pourtant, les Norvégiens eurent à vaincre tant d'obstacles ! On ne saurait oublier les difficultés de la phase initiale de l'organisation, les frictions entre les organes directeurs de la Résistance civile et de la Résistance militaire, la méfiance qui régna si longtemps entre les Britanniques et la *Milorg*, la lutte acharnée que firent les Allemands à la Résistance norvégienne, les fusillades, les emprisonnements, les tortures. En dépit de ces difficultés innombrables, la Résistance militaire comptait, en 1944, à l'époque où le premier tome se termine, environ 35 000 hommes bien organisés, bien armés, animés d'un moral élevé.

G. Renondeau.

Sur la Résistance au Danemark

L'ouvrage de M. David Lampe (1) apporte une contribution précise à l'histoire de la Résistance danoise et en montre l'ampleur (2). Sur les 4 millions d'habitants du Danemark, 30 000 ont pris une part active à la Résistance et 3 000 furent tués. Toutes les classes sociales participèrent aux activités clandestines, surtout dans les villes, semble-t-il, depuis les personnages « officiels » qui formèrent, après la démission du gouvernement (septembre 1943), un gouvernement clandestin, jusqu'aux marins et aux pêcheurs, aux cheminots et conducteurs de trains, aux commerçants, journalistes, étudiants, universitaires et savants : le célèbre physicien, Niels Bohr, finit par s'en aller aux États-Unis où il participa aux recherches atomiques.

L'auteur examine, les unes après les autres, les différentes formes que prit la Résistance dans ce courageux petit pays. Il souligne qu'elle fut facilitée par le voisinage des côtes suédoises que l'on pouvait atteindre par bateau ou ferry-boat et, même, l'hiver, à pied, sur la glace... Elle le fut aussi par la bienveillance des autorités suédoises qui laissèrent les Danois pénétrer clandestinement sur leur sol, circuler librement, se réunir, envoyer des messages, etc. C'est de Stockholm que plusieurs chefs de la Résistance — en particulier Ebbe Munck — purent diriger les activités clandestines.

(1) David Lampe, *The savage canary. The story of Resistance in Denmark*, Forword by Air chief Marshal Sir Basil Embry, G.C.B.-K.B.E.-D.S.O., London, Cassell et company, L.t.d. 1957, 21 × 44, 236 p., 12 pl. photographiques, 1 carte. Prix : 18 sh.

(2) Il a recueilli les témoignages de nombreux résistants dont il cite les noms et consulté les Archives danoises.

L'une des manifestations les plus étonnantes de la Résistance au Danemark fut l'abondance de la presse clandestine : universitaires, étudiants, journalistes écrivirent, éditèrent, distribuèrent, *vendirent* des journaux, imprimés un peu partout et même dans les bâtiments officiels. Au début de 1944, 600 journaux tiraient à des dizaines de milliers d'exemplaires : au cours des 5 années d'occupation, 26 millions d'exemplaires circulèrent, affirme l'auteur : chiffre énorme... Des livres furent imprimés clandestinement (en particulier des extraits de discours d'Hitler) : 20 000 exemplaires environ. Une sorte d'agence de presse — *Information* — fut fondée par un journaliste en août 1943. Elle bénéficiait d'une ligne téléphonique secrète, put établir un bureau à Stockholm, publia des bulletins quotidiens et envoya des renseignements non seulement aux Résistants danois, mais aussi à Londres et à Moscou.

D'autres Résistants réussirent à prendre photos et films (75 000 m) qui aidèrent les aviateurs anglais à bombarder utilement les installations allemandes au Danemark : un officier put, par exemple, photographier un V_1, tiré de Peenemunde et qui, au cours d'essais, s'était égaré dans l'île danoise de Borholm.

Un service de renseignements fonctionnait au profit des Alliés. Mais il y eut peu d'agents secrets britanniques et les émissions de radio étaient faites par des Danois (surtout professionnels) avec des appareils fabriqués dans le pays, petits, légers, faciles à dissimuler, mieux adaptés à la vie clandestine que les appareils *Eureka* envoyés d'abord par les Anglais. Renseignements et photos permirent à la R.A.F. de détruire non seulement des usines mais des immeubles occupés par la Gestapo : Université d'Aarhus et *Shell building* de Copenhague ; ainsi furent anéantis des dossiers qui mettaient en danger la vie des patriotes, ainsi purent s'échapper beaucoup de Résistants enfermés dans ces bâtiments.

Des équipes de sabotage furent formées et furent particulièrement efficaces, à la fin de la guerre, lorsque les troupes allemandes quittèrent la Norvège et le Danemark pour se rendre en Normandie. Explosifs et armes avaient été envoyés soit par parachutages (bien qu'ils fussent difficiles à effectuer dans un pays aussi petit, aussi plat, aussi peuplé), soit par bateaux. Entre la Suède et le Danemark un véritable « service » régulier clandestin fut organisé par le « groupe de Gothenburg » qui possédait plusieurs bateaux et transportait aussi les Résistants qui partaient en Suède.

Les Danois — qui ne connaissaient pas l'antisémitisme — réussirent à sauver 7 200 Juifs en les cachant d'abord, en particulier dans l'immense hôpital de Bispebjerg, puis en les faisant passer en Suède. Le passage coûtait 500 couronnes par personne (quelques pêcheurs essayèrent de profiter de la situation...). Afin de couvrir les frais, une collecte fut organisée pour « secourir les Danois malheureux » ; elle rapporta plus d'un million de couronnes. 570 Juifs seulement furent déportés au camp de Theresienstadt et 50 y moururent.

Enfin, en avril 1945, les marins danois immobilisèrent 450 bateaux allemands, les pilotes ayant fait grève, et 19 remorqueurs ayant réussi à s'échapper, le même jour, en Suède (où ils furent internés).

L'épisode le plus dramatique et le plus sanglant fut la grève générale qui éclata à Copenhague après les fêtes de la Saint-Jean 1944. Les Allemands interdirent les feux de joie traditionnels. Ils eurent lieu quand même. Les Allemands décidèrent le couvre-feu — grave brimade dans ce pays où l'on aime profiter des longues nuits d'été. Les trains s'arrêtèrent, les magasins se fermèrent... Des batailles eurent lieu. Ni l'eau, ni le gaz, ni l'électricité, ni le téléphone ne fonctionnaient. Le 3 juillet, par crainte de massacres, le gouvernement clandestin ordonna aux Résistants de reprendre le travail.

Les Français liront avec intérêt cet ouvrage qui contient à la fois une étude précise de l'organisation de la Résistance danoise (les deux groupes d'action les plus efficaces furent le *Holger Danske* et le B.O.P.A.), l'activité des principaux chefs (Munck, Outze, directeur de l'*Information*, Toldstrup, Staffeldt, Stig Jensen, Arne Sejr, Lillehund, Gyberg, le Dr Køster, etc.), et les récits vivants de certaines péripéties de la lutte (sabotages, bombardements, évasion de deux jeunes aviateurs, etc.). Ils noteront les conditions particulières du combat contre l'occupant : le Danemark était défavorisé par sa configuration plate et sa faible superficie, mais il était favorisé par la proximité de la Suède où les militants trouvaient des complicités, et par le fait qu'au début, tout au moins, les Allemands essayèrent de conquérir le cœur des Danois, considérés comme des « Germains ». Les Parisiens n'apprendront pas sans étonnement qu'à Copenhague, les « taxis » circulaient nombreux et que les médecins pouvaient utiliser leurs voitures personnelles... Cependant, le petit « canari », comme l'appelait Winston Churchill, n'a été ni dévoré, ni apprivoisé par l'aigle germanique : il s'est bien défendu.

Marie GRANET.

La résistance italienne : étude d'ensemble

L'histoire de la Résistance italienne a donné lieu à de nombreux ouvrages de détail, ainsi qu'à des justifications polémiques. F. Alvesi a voulu, dix ans après la Libération, offrir une synthèse (1) complète et impartiale de la révolte du peuple italien contre les fascistes et les Allemands, depuis le 8 septembre 1943. Décrivant les faits avec simplicité et précision, il a surtout montré l'importance historique et la valeur morale de ce « second Risorgimento », qui n'est pas uniquement le sursaut « prolétarien », mais le réveil spirituel de tout un peuple.

L'ouvrage montre la formation de la Résistance, les premières manifestations dans la défense de Rome, les luttes dans les Balkans et dans l'insurrection de Naples : puis, peu à peu, les souffrances et les espoirs des partisans dans le Latium, les Marches, la Toscane, l'Italie du Nord du Piémont au Frioul. A travers la sobriété du récit apparaissent en pleine lumière les massacres des Fosses ardéatines, les persécutions contre les Juifs, les horreurs des camps de concentration, les atrocités commises par les nazis et les fascistes dans l'Apennin toscan, la participation, d'abord timide, puis massive, de la population italienne à la lutte.

Une partie très intéressante est consacrée à la vie dans les zones contrôlées par les insurgés, à l'organisation militaire des partisans, aux héros les plus connus comme Filippo Beltrami, les frères Di Dio, Ignagio Vian, Teresio Olivelli, Duccio Galimberti, Don Morosini, Eugenio Giambone et bien d'autres encore.

Dans le dernier chapitre intitulé : « Dix ans après » l'auteur, en soulignant la valeur de la Résistance italienne, en montre franchement certaines faiblesses, participation très inégale des différentes régions (passivité au sud de Naples), manque d'unanimité enthousiaste comme dans d'autres pays en raison de la guerre fratricide, afflux tardif de partisans profitant du désordre pour se livrer à des excès, volonté communiste de monopoliser le mouvement au profit du seul P.C.I.

Ajoutons que ce livre, solide et riche, contient une précieuse chronologie des événements italiens du 25 juillet 1943 : démission de Mussolini, au 2 mai 1945 : fin des hostilités en Italie.

Jean DEFRASNE.

(1) Fabrizio ALVESI, *La Ribellione degli Italiani*, Bocca, 1956, 408 p.

SUR « VICHY »

Deux lettres

A la suite du compte rendu par le général Schmitt du livre « La marine française pendant la deuxième guerre mondiale », dans le n° 40, d'octobre 1960, de la « Revue », nous avons reçu la lettre suivante de l'amiral Auphan et de M. J. Mordal :

Nous avons lu avec intérêt, sous la signature du général Schmitt, la récension que votre revue a consacrée à l'étude de notre dernier livre, plus exactement d'une partie de ce livre.

Certes, on a parfaitement le droit de ne pas partager nos vues sur les événements. Dans le climat passionné qui divise encore les Français, nous aurions été les premiers étonnés d'être d'accord avec votre collaborateur. Comme nous l'écrivions dans l'avant-propos, notre livre n'a pas d'autre prétention que d'être « une étape imparfaite dans la compréhension des choses », une pierre apportée à l'édifice. Dans cet esprit, toute critique de bonne foi eût été accueillie avec sympathie.

Or, tel n'est pas le cas de celle rédigée par le général Schmitt qui va jusqu'à mettre en cause notre probité en écrivant, par exemple : « Ils (les auteurs) procèdent par affirmations..., ne mentionnent pas toujours les documents pouvant s'opposer à leur thèse, ni toutes les publications récentes » (p. 97). L'idée lui est certainement chère, puisqu'il la reprend un peu plus loin (p. 98) : « Les auteurs procèdent par affirmations. Des documents essentiels sont passés sous silence » (*sic*).

Qu'entend-il par « passer sous silence »? Tous les documents que cite le général Schmitt comme choses nouvelles ont plusieurs années d'existence et sont connus depuis longtemps, certains comme les notes de Ménétrel depuis quinze ans et même, pourrait-on dire, depuis l'époque où l'amiral Auphan, bien avant que le général Schmitt ait seulement soupçonné leur existence, a vu le secrétaire du Maréchal les griffonner à côté de lui... « Une masse de documents n'est pas plus de l'histoire qu'un tas de pierres n'est une maison. » L'art de l'historien consiste, après avoir passé la documentation au crible de la critique, à faire une synthèse aussi honnête que possible des faits, sans qu'il soit nécessaire d'expliciter toutes les sources quand elles sont évidentes. Nous aurions pu mettre une référence à chaque paragraphe de notre livre, le truffer de considérations sur la valeur des textes, expliquer pourquoi nous ne retenions pas dans notre exposé tel ou tel détail : ç'eût été, comme nous l'avons écrit dans notre préface, le meilleur moyen de le rendre illisible.

Il y a plus. L'ouvrage critiqué n'est pas fait qu'avec des livres et des documents. Il constitue aussi, nous l'avons expressément indiqué dans notre avant-propos, un témoignage direct puisque, à des degrés divers, les auteurs ont été *plongés* dans les événements qu'ils racontent, ont vécu au contact des personnalités d'alors et ont interrogé récemment, avec dix ou quinze ans de recul, beaucoup de celles qui vivent encore. La vérité historique ne se trouve pas seulement dans les papiers. Pour l'établir, nous avons intégré à nos souvenirs et placé ainsi dans leur vraie perspective *toute* la documentation publiée jusqu'à maintenant ou émanant de source privée que nous avons pu recueillir. Le lecteur jugera qui est le mieux placé pour raconter ce qui s'est passé, de celui qui y était ou d'un autre qui n'y était pas.

Enfin, quand la critique est systématique, il faut qu'elle soit sans faille.

Or, les contre-vérités foisonnent dans l'analyse à laquelle le général Schmitt s'est livré. Nous n'en citerons que quelques-unes :

1° Le général Schmitt écrit : « Les auteurs n'hésitent pas à approuver ce rejet (de l'ultimatum britannique à Mers el Kebir) alors que *l'amiral Gensoul lui-même a reconnu son erreur et plaidé coupable* devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. »

C'est faux.

Si, après coup et par scrupule, l'amiral Gensoul s'est reproché de n'avoir pas, faute de temps, rendu compte au gouvernement du troisième paragraphe de l'ultimatum britannique (ce qui d'ailleurs n'aurait rien changé), il a formellement déclaré, page 1911 du compte rendu : « Je ne crois pas qu'il me fût possible décemment d'accepter cet ultimatum, ni au point de vue de l'honneur français, ni au point de vue de l'intérêt français, c'est-à-dire de l'armistice, car à ce moment-là, 3 juillet 1940, je ne me considérais pas en droit de rompre l'armistice de mon propre chef. » Est-ce assez clair?

2° Contredisant notre récit pourtant fort détaillé, le général Schmitt écrit : « Il n'y a jamais eu de négociation avec la commission allemande d'armistice pour faire modifier l'article 8 de la convention. Il n'y a aucune trace de ces négociations dans les documents de la D. F. A. qui sont maintenant connus. »

La négociation a eu lieu à Rethondes, dans la wagon même de l'armistice, avant que la D. F. A. fut officiellement instituée à Wiesbaden. L'amiral Auphan a gardé copie de la note qui, téléphonée de Bordeaux, a été remise au général Keitel par les plénipotentiaires français. Pour des raisons de prestige, l'Allemand s'est refusé à changer son texte, mais a donné l'assurance que les détails d'application pourraient être réglés favorablement par la commission d'armistice qui allait être créée (1).

3° Pour soutenir sa thèse, dans l'histoire des journées de novembre 1942, le général Schmitt n'hésite pas à déformer des textes.

Voici côte à côte le texte rapporté, entre guillemets, par le général Schmitt, d'un télégramme de l'Amirauté française à la D. F. A. et le texte authentique, où les arguments ont été accumulés pour gagner du temps et, en définitive, pour éluder l'intervention de l'escadre française de Toulon contre les Anglo-Saxons. On remarquera en particulier que le général Schmitt substitue le présent au conditionnel, comme si la chose était acquise.

Texte Schmitt	Texte authentique (Documents de la Commission d'enquête, page 535)
... « Je serai peut-être conduit à envisager utilisation des F. H. M. pour aider défense Algérie » et *demande* la coopération de l'aviation de l'Axe et le détachement d'un officier de l'E. M. des F. H. M. auprès du commandement de l'Axe.	... Je serai peut-être conduit à envisager utilisation des F. H. M. pour aider défense Algérie, mais semblable opération *exigerait* : Primo. Coopération aviation de l'Axe basée par exemple sur Sardaigne. Secundo. Possibilité par nos forces navales d'utiliser bases italiennes Sardaigne ou Sicile par exemple Cagliari. Stop. Pour la préparation et la conduite de telles opérations *j'estimerais* nécessaire de détacher auprès du commandement de l'Axe un officier de l'E. M. des F. H. M.

(1) Les lecteurs que la chose intéresserait trouveraient trace de cette négociation dans le premier volume de *La délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice*, Paris, Costes éditeur, 1947, aux pages 19 et 20 (séance du 30 juin 1940), ainsi qu'à la page 27 (lettre du général Huntziger).

4° Recopiant M. Kammerer, le général Schmitt écrit : « Dans la nuit du 11 au 12, l'Amirauté télégraphie à Casablanca l'ordre du Maréchal de continuer les hostilités tant que cela est possible, et non « tant que cela est encore pos- « sible ». Ce petit mot ajouté (...par les auteurs sans doute, insinue ainsi le général) permettrait l'interprétation : évidemment ce n'est plus possible. »

Cette exégèse lui permet de dénier à l'amiral Auphan tout mérite dans la cessation du feu. Or,

a) l'original du télégramme consulté dans les archives de la Marine comprend bien le mot « encore » ;

b) L'amiral Auphan se rappelle parfaitement avoir ajouté lui-même ce membre de phrase, au crayon bleu, sous les yeux du Maréchal et dans son bureau, au télégramme qui avait été préparé par les services, sachant très bien la conclusion que les exécutants tireraient de cet « encore ».

Sans doute, le général Schmitt est-il libre de penser que le témoignage d'un ancien ministre de Vichy, fût-il officier général comme lui, ne peut-être qu'un mensonge, de même qu'il appelle « dénonciation » un compte rendu fait par le même amiral Auphan à son supérieur hiérarchique, ce qui est assez curieux sous la plume d'un militaire... Mais il faut savoir ce qu'on choisit d'être : historien ou partisan.

5° Toujours dans le même esprit, le général Schmitt affirme : « Le commandant Bataille envoyé par le général Noguès n'a pas eu d'entretien particulier avec le Maréchal. »

Le contraire résulte de plusieurs sources. Pour ne pas allonger démesurément ces lignes, voici, pour commencer, l'extrait d'un témoignage du commandant Bataille, enregistré à la Haute-Cour de Justice, le 30 avril 1955 : « Le 10 novembre, j'ai été envoyé en mission à Vichy auprès du maréchal Pétain. Ayant atterri sur l'aérodrome de Vichy le 11 novembre vers 0 h. 30, j'ai rencontré vers 7 heures l'amiral Auphan..., etc... (résumé de l'entretien Auphan-Bataille)... Introduit quelques instants après auprès du maréchal Pétain, celui-ci me confirma la position d'esprit que m'avait indiquée l'amiral Auphan et me donna mandat de transmettre ses instructions au général Noguès... Je n'ai jamais revu l'amiral Auphan depuis ce jour. »

Le plus piquant est qu'à la référence indiquée par le général Schmitt (p. 468 de Noguères) pour nier cette visite, on lit juste le contraire : « 8 h. 55 — On présente au Maréchal le commandant Bataille, agent de liaison du général Noguès. » Le même ouvrage donne d'ailleurs, page 454, le texte de la lettre du général Noguès qui a été remise en mains propres par le messager lui-même au Maréchal avant le conseil des ministres. Après le conseil auquel le commandant Bataille n'avait pas assisté, le Maréchal eut un second entretien avec Bataille qu'il prit à part pour lui confirmer ses instructions.

Enfin, à notre connaissance, le commandant Bataille vit toujours. Avant d'affirmer le contraire de tout ce qui a été dit et écrit sur la question, un historien serait allé l'interroger. Nous aurions bien volontiers fourni son adresse au général Schmitt.

Sur beaucoup d'autres points (Dakar, Syrie, etc...), nous pourrions montrer de même les erreurs *de fait* commises par l'auteur. Une plus grande quantité n'ajouterait rien à la démonstration que nous croyons avoir faite des lézardes qui ruinent ses propos.

Encore une fois et pour conclure, on peut différer d'avis sur nos jugements ; on ne peut pas sans torturer l'histoire s'attaquer à la trame des faits que nous avons tissée.

L'histoire de la Marine française pendant la deuxième guerre mondiale nous a été demandée, à l'origine, par l'*Institut naval Américain* qui en a publié une version en langue anglaise. Pendant deux ans, nous avons correspondu

avec les historiens de cet Institut qui ont passé au crible toutes nos phrases, discuté nos interprétations, recherché des recoupements dans les archives américaines et dans tous les autres livres connus. Si cet immense travail avait été si légèrement écrit que le général Schmitt voudrait le faire croire, sans doute n'aurait-il pas été préfacé par le général Weygand et (dans l'édition américaine) par l'amiral américain Hewitt, ancien commandant en chef à la mer lors du débarquement sur les côtes du Maroc, le 8 novembre 1942. Et peut-être aussi l'Académie française ne lui aurait-elle pas décerné l'année dernière son grand prix d'Histoire, ce qu'évidemment le général Schmitt ne pouvait avouer à ses lecteurs.

En vous demandant, selon l'usage, de vouloir bien insérer cette réponse dans le plus prochain numéro de votre revue, nous vous demandons, Monsieur le Directeur, de vouloir bien agréer l'expression de nos sentiments distingués.

Paul AUPHAN. Jacques MORDAL.

* * *

Nous avons transmis au général Schmitt le texte de cette lettre. Il nous a envoyé la réponse suivante :

Les auteurs paraissent étonnés de voir appliquer à leur ouvrage la critique historique qu'ils exposent si bien eux-mêmes. Leur livre reproduit les nombreux « pro domo » publiés par l'amiral Auphan pour sa défense. Il faut choisir : ou bien c'est un mémoire justificatif, un plaidoyer, et un avocat ne fait pas de l'histoire, ou bien c'est un ouvrage historique. Dans ce cas, les auteurs perdent de vue deux choses : la première, est qu'un ministre est un homme public, surtout lorsqu'il déclare lui-même avoir joué « le rôle essentiel » dans les événements ; la deuxième, qu'on ne peut être à la fois juge et partie.

Je me contenterai, sans polémiquer, de traiter les questions soulevées par eux-mêmes.

1° *Mers-el-Kebir.* J'ai écrit que l'amiral Gensoul avait plaidé coupable devant la « Commission d'enquête de l'Assemblée nationale » (C. E.). Voici le début de sa déposition : « A la réflexion, je conviens que, certainement, *j'aurais pu* à ce moment-là et *j'aurais dû* probablement rédiger un télégramme plus explicite... » (t. VI, p. 1897.) « J'ai rendu compte au Gouvernement, à l'Amirauté française de façon en effet un peu trop résumée » (p. 1898). « Moi-même je me suis fait le reproche après coup. » « Vous prêchez un convaincu » et il met en cause « son entourage » (p. 1910-1911). Les propositions anglaises ont été présentées à 8 h. 30, et le premier coup de canon a été tiré à 15 h. 30. A 12 h. 30, l'amiral a envoyé un deuxième télégramme. La troisième proposition, qui conciliait l'honneur et les intérêts de la France, tenait en quinze mots. L'argument « faute de temps » n'est donc pas à invoquer. Mes contradicteurs citent la décision de l'amiral, mais ils oublient la réponse de la commission : *La décision ne vous appartenait pas. C'était une affaire de gouvernement* ; vous n'aviez qu'à transmettre. « Cela n'aurait rien changé », écrivent-ils. Ce n'est pas l'opinion du général Weygand, à l'époque ministre de la Défense nationale (voir *Mémoires*, p. 335).

2° *Article 8 de la Convention dite d'armistice.* La seule modification apportée par les Allemands fut que les navires désarmés ne stationneraient ni à Dunkerque, ni à Cherbourg. Ils s'étaient aperçus que ces ports étaient vraiment trop près de l'Angleterre. Mes contradicteurs font état de vagues promesses. A quoi bon en parler puisqu'il ne fut jamais question de les discuter, encore moins de les réaliser.

3° *Télégramme du 8 novembre de l'amirauté, déformé.* Rappelons tout

d'abord que le 8 novembre à 5 heures, la D. F. A. a fait savoir par télégramme 2111 (C. E., p. 534) que l'Allemagne l'a avertie que la Luftwaffe *n'interviendra que si le gouvernement français lui en exprime le désir.* Ce très long télégramme, particulièrement important, n'est ni cité ni même mentionné par les auteurs. Le désir est exprimé, les objectifs sont désignés (tél. 10876, C. E., p. 535).

Il n'a pas été question de la flotte. C'est donc de sa propre initiative que, à 13 h. 55, l'amirauté de Vichy adresse à la D. F. A. le télégramme 10880 (C. E., p. 535) que je suis accusé d'avoir déformé. En fait, ce sont mes contradicteurs qui le déforment gravement en le tronquant. Ils suppriment le début : « Faire connaître ce qui suit à la C. A. A. (commission allemande d'armistice)... », seule citation que j'avais faite en italique, le reste étant un résumé, mais surtout ils suppriment la fin : *Signalez d'urgence accueil fait à cette demande.* Ainsi encadré, le texte — que les deux verbes soient au présent ou au conditionnel — prend toute sa signification. L'Amirauté adresse une demande sans que les Allemands n'aient absolument rien proposé, demandé, encore moins imposé, et *c'est elle qui se montre pressée,* tellement pressée qu'elle « détache » immédiatement un officier de liaison en Italie — ce sont les auteurs eux-mêmes qui le disent — et sollicite de la commission de contrôle de l'axe à Toulon, les autorisations nécessaire pour mettre les F. H. M. en état d'appareiller. « Toutes les autorisations sont accordées (1). », car l'Italie a tout de suite répondu favorablement. A 22 h. 56, par télégramme 2112 (C. E., p. 538), la D. F. A. signale que « la demande formulée » a été transmise à l'O. K. W. Le télégramme 10880 avait lui aussi été passé sous silence. Les auteurs cherchent des excuses : Il fallait « gagner du temps », « éluder ». C'était facile puisque les Allemands n'avaient rien demandé dans la journée du 8. Dans la nuit du 8 au 9, *tout change.* Le débarquement en Tunisie a été décidé. Il leur faut des bases à terre. Ils ne les demandent pas, *ils les exigent.* A minuit, ils signifient un ultimatum. Vichy s'incline. l'Amirauté envoie immédiatement les ordres (tél. 58564, C. E., p. 528) à Bizerte. L'amiral Auphan oublie d'avertir le général Weygand. On voit ce qu'il faut penser de la « manœuvre commune (2) ». Il y a trois affaires bien distinctes, quoique s'étant succédé très rapidement. C'est en les brouillant, en ne donnant pas d'heures, que les auteurs arrivent à présenter les faits dans une perspective favorable à leur thèse.

4° *Télégramme au général Noguès.* Il m'est reproché d'avoir « recopié M. Kammerer ». Or, le texte authentique du télégramme n° 26634, adressé par l'amirauté de Vichy au général Noguès, non dans la nuit du 11 au 12, mais dans celle du 10 au 11, se trouve, et c'est là que je l'ai pris, *dans les archives de la Marine* communiquées à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale (C. E., p. 524). *Le mot* « encore » *n'y figure pas.* Le texte de la Marine est non seulement authentique, il est *complet.* Il donne aussi le groupe horaire 2020/10/11. Les heures jouent un rôle important dans cette période. Le télégramme est parvenu à Casablanca à 21 h. 40. Or, l'ordre de cesser le feu, envoyé d'Alger à 12 h. 30, y avait été reçu à 14 heures. Donc, avec ou sans « encore », que le destinataire ait eu ou non la singulière perspicacité d'attribuer au télégramme un sens *exactement contraire* à celui du texte transmis, il ne pouvait jouer et n'a joué absolument aucun rôle. Bien mieux, le général Noguès, dans le télégramme adressé le 12 au Maréchal (n° 1370, C. E., p. 539), déclare que si le télégramme était arrivé en temps utile, il aurait continué le combat.

(1) Commandant Lherminier, *Casabianca.*

(2) Le général n'en parle d'ailleurs pas dans ses *Mémoires.* En revanche, il mentionne longuement (p. 546) les moyens employés par l'Amirauté pour l'empêcher de gagner Vichy... ou l'A. F. N.?

5° *Mission du commandant Bataille.* Je conteste l'entretien particulier du commandant Bataille avec le Maréchal et sa mission secrète. Mes contradicteurs me renvoient aux notes du docteur Ménétrel (1), référence que j'ai moi-même donnée. Voici ce qu'on peut y lire : « 8 h. 55, *on présente* au Maréchal le commandant Bataille, agent de liaison du général Noguès. » Présentation ne signifie pas entretien particulier, d'autant moins que la présentation a lieu chez M. Rochat où se trouvent réunis, depuis la première heure, plusieurs ministres et hauts fonctionnaires. Admettons que le Maréchal, auquel le commandant remet une lettre de Noguès, l'ait pris à part pendant *quelques instants*, terme employé par le commandant lui-même.

Quelques instants auraient suffi au Maréchal pour prendre connaissance de la lettre où il est écrit : « Je crois pouvoir compter sur la fidélité de tous... *pour continuer la lutte* tant que vous le jugerez utile », puis pour confier à cet agent de liaison — qu'il ne connaît pas — la mission secrète *verbale* de dire qu'il fallait au contraire cesser la lutte, décision qui annulait tous les ordres donnés, inversait la politique du gouvernement? C'est invraisemblable, et tellement invraisemblable que, pour étayer leur argumentation, les auteurs sont obligés *d'imaginer* « un second entretien », au cours duquel le Maréchal aurait « confirmé ses instructions ». Cet entretien aurait eu lieu « après le conseil des ministres ». Pour une fois qu'ils donnent une précision, ils jouent de malheur. Le conseil a eu lieu de 10 heures à 12 h. 30. Vers 10 h. 30, les Allemands occupaient l'aérodrome et le commandant Bataille s'était envolé de justesse avant cette occupation.

Voyons la mission, les instructions. Le télégramme suivant avait été rédigé et sera envoyé à 10 heures : « N° 58649. Le maréchal, chef de l'État, désigne comme son seul représentant en A. F. N. le général Noguès. Transmettez toutes autorités » (C. E., p. 539). D'après les auteurs, Noguès était désigné « *pour traiter au mieux avec les Américains* ». Le docteur Ménétrel note, au contraire : « On délègue les pouvoirs militaires au général Noguès, *mais il na pas pouvoir pour traiter.* » Il est difficile d'imaginer une plus parfaite contradiction *entre deux témoins directs.* Pour la lever, nous disposons de la note secrète 886 D. N. du 24/11/40, rédigée par le général Noguès lui-même pour expliquer sa conduite aux officiers du Maroc, note qui devait être détruite après lecture. Voici ce qu'on peut y lire : « Le commandant Bataille revient de Vichy et dit que le Maréchal avait envoyé ce télégramme (2) parce qu'il pensait que l'amiral Darlan n'était pas libre à Alger » *et c'est tout.* Après avoir vu le commandant, dans la nuit du 11 au 12, Noguès fait savoir à Vichy, par télégramme n° 1370-72 (C. E., p. 539), qu'il « n'a reçu *aucune indication du gouvernement* ». Est-ce assez clair? Non pour les auteurs, qui écrivent que « Noguès accusa réception le soir même de cette directive... », de la directive qu'ils ont imaginée. C'est exactement le contraire. Et Noguès est toujours tellement peu fixé sur sa mission que, le 12, dans une lettre adressée au Maréchal par le pilote qui a ramené Bataille, il écrit : « ... en particulier nous n'avons *rien reçu de Vichy* ». Est-ce assez clair?

Le 12 à 11 heures, le Secrétaire d'État à la marine fait diffuser en clair un ordre du jour par lequel il exhorte toutes les autorités maritimes de France et d'A. F. N. à « lui faire confiance et à exécuter comme toujours ses ordres... jusqu'au bout », et ces ordres « traduisent la pensée du Maréchal (3) ». Ces ordres sont exactement le contraire de ceux que Bataille aurait eu à transmettre. C'était une singulière manière de préparer « l'évolution poli-

(1) P. 568. La pagination donnée est celle du livre du président Noguères qui a publié les notes dans *Le véritable procès du maréchal Pétain.*

(2) Le 58649 qu'il a reçu à 15 h. 15.

(3) Texte dans Noguères, p. 480, et dans Kammerer, annexe XVIII.

tique et subséquemment maritime à laquelle le Secrétaire d'État travaillait ».

Le 12, Noguès se rend à Alger avec Bataille et, dans la conférence tenue le soir et dans celle tenue le lendemain, *c'est lui qui s'oppose* à Darlan et à Juin qui préconisent la collaboration, avec les Américains. Dans son compte rendu par télégramme nº 58031-39 (1), il rejette sur Darlan la responsabilité d'avoir accepté cette collaboration, sur ultimatum de Clark. Ce long télégramme, pièce essentielle pour l'histoire de toute cette période, *est lui aussi passé sous silence*. Au début du mois de mars 1943, le général Giraud, devenu haut-commissaire en A. F. N., envoie le commandant Bataille à Alexandrie pour tenter de convaincre l'amiral Godfroy de passer à la dissidence avec sa flotte. Ce dernier, il l'écrit lui-même, n'attend qu'un signe. Bataille ne peut le lui donner.

L'extrait de la déposition du commandant Bataille à l'instruction du second procès Auphan, c'est, de toute évidence, la déposition d'un témoin cité par la défense et qui entend demeurer dans le vague. Il n'a pas comparu à l'audience. Le commandant avait d'ailleurs eu le même comportement vis-à-vis de l'ambassadeur Kammerer dont il fut un des informateurs. « *Chose curieuse*, le commandant Bataille s'est refusé à infirmer ou à confirmer. » Ce n'est pas tellement curieux. Tout lecteur comprendra (2)...

Je n'ai pas la prétention d'avoir découvert les notes du docteur Menétrel ni les télégrammes publiés par la C. E., mais je les utilise, je les cite, je donne les heures. Mes contradicteurs jugent inutile « d'expliquer leurs sources tant elles sont évidentes ». Ils substituent leur exégèse aux textes. Cette évidence n'apparaît guère. Il est par trop simple de se débarrasser de tous les documents et témoignages qui s'opposent à la cause que l'on défend en les qualifiant de « détails — de ficelles — d'apparences ». Il faudrait tout au moins tenter d'expliquer comment on donnait à la radio « l'apparence » de la voix du Maréchal pour diffuser les messages où il stigmatisait la « trahison » des chefs de l'A. F. N., tenter de déterminer qui a pu si bien imiter l'écriture et la signature du Maréchal dans la proclamation du 26 décembre 1942, dont le photostat est publié dans tous les journaux et où ces mêmes chefs sont accusés d'avoir « trahi leur parole, forfait à l'honneur et sacrifié les intérêts de la France ».

Général G. Schmitt.

Histoire d'un journal

La collection « Kiosque », a déjà publié plusieurs volumes d'un grand intérêt. Celui sur *Paris-Soir* me paraît être l'ouvrage-type et l'exemple à suivre. Car il s'agit d'abord de l'histoire d'un journal, qui a été, qu'on le regrette ou non, une des voix de l'opinion française entre les deux guerres mondiales, et cela est sensible jusque dans les variations successives de ses attitudes (3). Mais ce journal, comme il arrive souvent, a contribué à « faire » cette opinion. Et par là, on touche à l'explication des faits contemporains, au moins dans une certaine mesure. Enfin cet ouvrage comporte, pour plus de sa moitié, l'étude de la ligne suivie par le journal en un certain nombre de crises, internationales ou françaises. La précision de notes succinctes, rejetées en fin de volume, la liste chronologique des *slogans* utilisés pour la diffusion publicitaire, des tirages et des chiffres de vente, distingués par catégories (abonnés, achats au numéro, services gratuits), mois par mois, au moins pour la fin de l'année 1933 et l'année 1934, celle

(1) Noguères, p. 494.
(2) Kammerer, p. 9 et 429-430.
(3) Raymond Barrillon, *Le cas Paris-Soir*, P. Colin, 1959, 18 × 11,5 cm, 286 p. ill. (coll. « Kiosque »).

des collaborateurs, réguliers ou occasionnels, la bibliographie sommaire qui clôt le tout, permettent de trouver en ce même volume un instrument de travail dont l'importance n'est pas négligeable.

A l'origine de *Paris-Soir*, il y a l'initiative de journalistes aptes à saisir et à utiliser les courants d'opinion et des trouvailles techniques dont, d'abord, Eugène Merle, de tendance anarchisante, qui a lancé le *Merle blanc* en 1919 pour suivre la voie et l'exemple du *Canard enchaîné* de Maurice Maréchal, son aîné de trois ans. Après la réussite du *Merle blanc* qui tire à 812 000 en avril 1922 et porte le capital de sa société à 10 millions en janvier 1923, Merle songe à une feuille du soir d'audience populaire qui, sans rivaliser avec les Cinq Grands de la presse du matin *(Echo de Paris, Journal, Matin, Petit Journal, Petit Parisien)* en leur propre domaine, atteindrait leur importance et dépasserait leurs éditions « vespérales ». Ce sera *Paris-Soir*, qui paraît sur 6 pages, pour 15 centimes, le 4 octobre 1923. La tendance politique du nouveau journal sert les intérêts de la gauche, au moment de la poussée qui est couronnée par la victoire du Cartel des Gauches en mai 1924. *Paris-Soir* tire entre 120 à 150 000 exemplaires, ce qui est insuffisant ; il tombe alors sous la coupe du *Journal* et de l'*Agence Havas*, doit atténuer ou abandonner sa première ligne politique. Merle quitte la direction, où il est remplacé par Paul Reboux, puis par Alexis Caille. Et c'est enfin un industriel du Nord, qu'il est inutile de présenter, Jean Prouvost, déjà propriétaire de *Paris-Midi*, qui acquiert *Paris-Soir*, en 1930. Il le gardera jusqu'en 1943. Prouvost sait former une équipe de bons techniciens du journalisme (où figurent Lazareff, Audiat, G. Perreux). Il a le souci de développer au maximum le nombre et la qualité des informations illustrées, des reportages photographiques. Et dans ce dernier domaine de distinguer Paul Renaudon, qui sait employer, pour la première fois en France, toutes les ressources de la technique moderne de photographie aérienne et des transmissions rapides. Son exploit le plus célèbre, et qui reste légendaire dans les milieux de presse, est l'envoi de la photographie de l'attentat perpétré à Marseille, en octobre 1934, contre le roi des Serbes et le ministre Barthou. Ce document paraît à Paris moins d'une heure après l'événement. La « technique » Prouvost a fait monter le tirage, en 18 mois, à 381 797 exemplaires, puis à 1 million (juin 1936), 2 375 117, fin 1936. A la veille de la deuxième guerre mondiale, le tirage moyen est de 1 800 000, c'est-à-dire qu'il est égal à la somme des tirages des deux plus grands journaux du matin *(Petit Parisien* et *Journal)*.

La ligne de *Paris-Soir* est retracée, à l'aide d'extraits, de titres appréciés par leur place ou leurs dimensions, par le récit de l'émeute du 6 février 1934 et de ses suites, par l'analyse des positions politiques françaises lors des élections de 1936, par l'évocation de l'avènement d'Hitler en Allemagne, de l'affaire des sanctions contre l'Italie en 1935-1936, de la guerre civile d'Espagne, dans l'affaire Prince, dans la dernière guerre enfin. Mais ici, plus sommairement. On sait que, sous l'occupation, il y aura deux *Paris-Soir*, un à Paris, publié par des « collaborateurs » ; un autre à Lyon, qui reste sous la direction de Prouvost, et se transporta à Marseille, puis à Toulouse, avant de se saborder à la fin de 1943. On peut, évidemment en toutes ces affaires, tenter de saisir le jeu des intérêts en cause, et deviner les maîtres de cette arme puissante qu'est un grand journal. Mais il serait dangereux d'oublier que la réussite d'une presse tient aussi à une certaine obéissance aux goûts et aux sentiments plus ou moins nets de ses lecteurs. Les variations de la ligne d'un journal peuvent être les variations de larges couches de l'opinion.

Henri CALVET.

HOLLANDE, JAPON, BELGIQUE

Lettre de Hollande

Quinze ans après la libération des Pays-Bas, on peut constater un intérêt croissant de l'opinion publique pour les événements des années 1940-1945.

En 1960, le troisième lustre de la fin de l'occupation allemande en Hollande a été célébré par une série de manifestations variées : expositions, publication de livres documentaires, inauguration d'un livre d'or des morts et commémorations dans tout le pays.

L'Institut national néerlandais pour la documentation de guerre a fait paraître trois livres : une étude sur la grève ferroviaire de 1944, une histoire de l'organisation financière de la clandestinité et un album de photographies.

La situation des chemins de fer pendant l'occupation a été étudiée par le professeur A. J. C. Rüter (1), de l'Université de Leyde, en utilisant les archives des chemins de fer néerlandais et des syndicats des cheminots. Le thème central du livre est représenté par la grève ferroviaire, proclamée par le professeur P. S. Gerbrandy, président du Conseil, par la B. B. C. à Londres. Les conséquences de la grève pour la population, les réactions allemandes et l'approvisionnement des cheminots sont traités en détail. Un aspect spécial du dernier point fut la continuation du paiement des salaires par la direction, en coopération intime avec le *Nationaal Steun Fonds* — N. S. F. (Fonds de secours national).

Le professeur P. Sanders, de l'Université commerciale de Rotterdam, a consacré aux activités multiples du N. S. F. une monographie concise (2).

La troisième publication (3) contient une collection de photographies et de poèmes clandestins tirés des archives de l'Institut néerlandais. M^lle^ L. E. Winkel a effectué la sélection, et le D^r^ L. de Jong, directeur de l'Institut, a rédigé le texte explicatif. Tous les aspects de la guerre en Hollande et aux Indes néerlandaises, la persécution et la résistance, sont représentés par une centaine de photographies saisissantes (4).

Dans l'année 1960, un autre projet de l'Institut néerlandais a été terminé : le *Livre d'or* des morts. Pendant plusieurs années, l'Institut a rassemblé des renseignements sur tous ceux qui sont morts au combat contre l'ennemi, soit dans les forces armées, soit comme membres de la résistance, soit comme marins de la marine marchande. Le 4 mai 1960, S. M. la reine Juliana a remis dans la *Ridderzaal* à La Haye (la salle médiévale, partie de la résidence des comtes de Hollande) le *Livre d'or* des morts au président de la Chambre des Députés, pour qu'il soit placé dans la salle d'entrée de la Chambre. Dans ce *Livre d'or*, les indications individuelles de 18 000 morts sont enregistrées en écriture calligraphique sur un millier de feuilles de parchemin (5). Tous les

(1) A. J. C. Rüter, *Rijden en staken ; de Nederlandse Spoorwegen in oorlogstijd* (Rouler et dérouter ; les chemins de fer néerlandais pendant la guerre), 's-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1960, XII-478 pages.

(2) P. Sanders, *Het Nationaal Steun Fonds ; bijdrage tot de geschiedenis van de financiering van het verzet, 1941-1945* (Le Fonds de secours national ; contribution à l'histoire du financement de la Résistance), 's-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1960, X-185 pages.

(3) *Toen... 1940-1945* (Jadis... 1940-1945), 's-Gravenhage, Staatsdrukkerij, 1960, 112 pages.

(4) Cet album a été tiré à 70 000 exemplaires.

(5) La calligraphie est l'œuvre des sœurs bénédictines de l'Abbaye de Notre-Dame de Oosterhout.

noms des soldats, des marins et des résistants morts aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises ou quelque part dans le monde, au combat contre l'ennemi, sont rangés par ordre alphabétique. L'architecte Aldo van Eyck a construit une caisse de roche volcanique où, sur un revêtement d'or pur, le *Livre d'or* fut déposé sous le drapeau néerlandais, hommage personnel de S. A. R. la princesse Wilhelmina. Chaque jour, un huissier de la Chambre tournera une des feuilles du Livre. Ainsi toutes les feuilles seront successivement exposées.

En octobre 1944, pendant une bataille de tanks, une des plus acharnées de toute la guerre, le village de Overloon, dans la province de Brabant septentrional, fut à peu près totalement détruit. Après la guerre, quelques citoyens du village commencèrent à rassembler l'énorme matériel de guerre (canons, voitures, etc...) abandonné sur le champ de bataille et dans les forêts des environs. Après sélection, ce matériel a constitué la base d'une exposition permanente à laquelle le *Service historique de l'état-major néerlandais* et l'*Institut néerlandais* fournirent une section documentaire. Ainsi est né, d'une initiative privée, le *Musée de Guerre national* d'Overloon qui, le 23 mai 1960, fut inauguré par S. A. R. la princesse Irène. L'*Institut néerlandais* a apporté sa contribution par un choix de documents sur la politique allemande, la persécution des Juifs, la résistance et le mouvement nazi hollandais (N. S. B.). Dans le Musée, outre les documents, un grand nombre d'affiches, de photographies, de matériel de sabotage et de faux papiers sont exposés (1).

Au début de 1960, la *Société néerlandaise de télévision* a pris l'initiative de diffuser une série de programmes sur les Pays-Bas pendant les années de guerre et l'occupation. Pendant cinq années, quatre programmes par an seront émis, chacun consacré à un aspect marquant de l'occupation. Les trois programmes de 1960 traitèrent de l'invasion allemande de mai 1940, des premiers mois de l'occupation, du début des mesures anti-Juives et des réactions de ces événements dans les secteurs divers de la vie nationale. La série *Occupation* a été rédigée et enregistrée par le Dr de Jong. Des fragments d'actualités filmées, des documents, et surtout les témoignages oraux des acteurs de ces événements constituent l'essentiel des programmes.

A l'automne de 1960, la première publication scientifique sur les Indes néerlandaises pendant les années de guerre a été éditée par la *Section indonésienne* de l'*Institut national néerlandais pour la documentation de guerre* (2). Le livre est composé de deux parties, sous la direction du professeur I. J. Brugmans, de l'Université d'Amsterdam : Une chronologie des événements principaux du 9 mars 1942 jusqu'à la capitulation japonaise du 15 août 1945, et une sélection de documents en un ordre systématique. La sélection des documents est l'œuvre du Dr H. J. de Graaf, spécialiste de l'histoire indonésienne, en coopération avec Mme A. H. Joustra, chef de la Section indonésienne de l'Institut néerlandais, et de M. A. G. Vromans, capitaine de vaisseau en retraite. Tous les documents sont précédés d'un bref commentaire et traitent, entre autres, de la politique japonaise vis-à-vis des groupes ethniques variés de la population, de la propagande anti-occidentale, des réactions des Hollandais et des Indonésiens, et de la misère dans les camps d'internement.

Les mémoires et l'autobiographie sont des genres littéraires assez rares aux Pays-Bas. Néanmoins, il faut attirer l'attention sur quelques livres récents d'un caractère personnel, qui constituent une contribution importante à l'histoire des années 1940-1945.

(1) A la fin de 1960, le nombre de visiteurs était déjà de 170 000 personnes depuis le 23 mai.

(2) *Nederlandsch-Indië onder Japanse bezetting 1942-1945* (Les Indes néerlandaises sous l'occupation japonaise, 1942-1945), Franeker, T. Wever, 1960, 650 pages.

En 1959, la princesse Wilhelmina publia, à la surprise du peuple néerlandais, un livre de souvenirs sur son règne, qui contient quelques chapitres sur les années de guerre, l'exil du gouvernement hollandais à Londres et la préparation de la Libération (1).

Le Dr W. Drees, président du Conseil pendant une dizaine d'années après la guerre, a écrit un livre de mémoires sur son activité comme représentant des socialistes dans la réunion clandestine des partis politiques pendant l'occupation, son séjour comme otage à Buchenwald, et comme membre du « Comité des hommes de confiance » installé par le gouvernement néerlandais.

Le secrétaire général du ministère des Affaires économiques, pendant l'occupation, le Dr H. M. Hirschfeld, occupa une position centrale dans les organismes du ravitaillement et la politique économique vis-à-vis de l'occupant. Ses mémoires contiennent des détails importants sur ses négociations laborieuses avec les autorités allemandes (2).

Les opérations militaires de mai 1940 en Hollande et la politique défensive néerlandaise de la période entre deux guerres sont les thèmes principaux d'une publication du lieutenant général Wilson, ancien chef de la section opérations de l'état-major néerlandais (3).

Ed. G. Groeneveld.

Ouvrages parus au Japon (de 1950 à 1958)

Dans cette première communication au sujet des publications en langue japonaise sur la deuxième guerre mondiale, il nous a semblé nécessaire de présenter rapidement les principaux ouvrages parus de 1950 à 1958, en dégageant les grandes lignes des préoccupations des auteurs et des éditeurs. Pour cette période de neuf ans, les informations nous ont été données par les comptes rendus critiques de la *Shigaku-zasshi* (4) de la *Shigaku-kai* (5) de l'Université de Tôkyô. En ce qui concerne les ouvrages parus à partir de 1959, nous avons trouvé des renseignements complémentaires dans les journaux des éditeurs et des libraires japonais, dans les catalogues ou les prospectus reçus à Paris : nous indiquerons les titres ainsi recueillis, dans la bibliographie de la Revue.

Les mémoires, les biographies et les documents prédominent jusqu'à la ratification du traité de paix de San Francisco : nous en avons retenu quelques exemples, pour les années 1951 et 1952 [1-6]. Plus tard encore, le général Ugaki raconte ses souvenirs [7], et Ogata, ancien ministre, relate la vie de l'amiral Yonai [8]. Cependant, dès 1951, la *Rekishigaku-Kenkyû-kai* (6) de Tôkyô avait manifesté son intérêt vis-à-vis des recherches sur la guerre du Pacifique : elle acheva son *Histoire de la guerre du Pacifique*, en 1953 [9]. De son côté, M. Hattori fit paraître son *Histoire de la guerre de la Grande Asie*, en quatre volumes, en 1953, et de nouveau en 1956, en l'augmentant de quatre autres volumes [10]. En outre, des études plus approfondies furent

(1) Wilhelmina, *Eenzaam maar niet alleen* (Solitaire, mais pas seul), Amsterdam, W. ten Have, 1959, 451 pages.

(2) H. M. Hirschfeld, *Herinneringen uit de bezettingstijd* (Souvenirs du temps de l'occupation), Amsterdam, Elsevier, 1960, 247 pages.

(3) J. J. C. P. Wilson, *Vijf oorlogsdagen en hun twintigjarige voorgeschiedenis* (Cinq jours de guerre et les préliminaires de vingt ans), Assen, Van Gorcum, 1960, 293 pages.

(4) *The Historical Journal of Japan.*

(5) *The Historical Society of Japan.*

(6) *Société des Études historiques.*

confiées à des spécialistes : elles furent publiées dans deux séries de monographies, ayant pour thèmes, d'une part l'entrée en guerre, d'autre part l'acheminement vers la capitulation [11-12]. Enfin, dans la collection *Iwanami-shinsho*, analogue à *Que sais-je?*, deux petites synthèses ont paru, l'une consacrée aux opérations terrestres, l'autre aux opérations navales de la guerre du Pacifique [13-14].

Mais, alors que les débuts furent timides dans le domaine de l'histoire de la guerre proprement dite, le départ fut rapidement pris dans le domaine de l'histoire politique et sociale. Dès les années 1945-1946, le « militarisme » et l' « impérialisme » japonais furent dénoncés, analysés et, aussitôt, ces notions furent contestées. Le livre de M. Kinoshita [15] n'est que l'un des aboutissements du débat qui s'amplifiait. A l'ouvrage de M. Inoue [16], très prudent, on peut opposer l'*Histoire du règne de Shôwa* (1) [17], qui fit sensation à cause de certaines interprétations des événements liés à la guerre, jugées hardies par les uns, scandaleuses par les autres. Par la suite, les essais se multiplièrent, études d'ensemble ou partielles, sur l'histoire contemporaine du Japon, ayant tous pour but de nuancer ou de contredire telles prises de position vis-à-vis de la conduite de l'armée et du gouvernement japonais, entre 1930 et 1945 [18-22]. Cette montée des publications, après avoir culminé en 1958, semble s'être ralentie depuis.

Ainsi, notre liste ne donne qu'une faible idée de la prolifération des livres japonais touchant de près ou de loin l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Nous avons, par ailleurs, omis volontairement les traductions, les albums et les reportages. Cependant, pour terminer, nous ne manquerons pas de citer les noms de quatre revues s'adressant au grand public : *Bungei-shunjû*, *Chisei* (librairie Kawade), *Chûôkôron* et *Sekai* (librairie Iwanami), qui ont consacré de nombreux articles, voire des numéros spéciaux à la guerre du Pacifique, et qui se signalent par leur bonne tenue.

Paul Akamatsu.

[1] Kijûrô Shidehara, *Gaikô gojûnen* (Cinquante ans de diplomatie), 1951.

[2] Gaimushō (Ministère des Affaires étrangères), *Shûsen-shi-roku* (Documents de la fin de la guerre), 1952.

[3] Kengo Tominaga, *Daihonei-happyô. Kaigun-hen* (Communiqués de l'État-Major général. La Marine), Seichô-sha, 1952.

[4] Mamoru Shigemitsu, *Les bouleversements de Shôwa*, 2 vol., Chûôkôron-sha, 1952, traduit en anglais : *Japan and her destiny. My Struggle for life*, London, Hutchinson, 1958, 392 pages.

[5] Saburô Kurusu, *Nichi-bei-gaikô-hiwa* (Confidences sur les relations diplomatiques nippo-américaines), Sôgen-sha, 1952. (Par l'ambassadeur extraordinaire envoyé aux États-Unis en novembre 1941.)

[6] Sadaji Yabe, *Konoe Fumimaro*, Kôbunkan, 1952. (Vie du prince Konoe, président du conseil en 1937-1939, et en 1940-1941.)

[7] Kazunari Ugaki, *Ugaki-nikki* (Journal de Ugaki), Asahi-shimbun-sha, 1954.

[8] Taketora Ogata, *Ichi gunjin no shôgai* (La vie d'un Marin), Bungeishunjû-sha, 1955.

[9] Rekishigaku-Kenkyū-Kai (Société des Études historiques), *Taiheiyô-sensô-shi* (Histoire de la guerre du Pacifique), 5 vol., Tôyôkeizaishimpō-sha, 1953-1954.

[10] Takushirô Hattori, *Dai-Tôa-sensô-zenshi* (Histoire complète de la guerre de la Grande-Asie), Masu-shobô, 4 vol. dans l'édition de 1953, 8 vol. dans celle de 1956.

[11] Nihon-Gaikōgaku-Kai (Société japonaise des recherches sur la diploma-

(1) Le règne de *Shôwa* est le règne de l'empereur Hirohito, c'est-à-dire depuis le 26 décembre 1926.

tie), *Taiheiyô-sensô genin-ron* (Études sur les causes de la guerre du Pacifique), Tôkyô-daigaku-shuppan-kai, 1953.

[12] Nihon-Gaikôgaku-kai, *Taiheiyô-sensô shûketsu-ron* (Études sur la fin de la guerre du Pacifique), Tôkyô-daigaku-shuppan-kai, 1958.

[13] Saburô Hayashi, *Taiheiyô-sensô-rikusen-gai-shi* (Brève histoire des opérations terrestres de la guerre du Pacifique) (Iwanami-shinsho), Iwanami-shoten, traduit en anglais : *The japanese army in the Pacific war*, The Marine Corps Association, Quantico, 1959, 249 pages.

[14] Sôkichi Takagi, *Taiheiyô-kaisen-shi* (Histoire des opérations navales du Pacifique) (Iwanami-shinsho), Iwanami-shoten.

[15] Hanji Kinoshita, *Nihon fashizumu-shi* (Histoire du fascisme japonais), Iwasaki-shoten, 1950.

[16] Kiyoshi Inoue, *Nihon no gunkoku-shugi* (Le militarisme japonais), 1953.

[17] Shigeki Tôyama, Seiichi Imai, Akira Fujiwara, *Shôwa-shi* (Histoire (du règne) de Shôwa) (Iwanami-shinsho), Iwanami-shoten, 1955.

[18] Michio Takeyama, *Shôwa no seishin-shi* (Histoire de l'esprit de Shôwa), Shinchô-sha, 1956.

[19] Kiyoshi Inoue, Masayo Suzuki, *Nihon-kindai-shi* (Histoire contemporaine du Japon), Gôdôshuppan-sha, 1956, traduction russe abrégée, Moscou, 1955.

[20] Masashi Nezu, *Hihan-Nihon-gendai-shi* (Histoire critique du Japon contemporain), Nihonhyôronshin-sha, 1958.

[21] Osamu Hisano, Toshio Tsurumi, *Gendai-Nihon no shisô* (La pensée dans le Japon contemporain), Iwanami-shoten, 1956.

[22] Yoshinori Takeuchi, *Shôwa-shisô-shi* (Histoire de la pensée sous (le règne de) Shôwa), Mineruva-shobô, 1958.

Sur les liaisons franco-belges

A la suite de la publication dans le numéro 42 de la « Revue », pages 93, des lettres de MM. le commandant Hautecler et Vanwelkenhuyzen, nous avons reçu la réponse suivante du général Rollot.

Je suis enchanté de l'excellente étude du commandant Hautecler, et je ne vois que des avantages à ce qu'elle soit publiée par votre *Revue*. Elle confirme, à mon sens :

— que le *groupement K* n'avait pour mission que de tenir une journée à la frontière germano-belge — partie nord — et une journée sur l'Ourthe, c'est-à-dire à 50 kilomètres environ au nord de Arlon ;

— que l'action des Chasseurs ardennais pouvait être efficace :

par des combats retardateurs (six exemples) ;

par une obstruction routière, encore que simplement par troncs d'arbres (mais la route Samrée-Laroche est à 60 kilomètres au nord de Arlon) ;

par une résistance à Bodange, parce que l'obstacle était cerclé de fil de fer et *occupé* ;

— que les liaisons franco-belges n'existaient malheureusement pas — qu'elles furent des *liaisons difficiles*.

Si des liaisons normales avaient pu être établies avant le 10 mai, des guides et des positions d'arrivée prévues, l'arrivée rapide de cinq divisions, de deux brigades de cavalerie, d'une trentaine de groupes de reconnaissance, de trois bataillons d'infanterie de soutien, batteries d'artillerie, compagnies du génie, un bataillon de chars... qui furent poussés dans l'ensemble en avant de la frontière française par les armées françaises à l'est de la Meuse, pouvaient provoquer, dans l'Ardenne belge, le grave échec du groupement mécanique Von Kleist — groupement dont l'attaque à Sedan, par surprise, fut malheureusement déterminante pour la suite de la guerre.

Un seul point sur lequel je suis en désaccord avec le commandant Haute-

cler : les unités françaises n'étaient pas au courant du plan de repli des Chasseurs ardennais (1).

Quant à la lettre de M. Jean Vanwelkenhuyzen, elle me paraît n'intéresser mon étude que d'assez loin. Comme le dit son auteur, mon article est centré sur le secteur des Ardennes ; et je veux m'y tenir — quelles que soient les mesures prises par les uns ou les autres à l'ouest de la Meuse, et même à l'est de la Meuse, dans la partie nord jusqu'à l'Ourthe *incluse*.

Ce qui m'intéresse, en effet, c'est la progression du groupement Von Kleist par le *Boulevard Trêves-Sedan*, comme on disait déjà au moment de l'établissement des traités de 1815, et comme on dira plus tard, au moment de l'établissement du traité de Londres du 19 avril 1839, quand fut interdit à la jeune Belgique d'élever toutes fortifications à Arlon et à l'est de la Meuse.

Quant à la responsabilité de l'organisation des services téléphoniques en Belgique, le 10 mai 1940, elle me paraît une question de détail.

Général Rollot.

(1) Cf. colonel Villatte, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, juin 1953.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

*Binder (Gerhart). — *Epoche der Entscheidungen. Eine Geschichte des 20 Jahrhunderts mit Dokumenten in Text und Bild. (3. Augl)* (Stuttgart-Degerloch), Seewald Verl., (1960), in-8°, 576 p., ill. h. t., fac. sim.

Les grandes crises du XX^e siècle ; les deux guerres mondiales, le national-socialisme.

*Bühler (Johannes). — *Vom Bismarckreich zum zeteilten Deutschland. Deutsche Geschichte seit 1871*, Berlin, W. de Gruyter, 1960, in-8°, XVI-1 028 p.

*Ehrhardt (Traugott). — *Die Geschichte der Festung Königsberg/PR. 1257-1945*, Würzburg, Holzner-Verl., 1960, in-8°, 160 p., c., ill. h. t. (Ostdeutsche Beiträge. Bd. XVII.)

*Freund (Michael). — *Deutsche Geschichte*, Gütersloh, C. Bertelsmann, 1960, gr. in-8°, 798 p., c. ill.

Le deuxième et le troisième Reich, les deux guerres mondiales.

*Potter (Prof. E. B.), Nimitz (Chester W.), admiral. [editors]. — *Sea power : a naval History*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice Hall, 1960, in-8°, 932 p., index.

Livre écrit sous les auspices du *Historical Committee of the Naval Academy*, par divers spécialistes.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

**Deuxième conférence internationale d'histoire de la Résistance, 26-29 mars 1961*, Milan, 1961, in-4°, ronéot.

— L'Union soviétique et la Résistance en Europe pendant la deuxième guerre mondiale [par E. Boltine et des historiens de l'Institut Marx-Lénine de Moscou], VI, 63 p.

— La lutte du peuple albanais contre les occupants fascistes et les Alliés, 32 p.

— The Relationship between the Resistance movement in Norway and the Governments of Britain, the United States and the Soviet Union 1940-1945, 19 p.

— Great Britain and European Resistance [Prof. Deakin], 28 p.

Dorošenko (S.). — O fal'sifikacii istorii partizanskogo dviženija v buržuaznoj pečati [La falsification de l'histoire du mouvement partisan dans la presse bourgeoise], *Voen. ist. žurnal*, n° 7, 1960, pp. 100-109.

Feis (Herbert). — Concerning World War II, many facts are still missing in action, *N. Y. Times Book Rev.*, 5 févr. 1961, pp. 6 et 14.

Les lacunes de la documentation historique à l'Ouest et en U. R. S. S.

Gornenski (N.). — Meždunarodna istoriceska konferencija v Berlin po vaprosite na germanskija imperijalizm i vtorata svetovna voina. Iskazvane na N. Gornenski pred konferencijata v Berlin [Conférence internationale historique à Berlin sur les questions de l'impérialisme allemand et la deuxième guerre mondiale. Compte rendu sommaire et allocution prononcée par l'auteur], *Izv. Inst. ist. BKP* (Sofia), n° 7, 1960, pp. 441-444, 445-447, 1959.

Gornenski (N.). — Meždunarodna konferencija v Florencija na borcite ot saprotivata [Conférence internationale à Florence des combattants de la résistance], *Izv. Inst. ist. BKP* (Sofia), n° 7, 1960, pp. 436-440.

(1) Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de M. F. Debyser.

Goroškova (G. N.). — Novyj šag v isučenii istorii vtoroj mirovoj vojny [Un nouveau pas dans l'étude de l'histoire de la deuxième guerre mondiale], *Vestnik AN. SSSR*, nº 4, 1960, pp. 125-129.

Bilan de la conférence d'étude de la Commission des historiens de l'U. R. S. S. et de la République démocratique allemande, consacrée au thème : « L'impérialisme allemand et la deuxième guerre mondiale ».

Heller (Ilse). — Der sozialistische Humanismus in der sowjetischen Kriegsliteratur, *Z. f. Geschichtswissenschaft*, nº 7, oct. 1960, pp. 1695-1705.

Hindels (Josef). — Das Dritte Reich und die Gegenwart. Bemerkungen zu einigen zeitgeschichtlichen Dokumenten, *Zukunft*, janv. 1961, pp. 19-23. Article bibliographique.

Kunina (D.). — Žurnal po istorii vtoroj mirovoj vojny [Une revue consacrée à l'histoire de la deuxième guerre mondiale], *Nov. i novejš. ist.*, nº 6, 1960, pp. 125-133.

La *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

Kurnosov (A.), Lagutin (E.). — Partizanskoe dviženie v gody Velikoj Otečestvennoj vojny i buržuaznaja istoriografija [Le mouvement de partisans pendant le Grande Guerre nationale et l'historiographie bourgeoise], *Ist. SSSR*, nº 6, mai-juin 1960, pp. 172-178.

Critique des historiens anglais, américains et allemands.

*Robinson (Jacob) & Friedman (Philip). — *Guide to Jewish history under Nazi impact*, New York (Marstin press), 1960, in-4º, 426 p.

(Yad Washem martyrs' and hereos' Memorial. Jerusalem, and Yivo Institute for Jewish research, New York. Joint documentary projects. The Bibliographical series on Jewish history under Nazi impact, I.)

Ruge (Friedrich), Vizeadmiral. — Die Sowjets und die Seekriegsgeschichte, *R. mil. gén.*, janv. 1961, pp. 30-44.

Les affirmations des historiens soviétiques sur l'activité de leur marine de 1941 à 1945 et les critiques qu'ils adressent aux historiens occidentaux.

Vlasova (S.). — Lživye knigi [Les livres mensongers], *Podem*, nº 3, 1960, pp. 144-148.

Sur l'Institut de la guerre [*Institut für Zeitgeschichte*] et les mémoires se rapportant à la deuxième guerre mondiale, parus en Allemagne occidentale.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Alexander of Tunis, Field-Marshal. — The Last word on the war... Field-Marshal Alexander's own story, *Sunday T.*, 19 févr. au 12 avril 1961.

Extraits du volume à paraître de souvenirs du maréchal Alexander

Aron (Robert). — The Political methods of General de Gaulle, *Intern. Aff.*, janv. 1961, pp. 19-38.

Assmann (Kurt). — Grossadmiral Raeder und der Zweite Weltkrieg, *Marine Rundschau*, févr. 1961, pp. 3-18.

*Avner. — *Memorie di un terrorista*, Milano, Mondadori, 1961, in-16, 184 p. (Quaderni della Medusa.)

*Bandini (Franco). — *Claretta*, Milano, Sugar, 1960, in-8º, 190 p., phot. h. t.

La vie et la mort de Claretta Petacci, maîtresse de Mussolini.

*Blondel (Jules-François). — *Au fil de la carrière. Récit d'un diplomate (1911-1938)*, Paris, Hachette, 1961, in-8º, 386 p.

En poste successivement à Londres, Mexico, Constantinople, Athènes, Buenos-Aires et Rome.

Bonomi (Ruggero). — Mussolini non volle fuggire, *Legione*, déc. 1960, p. 11.

L'auteur rapporte une conversation qu'il eut avec Mussolini à Gargnano, en avril 1945.

Cancogni (Manlio). — Mussolini attend encore son historien, *France-Observateur*, 9 févr. 1961, p. 15.

A propos du *Mussolini* de Georges-Roux, et du *Ciano contre Mussolini* de Maxime Mourin.

*[Casati (Alfonso)]. — *Lettere dal fronte di Alfonso Casati (medaglia d'oro 1944)*. Pref. di Francesco Flora, Milano, Ceschina, 1960, in-8º, 361 p.

*Cattaui (Georges). — *Charles de Gaulle. L'homme et son destin*, Paris, Fayard, 1960, in-8º, 360 p., bibl.

Close (C.), col. — Hitler fut-il un grand chef militaire?, *R. gén. belge*, févr. 1961, pp. 47-61.

*Fabry, colonel. — *Mémoires du colonel Fabry*. T. II : *L'organisation de la défaite 1934-1945*, Paris, éditions Deschamps Sephl, 1961.

Gen. Sir Bernard Paget. Training the army in time of war, *Times*, 17 févr. 1961, p. 10.

Art. nécrologique.

Grappin (Pierre). — Jacques Decour et l'Allemagne, *Lettres françaises*, 11 févr. 1961, p. 2, col. 1-6.

Jacques Decour, « germaniste » et antinazi.

*[Hitler (Adolf)]. — *The Testament of Adolf Hitler : the Hitler-Bormann documents, febr.-april* 1945. Ed. by E. Genoud. Introduced by H. R. Trevor-Roper, London, Cassell, 1961, in-8°.

Cf. Goronwy Rees : Hitler admits his mistakes, *Sunday Times*, 26 févr. 1961, p. 32.

Imann-Gigandet (Georges). — Le procès de Ciano, *R. Deux Mondes*, 15 févr. 1961, pp. 651-665.

A Vérone, décembre 1943-janvier 1944.

In memoria del Vice Ammiraglio Eberhard Weichold, *Riv. maritt.*, févr. 1961, pp. 80-82.

Notice nécrologique. Weichold fut, pendant trois ans (10 juin 1940-7 mars 1943), attaché allemand auprès de « Supermarina ».

*Jochmann (Werner). — *Im Kampf um die Macht. Hitlers Rede vor dem Hamburger Nationalklub von 1919* (Frankfurt a. M.), Europäische Verlagsanst (1960), in-8°, 123 p.

(Veröffentlichungen d. Forschungsstelle für die Geschichte d. Nationalsozialismus in Hamburg. Bd. I.)

*Melli (Giorgio). — *Le Donne di Mussolini*, Milano, Casa edit. Astoria, 1960, in-16, 207 p., phot. et dessins.

*Morawski (Kajetan). — *Tamten brzeg. Wspomnienia i szkice* [Cette rive-là. Souvenirs et essais], Paris, « Ksiegarnia Polska » (1960), in-8°, 255 p.

L'ancien ambassadeur de Pologne relate ses souvenirs depuis Locarno ; la résistance à Londres, ses rapports avec de Gaulle, Churchill, Bénès, etc.

Morsey (Rudolf). — Hitler als braunschweigischer Regierungsrat, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1960, pp. 419-449.

Documents. La nomination de Hitler. Cette qualité devait permettre à l'apatride qu'il était d'être éligible à la présidence de la République allemande.

*Newman (Edward Polson), major. — *Masaryk*, London, Campton press, 1960, in-8°, VIII-242 p., portr. front.

*Piłsudska (Aleksandra). — *Wspomnienia*. [*5. wyd.*] [Souvenirs. 5e éd. considérablement augmentée], London, Gryf Public., 1960, in-8°, 386 p., ill., pl. h. t.

Souvenirs de guerre de la veuve du maréchal Pilsudski. La guerre à Varsovie en 1939 ; l'exil à Londres.

*Rankovitch (Jean-Michel). — *Serment d'obéissance. Souvenirs de guerre d'un ancien ennemi*, Paris, Éd. des Champs-Élysées, 1960, in-8°, 248 p.

Souvenirs de l'ex-S. S. Eric Strasswalchen.

*Senger und Etterlin (Frido von). — *Krieg in Europa*, Köln-Berlin, Kiepenheuer u. Witsch, 1960, in-8°, 460 p.

L'auteur a participé aux combats du mont Cassin, à la bataille de Stalingrad, à l'évacuation de la Corse et de la Sardaigne.

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Adam (Magda). — Iz istorii vengersko-čekhoslovackikh otnošenij nakanune vtoroj mirovoj vojny [Contribution à l'histoire des relations hungaro-tchécoslovaques à la veille de la deuxième guerre mondiale], *Vop. ist.*, n° 9, sept. 1960, pp. 90-103.

Bref résumé en anglais, pp. 220-221.

*Di Nolfo (Ennio). — *Mussolini e la politica estera italiana (1919-1933)*. Pref. di Ettore Anchieri, Padova, C. E. D. A. M., 1960, in-8°, 315 p.

(Facultà di Scienze politiche dell' Università di Padova.)

*Furnia (Arthur H.). — *The Diplomacy of appeasement : Anglo-French relations and the prelude to World War II, 1931-1938*, Washington, Univ. press of Washington, 1960, in-8°, 454 p.

Giglio (Carlo). — Le Questioni africane nei documenti diplomatici italiani, *Africa*, oct. 1960, pp. 239-240.

Hegner (H.-S.). — L'extraordinaire négociation du suédois Dahlerus, *Histoire pour tous*, mars 1961, pp. 968-979.

En août 1939.

Kul'Bakin (V.). — O roli fašistskoj partii v podgotovke germanskim imperializmom vtoroj mirovoj vojny 1929-1932 gg [Rôle du parti fasciste dans la préparation de la deuxième guerre mondiale par l'impérialisme allemand, 1929-1932], *Vop. ist.*, nº 3, mars 1960, pp. 154-168.

Mc Vickar Haight (John). — France, the United States and the Munich crisis, *J. of modern Hist.*, déc. 1960, pp. 340-358.

Shirer (William L.). — Quand Hitler viola la Tchécoslovaquie. Avec une présentation de Dominique Auclères, *Figaro litt.*, 4 févr. 1961, pp. 1, 9 et 12, phot.

L'opposition en Allemagne à la politique d'agression hitlérienne.

Shirer (William L.). — La vérité sur Munich, *Figaro litt.*, 18 févr. 1961, pp. 7 et 10.

Opposition au régime des grands chefs de l'armée allemande.

Solov'ev (A.). — Iz istorii zaključenija franco-sovetskogo dogovora o nenepadenii 1932 g [Une page de l'histoire de la conclusion du traité de non-agression franco-soviétique de 1932], *Nauč. dokl. Vys. školy. Istor. nauki*, nº 3, 1960, pp. 97-107.

Wallace (W. V.). — The Foreign policy of President Benes in the approach to Munich, *Slavonic & East European R.*, déc. 1960, pp. 108-136.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Barjot (Pierre), vice-amiral. — *Histoire de la guerre aéro-navale*, Paris, Flammarion, 1961, in-8º, 480 p., pl. h. t., cartes.

Sur les différents théâtres d'opérations.

*Battaglia (Roberto). — *La Seconda guerra mondiale*, Roma, ed. riuniti, 1960, in-8º, 452 p., pl. et cartes h. t.

*Flower (Desmond) and Reeves (James). — *The War 1939-1945*, London, Cassell, 1960, in-8º, xvi-1 120 p., pl. et cartes.

*Der grosse vaterländische Krieg der Sowjetunion (1941-1945), dans : *Geschichte der Sowjetunion 1917-1957*, Berlin, Rütten u. Loening, 1960, in-8º, pp. 559-651.

*Reinhardt (George C.), Kintner (William R.). — *The Haphazard years : How America has gone to war*, New York, Doubleday, 1960, in-8º, 242 p.

Le manque de préparation technique et stratégique des États-Unis lors de leur intervention dans les deux guerres mondiales.

*Snyder (Louis L.). — *The War : a concise history, 1939-1945*, New York, Messner, 1960, in-8º, 579 p., pl. h. t.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Ansel (Walter), amiral. — *Hitler confronts England*, Durham (N. C.), Duke Univ. Press, 1960, in-8º, 348 p.

*Barnett (Corelli). — *Les généraux du désert*, Paris, le Livre contemporain, 1960, in-8º.

O'Connor, Auchinleck, Ritchie, Cunningham, Montgomery.

Bruinsma (A.). — Heeft het strategische bombardement van Duitsland in de tweede wereldoorlog het verwarte resultaat gehad?, *Marineblad*, nº 4, 1960, pp. 528-555, tabl. graph.

Les bombardements stratégiques de l'Allemagne ont-ils donné les résultats attendus?

Dec (Władysław). — Planowanie drugiego frontu... [La préparation du 2e front], 2e partie : les plans Overlord et Anvil. Le projet Cossac], *Wojsk Prz. Hist.*, 1960, nº 4, pp. 81-119, c. ill.

Dokumenty nemecko-fašistskogo komandovanija o dejstvijakh sovetskikh partisan [Documents du commandement fasciste allemand sur les actions des partisans soviétiques], *Voen. ist. žurnal*, nº 7, 1960, pp. 89-99.

Documents datant de 1942.

Kiszling (Rudolf). — Die Apenninenhalbinsel als Kampfraum im Zweiten Weltkrieg, *Osterreich in Geschichte u.*

Literatur, févr. 1961, pp. 78-86, c. h. t.

Krasil'Nikov (S.). — O strategičeskom rukovodstve v Velikoj Otečestvennoj vojny [La stratégie pendant la grande guerre patriotique], *Voen. ist. žurnal*, nº 6, 1960, pp. 3-13.

O poterjakh i popolnenijakh vooružennykh sil Germanii vo vtoroj mirovoj vojne [Les pertes et le complément des forces armées de l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale], *Voen. ist. žurnal*, nº 5, 1960, pp. 76-94.

Publication de documents du commandement allemand. Juin 1941-févr. 1945. Préface de B. Jakovlen.

Presseisen (Ernst L.). — Prelude to « Barbarossa ». Germany and the Balkans 1940-1941, *J. of modern Hist.*, déc. 1960, pp. 358-370.

Roginskij (S.). — Velikaja Otečestvennaja vojna sovetskogo naroda 1941-1945 gg [La Grande Guerre nationale du peuple soviétique de 1941-1945], *Ist. SSSR*, nº 3, mai-juin 1960, pp. 3-20, tabl., schéma.

Les opérations sur les divers fronts.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

Bagnasco (Erminio). — Costruzioni navali italiane durante il conflitto 1940-1945, *Riv. maritt.*, févr. 1961, pp. 4-37, tabl., phot.

Article suivi de tabl. statist. par nom d'unités. Constructions et pertes de la Marine de guerre.

Clark (Ronald W.). — The birth of the bomb, *Sunday T.*, 8-22 janv. 1961.

Extraits du livre *The birth of the bomb*, les différentes étapes de l'invention et de la fabrication de la bombe atomique.

Ernsthausen (Adolf von), major. — Artilleristische Erfahrungen im Gebirgseinsatz, *Allg. schw. mil. Zt.*, févr. 1961, pp. 58-63.

Basé sur certaines expériences en octobre-décembre 1942 dans le Caucase du Nord-Ouest.

*Hove (Alkmar von). — *Alerte, parachutistes !* Introduction du général Student, Paris, Pensée moderne, 1961, in-8º, 224 p. (La marche du monde).

Les parachutistes allemands de 1939 à 1945.

Le Masson (Henri). — Les contre-torpilleurs français de l'entre-deux-guerres, *R. mar.*, déc. 1960, févr. 1961, pp. 1443-1452 et 225-233, tabl., ill.

Merglen, Lt. col. — Les opérations aéroportées japonaises de la deuxième guerre mondiale, *L'Armée*, sept. 1960, pp. 21-26, cartes.

Merodos, 1942 ; Palenbang, 1942 ; Timor, 1942 ; Leyte, 1944.

*Roberts (Leslie). — *There shall be wings : a history of the Royal Canadian Air force*, Toronto, Vancouver, Clarke, Irwin & Co (1959), in-8º, xiii-250 p., pl., portr.

Pp. 213-236 : l'aviation canadienne pendant la deuxième guerre mondiale.

Spigai (V.). — I mezzi di assolto fattori del potere navale nelle due guerre mondiali, *Riv. marittima*, mars 1961, pp. 38-65, phot.

Terlinden, cap. — La reconnaissance aérienne stratégique et tactique sur le théâtre européen au cours de la guerre 1939-1945, *R. Forces aér. belges*, nº 15, 15 oct. 1960, pp. 5-33.

Torisu (Kennosuke), assisted by Chihaya (Masataka). — Japanese submarine tactics, *U. S. Naval Inst. proc.*, févr. 1961, pp. 78-84, phot.

L'auteur appartenait à l'E.-M. de la VIe flotte, en mars 1944.

Trifonov (V.). — Sovetskaja artillerija v Balatonskoj oboronitel'noj operacii [L'artillerie soviétique dans l'opération défensive du lac Balaton], *Voen. ist. žurnal*, nº 6, 1960, pp. 24-36, c., mars 1945.

HISTORIQUES D'UNITÉS

Alden (John P.), Commander. — Up from ashes : The Saga of « Cassin » and « Downes », *U. S. Naval Institute Proc.*, vol. 87, janv. 1961, nº 1, pp. 33-41.

Les destroyers *Cassin* et *Downes* (U. S. A.), en grande partie détruits à Pearl Harbour et reconstruits en 1944.

*Eyssen (Robert), Conteradmiral. — *Kriegstagebuch Komet*, Jugenheim/Bergstr., Koehlers Verlagsgesellschaft, 1960, in-8º, 266 p., ill. h. t.

Extrait du journal du commandant du croiseur auxiliaire *Komet*.

*Gilchrist (Donald). — *Castle com-*

mando, London, Oliver & Boyd, 1960, in-8°, 154 p., carte.

Le Centre d'entraînement en Écosse des commandos anglais. Le raid de Dieppe, le débarquement en Normandie, etc.

HAUPT (Werner). — Europäische Freiwillige beim Endkampf in Berlin 1945, *Nation Europa*, nov. 1960, pp. 47-49.

Les divisions de Waffen S. S. dans la défense de Berlin.

KOTUS (Klemens). — Działania 10 Sudeckiej Dywizji Piechoty w operacji Łuzyckiej 2 Armil WP [Combats de la 10e Division d'infanterie de Sudètes à l'opération Luzyce de la 2e Armée polonaise], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1960, n° 4, pp. 3-46, bibl., cartes, ordres de bataille.

MONTFORT (M. H.). — Les combats de la 16e D. I. sous Amiens, *R. mil. suisse*, nov. et déc. 1960, pp. 522-531 et 572-587, cartes.

La 16e D. I. (général Mordant), engagée sur la Somme le 31 mai 1940. Terrain. Dispositif. Combats dans le secteur Amiens-Dury-Essertaux, 5-6juin 1940.

*PEILLARD (Léonce). — *L'affaire du « Laconia »*, Paris, Laffont, 1961, in-8°, 320 p.

POPEL' (N.). — Tanki povernuli na Zapad [Les tanks ont tourné vers l'Ouest], *Zvezda*, nos 5, 6, 7, 8, 1960, pp. 165-188, 181-198, 151-169.

Sur les opérations militaires de la 1re Armée blindée de la garde, 1942-1944. Souvenirs.

*PUTTICK (Edward), Lieut.-Gen. Sir. — *Twenty-fifth Battalion*, Wellington, War History Branch, Department of internal Affairs, 1960, in-8°, xv-655 p., pl., cartes.

(Official history of New Zealand in the Second World War 1939-1945.)

ZAJAC (A.), Major i. Gst. — Der Angriff des 2. karpatischen Schützenbataillons vom 12. Mai 1944 auf die Höhe 593 (N. E. de Monte Cassino), *Allg. schw. mil. Zt.*, janv. 1961, pp. 24-27, ill., cartes.

OPÉRATIONS

AZAROV (I.). — Lider « Taškent » [Le « Tachkent », chef de file], *Voen. ist. Žurnal*, n° 5, 1960, pp. 52-62.

Opérations navales devant Odessa et Sébastopol, 1941-1942.

La bataille pour Nice en 1940, *Cah. Inform. Troupes de Montagne*, 1960, n° 50, pp. 5-13, carte h. t.

*BEKKER (Cajus). — *La guerre dans la Baltique*, Paris, Presses de la Cité, 1961, in-8°.

BELOV (E. E.). — Šturm Berlina. Otkryvki iz knigi « Služu Sovetskuju Sojuzu » [L'assaut de Berlin. Extraits du livre « Je sers l'Union soviétique »], *Ural*, 1960, n° 3, pp. 131-145.

L'auteur y commandait les unités blindées soviétiques.

*BÖHMLER (Rudolf). — *Monte Cassino*. Traduit de l'allemand par Édouard Even, Paris, Plon, 1961, in-8°.

BUCHNER (Alex). — Sturm auf die Metaxas-Linie, *D. Dte Soldat*, mars 1961, pp. 78-82, ill., carte.

L'offensive contre la Grèce.

*CAMERON (Ian). — *Red duster, white ensign : the Story of Malta and the Malta convoys*, Garden City, Doubleday, 1960, in-8°, 260 p., ill.

Épisodes de la guerre navale. Le ravitaillement de Malte par convois de juin 1940 à fin 1942.

*CARELL (Paul). — *Ils arrivent !*, Paris, Laffont, 1960, in-8°, 488 p.

Bataille de Normandie.

COSTA DE BEAUREGARD, colonel. — Vercors 1944, *L'Armée*, sept. 1960, pp. 7-20, carte, ill.

Le cadre. Les maquis jusqu'en 1943. Opérations de 1944.

FORSTMEIER (Friedrich). — Die sowjetische Landung im Hafen von Noworossisk und der Kampf um Stadt und Hafen vom 10.-15.9.1943, *Marine Rundsch.*, déc. 1960, pp. 321-344, c.

HÜMMELCHEN (Gerhard). — Der Angriff gegen die Konvois H. G. 53 und S. L. S. 64. Die erste geglückte kombinierte Operation von Unte-rund Ueberwasserstreitkräften und Flugzeugen im Atlantik im Februar 1941, *Marine Rundschau*, févr. 1961, pp. 18-22.

KUROWSKI (Adam), col. — Lotnictwo Armii « Poznan » i « Pomorze » w kampanii wrzesniowej 1939 roku [L'aviation de l'armée « Poméranie » et de l'armée « Poznan » au cours de la campagne de septembre 1939, 1re par-

tie], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1960, nº 4, pp. 151-176, ill., cartes.

Kuznecov (V.). — Operacija, zaversivšaja razgrom fasistskoj Germanii [L'opération qui a mis un point final à la débâcle de l'Allemagne fasciste], *Voen. ist. žurnal*, 1960, nº 5, pp. 26-42, cartes.

Les combats de Berlin.

*Mc Kee (Alexander). — *Bataille de la Manche, bataille d'Angleterre.* Introduction de Jacques Mordal, Paris, Arthaud, 1961, in-8º, 320 p., ill. h. t., cartes, croquis.

Namedyński (Stanisław), Mjr dyp. — Obrona przeciwlotnicza wojsk I Armii WP w operacji Berlinskiej [La défense antiaérienne des troupes de la 1re Armée polonaise durant l'opération de Berlin], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1960, nº 4, pp. 47-80, ill., c. h. t.

Neustroev (S.). — Šturm rejkhstaga [L'assaut du Reichstag], *Voen. ist. žurnal*, 1960, nº 5, pp. 42-51.

Épisode de la bataille de Berlin.

*Oechelhaüser (J. W.). — *Wir zogen in das Feld. Erzählung*, Boppard a. Rhein, H. Boldt (1960), in-8º, 267 p.

Le front germano-soviétique, les derniers mois.

*Pack (S. W. C.), capt. — *The Battle of Matapan*, London, Batsford, 1961, in-8º, 183 p., pl. h. t., cartes, croquis.

*Pope (Dudley). — *La bataille de Barentz.* Trad. de l'anglais par R. Jouan, Paris, Éd. France-Empire, 1961, in-8º, 300 p.

Les convois de l'Arctique et la bataille de la mer de Barentz, trad. de l'ouvr. anglais *73. North*, London, Weidenfeld and Nicholson.

Schuler (Emil). — Fighting in the forest of Finland, *Military Rev.*, déc. 1960, pp. 91-97.

Combats d'octobre 1944 entre Finlandais et Allemands. (D'après un article de *Truppenpraxis*, juil. 1960.)

*Tuleja (Thaddeus V.). — *Climax at Midway*, London, Dent, 1961, in-8º, 248 p., ill.

La bataille de Midway, juin 1942.

Vicedomini (Federico), amm. — Conclusione del conflitto nel Pacifico, *Riv. marittima*, janv. 1961, pp. 5-18, phot., cartes.

Sur l'ouvrage de Samuel H. Morrison : *Victory in the Pacific 1945.* Dernier de la série de Hist. of U. S. Naval Operation in World War II (vol. XIV).

Vorob'ev (P.). — Iz opyta perevozok Baltijskim flotom vojsk 2-J udarnoj armii na Oranienbaumskij placdarm, nojabr' 1943 goda-janvar' 1944 goda [Un essai de transport par la flotte de la Baltique, des unités de la 2e Armée de choc dans la place d'arme d'Oranienbaum, nov. 1943-janv. 1944], *Voen. ist. žurnal*, 1960, nº 7, pp. 51-59, c.

Wagener (Carl). — Strittige Fragen zur Ardennen-offensive, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, janv. 1961, pp. 26-55, cartes.

Wawrskiewicz (Ian). — Pierwsza faza kampanii francuskiej 1940 r [La première phase de la campagne de France en 1940], *Bellona* (Londres), 1960, nº 2, pp. 95-128, c.

**Wykonać. « 4444 ». Walki I Dywizji grenadierow we Francji w 1940 roku. Praca zbiorowa zołnierzy Dywizji...* [Exécuter le « 4444 ». Les combats de la 1re Division de grenadiers (polonais) en France en 1940. Travail collectif des soldats de la division sous la direction du général Bronisław Duch...], Londyn Koło Grenadierow i « Gryf Publ » [1960], in-8º, x-386 p., ill., pl., c. fac-sim., errata, couv. ill.

Zadov (A.). — Na čenstokhovskom napravlenii [En direction de Censtokhov], *Voen. ist. žurnal*, 1960, nº 7, pp. 35-50, c.

Les opérations militaires des forces de la 5e Armée de la garde, du 12 au 30 janvier 1945 en Pologne.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Amort (Čestmir). — Pomoc Sovětského svazu československému lidu v udobi 1939-1945 [L'aide prêtée par l'Union soviétique au peuple tchécoslovaque en 1939-1945], *Čs. čas. histor.* (Prague), avr. 1960, nº 2, pp. 97-112.

Bourget (Pierre). — Les petits secrets des grandes conférences, *Aurore*, 14 au 17 févr. 1961, p. 2, phot.

Anecdotique ; sur les conférences de Téhéran, Yalta, Potsdam.

**Československo-sovětské vztahy v dobé velké vlastenecké valky 1941-1945* [Les relations tchécoslovaco-soviétiques

pendant la Grande Guerre patriotique 1941-1945], Prague, Statni naklad. politické literatury, 1960, in-8°, 270 p.

Documents et matériaux réunis par les ministères des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie et de l'U. R. S. S.

**Documents on Polish-Soviet relations 1939-1945.* Vol. I : *1939-1943.* Edited by the general Sikorski, Historical Institute, London, Heinemann, 1961, in-8°, 625 p.

De septembre 1939 à avril 1943. Recueil de documents officiels polonais et autres, notamment les rapports Staline-Sikorski, jusqu'à la rupture provoquée par les massacres de Katyn.

*Drohojowski (Jan). — *Wspomnienia dyplomatyczne* [Souvenirs diplomatiques], Warszawa, Panstwowy Instytut Wydawniczy (1959), in-8°, 416 p., portr. front.

De 1918 à 1952. Pp. 136-244 : la Résistance extérieure polonaise, contacts avec Sikorski, mission auprès de Tchang Kai Chek, participation à la Conférence de Moscou.

Gruchmann (Lothar). — Völkerrecht und Moral. Ein Beitrag zur Problematik der amerikanischen Neutralitätspolitik 1939-1941, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1960, pp. 386-419.

Popovic (Vojin). — Kako je došlo do potpisivanja Trojnog pakta [Comment le pacte tripartite a été signé], *Nar Arm.* (Belgrade), n° 1076, 18 mars 1960.

L'adhésion de la Yougoslavie au pacte, 28 mars 1941.

Rhode (Gotthold). — La ligne Oder-Neisse, *Polit. étrangère*, 1960, n° 5, pp. 451-475.

Pendant la guerre, à Yalta et à Potsdam. Le fait accompli.

*Schwartz (Andrew J.). — *America and the Russo-Finnish war*, Washington, Public Affairs press, 1960, in-8°, 103 p.

La politique étrangère américaine à l'égard des deux adversaires dans le conflit russo-finlandais, 1939-1944.

**Sovetsko-francouzské vztahy za velké vlastenecké valky 1941-1945* [Les relations soviéto-françaises pendant la Grande Guerre patriotique de 1941-1945], Prague, Statni nakladat. polit. literatury, 1960, in-8°, 544 p.

Traduit du russe. Documents et matériaux.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Mader (Julius). — *Die Graue Hand. Eine Abrechnung mit dem Bonner Geheimdienst*, Berlin, Kongress Verl., 1960, in-8°, 237 p., ill., fac-sim.

Les services de renseignements de Reinhard Gehlen en 1943.

Staniewicz (R. W.). — A Polish comment on a book dealing with the German 5th column, *Polish Western Affairs*, 1960, n° 1, pp. 110-130.

Il s'agit du livre de L. de Jong : *The German fifth Column in the Second World War.*

Yoshikama (Takeo), Stanford (Norman). — Top secret assignment, *U. S. Naval Inst. Proc.*, déc. 1960, vol. 86, n° 12, pp. 27-54.

Yoshikama, ancien officier de la marine impériale : sa mission à Honolulu avant l'attaque de Pearl Harbour.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Eggers (Reinhold). — *Colditz : the German story.* Transl. and ed. by Howard Gee, London, R. Hale, 1961, in-8°, 190, p., pl. h. t.

Le camp de prisonniers de guerre de Colditz vu par un « officier de sécurité » allemand.

*Jacobucci (Almerico). — *Neve rossa a Selkow. Diario di prigionia in Polonia*, Torino, S. E. I., 1960, in-16, 102 p., ill.

Khazanovič (Ju). — Etogo nel'zja zabyt [Il est impossible d'oublier cela], *Ural*, 1960, n° 6, pp. 100-108.

Déportation en Allemagne des populations civiles soviétiques.

Kjung (N.), Tal'mant (U.). — Iz istorii dviženija soprotivlenija sovetskikh ljudej v lagerjakh gitlerovskoj Germanii [Une page de l'histoire du Mouvement de résistance des soviétiques dans les camps de l'Allemagne hitlérienne], *Ist. SSSR*, sept.-oct. 1959, n° 5, c.

*Korol'kov (Jur.). — Ne propavšie bez vesti [Ils n'ont pas péri sans bruit], *Ogonek*, 1960, n° 15, p. 22 et suiv.

Soulèvement des officiers soviétiques

au camp de concentration hitlérien de Mauthausen, févr. 1945.

Loustaunau-Lacau (Georges). — *« Chiens maudits ». Souvenirs d'un rescapé des bagnes hitlériens*, Paris, Éd. du réseau Alliance, 1961, in-16, 95 p.

Camp de Mauthausen.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

**Le Dossier Eichmann et « la solution finale de la question juive »*. Préf. de Edgar Faure, Fr. de Menthon, Dr Robert Kempnes. Intr. de Joseph Billig, Paris, Buchet-Chastel, Corréa, 1961, in-8°, 223 p., couv. ill.

Ouvrage réalisé par le Centre de Documentation juive contemporaine.

**Eichmann* (Warszawa), Zachodnia Agencja Prasowa, 1960, in-8°, 117 p., c. fac.-sim.

(ZAP. Matériaux et commentaires, n° 5.)

L'extermination des Juifs en Pologne, par H. Fiszer. Vie d'Eichmann, par A. Drozdzynski. Les associés d'Eichmann, par Brzozowski. Bibliographie. Documents originaux allemands joints.

*Orlowski (Sławomir), Ostrowicz (Radosław). — *Erich Koch przed polskim sadem* [Erich Koch devant le tribunal polonais], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959, in-16, 292 p., ill., fac.-sim. h. t., couv. ill.

Déposition du criminel de guerre, précisions sur son activité en Pologne occupée, verdict.

*Pearlman (Moshe). — *La longue chasse*, Paris, France-Empire, 1961, in-8°.

Comment fut retrouvé Adolf Eichmann.

*Wighton (Charles). — *Eichmann, his career and crimes*, London, Odhams press, 1961.

*Wucher (Albert). — *Eichmanns gab es viele. Ein Dokumentar-bericht über die Endlösung der Judenfrage*, München-Zurich, Droemersche Verlagsanst, 1961, in-8°, 288 p.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Lider (Julian). — *Armies Ludowe. Historia. Fakty. Ludzie* [Les Armées populaires. Historique. Faits. Hommes], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1961, in-8°, 540 p., errata, plans, c., pl. h. t.

Leur organisation, leurs faits de guerre (1939-1945). Bibl., pp. 524-535. Concerne l'U. R. S. S., la Pologne, la Hongrie, l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Chine, la Roumanie, la Mongolie et le Viet-Nam (en 1939-1940).

ALLEMAGNE

*Dieckmann (Hildemarie). — *Johannes Popitz. Entwicklung und Wirksamkeit in der Zeit der Weimarer Republik*, Berlin-Dahlem, Colloquium-Verl., 1960, in-8°, 157 p.

(Studien z. europ. Geschichte aus d. Friedrich-Meinecke. Institut d. Freien Universität Berlin. Bd. IV.)

Johannes Popitz fut exécuté pour sa participation au complot du 20 juillet.

*Hegner (H. S.). — *Ascension et chute du IIIe Reich...*, Paris, Presses de la Cité, 1960, in-8°, 311 p., pl. h. t.

Trad. de *Die Reichkanzlei von 1933-1945*.

*Hiepe (Richard). — *Gewissen und Gestaltung. Deutsche Kunst im Widerstand*, Frankfurt a. M., Röderberg-Verl., 1960, in-8°, 63 p., ill. h. t.

Peintures et sculptures d'artistes résistants.

Ivernel (Philippe). — Ils n'ont besoin d'aucune justification, *Esprit*, déc. 1960, pp. 2023-2037.

Généralités sur la résistance allemande.

*Kens (Karl Heinz), Nowarsa (Heinz J.). — *Die deutschen Flugzeuge 1933-1945. Deutschlands Luftfahrt-Entwicklungen bis aum Ende des Zweiten Weltkrieges*, München, J. F. Lehmann (1961), in-8°, 816 p., ill.

Korfes (Otto), Generalmajor. — Das Nationalkomitee « Freies Deutschland », seine Kritiker und seine Gegner, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, sept. 1960, pp. 10-12.

*Kupisch (Karl). — *Quellen zur Geschichte des deutschen Protestantismus (1871-1945)*, Göttingen, Musterschmidt-Verl., (1960), in-8°, 310 p.

L'Église protestante pendant le IIIe Reich, pp. 246-306.

Poslednie nedeli fašistekoj Germanii [Les dernières semaines de l'Allemagne fasciste], *Voen. ist. žurnal*, 1960, n° 6, pp. 80-94.

Extraits du journal de guerre d'un membre de l'O. K. W. pendant la période du 20 avril au 9 mai 1945.

Spinelli (Altiero). — I Cospiratori del 20 luglio 1944, *Comunità*, janv. 1961, pp. 74-76.

Sur le livre de Gehrard Ritter.

*Strothmann (Dietrich). — *Nationalsozialistische Literaturpolitik. Ein Beitrag zur Publizistik im Dritten Reich*, Bonn, H. Bouvier u. Co., 1960, in-8°, 483 p.

(Abhandlungen z. Kunst-Musik- und Literatur-Wissenschaft. Bd. 13.)

**Zur Vorgeschichte der Verschwörung vom 20. Juli 1944*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 112 p.

ESPAGNE

Matos (J. M. Martin). — A neutralidade espanhola durante a segunda guerra mundial, *R. Brasil. de Pol. Int.*, déc. 1960, pp. 94-128.

(Résumé en français.)

ÉTATS-UNIS

*Furer (Julius), Rear Admiral. — *Administration of the Navy Department in World War II*, Gov. Print. Off., 1960, in-4°, 1 042 p., ill.

**The Taste of Courage : the war 1939-1945*. Edited by Desmond Flower and James Reeves, New York, Harper, 1960.

Psychologie du combattant et des « participants » américains à la guerre.

FRANCE

*Chervedon (Maurice). — *Les causes morales de l'affaissement de la France en 1940... et du gâchis actuel*, Paris, Éd. du Scorpion, in-8°, 94 p.

Coin (Jean). — La révolte d'Eysses accuse le gaullisme, *France nouv.*, 22 févr. 1961, pp. 4-5, ill.

Révolte des prisonniers de la centrale d'Eysses, 13 février 1944.

*Danjou (Gabriel). — *Exode 1940*, précédé de la Chanson du souvenir, par Louis Danjou, Paris, Éd. du Scorpion, 1961, in-8°, 317 p.

Récit romancé.

*Desgranges, abbé. — *Journal d'un prêtre député, 1936-1940*. Avant-propos du président Robert Schuman..., Paris-Genève, La Palatine, 1961, in-8°, 398 p.

La chambre du Front populaire jusqu'à la séance du 10 juillet 1940.

Dominique (Pierre). — Le Front populaire est responsable de la défaite de 1940, *Écrits de Paris*, mars 1961, pp. 25-31.

D'après les mémoires de M. Jean Fabry, ancien ministre de la Guerre et rapporteur de la Commission de la Défense nationale.

*Jucker (Ninetta). — *Curfew in Paris*, London, Hogarth press, 1960, in-8°, 206 p.

Souvenirs d'une jeune femme italo-anglaise sur l'occupation.

Kokorin (M.), Struckov (A.). — O boevoj dejatel'nosti sovetskikh patriotov na territorii Francii v 1943-1944 godakh [L'activité de guerre des patriotes soviétiques sur le territoire de la France en 1943-1944], *Vop. ist.*, mars 1960, n° 3, pp. 88-101, tabl.

*Noël (Geneviève). — *La mort étrange de la IIIe République*, Paris, Éd. du Scorpion, 1960, in-8°, 254 p.

Du 14 au 30 juin 1940.

*Noguères (Henri). — *Le suicide de la flotte française à Toulon (27 novembre 1942)*, Paris, Laffont, 1961, in-8°, 326 p., pl. h. t.

*Weygand (Jacques). — *Le Serment. Récit*, Paris, Flammarion, 1961, in-8°, 249 p.

Le problème de l'obéissance aux chefs.

ITALIE

*[Autori vari]. — *Il Ventennio. A cura di « Rivista di Roma »*. Vol. I et *II*, Roma, Centro Edit. Nazionale, 1960, in-4°, 469 et 469 p., ill.

*Apih (Elio). — *Dal regime alla resistenza : Venezia Giulia 1922-1943*, Udine, Del Bianco, 1960, in-16, 168 p., bibl.

Lutte politique et résistance en Vénétie Julienne.

*Bergonzini (Luciano). — *Un fucile per Saba*, Bologna, ed. Galileo, 1960, in-8°, 204 p.

Épisodes de la résistance dans l'Apennin emilio-toscan.

*Bigi (Giulio). — *Cento giorni di storia : Raccolta di documenti e di testimonianze sui fatti de 7 luglio.* Pref. di Ferruccio Parri, Reggio Emilia, Comitato di solidarietà antifascista, 1960.

*Brean (Chan. Joseph). — *Emile Chanoux, martyr de la Résistance valdotaine*, Aoste, Typ. valdotaine, 1960, in-8°, 162 p., pl. h. t.

Cocchia (Aldo), ammiraglio. — La Marina in guerra, *Riv. marittima*, mars 1961, pp. 7-37, phot.

Numéro consacré au centenaire de la Marine de guerre italienne. Chapitre sur la deuxième guerre mondiale.

D'Onofrio (Edoardo). — Il Partito a Roma nella lotta per la Repubblica, *Rinascita*, sept. 1960, pp. 746-752.

Le Parti communiste et sa lutte pour la République depuis la libération de Rome.

**Fascist camps. Presentazione di Giuseppe Carlucci. Con disegni di Giuseppe Crescimbeni*, Roma, Centro Editoriale nazionale, 1960, in-8°, 450 p., pl. h. t.

Jacopini (Renato). — *Canta il gallo. Diario della vita dei partigiani sulle montagne*, Milano, « Avanti ! », 1960, in-16, 160 p.

« La Rinascita » 1944, *Rinascita*, 1961, n° spécial (omaggio agli abbonati).

Reproduction des 4 numéros de *Rinascita* — revue communiste — (direct. Ercole Ercoli alias P. Togliatti), parus de juin à décembre 1944.

Riva (Franco). — Lo Spirito del '45, *Ponte*, janv. 1961, pp. 104-108.

Considérations sur ce qu'était et est devenu l'esprit de la Résistance.

*Tripodi (Nino). — *Italia fascista in piedi ! Memorie di un Littore*, Milano, ed. del Borghese, 1960, in-8°, 260 p.

JAPON

Kudašev (L. N.). — Političeskie manevry pravjasčikh krugov Japonii v konce vtoroj mirovoj vojny [Les manœuvres politiques des cercles dirigeants du Japon à la fin de la deuxième guerre mondiale], *Voprosy istorii*, 1960, n° 9, pp. 104-113.

POLOGNE

Dobroszycki (Lucjan), Getter (Marek). — Gestapo a polskie powstanie [La Gestapo et l'insurrection polonaise], *Polityka*, 10 sept. 1960, n° 37, p. 4 et suiv.

**Dokumenty do historii Polskich Sił Zbrojnych w latach 1918-1939, podał Eugeniusz Kozłowski* [Documents concernant l'histoire des forces armées polonaises de 1918 à 1939, édités avec préface et notes, par E. Kozlowski], Warszawa, Wojskowa Akademia Polityczna im. F. Dzierzynskiego (1960), in-8°, 65 p., tabl.

(Suppl. au « Biuletyn WAP », ser. histor., n. 3/16, 1959.)

Dylawerska (Maria), Kaczynska (Danuta). — Akcja na Stamma [L'action contre Stamm], *Wojsk Prz. Hist.*, 1960, n° 4, pp. 120-150, ill., c. h. t.

Témoignages de la formation « Parasol » qui exécuta le SS-Sturm-Bahnfuhrer, le 6 mai 1944, à Varsovie.

Garas (Jozef). — Oddziały Gwardii I Armii Ludowej w obwodzie krakowskim. Rodowody, zarys organizacji i działan [Les formations de la Garde et de l'Armée populaire dans la région de Cracovie. Origines, organisations et opérations], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1960, n° 4, pp. 177-216, ill., c. h. t.

*Golka (B[artłomej]). — *Prasa konspiracyjne « Rocha ». [Wstep : Stanisław Plocki]*, Warszawa, « Ludowa Spółdzielnia Wydawnicza », 1960, in-8°, 380 p., fac.-sim. h. t., couv. ill.

La presse clandestine de « Roch ». Nombreuses reproductions de journaux et biographies de résistants paysans.

Kalinowski (F.), Ppłk dyp., Wiatr (J.), Gen. bryg. — O lotnictwie i motoryzacji wojska w Polsce przed 1939 rokiem (dwugłos dyskusyjny) [Aviation et motorisation de l'armée en Pologne avant 1939], *Bellona* (Londres), 1960, n° 2, pp. 128-136, et sommaires angl. et fr.

Polémique au sujet de l'article du général Wiatr sur ce sujet, paru dans *Bellona*, 1959, n° 3.

Kirchmayer (Jerzy), Gen. — O sztabach i sztabowcach w przedwrześ-

niowym wojsku Fragmenty pamietnika [L'état-major et ses officiers dans l'armée d'avant-guerre. Mémoires. Extraits], *Wojsk. Prz. Hist.*, oct.-déc. 1960, nº 4, pp. 274-308.

*Klafkowski (Alfons). — *Granica polsko-niemiecka a konkordaty z lat 1929 i 1933* [La frontière polono-allemande par rapport aux concordats des années 1929 et 1933], Warszawa, « Pax », 1959, in-8º, 489 p.,

*Ligocki (Edward). — *Kurs na Gibraltar* [La course à Gibraltar], Warszawa, Panstwowy Institut Wydawniczy, (1960), in-16, 240 p., couv. ill.

Souvenirs et observations sur l'armée polonaise, depuis son évacuation de France en Grande-Bretagne, en 1941, son commandement et la mort du général Sikorski.

**Meczenstwo, walka, zagłada Zydow w Polsce 1939-1945...* [Martyre, lutte et extermination des Juifs en Pologne de 1939 à 1945. Introduction par T. Kotarbinski, Bernard Mark. Texte par Adam Rutkowski], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej (1960), in-4º, xx-541 pl., 14 p.

Documents photographiques rares.

**Najnowsze dzieje Polski. Materiały i studia z okresu II Wojny swiayowej. T. III, IV* [Histoire contemporaine de la Pologne. Documents et études sur le temps de la deuxième guerre mondiale], Warszawa, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1960, in-8º, 251 p.; 1960, in-8º, 184 p., c., fac.-sim. h. t.

(Polska Adademia Nauk. Instytut Historii.)

Documents de la 8e Armée allemande. Un gouvernement polonais proallemand après 1939? L'or polonais dans les négociations franco-allemandes de 1940... Documents nouveaux sur la capitulation de Varsovie en 1944, etc.

Okecki (Stanislaw), General. — Deutsche Antifaschisten kämpften im zweiten Weltkrieg in den Reihen der polnischen Widerstandsbewegung, *Mitteilungsbl. d. Arbeitsgemeinschaft ehem. Offiziere*, août 1960, pp. 10-12.

*Pobóg-Malinowski (Władysław). — *Najnowsza historia polityczna Polski 1864-1945. Tom trzeci. (Czesc druga tomu drugiego). Okres* 1939-1945 [Histoire politique contemporaine de Pologne. 1864-1945. V. 3 (2e partie du t. II). La période 1939-1945], Londyn (Gryf Printers), 1960, in-8º, 912 p.

La défaite de septembre 1939, la résistance extérieure polonaise à Londres, Moscou et ailleurs, la question de Katyn, celle du soulèvement de Varsovie, conférence de Yalta.

**Polsko Czechosłowackie baterstwo broni w Drugiej Wojnie Swiatowej 1939-1945. Zebrał i opracował Stanisław Wronski. Wydane z inicjatywy i przy współprcy Wojskowego Instytutu Historycznego*, Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej (1960), in-8º, 218 p., ill., pl. c. h. t.

La fraternité d'armes des partisans polonais et tchécoslovaques durant la deuxième guerre mondiale 1939-1945.

*Popiółek (Kzeimierz). — *Slask w oczach okupanta* [La Silésie aux yeux de l'occupant. 2e éd. rev.], Katowice, « Slask », 1960, in-8º, 260 p., fac.-sim. h. t., résumés all., russe, franç.

(Slaski Instytut Naukowy w Katowicach.)

Mesures prises pour liquider le problème polonais d'après les comptes rendus secrets de la police hitlérienne et de l'administration civile de 1939 à 1945, les archives de Katowice et de Wrocław.

Steyer (Wlodzimierz). — Z dziejdow polskiej maryńarki wojennej w latach 1919-1939. Odbior okretow [Histoire de la marine de guerre polonaise de 1919 à 1939. L'achat de vaisseaux, 2e part.], *Wojsk. Prz. Hist.*, oct.-déc. 1960, nº 4, pp. 241-273.

Zajac (Josef). — Nasze przygotowania do wojny [Nos préparatifs de guerre], *Kultura* (Paris), janv. 1961, nº 1, pp. 161-188.

Par un adjoint au chef d'état-major polonais.

ROUMANIE

Teclu (Jacob), Gén. — Rumunsko-československé přátelství ve zbrani [L'amitié roumano-tchécoslovaque dans les armes], *Rudé právo* (Prague), 5 mai 1960.

L'auteur est l'ancien commandant de la 1re Division des volontaires roumains, 1944-1945.

Teklu (Jakob), Gén. — V bojakh sovmestno s sovetskoj Armiej [Dans

les combats aux côtés de l'Armée soviétique], *Voen. Ist. žurnal*, 1960, n° 9, pp. 17-30, cart.

Opérations militaires de la 1re Division de volontaires roumains, 1943-1945.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Amort (Čestmir). — Pomoc Sovetského svazu československému lidu v údobi 1939-1945 [L'aide prêtée par l'Union soviétique au peuple tchécoslovaque dans sa lutte pour la libération nationale, 1939-1945], *Čs. čas. histor.* (Prague), avr. 1960, n° 2, pp. 97-112.

Amort (Č.). — Uloha KSSS v boji československého lidu za svobodu [Le rôle du Parti communiste soviétique dans les luttes du peuple tchécoslovaque pour la liberté], *Nová mysl* (Prague), mai 1960, n° 5, pp. 542-552.

Bartosek (Karel). — Prazské povstani 1945 [Insurrection de Prague en mai 1945], *Nase vojsko, Dokumenty Svaz protifasistickych bojovniku*, n° 84, 1960, in-8°, 260 p., pl. h. t.

*Cejka (Eduard), Klipa (Bohumir). — *Za svobodu Ceskoslovenska.* 3e vol. : *Svoboda se zrodila v boji* [Pour la liberté de la Tchécoslovaquie. Chapitres de l'histoire de l'unité tchécoslovaque en U. R. S. S. 3e vol. : La liberté est née dans les combats], Prague, Nase vojsko, 1960, 568 p., c. et pl. h. t.

*Lastovicka (Bohuslav). — *V Londyné za valky. Zapasy o novou CSR 1939-1945* [A Londres pendant la guerre. Luttes pour la nouvelle République tchécoslovaque 1939-1945], Praha, St. naklad. polit. liter., 1960, in-8°, 614 p., illustr.

**Lidice*, Praha, Nase vojsko, 1960, in-8°, 74 p., ill.

(Dokumenty, n° 82.)

Village de Lidice détruit par les nazis le 10 juin 1942.

Skilling (H. Gordon). — The Czechoslovak struggle for national liberation in World War II, *Slavonic & East-European R.*, déc. 1960, pp. 174-197.

U. R. S. S.

*Antonjan (M. O.). — *Truženiki tyla v Velikoj Otečestvennoj vojne* [Les travailleurs de l'arrière pendant la Grande Guerre patriotique], Moskva, Voenizdat, 1960, 78 p.

Dokument o geroizme voinov Pribaltiki v bojakh za Rodinu 1941 [Un document sur l'héroïsme des combattants des régions de la Baltique dans les combats pour la patrie, 1941], *Ist. arkhiv*, 1960, n° 3, pp. 61-68.

Rapport du commissaire Zasepskij de la direction politique du front nord-ouest.

Dvadcat'let nazad. Kalendar' važnejsikh sobytij proiskhodivšikh v Litve v 1939-1940 [Il y a douze ans. Calendrier des événements les plus importants qui se sont déroulés en Lithuanie de 1939 à 1940], *Kommunist* (Vilnius), 1960, n° 6, pp. 38-39.

Golovko (A.). — Vmeste s flotom [Avec la flotte], Oktjabr', 1960, n° 7, pp. 184-208 (à suivre).

Journaux (personnels), 1941-1945. Résumé de chapitres d'un livre édité par les éditions militaires.

Juščenko (M.). — Borot'ba pidpil'nykh partijnykh organizacij Ukrajinyproty fasysts'koji ideologiji v umuvakh tymčasovoji okupaciji v roku Velikoj Vitciznjanoji vijny [La lutte des organisations clandestines du parti contre l'idéologie fasciste dans les conditions de l'occupation temporaire pendant la Grande Guerre nationale], *Ukr. ist. žur.*, nov.-déc. 1960, n° 6, pp. 22-23.

Karasev (A. V.). — Leningrad perioda Velikoj Otečestvennoj vojny v sovetskoj istoričeskoj literature [Leningrad pendant la période de la Grande Guerre patriotique dans la littérature historique soviétique], *Istorija SSSR*, 1960, n° 3, pp. 158-164.

Kravcenko (I.). — Partizanskaja bor'ba belorusskogo naroda protiv nemeckofasistskikh okkupantov v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [La lutte des partisans biélorusses contre les occupants fascistes allemands pendant les années de la Grande Guerre patriotique], *Voen. ist. žurnal*, 1960, n° 11, pp. 27-41.

Kumanev (G. A.). — Sovetskie zeleznodorozniki v gody Velikoj Otecestvennoj vojny [Les cheminots soviétiques pendant la Grande Guerre patriotique], *Voprosy istorii*, 1960, n° 6, pp. 43-59.

*Linkov (G. M.). — *Vojna v tylu vraga* [La guerre sur les arrières de l'ennemi], Saransk, Mordov, Kn. izd., 1960, in-8°, 622 p., ill., schémas.

Récit d'un partisan de Biélorussie.

*Ratušnov (Nikolaj). — *V boevom pokhode. Zapiski partizana* [Pendant la campagne militaire. Notes d'un partisan], Minsk. gosizdat BSSR, 1960, 233 p., ill.

Stadnyk (O.). — Dijal'nist profspilkovykh orgznizacij na vyzvolenij vid nimec'ko-fašists'kykh zagarbnykiv terytoriji Ukrajiny, 1943-1945 rr [L'activité des organisations syndicales sur le territoire de l'Ukraine, libéré des envahisseurs germano-fascistes, 1943-1945], *Ukr. ist. žur.*, nov.-déc. 1960, n° 6, pp. 13-21.

**Tropami borb'by. Sbornik vospominanij* [Sur la route des combats. Recueil de souvenirs], Tallin, Estgosizdat, 1960, 447 p., ill.

Souvenirs de la lutte héroïque du peuple estonien.

En estonien.

YOUGOSLAVIE

Apostolski (Mihailo). — Razvojot na sanitetska sluzba vo tekot na Narodnooslobiditelnata vojna vo Makedonija [Le développement du service sanitaire au cours de la lutte de libération nationale en Macédoine], *Glas. instit. nac. ist.* (Skopje), 1959, n° 2, pp. 5-31.

La guerre de libération nationale en Yougoslavie, 1941-1945.

Danilovic (Ugljesa). — Ustanak u Hercegovini [L'insurrection en Herzégovine], *Borba* (Belgrade), 1er-7 janvier 1961.

Combats de libération en Herzégovine, 1941-1942.

Djuricic (Ilija). — Borba na Borču [Les combats à Borca], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1119, 13 janv. 1961.

Combats en Herzégovine, 1942.

Milojevic (Miloje). — Od Kragujevca do Rudog [De Kragujevac à Rudo], *Nar. Arm.* (Belgrade), n° 1114, 9 déc. 1960.

Combats en Serbie, octobre et novembre 1941.

Sakota (Slobodan). — Prve ustaniske borbe u Hercegovini [Les premiers combats des insurgés en Herzégovine], *Borba* (Belgrade), 8-17 janv. 1961.

Combats en Herzégovine, juillet-décembre 1941.

Siljegovic (Bosko). — Zarobili smo vladu NDH [Nous avons fait prisonnier le gouvernement de « l'État indépendant croate »], *Nar. Arm.* (Belgrade), 13 mai 1960.

9 mai 1945 à Celovac (Klagenfurt, Autriche).

Tomsic (Janez). — Jugoslovenska ratna mornarica u zavrsnim operacijama [La marine de guerre yougoslave dans les opérations finales], *Borba* (Belgrade), 10 sept. 1960.

Combats pour la libération de la côte adriatique, avril et mai 1945 (1).

17 mars 1961.

(1) Une bibliographie concernant la Hongrie établie par M. T. Schreiber sera publiée dans le prochain numéro.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3433 - 6 - 1961
Édit. 26.158 Dépôt légal, 2e trimestre 1961 Impr. n° 1043
IMPRIMÉ EN FRANCE

LA RÉALITÉ DE LA « MENACE » ALLEMANDE SUR L'AFRIQUE DU NORD EN 1940

Un des arguments principaux employés à Bordeaux en juin 1940 en faveur de la solution de l'armistice et contre l'idée d'une poursuite de la lutte au delà du « fossé Méditerranée » — le seul à la mesure de cette guerre, a écrit le général de Gaulle — a été que cette poursuite serait impossible car, assuraient nos plus hautes autorités militaires, « les Allemands s'attaqueraient sans désemparer à notre Afrique du Nord, d'autant plus vite et plus sûrement que le Gouvernement français y eût cherché refuge ». Et le Ministre des Affaires étrangères, de son côté, notait le 23 juin : « le projet n'est qu'une chimère, car son *effet immédiat* serait la conquête de l'Afrique du Nord par les Allemands », et il précisait, le lendemain, que l'Espagne « permettrait et même faciliterait » le passage des troupes allemandes destinées à cette conquête « rapide ».

En outre, assuraient nos autorités, l'Afrique du Nord pourrait non seulement être attaquée par l'Espagne et le Maroc espagnol, mais aussi par la Tripolitaine « qu'occupait une armée ennemie aisément renforçable ».

C'était donc admettre, *a priori*, comme une certitude :

que Hitler dirigerait son attention et son effort sur la Méditerranée et l'Afrique ;

que, même sans entrer ouvertement en guerre, l'Espagne ouvrirait ses frontières à la *Wehrmacht* et lui accorderait toutes facilités logistiques sur son territoire ;

que le « verrou » de Gibraltar sauterait immédiatement et que les divisions blindées et motorisées allemandes pourraient donc très rapidement franchir le détroit et apparaître sur nos frontières du Maroc ;

que l'armée italienne de Libye représentait une menace et qu'elle pourrait être facilement renforcée par les Allemands.

On nous assure encore aujourd'hui avec autorité que c'est bien là ce qui se serait passé si le Gouvernement français s'était réfugié à Alger. Que se serait-il passé en réalité? L'événement n'ayant pas eu lieu, personne ne saurait le dire. Pour notre part, nous nous bornerons donc à montrer que cette hypothèse, si nettement affirmée, était au contraire d'une réalisation peu probable, sinon tout à fait invraisemblable. Exa-

minons donc les quatre propositions ci-dessus à la lumière des documents, et aussi des faits, car, pour ce qui concerne l'Espagne et l'Italie, il y a eu, dans le camp de l'Axe, soit étude approfondie, soit exécution.

I. — Les conceptions du « Führer »

La guerre parallèle.

Il y a d'abord un fait qui domine tout, dans un pays comme l'Allemagne nazie où la conduite de la guerre dépendait des idées et de la volonté d'un seul homme, Adolf Hitler, c'est que cet homme ne s'intéressait pas à la Méditerranée. Les témoignages de cet état d'esprit du *Führer* abondent :

« Hitler avait déclaré que la Méditerranée ne l'intéressait pas politiquement, écrit le général von Rintelen, et il en abandonnait les tâches militaires à son allié italien, ayant fait sienne la théorie de Mussolini sur la « guerre parallèle (1). »

Mais quel était ce parallélisme? Le général von Lossberg, de l'O. K. W., nous le précise : « Hitler avait adopté ce principe fatal : les Alpes séparent les théâtres d'opérations » — le théâtre sud étant naturellement le théâtre italien (2).

Le général Westphal écrit : « Pour Hitler, la Méditerranée était le « *Mare Nostrum* » de l'Italie et il ne voulait à aucun prix s'en mêler. Il disait : au nord des Alpes, c'est nous qui dirigeons. Au Sud, c'est une guerre italienne (3). »

Et l'amiral Raeder déclare : « J'eus maintes fois l'occasion de constater que Hitler ne manifesta jamais aux problèmes méditerranéens l'attention qu'ils eussent méritée. Pour lui, il s'agissait d'un théâtre secondaire dont il abandonnait la direction aux Italiens. Il ne voulut jamais faire plus dans cette région que d'y envoyer des forces légères et insuffisantes (4) » — c'est-à-dire les deux divisions de l'*Afrika-Korps* en 1941, à peine renforcées d'une division et demie en 1942. « Le théâtre méditerranéen, écrit l'amiral Assmann, fut toujours regardé par la Direction allemande de la guerre comme un théâtre secondaire considéré comme importun (5) ».

« La Solution « Méditerranée » était étrangère à Hitler, écrit Walter Goerlitz, comme elle avait été étrangère au Commandement Suprême allemand dans la première guerre mondiale que le *Führer* avait étudiée à fond (6). »

(1) Général von Rintelen, *Mussolini als Bundesgenosse*, p. 92.
(2) Général von Lossberg, *Im Wehrmachtführungsstab*, p. 95.
(3) Ehrenbuch der Wehrmacht-général Westphal, *Der Feldzug in Nordafrika*, p. 72.
(4) Amiral Raeder, *Ma vie*, p. 359.
(5) Amiral Assmann, *Deutsche Seestrategie in zwei Weltkriegen*, p. 186.
(6) Walter Goerlitz, *Der Zweite Weltkrieg*, p. 155.

Un Führer continental.

Hitler était un fantassin, un « continental », c'était l' « homme de l'Est », et il avait l'horreur de la mer et de l'outre-mer, spécialement des pays chauds.

« Son attitude purement terrestre, écrit l'amiral Raeder, fut, je crois, déterminante dans ses façons de penser. Celles-ci manquaient de la largeur de vue indispensable. Elles restèrent donc défectueuses (1). »

« De formation intellectuelle continentale, écrit le maréchal Kesselring, le commandement suprême allemand ne s'intéressait pas aux théâtres d'outre-mer (2). »

Et le général Guderian écrit : « Sa mentalité purement continentale ne permit pas au commandement suprême de se retourner de ce côté » — vers l'élargissement de la guerre contre l'Angleterre (3).

Du reste, Hitler lui-même, critiquant le régime impérial, n'avait-il pas écrit dans « *Mein Kampf* » : « Le vrai chemin aurait été le renforcement de la puissance continentale pour le gain de nouveaux territoires en Europe (p. 689)... Nous stoppons l'éternelle poussée vers le Sud et nous portons nos regards vers l'Est » (p. 742). Enfin, il disait à ses familiers en 1941 : « La lutte pour l'hégémonie du monde sera décidée par la possession de l'espace russe... L'espace russe est notre Inde... Pour nous, le Sud, c'est la Crimée (4). » Et le grand théoricien du Parti, Rosenberg, n'avait-il pas déclaré, dès 1932 : « L'espace nécessaire à la vie du peuple allemand n'est plus à rechercher en Afrique, mais en Europe et, en toute première ligne, à l'Est. Ce sera l'orientation de notre politique pour des siècles (5). »

Les buts du Führer.

Après l'élimination de la France qui assurait ses arrières à l'ouest, le grand but de Hitler était donc la conquête de l'espace russe, et spécialement des ressources de l'Ukraine et du Caucase. Du reste, dès juin 1940, la Russie s'était rappelée au *Führer* en occupant les Pays baltes, y compris la zone lithuanienne d'influence allemande, puis la Bessarabie et la Bukovine du Nord. « Hitler était stupéfait, écrit Ribbentrop. Les mouvements de troupes russes en Bessarabie l'inquiétaient. Les livraisons de pétrole roumain étaient vitales pour nous. Si la Russie s'emparait des champs pétrolifères, l'Allemagne serait à la merci du bon vouloir de Staline (6). »

(1) Amiral Raeder, *Ma vie*, p. 272.
(2) Maréchal Kesselring, *Soldat jusqu'au dernier jour*, p. 128.
(3) Général Guderian, *Bilanz des zweiten Weltkrieges*, p. 87.
(4) *Libres propos sur la guerre et la paix*. 17 septembre 1941 et jours suivants.
(5) Nuremberg, t. XXXI, p. 109.
(6) Joachim von Ribbentrop, *De Londres à Moscou*, p. 178 à 179.

A Nuremberg, le général Jodl a déclaré : « J'ai redouté une attaque russe pour la première fois à la suite d'un entretien que j'eus avec le *Führer* le 29 juin 1940 (1) ». Hitler aurait voulu « écarter cette menace dès 1940 en agissant par surprise », mais Jodl lui représenta, le 29 juillet, que ce serait impossible avant l'hiver, « en raison de l'insuffisance des moyens de concentration à l'Est (2) ». L'attaque de la Russie ne pourrait donc avoir lieu qu'au printemps, mais il n'en restait pas moins urgent de renforcer la frontière de l'est, sur laquelle, en face d'une centaine de divisions russes, il n'y avait en juin, dira Keitel à Nuremberg, « que sept divisions allemandes de la Prusse Orientale aux Carpathes (3) ». C'est pourquoi, dès juillet 1940, l'État-Major du groupe d'armées « C » fut envoyé dans l'est, à Posen, avec les États-Majors des 4e, 12e et 18e Armées, suivis de près de 500.000 hommes (4).

En même temps, il fallait mettre l'Angleterre à genoux, ou tout au moins l'éprouver tellement qu'elle ne pût être un danger à l'ouest pendant que se déroulerait en 1941 la « *campagne-éclair* » de l'est. Après quoi, en admettant que l'Angleterre ne soit pas ramenée à la raison par la perte de sa dernière « *épée continentale* », on l'attaquerait dans ses positions méditerranéennes : à Gibraltar, en Égypte et en Palestine, ainsi que le précisera la « *Weisung* nº 32 » du 11 juin 1941 intitulée : « Prévisions pour le temps après *Barbarossa* (5). » Mais il fallait d'abord tenter, en 1940, d'abattre directement l'Angleterre.

« Jusqu'à l'automne de 1940, écrit le général Warlimont, toutes les forces de la *Marine* et de la *Luftwaffe* étaient fixées par le plan de débarquement en Angleterre, plan dont le *Führer* attendait l'écroulement de celle-ci, sans avoir besoin d'inclure préalablement la Méditerranée dans sa stratégie (6). » Et l'amiral Raeder écrit : « Dans l'été de 1940 nous avons été très occupés dans la Marine à préparer le débarquement en Angleterre et nous ne pouvions porter la guerre ailleurs. » Et il ajoute pour l'armée de terre : « En août, des transports de troupes considérables étaient dirigés vers l'Est (7). »

Quant à la *Luftwaffe*, elle était évidemment absorbée par la bataille aérienne d'Angleterre dans laquelle ses forces devaient se révéler insuffisantes pour acquérir la maîtrise de l'air.

Dans ces conditions, on peut se demander comment Hitler aurait pu tourner ses forces, ou une partie importante de celles-ci, contre l'Afrique du Nord, si le gouvernement français s'y était transporté. Comme l'écrit Winston Churchill : « il lui aurait fallu choisir. Une fois la France abat-

(1) Nuremberg, t. XV, p. 579.
(2) Nuremberg, t. XIX, p. 20.
(3) Nuremberg, t. XV, p. 409, et t. X, p. 544.
(4) Nuremberg, t. VII, p. 273.
(5) H. A. Jacobsen, *Der zweite Weltkrieg*, 1939-1945, p. 220.
(6) *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, mars 1959. Réponse du général Warlimont à l'amiral Weichold.
(7) Nuremberg, t. XIV, p. 108.

tue, il lui fallait tenter de soumettre l'Angleterre. La seule autre possibilité était la Russie. Une opération importante à travers l'Espagne aurait compromis ces deux formidables aventures (1) ».

Comment croire que Hitler aurait porté son choix sur l'Afrique, théâtre lointain et excentrique, au delà d'une Méditerranée dominée par les flottes française et britannique réunies, pour le plaisir de poursuivre un gouvernement français réfugié, lequel, voué à l'aide extérieure, n'eût pu, de longtemps, représenter une menace pour l'Allemagne? Il est permis de penser que cet exode n'aurait été pour Hitler qu'un incident secondaire, sur un théâtre secondaire, incident dont le règlement pouvait attendre et ne devait pas le détourner de ses grands buts du nord et de l'est, seuls décisifs.

Sans doute, on a souvent invoqué une phrase de Churchill d'après laquelle Hitler aurait « *dû* » s'emparer de l'Afrique du Nord française pour pousser vers l'Égypte. Peut-être l'aurait-il « *dû* », mais encore fallait-il que cela correspondît à ses conceptions et à ses buts. Or cette idée est une « conception Churchill », une conception de l' « *ex-autorité navale* » et de l'orientaliste de vieille date, et non une « conception Hitler » ; et toutes les tentatives que fera l'amiral Raeder pour convertir l'ex-caporal autrichien à cette solution méditerranéenne et orientale échoueront, notamment les 6 et 26 septembre 1940 (2).

Hitler avait, du reste, si peu l'intention d'attaquer l'Afrique du Nord si l'armistice n'avait pas été signé, qu'au général Böhme, chargé de la rédaction de cette convention à l'O. K. W., il avait recommandé, le 17 juin, « de ne formuler aucune exigence concernant l'Empire français, car cela n'aboutirait qu'à faire passer les colonies du côté anglais, et, en cas de refus, avait ajouté le *Führer*, nous ne pourrions actuellement pas réaliser ces exigences par la force (3) ».

« Du reste, pour accomplir cette tâche (la conquête de l'Afrique du Nord en 1940), écrira plus tard le docteur Michel, il nous aurait fallu une grande armée coloniale, et, pour entretenir un trafic sûr avec ces territoires d'outre-mer, nous aurions dû avoir la prépondérance maritime (4). »

Mais en admettant que Hitler eût quand même voulu réaliser par la force les exigences qu'il jugeait irréalisables le 17 juin 1940, quelles voies s'offraient alors à lui? Nous le savons : la voie espagnole d'abord, la voie italienne ensuite. Examinons ces deux hypothèses.

(1) *Mémoires* de CHURCHILL, t. II, p. 234.
(2) Amiral ASSMANN, *Deutsche Seestrategie in zwei Welt-Kriegen*, p. 186.
(3) Colonel GOUTARD, Hitler et l'armistice, *Revue de Paris*, octobre 1960.
(4) *Münchener Neueste Nachrichten*, 15 novembre 1942. Le docteur Michel répondait alors aux Allemands qui s'étonnaient que l'Afrique du Nord n'ait pas été conquise en 1940.

II. — L'hypothèse espagnole

Des indices inquiétants.

Certes, au moment où les armées allemandes victorieuses allaient atteindre les Pyrénées, on pouvait craindre que, cédant aux instances de ses conseillers germanophiles, le général Franco imitât Mussolini et entrât en guerre à son tour pour réaliser les « objectifs nationaux » de l'Espagne : Gibraltar, le Maroc français et l'Oranie. Dans ce cas, Gibraltar, dont les défenses étaient, suivant l'expression de Sir Samuel Hoare, « dans un état d'inquiétante modestie », n'aurait sans doute pas résisté longtemps, et il était permis de penser que, le verrou du détroit ayant sauté, les Allemands pourraient passer au Maroc espagnol pour attaquer éventuellement l'Afrique française.

D'autre part, l'Espagne venait de passer de la neutralité à la « non belligérance » et, le 13 juin, d'occuper la zone internationale de Tanger. Enfin, les journaux et la radio célébraient avec enthousiasme les victoires allemandes et rappelaient les revendications espagnoles. On comprend donc l'inquiétude des ambassadeurs alliés à Madrid et celle de leurs gouvernements. A Bordeaux, cette menace du côté espagnol était présentée comme une certitude.

Au Conseil des Ministres du 23 juin, le Ministre des Affaires étrangères déclarait « qu'il serait impossible de résister (en Afrique du Nord) à quelques éléments blindés allemands qui, avec l'accord de l'Espagne, pourraient franchir de nuit le détroit et débarquer au Maroc espagnol (1) ». Mais seraient-ce « quelques éléments blindés » transportés furtivement pour échapper aux patrouilleurs et sous-marins alliés — sinon aux radars des vaisseaux britanniques — qui pourraient conquérir le territoire immense et de parcours difficile de l'Afrique du Nord française? Il eût fallu plusieurs divisions blindées ou motorisées et un nombre important de bateaux pour les transporter d'un port à un autre, car les opérations d'embarquement et de débarquement de centaines ou de milliers de véhicules, blindés ou non, ne pouvaient s'effectuer que dans un port. Enfin, il fallait d'abord faire tomber Gibraltar, et nous verrons quels problèmes cela posait.

Des constatations plus rassurantes.

Rien ne pouvait être fait, en tout cas, à travers la Péninsule sans l'aide militaire ou tout au moins le consentement et l'assistance matérielle de l'Espagne. Or, dans les deux cas, que l'Espagne déclarât la guerre aux Alliés ou non, c'était, en fait, pour ce pays, rentrer dans une

(1) Paul Baudouin, *Neuf mois au Gouvernement*, p. 207.

guerre étrangère, après trois ans d'une atroce guerre civile, qui l'avait décimé et dévasté. Dans les deux cas, les routes espagnoles, les voies ferrées, les villes, les ports, les côtes, les aérodromes seraient utilisés ou occupés par les Allemands, ce qui appellerait les bombardements britanniques, navals et aériens. Dans les deux cas, cela signifierait le blocus et la famine, de même que la perte des territoires d'outre-mer, et notamment des Canaries.

D'autre part, la situation politique intérieure était inquiétante ; les passions étaient loin d'être calmées, le feu « rouge » couvait sous la cendre, il était à craindre qu'une entrée en guerre ou une simple occupation allemande ne rallumât la guerre civile.

Cette situation était du reste connue des Alliés, et même des Allemands. Le 26 juin 1940, Sir Samuel Hoare, ambassadeur à Madrid, écrivait à Lord Halifax : « Tout le monde ici est terrifié par le spectre de la famine. » Et le 27 juillet, il écrivait encore : « Au contraire de Mussolini, Franco souhaite avec beaucoup d'énergie rester en dehors de l'orbite du *Führer*. L'Espagne n'est pas en mesure de faire la guerre. C'est pourquoi, en dépit de la presse germanophile, on se tromperait en présumant que l'Espagne suivra la même voie que l'Italie (1). »

L'ambassadeur de France, le maréchal Pétain, avait télégraphié à son ministre, M. Georges Bonnet, le 26 juillet 1939 : « Je persiste à penser que l'Espagne veut rester à l'écart des querelles européennes. La tâche de la réorganisation du pays et de la reconstruction de l'économie ne peut être menée à bien que dans la paix. » Et M. Georges Bonnet, qui cite le message dans ses *Mémoires*, ajoute : « Et, le lendemain, M. de Lequerica, ambassadeur d'Espagne, vint me le confirmer (2). »

A la fin de mai 1940 encore, le maréchal Pétain déclarait à M. Charles Roux, secrétaire général des Affaires étrangères : « Franco me paraît ne pas se soucier de mettre la main dans le guêpier de la guerre, bien que certains le poussent à rallier la cause de Hitler (3). » Et le successeur du Maréchal à Madrid, M. de la Baume, écrira le 19 octobre 1940, avant la conférence de Hendaye : « L'Allemagne ne fera pas entrer dans la guerre une Espagne exsangue et misérable (4). »

Une participation espagnole, même passive, à des opérations allemandes contre Gibraltar et l'Afrique française était donc pour le moins douteuse.

Les Allemands eux-mêmes étaient avertis du désir et du besoin de neutralité réelle de l'Espagne. Le 8 mai 1940, le général Barron, secrétaire d'État au Ministère de l'Air espagnol, déclarait au maréchal Gœring à Berlin : « Il est urgent de consolider la politique intérieure espagnole,

(1) Samuel Hoare, *Ambassadeur en mission spéciale*, p. 46 et 55.
(2) Georges Bonnet, *La défense de la paix*, p. 260.
(3) Charles Roux, *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères*, p. 19.
(4) Charles Roux, *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères*, p. 247.

et on ne pourra le faire qu'en donnant au peuple du travail et du pain (et, naturellement, la paix). L'Espagne manque de blé et d'huile, trop peu de terres ayant été mises en culture, comme conséquence de la guerre civile. Elle a donc dû conclure des accords de commerce avec la France et l'Angleterre et elle dépend de ces importations (1). »

Le 20 mai 1940, en pleine victoire allemande, le colonel Beigbeder, Ministre des Affaires étrangères, déclarait à von Stohrer, ambassadeur d'Allemagne à Madrid « que l'intervention attendue de l'Italie n'entraînerait pas forcément celle de l'Espagne ». Il ajoutait que, si la guerre devait être longue, il prévoyait une intervention américaine, et craignait que, dans ce cas, « l'Angleterre n'attaquât l'Espagne à travers le Portugal avec l'aide américaine (2) ». — Ce qui était loin de signifier chez le ministre espagnol une confiance absolue en la victoire finale de l'Allemagne et un grand désir de rentrer en guerre à ses côtés !

Le rôle dévolu par Hitler à l'Italie et à l'Espagne.

Après l'armistice français, Hitler, tout en orientant les efforts allemands vers le nord et vers l'est, n'en songea pas moins à faire remplir par les puissances méditerranéennes, amies ou alliées, les missions, secondaires à ses yeux, que comportait la conduite de la guerre sur leur théâtre. L'historien allemand Dr Jacobsen a bien voulu nous donner ainsi son avis personnel à ce sujet : « La « *solution-Méditerranée* » ne représentait pas pour Hitler une alternative sérieuse, mais si l'Espagne s'était déclarée prête à entrer en guerre aux côtés de l'Axe, cela lui aurait été très agréable. »

Le 1er juillet 1940, le *Führer* expose à Alfieri, ambassadeur d'Italie à Berlin, « qu'il faut le plus tôt possible fermer les issues de la Méditerranée aux Anglais. Les Italiens doivent donc occuper Suez et les Espagnols Gibraltar (3) ».

Le 23 juillet, c'est à ses généraux que Hitler expose « qu'il faut entraîner l'Espagne dans la guerre pour constituer un front contre l'Angleterre, du cap Nord au Maroc (4) ». Il s'agissait donc là davantage du blocus aéro-naval de l'Angleterre et de la guerre sous-marine en Atlantique que des problèmes méditerranéens eux-mêmes. Du reste, une semaine plus tard, le 1er août, Hitler lançait sa « *Weisung* nº 18 pour la conduite de la guerre aérienne et navale contre l'Angleterre ».

Ce n'est que le 17 septembre 1940, le jour où, devant l'échec de la bataille aérienne d'Angleterre, Hitler se décide à renvoyer *sine die* l'exé-

(1) Procès-verbal E.-M. *Luftwaffe*, nº 308/40. *Documents on German Foreign Policy*, t. IX, nº 330.
(2) Télégramme de von Stohrer. *Documents on German Foreign Policy*, t. IX, nº 285.
(3) Leonardo Simoni, *Berlin ambassade d'Italie*, p. 166.
(4) *Journal du général Halder*, 22 juillet 1940.

cution de l'invasion (*Plan « Seelöwe »*), qu'il manifeste un plus grand intérêt pour une intervention espagnole. Ce même jour, en effet, il reçoit Serrano Suner et lui représente la nécessité de s'emparer de Gibraltar et des bases marocaines de Mogador et d'Agadir, et celle de « barrer la route à la nouvelle tendance impérialiste américaine en défendant d'abord les Iles de l'Atlantique (1) ». Là encore les préoccupations du *Führer* apparaissaient plutôt d'ordre atlantique que d'ordre méditerranéen.

Mais l'envoyé et beau-frère de Franco se montre très réticent. Après avoir objecté l'état de faiblesse économique de l'Espagne, il se met à formuler des exigences territoriales assez exorbitantes et qui s'accordent mal avec les visées politiques du *Führer*. Helmuth Greiner, historiographe de l'O. K. W., écrit à ce sujet : « Les discussions avec Suner prirent un tour peu satisfaisant du fait des hautes prétentions espagnoles sur tout le Maroc et une partie de l'Algérie... Après comme avant, la base de l'étroite collaboration militaire *nécessaire à la prise de Gibraltar* manquait (2). »

On connaît le résultat non moins décevant de la Conférence d'Hendaye du 23 octobre 1940. « Contre l'attente du *Führer*, écrit le général von Lossberg, de l'O. K. W., le *Caudillo* éleva de nombreuses objections. L'attaque de Gibraltar aurait pour résultat de couper l'Espagne de tout ravitaillement. Elle devrait donc être nourrie par l'Allemagne. En outre, elle n'était pas prête à la guerre (3). » Et le docteur Paul Schmidt, interprète du *Führer*, parle de la « manœuvre de dérobement de Franco », lequel invoqua également la certitude de voir les Anglais occuper les Canaries dès l'entrée en guerre de l'Espagne (4). Le *Caudillo* refusa même, « comme contraire à l'honneur espagnol », de recevoir Gibraltar « en cadeau après sa conquête par des soldats étrangers ». La forteresse devait donc être enlevée par les Espagnols eux-mêmes. Mais quand seraient-ils disposés à le faire? Franco et Suner se refusèrent obstinément à tout engagement à ce sujet, et le *Führer*, puis Ribbentrop, partirent furieux.

Le plan « Félix ».

Il semble étonnant qu'après la déception de Hendaye, le *Führer* se soit encore fait des illusions sur la possibilité d'entraîner l'Espagne dans la guerre. Les officiers de l'O. K. H. en doutaient (5). Cependant, que ce fût, comme ils le supposaient, pour faire travailler les États-Majors et tenir les troupes en haleine, ou que, dans son obstination bien connue,

(1) Serrano Suner, *Entre les Pyrénées et Gibraltar*, p. 159 et 160.
(2) Helmuth Greiner, *Die oberste Wehrmachtführung*, p. 154.
(3) Général von Lossberg, *Im Wehrmachtführungsstab*, p. 97.
(4) Dr Paul Schmidt, *Sur la scène internationale*, p. 264 à 266.
(5) Lettre personnelle de l'un d'eux à l'auteur.

Hitler s'imaginât pouvoir encore convaincre Franco, il n'en fit pas moins étudier et préparer dans tous ses détails une grande opération sur Gibraltar : l'opération « *Félix* ». Au reste, ces plans seraient toujours valables, et s'ils ne pouvaient être appliqués avant la « Campagne-éclair » de Russie, ils le seraient immédiatement après la campagne, la grande victoire de l'Est ne pouvant que faire taire les objections et disparaître les hésitations du général Franco. C'était du reste le sens de la « *Weisung* nº 32 » du 11 juin 1941, à laquelle nous avons déjà fait allusion.

La « *Weisung* nº 18 » du 12 novembre 1940 (*Félix*) précisait : « le but de l'opération est de chasser les Anglais de la Méditerranée Occidentale. Pour cela, il faut prendre Gibraltar, fermer le détroit et empêcher que les Anglais ne s'établissent sur un autre point de la péninsule ou des Iles Atlantique ».

Cette « *Weisung* nº 18 », complétée peu après par la « *Weisung* nº 19 », prévoyait que, dans une phase préparatoire, des reconnaissances d'officiers en civil, et des détachements camouflés collaborant avec les Espagnols, prépareraient l'occupation des terrains d'aviation d'Espagne, reconnaîtraient Gibraltar et assureraient la sécurité devant la forteresse, empêchant éventuellement les Anglais d'élargir leur glacis.

Dans la phase d'exécution, au jour « F », qui serait le 10 janvier 1941, des bombardiers lourds attaqueraient par surprise les navires anglais dans le port de Gibraltar. Le même jour, la frontière des Pyrénées serait franchie, par air, par les Stukas qui iraient s'établir sur les terrains espagnols et, par terre, par les troupes destinées à l'attaque de Gibraltar. « Cette attaque du Rocher, précisait la « *Weisung* nº 19 », devra pouvoir commencer 25 jours après le franchissement de la frontière (donc le 4 ou le 5 février). Elle sera préparée avec des moyens matériels écrasants : Stukas, artillerie, et feu des Panzer lourds. » Enfin, le barrage du détroit et le transfert de troupes au Maroc espagnol seraient assurés par la Marine. Le commandant en chef en Espagne serait le général Reichenau.

Le 14 novembre, à Innsbruck, évoquant ce plan, le général Jold déclarait au maréchal Badoglio : « *Si l'Espagne se décide à entrer en guerre*, Gibraltar sera pris sans difficulté par les troupes allemandes instruites spécialement (1). » L'adhésion de l'Espagne était donc la condition *sine qua non* de l'exécution du plan « *Félix* ».

Nouvelle dérobade espagnole.

Le 18 novembre, à Berchtesgaden, le *Führer* lui-même essayait de convaincre Serrano Suner, Ministre des Affaires étrangères depuis octobre. Mais celui-ci se retrancha derrière la situation économique et surtout alimentaire de son pays : « une attaque de Gibraltar, déclara-t-il, équivaudrait à fermer à l'Espagne la porte de l'Atlantique au moment

(1) Helmuth Greiner, *Die Oberste Wehrmachtführung*, p. 160.

où elle commence à recevoir les premières cargaisons de blé américain ».

Ce jour-là, le général Halder note dans son *journal* l'échec de la conférence avec Serrano Suner, celui-ci invoquant l'opposition de l'armée à une entrée en guerre de l'Espagne.

Cependant, le 4 décembre, Hitler dépêche à Franco, à Madrid, l'amiral Canaris, porteur d'une lettre personnelle et pressante par laquelle il demande au *Caudillo* son accord ferme pour le franchissement de la frontière le 10 janvier. Puis, pensant sans doute que le *Caudillo* ne pourra plus se dérober, le *Führer* donne, le lendemain, ses dernières instructions pour l'attaque.

Les dernières instructions du Führer.

A la « conférence du *Führer* » du 5 décembre, Hitler commence par affirmer qu'il obtiendra l'accord de Franco. Puis, il est précisé que le bombardement du port de Gibraltar le jour « F » (10 janvier) sera exécuté par une escadre de « Ju 88 », et que, pour l'attaque du rocher, à partir de F + 25, la préparation par le feu sera exécutée par huit groupes de Stukas et trente-neuf batteries lourdes disposant de 8.500 tonnes d'obus. Après ce « trommelfeuer » l'infanterie d'assaut (groupement du général Kübler) attaquera, avec des explosifs s'il le faut, les vingt-sept casemates du front nord et les neuf de l'angle nord-ouest, avec l'appui des chars les plus lourds.

Après la prise du rocher, son nettoyage et la fermeture du détroit, on fera passer au Maroc espagnol une Panzer-Division et une division motorisée, dont la simple présence en Afrique suffira, pense le *Führer*, à tenir en respect le général Weygand et l'armée française d'Afrique.

Pour les Canaries, on donnera aux Espagnols quatre batteries de 120 ou 150 millimètres. Quant à l'occupation des îles portugaises, Madère, Açores et îles du Cap-Vert, il faut y renoncer « faute de temps pour la préparer avant le jour « F ».

Refus espagnol définitif.

Tout était donc parfaitement réglé pour l'enlèvement de Gibraltar. Il ne manquait plus que l'accord de Franco, que Canaris était allé chercher de la part du seigneur de la guerre. Mais, hélas, quand l'amiral put enfin rencontrer le *Caudillo*, le 7 décembre, non seulement celui-ci n'accepta pas la date du 10 janvier, mais il se déclara même incapable de prévoir une date plus tardive.

C'était la fin de l'opération « *Félix* ». Le 11 décembre, un ordre de Keitel signifiait à la *Wehrmacht* « que l'entreprise ne serait pas exécutée, les conditions politiques n'étant plus réunies » et ordonnait de cesser les préparatifs et de ne pas livrer de canons aux Espagnols (1).

(1) N° 33.395 g. K. chefs. WMF Stab. abt. L., *Die Welt als Geschichte*, Heft 1, 1955.

Et le général Halder notait dans son *journal* : « Le *Führer* examine maintenant les conséquences. *Si Franco refuse de coopérer, nous ne pourrons plus aller au Maroc.* »

Si l'adhésion espagnole était la condition *sine qua non* de la prise de Gibraltar, la prise de Gibraltar était donc aussi la condition *sine qua non* du passage de troupes allemandes sur la côte nord-ouest de l'Afrique. Quant à une entrée en Espagne en dépit de l'opposition espagnole, il n'en fut jamais sérieusement question. Helmuth Greiner, le rédacteur du journal de marche de l'O. K. W., écrit à ce sujet : « L'idée, lancée par d'autres, d'exécuter l'opération « *Félix* » sans l'agrément de l'Espagne, ou même contre sa volonté, fut repoussée *a priori* par Hitler (1). »

Sur ce point, le général Ulrich Liss, qui était alors chef du Bureau des armées étrangères de l'ouest à l'O. K. H. (*Abteilung Fremde Heere West*) a bien voulu nous donner son avis, qui est le suivant : « Certes, l'armée espagnole n'aurait pas représenté un adversaire très sérieux, mais pour la seule place de Gibraltar, à laquelle il n'attachait pas une valeur décisive, Hitler n'allait pas se mettre sur les bras l'occupation de toute l'Espagne et risquer, éventuellement, une guerre de partisans « *à la 1810* » (2).

Mais Franco aurait-il maintenu sa position de refus en juin, ou plus tard, si Hitler en était venu à changer sa politique? En réponse à cette question, on peut seulement faire observer que cela n'eût, en tout cas, changé ni la situation de politique intérieure et économique de l'Espagne, qui lui interdisait d'entrer en guerre, ni la vulnérabilité de ses côtes et de ses îles de l'Atlantique, ni la méfiance du *Caudillo* et les doutes qu'il semblait nourrir, dès 1940, concernant une victoire finale de l'Allemagne sur les puissances maritimes mondiales. Il faut observer également que Franco a couru effectivement et délibérément le risque d'invasion en opposant à Hitler, alors au faîte de sa puissance, un refus habile, mais obstiné, dont il ne pouvait savoir s'il ne vaudrait pas à son pays une rupture avec l'Axe et une agression. Tout cela ne permet pas de penser qu'il se fût départi de sa position de neutralité ou de non-belligérance, constamment maintenue du reste, aussi bien avant, que pendant et après la défaite de la France, en dépit de protestations d'amitié pour l'Allemagne et de vœux platoniques pour sa victoire.

Mais en admettant, contre toute vraisemblance, que Hitler soit parvenu à entraîner l'Espagne dans la guerre et à obtenir libre passage pour ses armées, dans quels délais, après la mainmise allemande sur le détroit, celles-ci auraient-elles pu apparaître sur les frontières du Maroc et d'Algérie? Les études de l'O. K. W. pour le plan « *Félix* » nous fournissent à ce sujet des données précieuses.

(1) Helmuth Greiner, *Die oberste Wehrmachtführung*, p. 170

(2) Le général Ulrich Liss est l'auteur de l'ouvrage *Westfront 1939-1940*, qui constitue une précieuse synthèse de la guerre à l'ouest (Scharhorst-Buchkameradschaft-Neckargemünd)

Des délais considérables.

Nous avons vu, que, pour une entreprise déclenchée en somme le 5 décembre 1940 par les derniers ordres du *Führer*, qui prescrivaient le départ des reconnaissances pour le lendemain, l'attaque du rocher ne devait commencer que le 5 février, soit deux mois exactement plus tard. Comme il était prévu que la préparation d'aviation en piqué et d'artillerie, les assauts et nettoyages, et la fermeture du détroit à l'ennemi pourraient demander une ou deux semaines, l'ensemble de l'opération Gibraltar représentait donc un délai total de deux mois et demi environ après la dernière décision prise.

Il eût fallu ensuite, dans le cas d'une résistance française en Afrique, transporter à travers l'Espagne des moyens supplémentaires — c'est-à-dire des divisions blindées et motorisées — les moyens prévus pour « *Félix* » ne pouvant suffire pour entreprendre la conquête et l'occupation de de la vaste Afrique du Nord française. Il eût fallu assurer l'embarquement, le passage en mer et le débarquement dans un port marocain de ces divisions, avec leurs chars et leurs véhicules, en même temps que des approvisionnments du Corps expéditionnaire. Pour les transports maritimes eux-mêmes, il eût fallu que les forces sous-marines et de surface françaises et anglaises ne pussent ni empêcher ni entraver sérieusement le trafic dans le détroit ou aux abords. On a invoqué à ce sujet la *Luftwaffe*, mais celle-ci serait-elle parvenue à interdire en permanence le bras de mer aux navires de guerre alliés, alors que, en concentrant ses moyens et à proximité immédiate de ses bases, elle n'avait pu, lors de l'évacuation de Dunkerque, interdire un autre bras de mer aux transports anglais et français? Quelles auraient été, en outre, les conditions atmosphériques au cours de l'hiver? Il eût fallu enfin transporter les divisions et leurs impedimenta à travers la zone espagnole et les déployer à la frontière marocaine, dans les montagnes du Rif, en admettant, là aussi, que l'armée française d'Afrique, se battant sur son terrain, dans son climat, ait assisté passivement à ces débarquements et à cette mise en place.

Il ne semble pas exagéré de dire que, pour tout cela, un nouveau délai de deux mois eût été nécessaire, après la prise de Gibraltar qui demandait elle-même deux mois et demi. Le délai total pour porter les divisions allemandes de France sur les frontières moghrébines aurait donc pu être quatre mois et demi — c'est-à-dire que la décision d'envahir l'Afrique du Nord française, décision que Hitler aurait pu prendre à la fin de juin 1940 ou dans les premiers jours de juillet, aurait sans doute pu se concrétiser sur nos frontières du Maroc et d'Algérie au milieu ou à la fin de novembre 1940.

Telle aurait donc pu être en réalité l'invasion « immédiate et sans désemparer » de l'Afrique du Nord française par les Allemands, si la

France y avait poursuivi la lutte. De tels délais auraient naturellement laissé au général Noguès le temps de s'organiser, de lever des troupes et surtout de recevoir de l'armement américain, et notamment des avions, pour lesquels une chaîne de montage fonctionnait déjà depuis plusieurs mois à Casablanca.

Mais pourquoi de tels délais dans la première phase?

Nous avons pris comme base la première phase la phase péninsulaire, c'est-à-dire la préparation et l'exécution de la traversée de l'Espagne et de la prise de Gibraltar (opération « *Félix* »). Mais pourquoi les délais prévus par l'État-Major allemand étaient-ils si longs? Il semble que la raison principale en fût la difficulté des transports.

Les chemins de fer espagnols avaient un rendement très faible, en raison de l'insuffisance et de la vétusté du matériel roulant, lequel ne pouvait être complété par du matériel allemand ou français à cause de l'écartement différent des voies, ce qui, en outre, obligeait à une rupture de charge à la frontière.

Dans son rapport du 4 décembre 1940, le général Wagner, quartier-maître général de l'armée, écrivait : « En tablant sur douze trains espagnols par jour sur la ligne d'Irun (valeur de six trains allemands), dont cinq trains pour la *Luftwaffe*, le ravitaillement des forces de l'armée, de la marine et de l'aviation participant à l'opération « *Félix* », de même que le transport des munitions prévues pour l'attaque, pourra être assuré pour le jour F + 33 (c'est-à-dire pour le 13 février). Ce n'est qu'à partir de F + 33 que, en sus des trains nécessaires pour le ravitaillement courant, on pourra disposer de trois ou quatre trains par jour pour la constitution de dépôts de ravitaillement... Même l'utilisation d'une deuxième voie ferrée vers l'Espagne n'élèverait pas notablement le nombre des trains, faute de matériel vide disponible. L'utilisation de la voie maritime Gênes-Malaga permettra de parer aux crises éventuelles de transport (1). » Un ordre de l'O. K. W. du 27 novembre 1940 prévoyait, en effet, que « pour soulager les transports par voie ferrée », quinze cargos seraient tenus prêts à Gênes et à Livourne, pour être chargés à Gênes, ou mieux à Marseille, et dirigés sur Malaga (2). Ce trafic maritime eût-il été possible si la flotte française avait poursuivi sa garde vigilante en Méditerranée? On peut en douter.

Telles étaient les conditions prévisibles de réalisation de l' « *hypothèse espagnole* ». Pour l' « *hypothèse italienne* », nous ne disposons pas seulement de prévisions et de calculs d'État-Major, mais de faits. Là, une armée de l'Axe était sur place en Afrique, et les renforcements et ravitaillements pouvaient s'effectuer d'un port de l'Axe à un autre port

(1) O. K. H., Qu 1/1, 4 décembre 1940, *Die Welt als Geschichte*, Heft 1, 1955.
(2) O. K. W., WF. St. abt. L., nº 33.373/40, *Die Welt als Geschichte*, Heft. 1, 1955.

de l'Axe. De plus la flotte française et Bizerte étaient neutralisés, et Malte, encore plus négligée que Gibraltar, était alors loin d'avoir sa valeur. Est-ce à dire que tout se présentait au mieux pour une action par la Libye?

III. — L'hypothèse italienne

Un problème insoluble.

Quelle était cette armée de Libye, menaçante et « aisément renforçable »?

S'il y avait, le 10 juin 1940, une armée « menacée » c'était bien cette armée italienne de Libye. Fâcheusement placée entre l'armée britannique d'Égypte et du Moyen-Orient à l'est, et l'armée française d'Afrique à l'ouest, elle semblait d'abord vouée à une asphyxie plus ou moins rapide par rupture de ses lignes de communications en Méditerranée, cette mer étant nettement dominée par les flottes française et britannique réunies.

Aussi, dès avril 1940, l'amiral Cavagnari, chef d'État-Major de la marine, avait-il mis le *Duce* en garde contre une entrée en guerre, car la marine italienne serait réduite à la défensive « et, en tout cas, devrait renoncer absolument à transporter du ravitaillement en Libye, parce que, avec la France comme adversaire, la protection des convois vers l'autre rive de la Méditerranée serait un *problème opérationnel insoluble* ». Mais Mussolini n'avait pas tenu compte de ces avertissements, alléguant que « les hostilités seraient très brèves et dureraient au maximum trois mois », alors que la Libye avait — soi-disant — des stocks pour six mois (1).

« Puis, en juin, écrit Marc Antonio Bragadin après avoir relaté ces propos, la situation se retourna en notre faveur, l'armistice français représentant un grand avantage pour la Marine italienne par la neutralisation des côtes et des bases françaises en Méditerranée. » Le problème du renforcement par mer semblait donc résolu. Mais quelle était la situation à terre?

Une dangereuse aventure.

Avant juin 1940, il n'avait jamais été question d'une offensive pour l'armée de Libye. Comprenant quatorze divisions et un effectif total de 175.000 hommes, elle devait rester sur la défensive, face à l'Égypte, avec la 10e Armée et, face à la Tunisie, avec la 5e Armée. Mais, fin juin, l'armistice neutralisant l'ennemi de l'ouest, il semblait possible de concentrer tous les moyens à l'est pour attaquer l'Égypte, où les Anglais

(1) Marc Antonio Bragadin, *Che a fatto la Marina?*

n'avaient qu'une petite armée. Ce fut l'ordre que Mussolini donna, le 21 juin, au maréchal Balbo, commandant en chef en Libye.

« Ce fut alors, écrit Pietro Maravigna, une surprise générale. Le Maréchal répondit au *Duce* que, sans moyens de transport automobiles, sans batteries antichars, sans D. C. A., sans chars moyens, l'offensive serait une dangereuse aventure. » Et le maréchal précisait : « Nos « carri « armati » sont périmés et armés seulement de mitrailleuses ordinaires. Les mitrailleuses de 13 mm. 2 des blindés britanniques les transperceraient facilement. Un combat dans ces conditions serait la lutte « della « carne contro il ferro (1). »

Le 28 juin, l'avion de Balbo est abattu par erreur au-dessus de Tobrouk. Son successeur, le maréchal Graziani, ne peut, à son arrivée, comme l'écrit Eddy Bauer, « que constater les multiples et désastreuses lacunes déplorées par son prédécesseur (2) ».

Cependant, le 7 septembre, le *Duce* ordonne de prendre l'offensive. Celle-ci se réduit à une avance facile jusqu'à Sidi-Barani, à 80 kilomètres au delà de la frontière, puis les Italiens s'arrêtent pour, disent-ils, équiper les arrières en vue de la véritable offensive sur Suez qui suivra... lorsque les premiers soldats allemands poseront le pied en Angleterre !

Mais, le 9 décembre, c'est le général Wavell qui, avec sa petite armée motorisée de 31.000 hommes, enfonce la position de Sidi-Barani, mettant les Italiens en pleine déroute. Deux mois plus tard, toute la Cyrénaïque est perdue.

Telle était la « menace » représentée par l'armée italienne de Libye, contre la ligne de Mareth et l'Afrique du Nord française. Mais cette armée était-elle aisément renforçable par des éléments allemands?

Une armée peu aisément renforçable.

Si Bizerte et les forces aéro-navales françaises étaient restées dans la lutte, interdisant le canal de Sicile, la question ne se serait pas posée. C'eût été le « problème insoluble » prévu en avril 1940. Nous pourrions donc arrêter ici la démonstration relative à la « menace » représentée par cette armée « renforçable », mais cette démonstration sera plus probante encore si nous examinons ce qui s'est, quand même, passé pour l'Axe, malgré la neutralisation de Bizerte et de la flotte française de la Méditerranée.

La grande base française de Tunisie étant éliminée par l'armistice, il restait Malte, dont la prise aurait dû être la première tâche de l'Italie en guerre, tâche relativement facile alors car, confiants dans les bases

(1) Pietro Maravigna, *Come abbiamo perduto la guerra in Africa*, p. 197 et 198.
(2) Eddy Bauer, *Revue de Défense nationale*, 1956, 2.

africaines françaises, les Anglais avaient négligé les défenses de l'île, dont l'aviation, notamment, était inexistante.

Il fallait donc s'en emparer avant que les Anglais ne la renforcent et creusent des abris pour avions et sous-marins. Mais rien ne fut fait par les Italiens, rassurés de voir leurs convois franchir sans encombre le détroit.

C'est en janvier 1941 que Hitler décide d'intervenir pour éviter l'écroulement de son allié italien, menacé de perdre même la Tripolitaine. Sa « *Weisung* nº 22 » du 11 janvier prescrit l'envoi à Tripoli d'une « unité de barrage » (*Sperrverband*) qui sera la 5e Division légère.

Le 3 février, Hitler déclare que « la perte de l'Afrique du Nord serait supportable militairement, mais qu'elle aurait de fortes répercussions psychologiques sur l'Italie, qu'il faut donc aider ». Il ajoute qu'il ne suffit pas de défendre Tripoli, ce qui laisserait un champ trop réduit à la *Luftwaffe*, mais qu'une « zone de protection » plus large doit être assurée. A cet effet, la « *Weisung Sonnenblume* » du 6 février prescrit l'envoi de la 15e Panzer-Division qui, avec la 5e Légère, constituera l' « *Afrika Korps* » de Rommel (1).

Le 8 février, le premier élément de la 5e Légère s'embarque à Naples. Tout se passe bien. Au début d'avril commence le transport de la 15e Panzer. Mais, Malte étant maintenant renforcée, les choses commencent à se gâter. Le 16 avril, un convoi de transport de cette Panzer est attaqué au large des îles Kerkennah. Trois cargos sur quatre sont coulés, de même que les trois torpilleurs italiens d'escorte. Quinze cents naufragés sont recueillis et quelque deux mille cadavres flotteront pendant plusieurs jours au large de Sfax, avant d'être rejetés sur le rivage.

Au cours du deuxième semestre de 1941, cette bataille des convois prend un tour tragique. De 12 % en juin, les pertes en mer passent à 41 %, en juillet et à 62 % en novembre (2). « Nous avions trop investi à l'Est, constatait le Maréchal Kesselring. A la fin de 1941, les convois étaient coulés dans une proportion de 80 % du tonnage (3). »

En décembre 1941, Mussolini écrivait à Hitler : « C'est sur mer que l'issue de la bataille a été compromise. La perte d'un convoi entier de neuf bateaux, le 9 novembre a eu de graves conséquences, de même que la perte de deux bateaux chargés de blindés le 14 décembre. Le dernier convoi, de quatre bateaux, est arrivé à bon port ; mais, pour ces 20.000 tonnes, il a fallu employer 100.000 tonnes de navires de guerre d'escorte, ce qui représente, une dépense de carburant prohibitive (4). »

Devant cette situation, Hitler dut, en décembre, détacher du front

(1) Nuremberg, t. XXVI, p. 396.
(2) Chiffres donnés par Marc Antonio Bragadin, *op. cit.*
(3) *Bilanz des zweiten Weltkrieges*, p. 71. Étude du maréchal Kesselring.
(4) *Lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini.*

de l'Est la *Luftflotte* II de Kesselring, qui accabla Malte. Pendant le premier semestre de 1942, les convois purent passer, ce qui permit à Rommel de lancer, en mai, l'offensive qui devait le conduire à El Alamein. Mais, la situation en Russie ayant exigé le rappel de quatre groupes d'aviation, Malte respira et reprit son activité, si bien que les pertes en mer atteignirent de nouveau 44 % en octobre et 52 % en décembre 1942.

Au début de 1943, dans la dernière phase de la campagne de Tunisie, et malgré les facilités données à l'Axe par la possession de Bizerte et de Tunis qu'il était possible d'atteindre en une nuit, l'asphyxie de l'armée germano-italienne sera quasi totale. Le 8 avril, le secrétaire d'État Bastianini déclarera à Ribbentrop : « Pas un seul convoi, grand ou petit, n'arrive au but, si bien que les munitions doivent être envoyées à Tunis par avion. Mais ces transports aériens aussi sont attaqués. Hier encore, après avoir échappé à trois attaques sur la route de Tunis, un de ces convois aériens a été de nouveau attaqué et en grande partie détruit, neuf kilomètres avant d'atteindre la ville. »

Le problème des renforcements et ravitaillements de l'armée de l'Axe au sud de la Méditerranée était redevenu le problème « insoluble » qu'évoquaient les marins italiens en avril 1940, et qui le serait sans doute resté fin juin, si l'armistice n'avait pas été conclu.

Les délais d'une invasion par la Libye.

Mais, en admettant que le « problème insoluble » eût quand même pu être résolu, en appliquant par exemple l'effort principal de la *Luftwaffe* sur la Méditerranée, dans quels délais eût pu se produire une invasion allemande par la Libye? Pour le déterminer, nous avons des faits :

C'est le 11 janvier 1941 que sort la « *Weisung* nº 22 ». C'est le 8 février que les premiers embarquements de la 5e Légère ont lieu à Naples. Les transports de la 15e Panzer ne peuvent commencer qu'au début d'avril, à la fin des transports de la 5e Légère ; et ils se poursuivent jusqu'au début de mai, avec les « incidents » que l'on sait. En somme, il a fallu près de quatre mois, après décision prise, pour faire passer deux divisions en Afrique, d'un port ami à un port ami, et les forces françaises de Méditerranée assistant en spectatrices à ce passage.

L'année suivante, à la faveur de l'accalmie du début de 1942, deux autres grandes unités allemandes seront transférées en Libye, savoir : une division motorisée sans véhicules, faute de bateaux pour les transporter, et une brigade parachutiste sans parachutes, faute d'avions pour les larguer.

* * *

Conclusion

D'un côté comme de l'autre, par l'Espagne comme par l'Italie, il fallait donc au moins quatre mois aux Allemands pour transporter et mettre en place deux divisions sur chacune de nos frontières nord-africaines de l'est et de l'ouest — et ceci dans l'hypothèse la plus favorable d'une passivité française absolue — ce qui eût laissé au général Noguès jusqu'en novembre, sinon plus tard, les possibilités de préparation que nous savons.

Cela éclaire d'un jour nouveau les déclarations que fit le général Noguès — et qui n'étaient pas de simples chimères — dans le télégramme qu'il adressa au maréchal Pétain le 18 juin 1940 — en même temps que, de Londres, retentissait un autre appel. Le chef responsable du T. O. A. F. N. (*Théâtre d'opérations de l'Afrique du Nord*), conscient de ses possibilités et des risques qu'il assumait, écrivait : « Avec nos flottes intactes, les formations d'aviation qui passent actuellement la Méditerranée et quelques moyens supplémentaires en cadres et en matériel, nous tiendrons longtemps, et sans doute assez pour pouvoir contribuer à la défaite de nos adversaires. C'est donc avec une respectueuse, mais brûlante insistance, que je demande au Gouvernement de venir poursuivre, ou de laisser poursuivre, la lutte dans l'Afrique du Nord, s'il n'est plus possible de le faire sur le continent. Permettre à l'Afrique du Nord de se défendre, c'est entreprendre dès maintenant le redressement de la France. »

Les objections qui furent alors soulevées à Bordeaux, avec la véhémence que l'on sait, par les partisans de l'armistice, objections d'après lesquelles une résistance en Afrique serait immédiatement suivie d'une invasion — comme si l'on pouvait transporter des Panzer-Divisions par un coup de baguette magique de la France sur l'Ouergha ou l'oued Zigzaou de Mareth — ne correspondaient pas, nous l'avons vu, à la réalité, ni même à la vraisemblance. Elles ne tenaient, en effet, aucun compte ni de la situation intérieure de l'Espagne exsangue et ruinée par trois ans de guerre civile, ni des difficultés d'une entreprise coloniale outre-Méditerranée pour laquelle l'Allemagne n'était pas équipée, ni des faiblesses de l'Italie, ni de la puissance de la flotte française en Méditerranée. Leurs auteurs, en outre, plaçaient arbitrairement, et assez naïvement, la France abattue et réduite à ses territoires d'outre-mer, au centre des préoccupations et des buts de Hitler, alors que, pour celui-ci, la décision de la guerre n'était évidemment pas à Alger, mais à Londres et à Moscou, ce qui, on pouvait bien le penser, lui interdisait de disperser ses forces sur des directions extra-européennes.

Mais peut-être ces objections correspondaient-elles alors au complexe

d'impuissance totale et de défaite définitive du Gouvernement de Bordeaux, à moins qu'elles ne servissent simplement de prétexte aux chefs de ce gouvernement pour imposer la solution d'un armistice général, étendu à la flotte et à l'empire — solution liée à certains projets politiques qui n'allaient pas tarder à se réaliser — de même que, reprises encore aujourd'hui malgré leur invraisemblance confirmée par les faits, ces objections servent aux mêmes personnages de justification et de plaidoyer. Elles n'ont en tout cas, après ce que nous ont livré les archives et témoignages d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie, plus de place dans l'Histoire.

Colonel Goutard. (R.)

L'AVION A RÉACTION ALLEMAND

En février 1944, un interprète des photographies aériennes prises par les Alliés eut la joie de découvrir la première photographie claire du chasseur à réaction allemand. De nombreux indices avaient déjà fait supposer l'existence de cet avion qui représentait une révolution, mais ce premier coup d'œil sur le célèbre *Messerschmidt* 262 fut la première preuve tangible que ce n'était pas pure imagination (1). Six mois plus tard, l'avion bi-moteur piqua impunément sur une formation de bombardiers alliés et faillit s'emparer du contrôle de l'air. Heureusement pour les puissances victorieuses, le conflit se termina avant que ce nouvel avion ait pu causer de graves dommages. Cependant, la menace du *Messerschmidt* 262 fit pressentir à de nombreux techniciens militaires du monde entier que la victoire n'avait été gagnée que de justesse. Si le bruyant avion à réaction avait fait son apparition un an plus tôt, la conquête de l'Europe aurait coûté beaucoup plus cher en hommes et en matériel. Certains dirigeants alliés se rendirent compte que, si l'Allemagne avait possédé quelques centaines de rapides Me 262, elle aurait pu repousser l'assaut des plages de Normandie. Ce fut seulement faute de quelques mesures décisives, et à cause de quelques maladresses, que les Allemands manquèrent la suprématie technique dans le domaine de la propulsion.

Les Allemands s'intéressaient depuis longtemps aux fusées. Peu après la fin de la première guerre mondiale, plusieurs savants allemands entreprirent l'étude moderne des fusées. Parmi les jeunes enthousiastes, on peut citer le Dr Werner von Braun. En novembre 1935, von Braun découvrit Ernst Heinkel, qui construisait des avions légers en Allemagne. Le jeune spécialiste des fusées lui demanda un fuselage régulier en vue de continuer à expérimenter ses théories personnelles sur la propulsion. Heinkel consentit à satisfaire cette demande et fournit à von Braun un cadre d'avion utilisable et quelques assistants. Après de nombreuses expériences, von Braun et un pilote d'essai de Heinkel montèrent dans un avion stationnaire pour effectuer une expérience majeure. Ils firent agir la force de propulsion de fusée et pendant trente secondes les deux hommes furent assourdis par un bruit rauque. Dès que le vacarme se fut apaisé, ils sortirent tout étourdis et heureux, leurs théories sur les fusées étant plus que justifiées. Heinkel, quand il apprit le succès de l'expérience, décida d'exploiter plus sérieusement cette nouvelle source d'énergie (2). Bientôt il fut le seul à continuer cet effort, car von Braun préféra s'occuper de fusées plus lourdes.

(1) Constance Babington-Smith, *Air Spy* (Espion de l'air) (New York, 1957), p. 247.

(2) Ernst Heinkel, *Stormy Life, Memoirs of a Pionneer of the Air Age* (Vie mouvementée, Mémoires d'un pionnier de l'âge de l'air), New York, 1957, p. 211-212 ; Werner Baumbach, *Zu Spät ! Aufstieg und Untergang der deutschen Luftwaffe* (Trop tard ! Essor et déclin de la *Luftwaffe* allemande), Buenos Aires, 1949, p. 242.

En mars 1937, après une étude plus approfondie, Heinkel était prêt pour des expériences en vol. Il ajouta une lourde fusée explosive à l'empennage d'un *Heinkel* 112 ordinaire. Le pilote décolla en se servant du piston normal de l'avion jusqu'à ce qu'il ait atteint, porté par l'air, la vitesse de 190 milles à l'heure. Il interrompit alors le moteur normal pour laisser agir la fusée auxiliaire. En quelques secondes, la vitesse s'accéléra jusqu'à 250 milles à l'heure. Presque immédiatement, l'avion lancé par la fusée descendit en vrille et s'écrasa au milieu d'une épaisse fumée. Néanmoins, cette malheureuse conclusion n'empêchait pas le fait qu'un homme avait volé sans l'aide d'hélices. L'expérience justifiait pleinement la confiance du professeur Heinkel dans ce projet et il songeait maintenant à développer cette entreprise. Les enseignements donnés par ce premier vol aidèrent à mettre au point le premier avion propulsé par fusée qui apparut dans le monde, le *Heinkel* 176.

Le *Heinkel* 176 était un avion extrêmement petit, d'environ 16 pieds de long et dont le poste de pilotage était exactement adapté aux dimensions physiques du pilote d'essai. En septembre 1937, le pilote essaya les caractéristiques de l'avion en vol. Il décolla et fut porté par l'air environ cinquante secondes avant de descendre en planant. Quoique encore loin d'être un avion militaire, le *Heinkel* 176 apportait la preuve concluante que l'idée de propulsion ouvrait des possibilités exceptionnelles (1).

Pendant toute l'année 1938 et les débuts de 1939, les spécialistes allemands continuèrent à étudier la fabrication d'un avion à réaction utilisable. Finalement, en juin 1939, le *Heinkel* 176 effectua un second vol de courte durée, environ une minute. Malgré la brièveté de ce vol, Heinkel estima que c'était un succès complet et décida de présenter une démonstration à quelques chefs militaires. Quelques jours plus tard, le 3 juillet, Heinkel transporta son avion expérimental à Rechlin (Allemagne) pour l'essai. Parmi la nombreuse assistance se trouvaient Adolf Hitler, Hermann Gœring, le général Erhard Milch, inspecteur général des Forces armées de l'Air, et le général Ernst Udet, chargé des constructions et des fournitures militaires aériennes. L'avion essayé accomplit sa performance de façon remarquable et les observateurs furent impressionnés par des vitesses dépassant 500 milles à l'heure. Gœring récompensa le pilote par une somme appréciable et fit savoir qu'il soutiendrait le programme concernant les fusées. L'approbation universelle des chefs militaires entretint Heinkel dans l'espoir qu'il recevrait une assistance matérielle plus effective. Mais, peu de temps après la démonstration, Heinkel découvrit avec regret que les dirigeants du Reich considéraient le *Heinkel* 176 comme une curiosité historique aux possibilités militaires limitées. Désappointé, il créa son premier prototype propulsé par fusée et l'envoya au Musée de l'Air de Berlin où, non sans ironie, les bombardiers alliés le détruisirent plus tard.

(1) Heinkel, *Stormy Life* (Vie mouvementée), p. 215-217 ; Walter Dornberger, *V-2* (New York, 1954), p. 125 ; United States Strategic Bombing Survey, *Aircraft Division Industry Report* (n. p. 1947), p. 102.

Bien que déçu par l'attitude peu enthousiaste des dirigeants allemands envers les possibilités des fusées, Heinkel continua à perfectionner le système de propulsion. Il n'était d'ailleurs plus le seul à étudier cette nouvelle source d'énergie. Entre autres, un second ingénieur d'aviation, Willi Messerschmidt, commençait les premières expériences qui devaient faire plus tard de lui un maître de l'aviation à réaction allemande.

Heinkel n'était plus le seul spécialiste des fusées, mais il continuait à être en tête dans ce domaine. En 1939, il avait construit un second prototype, le *Heinkel* 178, qui était prêt à l'expérimentation. Le *Heinkel* 178 était le premier avion à réaction présenté au monde. L'aspect extérieur du modèle expérimental faisait penser aux romans de science-fiction. Sans hélice, l'épaule ailée, l'avion futuriste suffisait à confondre l'observateur le plus expert. A 4 heures du matin, le 27 août 1939, le pilote d'essai grimpa au poste du *Heinkel* 178, à Rechlin, et décolla. Il vola rapidement autour du champ d'aviation tandis que, malgré l'horrible bruit, les assistants demeurés à terre l'acclamaient. Les ingénieurs présents, bien qu'en petit nombre, réalisaient parfaitement l'importance de l'événement. L'âge de la propulsion par fusée était arrivé. Au bout de six minutes dans les airs, à la vitesse de 400 milles à l'heure, le pilote d'essai atterrit avec son extraordinaire avion. Heinkel appela sans tarder Udet à Berlin, mais celui-ci ne fut pas exagérément impressionné par cette information, ni particulièrement charmé d'avoir été dérangé de bon matin. En fait, personne du Haut Commandement ne considérait cette nouvelle comme particulièrement remarquable. Heinkel, justement contrarié par cette situation, tenta de confirmer sa réalisation par une autre démonstration. Au début de novembre 1939, il s'arrangea pour montrer sa découverte aux chefs de l'aviation militaire. Milch, Udet et quelques autres personnages officiels moins importants assistèrent à la séance, mais Gœring ne la jugea pas suffisamment digne d'intérêt pour justifier sa présence. Après quelques petites difficultés et modifications, le *Heinkel* 178 décolla encore une fois et le pilote fit exécuter à l'avion quelques acrobaties éblouissantes (1). Incontestablement, la présentation était un succès, mais les observateurs persistèrent dans leur opposition traditionnelle à ce mode de vol révolutionnaire.

Leur manque d'enthousiasme ne s'adressait pas seulement au nouveau principe, mais résultait aussi en grande partie du fait que la seconde guerre mondiale venait d'éclater. Dès le début du conflit, Hitler donna des ordres pour une augmentation de production des avions de modèles

(1) Heinkel, *Stormy Life* (Vie mouvementée), p. 226 ; Rudolf Lusar, *Die deutschen Waffen und Geheimwaffen des 2. Weltkrieges und ihre Weiterentwicklung* (Les armes et armes secrètes allemandes de la deuxième guerre mondiale et leur développement ultérieur) (Munich, 1959), p. 63 ; Adolf Galland, *The First and the Last, The German Force in World War II* (Les premiers et les derniers, La force allemande de combat pendant la deuxième guerre mondiale) (Londres, 1955), p. 329.

courants. En même temps, il réduisit les crédits consacrés à la recherche et au développement. Le *Führer* déclara avec optimisme que la guerre serait de courte durée et ne réclamait pas de dépenses de grande envergure pour l'étude expérimentale. Le Ministre de l'Air se conforma aux déclarations de Hitler en donnant des instructions plus détaillées pour limiter le personnel, les crédits et le matériel destinés aux projets expérimentaux. Comme aucun de ceux qui occupaient une position dirigeante ne voulait assumer la responsabilité des nouveaux moyens de propulsion aérienne, le programme concernant l'aviation à réaction se trouva devant une crise. L'opposition devait augmenter de plus en plus au fur et à mesure que le temps passait. En automne 1940, au moment où la bataille pour l'Angleterre s'effaça dans l'histoire, l'aviation militaire allemande changea encore une fois sa politique. Pénétrés d'un faux optimisme et se croyant en sécurité, les dirigeants de l'aviation émirent de nouvelles réglementations qui supprimaient toute recherche sur les avions qui ne pourraient pas aboutir dans un délai de six mois. Cette décision optimiste était un grave coup pour l'aviation à réaction (1). Sans l'appui moral et matériel du Haut Commandement, la production d'un avion « *jet* » était très peu probable. Heinkel et le professeur Messerschmidt qui achevait son travail sur le *Messerschmidt* 262, devaient tous deux continuer leurs recherches et leurs expériences dans un demi-secret. Ils reçurent certains encouragements non formulés de la part du général Udet, mais celui-ci ne pouvait guère faire davantage que d'écarter quelques obstacles administratifs peu importants concernant le matériel stratégique.

Malgré le défaut d'appui officiel, ces ingénieurs ne pouvaient pas interrompre arbitrairement leurs travaux. Ils avaient consacré trop de temps et d'argent pour atteindre l'étape intermédiaire de développement à laquelle ils se trouvaient. De plus, ils étaient séduits par la perspective hypothétique d'une découverte technique qui donnerait à l'Allemagne la suprématie aérienne absolue. En 1941, les firmes Heinkel et Messerschmidt avaient achevé trois prototypes d'avions à réaction. Heinkel avait le *Heinkel* 280, un chasseur à deux moteurs lancé en avril 1940. Cet appareil avait atteint en 1941 une vitesse approximative de 500 milles à l'heure, avec trois canons de 30 millimètres pour armement. Il était dans un état d'expérimentation avancé et virtuellement prêt pour la production en série. Le *Heinkel* 280 n'était pas seulement le premier chasseur à réaction à deux moteurs apparu dans le monde, il représentait une avance de plusieurs mois sur les efforts des Alliés dans le même domaine. Messerschmidt avait deux étalons à présenter dans la course. Le premier était le *Messerschmidt* 262 qui, en 1941, avait dépassé le stade expérimental dans les essais de vol. Messerschmidt avait remédié à la plupart des premiers défauts de structure et étudiait

(1) *Ibid.*, p. 324-325.

simplement l'aérodynamique des avions. D'autre part, Messerschmidt avait le *Messerschmidt* 163, le premier avion à moteur-fusée à combustible liquide. Le Me 163, appelé normalement le « *Comète* », était un appareil extrêmement petit, qui atteignait des vitesses incroyables. Le 10 mai 1941, le « *Comète* » dépassa 620 milles à l'heure. La fusée dont il était muni donnait à ce petit avion une vitesse de montée phénoménale (30.000 pieds en trois minutes). Le temps de vol du « *Comète* » n'était que de vingt à trente minutes, mais il pouvait rendre des services incontestables comme intercepteur des points stratégiques de défense. Bien qu'ayant été présentés dans de nombreuses démonstrations, ces trois appareils n'eurent pas la chance d'être remarqués par ceux qui auraient pu s'y intéresser et personne ne chercha à accélérer leur développement (1).

En juin 1941, les légions de Hitler attaquèrent l'Union soviétique. Pendant la semaine même de l'invasion en U. R. S. S., Milch, en tant qu'inspecteur général de l'Aviation, convoqua une conférence aux usines Messerschmidt à Augsbourg. Milch, en compagnie de Udet et de quelques officiers moins importants, examina le problème de la production des avions de chasse qui comprenait celui des avions « *jet* » ou à réaction. Quand cette question vint sur le tapis, les trois principaux chefs présents entrèrent dans un débat acrimonieux. Messerschmidt ne pouvait s'empêcher de se déclarer en faveur d'un programme de construction de fusées. Il soutenait que, si l'on commençait immédiatement, l'Allemagne pouvait produire en masse cet engin révolutionnaire en 1942. Il insistait aussi sur le fait que les États-Unis entreraient inévitablement en guerre et que l'Allemagne devrait subir des bombardements aériens sans précédent. Udet donna sans réserve son appui aux suggestions de Messerschmidt et déclara brutalement que si elle n'avait pas une aviation meilleure que celle qui était prévue, la *Luftwaffe* serait incapable de défendre le ciel au-dessus de l'Allemagne en 1943.

Comme preuve à l'appui, Udet cita brutalement l'échec de la bataille pour l'Angleterre dans laquelle l'aviation allemande avait été battue par un nombre inférieur de chasseurs. Milch se trouvait dans la position peu enviable d'avoir à prendre la décision finale. Peu importait son opinion personnelle, Milch représentait le *Führer* et le Haut Commandement. Il pouvait donc difficilement assumer les risques afférents à une décision unilatérale de détourner vers les avions « *jet* » la production allemande. En conséquence, le chef de l'Aviation se tourna

(1) Ernst Heinkel, *Genesis of the He 162 Volksjäger* (Genèse du Volksjäger He 162), *Interavia*, vol. VII, nº 7, juillet 1952, p. 372 ; Karl Bartz, *Swastika in the Air, The Struggle and Defeat of the German Air Force 1939-1945* (La Swastika dans l'air, lutte et défaite de l'aviation militaire allemande, 1939-1945) (Londres, 1956), p. 160 ; Adolf Galland (et collaborateurs), *The Development of Jet and Rocket Airplanes in Germany, 1938-1945* (Le développement des avions à réaction et à fusée en Allemagne, 1938-1945) (Manuscrit inédit, Section des Documents étrangers, Air University Library Maxwell Air Force Base, Alabama), p. 18.

contre ses deux adversaires et attaqua furieusement leur position. Il accusa Messerschmidt de poursuivre des intérêts égoïstes au risque de compromettre le bien de la nation et Udet de soutenir le défaitisme à un moment crucial de l'histoire. En conclusion, Milch interdit à Messerschmidt de construire ou de projeter des avions « *jet* » et ordonna à Udet de se tenir à l'écart de Gœring pour la production des avions de chasse. Ainsi fut terminée la réunion et les adhérents au nouvel âge de la fusée, déçus, durent battre précipitamment en retraite (1).

Les paroles et actions énergiques de Milch portèrent un coup mortel aux espoirs immédiats de Udet et de Messerschmidt. Des activités, même privées, seraient désormais difficiles. Sans l'appui des autorités, les expériences sur les fusées étaient pratiquement impossibles. Peu de temps après cette réunion discordante, Udet, fatigué de la guerre, se suicida. Sa mort enleva aux fabricants de « *jets* » leur dernier avocat auprès du Haut Commandement de l'Aviation.

Au cours des premières semaines de 1942, Milch réunit encore une fois les principaux dirigeants industriels. Ils s'assemblèrent en vue de discuter la guerre aérienne et ses futurs besoins. De nouveau la conférence se poursuivit sans heurt jusqu'au moment d'aborder l'inévitable question des chasseurs à réaction. Les experts ne pouvaient sortir de leur dilemme au sujet des nouvelles théories et ne trouvèrent pas de solution. En fait, ils introduisirent une nouvelle idée qui embrouilla toute la situation. Non seulement plusieurs des membres de la conférence désiraient le chasseur à réaction comme arme défensive, mais ils plaidaient en faveur d'un bombardier à réaction qui pourrait être employé comme instrument de représailles contre les îles Britanniques. Au lieu d'atteindre une décision concernant les chasseurs existants, le He 280 ou le Me 262, les assistants ne firent qu'étendre le problème en ouvrant un nouveau domaine d'étude. Heinkel fit un dernier effort pour obtenir une résolution qui permettrait la mise en œuvre immédiate de la production de « *jets* ». Il plaida en faveur de l'urgence et d'une décision d'un commun accord, préférables à la controverse. Mais personne n'écouta les supplications de Heinkel et la conférence se termina sans aucun gain substantiel pour les partisans du chasseur « *jet* » (2).

Par la suite, le programme sur la propulsion par réaction tomba dans le mépris. Heinkel luttait courageusement pour son appareil, mais sans résultat. Après de longs débats, il perdit la bataille et, en septembre 1942, Milch interrompit pratiquement tout travail sur le He 280 malgré le succès de ses vols.

(1) Eugene Emme, *Hitler's Blitzbomber* (Le bombardier Blitz de Hitler) (Maxwell Air Force Base, Alabama, 1951), p. 5-6 ; James P. O'Donnell, *The Secret Fight that doomed the Luftwaffe* (La lutte secrète qui perdit la *Luftwaffe*), *Saturday Evening Post*, vol. 222 (avril 8, 1950), p. 105 ; Bartz, *Swastika in the Air* (La swastika dans l'air), p. 160.

(2) Heinkel, *Stormy Life*, p. 236 ; Galland, *The First and the Last* (Le premier et le dernier), p. 330 ; Baumbach, *Zu Spät?* (Trop tard?), p. 244.

Heinkel cessa alors la plupart de ses recherches sur la propulsion en faveur d'autres expériences (1). Messerschmidt, de la même façon, avait des difficultés pour développer ses « *jets* ». Il continuait à tenir tête à ses supérieurs, à la fois par la parole et par écrit, en proclamant les vertus du Me 262 contre les raids de jour des Alliés. Cependant personne, dans le Haut Commandement, ne prenait plus au sérieux les théories de Messerschmidt et il était considéré comme recherchant son profit personnel (2). L'autorité allemande gaspillait rapidement les avantages de sa position de tête dans le domaine de la propulsion.

Bien que sérieusement gêné par l'indifférence officielle, Messerschmidt était libre de continuer à titre privé son programme d'extension. Le 18 juillet 1942, le Me 262 exécuta son premier vol d'essai comme avion de combat. Il atteignit la vitesse de 530 milles à l'heure, mais était encore loin de la perfection. Dans les grandes vitesses l'appareil présentait des défauts de fonctionnement qui limitaient ses possibilités d'emploi en combat. Néanmoins, le Me 262 était prêt pour la production massive dès que les corrections auraient été effectuées. Un peu plus tard, la première aviatrice allemande, Hanna Reitsch, pilota un autre « *jet* » *Messerschmidt*, le Me 163. L'avion, propulsé par fusée, fonctionna de manière à dépasser toute espérance et, une fois de plus, démontra sa valeur comme intercepteur à montée rapide (3). Vers le milieu de 1942, la firme Messerschmidt possédait deux avions non conventionnels prêts à la production en série.

Le 13 novembre 1942, Messerschmidt, au cours d'une conférence sur la production de l'aviation, présenta ses rapports sur les progrès de la propulsion par fusées. Malgré leurs conclusions optimistes, personne n'estima devoir appuyer le programme de Messerschmidt. Milch détourna complètement la question, déclarant que la production de bombardiers avait la plus urgente priorité. Malgré tout, il radoucit quelque peu sa rigueur préalable contre les expériences de propulsion. Il permit à Messerschmidt de continuer ses essais avec les divers prototypes de « *jets* » alors existants. Cependant, Milch remit à une décision future tout examen concernant une production éventuelle (4). La question de la propulsion par fusées était encore ajournée sans recevoir de solution.

A l'aube de l'année 1943, les armées allemandes se trouvaient devant des tâches herculéennes. La catastrophe de Stalingrad était presque consommée ; en Afrique les chars blindés de Rommel étaient en pleine retraite, et à l'ouest l'accroissement des efforts aériens des Alliés justi-

(1) Heinkel, *Stormy Life*, p. 235.

(2) Willi Messerschmidt, *Defeat through Air Power* (Défaite faute de la maîtrise de l'air) (Washington, D. C., 1946), p. 20.

(3) Emme, *Blitzbomber*, p. 9 ; Lusar, *Die Deutschen Waffen* (Les armes allemandes), p. 50 ; Hanna Reitsch, *The Sky is my Kingdom* (Le ciel est mon royaume) (Londres, 1955), p. 174.

(4) *The Development of Jet and Rocket Airplanes* (Le développement des avions « *jet* » et des avions-fusées), p. 11-13.

fiait la valeur des anciennes prédictions de Udet. Pour la première fois, le spectre de la défaite commençait à hanter l'Allemagne. Le 19 janvier 1943, quelques hommes sans illusions et hésitants assistaient à la conférence du *Comité de développement des Forces aériennes*. Le général Dœrstling présidait en l'absence du général Milch qui s'efforçait de mener à bien la bataille aérienne de Stalingrad.

Sans la direction de l'inspecteur général, les assistants ne pouvaient aboutir à aucune décision finale. Néanmoins, ils s'efforcèrent de trouver des solutions qui pourraient être ensuite soumises à l'approbation de Milch. Messerschmidt prit décidément l'initiative de trouver un compromis qui permettrait la production immédiate d'appareils à fusées. Il proposait de continuer la fabrication de bombardiers du type conventionnel et de construire en même temps quelques centaines de chasseurs à réaction. Messerschmidt proclamait que, s'il le fallait, les « *jets* » pouvaient être gardés en réserve pour répondre à la menace éventuelle de « *jets* » alliés, qui pourraient être introduits à tout moment. Heinkel qui, par suite de l'ancienne décision de Milch, avait perdu du terrain dans la course, fut immédiatement d'accord avec son compétiteur. Il insista à plusieurs reprises sur l'urgence de la décision. Il déclara qu'il n'avait guère d'intérêt personnel à ce que les Forces de l'Air passent le contrat avec *Junker, Heinkel* ou *Messerschmidt*. De l'avis de Heinkel, il fallait à l'Allemagne une commission dictatoriale spéciale pour s'occuper de la construction et des expériences. Si l'Allemagne n'avait pas, en 1944, un avion de 550 milles à l'heure, les conséquences seraient catastrophiques.

Une nouvelle voix venait de se joindre à celle de Heinkel ; le général Adolf Galland, qui était depuis peu inspecteur général des avions de chasse, partageait son avis. Galland se déclara nettement en faveur des avions de chasse. Il se préoccupait peu des bombardiers. Dans le proche avenir, l'Allemagne aurait besoin de disposer du maximum d'avions de chasse. Galland, malgré son manque d'information au sujet des avions à réaction, était prêt à appuyer tout ce qui pouvait augmenter l'efficacité des avions de chasse. Divers autres personnages émettaient des idées sur la question, mais ils étaient incapables de prendre aucune décision effective. C'est pourquoi la conférence, en fait, ne faisait que répéter les discussions précédentes. Les chefs responsables se rendaient bien compte de la gravité de la situation, mais ils ne parvenaient pas à trouver une solution. La propulsion par fusées leur était totalement inconnue et représentait des risques techniques et une incertitude qui dépassaient leur entendement (1).

Après les discussions de janvier, le développement de la propulsion resta encore stationnaire à cause de la pression qui s'exerçait sur les frontières militaires de l'Allemagne, étendues à l'excès. La capitulation de Stalingrad, en février 1943, fit entrer Hitler en fureur. Non seulement

(1) Emme, *Blitzbomber*, p. 10-12.

le *Führer* blâmait le général von Paulus mais il déchargea sa bile sur Gœring et la *Luftwaffe*. Le maréchal de l'Air avait fait de nombreuses promesses de ravitailler Stalingrad par avions. L'incapacité de les tenir contribua à détruire la 6e Armée allemande. Après cette débâcle, Hitler ne manifesta plus jamais aucune confiance dans l'Aviation. Pour lui, sa principale fonction était de porter les représailles allemandes contre l'ennemi. Hitler demandait maintenant des bombardiers, et toujours des bombardiers, dans un grand effort pour assouvir sa vengeance sur les Alliés. En mars 1943, Hitler ordonna à Milch de donner la priorité immédiate aux bombardiers de haute altitude dans les programmes de production. Quand Milch voulut faire certaines objections à la décision du *Führer*, Hitler les repoussa avec colère (1). Le chef nazi savait ce qu'il voulait, personne n'osait interroger l'autorité supérieure. Encore une fois, la propulsion et son programme restaient en arrière et de plus pressants problèmes absorbaient l'intérêt national.

Malgré l'indifférence du Haut Commandement, les adeptes des fusées ne relâchèrent jamais leurs efforts pour faire avancer le nouvel âge de la « fuseonautique ». Tandis que Hitler harcelait Milch de ses demandes de bombardiers, Messerschmidt décida de tenter un ultime effort pour convaincre ses supérieurs militaires que l'avion fusée résoudrait les difficultés de l'Allemagne. Il invita Galland à voler sur le Me 262 afin de prouver sa supériorité sur les autres avions en usage courant. Tous deux, d'accord avec Milch, convinrent que si Galland estimait l'expérience réussie, ils prépareraient une démonstration de grande envergure pour le Haut Commandement. Le 22 mai 1943, Galland fit le voyage du Lechfeld pour effectuer son vol d'essai. Après quelques légères difficultés de moteur, Galland décolla. Avec son expérience considérable de pilote de chasse, Galland était capable de faire exécuter à son avion toute une série compliquée de manœuvres aériennes. Le Me 262 répondit à toutes ses exigences et Galland n'eut guère de réserves à faire quant à son application possible à la guerre aérienne. Dès qu'il eut arrêté l'avion à propulsion par fusée, Galland fit savoir aux ingénieurs rassemblés qu'il les appuierait avec enthousiasme (2). Le soir même, il envoya un télégramme à Milch approuvant tout le projet dans les termes les plus chaleureux.

Galland, maintenant convaincu que l'avion à réaction était le seul espoir de l'Allemagne de redresser sa puissance aérienne, se mit rapidement à l'œuvre. Tout de suite après son expérience, il tint conseil avec Messerschmidt et ses collaborateurs. Après un bref échange d'idées, ils décidèrent d'un commun accord de proposer au Haut Commandement la fabrication de cent avions à réaction pour un essai à la fois technique et tactique. De cette manière, une grande partie des essais lents et laborieux qu'il était normal de faire quand il s'agissait de premiers mo-

(1) *Trial of Major War Criminals before the International Military Tribunal of Nuremberg* (Procès des principaux criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg), 14 novembre 1945-1er octobre 1946 (Nuremberg, 1947), II, p. 644-646, 664-672.

(2) United States Strategic Bombing Survey, *Aircraft Division*, p. 102 ; Bartz, *Swastika in the Air*, p. 162 ; Galland, *The First and the Last*, p. 330-332.

dèles pourraient être évités. Dans quelques mois, l'Allemagne pourrait posséder des avions à réaction prêts au combat, qui détruiraient les forces aériennes des Alliés.

Le jour suivant, Galland se précipita chez son supérieur, Gœring. Son ardent enthousiasme pour le Me 262 convainquit Gœring que les « *jets* » apportaient aux armes allemandes une supériorité technique majeure sur celles des Alliés. En conséquence, le maréchal de l'Air accepta les recommandations de Galland en faveur d'une production hâtive et s'empressa de voir le *Führer* pour obtenir son approbation finale. Hitler, et il faut voir là une de ses plus fatales décisions, refusa d'accorder la priorité au programme concernant la propulsion. Il se plaignit amèrement de ce que les anciennes promesses d'armes aériennes sensationnelles n'avaient pas été tenues. En conséquence, il interdit toute continuation du travail jusqu'à ce qu'il ait le temps d'étudier la situation. Le *Führer* voulait toujours construire des bombardiers afin d'exercer des représailles contre les raids de bombardement alliés de plus en plus intenses (1).

Hitler ne tarda pas à réunir une assemblée d'experts de l'aviation, consacrée à l'information relative au programme sur la propulsion. Il fit apparaître tout son dédain pour le Commandement aérien en lui refusant la permission d'y participer. Le *Führer* ouvrit la discussion par une longue harangue dans laquelle il demandait aux ingénieurs et techniciens réunis une liste de garanties que ceux-ci ne pouvaient pas donner, car tout travail expérimental comporte certains risques et aléas. Hitler refusa d'accepter aucune réserve et passa impitoyablement outre à toute opinion contraire à ce qu'il voulait. De même, il interrompit à sa guise toute discussion relative à la fabrication massive de cent Me 262 en vue d'expérimentation. Sous aucun prétexte, il ne voulut permettre cette production, ni même aucun préliminaire de production. Le *Führer* était beaucoup plus impatient de développer la construction de bombardiers (2). Cette décision ajourna la fabrication de « *jets* » d'au moins six mois. Ce délai, ajouté à l'ordre de tout arrêter de 1940, retarda d'au moins un an l'avantage technologique original de l'Allemagne. Au fur et à mesure que le temps passait, l'Empire de Hitler s'écroulait et le *Führer* accéléra le déclin par son refus de prendre la décision qui aurait pu y porter remède.

En juillet 1943, une armada aérienne alliée livra sur la ville de Hambourg un assaut de bombardement qui dura une semaine. Divers graves raids aériens avaient précédé, mais le déluge de feu sur Hambourg fut le premier des grands raids massifs. Le *Führer* se hâta de revenir en Allemagne de ses quartiers généraux de l'est, non pas pour se rendre compte du carnage ou relever le moral, mais pour savoir quelles étaient

(1) *The Development of jet and rocket Airplanes* (Les développements des avions à réaction et avions-fusées), p. 12.

(2) Galland, *The First and the Last*, p. 335.

les autorités responsables et prendre des mesures de revanche contre l'ennemi. L'air au-dessus de l'Allemagne n'était plus allemand, et Hitler exigeait une prompte solution. La perturbation de son esprit était telle qu'il ne pouvait rien envisager d'autre que la vengeance. Les Alliés avaient osé détruire une ville allemande, et la dette devait être payée de la même manière. Hitler désigna le général Dietrich Pelz pour diriger contre l'Angleterre des bombardements particulièrement intenses. Afin de pouvoir donner à Pelz des forces suffisamment destructrices, Hitler ordonna que la production de bombardiers soit intensifiée. D'autre part, le *Führer* convoqua Messerschmidt aux quartiers généraux du Obersalzberg pour discuter de la guerre aérienne. Messerschmidt ne manqua pas d'exploiter cette occasion de faire valoir le développement du Me 262 et de se plaindre du manque d'appui et de compréhension auquel il s'était heurté de la part de Gœring et de Milch. Hitler se détendit légèrement à cette nouvelle et informa Messerschmidt que les deux chefs de l'aviation militaire seraient relevés de leur pouvoir de contrôle (1). Hitler tint parole au sujet de Gœring et de Milch en donnant à Albert Speer l'entière responsabilité de la production aérienne.

Après la catastrophe de Hambourg, le *Führer* était moins hostile au changement et, au début d'août 1943, il assista à une démonstration du Me 262 à son quartier général de Insterburg. Le vol fut un succès complet et Hitler demanda tout de suite le développement rapide de l'avion. Sanctionné par le Commandant suprême, le programme allemand sur la propulsion se développa à un rythme rapide. Le 27 août, la *Direction du développement aérien* annonça que le Me 262 serait produit en grandes quantités et pourrait être utilisé militairement en mai ou juin 1944 comme arme supplémentaire pour les avions de chasse d'usage courant. Cependant, les chefs techniciens n'arrivaient pas à avoir une confiance absolue dans le succès de l'avion à réaction. Ils cherchaient des faux-fuyants contre un possible désastre dans le développement du Me 262. Hitler était également sur ses gardes et évitait de donner un ordre précis concernant la fabrication de « *jets* » plutôt que des avions traditionnels. Milch partageait l'incertitude de son chef et n'envisageait pas sans appréhension un changement de première importance au moment critique du conflit.

Tout en s'efforçant d'organiser la construction des engins à propulsion, le Haut Commandement devait aussi examiner leur emploi tactique. A cette fin, Gœring apparut inopinément le 2 novembre, à l'usine Messerschmidt à Augsbourg. Le maréchal de l'Air déclara qu'il voulait s'assurer de certains faits au sujet du nouveau Me 262. Tout en poursuivant son inspection, Gœring demanda à brûle-pourpoint s'il était possible d'employer le Me 262 à la fois comme chasseur et comme bombardier. Messerschmidt répondit avec certaines réserves et, tout en admettant que des dispositions pour des lance-

(1) J. O'Donnell, *The Secret Flight* (Le vol secret), p. 103 ; Emme, *Blitzbomber*, p. 15.

bombes pouvaient être prises, il fit remarquer que les attaches nécessaires pour les lance-bombes n'avaient pas été prévues dans les plans de fabrication. Gœring demanda alors combien de temps il faudrait pour installer l'équipement nécessaire. Messerschmidt, avec un mépris presque criminel des réalités, répondit que deux semaines suffiraient pour fabriquer les dispositifs nécessaires. Il se garda d'ajouter que cet équipement n'aurait pas été expérimenté en vol. Gœring reçut donc l'impression que le chasseur à réaction pouvait avec un minimum de difficulté être transformé en un bombardier rapide (1).

Au cours du mois suivant, c'est-à-dire en décembre, Hitler assista encore à une autre démonstration de vol du Me 262, à Insterburg. Tandis que l'appareil volait autour des dignitaires assemblés, Hitler se tourna vers Gœring et le questionna sur la capacité de l'avion comme porteur de bombes. Le maréchal de l'Air répondit que le Me 262 pouvait transporter des bombes, peut-être deux canons de cinq cents. Cette information fit plaisir au *Führer* qui avait enfin son arme de revanche longtemps attendue. Hitler observa qu'il pouvait envoyer ce nouveau bombardier rapide sur les objectifs alliés sans avoir à craindre les chasseurs ennemis ni la défense antiaérienne. Par la même occasion, il déclara aussi que l'appareil pouvait être employé contre l'invasion occidentale qui se préparait. Finalement, Hitler appela le nouvel avion du nom de *bombardier Blitz*, qui apporterait la mort et la destruction chez les Alliés (2). Hitler répéta cette observation le 20 décembre, à une conférence d'état-major discutant sur l'invasion menaçante. Le *Führer* pensait que ses bombardiers à réaction seraient prêts à temps pour repousser l'assaut maritime occidental (3).

Pendant que les chefs nazis discutaient de l'emploi de l'avion à réaction, les Alliés n'avaient pas autant attendu pour s'attaquer au problème. Au début de 1944, des service d'information alliés avaient réuni d'importantes quantités de renseignements sur la nouvelle arme aérienne allemande. En conséquence, les escadres de bombardiers américains et anglais dirigèrent leur attention sur les usines d'aviation allemandes. En février 1944, elles déversèrent leurs bombes destructrices sur toutes les installations susceptibles de contribuer au développement des avions à réaction. Le résultat, bien qu'incomplet sur le moment, fut très satisfaisant. Les usines Messerschmidt de Regensburg et d'Augsburg étaient fortement endommagées, ce qui reculait les dates prédites pour la production du Me 262.

Ce désastre fut en partie la cause de l'approbation donnée par Hitler, en mars 1944, des nouvelles réglementations sur la production qui plaçaient celle des avions de chasse en priorité dans l'effort de guerre. Hitler

(1) *The Development of Jet and Rocket Airplanes* (Le développement des avions « *jet* » et des avions-fusées), p. 23-24.

(2) Galland, *The First and the Last*, p. 337-338 ; Bartz, *Swastika in the Air*, p. 164.

(3) Felix Gilbert, *Hitler directs his War* ; *The Secret Records of his Daily Military Conferences* (Hitler dirige sa guerre ; Rapports secrets de ses conférences militaires quotidiennes) (New York, 1950), p. 77-78.

s'efforçait aussi d'expédier ses instructions par l'intermédiaire d'une nouvelle organisation, le *Département des avions de chasse* (*Jaegerstab*), qui devait donner les directives concernant le personnel, les crédits et le matériel.

Le nouvel organisme, dirigé par Karl Sauer, ne tarda pas à prendre la situation en charge. Avant la fin du mois, le *Département des avions de chasse* exigea une augmentation de la production dépassant 4.000 appareils par mois dans un dernier effort poussé à l'extrême pour combattre la puissance aérienne alliée toujours croissante. Sur la demande expresse de Galland, quelques Me 262 furent aussi réclamés pour constituer l'essentiel de la défense aérienne allemande. Le chef de l'aviation de chasse cherchait à s'appuyer sur la supériorité des avions à réaction par rapport aux avions courants. Il prétendait que le nombre n'en était pas suffisant pour faire pencher de leur côté la balance de la suprématie aérienne. Cependant, Hitler refusa d'examiner la requête en faveur des chasseurs à réaction et interdit leur production immédiate.

Le *Führer*, toujours méfiant, voyait dans cette requête un présage dangereux et il convoqua les officiers supérieurs de l'aviation en une conférence spéciale. Il écouta les rapports de Gœring, Sauer et Milch sur les divers aspects de la guerre aérienne. Quand Milch passa en revue la situation des avions de chasse, Hitler l'interrompit pour lui demander combien on avait produit de Me 262 jusqu'à ce moment. Milch pensait que plus d'une centaine était sortie des ateliers et Hitler voulut savoir combien étaient équipés pour des missions de bombardement. Milch ayant malheureusement répondu qu'aucun des Me 262 terminés n'était armé en bombardier, la violente réaction du *Führer* à cette déclaration bouleversa toute la conférence. Hitler tempêta contre ses subordonnés qui refusaient d'obéir à ses instructions précises. Il vociféra contre l'insubordination, le sabotage et l'inexécution des promesses. En conclusion, il proclama que le Me 262 serait le *bombardier Blitz* (1). Par la suite, Hitler refusa d'examiner les opinions des chefs de l'aviation et critiqua ouvertement leurs efforts. Même son vieux camarade, Gœring, perdit toute influence et devint un intrus méprisé et impuissant qui n'était plus invité aux conseils de guerre.

Peu de temps après, Hitler décida de renforcer ses commandements de manière plus énergique. Il convoqua à une conférence à sa résidence du Obersalzberg toutes les autorités de l'aviation, civiles et militaires. Le groupe se réunit les 23, 24, 25 et 29 mai 1944, et ce devait être un moment décisif de la guerre. Hitler présida la session d'ouverture. Les partisans de la propulsion par fusées présentèrent un plan de production massive du Me 262, employé comme chasseur. Bien que soigneusement

(1) Galland, *The First and the Last*, p. 340 ; Bartz, *Swastika in the Air*, p. 164-165 ; Generalleutnant H. J. Rieckhoff, *Trump Card of Bluff?* (Carte maîtresse ou bluff?) (Manuscrit inédit, Section des Documents étrangers, Bibliothèque de l'Université de l'Aviation, Maxwell Air Force Base, Alabama).

préparées et habilement présentées, les suggestions ne furent pas trop bien accueillies. Hitler, encore hostile aux propositions, refusa d'accepter la théorie des chasseurs. Il déclara que la production du Me 262 comme chasseur avait peu d'importance. Il fallait en faire un bombardier rapide. Le *Führer* recommença à se plaindre de la désobéissance de l'aviation. Cette position arbitraire déclencha une discussion bruyante avec Galland et le chef d'État-Major des Forces aériennes, le général Koller. Leur opposition ne faisant que grandir, la nervosité de Hitler augmentait et celui-ci finit par décider laconiquement que le Me 262 serait un bombardier et non pas un chasseur. Cette décision terminait toute discussion et fixait l'emploi du chasseur à réaction comme bombardier.

Après l'éclat du *Führer*, la conférence dégénéra jusqu'au dernier jour, lorsque Gœring reprit la direction. Plutôt que de recommencer à braver son supérieur, l'obséquieux chef des Forces aériennes reprit les précédentes décisions de Hitler sur le Me 262. Le rapide « *jet* » serait employé comme bombardier à vol horizontal et bas, et sèmerait la confusion et la mort parmi les troupes alliées qu'il désorganiserait et obligerait à chercher la fuite hors des plages d'invasion. Gœring alla plus loin en ordonnant que le mot avion de chasse ne soit plus jamais associé au Me 262. Désormais, il serait un bombardier dans toutes les descriptions. Afin d'écarter toute confusion possible, Gœring donna l'entière autorité sur le Me 262 au général Pelz, du Commandement des bombardiers. Galland et Messerschmidt combattirent tous deux ce changement arbitraire, mais sans succès. La discussion s'envenimant, Gœring coupa court à la réunion et décida que tout débat ultérieur était hors de question (1). La conférence était donc parvenue à prendre une décision, mais qui n'était pas celle qu'il fallait pour le développement raisonnable de l'avion « *jet* ».

En juin 1944, Sauer, de l'État-Major des avions de chasse, essaya encore une fois de convaincre Hitler que les ordres du mois de mai avaient été trop durs. Ses efforts ne furent pas inutiles et il obtint quelques légères concessions. Les troupes alliées débarquaient en Normandie et Hitler se rendait compte qu'un peu plus de souplesse était nécessaire. Malgré les multiples conférences, réunions, rapports, il n'y avait pas de *bombardiers Blitz* pour détruire les envahisseurs. Hitler accorda donc à l'État-Major le droit de construire un nombre limité de chasseurs « *jet* ». Bien qu'insignifiante quant à la quantité permise, la nouvelle directive ouvrait une voie importante.

En fait, l'aviation possédait quelques bombardiers rapides et, en août 1944, quelques bombes transportées par « *jet* » furent lancées sur les troupes alliées. Il fut immédiatement clair que le Me 262 n'était pas apte à servir comme bombardier. Sa principale qualité, la vitesse, était nettement amoindrie aux basses altitudes, et, d'autre part, sa consommation en combustible s'élevait à un rythme alarmant. Sa maniabilité

(1) *The development of Jet and Rocket Airplanes* (Le développement des avions « *jet* » et des avions-fusées), p. 27-30.

ne présentait de valeur qu'aux hautes altitudes et le rendait vulnérable à la fois aux attaques venant du sol et à celles des chasseurs plus lents. Cet échec tactique ne fut pas perdu pour Hitler. D'abord il essaya de faire servir les pilotes de bombardiers à la fois comme bombardiers et comme chasseurs, mais l'expérience échoua bientôt.

Ce fut seulement en octobre 1944 que Hitler admit la réalité des faits et en vint au Me 262 employé comme chasseur. Apparemment, de nombreux facteurs avaient motivé le retournement de Hitler. L'échec tactique du *bombardier Blitz*, le rapide développement des nouveaux avions « *jet* », et la consultation des aviateurs ennemis, tout avait contribué à obliger le Haut Commandement à prendre une nouvelle orientation. Après s'être décidé en faveur des chasseurs à réaction, Hitler se hâta de corriger ses erreurs précédentes. Par l'intermédiaire de Gœring, il rendit l'autorité à Galland avec instructions pour constituer un petit état-major d'avions de chasse « *jet* ». De son côté, Galland ne perdit pas de temps à prendre en charge et à organiser un état-major sous les ordres du major Novotny, le pilote de chasse le plus en vue en Allemagne. En dépit de nombreux échecs et de difficultés inattendues, l'escadrille de « *jets* » remporta des succès considérables contre les flottes aériennes alliées.

Ces victoires convainquirent Hitler que le Me 262 était en réalité un chasseur et, en novembre, il ordonna que sa production fût intensifiée. Mais cette décision venait trop tard. Les directives irrévocables données auparavant se retournaient maintenant contre Hitler. Ses fureurs étaient impuissantes, il ne pouvait pas faire produire des avions par des usines en ruines, ni du combustible par des sources de production inexistantes. Il était donc matériellement impossible de lancer contre les Alliés les Me 262 nécessaires. A cause de son obstination, Hitler devait trouver d'autres moyens pour continuer la guerre aérienne.

Un autre procédé de défense aérienne était déjà à sa disposition. C'était le Me 163, l'avion-fusée lancé pour la première fois en 1941. Après de nombreuses difficultés occasionnées par l'aérodynamique et la perte des usines spécialisées pour les combustibles, détruites par les bombardements alliés, le « *Comète* » était prêt à être engagé dans la guerre. Au cours de la seconde moitié de 1944, les premières escadrilles de Me 163 firent leur apparition comme chasseurs intercepteurs. Grâce à leur prodigieuse vitesse d'ascension, ils pouvaient défendre les installations importantes contre les attaques des Alliés. Cependant, de même que pour le Me 262, on découvrit bientôt de nombreuses limitations opérationnelles dans le « *Comète* » propulsé par fusée. Malgré sa rapidité, le Me 163 ne pouvait soutenir qu'une durée de combat assez limitée, ce qui restreignait son efficacité. Son armement avait besoin d'être renforcé. Et enfin, le « *Comète* » consommait des quantités prodigieuses de combustible. Ce combustible était aussi nécessaire pour les fusées V-2 et il commençait à manquer en raison de la multiplicité des opérations

et de l'intensité de l'action aérienne alliée (1). Après un essai de quelques semaines, le Haut Commandement allemand réalisa que le Me 163 n'était pas apte à l'emploi en combat. Le petit appareil fut donc utilisé seulement pour la défense des installations, dans laquelle il joua un rôle utile.

Après cet échec, Hitler reçut une autre suggestion qui promettait de donner d'excellents résultats. En juillet 1944, Sauer, de l'État-Major des avions de chasse, reconnut que le programme concernant le Me 262 était trop compliqué pour pouvoir recevoir une solution rapide. D'autre part, il se rendait compte des besoins immédiats de l'Allemagne pour sa défense aérienne. Tant que les Alliés possédaient le contrôle absolu de l'air, l'Allemagne ne pouvait faire mieux que de prolonger le conflit. En conséquence, Sauer proposa à Hitler de mobiliser l'industrie allemande pour un chasseur « *jet* » à un seul moteur, simple et peu coûteux. Il envisageait l'appareil sous la forme d'un « *Chasseur populaire* » qui serait manœuvré par des opérateurs rapidement entraînés recrutés parmi les membres de la Jeunesse hitlérienne (2). Le projet plut au *Führer* comme étant la dernière chance de conjurer le désastre et il l'approuva sans restriction. Avec l'assentiment de Hitler, le Ministre de l'Air mit rapidement le projet à exécution. Le 8 septembre, le Haut Commandement donna la description précise du nouveau chasseur. Il volerait à une vitesse de 450 milles à l'heure, serait armé de deux ou trois canons et serait capable de décoller dans un espace de 1.700 feet. En outre, les fabricants devraient être prêts pour la production massive le 1er janvier 1945.

Les fabricants d'avions de toute l'Allemagne se hâtèrent de soumettre des plans détaillés. Deux semaines plus tard, le professeur Heinkel, malgré son long éloignement du domaine de la propulsion, avait soumis un projet pratique. Afin de s'en tenir à la construction la plus simple et d'éviter tous nouveaux essais, Heinkel revenait au modèle relativement primitif de la fusée V-1. Il installait un moteur-fusée sous le fuselage, employait autant que possible le bois et réduisait au minimum les parties mobiles. Après une courte discussion, le *Département des avions de chasse* et le Ministre de l'Air acceptèrent le plan de Heinkel et ordonnèrent la production et l'expérimentation aussi rapides que possible (3).

Gœring, apercevant une chance de regagner son prestige perdu, invita les dirigeants des Forces aériennes à se réunir le 23 septembre. Il mit rapidement son auditoire au courant des particularités du nouveau Heinkel 162 qui devait bientôt reconquérir les airs au-dessus de l'Allemagne. Sauer continua avec un rapport enthousiaste à l'appui de l'ana-

(1) Bartz, *Swastika in the Air*, p. 169-170 ; Galland, *The First and the Last* ; Chester Wilmot, *The Struggle for Europe* (La lutte pour l'Europe) (New York, 1952), p. 157.

(2) Heinkel, *Stormy Life*, p. 239-240.

(3) Heinkel, *Genesis of the He 162 Volksjäger* (Genèse du Volksjäger He 162), p. 373.

lyse présentée par Gœring. Par contre, Galland et Koller plaidèrent énergiquement contre l'entreprise. Ils soulignèrent que le projet de Heinkel allait déranger la production des Me 262 et fragmenter davantage les chances de l'Allemagne dans l'espace aérien. De plus, ils contestaient l'utilité du He 162 qu'ils estimaient peu propre au combat. Ils craignaient aussi que l'appareil ne puisse pas être prêt à temps à cause des difficultés d'expérimentation et du manque de pilotes entraînés. Gœring refusa de tenir compte de ces observations et reprocha aigrement à Galland de mettre en question l'utilité du « *Chasseur populaire* » (1). Le maréchal de l'Air rêvait d'un ciel rempli d'étranges He 162 pilotés par les fanatiques de la Jeunesse hitlérienne. Il négligea les avis plus réalistes de ses subordonnés en faveur de ses prédictions imaginaires.

Le 29 septembre, le Ministre de l'Air donna à Heinkel son approbation définitive pour le nouvel avion « *jet* ». Heinkel élabora immédiatement un programme de production massive. Il organisa tout son personnel en équipes de travail continu et ses ingénieurs durent vivre en permanence à leurs bureaux. La pression exercée par l'avance des armées alliées et l'omniprésence de Heinkel produisirent des résultats prodigieux. La mise au point des plans, les expériences à terre, la fabrication, tout le travail progressait à un rythme dépassant tous les records. Le 6 décembre 1944, exactement soixante-neuf jours après la validation du contrat, le He 162 était poussé sur la piste pour le vol d'essai. Pendant douze minutes, le pilote fit évoluer son étrange avion autour du champ d'aviation. Il atteignit des vitesses dépassant 500 milles à l'heure et déclara que l'appareil n'était pas difficile à manœuvrer. Heinkel organisa immédiatement une démonstration devant les personnages officiels des Forces aériennes (2).

L'épreuve eut lieu le 10 décembre, mais se termina en désastre. Après les manœuvres aériennes normales, le pilote voulut effectuer un looping à une basse altitude. L'aile droite se détacha et le petit appareil, après quelques soubresauts désordonnés, s'écrasa (3). Malgré cet échec, Gœring, Sauer, et leur entourage, demandèrent la production intensive du He 162. En mars 1945, environ 200 « *Chasseurs populaires* » étaient prêts à entrer en action. Le Ministre de l'Air remarqua pourtant à ce moment quelques défauts de structure et retarda l'utilisation jusqu'à ce que ces défectuosités fussent corrigées. Avant que les aménagements nécessaires aient été effectués sur le Heinkel 162, la guerre était terminée. Malgré tout, les efforts de Heinkel doivent être considérés comme le symbole de ce qu'on peut réaliser par la rapidité du travail de construction. Il n'y eut pas de résultat tangible, mais le Heinkel 162 était prêt à servir quand l'Allemagne capitula.

Quand arriva l'année 1945, l'Empire nazi de Hitler était un champ

(1) Galland, *The First and the Last*, p. 348.
(2) Heinkel, *Genesis of the He 162 Volksjäger*, p. 373.
(3) *Ibid.*, p. 374 ; Galland, *The First and the Last*, p. 349.

de carnage. Le *Führer* vint s'établir à Berlin où il essaya d'empêcher l'encerclement des armées alliées. Dans les cieux, l'armée de l'Air allemande, complètement dépassée par le nombre, avait cessé d'exister. Le Me 163 et le He 162 n'ayant pas réussi à retourner la situation du conflit aérien, le seul espoir qui restait était l'introduction massive d'un grand nombre de Me 262. Hitler se cramponnait à cette dernière paille et donna carte blanche à l'aviation pour la production de « *jets* ».

Le *Führer* cherchait aussi à développer cette nouvelle force aérienne. En janvier 1945, il donna à Galland tout pouvoir pour la formation d'une nouvelle escadrille de « *jets* ». Ce dernier rassembla immédiatement quelques-uns des aviateurs les plus habiles en un sursaut de dernière extrémité. Il leur donna un entraînement rapide et ils furent bientôt prêts à défier les flottes aériennes alliées. Le 18 mars, les Me 262 allemands attaquèrent la dernière des grandes formations aériennes alliées envoyées contre Berlin. Tandis que les malheureux chasseurs alliés s'efforçaient de défendre les encombrants bombardiers, les « *jets* » Me 262, rapides comme l'éclair, fonçaient de tous côtés et détruisaient trente avions alliés. Le nouvel appareil révélait une maniabilité et une portée d'interception dépassant de beaucoup ce que pouvaient soupçonner les chefs alliés. Cette victoire allemande posait à nouveau la question de la suprématie aérienne. Le *Führer* lui-même, affolé et acculé dans Berlin, vit s'ouvrir quelques possibilités grâce à ce succès.

Quelques jours plus tard, il prescrivit de sérieux retours en arrière dans la production des avions à piston en faveur des « *jets* » plus rapides. Hitler s'enthousiasmait sur l'avenir du Me 262 et pensait même à l'employer pour la défense de Berlin. Il espérait qu'il serait possible de déblayer les rues pour les utiliser comme terrains d'atterrissage et balayer l'aviation alliée hors du ciel allemand. Cette fois, les rêves grandioses et utopiques du *Führer* ne purent se réaliser. Les escadrilles de Me 262 mirent en œuvre des canons plus lourds et des fusées aériennes, mais il était trop tard pour que le contrôle de l'air puisse être effectivement repris. En mai la guerre était finie, l'Allemagne était battue et Hitler était mort. Le « *jet* » avait fait son apparition juste pour la fin de la deuxième guerre mondiale. Malgré l'incontestable avance de l'Allemagne dans le domaine de la propulsion par fusées, les chefs nazis ne l'utilisèrent qu'au moment où la guerre était déjà perdue.

Charles Burdick.
San Jose State College, Californie.

HISTORIOGRAPHIE HONGROISE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Cet article se propose de faire le point de livres, de brochures, de documents divers publiés en Hongrie ou dans d'autres pays et consacrés à la période de la seconde guerre mondiale.

Depuis 1945 ont été créés des centres d'études américains et anglais spécialisés dans l'examen de l'histoire des pays de l'Est ; en France, les recherches sur la plupart de ces pays — dont la Hongrie — se trouvent encore très peu développées, exception faite des événements de 1956 (1).

C'est donc pour la première fois qu'un article bibliographique consacré à la période 1939-1945 est publié. Nous l'avons rédigé après avoir examiné un très grand nombre d'ouvrages et de brochures, ainsi que divers documents. Toutefois, malgré son abondance, la documentation ne peut être considérée comme étant complète ; de plus, elle est d'une valeur inégale.

En effet, les participants (ou les témoins) hongrois de la période 1939-1945, de même que les historiens étrangers examinant le rôle de la Hongrie pendant la deuxième guerre mondiale ne veulent, ou ne peuvent analyser avec l'objectivité nécessaire tous les aspects du problème. Les uns — surtout les émigrés et leurs amis occidentaux — veulent à tout prix justifier leur action politique pendant la guerre, d'autres (nous pensons par exemple aux anciens résistants antifascistes mais non communistes vivant actuellement en Hongrie) ne peuvent relater leur expérience ; enfin, les communistes consacrent tous leurs efforts à démontrer qu'ils étaient les seuls à s'opposer pendant la guerre au régime horthyste et aux envahisseurs nazis.

De l'examen des ouvrages, brochures et documents divers, il nous semble résulter qu'à l'heure actuelle il n'existe encore aucun ouvrage *complet* sur la Hongrie pendant la guerre, bien que l'abondance des *documents de base* aurait dû suffire pour procéder à une analyse objective des événements politiques, économiques et militaires. Malheureusement, certains des documents importants sont gardés aux *Archives de l'État hongrois* et les Archives du Parti communiste ne sont pas — non plus — accessibles aux chercheurs occidentaux. D'autre part, les historiens hongrois, désireux de poursuivre leurs recherches sur le déroulement de certains événements, ne peuvent utiliser tous les documents émanant d'une source non communiste, en raison de la contradiction existant entre ces documents et la position officielle du Parti commu-

(1) Voir notre article : La Hongrie de 1918 à 1958, in *Revue française de science politique*, vol. VIII, nº 3, septembre 1958.

niste sur tel ou tel événement ou homme politique. Par exemple, la plupart des livres et des brochures politiques publiés en Hongrie sur la deuxième guerre mondiale immédiatement après la Libération (*mais avant la prise du pouvoir du Parti communiste*, 1949) ne sont plus réédités. Bien entendu, des mémoires et d'autres écrits des politiciens émigrés publiés dans les pays occidentaux ne peuvent être distribués dans le pays ; ils restent souvent introuvables même dans les bibliothèques.

Toutefois, aussi bien à l'*Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences* qu'à l'*Institut d'Histoire militaire* et enfin à la *Représentation nationale des Israélites hongrois* continuent des recherches, permettant la publication de nouveaux recueils de documents d'une valeur incontestable, mais sur des sujets peu délicats, c'est-à-dire qui peuvent être examinés sans que soit nécessaire à tenir compte d'un éventuel changement de la « ligne politique » du Parti. Ainsi, par exemple, ont été publiés depuis deux ans un ouvrage remarquable comportant des extraits des archives secrètes du Ministère royal des Affaires étrangères, un livre sur le rôle de la 2e armée hongroise en Union soviétique et deux volumes consacrés aux persécutions raciales en Hongrie pendant l'occupation allemande. Par contre, nous attendons toujours une histoire du Parti communiste hongrois ; il est vrai, qu'en raison des épurations successives survenues depuis 1945, la composition actuelle du Comité central s'est sensiblement modifiée et plus de 80 % des membres du Parti illégal pendant la guerre ont été exécutés, éliminés ou se trouvent en exil en raison de leur attitude lors des événements de 1956, ce qui complique la tâche des collaborateurs de l'*Institut d'Histoire du Parti*, chargé du travail. D'ailleurs, plusieurs des ex-membres du Parti préparent dans divers pays occidentaux des ouvrages consacrés à leur expérience et, de ce fait, nous aurons prochainement de nouvelles précisions sur la période 1939-1945.

En définitive, le travail du chercheur occidental s'intéressant à la Hongrie pendant la deuxième guerre mondiale est loin d'être facile, même s'il connaît le hongrois, « instrument de travail » bien utile, en raison du grand nombre de documents qui n'ont pas été traduits. Il faut espérer que, dans un avenir pas trop éloigné, les recherches impartiales sur la période 1939-1945 deviennent enfin possibles et qu'avec l'aide indispensable des chercheurs hongrois paraissent des ouvrages examinant avec objectivité le déroulement des événements et que le résultat de ces travaux soit accessible à tout le monde.

Problèmes politiques (1)

Les ouvrages hongrois et occidentaux consacrés à l'examen de la politique intérieure des gouvernements successifs pendant la deuxième

(1) Les chiffres entre crochets renvoient à la liste bibliographique en fin d'article.

guerre mondiale peuvent être partagés en deux groupes ; les premiers ont pour auteurs des personnalités ayant eu des responsabilités importantes à cette époque ou — lorsqu'il ne s'agit pas de citoyens hongrois — qui ont sympathisé avec ces personnalités, tandis que les autres appartenaient à l'opposition non communiste ou communiste, à l'extérieur ou à l'intérieur du pays.

Les *Mémoires* de l'amiral Horthy, régent de Hongrie [38], de même que ceux de M. Miklós Kállay [53], président du Conseil (1942-1944), sont d'une grande importance. Ils affirment que, pendant la guerre, leur pays menait un double jeu et que, tout en collaborant officiellement avec les Allemands, le gouvernement (notamment celui présidé par M. Kállay) préparait dans les coulisses le cessez-le-feu avec les Alliés. Ses amitiés avec la plupart des personnalités du « Régime Horthy » ont permis au professeur britannique E. Macartney de réunir une documentation importante. Son livre consacré à la Hongrie de 1929 à 1945 [71] est à l'heure actuelle le plus complet et le mieux documenté sur l'évolution politique du régime Horthy, surtout en ce qui concerne la fin de la guerre. Toutefois, comme il s'agit avant tout d'un plaidoyer *pro domo* en faveur du régime, le professeur émet de trop nombreux jugements subjectifs, notamment sur l'activité des Résistants antifascistes, dont les dirigeants réclamèrent non seulement une politique prooccidentale et la rupture avec Hitler, mais aussi des réformes politiques, économiques et sociales et l'établissement d'un régime républicain, à quoi l'amiral Horthy et son entourage se sont toujours opposés.

Bien des livres ou des documents écrits depuis la guerre par des non communistes jugent sévèrement la politique horthyste. M. Dezsö Sulyok, leader politique hongrois, connu pour ses sentiments violemment antifascistes et anticommunistes, consacre plusieurs chapitres d'un livre bien documenté à la situation hongroise pendant la guerre [103], de même que l'écrivain anglais d'origine hongroise Georges Mikes [76], l'ancien consul de Hongrie à Genève et présentement rédacteur en chef du « Monde diplomatique », M. François Honti [37] et enfin M. D. Geleji, dans un livre publié après la Libération [34].

Du côté communiste, les ouvrages se multiplient depuis quelques années. La publication — par l'*Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences* — d'un recueil de documents, émanant des archives secrètes du Ministère royal des Affaires étrangères [1] est aussi bien consacrée aux événements de la politique intérieure qu'à ceux des relations extérieures de la Hongrie. Ce recueil est une source d'information précieuse (bien qu'il n'en existe aucune édition en langue étrangère) de même qu'une bibliographie du 26 septembre 1944 au 4 avril 1945 qui contient les titres de tous les livres, articles, brochures, affiches et tableaux parus en Hongrie [110], un recueil de documents sur la même période [19] et un ouvrage de M. E. Köves [64].

Le livre de D. Saly [99] contient également de nombreux documents

relatifs à l'évolution politique : l'auteur a pu utiliser certains rapports secrets parvenus pendant la guerre à l'*Agence télégraphique hongroise* (M. T. I.). La consultation d'un volume réunissant les articles des cinq numéros du journal illégal du Parti communiste entre 1942 et 1944 n'est pas inutile [44].

Pour « l'évaluation » communiste du régime horthyste, les deux livres de base sont celui de M. Gyula Kállai [52] et celui de M. Dezsö Nemes [83]. Les auteurs occupent actuellement une place importante dans la vie politique hongroise ; M. Kállai est premier vice-président du Conseil et M. Nemes dirige l'organe central du Parti, le quotidien « *Népszabadság* » ; en outre, ils font partie du *Bureau politique* du *Parti socialiste ouvrier hongrois*. L'ouvrage de M. Kállai est à sa quatrième édition « remaniée et corrigée », tandis que celui de M. Nemes ne connaît jusqu'ici que deux versions, d'ailleurs sensiblement différentes (1). L'étude de Mme Erzsébet Fazekas, épouse de l'ancien dirigeant communiste Ernö Gerö [35], n'offre guère de garantie quant à la fidélité historique de son témoignage, de même que la monographie présentée au cours de la deuxième conférence internationale d'histoire de la résistance par M. Miklós Lackó [64] (2). Plus intéressants, bien que non moins partiaux, sont le livre de M. Karsai consacré à l'activité de plusieurs gouvernements horthystes pendant la guerre [56] et les études de M. Korom sur la chute du fascisme en Hongrie [61].

L'examen de ces années est impossible sans la consultation du *Journal officiel du Parlement hongrois* [72] ; à notre connaissance, exception faite de quelques volumes, la collection complète n'est pas disponible en France, ni celle des journaux hongrois publiés pendant la guerre.

Pour la période séparant l'occupation allemande de la Hongrie (19 mars 1944) de la libération totale du territoire national (4 avril 1945), les documents sont abondants tant sur les derniers mois de l'ancien régime que sur les conditions de la formation du gouvernement antifasciste de Debrecen (21-22 décembre 1944).

Tous les auteurs hongrois et étrangers (à part des pamphlétaires fascistes, dont les journaux ronéotypés publiés en République fédérale d'Allemagne, en Argentine, en Espagne et jusqu'en 1955 en Autriche exaltent l' « héroïsme » des croix-fléchées) condamnent le court règne des *nyilasok* (croix-fléchées) qui firent régner après le « putsch manqué » de l'amiral Horthy (3) une terreur impitoyable. Le professeur Macartney, déjà cité, consacre tout un chapitre à cette période qui reste parmi les plus tragiques de l'histoire de la Hongrie. Possédant — entre autres do-

(1) Voir notre article au sujet du livre de M. Nemes in *Études* (Bruxelles), 1961, vol. III, n° 1.

(2) Dans un article publié quelques mois avant les événements de 1956, M. István Pintér a violemment critiqué l'étude « dogmatique » de Mme E. Fazekas (*Párttörténeti Közlöny*, t. 2, n° 3 (1956), p. 138-147).

(3) Le 15 octobre 1944, l'amiral Horthy a demandé aux Alliés l'armistice. Sur cette journée, voir aussi le témoignage de A. Rozsnyói [96].

cuments — le *Journal personnel* de Ferenc Szálasi, chef des *croix-fléchées*, le professeur anglais donne de ces mois un témoignage qu'aucun autre ouvrage ou brochure ne peut égaler. Ajoutons simplement que pour mesurer la responsabilité des *croix-fléchées* dans la tragédie de la Hongrie, il est utile de consulter la documentation publiée (partiellement en français et en anglais) sur les procès des criminels de guerre qui se sont déroulés à Budapest après la Libération [48, 49, 50, 104].

Avant de relever les ouvrages relatifs à la Résistance antifasciste hongroise et à la formation du gouvernement de Debrecen, nous examinerons la littérature publiée sur les relations extérieures de la Hongrie pendant la guerre ainsi que celle concernant les problèmes économiques.

Politique étrangère.

Le traité de Trianon (juin 1920) consacra le partage du pays, qui perdait près de 70 % de son territoire. Dans ces conditions, des courants révisionnistes se sont continuellement manifestés dans la politique extérieure du pays et les gouvernements successifs furent particulièrement actifs pour réclamer « justice pour la Hongrie ». La diplomatie hongroise déployait de grands efforts pour essayer de faire comprendre au monde occidental que le peuple hongrois n'avait pas mérité le partage de son territoire millénaire et nombreux furent les Occidentaux qui prirent partie pour la cause des révisionnistes hongrois (1).

Pour la bonne compréhension de la politique extérieure hongroise pendant la deuxième guerre mondiale, l'étude d'un certain nombre de recueils de documents officiels ou officieux est indispensable. En 1946, les services d'information soviétiques ont communiqué des documents du Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne sur la politique allemande en Hongrie de 1937 à 1943 [28] (2). Mais ce petit volume, pourtant bien utile, ne comporte qu'une partie minime des documents révélateurs de la politique extérieure hongroise de cette période. Beaucoup plus importants sont les documents préparés en 1946 pour la Conférence de paix par le Ministère hongrois des Affaires étrangères [40, 41, 42] et la publication, en 1959, d'un volume de 550 pages contenant des larges extraits des Archives secrètes du *Ministère royal des Affaires étrangères* [1]. Divisé en neuf chapitres (chaque chapitre précédé d'une étude), ce recueil de documents, publié par l'*Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences hongroises*, est constitué essentiellement par les rapports des diplomates hongrois sur la conjoncture mondiale, les détails

(1) Pour les publications occidentales concernant la révision du traité de Trianon en faveur de la Hongrie, voir notre article bibliographique, *op. cit.*

(2) Signalons également un excellent livre de M. István Borsody, journaliste hongrois aujourd'hui en exil (il professe aux États-Unis) consacré à un examen critique des nationalismes en Europe orientale entre les deux guerres (*The Triumph of Tyranny*, London, Jonathan Cape, 1960, 285 p.).

souvent méconnus des conditions de la déclaration de la guerre à l'U. R. S. S., les procès-verbaux des conseils des ministres, ainsi que des rapports de police sur la situation intérieure ; de plus, la liste des ministres hongrois de 1933 à 1944 et des représentants diplomatiques hongrois à l'étranger, ainsi que des notices biographiques, complètent le volume dont on attend avec intérêt la prochaine traduction en français. Par rapport à des publications analogues parues après 1949 et qui n'étaient que des pamphlets politiques ou des brochures de propagande déguisés en ouvrages scientifiques [119], ce volume, malgré certains jugements contestables, est un important instrument de travail.

Naturellement les livres ou « mémoires » déjà indiqués de Horthy [38], de Kállay [53], du professeur Macartney [71] et aussi celui d'un autre spécialiste britannique des problèmes des pays de l'Est, le professeur Seton-Watson [102], font une place considérable à la politique étrangère de la Hongrie pendant la guerre.

Mais c'est un diplomate hongrois, M. István Kertész, actuellement professeur à l'Université de Notre-Dame (États-Unis), qui a le mieux étudié jusqu'ici le rôle joué par la Hongrie au cours de la deuxième guerre mondiale [57] (1). Le livre de M. Kertész, secrétaire général de la délégation hongroise à la conférence de paix de Paris (il est également l'éditeur du recueil de documents publiés en Hongrie par le Ministère des Affaires étrangères, déjà mentionné), contient de très nombreuses notes bibliographiques. Un autre diplomate, ministre de Hongrie en Suède pendant la guerre, essaie d'expliquer comment et pourquoi la Hongrie se trouvait littéralement « coincée » entre l'Allemagne et l'Union soviétique [116]. Notons à ce propos que, pendant la guerre — surtout à partir de 1942 — il existait une « Résistance diplomatique » d'un type assez particulier. Plusieurs ambassadeurs hongrois en poste à l'étranger, ainsi que des membres du corps diplomatique et consulaire, se sont efforcés de réduire à certaines limites le rôle politique des Allemands. En outre, ces « diplomates-résistants », ainsi que le relatent MM. Kertész et Ullein-Reviczky, cherchaient des contacts avec les puissances anglo-saxonnes pour trouver un moyen de rompre avec Hitler.

Bien entendu, tout examen des relations extérieures de la Hongrie pendant la guerre serait incomplet sans la consultation des documents

(1) Les « mémoires » des hommes d'État allemands, italiens et autres contiennent de nombreux détails importants concernant la Hongrie. Voir, par exemple, *Ciano's Diplomatic Papers*, London, 1948, p. 65-67 ; Ciano, *Diario, 1937-1938*, Rocca S. Casciano, 1948, p. 94-97 ; *The Ciano Diairies 1939-1943*, edited by H. Bibson, New York, 1946 ; *The Goebbels Diairies 1942-1943*, edited by L. P. Lochner, Washington, 1948 ; *Memoirs of Ernst von Weizsäcker*, Chicago, 1951, p. 37-38, 41, 138 et 200 ; H. Ripka, *Munich. Before and After*, London, 1944, p. 498-509 ; G. Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'Est*, Fribourg, W. Egloff, 1944 ; M. J. F. Montgomery (ancien ministre des États-Unis en Hongrie), *Hungary, the Unwilling Satellite*, New York, Devin-Adair Co., 1954, etc., etc.

diplomatiques — officiels ou secrets — publiés en Occident depuis 1945 [22, 23, 24, 25, 26, 27].

Questions économiques.

Pour avoir un aperçu général sur l'économie hongroise entre 1918 et 1945, on ne saurait conseiller ouvrage plus complet et mieux documenté que celui du professeur J. Marczewski [74] (p. 1-103).

En ce qui concerne des publications de sources hongroises, les études entreprises depuis quelques années par des économistes MM. Berend et Ránki dans le cadre d'un programme de recherches de l'*Université Karl Marx des Sciences économiques* de Budapest sont d'un grand intérêt. Les travaux déjà publiés portent sur l'évolution des relations économiques entre la Hongrie — fournisseur alimentaire de l'Allemagne — et le régime hitlérien avant 1939, sur la grande industrie de la Hongrie avant et pendant la guerre, etc., etc. [11, 12, 92, 93] (1). Signalons également un livre de M. I. Kádár sur la condition ouvrière [51]. Une monographie de M. L. D. Schweng publiée aux États-Unis contient également des éléments intéressants sur l'économie hongroise pendant la guerre [100], celle de M. J. Ausch [4] présente des calculs intéressants concernant le total des dépenses de guerre.

Il faut ajouter les publications hongroises qui datent de la Libération ; ainsi un cahier de la revue « *Nouvelle Hongrie* » consacré aux chiffres sur le ravage de la Hongrie [17] ; le montant des dégâts survenus dans les biens matériels de la Hongrie est estimé à 22 milliards de *pengös* au taux de 1938, correspondant à 4,430 millions de dollars (revenu national hongrois en 1938 = 3,9 milliards de *pengös*). Ce cahier, ainsi que toute une série de publications des ministères économiques hongrois — dont les plus importantes sont une monographie sur les pertes de l'agriculture [43] et une autre consacrée à la politique hongroise d'approvisionnement public de 1939 à 1944 [89] — complètent le tableau avec une étude du bureau européen de l'U. N. R. R. A. publiée en 1947 et consacrée également aux ravages de guerre en Hongrie, mais qui contient des renseignements supplémentaires par rapport aux premières publications hongroises [29].

Questions militaires.

Le rôle politico-militaire de la Hongrie au cours de la deuxième guerre mondiale est relativement bien connu. Le livre de MM. Pethö et Czebe, publié en 1947 [18], donne un aperçu général sur l'histoire mili-

(1) Voir également un article de MM. Berend et Ránki sur Les fabrications de guerre en Hongrie, dans *Századok*, nº 5-6 (1957).

taire. Le « *Collège des anciens combattants de l'armée hongroise* » a fait paraître en 1953 un livre sur le rôle du soldat hongrois au cours de la guerre, mais, édité par des émigrés extrémistes, ce livre — qui contient certains documents intéressants — manque d'objectivité (1).

Depuis quelques années — après une très longue période de silence — on peut constater la multiplication des études hongroises sur l'histoire militaire de la deuxième guerre mondiale. Celle de M. S. Tóth est consacrée à l'organisation de l'armée hongroise avant et pendant la guerre [111]. Dans un ouvrage publié par l'*Institut d'Histoire militaire*, M. M. Horváth analyse les circonstances de l'anéantissement de la 2e armée hongroise près du Don [39]. Selon nos renseignements, le même Institut prépare d'autres publications sur l'activité de l'armée hongroise pendant la guerre.

Les ouvrages militaires sur les opérations soviétiques en Hongrie sont assez nombreux, mais d'une valeur inégale ; les livres publiés avant 1953 sont empreints du « dogmatisme stalinien » et leur valeur scientifique est douteuse. Par contre, les travaux de l'historien militaire S. Tóth [110, 111, 112], le recueil édité par MM. Szentesi, Mátyás et Harmat sur l'intervention des troupes soviétiques, bulgares et roumaines dans la campagne militaire à travers la Hongrie [106], ainsi que les études de M. Zentai [117, 118] sur les opérations blindées dans la région de Debrecen ou autour du lac Balaton, sont intéressantes pour l'historien militaire occidental. Ajoutons à cela les livres ou études consacrés à la bataille de Budapest qui a eu lieu de novembre 1944 à février 1945 [31, 78] et signalons aussi des récits parfois romancés, mais qui sont néanmoins d'un intérêt certain [20, 45, 46, 47, 54]. Du côté occidental, le livre de W. E. D. Allen et P. Muratoff [2] et une étude de M. J. A. Lukács [70] examinent la campagne militaire soviétique en Hongrie.

Doivent enfin être signalés dans cette rubrique les livres relatifs à la fois à l'histoire militaire et aux persécutions raciales. A partir de l'entrée en guerre de la Hongrie contre l'U. R. S. S. (juin 1941), le Gouvernement royal hongrois substitua au service militaire des Juifs le service du travail obligatoire, « organisé » et « encadré » par l'armée. De plus, tous les éléments politiquement suspects ont été enrôlés de force dans des compagnies pénitentiaires spéciales et envoyées en territoire soviétique provisoirement occupé par les Allemands. Il existe une littérature abondante sur le sort souvent tragique des Juifs et non-Juifs contraints au service de travail ; signalons les livres de I. Kossa [59], de E. Baráth [7], de L. Palásti [86], les deux ouvrages de E. Sally [97, 98] et enfin les « souvenirs de guerre » de L. Vajda [114]. Ajoutons les

(1) Un jeune historien militaire hongrois, M. Péter Gosztonyi, ancien officier de l'armée populaire (en exil depuis 1956) prépare actuellement une thèse de doctorat en Suisse, thèse intitulée *Der deutsch-russiche Krieg in Ungarn 1944-1945* (La guerre russo-allemande en Hongrie, 1944-1945).

« *Mémoires* » du général Vilmos Nagy [81], Ministre de la Défense du 24 septembre 1942 au 16 septembre 1943, dont les interventions courageuses permirent de sauver la vie à de nombreuses personnes envoyées en Ukraine.

Enfin, dans la série « *Documents sur la persécution des Juifs en Hongrie* » [8, 9] paraîtra — probablement en 1962 — un volume exclusivement consacré au drame des Juifs, enrôlés dans les compagnies spéciales de l'Armée.

Les persécutions raciales.

A partir de 1938, les Juifs de Hongrie (900.000) durent subir beaucoup de spoliations et d'humiliations, mais leur dépouillement complet, voire l'extermination d'un très grand nombre d'entre eux, n'a commencé qu'après le 19 mars 1944, c'est-à-dire après l'occupation du pays par les Allemands. Ainsi la presque totalité des documents déjà publiés ou en cours de publication portent sur la période postérieure à cette date.

Notons en premier lieu les livres de J. Lévai, publiés immédiatement après la guerre [66, 67, 68] ; le premier de ces volumes est consacré à la persécution raciale de 1938 à 1945, le second est une mise au point des actions et gestes d'organisations ou de personnes hongroises pour sauver les Juifs persécutés et le troisième examine les efforts des pays étrangers en faveur des Juifs hongrois. Récemment, M. Lévai a publié un quatrième volume consacré à l'activité d'Adolf Eichmann en Hongrie [69].

La publication des recueils de documents sur la persécution raciale en Hongrie (deux volumes parus, examinant respectivement la période du 19 mai 1944 au 15 mai 1944 et du 15 mai au 30 juin 1944) est d'une grande importance. Ces publications sont l'œuvre de la Représentation nationale des Israélites hongrois dans le cadre de laquelle fonctionne un centre d'études. Le « *Livre jaune* » rédigé par B. Vihar [115] n'est que d'un intérêt secondaire.

Sont encore à mentionner les livres contenant des témoignages sur l'attitude courageuse de certains ecclésiastiques pendant l'occupation allemande ; nous en trouvons des preuves dans le livre déjà cité de M. Honti [37], dans ceux du pasteur Bereczky [10] et de M. Maszlényi [75].

La Résistance antifasciste.

Derrière la Hongrie officielle, collaboratrice — bon gré, mal gré — des puissances de l'Axe, il existait une « autre » Hongrie, qui exprimait la volonté de la majorité du peuple hongrois et révélait le vrai visage de la nation. Cette « autre » Hongrie, malgré les persécutions, les emprisonnements, les fusillades et les pendaisons, est restée fidèle à ses idéaux

humains et européens. Aucun cabinet n'ignorait l'attitude du peuple, ni sa haine pour la guerre nazie et toutes les manifestations de la dictature. Cependant il est à noter que l'essor du mouvement antifasciste et démocratique des Hongrois se heurta à d'immenses obstacles. Il est incontestable que l'excitation nationaliste des classes dirigeantes, la démagogie sociale des tendances fascistes trouva pendant de longues années — et même au début de la deuxième guerre mondiale — un écho non seulement dans les couches moyennes, mais encore dans les couches importantes de la classe ouvrière. De plus, en raison des sentiments parfois violemment antisoviétiques d'une grande majorité de la population (dont l'explication dépasse le cadre limité de notre article) le mouvement de la Résistance hongroise avait pris dès le début de la deuxième guerre mondiale deux orientations différentes, bien que les deux grandes « tendances » n'aient pas cessé de collaborer activement pendant toute la durée de la guerre et même après 1945.

La conception politique des représentants de la première tendance peut être ainsi résumée : défendre l'indépendance de la Hongrie à l'extérieur comme à l'intérieur, en opposant une ferme résistance spirituelle, morale et au besoin militaire aux Allemands, se mettre en rapport avec les puissances occidentales, obtenir une paix séparée et éviter à la Hongrie les conséquences d'une occupation uniquement soviétique. Tel était également le but des exilés hongrois non communistes vivant en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Suisse et dans d'autres pays qui — de même que les Résistants non communistes de l'intérieur — se sont prononcés pour des réformes politiques, économiques et sociales et qui réclamaient non seulement la conclusion d'un traité de paix avec les Alliés, mais également une Hongrie « républicaine et sociale ».

Les représentants de la deuxième tendance étaient des communistes en émigration à Moscou (quelques-uns dans les pays occidentaux) ou en Hongrie dans la clandestinité ; ils dénonçaient l'antisoviétisme de certains des antifascistes hongrois, antisoviétisme qui s'est manifesté au moins jusqu'à l'occupation allemande du pays, survenue le 19 mars 1944.

En vérité, ce n'est qu'à partir de cette date que la Résistance hongroise (extérieure (1) et intérieure) se transforma en un mouvement plus ou moins bien organisé et que Résistants non communistes et communistes se sont décidés à s'unir en face du danger.

(1) Sur la Résistance hongroise à l'extérieur, outre des livres publiés par les communistes en exil en U. R. S. S. [45, 90, 91], voir le premier chapitre du livre de M. G. Paloczi-Horvath, ancien membre du Parti communiste hongrois, qui, pendant la guerre, a joué un rôle important comme membre des services de renseignements britanniques [87], le chapitre IV des *Mémoires* du comte Karolyi concernant les exilés hongrois en Grande-Bretagne [55] et les livres déjà cités de MM. Kertész [57] et Ullein-Reviczky [116]. M. L. Bolgár, ancien attaché de presse de la légation de Hongrie en Bulgarie, donne des informations sur les péripéties des Résistants hongrois dans ce pays [14], etc.

La formation du *Front Hongrois* — dans le but de réunir toutes les forces antifascistes du pays — date de mai 1944. Le Parti communiste se mit en cheville avec d'autres formations politiques illégales comme le *Parti des Petits Propriétaires*, le *Parti social-démocrate* et le *Parti National Paysan*. Deux mois plus tard, le *Front hongrois* a commencé l'organisation des forces armées (aidées par des partisans hongrois parachutés de l'extérieur) et, à la fin du mois d'octobre, les groupes épars de la Résistance et les quatre partis de gauche créèrent une nouvelle organisation de plus vaste envergure appelée « *Comité Hongrois de la Libération* » qui fonctionna dans les territoires encore occupés par les Allemands et le gouvernement pronazi de Ferenc Szálasi, tandis qu'en décembre 1944 était formé à Debrecen le premier Gouvernement de la Hongrie nouvelle.

Ce bref résumé de l'historique du mouvement de la résistance hongroise nous semble être indispensable avant l'énumération des ouvrages ou brochures publiés depuis 1945 sur la Résistance hongroise, dont l'histoire objective reste encore à écrire.

Parmi les premiers ouvrages consacrés au lendemain de la Libération à l'histoire du mouvement de Résistance hongroise, ceux de M. Iván Boldizsár [13] et de MM. Étienne Kovács et Jean Florián [63] sont de précieux instruments de travail. M. Boldizsár examine divers aspects de la Résistance intellectuelle, politique, militaire, économique, etc. pendant la guerre, tandis que MM. Kovács et Florián consacrent leur petit livre au mouvement partisan hongrois. Ajoutons à ces deux livres importants les brochures de MM. Földes [31] et de M. Lajos Fehér [30] sur l'activité des partisans dans la région de Budapest. Notons également un ouvrage sur les prisonniers de guerre polonais, hébergés en Hongrie pendant la guerre [3] et deux chapitres du livre de M. I. Száva [105] consacré au *Front Hongrois*.

Les ouvrages énumérés — soulignons-le — ont été publiés après la guerre, mais avant la naissance de la démocratie populaire ou plus exactement avant l'élimination du pouvoir des éléments non communistes (bien qu'anciens résistants).

A partir de 1948, et pendant une période d'environ six ans, aucun nouvel ouvrage n'a été consacré à l'histoire de la Résistance. Peu à peu, tous les Résistants communistes disparaissent — de László Rajk à Gyula Kállai et de János Kádár à Ferenc Donáth — et sont également liquidés comme « agents impérialistes » les communistes ayant séjourné pendant la guerre dans les pays occidentaux. Tous les Résistants antifascistes non moscovites sont suspects et, conformément aux instructions du Parti, dominé par MM. Rákosi et Gerö, les ouvrages publiés après 1945 sur la période de la guerre sont purement et simplement retirés de la circulation et ne peuvent plus être consultés dans des bibliothèques sans autorisation spéciale.

La mort de Staline et ses conséquences (réhabilitation d'un certain nombre de détenus politiques, dont beaucoup de Résistants antifascistes,

communistes ou non) rendaient possible une reprise des travaux sur l'histoire de la résistance. Mais d'autres « obstacles » empêcheront les historiens hongrois de présenter un grand ouvrage contenant tous les documents sur cette période ; à la suite de l'élimination d'un très grand nombre de politiciens non communistes du pouvoir (entre 1945 et 1948) une partie de ces politiciens se trouvent en émigration, au sein de laquelle ils occupent un rôle politique important. Dans les livres publiés sur leur expérience pendant et immédiatement après la guerre (par exemple, M. Dezsö Sulyok [103] M. Ferenc Nagy [82], M. Imre Kovács [62], etc.), ils confirment les premiers témoignages publiés en 1945 sur la Résistance.

Du côté communiste, M. Gyula Kállai, membre actif de la Résistance intérieure, arrêté en 1951 mais réhabilité quelques années plus tard, a publié, en 1955, une nouvelle édition remaniée de son ouvrage sur le mouvement pour l'indépendance hongroise [52] qui tente à démontrer pour la première fois « qu'en réalité, la plupart des Résistants antifascistes hongrois avaient trahi les intérêts du peuple et, même, servaient ceux des ennemis de la patrie »... « Heureusement — précise-t-il — grâce aux Résistants communistes, existait un véritable mouvement d'indépendance sous la direction du Parti. » Cette thèse est également celle de M. Dezsö Nemes qui, dans un livre volumineux publié à l'occasion du dixième anniversaire de la Libération du pays, exalte, lui aussi, la lutte des Résistants communistes.

Les événements d'octobre 1956, la disparition de la scène politique des communistes moscovites, notamment MM. Rákosi et Gerö, la liquidation des « contre-révolutionnaires » — Imre Nagy, Pal Maléter et autres Résistants antifascistes — a nécessité, une fois de plus, une nouvelle version de l'histoire de la Résistance, car, à de rares exceptions près, tous les dirigeants politiques ou militaires liquidés ou simplement écartés de la vie publique depuis 1956 étaient des Résistants antifascistes notoires. Même dans un livre pourtant tendancieux comme ceux (déjà cités) de M. Gyula Kállai ou de M. Dezsö Nemes, publiés en 1955, on trouve, par exemple — entre autres — le nom du colonel Pal Maléter, un des organisateurs de la Résistance antifasciste armée en Transylvanie, titulaire de hautes décorations soviétiques, mais qui, en raison de son attitude pendant le soulèvement de 1956 (il a été exécuté en même temps que le Président Imre Nagy), est désormais présenté comme un officier fasciste.

Dans les livres ou études récemment publiés (par exemple, les communications faites par MM. Mucs et Pintér en mars 1961 devant la *deuxième conférence internationale d'histoire de la Résistance* [77, 88]), on évite soigneusement de mentionner les noms de ceux qui ont été depuis 1949 (ou après le soulèvement de 1956) liquidés. Seules « existent » les personnes qui jouent à l'heure actuelle un rôle dans la vie publique du pays. Rien ne prouve que dans l'avenir d'autres versions, ou d'autres

« omissions », ne viendront pas « rectifier » la version actuelle des événements. Par contre en 1961, dans les écrits publiés sur la Résistance, on n'évoque plus le rôle important de l'émigration moscovite en insistant sur les mérites des communistes ayant combattus à l'intérieur du pays (1)...

De même que l'histoire de la Résistance, celle de la formation du premier gouvernement de la Hongrie nouvelle est présentée selon des critères n'ayant rien à voir avec la seule volonté de chercher la vérité historique. Après la Libération, plusieurs ouvrages — notamment celui de MM. Paal et Radó [85] — ont étudié les conditions de la réunion historique de Debrecen (décembre 1944). Ce livre est le meilleur reportage sur le tournant 1944-1945 et contient un grand nombre de documents originaux, de même que l'ouvrage de M. E. Gaal sur l'histoire de la Libération de Szeged, deuxième ville de Hongrie [32]. Parmi des écrits des politiciens en exil, le livre de M. Imre Kovács [62], un des dirigeants de la résistance hongroise, est particulièrement intéressant en raison des passages concernant la formation du gouvernement de Debrecen. Le livre, déjà cité, du professeur Macartney [71] contient également des indications utiles.

Parmi les publications hongroises postérieures à la prise du pouvoir des communistes en Hongrie, l'étude de M. I. Révész [94] est la plus importante, bien que les livres déjà cités de M. Kállai et de M. Nemes [52, 84] soient d'un intérêt certain, malgré les réserves que nous formulons sur leur objectivité. Ajoutons à ces ouvrages le livre de M. Galántai [33], ouvrage de vulgarisation sur les conditions de la formation du nouveau gouvernement, l'étude de M. Béla Balázs [6] sur le rôle des comités nationaux au moment de la Libération du territoire qui donne un bon aperçu du fonctionnement de l'administration hongroise à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Thomas Schreiber.

BIBLIOGRAPHIE

[1] Ádám (M., éditeur), *Magyarország és a második világháború. Titkos diplomáciai okmányok a háború előzményeihez és történetéhez.* Az iratokat összegyüjtötte és a bevezetö tanulmányokat írta : Ádám Magda, Juhász Gyula, Kerekes Lajos (La Hongrie et la deuxième guerre mondiale. Documents secrets sur les antécédents et l'histoire de la guerre), Budapest, A Magyar Tudományos Akadémia Történelemtudományi Intézete, 1959, 550 p.

[2] Allen (W. E.) and Muratoff (P.), *The Russian Campaigns of 1944-1945*, London, 1946.

[3] Antall (J.), *Lengyel menekültek Magyarországon a háború alatt* (Réfugiés polonais en Hongrie pendant la guerre), Budapest, Athenaeum, 1946, 94 p.

(1) Voir également à ce sujet l'étude dirigée par les collaborateurs de l'*Institut d'Histoire du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois : A magyarországi munkásmozgalom 1939-1945* (Le mouvement ouvrier en Hongrie, 1939-1945), Éditions Kossuth, 1960.

[4] Ausch (S.), *A háború finanszirozása és az 1938-1944 évi infláció Magyarországon* (Le financement de la guerre et l'inflation en Hongrie de 1938 à 1944), Budapest, 1957.

[5] Baktai (F.), Az elfelejtett hadsereg (L'armée oubliée), *Népakarat*, 1957, nº 79, p. 6.

[6] Balázs (B.), *Népmozgalom és nemzeti bizottságok 1945-1946* (Mouvements populaires et comités nationaux 1945-1946), Budapest, Kossuth Kiadó, 1960, 272 p.

[7] Baráth (E.), *Rabszolgák voltunk* ! (Nous étions les esclaves), Budapest, 1948.

[8] Benoschofsky (I., éditeur), *Vádirat a nácizmus ellen. Dokumentumok a magyarországi zsidóüldözés történetéhez.* Szerkesztette Benoschofsky Ilona és Karsai Elek (Acte d'accusation contre le nazisme. Documents sur la persécution des Juifs en Hongrie). Elsö kötet : 1944 március 19-május 15, Budapest, Magyar Izraeliták Országos Képviselete Kiadása, 1958, 380 p.

[9] Benoschofsky (I., éditeur), *Vádirat a nácizmus ellen. Dokumentumok a magyarországi zsidóüldözés történetéhez.* Szerkesztette Benoschofsky Ilona és Karsai Elek (Acte d'accusation contre le nazisme. Documents sur la persécution des Juifs en Hongrie). Második kötet : 1944 május 15-junius 30, Budapest, Magyar Izraeliták Országos Képviselete Kiadása, 1960.

[10] Bereczky (A.), *A magyar protestantizmus a zsidóüldözés ellen* (Le protestantisme hongrois contre la persécution des Juifs), Budapest, 1945.

[11] Berend (T. I.)-Ránki (G.), *Magyarország a fasiszta Németország* « életterében », 1933-1939 (La Hongrie dans l' « espace vital » de l'Allemagne fasciste), Budapest, Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem gazdaságtörténeti tanszék tanulmánysorozata, I. Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1960, 200 p.

[12] Berend (T. I.)-Ránki (G.), *Magyarország gyáripara a második világháború elött és a háború idöszakában* (La grande industrie de la Hongrie avant et pendant la deuxième guerre mondiale), Budapest, Gazdaságtörténeti értekezések, 2. Akadémiai Kiadó, 1959, 624 p.

[13] Boldizsár (I.), *L' « autre Hongrie »*, Budapest, Éditions « Nouvelle Hongrie », 1946, 76 p.

[14] Bolgár (L.), *Adalék a második világháborús magyar emigráció történetéhez : Bulgária 1944-1945* (Contribution à l'histoire de l'émigration hongroise durant la deuxième guerre mondiale : Bulgarie 1944-1945), Paris, 1961.

[15] Csatári (D.), *Román csapatok részvétele a Magyarország felszabadításáért lefolyt harcokban 1944-1945* (Participation des troupes roumaines dans la lutte pour la libération de la Hongrie, 1944-1945), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1958, nº 1-2.

[16] Csemi (K.), A szovjet páncélos és gépesitett csapatok szerepe a Magyarországot felszabadító hadmüveletekben (Le rôle des détachements blindés soviétiques en Hongrie), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1955, t. 2, nº 3-4, p. 5-23.

[17] *Chiffres sur le ravage et la résurrection de la Hongrie*, Budapest, Éditions « Nouvelle Hongrie », 1946, 22 p.

[18] Czebe (J.), Pethö (T.), *Magyarország a második világháborúban* (La Hongrie pendant la deuxième guerre mondiale), Budapest, Athenaeum, 1946, 74 p.

[19] Dér (L., éditeur), *Felszabadulás. 1944 szeptember 26-1945 április 4. Dokumentumok hazánk felszabadulásának és a magyar népi demokrácia megszületésének történetéből* (Recueil de documents sur la Libération). *Összeállitotta Dér László*, Mayer Maria, Szabó Éva. Kiadta a Magyar Munkásmozgalmi Intézet, Budapest, 1955, Szikra, 512 p.

[20] Darvas (J.), *Város az ingoványon* (roman), Budapest, 1955.

[21] Dezsényi (M.), *A magyar összeomlás katonai története* (Histoire militaire de la débâcle hongroise), Budapest, 1946.

[22] *Documents on British Foreign Policy, 1918-1939.* Third Series. Volume II. London, 1949-1951.

[23] *Documents on British Foreign Policy, 1918-1939.* Third Series. Volume III. London, 1949-1951.

[24] *Documents on British Foreign Policy, 1918-1939.* Third Series. Volume IV. London, 1949-1951.

[25] *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945.* Series D, volume II. Washington, D. C., 1949.

[26] *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945.* Series D, volume IV. Washington, D. C., 1951.

[27] *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945.* Series D, volume V. Washington, D. C., 1951.

[28] *Documents secrets du Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne.* Traduits du russe par M. et M. Eristov. « Hongrie », Paris, Éditions Paul Dupont, 1946, 140 p.

[29] *Economic Rehabilitation in Hungary.* Operational Analysis Papers, nº 47. U. N. R. R. A. European Regional Office, London.

[30] Fehér (L.) : *Harcunk Budapestért* (Notre combat pour Budapest). Budapest, Szikra, 1955, 119 p.

[31] Földes (M.), *Harcban a szabadságért* (En lutte pour la liberté), Budapest, 1946.

[32] Gaal (E.), *Adatok Szeged felszabadulásának történetéhez* (La libération de Szeged), Szeged, Acta Universitatis Szegediensis.

[33] Galántai (J.), *Magyar újjászületés. A Magyar Nemzeti Függetlenségi Front és az Ideiglenes Nemzetgyülés megalakulása* (Résurrection hongroise. Formation du Front hongrois pour l'indépendance nationale et de l'Assemblée nationale provisoire), Budapest, 1954, 65 p.

[34] Gellei (D.), *Magyarország 1944-ben* (La Hongrie en 1944). Budapest, 1945.

[35] G. Fazekas (E.), *Népi demokratikus forradalmunk néhány kérdése.* (« Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből ») (Quelques problèmes au sujet de la démocratie populaire), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1955, 118 p.

[36] Gosztonyi (P.), *Der deutsch-russiche Krieg in Ungarn 1944-1945* (La guerre russo-allemande en Hongrie 1944-1945). Thèse, Zurich, 1961.

[37] Honti (F.), *Le drame hongrois*, Paris, Éditions du Triolet, 1949, 320 p.

[38] Horthy (N.), *Mémoires*, Paris, Hachette, 1954, 288 p.

[39] Horváth (M.), *A 2. magyar hadsereg megsemmisülése a Donnál.* Münnich Ferenc elöszavával (L'anéantissement de la 2e armée hongroise près du Don), Budapest, Hadtörténelmi Intézet, 2. böv. kiadás, Zrínyi Könyvkiadó, 1959, 387 p.

[40] *Hongrie (la) et la conférence de Paris.* T. I, Budapest, Ministère des Affaires étrangères, 1947.

[41] *Hungary and the Conference of Paris.* Vol. II, Budapest, Hungarian Ministry for Foreign Affairs, 1947.

[42] *Hungary and the Conference of Paris.* Vol. IV, Budapest, Hungarian Ministry for Foreign Affairs, 1947.

[43] Ihrig (K.), *A magyar mezögazdaság és a békekötés* (L'agriculture hongroise et la conclusion de la paix), Budapest, A Magyar Agrártudományi Egyetem Mezogazdaságpolitikai Intézetének közleményei, 1946.

[44] *Illegális (az) « Szabad Nép » (1942-1944)* (Le journal clandestin « Szabad Nép » (1942-1944), Budapest, M. M. I.-Szikra, 1954, 135 p.

[45] Illés (B.), *Fegyvert és vitézt éneklek* (roman), Budapest, 1960.

[46] Illés (B.), *Vígszinházi csata* (roman). Budapest, 1951.

[47] Illés (B.), *Honfoglalás* (roman), Budapest, 1952-1953.

[48] *Itél a történelem. A Bárdossy-per* (Le procès Bardossy), Budapest, Magyar Központi Hiradó R. T., 1945, 64 p.

[49] *Itél a történelem. Az Imrédy-per* (Le procès Imrédy), Budapest, Magyar Központi Hiradó R. T., 1945, 127 p.

[50] *Itél a történelem. A Szálasi-per* (Le procès Szalasi), Budapest, Magyar Központi Hiradó R. T., 1946, 192 p.

[51] Kádár (I.), *A munkásosztály helyzete a Horthy-rendszer idején* (La situation de la classe ouvrière pendant le régime Horthy), Budapest, Szikra, 1956, 334 p.

[52] Kállai (Gy.), *A magyar függetlenségi mozgalom 1939-1945* (Le mouvement

pour l'indépendance hongroise 1939-1945), Budapest, Szikra, 1955, 284 p. (quatrième édition).

[53] KÁLLAY (M.), *Hungarian Premier. A personal account of a nation's struggle in the second world war*, New York, Oxford University Press, 1954, XI-518 p.

[54] KARINTHY (F.), *Budapesti tavasz* (roman), Budapest, 1954.

[55] KÁROLYI (M.), *Faith Without Illusion*, London, Jonathan Cape, 1956, 392 p.

[56] KARSAI (E.), *Országgyarapítás-országvesztés*, Kossuth, 1961, 130 p.

[57] KERTÉSZ (S. D.), *Diplomacy in a Whirlpool*. Hungary between Nazi Germany and Soviet Russia. University of Notre Dame Press, 1953, 274 p.

[58] KESERÜ (I.), Harcban született fegyverbarátság. Dokumentumok a magyar néphadsereg megalakulásának történetéből (Documents concernant la formation de l'armée populaire hongroise), *Népszava*, 1957, nº 79.

[59] KOSSA (I.), *A Dunától a Donig*, Budapest, Szépirodalmi Könyvkiadó, 1960, 512 p. (deuxième édition des mémoires de l'auteur).

[60] KÖSZEGI (I.), *Budavár ostroma* (La bataille de Buda), Budapest, 1945.

[61] KOROM (M.), A magyarorszagi fasizmus bukásának és a népi demokratikus forradalom érlelödésének kérdéseihez (Contribution à l'histoire de la défaite du fascisme et du mûrissement de la démocratie populaire), *Párttörténeti Közlemények*, 1957, t. 3, nº 1, p. 32-66, et *Ibid.*, 1958, t. 4, nº 1, p. 1-30.

[62] KOVÁCS (I.), *D'une occupation à l'autre*, Paris, Calmann-Lévy, 1949, 301 p.

[63] KOVÁCS (I.), FLORIAN (J.), *Champions hongrois de la liberté contre le fascisme. Le mouvement partisan hongrois*, Budapest, Athenaeum, 1946, 67 p.

[64] KÖVES (E.), *A második világháború története* (L'histoire de la deuxième guerre mondiale), Budapest, Szabó Ervin Könyvtár, 1955, 167 p.

[65] LACKÓ (M.), *L'antisoviétisme — entrave principale de la lutte contre le nazisme*, Milan, Deuxième conférence internationale d'histoire de la résistance, 1961, 14 p.

[66] LÉVAI (J.), *Fekete Könyv* (Livre noir), Budapest, Officina, 1946, 320 p.

[67] LÉVAI (J.), *Szürke Könyv* (Livre gris), Budapest, Officina, 1946, 238 p.

[68] LÉVAI (J.), *Fehér Könyv* (Livre blanc), Budapest, Officina, 1946, 187 p.

[69] LÉVAI (J.), *Eichmann Magyarországon* (Eichmann en Hongrie), Budapest, Pannonia, 1961.

[70] LUKÁCS (J. A.), Political Expediency and Soviet Russian Military Operations, *Journal of Central European Affairs*, VIII (49), p. 390-411.

[71] MACARTNEY (E. A.), *October fifteenth*. A history of modern Hungary (1929-1945), Edinburgh University Press, 1956-1957, 2 vol., 494 et 519 p.

[72] *Magyar Nemzet és Országgyülési Napló*. Hivatalos kiadás (Journal officiel du Parlement hongrois), Budapest.

[73] *Magyar népbirósági közlöny* (Gazette du tribunal populaire hongrois), Budapest, 1945-1947.

[74] MARCZEWSKI (J.), *Planification et croissance économique des démocraties populaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1955-1956, 2 vol., 572 p.

[75] MASZLÉNYI (A.), *A magyar katolikus egyház és az emberi jogok védelme* (L'Église catholique hongroise et la défense des droits de l'homme), Budapest, 1947.

[76] MIKES (G.), *La Révolution hongroise*, Paris, Gallimard, 1957, 288 p.

[77] MUCS (F.), *Quelques aspects de la Résistance armée en Hongrie contre le fascisme*, Milan, Deuxième conférence internationale d'histoire de la résistance, 1961, p. 15-35.

[78] MAYER (M.), Budapest felszabadítása. Tanulmányok Budapest multjából (La Libération de Budapest), *Párttörténeti Közlemények*, 1956, t. 11, p. 421-441.

[79] MUCS (S.), Adalékok a magyar néphadsereg történetéhez (1944 december-1945 majus) (Contribution à l'histoire de l'armée populaire hongroise), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1958, nº 3-4.

[80] MUCS (S.), *Adalékok a magyar néphadsereg történetéhez : a magyar néphadsereg megszervezése. 1944 december 21-1945 május 8* (L'organisation de l'armée popu-

laire hongroise. 21 décembre 1944-8 mai 1945), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1961.

[81] Nagy (V.), *Végzetes esztendök* (mémoires), Budapest, Körmendy, 1945, 272 p.

[82] Nagy (F.), *The Struggle Behind the Iron Curtain*, New York, The Macmillan Company, 1954, 411 p.

[83] Nemes (D.), *Magyarország felszabadulása* (La Libération de la Hongrie), Budapest, az MDP Munkásmozgalmi Intézete, 1955, 256 p.

[84] Nemes (D.), *Magyarország felszabadulása. Magyarország fejlödése a felszabadulás után* (La Libération de la Hongrie. Le développement de la Hongrie depuis la Libération), Budapest, az MSZMP Központi Bizottsága Párttörténeti Intézete, 1960, 330 p.

[85] Paal-Radó, *Krónikás könyv az uj Magyarország megszületéséröl* (Chronique sur la naissance de la Hongrie nouvelle), Debrecen város, 1947, 387 p.

[86] Palásti (L.), *A bori haláltábor*, Budapest, 1946.

[87] Pálóczy-Horváth (G.), *La délivrance*. Préface de S. de Madariaga. 1.832 jours dans les prisons hongroises, Paris, Julliard, 1961, 324 p.

[88] Pintér (I.), *Le rôle joué par les communistes dans le mouvement hongrois de Résistance*, Milan, Deuxième conférence internationale d'histoire de la résistance, 1961, p. 36-64.

[89] *Problèmes (les) actuels de l'approvisionnement public en Hongrie*, Budapest, IVe section du ministère hongrois por l'approvisionnement public, 1946.

[90] Rákosi (M.), *A magyar jövöért* (Discours choisis), Budapest, Szikra, 1946.

[91] Rákosi (M.), *A magyar jövöért* (Discours choisis). Válogatott beszédek és cikkek. Szikra, 1950, 560 p. (p. 5-70).

[92] Ránki (G.), *Das ungarische Wirtschaftsleben im Dienste der deutschen Kriegswirtschaft zur Zeit des zweiten Weltkrieges*, Berlin, Kommission der Historiker der DDR und der UdSSR, 1958.

[93] Ránki (G.), Magyarország belépése a második világháborúba (L'entrée en guerre de la Hongrie), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1959, nº 2.

[94] Révész (I.), *Az ideiglenes Nemzetgyülés és az ideiglenes nemzeti kormány megalakulása Debrecenben* (L'Assemblée nationale provisoire et la création du gouvernement national provisoire à Debrecen), Budapest, Akadémiai Kiadó (« Tanulmányok a népi demokrácia történetéböl »), Budapest, 1955 (p. 121-153).

[95] *Role (the) of the Hungarian soldier in World War II*. A military history of the years of war, New York, N. J. Collegial society of Hungarian veterans, 1953, 415 p.

[96] Rozsnyói (A.), 1944 oktober 15, *Századok*, 1959, nº 2-6.

[97] Sally (E.), *Mozgó vesztöhely* (souvenirs de guerre), Budapest, 1946.

[98] Sally (E.), *40.000 kilométer* (souvenirs de guerre), Budapest, 1947.

[99] Saly (D.), *Szigorúan bizalmas*! Fekete-könyv 1939-1944 (Ultra-secret. Livre noir 1939-1944), Budapest, Anonymus, 1945, 702 p.

[100] Schweng (L. D.), *Economic Planning in Hungary since 1938*, New York, Mid-European Studies of the N. C. F. E., 1951, 82 p.

[101] *Selected (soviet) documents on foreign policy*. Vol. III, London, Royal Institute for International Affairs. (Pour les documents diplomatiques soviétiques, voir [28] et *Soviet foreign policy during the patriotic war*, London, Hutchinson.)

[102] Seton-Watson (H.), *Eastern Europe Between the Wars*, London, The Macmillan Company, 1945, 402 p.

[103] Sulyok (D.), *A magyar tragédia*. A trianoni béke és következményei (La tragédie hongroise. Trianon et ses conséquences), Newark, 1954, 624 p.

[104] Szalai (A.), *Jugements du peuple. Contre les criminels de guerre hongrois*, Budapest, Athenaeum, 1946, 32 p.

[105] Száva (I.), *Nouvelle politique intérieure hongroise*, Budapest, Athenaeum, 1946, p. 17-24.

[106] Szentesi-Mátyás-Harmat, *Fejezetek hazánk felszabadításának történetéböl* (Sur

l'intervention des troupes russes, bulgares et roumaines en Hongrie), Budapest, Zrinyi Könyvkiado, 1960.

[107] Szeremi (B.), *A szabadság vértanui* (Les martyrs de la liberté), Budapest, Kossuth Kiado, 1960, 332 p.

[108] Szmirnov (S.), *Harcban Budapestért* (La bataille de Budapest), Budapest, Szikra, 1952.

[109] Tiszay (A., éditeur), *Hazánk felszabadulása. 1944-1945.* Bibliográfia és dokumentumgyüjtemény (Libération de la Hongrie. 1944-1945. Bibliographie et recueils de documents), Budapest, Szabo Ervin Könyvtar, 1955, 316 p.

[110] Tóth (S.), *A Szovjet Hadsereg felszabadító hadmüveletei Magyarországon* (Les opérations militaires soviétiques en Hongrie) (« Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből »), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1955, p. 90-120.

[111] Tóth (S.), A Horthy-hadsereg szervezete *(1920-1944)* (L'organisation de l'armée horthyste. 1920-1944), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1958, nº 1-4.

[112] Tóth (S.), *Magyar katonák a hitleri fasizmus ellen* (Soldats hongrois contre le fascisme hitlérien), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1957, nº 1-2.

[113] Trepper (I.), A német ellentámadás felszámolása és a támadás folytatása a Szovjet Hadsereg balatoni hadmüveleteiben (Liquidation de la contre-attaque allemande et continuation de l'offensive de l'armée soviétique dans la région du lac Balaton), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1955, t. 2, nº 1.

[114] Vajda (L.), *Lapátos hadsereg* (souvenirs de guerre), Budapest, 1946.

[115] Vihar (B.), *Sárga könyv* (Livre jaune). Adatok a magyar zsidóság háborús szenvedéseiröl, 1941-1945, Sao Paolo, Empreza O Papel, 1945.

[116] Ullein-Reviczky (A.), *Guerre allemande, paix russe. Le drame hongrois*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, 236 p.

[117] Zentai (F.), Budapest felszabadítása (La Libération de Budapest), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1955, t. 2, nº 1.

[118] Zentai (F.), A Szovjet Hadsereg hadmüveletei Magyarország felszabadításáért (Les opérations militaires de l'armée soviétique en Hongrie), *Hadtörténelmi Közlemények*, 1954, t. 1, nº 1.

[119] Zsigmond (L.), *Adalékok a magyar ellenforradalmi rendszer külpolitikájához. 1929-1945* (Sur la politique étrangère de la contre-révolution. 1929-1945), Budapest, Szikra, 1953, 152 p.

P.-S. — Livres et documents publiés en Hongrie depuis la rédaction de notre étude :

Vadász (F.), *Harcaink a magyar pokollal* (Nos luttes avec l'enfer hongrois), Budapest, Kossuth, 1961, 208 p.

Buzás (J.)-Nagy (A.), *A magyar külkereskedelem 1920-1945* (Le commerce extérieur hongrois, 1920-1945), Budapest, Közgazdasági, 1961, 530 p.

Kiss (D.), *Parasztsors, parasztgond* (La situation des paysans), 1919-1944, Budapest, Országos Levéttár, 1961.

Notons également que, depuis le dernier remaniement du gouvernement hongrois, M. Gyula Kállai (page 42) *est vice-président du Conseil. Quant à M. Dezsö Nemes* (page 42), *il a été nommé secrétaire du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois et ne dirige plus le journal « Népszabadság ».*

T. S.

LE GÉNÉRAL JUIN ET LE DÉBARQUEMENT EN A.F.N.

(D'APRÈS LES « MÉMOIRES » DU MARÉCHAL)

La partie concernant Alger des *Mémoires* du maréchal Juin est sans doute, pour l'auteur, la moins importante. Il n'en est pas de même pour l'historien qui cherche à déterminer quelle fut la politique véritable de Vichy. Le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, en novembre 1942, marque en effet le tournant de la deuxième guerre mondiale à l'Ouest.

Il est certain que le général Juin a joué un rôle capital dans les événements qui ont marqué la dissidence, ou pour employer le terme qu'il a substitué à ce mot *la sécession de l'A.F.N.* et la rentrée dans la lutte de l'armée française. Que sa « tâche n'ait pas été facile » (1), c'est bien établi. Mais il semble qu'il ne situe pas exactement l'origine de ces difficultés en les attribuant uniquement à des « interventions directes du gouvernement de Vichy », c'est-à-dire, bien que le nom ne soit pas écrit, de Laval, de ce gouvernement dont « l'armée d'Afrique avait pris l'habitude de séparer la personne du Maréchal ». Elles proviennent avant tout de ce qu'il fut obligé, le 8 novembre, *en quelques heures*, de prendre la décision de « renverser la vapeur », d'adopter une attitude exactement contraire à celle que lui dictait la mission pour laquelle il avait reçu le commandement en chef en A.F.N. Or, il ne veut pas prendre figure de rebelle à l'égard du Maréchal. Il cherche, au contraire, à l'associer au retournement.

Il déclare donc que, personnellement, il était préparé « à l'éventualité de la sécession », qu'il y avait préparé ses subordonnés, qu'à Vichy il avait fait confidence de son « état d'âme » à l'entourage du Maréchal, et « son intention n'avait pas été désavouée ». Il se présente comme le successeur d'un Weygand ayant entretenu l'armée d'Afrique dans l'esprit de revanche, et lui ayant dicté sa mission. Il révèle un Darlan acquis à l'idée de sécession, ce qui supposerait un commencement de preuve. Et, songeant sans doute à sa propre évolution, il veut unir le Maréchal et de Gaulle dans une action commune, en présentant « le gouvernement de Londres comme le complément indispensable, le contrepoids... du régime autarcique de Vichy ». Cette action commune s'est sans doute préparée dans « des sillons parallèles », mais « l'esprit de résistance s'est développé sur tous les sols dans tous les milieux » et le maréchal Pétain se préparait, « le moment venu, à donner l'ordre de reprendre les armes ». C'est la faute des Alliés s'il a été devancé.

Les Américains ont fait connaître clairement les raisons pour lesquelles ils se défiaient du commandant en chef et de certains chefs ex-prisonniers. Le maréchal Juin n'élude pas cette question délicate, mais il faut bien constater qu'il débute par une déclaration surprenante. Prisonnier depuis un an, il attribue « sa libération le 15 juin 1941, au général Weygand ». Or ce dernier, s'il écrit dans ses *Mémoires* (2) qu'au moment où il fut désigné

(1) Toutes les citations dont l'origine n'est pas indiquée proviennent des *Mémoires* (Alger-Tunis-Rome), Édition A. Fayard, Paris, 1959, t. I, 401 p.

(2) P. 353.

comme délégué général en Afrique, en septembre 1940, il pensa au général Juin pour exercer les fonctions de secrétaire général, conclut : « Sa libération fut demandée à l'ennemi *qui la refusa.* » Il est à noter qu'il s'agit, non d'un « commandement important », mais de fonctions administratives (1).

Les protocoles de Paris n'avaient pas été « torpillés par Weygand » et ils n'étaient pas seulement « demeurés dans les cartons du grand État-Major allemand » ; ils servirent de base à toutes les négociations et discussions à Wiesbaden (2) et, comme la grande préoccupation des Allemands était d'assurer le ravitaillement de l'armée Rommel par Bizerte, prévu par les protocoles, ils accordèrent rapidement les libérations de prisonniers qui en constituaient la contrepartie, pour pouvoir dire qu'ils « avaient payé ».

Le 19 novembre, le général Juin est nommé commandant en chef en A.F.N., en *accord avec les Allemands*, non seulement parce qu'ils avaient le droit de contrôler les affectations des généraux ex-prisonniers, mais aussi parce que, par application de l'article 10 de la Convention d'armistice, ou plutôt par une extension d'une clause de cet article que Vichy avait acceptée, toutes les nominations à de hauts emplois civils et militaires devaient être soumises aux Allemands.

A l'occasion de sa prise de commandement en A.F.N., le Maréchal se livre à des considérations d'ordre général au sujet des différentes conceptions qui s'affrontèrent en juin 1940, celle de Weygand « qui était la plus sage à bien des égards » et celle de de Gaulle « qui portait la marque d'un grand caractère ». Pourquoi ne pas dire que « le concours qui eût été nécessaire et fit défaut », à Noguès, pour maintenir l'Empire dans la lutte fut celui de la Marine retirant son accord à la suite des promesses faites par Pétain à Darlan ? Le maréchal Juin insiste sur les erreurs et les fautes de Hitler négligeant l'A.F.N., mais il est inexact que les « Commissions d'armistice de l'Axe y avaient été introduites après coup ». Elles étaient parfaitement prévues par la Convention du 22 juin ; mais, pour la faire accepter plus facilement, les territoires de l'Empire avaient été compris, grâce à une rédaction fallacieuse, sous la dénomination de « territoires français non occupés » (3).

(1) En fait, le général Juin fut libéré le 15 juin 1941, en exécution d'une clause de la 2e partie du *Protocole de Paris*, signé le 28 mai, par l'amiral Darlan et l'ambassadeur Abetz, ainsi conçue : Libération de captivité de 961 officiers (dont le général Juin), 3 200 sous-officiers et soldats, 2 686 spécialistes pour l'armée de transition de l'A.F.N.

Toutes les libérations étaient prononcées en vue « de missions spéciales » et les Allemands se réservaient le droit de contrôler les affectations des généraux et des officiers. Tous les prisonniers libérés étaient placés en congé de captivité, terme créé pour remplacer celui de prisonnier sur parole, mais sans rien changer aux obligations qui étaient rappelées fréquemment par des circulaires ministérielles, aux « engagements » dont le Maréchal se considérait comme le garant. Aussi bien Hitler que le Maréchal, dans les lettres échangées après le passage à la dissidence de l'A.F.N. distinguent la violation par les généraux du serment (à la personne du Maréchal) et de la « parole » (donnée à l'ennemi), des engagements. Les noms ne sont pas donnés, mais aucune exception n'est faite et les lettres ont été rendues publiques.

L'encadrement de l'armée de transition avec des prisonniers libérés semble montrer que cette armée n'était pas organisée en vue de la reprise des hostilités, mais en vue de la défense contre les entreprises des Anglais et de la France Libre.

(2) *Documents de la Délégation française auprès de la C.A.A. de Wiesbaden* (t. IV et V). Voir, en particulier, la lettre de l'amiral Darlan au général Beynet, 21 décembre 1941.

(3) Ces conditions avaient paru suffisantes à Hitler en attendant que l'Angleterre se déclare vaincue. Si Hitler avait caressé un rêve méditerranéen, on peut penser que le *Diktat* de Rethondes eût été rédigé de toute autre manière. Soutenir que « les Allemands se sont toujours sentis un peu perdus... devant quelques brasses d'eau à franchir », c'est faire bon marché de la campagne de Norvège.

Le maréchal Juin écrit qu'en prenant son commandement « il eut garde de rien changer aux consignes données par le général Weygand » ; mais il est très discret sur « ces consignes où perçait le double jeu », comme il l'a dit dans sa déposition au procès du maréchal et comme il ne le répète pas dans les *Mémoires*. La formule de « la défense contre quiconque » a été élaborée par Weygand, mais rien n'autorise à affirmer que « le choix du quiconque » était fait d'avance et que ce quiconque était l'Allemand. L'armée d'Afrique était, sans cesse, exhortée à la soumission sans nuances aux ordres du Maréchal, ce qui exclut toute idée de sécession.

Le maréchal Juin traite assez longuement la question de son entrevue avec Goering à Berlin, le 21 décembre 1940, entrevue fort importante, mais dont personne n'avait voulu parler jusqu'au moment où, en avril 1947, elle fut révélée par les documents trouvés dans une enveloppe déposée au ministère des Affaires étrangères par l'amiral Darlan. Parmi ces documents figurait le rapport de mission établi par le général Juin, rapport dont lecture fut donnée au procès de Benoist Méchin. Le récit donné dans les *Mémoires* ne correspond guère au texte du rapport, qui n'y figure d'ailleurs pas. Juin n'a pas été envoyé à Berlin « comme expert » par Darlan, mais il y a été convoqué, c'est le terme même qu'il emploie dans le rapport, par Goering. Il s'agit de régler une action commune pour le cas où l'armée Rommel, alors en retraite, serait refoulée sur la Tunisie. L'éventualité d'une action commune avait été envisagée à l'entrevue de Saint-Florentin entre Pétain et Goering, le 1er décembre 1941 et elle était d'ailleurs prévue dans le *protocole de Paris* (1).

Juin conclut : « De fait je ne fus plus mêlé à rien. J'appris après coup que les négociations avaient tourné court. » Cette déclaration surprend, car il y eut bien une Convention conclue le 22 décembre par une note où *le combat côte à côte* était prévu et où il était même spécifié que le commandement en Tunisie serait exercé par le général Juin.

Il n'apparaît pas qu'il y ait eu la moindre « ambiguïté » dans les consignes données par Darlan, commandant en chef des Forces armées, lorsque fut envisagé un débarquement des Alliés sur la côte d'Afrique. Elles prescrivaient la défense à outrance, et l'organisaient. Il est donc difficile de concevoir un Darlan « ayant enfin compris... entrevoyant une nouvelle perspective ». Les *Mémoires* mentionnent, il est vrai, une lettre confidentielle qui lui avait été adressée par Juin en mai 1942, pour attirer son attention sur « le choix virtuellement fait entraînant la sécession de l'Empire ». Le texte n'en est pas donné, mais on le connaît par Alain Darlan (2). On y lit : « Comme je vous l'ai dit *maintes fois*, le climat militaire nord-africain est tel qu'il se prêterait difficilement à une collaboration côte à côte... pour *rétablir la confiance* si nécessaire au rapprochement avec l'Axe... »

Les *Mémoires* sont quasi muets sur les relations franco-américaines avant le débarquement. Le maréchal Juin écrit bien que « son chef de

(1) Voici ce que l'on peut lire dans le rapport « ... les forces qu'on nous avait laissées au Maroc pouvaient permettre de rejeter *l'ennemi* à la mer... en exécution du protocole de mai, nous avions consenti depuis longtemps à ravitailler la Lybie... il y avait lieu de créer le climat nécessaire pour que les troupes françaises se fassent à l'idée de *combattre côte à côte* avec les Allemands », et voici ce qui est dit dans les *Mémoires*, quand il est question de l'Armée Rommel pénétrant en Tunisie : « Je lui répondis tout aussitôt qu'elle serait neutralisée, c'est-à-dire désarmée... je coupai court à l'entretien... » En vérité, Juin était dans une situation délicate. S'il avait tenu à Goering des propos déplaisants, les lois de la guerre n'interdisaient pas à ce dernier de le renvoyer à Königstein. Cf. J.-L. Aujol, *Le procès de Benoist-Méchin*, p. 325, cf. aussi *Documents de la Délégation française...*, t. V, p. 381.

(2) *L'amiral Darlan parle*, p. 299.

Cabinet était son agent de liaison », avec M. Murphy, consul général des États-Unis, mais il ne dit rien des instructions données à cet agent de liaison. Il semble que, du côté français, on ait fait du renseignement, tandis que du côté américain on cherchait *une entente*. Quoi qu'il en soit, les *Mémoires* mentionnent l'entrevue décisive entre M. Murphy et le commandant Dorange, qui eut lieu le 13 octobre. Il existe un rapport établi par le commandant pour le général Juin, qui a été publié (1), et qui présente toutes les marques d'authenticité. Bien que le commandant ait, d'emblée, déclaré que le général Juin exécuterait les ordres de Vichy, M. Murphy fait des déclarations très précises auxquelles le commandant répond qu'il ne fait que de l'information et qu'il ignore si son chef les lui laissera exposer. L'entrevue se termine par la proposition « d'engager *sans tarder* des conversations entre techniciens ».

Or, le général Juin tarda beaucoup. Il écrit, il est vrai, que « l'entretien fut *bientôt* suivi d'un autre avec moi-même » et que la « communication faite le 13 octobre était trop importante pour que je ne visse pas M. Murphy moi-même *quelques jours* après ». En fait, l'entrevue Juin-Murphy n'eut lieu que le 2 novembre, c'est-à-dire vingt jours après, ce qui la place non avant, mais après le passage de Darlan à Alger au retour de Dakar. Or, partout au cours de sa tournée et à Alger même, l'amiral a, par des proclamations enflammées, exhorté les officiers à la lutte à outrance contre les Américains. Non seulement l'amiral a parlé, mais il a agi. Il a ordonné un important prélèvement de corps d'élite sur les troupes de l'A.F.N., corps qui ont été dirigés sur Dakar où le débarquement était attendu. Les *Mémoires* passent sous silence cet événement, qui met en valeur les intentions du gouvernement de Vichy.

M. Murphy avait donc toutes raisons d'être méfiant lors de l'entrevue du 2 novembre. Juin écrit : « Il est regrettable que M. Murphy n'ait pas, ce jour-là, abattu tout son jeu. » Mais, lui-même, pourquoi ne lui a-t-il pas fait part que ses intentions étaient opposées à celles de Vichy ? Il ne risquait rien, tandis que Murphy risquait, par une confidence imprudente, d'entraîner la destruction de l'Armada américaine.

Il n'y eut, d'ailleurs, pas surprise totale le 8 novembre. Le général Bergeret, parti de Vichy, le 6 novembre, prévint l'amiral Darlan revenu à Alger, puis le général Juin, de l'imminence du débarquement. Il eût encore été temps de modifier les instructions de défense. Rien ne fut fait.

Le récit des événements de la matinée du 8 novembre est à rapprocher de la déposition du général Juin au procès du maréchal Pétain et du rapport établi par le capitaine Bouin, chargé par les conjurés de neutraliser le haut commandement à Alger. Dans la *déposition*, le général écrit : « *Je suis isolé* avec Darlan dès les premières heures, toutes communications coupées. » Dans les *Mémoires*, il déclare avoir réglé en toute liberté tous les conciliabules. Il parle d'un « guet-apens », mais ne mentionne pas ses colloques avec le capitaine Bouin (2) et avec l'adjudant qui a cerné la villa des Oliviers avec cinq hommes, qui auraient été facilement dispersés s'il l'avait voulu. Il reconnaît cependant que les conjurés avaient empêché la mise en place du service de surveillance à Sidi Ferruch et « semé un peu de désordre » aux premières heures du débarquement.

L'action des conjurés, entreprise avec des moyens minimes, retarda pendant plusieurs heures l'exécution des consignes, et ce retard eut des conséquences importantes. Le général Juin, isolé, plus ou moins volontairement, eut le temps de réfléchir et de prendre position. C'est le « moment

(1) KAMMERER, *Du débarquement au meurtre de Darlan*, p. 641.
(2) Rapport original du capitaine Bouin.

crucial ». Il expose son « bref débat de conscience », bref mais cruel. Il faut « trouver un biais », en vue d'un renversement subit de la vapeur. Il s'agit, sinon « d'imposer une attitude contraire à la notion du devoir à ses subordonnés et à ses troupes », du moins de les y conduire. Il prend donc la décision de limiter les hostilités à un « baroud d'honneur ». Rarement décision fut aussi lourde de conséquences, *et il la prit seul « en son âme et conscience »*. Dès qu'il est « délivré », il prend les dispositions voulues pour qu'il n'y « ait pas de vraie bataille d'Alger ». Il paraît certain que si, dès la première heure, il avait pris la direction des opérations contre les « agresseurs », le débarquement, du reste mal conduit, aurait échoué et « n'aurait pas dépassé le méridien d'Alger ».

Mais le maréchal Juin tient à ce que le maréchal Pétain ait — ou tout au moins paraisse avoir — joué un rôle. Dans ce but, il est conduit à admettre une version qui paraît inexacte du télégramme reçu dans la matinée par l'amiral Darlan, en réponse à celui par lequel *il* a rendu compte des événements. Le texte du télégramme, qui n'est pas donné dans les *Mémoires*, est le suivant : « Vous pouvez agir et me renseigner. Vous savez que vous avez toute ma confiance. » Dans les *Mémoires*, on lit que « ce télégramme lui (Darlan) exprimait la confiance qu'il plaçait en lui *pour agir au mieux des circonstances* », ce qui permet d'interpréter et de conclure que c'était « une sorte de mandat lui conférant le droit de parler en représentant du pouvoir légal ». Cette interprétation, peu justifiée, est le principal argument en faveur de la thèse de la sécession dans la légalité (1), qui est celle des *Mémoires* du maréchal Juin.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre a lieu l'entretien de Juin avec le général Giraud. Il se déroule « à cœur ouvert », disent les *Mémoires*. Il est « pénible », écrit Giraud dans les siens. Il est certain que Giraud s'était fait des illusions sur l'accueil qui l'attendait en A.F.N., il avait cru que l'armée d'Afrique était « prête à bondir au premier signal » (2), tandis qu'il constatait « qu'elle était profondément intoxiquée en faveur de la collaboration officiellement prônée par le maréchal Pétain » (3). Enfin l'accord s'établit sur cette constatation que ni le « général sans mandat », ni le général « prenant les traits d'un chef rebelle » ne « peuvent arranger les affaires ». Seul Darlan, en raison du « vague mandat » qu'il détient encore, a des chances de se faire obéir.

Le 10 novembre, « l'heure du choix a sonné », ce qui montre qu'il n'avait pas été fait avant le débarquement. Il est certain que le rôle du général Juin, au cours de l'entrevue franco-américaine, qui a lieu dans la matinée, a été décisif. C'est lui qui réussit à « imposer à l'amiral un cessez-le-feu général », prescrivant une attitude de neutralité dans toute l'A.F.N., sans en référer au préalable à Vichy, d'où ne pouvaient partir que des ordres « marqués de la griffe allemande » (4).

Le 11 novembre, la situation est grave en Tunisie, où les Allemands s'apprêtent à débarquer. Juin juge nécessaire de notifier à ce sujet une décision « émanant d'une autorité dûment mandatée par le Maréchal ou

(1) Dans sa déposition, Juin avait écrit : « Dans la matinée, Darlan a reçu tous pouvoirs du maréchal Pétain. »

(2) Weygand, *Mémoires*.

(3) Giraud, *Mémoires*, p. 38.

(4) C'est un coup de griffe à l'adresse de Laval. Laval, à ce moment, est à Munich où il négocie dans des conditions très difficiles. Le Maréchal est à Vichy avec des conseillers qui cherchent à l'entraîner « dans la bonne voie ». C'est lui qui choisit. Dans sa déposition au procès, le général Juin avait écrit : « Si le feu a cessé à Oran et au Maroc, *c'est sur mon initiative* », ce qui est exact *et non sur l'ordre de Vichy*, ce qui est non moins vrai, mais ce qui n'est pas dit aussi catégoriquement dans les *Mémoires*.

paraissant l'être ». Avec le « consentement de Darlan », il prend sur lui « d'envoyer des ordres prescrivant de repousser par la force » les entreprises de l'Axe en Tunisie et dans le Constantinois. C'est alors que se place une scène qui éclaire toutes les péripéties de cette période et dont les *Mémoires* font le récit en l'édulcorant quelque peu. Les généraux Koeltz et Mendigal viennent trouver Juin dans la nuit du 11 au 12 et lui signifient qu'ils ne peuvent exécuter ses ordres, puisque, « seul, le général Noguès est autorisé à leurs yeux à prendre depuis le matin des décisions au nom du Maréchal ». Juin conclut : « Ils ne voulurent rien entendre et je n'étais, à ce moment, nullement habilité à leur donner des ordres, ni armé pour les contraindre à l'obéissance. » Ce qu'il ne dit pas et ce qu'a constaté la *Commission Viard*, c'est *que les ordres furent retirés* (1).

Ce grave incident suffirait à montrer la fragilité de la thèse des *Mémoires* : l'armée d'Afrique vibrante dans l'attente de la revanche — les consignes où perçait le double jeu, données dès l'année 1941 et « amplifiées » l'année suivante, « le choix du quiconque », etc. Il fait aussi ressortir le peu de poids des reproches adressés aux Alliés, pour n'avoir pas plus rapidement étendu leur action vers l'Est. Ils n'étaient pas sûrs de leurs arrières.

C'est le sort de Bizerte qui préoccupe le général Juin dans la journée du 12. A ce propos, il reprend la question à l'origine. Il reproche au général Barré d'avoir laissé « des avions germano-italiens atterrir sur le terrain d'aviation d'El Aouina sans déclencher aucune action de notre part » et d'avoir « oublié si vite la consigne de quiconque ». Il semble que cette consigne n'était pas aussi précise que le disent les *Mémoires*. C'est dans une simple note que le maréchal Juin fait allusion à l'ordre formel reçu d'Alger par le général Barré, le 9 et non le 8, et cet ordre est cité inexactement. Il prescrivait non seulement de « considérer les Américains comme étant les premiers agresseurs », *mais bien de les combattre, seuls ou assistés*. C'était la collaboration militaire ordonnée par Vichy, comme l'écrit Barré (2).

C'est encore grâce à l'action énergique de Juin, et bien qu'il n'ait pas assisté à l'entrevue finale, que les pourparlers franco-américains du 12 novembre, à Alger, se terminent par un accord. Mais les *Mémoires* ne disent pas pourquoi elle fut « orageuse ». Il y est écrit que Noguès était partisan de « l'entrée de nos forces dans la bataille aux côtés des Anglo-Américains, progressivement, pour des nécessités de remise en ordre ». En fait, Noguès ne préconisait qu'une neutralité bienveillante. Voilà pourquoi l'entrevue finale « devint orageuse » et il fallut un *ultimatum de Clark* — qui n'est pas mentionné — pour aboutir à un « vague compromis » entre Français d'abord, avec les Américains ensuite.

La clause principale de ce « vague compromis », que Giraud qualifie d'accord de principe n'est pas indiquée. Noguès en rend compte au Maréchal, dans la nuit du 12 au 13, lui propose Darlan pour le remplacer comme son seul représentant, et reprend, pour motiver sa proposition, les termes du télégramme envoyé du Maroc. *Il s'agit d'écarter Giraud « qui se fait fort d'aller chasser l'Allemand de Tunisie »*. Ce compte rendu constitue le télégramme 50803. En ne le mentionnant pas, on rend impossible la compréhension du télégramme secret dit « de l'accord intime », qui s'y réfère, dont il sera question le lendemain et qui constitue la clé de voûte de la thèse « révisionniste » qui est celle des *Mémoires*.

La journée du 13 novembre, à Alger, est la *journée cruciale*, marquée

(1) Commission instituée en 1943 par le gouvernement provisoire, pour enquêter sur les événements de Tunisie.

(2) Lettre au *Figaro*, février 1951.

par le rétablissement de l'entente entre généraux et amiraux, par l'accord sur le « principe » de la sécession de l'A.F.N. et de sa « collaboration totale avec les Alliés ». Il est certain que c'est sur l'initiative et grâce à l'énergique impulsion du général Juin que ces décisions furent prises. On pouvait donc espérer trouver dans les *Mémoires*, sinon des révélations, du moins certaines précisions sur les événements de cette journée historique. On est surpris des omissions qu'on peut relever dans les *Mémoires* de Juin, qui ne cite aucun des documents d'une importance capitale. La première intervention le matin du général Clark, constatant des dissensions entre les Français et signifiant *un premier ultimatum* pour établir l'entente, n'est pas mentionnée. Il n'est rien dit du *deuxième ultimatum* de l'après-midi, exigeant la collaboration, et qui fut nécessaire pour « aboutir à un accord cette fois définitif. L'armée d'Afrique rentrait dans la guerre de libération aux côtés des Anglo-Saxons ». Mais les tergiversations avaient duré trop longtemps pour sauver Bizerte, en dépit des coups de téléphone de Juin et de Darlan à Derrien et à Barré. l'Amirauté de Vichy avait donné l'ordre non seulement de laisser les Allemands débarquer, mais de les aider.

Les *Mémoires* ne disent pas non plus qu'une des clauses de l'accord stipulait, à la demande des Français, que l'accès de l'A.F.N. serait *interdit au général de Gaulle*. Aucune allusion n'est faite aux proclamations rédigées par l'amiral et les trois généraux français. En particulier, le texte de la proclamation du général Juin n'est pas donné.

La « mystique du Maréchal », la « mystique du serment », le respect des engagements, étaient des sentiments tellement forts que pour « soulager les consciences militaires », il fallut trouver un expédient. Sans répéter ce qu'il a dit dans sa déposition au procès du maréchal Pétain, au sujet des télégrammes secrets, le maréchal Juin, sans citer le texte, extrait deux mots du troisième de ces télégrammes : « Accord intime », attribue ce télégramme au Maréchal, alors qu'il n'est pas signé et déclare que ces deux mots eurent « un effet magique ». Il dit avoir « invoqué et commenté ce télégramme devant les officiers de la place d'Alger réunis ». Le commentaire dut être assez difficile, car le télégramme, qui se réfère au télégramme 50803, envoyé dans la nuit du 12 au 13, par Noguès, a un sens *exactement contraire* à celui qui lui était prêté. Picorer deux mots dans un télégramme dont on ne donne ni le texte ni l'heure d'arrivée, les présenter comme une réponse à un télégramme dont on ne donne ni le texte ni le jour d'envoi, c'est un procédé que l'on peut expliquer par le but poursuivi : apaiser les consciences des militaires « que tourmentait encore la question du serment ».

Comment admettre que le télégramme parvenu le 13 au soir soit « une réponse à celui par lequel le général Noguès avait informé Vichy, dans la journée, des décisions prises », puisqu'il est bien établi (1) que le général Noguès n'a rendu compte, et encore d'une manière incomplète et imparfaite, que par télégramme envoyé à Vichy, dans la nuit du 14 au 15 et remis au Maréchal, le 15, à 9 h 30, donc bien postérieurement.

« La vertu magique des mots accord intime opéra dans l'armée », mais pas sans restrictions, hésitations ni résistance, qui allèrent parfois jusqu'à l'indiscipline. Il n'en est pas question dans les *Mémoires*. Le maréchal Juin, sans donner de précisions, fait seulement allusion à plusieurs reprises « aux énormes difficultés qu'il eut à surmonter pour maintenir l'unité de l'armée ».

En revanche, il expose assez longuement le conflit qui l'opposa en juillet 1943 au chef d'État-Major des *Forces Françaises Libres*, qui proposait

(1) NOGUÈRES, Le véritable procès du maréchal Pétain, texte dans les *Documents officiels du procès*, p. 484. Date et heure de réception dans notes Ménetrel, p. 504.

« la mise en disponibilité des généraux qui avaient totalement manqué de « caractère et de sens national au moment du débarquement ». Ce rapprochement s'imposait, car le Maréchal n'hésite pas à attribuer une « mentalité d'émigrés » aux généraux et officiers de la *France Libre*, arrivés en A.F.N. avec de Gaulle. Ne peut-on pas penser que la riposte de ces derniers pouvait être que la mentalité de prisonniers libérés en vue de missions spéciales persista assez longtemps chez d'autres ?

On lit dans les *Mémoires* du général de Gaulle : « L'argument suprême de ceux que Vichy appelle les parjures sera qu'en raison de l'occupation, le Maréchal est désormais à la merci des Allemands. » C'est exactement ce qu'on lit dans les *Mémoires* de Juin : « A Vichy envahi par les Allemands, le jeu a changé de mains... le Maréchal est étouffé par l'ennemi », si bien qu'on peut considérer les mots magiques comme prononcés par lui « comme à son lit de mort ». Tous les télégrammes signés par lui, tous les messages dans lesquels il stigmatise à la radio la trahison des chefs rebelles et félons seront considérés comme des « déclarations intempestives » (ce qui n'est pas contestable) et « tenues pour apocryphes » (ce qui est moins certain). Il est, en particulier, impossible de donner cette qualification à la proclamation du 26 décembre, *écrite de la main de Pétain*, signée par lui, dont le photostat fut publié dans tous les journaux, et où il fustige « tous les chefs indignes qui ont livré l'A.F.N. aux Anglais et aux Américains et qui ont prétendu avoir agi en plein accord avec moi ».

Quoi qu'il en soit, le résultat a été obtenu. Le 19 novembre, l'armée d'Afrique rentre dans la lutte aux côtés des Alliés sous le haut commandement du général Giraud. Ce résultat est incontestablement l'œuvre du général Juin, qui prend le commandement de l'armée de Tunisie. Conformément à l'accord du 13 novembre, le commandement est exercé « au nom du Maréchal » à l'égard duquel elle se trouve en fait en dissidence, jusqu'au moment où il sera exercé au nom du général de Gaulle, auquel ce même accord avait interdit l'accès de l'Afrique.

En dépit des *Mémoires*, le général Juin et ses subordonnés de l'armée d'Afrique *furent des rebelles* en novembre 1942, tout comme le général de Gaulle et ceux qui adhérèrent à la *France Libre* avaient été des rebelles dès juin 1940. C'est en juin 1940 que ceux qui avaient la responsabilité des destinées du pays auraient dû prévoir et ne pas consentir à ce que l'Empire tout entier fût compris dans la capitulation dissimulée sous le titre de Convention d'Armistice. Cette erreur obligeait les Français qui reprenaient les armes en Afrique, à passer par la phase de la rébellion, de la rupture du serment à la personne et des engagements, sans parler pour certains du serment des porteurs de la Francisque gallique. Dans son message de Noël 1942, le Maréchal a pu écrire qu'avant les événements de novembre « *on avait* foi en la parole et en l'honneur des Français ».

A la question posée par le maréchal Juin : « Celui qui fait l'histoire peut-il l'écrire ? » il faut répondre résolument : « Non. » Il peut et doit donner son témoignage, mais c'est un de ceux que l'historien devra contrôler avec le plus de soin, surtout si celui qui l'écrit s'est trouvé dans une situation délicate.

Général SCHMITT.

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE

Un maître à penser de Hitler ?

Un Viennois, né en 1923, le Dr Daim, spécialiste de psychologie, de graphologie et de psychanalyse, a mis la main sur un certain Lanz, défini comme *l'homme qui donna des idées à Hitler* (1). Tel est, en effet, le titre de son livre, complété par le sous-titre : « Des égarements religieux d'un sectaire à la folie raciale du dictateur. »

Dans l'introduction, M. Daim définit son livre — que l'éditeur qualifie de « révolutionnaire quant à sa méthode et aux problèmes posés — comme n'étant « ni purement psychologique, ni purement historique, ni purement sociologique » (p. 11) — ce qui veut dire qu'il est un mélange des trois genres, d'où des répétitions — et comme se proposant, en plus, de « démythiser » Hitler.

La base bibliographique est solide, l'appareil critique satisfaisant, bien qu'un peu compliqué, l'enquête est sérieusement menée en particulier auprès des auteurs qui ont connu Hitler jeune, dont Joseph Greiner et Auguste Kubizek, l'auteur du volume *Adolf Hitler mon ami d'enfance* (2) ; la part de l'hypothèse est honnêtement indiquée (p. 34).

Le livre commence par le récit de la visite effectuée, en 1951, par M. Daim accompagné de deux témoins, auprès de Lanz, alors âgé de 77 ans et qui lui parut aimable et conciliant... Nous fûmes d'avis qu'il fallait laisser le vieil homme en paix (p. 16).

Étrange figure que ce Lanz dont M. Daim s'efforce de démontrer l'influence décisive sur Hitler qui, en 1909, rendit visite à Lanz selon les dires de ce dernier.

Adolphe Joseph Lanz, qui vécut de 1874 à 1953, et qui se faisait appeler Dr Georg Lanz von Liebenfels, par une triple mystification portant sur le titre, le prénom et la particule, entra en 1893 dans un monastère cistercien des environs de Vienne, qu'il quitta en 1899, abandonnant le sacerdoce « et peut-être aussi la foi chrétienne », note prudemment le registre du couvent.

En 1900, il fondait une secte, l'*Ordre du Nouveau Temple* (O.N.T.), ainsi dénommé, car Lanz prêtait aux premiers Templiers les vues racistes qui seront désormais la nouvelle religion qu'il propage dans une revue intitulée *Ostara*, qui parut de 1905 à 1931.

C'est sur le vieux château féodal de Werfenstein, acheté par Lanz,

(1) Wilfried Daim, *Der Mann, der Hitler Ideen gab* (Isar Verlag München, 1958, 286 p., une vingtaine de photos et fac-similés).

(2) Voir le compte rendu dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, avril 1959, pp. 95-96.

que fut pour la première fois hissé, en 1907, le drapeau à croix gammée.

Pour sa propagande raciste, Lanz se sert d'une terminologie spéciale empruntée à la mythologie germanique, et d'illustrations parfois inattendues, comme celle, par exemple, qui attire l'attention sur la différence entre la plante des pieds d'un nègre et d'un aristocrate allemand (fac-similé, p. 124).

Ne peuvent être membres de l'*Ordre* que les blonds aux yeux bleus — l'incarnation du bien — qui promettent d'épouser des blondes aux yeux bleus. A eux, Lanz prodigue ses conseils... sur la manière d'éviter d'être trompés par des individus d'une autre race.

Intarissable dans ses élucubrations (il a écrit plus de 15 000 pages), Lanz a été en relations épistolaires avec Strindberg, qui devint même membre de l'*Ordre*, avec Lord Kitchener, qui resta plus distant, avec Carl Peters, ce qui est moins étonnant. Il se vante même d'avoir eu, en Suisse, une entrevue d'une heure avec Lénine, qui lui aurait déclaré : « Dommage pour vous. Vos idées sont justes, mais les nôtres se réaliseront avant » (p. 100).

Après la première guerre mondiale, l'antisémitisme racial de Lanz devient particulièrement agressif et lui fait dire : « Il ne nous vient pas à l'idée de prêcher les pogroms, car ils éclateront bien sans cela » (p. 156).

Il salue avec joie la montée du fascisme, du *Ku Klux Klan* et « du mouvement de la croix gammée » (p. 160). Mais lorsque survint l'*Anschluss*, Lanz, qui se considérait comme le père spirituel du national-socialisme, fut fort surpris et déçu de se voir frapper par Hitler d'une interdiction de publier. Il survécut, passablement oublié jusqu'à sa « redécouverte », discrète de son vivant par M. Daim, dont le travail ne prétend nullement être exhaustif. Quant à l'*Ordre du Nouveau Temple*, il vivoterait encore.

Deux chapitres établissent avec une rigueur impressionnante le parallélisme de l' « idéologie » de Lanz et de celle d'Hitler. Ce que préconisait le premier a été réalisé par le second, en particulier les *Ordensburgen* et, pour le « traitement » des races inférieures, les travaux forcés, la déportation, l'extermination...

L'ouvrage se termine par une interprétation psychanalytique des deux hommes, le premier « penseur contemplatif », le second homme d'action. Chez l'un et l'autre, issus du même milieu de la petite bourgeoisie, l'auteur relève la folie de la persécution et le complexe d'infériorité. Son livre apporte une contribution fort intéressante au problème des lectures du jeune Hitler et à celui du cheminement du racisme, sous la forme la plus pathologique à travers les pays germaniques, dans la première moitié du XX^{e} siècle.

A. Meyer,
Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence.

Une biographie de Gœbbels

De lecture facile, le plus récent ouvrage sur Gœbbels a pour auteurs deux spécialistes anglais de l'information dont l'un, Roger Manvell, de formation universitaire, est un collaborateur de la B.B.C., et dont l'autre, Heinrich Fraenkel, d'origine allemande, est journaliste (1).

Jusqu'alors la biographie de base était le remarquable ouvrage de Curt Riess, *Joseph Gœbbels*, paru à Londres en 1949, et auquel nos deux

(1) Roger Manvell et Heinrich Fraenkel, *Gœbbels, sa vie, sa mort*, traduit de l'anglais, 1960, Robert Laffont, 422 p. (dont 16 p. de photos et 18 p. de références), 15 NF.

auteurs se réfèrent fréquemment. Leur apport personnel consiste essentiellement dans une enquête orale au cours de laquelle H. Fraenkel a recueilli de nombreux témoignages inédits (dont ceux de la sœur de Gœbbels, Maria Kimmich, de son ancienne fiancée, de plusieurs de ses collaborateurs, en particulier Semmler, Naumann, Kaufmann, etc.) et dans l'utilisation des divers *Journaux* de Gœbbels. Il existe en effet, de lui, trois *Journaux* : un *Journal intime*, inédit, des années 1925-1926, et dont la fondation Hoover a fourni aux auteurs un microfilm ; un *Journal politique* que Gœbbels a remanié en vue de sa publication en volume sous le titre *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei* (Munich, 1934) et où il relate les étapes de la prise du pouvoir ; le *Journal* de Gœbbels ministre, d'abord manuscrit, puis dicté et dactylographié à partir de 1942, et dont 7 000 pages ont été sauvées de justesse de l'incendie. Selon les auteurs, les microfilms de ce dernier journal, exécutés sur l'ordre de Gœbbels, seraient tombés aux mains des Russes : « Nos efforts pour obtenir de l'Union soviétique confirmation de l'existence de ce journal sont demeurés vains jusqu'à présent » (p. 11).

A travers les neuf chapitres qui nous mènent des « premières années » (titre du premier chapitre) au suicide de la famille Gœbbels « dans le *Bunker* » (titre du dernier chapitre), il nous paraît que les auteurs ont surtout apporté du neuf sur trois points : les débuts de Gœbbels et en particulier sa vie d'étudiant, son aspect « homme de Lettres », son activité comme ministre de la Propagande.

Si Gœbbels, issu de famille modeste, put faire des études supérieures, il le dut au soutien de l'organisation catholique Albertus-Magnus de Cologne qui, entre 1917 et 1920, lui prêta près de 1 000 marks, dont le remboursement traîna jusqu'en 1931, époque à laquelle Gœbbels était devenu anticatholique notoire.

Toute sa vie il s'est pris pour un homme de Lettres ; il en avait du moins la susceptibilité et il fut l'auteur de plus d'une trentaine de livres et brochures ; mais ses débuts furent très difficiles. « La rencontre de Hitler et de Gœbbels fut celle d'un peintre raté et d'un écrivain déçu ; le sentiment de frustration que, l'un comme l'autre, ils conservaient de l'échec de leurs jeunes espérances exacerbait leur besoin de lutte et leurs tempéraments de politiciens » (p. 63). Plus tard, il sera le seul chef nazi à tenir son *Journal* et se prendra pour « le plus grand des historiens d'Allemagne » (p. 262). « Jusqu'aux dernières heures de sa vie, il continua à travailler à la correction des épreuves d'un livre composé de ses derniers articles » (p. 343).

Propagandiste efficace, brillant orateur, comédien consommé, Gœbbels le fut très tôt, et c'est ce qui explique que, dès 1926, à l'âge de 29 ans, il était nommé *Gauleiter* de Berlin. Contre la république de Weimar, il s'ingénie à exploiter les enterrements de tous les militants nazis tués au cours de rixes politiques, contre elle aussi il met au point la mise en scène des manifestations de masses, avec roulements de tambours, drapeaux et projecteurs.

Devenu, en 1933, ministre de la Propagande et de l'Information, il place sous le contrôle du parti la presse, la radio et le cinéma. Admirateur du cinéaste soviétique Eisenstein (il citait volontiers le *Cuirassé Potemkine* comme un modèle de propagande intelligente), il essaie vainement de s'assurer le concours de Fritz Lang et prend une part importante à la réalisation du film anti-anglais à la gloire de Kruger.

C'est également Gœbbels qui orchestrait la propagande allemande à l'étranger : à cet effet, il provoqua la nomination d'attachés d'Ambassade auxquels il adressait des instructions secrètes qui, parfois, « tombaient aux mains de gens auxquels elles n'étaient pas destinées » (p. 202). C'est ainsi que l'un de ces documents fut publié par *Le Petit Parisien*, comme M. Paul Boncour l'a raconté, voici quinze ans, dans le deuxième volume de ses

Souvenirs sur la IIIe République (p. 393 à 397). Avec le déclenchement de la *Deuxième guerre mondiale*, le rôle de Gœbbels s'accrut : tous les pays envahis furent aussitôt gratifiés d'un programme radiophonique préfabriqué ; il y avait même en réserve « deux mois de programme radio destinés à la Grande-Bretagne » (p. 214).

Malgré sa fidélité à Hitler, Gœbbels, plus que conscient de sa valeur, estimait qu'en Allemagne on ne l'appréciait pas suffisamment, ce qui explique tel propos à la fois désabusé et surprenant : « Après la guerre, j'irai en Amérique. Là-bas au moins on appréciera les services d'un génie de la propagande, et on me paiera en conséquence » (p. 343).

Ce livre, si riche de faits, appelle cependant quelques réserves. On y relève, en effet, des répétitions inutiles (nous y lisons par exemple trois fois, qu'en 1932, Gœbbels fut chassé de sa ville natale de Rheydt à coups de pierre) et un certain nombre d'inexactitudes : Hitler n'est pas né à Brno (p. 62), mais à Braunau, le *Stalhelm* n'était pas à proprement parler un « parti » (p. 97) ; en novembre 1932 n'eurent pas lieu des « élections présidentielles » (p. 142), mais des élections au *Reichstag* ; ce n'est pas Hitler qui fit supprimer Ciano (p. 292), mais Mussolini ; lors de la guerre de 7 ans, ce n'est pas Pierre le Grand (p. 356) qui succéda à la Tsarine ; les accords de Munich ne sont pas d'octobre (p. 414), mais de septembre 1938.

Certaines affirmations peuvent être contestées : nous lisons (p. 207) que Gœbbels fit exécuter le Juif polonais Grynszpan, l'auteur de l'assassinat de von Rath, conseiller à l'ambassade allemande de Paris. Or un article de la revue de l'Institut allemand *Für Zeitgeschichte* de Munich, article postérieur à 1956, et consacré précisément à cette affaire, affirme formellement non seulement que Grynszpan n'a pas été exécuté, mais qu'il vit actuellement à Paris... sous un autre nom...

Par ailleurs, on sent parfois trop qu'on a affaire à un ouvrage traduit de l'anglais. Dans toutes les citations allemandes *Führer* est traduit par *leader*, terme qui n'est guère plus français que *Führer*. Des anglicismes surnagent « tout Allemand était redevable (du denier du culte) à sa *Congrégation* » (p. 277). On est surpris aussi de la formule : « Rallye nazi de Nuremberg » (p. 421), pour désigner le Congrès annuel du parti. Le livre de Chakotin : *The Rape of the Masses* est connu du lecteur français sous le titre : *Le viol des foules* et non pas *La séduction des masses* (p. 139). Enfin quelques noms propres ont été estropiés : « Flersburg (p. 347) pour Flensburg ; Sheidemann (p. 419) pour Scheidemann. »

Mais ces critiques de détail n'entament pas les renseignements inédits que les auteurs nous apportent sur l'un des principaux protagonistes du IIIe Reich, sur celui qu'ils qualifient eux-mêmes de « génie de la propagande ».

A. MEYER.

La politique agricole du fascisme allemand (1)

L'auteur se propose d'étudier dans l'optique marxiste de cette publication de la République démocratique d'Allemagne, de quelle manière et en recourant à quels procédés les chefs nazis ont préparé politiquement, socialement et économiquement la guerre sur le plan agricole. Selon lui, les cercles financiers, industriels, la bourgeoisie réactionnaire d'Allemagne poursuivant leur volonté de revanche, ne pouvaient pas s'appuyer sur la

(1) Klaus Dieter HOEFT, Die Agrarpolitik des deutschen Faschismus als Mittel zur Verbereitung des 2 Weltkrieges, *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 7, 1959, n° 6, p. 1205-1230.

classe ouvrière qui accordait encore, en 1932 et 1933, un nombre élevé de voix aux partis communiste et socialiste allemands. La petite bourgeoisie, ne jouant d'autre part aucun rôle politique, c'est autour des masses rurales que s'est développée la lutte pour la conquête du pouvoir.

La situation agricole, à la fin de la République de Weimar, est caractérisée par le rôle important de la grande propriété (les domaines de plus de 150 ha occupant 37,9 % du sol) et par l'énorme endettement de la population agricole, par suite notamment de la crise mondiale. Du point de vue de l'organisation professionnelle et politique, la situation est marquée par la concentration au sein du *Grüne Front* (Front vert) des plus importantes associations agricoles, dont la direction se trouvait entre les mains des grands propriétaires fonciers et des représentants des mouvements nationalistes et fascistes.

Le développement d'une politique agricole systématique par le parti national-socialiste date de 1930, époque à laquelle a été créée une section agricole au sein du parti. La direction de cette section est confiée à Walter Darré, qui est le « technicien agricole » du parti. Darré établit dans tout le pays, à tous les échelons administratifs, un réseau de conseillers techniques agricoles, cet appareil « agro-politique » ayant pour objectif d'amener la paysannerie à l'idéologie nazie et d'encadrer solidement les milieux agricoles. Lorsque, le 29 juin 1933, Walter Darré est nommé ministre du Ravitaillement du Reich et ministre de l'Agriculture de Prusse, le parti nazi a achevé la conquête des postes officiels agricoles. C'est Walter Darré qui a fourni les grandes lignes de l'arsenal idéologique du nazisme dans ce domaine. On peut le résumer par les quelques principes suivants :

1. De même que la race nordique est la race supérieure, de même les paysans qu'étaient primitivement les Germains représentent l'élite d'une élite.

2. Il n'y a pas d'opposition entre les diverses classes paysannes. Les paysans forment une communauté de camarades de travail.

3. Les grands propriétaires fonciers et les gros exploitants représentent « la nouvelle noblesse du sang et de la terre », appelée à former la classe dirigeante de la nation.

4. Les petits paysans et les travailleurs agricoles devaient être particulièrement sensibles au slogan du *Volk ohne Raum* (nation privée d'espace) et à la promesse de l'annexion et de la colonisation de terres nouvelles. D'un autre côté, la politique d'autarcie ne pouvait réussir sans apporter des avantages matériels appréciables aux producteurs agricoles.

5. Les promesses d'amélioration du sort des paysans et en particulier la perspective d'un allégement de l'endettement devaient achever d'assurer au parti la faveur des milieux agricoles.

La constitution du *Reichsnährstand* (Office de l'Alimentation du Reich), organisation géante, groupant obligatoirement tous les producteurs agricoles, forestiers, maraîchers, ainsi que les entreprises de traitement des produits agricoles, a pour objet d'assurer cette mainmise absolue sur la profession agricole. La direction de cet organisme, qui absorbe toutes les autres organisations existantes, est assurée par le *Reichsbauern-führer* (chef des paysans du Reich), en fait par Walter Darré, qui était en même temps ministre de l'Agriculture du Reich et chef de la Section agricole du Parti.

L'organisation professionnelle unique se complète par une organisation des marchés : des groupements de caractère obligatoire sont créés pour chaque produit ou chaque branche de produits. Ces organisations fixent les prix et possèdent le monopole du commerce intérieur ; elles imposent des contingents de production et réglementent l'activité des industries connexes. Le monopole du commerce intérieur a été complété par la suite

par le monopole du commerce extérieur des produits agricoles. Ainsi est-il possible de réaliser une politique d'importation basée sur l'extension selon les besoins de la défense nationale de la capacité nationale de stockage. L'organisation centralisée et dirigiste de l'agriculture permet au parti d'infléchir la production agricole de manière à pousser au maximum la politique du ravitaillement autarcique du pays.

L'auteur observe, à juste titre, que la politique agricole nazie devait faire face à un certain nombre de contradictions. Mais il constate que le parti disposait ainsi d'un instrument puissant d'action à longue échéance sur le marché des produits agricoles. La législation sur le domaine familial agricole est venue compléter la politique agricole en fixant au sol la famille paysanne considérée comme une réserve de main-d'œuvre essentielle en cas de guerre. Cette législation s'appliquait aux exploitations de 7,5 à 125 ha, c'est-à-dire aux exploitations les plus importantes au point de vue production, rendement et mécanisation.

Nous ne saurions manquer de citer la conclusion de l'auteur qui achève son propos par une opposition attendue entre la situation actuelle dans la République démocratique et l'Allemagne fédérale :

... « Bien entendu, on a, en République démocratique d'Allemagne, tiré, dans ce domaine aussi, des leçons d'histoire. Ouvriers et paysans, qui ont payé le plus lourd tribut de sang et de biens à la guerre des brigands fascistes, ont conclu une solide alliance sous la direction de la classe ouvrière, pour la construction d'une démocratie anti-fasciste. Cette alliance se traduit aujourd'hui par l'édification d'un ordre socialiste qui accroit chaque jour sa puissance. Les paysans de la République démocratique d'Allemagne se fixent un but dont la réalisation nous rapprochera directement de l'idéal de l'humanité, du communisme. » « En Allemagne occidentale, par contre, se poursuit une politique agricole semblable à celle du fascisme. Ce qui est frappant, c'est l'analogie existant entre la politique du domaine familial et les mesures prévues par le « plan vert » pour renforcer la classe des grands propriétaires. La théorie du *Volk ohne Raum* (nation privée d'espace) se manifeste à nouveau dans les protestations revanchardes. C'est le même capitalisme monopolistique qui poursuit la même politique agricole. »

Une étude, qui se placerait sur le plan purement scientifique, serait plus intéressante que des affirmations trop politiques.

M. Cépède et F. Lescoffier.

La division et le corps d'armée Grossdeutschland *(suite et fin)*

Il a été rendu compte déjà (1) de l'historique du régiment *Grossdeutschland*, puis de la division du même nom jusqu'au début de janvier 1943. La fin de ce copieux ouvrage vient de paraître (2). Sans reprendre ici les appréciations générales formulées sur le premier volume, en particulier l'insuffisance des cartes ou croquis et la surabondance des témoignages de combattants, nous nous bornerons à résumer les faits essentiels que relatent les deux derniers tomes.

Nous avions laissé la division d'infanterie motorisée G. D. au moment où elle est retirée du saillant de Rjev, après y avoir été très lourdement éprouvée. Nous sommes à la veille de la capitulation de Stalingrad ; le front allemand du Don a été enfoncé ; la division est dirigée vers la brèche. Il

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 40, oct. 1960, p. 85 et sqs.

(2) *Die Geschichte des Panzerkorps Grossdeutschland*, Duisburg-Ruhrort, 2e vol. (1958), 772 p., et 3e vol. (1959), 768 p.

s'agit pour elle de constituer, dès son débarquement dans la région de Voltchansk, une ligne de points d'appui autour desquels viendront se regrouper les débris des unités en pleine retraite. Sous la pression soviétique, la division doit évacuer Bielgorod (8 février 1943), et bientôt le détachement d'armée Lanz, auquel elle a été rattachée, est obligé d'abandonner Kharkov (16 février), malgré l'ordre formel de Hitler. Peu à peu, néanmoins, l'équilibre se rétablit à l'est de Poltava, et même une contre-offensive allemande réoccupe Kharkov (15 mars). La division entame alors les préparatifs de l'offensive *Citadelle*, destinée à réduire le saillant soviétique de Koursk ; plusieurs fois retardée, cette offensive n'est lancée que le 4 juillet ; après plusieurs jours de combats très violents, la division est contrainte de revenir sur sa base de départ. L'armée rouge passe à la contre-attaque, rompt le front : c'en est fini désormais des offensives pour les Allemands, qui ne vont plus cesser de battre en retraite.

La division G.D., lorsqu'elle entre en action en juillet 1943, est un bel et solide instrument de combat. Chaque répit a été mis à contribution pour reconstituer ses effectifs et renforcer son matériel. Elle est dénommée maintenant division d'infanterie « blindée » et non plus motorisée. Ce changement d'appellation correspond à un développement de ses moyens chenillés et blindés : désormais, elle est en mesure de mettre en action un groupement mécanique à grande mobilité et grande puissance de feu (infanterie sur véhicules blindés, artillerie automotrice, chars lourds). Nous n'insisterons pas davantage sur ce renforcement constant, qui ne cessera de se poursuivre jusque tard dans l'année 1944 ; l'historique ne fournit malheureusement aucune donnée précise sur les effectifs globaux de la division, ses dotations exactes en matériels des différentes catégories, sa puissance de feu. Il en fournit, par contre, à de multiples reprises, sur l'usure incroyable que subissent ces effectifs et ces matériels dès qu'ils sont engagés.

La division a battu en retraite vers le Dnieper, qu'elle franchit à Krementchoug (fin de septembre 1943). Vains efforts pour réduire les têtes de pont que l'adversaire a aussitôt établies sur la rive droite et dont il s'élance bientôt vers Krivoï-Rog, Kirowograd, Ouman. En mars 1944, le front du Dnieper est irrémédiablement enfoncé, les armées allemandes se replient sur le Boug, puis le Dniester ; une poche se forme à l'ouest de celui-ci, et la division intervient pour couvrir Jassy menacée par le nord.

Après la stabilisation du front dans cette région, la division est transportée par voie ferrée en Prusse-Orientale, fin juillet 1944 ; ainsi échappe-t-elle à l'écrasement des armées allemandes en Roumanie, un mois plus tard. Dans le Nord, la frontière de l'ancien Reich est menacée par l'écroulement du groupe des armées du Centre. La liaison avec les armées de Courlande ne peut être rétablie et la division est transportée par mer de Memel à Kœnisberg (décembre 1944). Elle subit, à l'occasion de la formation du nouveau corps blindé *Grossdeutschland*, sur laquelle nous allons revenir, quelques modifications de structure. Le 12 janvier 1945, l'armée rouge attaque sur la Vistule ; engagée au sud-est de Tannenberg pour rejeter l'assaillant, la division se voit contenue, puis refoulée avec toute la II^{e} armée en direction de la Baltique. Elle est obligée, fin mars, d'abandonner ses dernières positions sur la côte du Frisches Haff et de gagner Pillau, à l'aide de tous les bâtiments disponibles. Du 15 janvier au 29 mars 1945, elle a perdu 14 500 hommes, c'est-à-dire plus que son effectif théorique au complet. Ce sont 4 000 hommes environ, sans armement lourd ni véhicules, qui arrivent à Pillau. Les restes de la division participent à la défense de la presqu'île du Samland, après la chute de Kœnigsberg, disputant le terrain pied à pied pour permettre l'embarquement des flots de civils qui se sont réfugiés à Pillau. Elle est chassée de ce port le 25 avril ; la lutte se

poursuit le long de la Frische Nehrung jusqu'à la fin du mois. Un millier d'hommes sont finalement évacués par mer d'abord sur la presqu'île de Hela, puis sur l'île danoise de Bornholm, enfin sur le Slesvig, où ils retrouvent, prisonnier des Anglais, le dépôt *Grossdeutschland* dont ils vont désormais partager le sort.

A la fin de 1944 est créé un nouveau corps blindé appelé *Grossdeutschland* ; son existence justifie le titre de l'ouvrage, mais apparaît finalement d'importance secondaire. A quels besoins répond cette création ? Les explications que donne l'historique sont assez floues, et nous n'en avons, jusqu'ici, trouvé nulle part ailleurs. Le fait n'en demeure pas moins qu'à l'automne 1944, voyant les frontières du Reich menacées de toutes parts, le commandement allemand constitue plusieurs corps blindés. Chacun comprend deux divisions blindées ou d'infanterie blindée (à partir de cette époque les deux notions, jusqu'alors bien différenciées, tendent à se confondre) et, à l'opposé des corps de 1940, d'importants « éléments non endivisionnés ». Ceux-ci étant, pour leur majeure partie, prélevés sur les 2 divisions, il n'en résulte aucun renforcement réel. Ce qui frappe, c'est que la plupart de ces nouveaux corps blindés sont désignés non par des numéros, mais par des noms : *Grossdeutschland, Hermann Göring, Feldherrnhalle...* Réduite aux abois, l'armée allemande fait un dernier et puissant appel à l'esprit de corps pour obtenir de ses unités exsangues qu'elles dépassent les limites du possible et contiennent l'envahisseur.

Le *Pz.K.G.D.* devait, d'après les ordres donnés en haut lieu dès septembre 1944, être constitué par la division d'infanterie blindée *Grossdeutschland* et par la division *Brandenburg*. Celle-ci avait une histoire très particulière, dont il existe déjà une version romancée de faible intérêt (1) ; le résumé qu'en donne le début du 3e volume est d'une valeur plus certaine. Destinée à l'origine à former des *Commandos*, et relevant à ce titre de l'*Abwehr* et de son chef, l'amiral Canaris, la division *Brandenburg* avait cette particularité que son É.-M. était installé à Berlin, tandis que ses unités opéraient sur les divers théâtres ; peu à peu ses bataillons ont été à peu près tous envoyés dans les Balkans pour lutter contre les partisans. C'est là que les touche l'ordre de former une division d'infanterie blindée du type normal, et de diriger celle-ci sur la Prusse-Orientale où se rassemble le corps blindé G.D. Mais celui-ci ne sera jamais réuni. Les premiers éléments de *Brandenburg* commencent à peine à arriver en Prusse que l'offensive russe se déclenche sur tout le front de la Vistule (mi-janvier 1945) : l'É.-M. du C.A. et la division *Brandenburg* sont jetés au-devant de l'ennemi dans la région de Lodz ; la division *Grossdeutschland* est trop sérieusement accrochée sur place pour pouvoir exécuter immédiatement l'ordre qui lui est donné de rejoindre son corps d'armée ; et aussitôt après, l'avance soviétique en direction de la Baltique isole définitivement la Prusse-Orientale.

L'ouvrage relate longuement les opérations du corps *Grossdeutschland* : rejeté sur l'Oder (fin janvier 1945), il combat en Silésie et en Lusace ; ayant perdu la ligne de la Neisse, il se replie sur Dresde. De là, la division *Brandenburg* est envoyée à Olmütz pour couvrir la retraite du groupe d'armées du Centre. Après avoir rempli sa mission jusqu'au 8 mai, elle tente de se replier vers l'Ouest, mais trouve sa route coupée à Deutschbrod, au centre de la Bohême, par des chars soviétiques. Pour elle, comme pour l'É.-M. du C.A., dans l'Erzgebirge, c'est alors le sauve-qui-peut. Rares sont ceux qui échappent à la captivité.

(1) Herbert KRIEGSHEIM, *Gelarnt, Getäuscht, und doch Getreu, die geheimnisvollen « Brandenburger »*, in romanartiger Form. Verlag Bernard u. Graefe, Berlin, 1958.

L'ouvrage, avons-nous dit déjà, traite de toutes les formations qui ont porté le nom de *Grossdeutschland* et nous avons précisé qu'à l'origine, celles-ci tenaient dans l'armée du III^e^ Reich le rôle de la « Garde ».

C'est ainsi que nous retrouvons le *Wachbataillon* de Berlin qui, outre son service de piquet devant les immeubles officiels de la capitale, doit participer aux sauvetages et déblaiements après les raids aériens. La présence en ville et dans la banlieue de dizaines de milliers de travailleurs étrangers fait craindre des soulèvements ; un plan d'action est préparé pour le cas de troubles intérieurs. C'est ce plan que les conjurés du 20 juillet 1944 mettent en œuvre ; mais le major Remer, commandant le bataillon après un long séjour au front dans la division G.D., trouve qu'il se passe quelque chose d'anormal, et se met en communication téléphonique avec le Führer ; ce dernier, bousculant toute hiérarchie, lui donne tout pouvoir pour mater l'insurrection à Berlin.

Ce même 20 juillet, au Q.G., le *Führer-Begleit-Bataillon* assurait son service de garde ; il a appliqué strictement les consignes. Dans l'émotion suscitée par l'attentat, néanmoins, on en vient à soupçonner de connivence certains de ses officiers, qui sont arrêtés, mais seront mis hors de cause. Des éléments S.S. arrivent pour remplir le service de garde indépendamment du bataillon ; c'est tout juste s'il ne se produit pas des incidents graves entre les deux troupes ; un *modus vivendi* est adopté : une compagnie de S.S. est rattachée au bataillon.

Celui-ci, à diverses reprises, a dû envoyer sur le front des groupements tactiques, destinés à « boucher des trous » ; on en vient ainsi à multiplier le nombre des compagnies du bataillon, puis à en faire un régiment (août 1944). Finalement prennent naissance 2 brigades d'infanterie blindée : *Führer-Grenadier-Brigade* et *Führer-Begleit-Brigade*. Ces brigades ne portent pas l'appellation *Grossdeutschland*, mais leurs effectifs sont fournis par le dépôt G.D., et leurs cadres proviennent en grande partie de la division G.D. Ce ne sont pas non plus de véritables brigades, mais à l'origine des groupements tactiques blindés. On les appellera même, à partir de janvier 1945, divisions ; mais ce sera en reconnaissance des services rendus, et non pas parce qu'elles ont l'effectif d'une division ; le temps manquera toujours pour leur donner la composition correspondant à leur dénomination. L'une et l'autre sont engagées, à peine formées, dans l'offensive des Ardennes. Puis, au milieu de janvier 1945, les deux unités sont transportées sur le front est. Hitler ne veut pas les rattacher au corps blindé G.D. : il voit en elles des divisions d'élite qu'il se réserve d'engager sur les points du front auquel il attache une importance particulière ; elles cristalliseront autour d'elles, en quelque sorte, la résistance des débris de la vieille armée, du *Volkssturm* improvisé, des divisions nouvelles formées à la hâte en vidant les dépôts. Combats en Poméranie, puis sur la ligne de l'Oder et de la Neisse. La *F.B.D.* est écrasée, le 22 avril 1945, sur la Neisse ; le général Remer réussit personnellement à gagner Dresde et à survivre à sa division (1). Quant à la *F.G.D.*, transportée de la région de Küstrin dans celle de Vienne (début avril 1945), elle tente tout d'abord de défendre la ville, doit rapidement y renoncer, et s'installe en position défensive sur le Danube un peu plus au nord-ouest. Le 8 mai, un repli rapide l'amène dans les lignes américaines où elle capitule, mais quelques jours plus tard elle est remise aux Soviétiques.

(1) On sait que Remer, qui, chef de bataillon en juillet 1944, était général de brigade en janvier 1945, a été en juillet 1959, déclaré par la Cour disciplinaire fédérale déchu des droits découlant de sa qualité d'ancien officier d'active, y compris son droit à pension, en raison de son rôle au cours du 20 juillet 1944.

La brigade de dépôt *Grossdeutschland*, à Cottbus et Guben, avait été amenée, en janvier 1945, à diriger sur le front des détachements mis en hâte sur le pied de guerre. Certains de ces détachements, auxquels sont adjointes les écoles militaires de Dresde et de Potsdam, forment la division d'infanterie blindée *Kurmark* (début février 1945). Elle aussi combat sur l'Oder jusqu'en avril ; lorsque les Soviets marchent de Küstrin sur Berlin, elle tente de rejoindre, par le sud-est de la capitale, la fameuse XII^e^ armée Wenck chargée de dégager la ville, mais sous les coups de l'aviation et des chars adverses, elle se dissout dans les forêts et le long des routes ; les éléments qui arrivent jusqu'à l'Elbe sont faits prisonniers par les troupes américaines.

Cette même brigade de dépôt, sans cesse recomplétée par des recrues, des récupérés, des convalescents, a dû quitter ses garnisons menacées par l'avance soviétique, et se replier dans le Slesvig (mars 1945). Là, avec le concours de l'école de cadres *Grossdeutschland*, elle est appelée à former une *brigade de guerre*, qui est envoyée sur le front de Westphalie. Au cours du mois d'avril, elle recule lentement de la ligne de l'Ems sur la région de Brême. Le feu cesse le 4 mai 1945, et c'est la captivité.

Enfin, le *Wachregiment*, qui a succédé le 1^er^ septembre 1944 au *Wachbataillon*, est engagé de février à avril 1945 devant Küstrin ; reformé ensuite à Berlin, avec des hommes de toute provenance (D.C.A., aviation, etc.), il participe à la défense de la capitale, et seul un petit groupe réussit, juste avant la capitulation, à s'échapper vers le Slesvig.

Cette longue énumération, qui n'est même pas complète, témoigne de la ténacité avec laquelle l'Allemagne s'est efforcée, à partir de l'été 1944, de faire flèche de tout bois ; sur cette période encore mal connue, le 3^e^ volume de l'historique apporte de nombreux détails intéressants, limités, naturellement, aux unités *Grossdeutschland*. Celles-ci prolifèrent, et il est frappant de constater quelle valeur le commandement allemand, qui connaissait bien la troupe, attribuait à un simple ruban, celui que les hommes des unités G.D. portaient à l'avant-bras droit, symbole de leur appartenance à une unité d'élite. Le portrait que nous trace du combattant allemand ce livre écrit à sa gloire, n'est pas celui du « combattant moyen » : en août 1943, la division *Grossdeutschland*, qui monte en ligne boucher un trou, est accueillie par les injures des troupes en retraite : « Espèces de cochons qui voulez continuer la guerre ! Rentrez chez vous ! » Et, au début de mai 1945, lorsque la division *Brandenburg* arrive dans la région d'Olmütz : « Les autres soldats se cachent, se disant qu'avec ceux-là il va falloir se battre encore. » Soldats d'élite, ils ne sont pourtant pas, répétons-le, des *Waffen-S.S.*, des fanatiques : « La mort de Hitler laisse les hommes indifférents, ils ont d'autres soucis »... celui, en particulier, de combattre jusqu'au dernier jour, par fidélité à la renommée du corps auquel ils appartiennent parfois depuis fort peu de temps, mais dont ils portent l'insigne.

Ainsi, à côté d'une littérature beaucoup trop abondante, et sans parler d'indications d'un réel intérêt sur l'organisation de différentes formations allemandes, spécialement en 1945, trouve-t-on, dans cet énorme ouvrage de 2 500 pages, des traits révélateurs du comportement au combat, des épreuves, du moral du soldat allemand.

A. Golaz,
Service historique de l'Armée.

L'Allemand moyen devant le nazisme

Décrire la psychologie des grands criminels nazis était une entreprise propre à tenter l'historien. Celui-ci disposait, en effet, d'une documentation considérable rassemblée à l'occasion des procès de Nuremberg, et jouissait d'un rare privilège : celui d'interroger lui-même les personnages dont il cherchait à expliquer le comportement. En dépit de ces circonstances exceptionnelles et des mérites de son auteur, l'étude du Dr François Bayle (1) ne répond qu'imparfaitement à la question posée devant la conscience universelle par les crimes des dirigeants S. S. : comment des hommes en sont-ils venus là? Si l'étude psychologique de personnages sur lesquels la documentation abonde s'avère décevante, que dire de celle du « nazi moyen », c'est-à-dire d'un de ces millions d'Allemands qui furent plus ou moins soumis à l'influence de l'idéologie nationale-socialiste? Aussi appréciera-t-on l'intrépidité de Wanda von Baeyer-Katte qui a récemment abordé ce difficile sujet (2).

De propos délibéré, l'auteur passe sous silence les événements qui jalonnent l'histoire de l'Allemagne de 1933 à 1945 et néglige de décrire, même sommairement, les rouages de la machine nationale-socialiste (3). Ce n'est pas celle-ci qui l'intéresse, mais ses effets sur les individus, en particulier sur ceux qui, jusqu'à l'avènement de Hitler, se souciaient peu des choses de la politique. L'ouvrage fourmille d'observations justes, sinon totalement neuves, sur le dédoublement de la personnalité de l'Allemand moyen. Individuellement, il oppose parfois à la pression du système une résistance opiniâtre, qui cède, il est vrai, dès son intégration à un groupe. De là, sans doute, les efforts — couronnés de succès — du régime pour réduire progressivement la part réservée à la vie intérieure. La chose est évidente pour l'enfant embrigadé dans la Jeunesse hitlérienne. L'homme et même la femme se trouvent, eux aussi, dans l'impossibilité matérielle de penser par eux-mêmes. La vie professionnelle, la vie sociale, les loisirs se déroulent presque obligatoirement dans le cadre des organisations nationales-socialistes. Partout, les mêmes discours répandent les mêmes thèmes suivis des mêmes applaudissements collectifs. La contrainte devient peu à peu une habitude supportable. Le divorce entre les réactions de l'individu et celles du groupe, voire de la foule, s'atténue graduellement. C'est leur fragile souvenir qui expliquerait, selon l'auteur, que chaque Allemand ait cru, de bonne foi, pouvoir affirmer, après 1945, n'avoir jamais été un nazi (4).

Bien que consacrée à la masse des « nazis moyens », l'étude de Wanda von Baeyer-Katte ne peut esquiver le problème des nazis criminels. Ceux-ci, relativement peu nombreux — quelques milliers au plus — auraient agi à l'insu du reste de la population. Sans rouvrir un débat pénible sur des questions infiniment douloureuses, on peut supposer, en tout cas, que nombreux

(1) Dr François Bayle, *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants S. S.*, Paris, P. U. F., 1953, xx-550 pages. Voir notre compte rendu (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 14, avril 1954, p. 63-65).

(2) Wanda von Baeyer-Katte, *Das Zerstörende in der Politik. Eine Psychologie der politischen Grundeinstellung*, Heidelberg, Quelle und Meyer, 1958, 271 pages.

(3) On trouvera des indications précises sur le fonctionnement théorique de la machine nationale-socialiste dans Wolfgang Schaefer, N. S. D. A. P., *Entwicklung und Struktur der Staaatspartei des dritten Reiches*, Hannover und Frankfurt a/Main, Norddeutsche Verlagsanstalt, O. Goedel, 1956, 100 pages. Cf. notre compte rendu (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 33, janvier 1959, p. 86-88).

(4) Wanda von Baeyer-Katte veut bien ajouter (p. 147) qu'il s'agit d'une « demi-vérité ».

furent les membres du parti qui n'ignoraient pas, à leurs côtés, la présence de criminels. Wanda von Baeyer-Katte, contrairement à beaucoup de ses compatriotes, juge cette hypothèse vraisemblable. Mais elle cherche à l'expliquer en séparant artificiellement les « fanatiques » des « criminels ». Nazis convaincus mais honnêtes, les « fanatiques » désapprouvaient secrètement les « criminels », sans les condamner publiquement. Cette attitude traduisait moins la peur que la solidarité idéologique, la solidarité de parti, si l'on veut. Les uns et les autres portaient le même uniforme (1), parlaient le même langage, combattaient les mêmes ennemis : les Juifs, les Soviétiques, les Asiates. On touche du doigt l'une des faiblesses essentielles d'une étude qui décrit moins les individus et les classes sociales (2) que des entités — le « nazi moyen », le « nazi fanatique », le « nazi criminel » — nées d'une autre entité, l' « Allemand apolitique » d'avant la révolution hitlérienne.

Jean Sigmann.
Inspecteur d'Académie à Troyes.

La jeunesse allemande et l'opposition au régime national-socialiste

Le parti national-socialiste dut, avant le 30 janvier 1933, une large part de ses foudroyants progrès à l'enthousiasme qu'il suscita dans la jeunesse allemande. Celle-ci fut, après la prise du pouvoir, l'une des assises les plus solides du régime. Ce sont là des lieux communs, des vérités d'évidence qui s'imposent même à qui connaît l'existence du réseau de résistance animé, à l'intérieur de l'Université de Munich, par Sophie et Hans Scholl, dont l'héroïsme lucide est devenu légendaire. La conduite de personnages d'exception efface-t-elle, en effet, celle de leur génération ? C'est précisément à la réhabilitation d'une partie des jeunes gens âgés de quinze à vingt ans en 1933, que s'est attaché récemment Arno Klönne dans une étude consacrée à la *Résistance de la jeunesse sous le III^e Reich* (3).

En dépit de son titre, l'ouvrage ne concerne pas, tâche impossible pour un seul auteur, la jeunesse de l'Allemagne entière, mais seulement celle de la Hesse. Entrepris sous les auspices de l'*Institut des Sciences politiques* de Marburg, il est le fruit de recherches patientes animées par l'esprit d'objectivité universitaire. Arno Klönne ne s'est pas contenté de glaner dans les maigres travaux de ses prédécesseurs (4) ; il a consulté les publications nationales-socialistes et la presse de l'émigration allemande, laquelle contient des renseignements fragmentaires, mais précieux, sur les manifestations de l'opposition intérieure au régime ; il a, en outre, utilisé la documentation inédite (notamment les papiers de la Gestapo et les archives des tribunaux d'exception), qui a survécu aux destructions volontaires et involontaires de 1945 ; il a, enfin, recueilli les témoignages souvent émouvants de jeunes résistants ou de leurs familiers (5). Aussi faut-il regretter

(1) Wanda von Baeyer-Katte a noté avec raison l'influence de l'uniforme sur le comportement de l'individu (p. 243-244) : « In Uniform sprach und handelte man anders als man als privater Einzelner gehandelt und gedacht hätte. »

(2) L'auteur reconnaît (p. 261) qu'il a négligé les réactions de la classe ouvrière allemande.

(3) Arno Klönne, *Gegen den Strom, Bericht über den Jugendwiderstand im Dritten Reich*, Hannover und Frankfurt/Main, O. Goedel, 1958, in-8°, 180 p.

(4) Les sources imprimées et inédites utilisées sont recensées à la fin de l'ouvrage (pp. 176-179).

(5) Arno Klönne a publié de nombreux extraits des rapports rédigés sur sa demande. Malheureusement, il a été contraint, dans de nombreux cas, pour déférer à la volonté de leurs auteurs, de substituer aux noms de lieux ou de personnes, de simples initiales.

que des matériaux de haute qualité n'aient pas été plus heureusement mis en œuvre. La lecture d'un livre de moins de deux cents pages, qui traite d'un sujet passionnant, est rendue pénible par des répétitions, des retours en arrière que rien, sinon la maladresse de l'auteur, ne justifie. C'est pourquoi, plutôt que de tenter de résumer un ouvrage rebelle à l'analyse, mieux vaut montrer quel fut, selon Arno Klönne, le comportement des deux forces en présence : la Jeunesse allemande, d'une part, et la Jeunesse hitlérienne (*Hitler-Jugend*, en abrégé H.J.) (1), destinée à l'absorber, d'autre part.

A l'avènement du national-socialisme, les organisations de jeunesse, non inféodées au parti, groupent de cinq à six millions d'adhérents. Certaines sont indépendantes des partis ou des religions. La plupart sont d'inspiration politique (les partis communiste et socialiste les animent), confessionnelle (il s'agit surtout d'organisations juives et luthériennes), voire politique et confessionnelle (tel est le cas des mouvements catholiques étroitement liés au *Zentrum*). Le nouveau régime est, conformément à sa devise : *Un peuple, un Führer*, résolu à abolir le pluralisme weimarien pour placer sous son contrôle direct la totalité des jeunes Allemands âgés de moins de dix-huit ans. Le chef de la H.J. Baldur von Schirach est investi de cette double mission. Le titre de « Chef de la Jeunesse du Reich allemand » *(Jugendführer des deutschen Reiches)* que lui confère Hitler, en juin 1933, définit un programme qui sera complètement appliqué à la veille de la guerre. Les mouvements de jeunesse, filiales du parti social-démocrate et du parti communiste, sont dissous au même temps que ceux-ci. Les organisations neutres, abandonnées à elles-mêmes, sont empêchées par les tracasseries policières de poursuivre leur activité. Les associations confessionnelles, à l'exception bien entendu de celles qui se réclament du Judaïsme, subsistent en principe ; car le III[e] Reich affecte, à ses débuts, de respecter les religions chrétiennes et leurs institutions. Cependant, dès la fin de l'année 1933, Baldur von Schirach réussit, avec la complicité de Ludwig Muller (2), chef des *Chrétiens-Allemands* devenu, par la faveur de Hitler, évêque du Reich à incorporer en bloc dans la H.J. les organisations dépendant de la « Jeunesse évangélique ». En revanche, il rencontre dans les mouvements catholiques de jeunesse une volonté farouche de préserver leur indépendance. Celle-ci s'appuie, il est vrai, sur un traité dont le gouvernement ne peut pas contester la légalité : le Concordat de septembre 1933 conclu entre le Reich et le Saint-Siège. Les associations catholiques ont un centre actif : Dusseldorf et une presse combattive. Des revues, comme *Junge Front* et *Die Wacht*, qui atteignent plusieurs centaines de milliers de lecteurs n'hésitent pas, sous couleur de défendre la foi, à dénoncer les atteintes à la liberté individuelle. Les autorités locales s'efforcent de tourner le « Concordat » en l'appliquant d'une manière restrictive : un *Regierungspräsident*, par exemple, interdit les manifestations publiques des associations catholiques ainsi que le port des uniformes et des bannières. Des revues sont temporairement suspendues. Le gouvernement nazi garde en apparence une neutralité hypocrite jusqu'au moment où Pie XI condamne solennellement le national-socialisme (1937). En 1938, les associations de jeunesse et la presse catho-

(1) La Jeunesse Hitlérienne comprenait, en fait, quatre mouvements distincts : aux garçons étaient ouverts, entre 10 et 14 ans, le *Deutsches Jungvolk* (D.J.) ; entre 14 et 18 ans, la *Hitler-Jugend* (H.J.) proprement dite ; aux filles entre 10 et 14 ans, le *Jungmädel* (J.M.) ; entre 14 et 18 ans, le *Bund Deutscher Mädel* (B.D.M.).

(2) Sur ce personnage, voir notamment les souvenirs de Theophil Wurm, *Erinnerungen aus meinem Leben*, Stuttgart, Quell Verlag, 1953, in-8°, 222 p. (cf. notre compte rendu dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 22, avril 1956, pp. 77-80).

lique sont interdites, la centrale *(Jugendhaus)* de Dusseldorf dissoute.

Baldur von Schirach peut donc songer à transformer la H.J. en organisation légalement obligatoire pour tous les garçons et les filles de 10 à 18 ans. En réalité, depuis 1933, l'adhésion à la H.J. ne résulte pas toujours de la libre détermination des parents. Des appels publics sont adressés aux fonctionnaires pour qu'ils inscrivent leurs enfants à la H.J. Dans certaines régions, les Chambres des Métiers n'admettent comme apprentis que les membres de la H.J. Dès 1934, le père de famille dont le fils n'est pas affilié à la H.J. reçoit un questionnaire lui demandant d'en préciser les raisons. La réponse doit être contresignée par l'enfant, de qui on espère moins de tiédeur à l'égard du régime. La loi du 1er décembre 1936, précisant que « toute la jeunesse allemande recevra, en dehors du foyer et de l'école, une éducation intellectuelle et morale dans la H.J. pour servir le peuple et la communauté selon l'esprit du national-socialisme », sanctionne donc un état de fait. L'adhésion des enfants à la H.J. est le seul moyen pour les parents d'échapper à des brimades. Trois ans plus tard, la loi du 25 mars 1939 clôt le cycle de l'évolution : elle pose le principe de l'entrée obligatoire dans la H.J. Les contrevenants sont considérés comme des insoumis et des traîtres qu'une impitoyable répression va frapper.

En vérité, bien avant la publication de la loi du 25 mars 1939, de jeunes Allemands avaient déployé une activité hostile au régime, qu'attestent les documents puisés dans les archives de la Gestapo de Hesse. En février et en novembre 1933, deux groupes de jeunes socialistes, qui rédigent des journaux clandestins, sont découverts. En 1935, vingt et un jeunes gens de 17 à 21 ans sont jugés à Francfort et à Darmstadt pour avoir tenu des réunions secrètes et diffusé des tracts antinazis. L'opposition des jeunes au régime revêt différentes formes : politique chez les socialistes qui reçoivent de l'émigration du matériel de propagande, morale chez les protestants hostiles aux « Chrétiens-Allemands » et chez les catholiques particulièrement actifs après 1938, esthétique chez ceux qui voient dans les nazis des barbares, contempteurs de l'art moderne et de la littérature mondiale, instinctive chez ceux qui reprochent à la H.J. d'avoir substitué le caporalisme au libre mouvement de groupes fondés sur des affinités personnelles. La nécessité de mettre un terme à une guerre sans issue accroît le nombre des opposants parmi la jeunesse appelée à combattre. En 1942, un apprenti de 17 ans est condamné à mort pour avoir distribué des tracts contenant des informations émises par la radio de Londres. En 1943, une trentaine de jeunes gens sont arrêtés à Hambourg, en raison de leur liaison avec le réseau munichois des Scholl. En 1944, à Berlin, quatre garçons de vingt ans sont exécutés : ils appartenaient à un groupe qui, depuis 1938, réunissait régulièrement d'anciens camarades de classe et rédigeait des appels à l'insurrection.

Tels sont, parmi beaucoup d'autres cités par Arno Klönne, quelques exemples de la résistance de jeunes Allemands à l'hitlérisme. Permettent-ils d'adopter la conclusion de l'auteur ? Arno Klönne pense avoir démontré que, dès 1933, une importante fraction de la jeunesse rejeta le national-socialisme. Sans doute, l'ouvrage d'Arno Klönne incite-t-il à réviser l'opinion traditionnelle sur l'adhésion unanime de la jeunesse allemande au IIIe Reich. Il ne prouve pas, pour autant, que celle-ci n'ait pas constitué l'une des assises les plus solides du régime.

Jean SIGMANN.

Monseigneur Seipel et Hitler

A la suite du putsch manqué du 9 novembre 1923, Hitler fut condamné, le 1er avril 1924, à cinq années de forteresse. Le 20 décembre 1924, il recouvrait la liberté. Certains historiens (1) ont prétendu qu'il avait bénéficié d'une mesure de faveur provoquée par le ministre bavarois de la justice, Franz Gürtner, futur ministre du Reich après le 30 janvier 1933. Une lecture rapide du jugement prononcé le 1er avril 1924 prouve, au contraire, que Hitler aurait pu être libéré dès le 11 novembre 1924 (2). En tout cas, des travaux récents, notamment ceux de Robert M. W. Kempner (3), ont révélé les efforts opiniâtres du parquet et de la police de Munich pour obtenir soit l'annulation d'une sentence jugée trop clémente (4), soit l'expulsion de Hitler dans sa patrie d'origine : l'Autriche. Robert M. W. Kempner a affirmé, d'autre part, que Franz Gürtner aurait été à l'origine de l'échec des tentatives d'expulsion de Hitler. Cette hypothèse, que les sentiments personnels et les hautes fonctions du personnage rendaient vraisemblable, vient d'être réduite à néant par un historien anglais, D. C. Watt, dont l'étude a paru dans les excellents *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* de Stuttgart (5).

D. C. Watt, à la lumière des sources autrichiennes et allemandes, prouve que le gouvernement bavarois s'employa, pendant plusieurs mois, à obtenir l'agrément de l'Autriche à l'expulsion de Hitler, mais qu'il se heurta à une irréductible opposition du gouvernement de Vienne. Le renvoi de Hitler en Autriche posait nécessairement un problème juridique : celui de sa nationalité en 1924.

Né en Haute-Autriche, Hitler s'était engagé, au début de la guerre, dans un régiment bavarois. En Allemagne, on considérait qu'il avait conservé sa nationalité d'origine. En était-il de même en Autriche? La police bavaroise, qui avait craint l'acquittement de Hitler, s'était empressée, au cours même du procès, de poser au gouvernement régional de Linz deux questions : reconnaissait-il à Hitler la nationalité autrichienne? Était-il disposé, au cas où le gouvernement de Vienne déciderait son expulsion, à le recevoir sur son territoire? Le 20 avril, les autorités de Linz donnèrent deux réponses affirmatives.

Sans doute, la sentence du 1er avril, qui maintenait Hitler en prison pour une durée d'au moins six mois, enlevait-elle un peu de leur acuité aux problèmes soulevés par l'expulsion de Hitler. Celle-ci n'en continua pas moins à préoccuper la police bavaroise, tandis que le parquet de Munich utilisait tous les moyens de droit pour réformer un jugement qu'il estimait insuffisamment rigoureux. C'est alors que le gouvernement fédéral, apprenant

(1) Cf. Claude David, *L'Allemagne de Hitler*, Paris, P. U. F., 1954, p. 18 (Collection « Que sais-je? »).

(2) Hitler avait été arrêté le 11 novembre 1923. La sentence du tribunal populaire de Munich le condamnant à cinq ans de forteresse stipulait, en effet, qu'après une année de détention il bénéficierait du sursis pour les quatre autres années.

(3) *Blueprint of the nazi Underground*, Research Studies of the State College of Washington, vol. XIII, nº 2, 1945, p. 51-56.

(4) Le parquet de Munich fit opposition à la sentence du tribunal populaire. Le 25 septembre, la première chambre criminelle de Munich confirma le jugement du 1er avril. Le 26 septembre, le parquet interjeta appel devant la cour suprême de Bavière. Le 20 décembre 1924, celle-ci confirma la sentence des premiers juges. Hitler fut libéré le jour même.

(5) *Die bayerischen Bemühungen um Ausweisung Hitlers 1924*, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Stuttgart, 1958, 3. Heft, Juli, p. 270-280.

que le gouvernement de Linz acceptait de débarrasser la Bavière de Hitler, entra en scène. Le chancelier Seipel prit personnellement l'affaire en main. Il avait à grand'peine réussi à rétablir l'ordre à Vienne. Il ne se souciait pas d'accueillir en Autriche un agitateur de la trempe de Hitler. Il justifia son refus en prétendant, contre l'opinion des autorités de Linz, qu'en entrant dans l'armée bavaroise Hitler avait perdu la nationalité autrichienne. Le gouvernement de Munich ne se contenta pas de rétorquer que le gouvernement de Vienne n'avait jamais cessé de revendiquer comme siens les anciens sujets des états autrichiens qui avaient combattu dans les armées de Guillaume II. Il sollicita l'appui diplomatique de la *Wilhelmstrasse*. Stresemann (1) désirait ardemment délivrer l'Allemagne d'un personnage importun. Aussi soutint-il fermement les démarches bavaroises à Vienne. Les négociations, quoique secrètes, transpirèrent. Les *grands Allemands* attaquèrent dans leur presse Seipel coupable de refuser la qualité d'Autrichien à Hitler. Le 22 octobre 1924, on manifesta à Vienne contre le chancelier. Cette agitation confirma Seipel dans sa résolution de s'opposer au retour en Autriche d'un homme qui y possédait déjà des partisans. Si Hitler put, à partir du 20 décembre 1924, poursuivre en Allemagne la prodigieuse aventure qui sera marquée par l'*Anschluss*, Seipel en porte, par une cruelle ironie du destin, une large responsabilité. Il est vrai que l'on pourrait imaginer un autre cours de l'histoire, non moins paradoxal : si les nazis autrichiens avaient, en 1924, été assez forts pour imposer à Seipel le retour de Hitler, le 9 novembre 1923 n'aurait-il pas été, pour le mouvement national-socialiste en Allemagne, au lieu du « commencement », la « fin »?...

Jean SIGMANN.

(1) Le procès de Hitler avait laissé entrevoir la collusion de certains milieux de la Reichswehr avec les nazis. L'autorité du gouvernement du Reich sur le plan international ne pouvait que gagner à l'expulsion de Hitler.

PUBLICATIONS SOVIÉTIQUES

Critique russe de l'historiographie allemande

Sous un titre qui promet moins que le contenu réel, un ouvrage russe (1) fait la première critique détaillée, à notre connaissance, des livres parus ces dernières années sous la signature des anciens chefs de la *Wehrmacht*. Critique vigoureuse, concrète, entrant souvent dans le détail des opérations militaires, passionnée aussi et partiale, mais qui tranche sur l'impersonnalité de trop de publications soviétiques sur la guerre. Dès la préface, l'auteur souhaite que, pour mieux les résumer, on traduise en russe davantage d'études spécialisées occidentales et en particulier allemandes. Pour sa part, il expose longuement les arguments de l'adversaire dont il n'hésite pas à citer des passages entiers. Le style direct, abrupt, accroche le lecteur. La polémique est politique autant que militaire. Il n'y a lieu de s'étendre que sur ce dernier aspect. Le maréchal Eremenko n'est en désaccord nulle part avec l'appréciation de l'historiographie soviétique sur l'origine de la guerre et son déroulement.

Les analyses les plus fouillées et, selon nous, les plus intéressantes, sont celles de Guderian *(Les mémoires d'un soldat)*, de von Manstein, les articles de Blumentrit et de Zeitzler dans le recueil : *La décision fatale*, enfin *La campagne de Stalingrad*, de Hans Doerr.

En tant que commandant, en 1941, du front de Briansk, puis du front occidental, l'auteur est particulièrement autorisé à répondre au maréchal Guderian, son adversaire direct. Du point de vue militaire, il lui fait deux critiques principales. D'abord, Gudérian surestime l'importance des forces blindées. Il nie pour ainsi dire le rôle de la préparation d'artillerie et l'infanterie ne joue qu'un rôle d'appoint, un rôle subordonné. Hitler aurait perdu la guerre en ne soutenant pas complètement ses conceptions. Or, l'emploi des chars, pour être efficace, doit être combiné avec celui des autres armes. Chaque fois qu'en Russie les attaques en colonnes blindées se sont heurtées à des lignes préparées à l'avance, elles ont échoué. Ainsi, en août 1942, la IV^{e} armée blindée de Hoth a tenté, en vain, de couper la voie ferrée Salsk-Stalingrad. D'autre part, Gudérian, comme on le sait, déplore que l'on n'ait pas poursuivi sans faiblir la marche forcée sur Moscou qui, si elle avait atteint son objectif, eût décidé de l'issue de la guerre. Au lieu de cela, la *Wehrmacht* a amorcé une conversion vers l'Ukraine, qui a désorganisé l'offensive (p. 37). L'auteur pense que, finalement, cette décision, imputée à Hitler personnellement, était justifiée sur le plan stratégique. Hitler espérait attirer vers le Sud les réserves russes massées autour de Moscou et alors porter un nouveau coup au cœur de l'U.R.S.S. Il voulait aussi s'assurer des richesses naturelles de l'Ukraine dans la perspective, qui se dessinait déjà, d'une guerre longue. Cette décision a été prise le 22 août. L'auteur, qui commandait alors le front de Briansk, peut témoigner des difficultés que rencontrait Gudérian dans sa marche frontale, et que celui-ci, pour la justification de sa thèse, est conduit à minimiser. Brest, pourtant surpris, n'est tombé qu'au bout d'un mois. Les batailles de Bielostock, de Borissov (où apparurent les premiers T 34), de Smolensk, étaient extraordinairement acharnées. Quand, le 23 août, Gudérian défendit devant Hitler la nécessité de continuer l'offensive prévue, il ne pouvait se prévaloir d'aucun succès

(1) Eremenko A. I. maréchal de l'Union soviétique, Protiv falsifikacy istorii vtoroj mirovog vojny. *Contre la falsification de l'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 2^{e} éd. revue et complétée, Moscou, 1959.

décisif à l'appui de son argumentation. De même, un peu plus tard, il exagère la portée de la victoire de Briansk. Il ose parler par exemple d'une capitulation de la V^e^ armée, le 17 octobre, au nord de Briansk : fieffé mensonge puisque, le 25 octobre, ladite armée livrait combat autour de Belev-Mtzenski après avoir brisé son encerclement (pp. 42-43). « Hitler, déclare à ce propos le maréchal Eremenko, avait des conseillers de toute sorte. Il faut reconnaître que beaucoup de ses décisions opérationnelles et même stratégiques étaient fondées. Il convient de dire, à ce sujet, que les tentatives qui figurent, même dans notre littérature militaire, pour représenter Hitler et son état-major général comme des incapables, apparaissent tout à fait inexactes » (p. 40).

Le maréchal Eremenko ne tient pas von Manstein en grande estime. Il lui répondra toutefois longuement, car von Manstein est considéré par beaucoup d'auteurs occidentaux comme le Chef le plus expérimenté de la *Wehrmacht* et il est d'ailleurs parfois objectif quand il s'agit de faits mettant en cause d'autres généraux allemands. C'est essentiellement sur la campagne de Stalingrad que porte la discussion.

A-t-elle été le tournant de la guerre ? En le niant, Manstein contredit non seulement les appréciations de Staline, Khrouchtchev, Mao Tsé-Toung, Roosevelt, mais aussi d'ennemis déclarés de l'U.R.S.S. comme Tippelskirch, Zeitzler, Doerr. Pour Clausewitz, inspirateur de Manstein, l'issue d'une guerre dépend d'une bataille générale en vue de laquelle il convient d'accumuler le plus de moyens possible. Si elle est perdue, il reste à obtenir la partie nulle. Eh bien ! même ce résultat ne pouvait plus être atteint après Stalingrad. Cette défaite marque le déclin irrémédiable de l'armée allemande et non pas la défaite de Koursk que Manstein prétend plus décisive. L'opération « citadelle » (offensive d'été 1943) n'est qu'une vaine tentative pour reprendre l'initiative. Elle ne vise qu'à obtenir la « partie nulle ». Son échelle est infiniment plus réduite. L'idée d'en faire le point tournant de la guerre, qui a rencontré certains échos en U.R.S.S. même, est complètement erronée et correspond, chez Manstein, à une manœuvre pour diminuer sa propre responsabilité dans le désastre et la perte de centaines de milliers d'hommes (p. 72).

Car sa responsabilité est écrasante. Il voudrait persuader le lecteur qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour délivrer les armées encerclées et qu'il n'a échoué que par la faute d'Hitler qui n'a pas acheminé les renforts en temps utile. Or Manstein a attendu le 12 décembre pour passer à la contre-attaque, soit environ quinze jours après la réalisation de l'encerclement.

Si le coup avait été porté dans les premiers jours de décembre, les Allemands, estime notre auteur, auraient eu de sérieuses chances de succès. La LI^e^ armée soviétique, qui occupait le front extérieur de l'anneau assiégeant, était à ce moment-là étirée sur 100 km. La 6^e^ division blindée arrivant de France et toute fraîche aurait pu l'attaquer à partir de Kotelnikovo, et l'enfoncer, puisque la densité de défense atteignait à peine une section *(vzvod)* par kilomètre de front. Cette faiblesse était apparue dès le 2 décembre, lorsque le corps de cavalerie du général Chapkine a essuyé un sérieux échec dans ce secteur, se heurtant à des centaines de tanks appuyés par l'aviation. Pour parer au plus pressé, il a fallu dégarnir dangereusement le front intérieur. Manstein disposait des troupes de Hoth, alors que les Soviétiques, jusqu'au 24 décembre, étaient dans l'impossibilité d'amener des troupes fraîches — en l'occurrence la II^e^ armée de la garde. Mainstein a donc donné gratuitement un répit de plus de dix jours. Un tableau résume le rapport des forces dans ce secteur : rapport en faveur des Allemands de 1 à 1,2 pour les effectifs, de 1 à 2 pour l'artillerie, de 1 à 4 pour les tanks (pp. 75 et suiv.).

Quant à incriminer la conduite des troupes satellites, roumaines, hongroises ou italiennes — pratique constante des généraux allemands — le rôle que ceux-ci leur assignaient explique suffisamment le peu d'enthousiasme de celles-là. Enfin, le refus de Manstein d'aller inspecter l'armée Paulus, relève, selon notre auteur, de la poltronnerie pure et simple.

La *décision fatale* est un recueil d'articles parus en 1956, dus à plusieurs généraux allemands et préfacés par le général Marshall. L'auteur y retrouve la double tendance à ne rien dire qui puisse jeter quelque ombre sur l'armée américaine et à rejeter la responsabilité des défaites sur Hitler et ses plus proches lieutenants : Keitel, Gœring, Jodl. La critique de l'article de Blumentrit manque, selon nous, de précision. Celui-ci est ainsi accusé (p. 93 et suiv.) de grossir de façon extravagante, le nombre des prisonniers russes capturés au début de la guerre ; mais comme son adversaire ne cite aucun chiffre pour le contredire, nous restons dans l'indécision quant aux ordres de grandeur.

L'article de Zeitzler *(La campagne de Stalingrad)* est, au contraire, analysé de la façon la plus concrète (p. 97 et suiv.) et les arguments avancés méritent le plus grand intérêt. Zeitzler prétend que, dès la fin de septembre 1942, il avait si bien prévu les événements futurs, qu'il avait proposé à Hitler de replier vers l'Ouest les troupes engagées dans l'offensive vers Stalingrad, de façon à raccourcir le flanc gauche, le long du Don, et à libérer un grand nombre de divisions. Un tel mouvement, dit-il, eût laissé en 1942 la victoire aux forces de l'axe. Supposons pourtant que cette proposition ait été adoptée. Ce recul aurait, en effet, raccourci le front de 200 km sur 2 500. La situation du groupe d'armées « B », en marche vers la Volga, aurait été en effet améliorée, mais au détriment du groupe d'armées « A », opérant dans le Kouban, et qui aurait été placé dans une situation catastrophique. Les armées soviétiques eussent dévalé le long du Don et bloqué le groupe d'armées « A », entre la mer d'Azov et le Caucase. Au surplus, Zeitzler se vante : jamais les Allemands n'ont soupçonné la capacité d'offensive imminente de l'armée russe. Manstein et Jodl l'ont confirmé : l'attaque du 20 novembre au sud de Stalingrad a été une surprise totale pour la *Wehrmacht* et cela explique son succès. Zeitzler aurait alors proposé à Hitler un autre plan sauveur pour éviter l'encerclement : repli immédiat vers l'Ouest des troupes du front de Stalingrad. Que se serait-il alors passé ?

Examinons le déroulement chronologique possible de l'opération. Hitler ne pourrait évidemment pas prendre une décision de repli avant que la situation ne se soit clarifiée dans ce secteur, c'est-à-dire pas avant le soir du 20 novembre. Le 21 novembre, les armées allemandes auraient donc reçu l'ordre de retraite. Pour l'exécuter, il aurait bien fallu 4 ou 5 jours, ce qui nous reporte jusqu'au 25 ou 26 novembre. Or, les tenailles se sont refermées dès le 22, au dire de Zeitzler lui-même. A suivre son conseil, l'armée allemande eût été quand même encerclée, mais en plein mouvement, après avoir quitté ses positions retranchées : le désastre eût été encore plus complet. La VI^{e} et la IV^{e} armées blindées eussent été liquidées dès novembre 1942, ce qui eût permis une avance rapide vers le Donbass et Rostov et l'encerclement d'une partie du groupe d'armées « A » (pp. 97-101, schéma à l'appui). On pourrait observer, cependant, que cette argumentation eût été encore plus convaincante si le maréchal Eremenko, au chapitre précédent, n'avait lui-même souligné la fragilité du front intérieur et extérieur soviétique dans les premiers jours de l'encerclement.

La partie la plus intéressante du chapitre V (« Torrent de falsifications ») concerne le livre de Hans Doerr, *La campagne de Stalingrad* (pp. 104-113), dont le point de vue est ainsi résumé : comme la majorité des « historiens

bourgeois », Doerr incline à penser que la prise de Stalingrad n'avait aucune signification pour le succès de la campagne de l'été 1942 et que tout l'effort aurait dû être porté sur un seul objectif : le Caucase. Lorsque, le 3 septembre 1942, le LI[e] corps d'armée commença l'assaut de la ville, il était évident que celle-ci ne pouvait être prise « en marche », comme le prévoyait la directive d'Hitler du 5 avril 1942. Cependant, une partie suffisante de la ville était occupée pour que la Volga cessât de jouer son rôle de magistrale. S'obstiner ne servait à rien puisque, pour garantir le flanc nord-est des armées opérant dans le Caucase, il suffisait de tenir la ligne Astrakhan-Kalatch-Voroneje et les cotes élevées de l'isthme limité par la Volga et le Don. On ne faisait que donner aux Russes le temps d'accumuler des réserves.

Cette argumentation, selon l'auteur, ne tient pas. D'abord, les communications entre les armées russes du Nord et du Sud, n'étaient pas rompues tout à fait tant que les embouchures de la Volga et de l'Oural n'étaient pas aux mains de l'ennemi. En outre, bien que ralenti, le trafic volgien n'était pas interrompu. Par contre, l'occupation complète de Stalingrad et *a fortiori* le franchissement de la Volga auraient donné aux Allemands un avantage immense et gravement détérioré la situation de l'armée soviétique. Enfin, il serait faux de s'imaginer que les Russes n'eussent pas contre-attaqué si les Allemands s'étaient contentés d'occuper une partie de la ville. Le principe d'une contre-attaque était, en effet, arrêté dès le 12 octobre. Ainsi la lutte épuisante pour s'assurer de la ville n'a-t-elle pas été le produit de la subjectivité d'Hitler : elle constituait jusqu'à la fin de 1942 le point stratégique le plus important du front de l'Est et la prise seule de la ville garantissait la consolidation des succès de la campagne d'été. Les événements l'ont confirmé, puisque l'encerclement de Paulus et de Hoth a entraîné l'écroulement du front du Caucase.

Le maréchal Eremenko analyse encore beaucoup d'autres ouvrages, mais il se contente de les résumer abondamment et de réaffirmer des principes généraux sans descendre dans le détail.

Sont ainsi passés en revue :

a) Le livre, paru en 1942, du général von Mellentin (pp. 113-128). Celui-ci met au premier plan, l'insuffisance du réseau routier soviétique. Mais cette même insuffisance existait en Pologne et n'a pas gêné l'avance allemande. Il surestime l'importance de l'aide américaine qui n'a jamais dépassé 4 % de la production nationale : 7 000 tanks seulement, par exemple, et de moins bonne qualité que les 30 000 tanks construits annuellement en U.R.S.S. L'auteur passe sous silence les importations, moins négligeables semble-t-il, de camions et d'équipement sanitaire.

b) Les résultats de la deuxième guerre mondiale, recueil d'articles parus à Hambourg en 1953, avec la contribution en particulier de Rendulitch : la guerre des partisans ; de von Tippellskirch : les décisions opérationnelles du commandement dans les moments critiques sur les principaux champs de bataille de la deuxième guerre mondiale ; enfin, de Guderian, dont l'article constitue presque un testament : l'erreur dans la guerre en Russie aurait été de vouloir constituer un front d'attaque continue au lieu de porter, en liaison avec l'aviation, des coups en profondeur sur des objectifs limités. Cette stratégie, réplique le maréchal, a pourtant été essayée en 1941 et en 1942, et on sait avec quel succès.

c) Un recueil traduit en russe en 1957 : *La deuxième guerre mondiale*, rédigé par des officiers de moins haut rang, et de caractère plus strictement militaire. Von Butlar, dans *La guerre en Russie*, pose une nouvelle fois la question de la rupture de l'encerclement sous Stalingrad. On a vu que l'affaire était décidée, dès lors que Manstein avait laissé passer le moment

favorable. Quant à un changement dans la personnalité du Führer, au début de la guerre homme fort, hardi, intelligent, perspicace, devenu d'un seul coup mesquin, peureux, faible, il n'est pas la cause, mais bien la conséquence des premiers échecs qui ont ramené le personnage à ses véritables dimensions.

La conclusion de ce livre est attendue. Le maréchal Eremenko appelle à « multiplier livres, brochures, articles pour démasquer les menteurs bourgeois. Il ne faut permettre à personne de calomnier le peuple soviétique et son armée, de minimiser ses gigantesques exploits dans la Grande Guerre nationale ».

Des passages de ce genre quelque peu réthorique sont relativement peu nombreux, et c'est une argumentation sérieuse et concrète qui est mise au service de la thèse essentielle du livre : la défaite allemande n'est pas la conséquence des erreurs tactiques de tel ou tel chef ou des conditions climatiques ; elle est le fruit des efforts surhumains de tout un peuple et de son armée.

A. Besançon.

La chute de l'Impérialisme allemand et Problèmes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale

Œuvre collective, *l'histoire de la Grande Guerre nationale de l'Union soviétique*, rédigée à Moscou, a été précédée par la publication d'un certain nombre d'ouvrages qui en préparaient la venue.

Voici, d'abord, *Problèmes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale*, où sont réunis les rapports développés les 29 et 30 novembre 1957 par les historiens soviétiques et est-allemands (1).

La première section critique la façon dont les Occidentaux présentent les origines de la guerre : le rôle de Stresemann, l'annexion de l'Autriche, la question sudète, etc... La deuxième section étudie l'historiographie « bourgeoise » et la fin de la deuxième guerre mondiale : comment y sont présentés les plans de partage de l'Allemagne, le rôle de l'armée rouge, la collaboration anglo-soviétique, etc... La troisième section, enfin, examine plus précisément la façon dont a été appréciée par les historiens occidentaux la part de la « Résistance » dans la libération de la France, de la Pologne, etc... Il s'agit donc exclusivement d'un ouvrage introductif et qui, sans faire table rase des travaux publiés en Occident, délimite au contraire ce qui doit en être retenu. Plus directement utilisable est l'ouvrage publié sous la direction de N. G. Pavlenko, *La chute de l'impérialisme allemand pendant la deuxième guerre mondiale* (2). En annexe, on trouve un certain nombre de documents sur la préparation à la guerre contre l'U. R. S. S. : la directive 21 ; la directive à l'attention des armées ; l'emploi de temps de l'opération *Barberousse*, le plan *Ost* ; les ressources en hommes et en matériel des forces « fascistes » (15 pages de statistiques), etc...

Le corps de l'ouvrage est constitué par une série d'articles sur *la défaite de l'aviation allemande* (N. A. Jouravliev) ; *les hauts faits de la flotte soviétique* (A. V. Vassov, V. I. Dimitriev, Y. I. Tchernov), *la lutte des partisans soviétiques* (Y. P. Petrov), etc.

Retenons, entre autres, l'article du professeur E. A. Boltine qui introduit directement à *l'histoire de la Grande Guerre nationale de l'U. R. S. S.* (3) (dont

(1) *Problemy istorii vtoroj mirovoj vojny*, Moskva, 1959, 437 pages.

(2) *Poraženie germanskogo imperializma vo vtoroj mirovoj vojné*, Moskva, 1960, 291 pages.

(3) *Istoria Velikoj Otečestvennoj vojny Sovetskogo Sojuza 1941-1945*, Moskva, 1960.

vient de sortir le premier tome), puisque l'auteur, en une trentaine de pages, nous dit dans quel esprit il convient d'étudier le deuxième conflit mondial.

Ses origines, d'abord. Elles ne sont pas tellement diplomatiques ou politiques, comme on l'affirme en Occident, mais bien économiques. Plus précisément, explique l'historien soviétique, l'origine de la guerre se trouve dans la volonté du Japon et de l'Allemagne de changer radicalement, et à leur avantage, la répartition des richesses du globe. Or, les Occidentaux non seulement s'y refusaient, mais ils voulaient encore élargir leur part. Et, en l'affaire, ils n'étaient plus les adversaires des hitlériens, mais bien leurs alliés contre la victime désignée : l'U. R. S. S. Pendant les années qui précédèrent la guerre, l'objectif fondamental de la diplomatie franco-anglaise ne fut pas tellement de résister aux Allemands ou aux Italiens, que de ruiner les puissances fascistes en les lançant dans une guerre contre l'U. R. S. S., qui affaiblirait également la patrie du socialisme. Pendant la deuxième guerre mondiale, ce sera là d'ailleurs l'idée maîtresse des Anglo-Saxons (1). Dès avant la déclaration de guerre, d'ailleurs, l'étude des négociations qui suivirent Munich montre, selon M. Boltine, que les Occidentaux, au fond, accueillaient sans défaveur l'hypothèse d'une aggression allemande contre l'U. R. S. S. Le pacte germano-soviétique apparaît bien, dès lors, sous son aspect défensif et comme la seule réplique dont l'U. R. S. S. put faire usage pour gagner quelque délai. Quant à l'Allemagne, elle jugea qu'il était plus avantageux pour elle de ruiner la coalition franco-anglaise avant de se jetter sur l'Union soviétique...

La guerre qui éclata en septembre 1939 étant bien une guerre entre puissances impérialistes, il était légitime que les Partis communistes de France et d'Allemagne la combattissent. Mais la nature du conflit changea lorsque, à l'automne 1940, la guerre devint, d'abord en France, puis en Grèce, Albanie, etc., une guerre de libération. Alors, les Partis communistes se mirent à la tête de la Résistance. En Grande-Bretagne puis aux U. S. A., le conflit allait bientôt, aussi, devenir défensif et la guerre y prit le caractère d'une guerre « juste ». Entre temps, l'Allemagne hitlérienne avait attaqué l'U. R. S. S., où toutes les forces populaires, sous la direction du Parti communiste, allaient se placer à l'avant garde du combat contre le fascisme.

En U. R. S. S., la guerre fut donc juste et patriotique, du commencement jusqu'à la fin, ce qui n'avait pas été le cas en France ni en Angleterre. Ni encore moins en Allemagne ou au Japon, où la guerre fut impérialiste et « injuste », du départ jusqu'à l'aboutissement. Pour chaque pays, M. Boltine examine ensuite dans quelle mesure la guerre fut « juste », ou « injuste », selon les périodes : ainsi elle fut d'abord « injuste » en Italie et en Finlande ; puis « juste » quand ces pays luttèrent dans le camp antifasciste, etc... Remise en ordre des conceptions exprimées dans maints ouvrages, jusque là, où l'on qualifiait de « justes » les combats de la France, de la Pologne et la Grande-Bretagne pendant la première phase du conflit.

Enfin, M. Boltine propose, pour la deuxième guerre mondiale, les subdivisions chronologiques suivantes (2) :

1re période : Les débuts de la deuxième guerre mondiale. Agression armée de l'Allemagne et de l'Italie fasciste en Europe et en Afrique. L'impérialisme japonais élargit la zone de ses agressions en Extrême-Orient (septembre 1939-juin 1941).

(1) Voir l'ouvrage de V. Israelian, *Diplomatičeskaja istoria Velikoj Otečestvennoj vojny*, Moskva, 1959 (compte rendu dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 41, p. 29 à 40).

(2) Dans *Problemy*, etc..., *op. cit.*, L. Steen critique les subdivisions adoptées par l'historiographie occidentale (p. 9 à 35).

2e période : Agression de l'Allemagne fasciste contre l'U. R. S. S., le Japon attaque les U. S. A. Mise en place des moyens qui permettront à la coalition antifasciste de préparer le tournant décisif (juin 1941-novembre 1942).

3e période : Tournant décisif, en faveur de la coalition antifasciste (novembre 1942-décembre 1943).

4e période : Chute de l'Allemagne fasciste et fin de la guerre en Europe (janvier 1944-mai 1945).

5e période : Défaite de l'impérialisme japonais et fin de la deuxième guerre mondiale (mai-septembre 1945).

M. Ferro.

Opérations en Poméranie

Au début de février 1945, dans le secteur de Küstrin, les armées soviétiques (premier front de Biélorussie) avaient réussi à établir une tête de pont au delà de l'Oder, à 60 kilomètres de Berlin. Mais elles ne pouvaient poursuivre l'indispensable offensive vers la capitale du Reich tant que pesait sur elles la menace du groupe d'armées allemandes retranché en Poméranie et en Prusse, de l'Oder à Koningsberg, sur près de 400 kilomètres (1). Les Allemands interdisaient, ainsi, le raccourcissement des lignes russes très étirées, occupaient les ports de la Baltique, disposaient du réseau ferroviaire le plus dense, étaient enfin en mesure d'attaquer le flanc des armées russes et de disloquer ainsi l'offensive frontale sur Berlin.

L'ouvrage de A. S. Zav'jalov et de T. E. Kaljadin analyse les opérations qui ont permis de réduire cette poche poméranienne si gênante pour parachever la victoire. Un recueil de cartes et de schémas permet de les suivre presque au jour le jour.

L'opération *Poméranie orientale* commença le 10 février 1945 et se révéla bientôt d'une extrême difficulté. Les armées du deuxième front de Biélorussie, qui, primitivement, devaient se charger seules de cette offensive, se heurtèrent à des résistances telles qu'il fallut modifier les plans initiaux et, momentanément, détourner vers le nord l'offensive du groupe d'armées du premier front de Biélorussie. Celui-ci reçut donc la mission d'occuper Stettin et les bouches de l'Oder, coupant ainsi la retraite des forces allemandes en Poméranie, pendant que le groupe d'armées du deuxième front de Biélorussie avait pour tâche de couper en deux la poche en débouchant sur la Baltique entre Danzig et Kölberg.

On peut distinguer dans ces combats quatre étapes principales :

a) du 10 au 19 février 1945 : Le groupe d'armées du deuxième front de Biélorussie, attaquant par l'aile gauche et par le centre, parvient à une ligne : Meve, Konitz, Preuss-Friedland. Celui du premier front de Biélorussie soutient une très dure offensive au sud de Stargard et réduit les hérissons d'Arnstwald, Deutsche Krone, Schneidemühl ;

b) du 20 février au 5 mars 1945 : Le groupe d'armée du deuxième front de Biélorussie, progressant par la gauche, parvient à Közlin et touche la mer au nord de cette ville. Le groupe d'armées du premier front de Biélorussie a dû enrayer une contre-offensive, mais reprend l'initiative et, du 1er au 5 mars, avance jusqu'à atteindre la mer entre Kolberg et Deep. La poche allemande est ainsi coupée en deux ;

c) du 6 au 13 mars 1945 : Les deux groupes d'armées poursuivent leur

(1) A. S. Zav'jalov et T. E. Kaljadin, *Vostočno-pomeranskaja nastupatel'naja operacija sovetskikh vojsk* (L'opération offensive des troupes soviétiques de Poméranie orientale), Moscou, Édition du ministère de la Défense de l'U. R. S. S., 1960, 234 pages. Supplément : Album de schémas.

offensive : l'un repousse vers l'est, vers Danzig et Gdynia, le tronçon oriental des troupes allemandes, pendant que le groupe d'armées du premier front de Biélorussie réduit la poche occidentale et la refoule vers l'ouest, vers l'Oder ;

d) du 14 au 31 mars : anéantissement, autour de Danzig et Gdynia, du tronçon oriental et conquête des bouches de la Vistule par le groupe d'armées du deuxième front de Biélorussie. Les armées du premier front viennent à bout du hérisson d'Altsdamm et prennent position le long de l'Oder.

Cette courte campagne, rendue plus difficile encore par la Rasputitza, s'est déroulée avec tout l'acharnement qui caractérise les derniers mois de la guerre sur le front est. L'ennemi disposait de trente divisions. Il y eut 100 000 prisonniers et un nombre bien plus considérable de tués. L'artillerie russe, dans les opérations de rupture a pu concentrer jusqu'à 200 et même 280 pièces au kilomètre. Cette offensive a eu un caractère continu, sans laisser à l'ennemi le temps de se reposer un seul moment, ce qui a posé au commandement de délicats problèmes logistiques. Il faut noter enfin une évolution dans l'emploi des blindés. Au début, faute d'une motorisation suffisante de l'infanterie d'accompagnement, les tanks furent employés plutôt pour exploiter les ruptures que pour les obtenir. Mais dans les derniers assauts d'Altsdamm, de Danzig et de Gdynia, les tanks ont participé organiquement à l'offensive, en liaison avec l'artillerie et l'infanterie : ils ne risquaient plus d'être coupés de leur base et leur appui de feu devenait très appréciable.

Extrêmement précis sur les mouvements stratégiques et sur les enseignements tactiques de ces combats, cet ouvrage nous renseigne malheureusement assez mal sur les rapports des forces — en matériel et en effectifs — et reste muet sur les pertes dont il a fallu payer cette importante victoire.

A. Besançon.

Souvenirs du maréchal Eremenko

« La guerre est commencée. » C'est en Extrême-Orient que le maréchal Eremenko en reçut la nouvelle. Accouru à Moscou, il est reçu par Timochenko, commissaire du Peuple à la Guerre, qui lui montre sur la carte les « incroyables progrès de l'offensive allemande » et le désigne au front Ouest. Il reçoit donc le choc principal des colonnes blindées de Guderian fonçant vers Moscou. Les premiers chapitres de ces *Souvenirs* : « La désorganisation initiale », « La remise en ordre », « La bataille de retardement sous Smolensk », semblent les plus originaux (1). Il serait inutile de retracer les détails de ces opérations qui se prêtent d'ailleurs fort mal au résumé. Un recueil de schémas est adjoint au livre ; ils sont parfaitement clairs ; ils donnent presque jour par jour la situation respective et le mouvement des armées dans ce secteur.

Quelle leçon, confirmation ou nouveauté, retirer de ce livre ? L'attaque allemande a été une surprise totale pour les troupes de couverture. Celles-ci se trouvaient dans des camps ou autour de points de rassemblement situés à 50 et même à 200 km de la nouvelle frontière (p. 13), laquelle n'était, pour ainsi dire, pas fortifiée et tenue seulement par les gardes-frontière. Les avions et les tanks russes n'étaient ni compétitifs ni en nombre suffisant : très peu de T 34 ; l'aviation commençait à être à peine rééquipée de chasseurs Mig 3, Lag 3, Yak 1, en bombardiers et en avions d'assaut

(1) Eremenko, A.I., maréchal de l'Union soviétique, *Direction Ouest. Souvenirs sur les activités militaires des troupes des fronts de l'Ouest et de Briansk, et de la IV^e armée de choc, dans la première période de la Grande Guerre Nationale*, Moscou, 1959, 191 p.

La 2. La supériorité allemande était immense pour l'armée blindée, totale pour l'aviation. La *Luftwaffe* ne prenait aucune précaution et dispersait à l'extrême ses appareils au-dessus des lignes russes. Les transmissions-radio des Allemands, qui faisaient défaut chez les Russes, leur assuraient une bien meilleure coordination.

Si bien que, lorsque l'auteur prit son commandement vers le 1er juillet 1941, le 3e et le 2e groupes blindés de Guderian et Hoth s'étaient déjà rejoints à l'est de Minsk, enfermant toute la Xe armée russe et d'autres corps. Le général Ravlov, dirigeant le front, était complètement débordé et affolé. Des signes de panique se manifestaient à tous les échelons.

Le rétablissement de la situation mérite d'autant plus d'admiration que la rapidité des mouvements allemands le rendait extrêmement difficile. Il fallut destituer et remplacer les chefs défaillants, rétablir une stricte discipline, relever le moral par des succès locaux (par exemple en employant en raids massifs les quelques escadrilles disponibles) ; combattre et en même temps apprendre à la troupe à se retrancher ; améliorer le renseignement, faire collaborer les différentes armes ; apprendre à utiliser l'arme blindée ; mettre au point une tactique permettant à l'infanterie de lutter avec des grenades et des bouteilles incendiaires contre les tanks ennemis.

On parvint ainsi à reconstituer le front en ne reculant que d'une cinquantaine de kilomètres — de la Bérézina au Dniepr — du 1er au 10 juillet, alors que, pendant les huit premiers jours, on avait dû reculer de 300 km.

Au cours de ces premiers combats se révèlent les futurs chefs de l'armée soviétique payant de leurs personnes en première ligne : Koniev, Rokossovski. C'est alors que se déroule la remarquable bataille de retardement autour de Smolensk. L'armée rouge, reprise en main, se bat avec acharnement. Détail intéressant, c'est le 15 juillet 1941, qu'est essayé avec succès une arme secrète, l'*Eresi*, la future *Katioucha* (p. 52). Au cours de cette bataille se définit la tactique proprement russe de l'emploi des tanks, avec appui d'artillerie et soutien des fantassins qui les suivent immédiatement (p. 58). Les XVIe et XXe armées soviétiques, résistant avec obstination, se trouvent presque encerclées. Elles rompent l'encerclement ; le temps des vastes coups de filet est révolu. La bataille a duré trois semaines. Le temps gagné a été utilisé pour organiser de nouveaux échelons de résistance en arrière du front. L'ennemi est contraint à ce qu'il redoutait le plus : une guerre longue. « Dans ces combats furent réunies les conditions de la défaite allemande sous Moscou. Pendant cette période des batailles de l'été 1941, nos soldats, commandants, adjoints politiques *(Politrabotniki)*, généraux, acquirent l'expérience de la guerre, étudièrent la tactique de l'ennemi et, en premier lieu, ses unités blindées et motorisées, son système de feu dans l'offensive et la défensive, apprirent à détruite les tanks et les avions ennemis » (p. 69). Une bataille de même type se livra ensuite autour de Briansk (août-octobre 1941). L'auteur est gravement blessé. Là encore, à résister trop statiquement, les Russes risquent l'encerclement. Ils réussirent cependant à l'éviter et von Kluge, commandant le groupe d'armées allemand Centre, ne sut ni apprécier, ni mettre à profit l'écrasante supériorité allemande en nombre et en matériel (pp. 71-100).

Guéri, l'auteur reçoit de Staline le commandement de la IVe armée de choc (23 décembre 1941). Ce furent, en janvier-février 1942, 22 jours d'offensive et un bond en avant de 250 à 300 km, malgré de sérieuses difficultés : gel ou enlisement dans la neige de la plupart des tanks — sauf toutefois les T 34 — insuffisance de la D.C.A., infériorité de l'aviation.

Ce livre sévèrement technique d'analyse militaire s'éclaire, çà et là, de quelques notations qui font revivre l'atmosphère de cette guerre. Par exemple, cette lettre adressée à l'auteur par l'épouse de son aide de camp

tombé au champ d'honneur (p. 114) : « Bonjour, camarade Eremenko. Hier, j'ai reçu Votre lettre m'apprenant que mon mari est tombé de la mort des braves en combattant les bandits allemands. J'ai perdu mon cher mari, mais je suis fière qu'il ait été brave et récompensé par des décorations. » Ou encore Staline s'amusant à déconcerter ses généraux en leur demandant leur opinion personnelle sur telles affectations qu'il désirait leur donner (p. 71). Un silence remarquable : aucun chiffre sur les pertes russes dans ces premiers mois tragiques de l'attaque allemande.

A. Besançon.

La drôle de guerre

« Destiné à un large public » (1), le manuel de M. Sekistov présente une revue cursive des événements de la « drôle de guerre » (2). Celle-ci, aux yeux de l'historiographie soviétique, ne se restreint pas à l'hiver 1939-1940, et s'étend jusqu'en 1943, plus exactement jusqu'à la bataille de Koursk, qui scelle la défaite allemande en Russie et, par conséquent, oblige les Anglo-Américains à ouvrir un second front, de peur que l'armée soviétique ne délivre l'Europe à elle seule.

La politique occidentale, et plus particulièrement américaine, fait donc l'objet de la critique la plus sévère. Par exemple, le chapitre IV : « L'inexécution des plans de l'Allemagne fasciste en Afrique du Nord, comme résultat la défaite de l'armée fasciste sous Moscou », commence ainsi : « Le 22 juin 1941, l'Allemagne fasciste armée par les dollars des monopoles américains et encouragée par l'impérialisme mondial, soudainement et perfidement attaqua l'U.R.S.S. » (p. 221). Sous ce jour, au moins partiel, sont analysées les campagnes de France, des Balkans, d'Afrique du Nord, d'Italie et, par opposition avec les précédentes, les campagnes de Moscou, de Stalingrad et de Koursk.

En annexe, intéressant tableau comparatif des caractéristiques techniques des avions et des tanks allemands, italiens, français, anglais et américains à la veille de la guerre.

A. Besançon.

(1) Avertissement.

(2) Sekistov, V. A., « *La drôle de guerre* » *en Europe occidentale et dans le bassin de la Méditerranée*, Edition militaire du ministère de la Défense de l'Union soviétique, Moscou, 1958, 419 p.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

*Belot (R. de), contre-amiral. — *La Méditerranée et le destin de l'Europe*, Paris, Payot, 1961, in-8°, 216 p. (Bibliothèque historique.)

*Kennan (George). — *Russia and the West under Lenin and Stalin*, Boston, Atlantic-Little, Brown, 1961, in-8°, 411 p.

*Salvatorelli (Luigi). — *Lineamenti di storia mondiale recentissima (1919-1960)*. Éd. inter. riveduta e aggiornata, Firenze, Le Monnier, 1960, in-16, 118 p.

**Storia d'Italia*. Vol. V : *Dalla crisi del primo dopoguerra alla fondazione della Repubblica, 1919-1946*. A cura di Franco Catalano, Torino, U. T. E. T., 1960, in-8°, XI-710 p., ill., pl. h. t., cartes.

*Zsigmond (L.). — *Adalékok a magyar ellenforradal kajahoz. 1929-1945* [Sur la politique étrangère de la révolution. 1929-1945], Budapest, Szikra, 1953, 152 p.

Les relations du régime Horthy avec les puissances occidentales avant et pendant la guerre.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

**Bibliografia walki wyzwolenczej Narodu Polskiego przeciw hitlerowskiemu okupantowi 1939-1945. Materialy z lat 1945-1960* [Bibliographie de la lutte pour la libération menée par le peuple polonais contre l'occupant hitlérien 1939-1945. Matériaux pour les années 1945-1960], Warzsawa, Wojskowy Instytut Historyczny, 1961, in-8°, 103 p.

Faite par la section de bibliographie de l'Institut d'histoire militaire polonais en liaison avec la deuxième conférence internationale d'historiens du mouvement de Résistance en Europe (Milan, 1961).

Comprend ouvrages et art., titres trad. en franç., analyses.

**Bibliographie zur Geschichte des antifaschistischen Widerstandes*. Unter Mitarb. von... zusammen-gest. von Heinz Gittig, Berlin, Deutsche Staatsbibliothek, 1959, in-4°, 276 p.

**Deuxième conférence internationale d'histoire de la Résistance*, Milano, 26-29 Marzo 1961, in-4°, ronéotypé.

Michel (Henri). — Rapport général : Les Alliés et la Résistance en Europe, 92 p.

— Henri Bernard : Les services de renseignements belges au cours de la deuxième guerre mondiale, 5 p.

(Voir la bibliographie du numéro précédent.)

Garosci (Aldo). — Gli Alleati e la Resistenza, *Mondo*, 25 avr. 1961, p. 5.

Sur le dernier congrès tenu à Milan.

Hillgruber (Andreas). — Ungarn im Zweiten Weltkrieg, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1959, Heft 1-4, pp. 395-405.

Article bibliographique.

(1) Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine*, sous le contrôle de M. F. Debyser. Les notices d'ouvrages en langue japonaise sont dues à la collaboration de M. P. Akamatsu et celles en langue hongroise à la collaboration de M. J. Schreiber.

Hümmelchen (Gerhard). — Die Veröffentlichungen des Arbeitskreises für Wehrforschung zur Geschichte des zweiten Weltkrieges, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1959, Heft 1-4, pp. 373-380.

Article bibliographique.

Kleist (Peter). — Polenkrieg, *Nation Europa*, mai 1961, pp. 25-29.

Bibliographie. — La Pologne et les origines de la deuxième guerre mondiale.

Müller (Klaus-Jürgen). — Belgische Literatur zum Westfeldzug 1940, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1959, Heft 1-4, pp. 422-435.

Plum (Günther). — Widerstand und Antifaschismus in der marxistisch-leninistischen Geschichtsauffassung, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1961, pp. 50-66.

Problemi e discussioni al Secondo congresso internazionale di Storia della Resistenza, *Resistenza*, avr. 1961, pp. 1 à 6.

Textes ou analyses des principales communications faites au congrès de Milan, présentés par Franco Venturi.

Pundeff (Marin). — Bulgarian historiography 1942-1958, *Amer. hist. Rev.*, avr. 1961, pp. 682-693.

Seeger (W.). — Der zweite Weltkrieg im Mittelmeerraum. Bericht über die italienische Literatur. T. III : Landkrieg, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1959, Heft 1-4, pp. 413-422.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Astier (Emmanuel d'). — *Les Grands*, Paris, Gallimard, 1961, in-8°, 226 p.

Churchill, De Gaulle, Staline, Khrouchtchev, Eisenhower, essais biographiques.

*Bonnet (Georges). — *Le quai d'Orsay sous trois Républiques*, Paris, Fayard, 1961, in-8°, p. 370.

Ambassadeur de France aux États-Unis, président de diverses conférences internationales, ministre des Affaires étrangères du 10 avril 1938 au 15 septembre 1939.

*Butler (J. R. M.). — *Lord Lothian (Philip Kerr), 1882-1940*, London, Macmillan, 1960, in-8°, xi-385 p., portr. et pl. h. t.

Fut ambassadeur à Washington où il mourut en décembre 1940.

*Brehm (Bruno). — *Der bömische Gefreite*, Wien, Verl. Styra, 1960, in-8°, 467 p.

(Das zwölfjährige Reich. Bd. II.) Hitler.

Cartier (Raymond). — Mussolini sauve Moscou, *Historia*, janv. 1961, n° 170, pp. 101-105, ill.

En attaquant la Grèce en octobre 1940.

De Rosa (Gabriele). — Giovanni Amendola e la difesa della democrazia, *Rass. di polit. e di storia*, févr. 1961, pp. 7-11.

**Deutschlands unterblicher Sohn. Erinnerungen an Ernst Thälmann*, Berlin, Dietz, 1960, in-8°, 480 p.

Dominique (Pierre). — Mussolini toujours vivant, *Écrits de Paris*, avr. 1961, pp. 45-52.

Sur la biographie de Mussolini par Georges Roux, déjà citée.

Ferrari (Alfonso). — Treno diplomatico, *Nuova Antologia*, mai 1961, pp. 65-82.

Impressions du vice-consul d'Italie à Paris, lors de la déclaration de guerre de Mussolini à la France, et du retour à Rome par le train diplomatique.

Gritschneder (Otto). — « Für den Fall meines Todes... » Hitlers persönliches Testament vom 2. Mai 1938, *Rheinischer Merkur*, 17 mars 1961, p. 14, fac. sim.

Trad. dans *Documents*, mars-avr. 1961, pp. 181-186.

Hacker (Rupert). — Hitlers Weltanschauung, *Schweizer Monatsh.*, févr. 1961, pp. 1065-1072.

Heiber (Helmut). — Joseph Goebbels und seine Redakteure. Einige Bemerkungen zu einer neuen Biographie, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1961, pp. 66-76.

A propos de la biographie de Fraenkel et Roger Manvell sur Goebbels.

Hitlers Weisungen an die deutsche Presse in den entscheidenden Wochen, *Nation Europa*, mai 1961, pp. 43-51.

KALINOWSKA (Franciszek). — Konspiracje w lotnictwie polskim [Les complots dans l'aviation polonaise], *Kultura* (Paris), nº 3, mars 1961, pp. 137-147, nº 4, avr., pp. 89-120.

Leur aboutissement en 1943 à la mort du général Sikorski.

LEIBER (Roberto), S. I. — Pio XII e gli Ebrei di Roma 1943-1944, *Civiltà cattolica*, 4 mars 1961, pp. 449-458.

Traduit dans *Stimmen d. Zeit*, mars 1961, pp. 428-436, et *Doc. catholique*, 2 avr. 1961, col. 461-470.

*MILNE (Duncan Grinell). — *The Triumph of integrity : a portrait of Charles de Gaulle*, London, Bodley Head, 1961.

*[MUSSOLINI (Benito)]. — *Opera omnia*. Vol. XXXII : *Dalla liberazione di Mussolini allo epilogo : La Repubblica sociale italiana (13 settembre 1943-28 aprile 1945)*. A cura di E. e D. Susmel, Firenze, La Fenice, 1960, in-8º, VIII-454 p., pl. h. t.

*NEUMANN (Robert). — *Hitler. Aufstieg und Untergang des Dritten Reiches*, München, K. Desch, 1961, in-8º, 240 p., ill.

*[PICKERSGILL (J. W.), edit.]. — *The Mackenzie King record*. Vol. I : 1939-1944, Toronto, Univ. of Toronto Press, 1960, in-8º, XIV-723 p., pl. h. t.

La politique de guerre du Canada d'après les souvenirs personnels de Mackenzie King.

*REMY. — *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, t. III, Paris, Édit. France-Empire, 1961, in-8º, 512 p.

*ROMULO (Carlos P.). — *I walked with heroes*, New York, Holt, Rinchart and Winston, 1961, in-8º, 342 p., ill.

Le général philippin Romulo fut, aux Philippines, l'auxiliaire de Mc Arthur.

ROSEN (Edgar R.). — Viktor Emanuel III und die Schweiz während des Zweiten Weltkrieges, *Schweizer Zeitschrift für Geschichte*, nº 4, 1960.

*SCHMID (Werner). — *Carl J. Burckhardt*, Berlin-Dahlem, Colloquium Verl., 1960, in-8º, 94 p.
(Köpfe des 20. Jahrhunderts. Bd. 19.)

Dernier gouverneur de Danzig (1937-1939).

*SIEMON (Fritz). — *Deckname, « M. » Aus meinem Erlebnissen in der Zeit des Faschismus*, Halle (Saale), Mitteldeutscher Verl., 1960, in-8º, 220 p.

*WULF (Josef). — *Heinrich Himmler. Eine biographische Studie*, Berlin, Grunewald, Arani Verl., 1960, in-8º, 39 p.

(Das Dritte Reich und seine Mörder. II.)

II. — SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

BROSZAT (Martin). — Das Sudetendeutsche Freikorps, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1961, pp. 30-50.

Formé à la fin de septembre 1938 et stationné en Allemagne, le corps franc devait fomenter des troubles permettant à l'Allemagne d'intervenir.

BRÜGEL (J. W.). — Hitler und Mussolini feilschen um Österrreich. Eine Erinnerung an 1934, *D. Zukunft*, oct. 1960, pp. 285-290.

**Magyarország és a második világhbáoru. Titkos diplomáciai okmányok a háború előzményeihez és történetélez. Az iratokat összegyüjtötte és a bevezetö tanulmanyokat irta : Adam Magda, Juhasz Gyula, Kerekes Lajos* [La Hongrie et la deuxième guerre mondiale. Documents secrets sur les antécédents et l'histoire de la guerre], Budapest, A Mayar Tudomanyos Akadémia Történelemtudomanyi Intézete, 1959, 550 p.

Extraits des archives du ministère royal des Affaires étrangères.

*TAYLOR (A. J. P.). — *The Origins of the Second World War*, London, H. Hamilton, 1961, in-8º, 296 p., cartes.

UDO. — Zur Vorgeschichte des Polenfeldzuges, *Nation Europa*, mai 1961, pp. 29-40.

Les origines de la deuxième guerre mondiale.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*FIEDLER (Rudolf). — *Im Teufelskreis. Krieg ohne Frieden. Der 2. Weltkrieg*

und seine Folgen, München, G. Olzog, 1960, in-8°, 224 p.

*Ito (Masanori) (sous la direction de). — *Jitsuroku Taiheiyô-sensô* [Histoire authentique de la guerre du Pacifique], 7 vol., Chuô-kôron-sha, 1960.

Les cinq premiers volumes traitent des opérations militaires proprement dites : le premier, de Pearl Harbour à la mer de Corail ; le deuxième, de Midway à Guadalcanal ; le troisième, d'Attu aux Marianes ; le quatrième d'Imphal à Leyte ; le cinquième, d'Iwojima à la défaite. Le sixième volume est consacré à l'histoire intérieure du Japon pendant la guerre : l'organisation de la défense et les bombardements. Le dernier volume traite de problèmes particuliers, comme le rapatriement des troupes japonaises après la guerre.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Appleman (Roy E.), Burns (James M.), and others. — *Okinawa : the last battle*, Rutland (Vt), C. Tuttle Co., 1961, in-8°, 572 p., pl. et cartes h. t.

Ash (Bernard). — *Someone had blundered*, London, M. Joseph, 1960, p. 267.

Les événements qui conduisirent à la perte du *Prince of Wales* et du *Repulse* en décembre 1941, au large de la Malaisie.

Aumale (J. d'). — Pearl-Harbor et le secret du Président, *R. Deux Mondes*, 1er mai 1961, pp. 16-35.

Carpentier (Marcel), général. — Avec Weygand au Moyen-Orient (1939-1940), *R. mil. gén.*, févr. et avr. 1961, pp. 245-260 et 497-512, cartes.

Accords avec la Turquie, du 17 oct. 1939. Effectifs de l'armée du Levant. Plan d'opérations dans les Balkans. Contacts avec les Britanniques. Mise sur pied d'un dispositif alliés-turc. L'armée du Levant après le départ de Weygand.

*Feis (Herbert). — *The atomic bomb and the end of the war in the Pacific*, Princeton, Princeton Univ. Press, 1961, in-8°, 199 p.

Compte rendu de Louis Morton, dans : *N. Y. Times book Review*, 30 avr. 1961.

Geyr von Schweppenburg (Leo). — Reflections on the Invasion, *Mil. R.*, févr.-mars 1961, pp. 2-11 et 12-21, ill., carte.

Il s'agit du débarquement anglo-américain en Normandie et des fautes commises par le commandement allemand.

Lyet (Pierre), colonel. — Témoignages et documents, 1939-1945, *R. hist. Armée*, 1961, n° 1, pp. 81-105, cartes, ill.

1. Il y a des terres de malheur pour nos armées (rapport Taittinger sur l'état des fortifications dans les Ardennes en février 1940). 2. Cessions de matériels à l'étranger (230 chars R 35 expédiés à l'étranger entre août 1939 et mai 1940). 3. La dernière instruction du général Gamelin (instruction personnelle et secrète), n° 12, matin du 19 mai 1940.

TECHNIQUES, ARMES ET SERVICES

*Clark (Ronald W.). — *The Birth of the bomb*, London, Phoenix House, 1961, in-8°, 209 p.

Les recherches en Angleterre pour la fabrication de la bombe atomique en 1941, antérieurement au « projet Manhattan ».

*Casey (Hugh J.), major general. — *Amphibian Engineer Operations*, Washington, Gov. Print. Off., 1960, in-4°, 766 p., pl. h. t.

Engineers of the Southwest Pacific, 1941-1945. Vol. IV.

Cowper (J. M.), colonel. — How the Auxiliary Territorial Service (A. T. S.) became neither auxiliary nor territorial, *Army Quart.*, janv. 1961, pp. 212-217.

1939-1941 : historique de la formation des A. T. S.

*Fergusson (Bernard), gen. — *The Watery maze : the story of Combined Operations*, London, Collins, 1961, in-8°, 445 p., pl., carte.

Fröhlich (Stefan), general d. Flieger. — Die Luftwaffe in Afrika (Februar 1941-März 1942), *D. Oase*, mars 1961, pp. 4-6.

Glennon (A. N.). — The Weapon that came too late, *U. S. Naval Inst. Proceedings*, vol. 87, March 1961, n° 3, pp. 76-83.

Les derniers types de sous-marins

allemands pendant la guerre 1939-1945.

*Green (William). — *Famous bombers of the Second World War*. Vol. II, New York, Hanover House, 1961, in-4°, 136 p., pl. h. t.

*Gurney (Gene). — *Journey of the giants*, New York, Coward-McCann, 1961, in-8°, 280 p., ill.

Histoire du B-29 « Superforteresse ».

*Hümmelchen (Gerhard). — *Handelsstörer. Handelskrieg deutscher Uberwasserstreitkräfte im 2. Weltkrieg*, München, Mercator Verl., 1961, in-8°, 557 p., c.

*Liverside (Douglas). — *The Third Front*, London, Souvenir press, 1960, in-8°, 220 p., ill.

Action des services météréologiques de l'armée britannique dans l'Arctique durant la deuxième guerre mondiale.

Morrison (Philip). — The First atomic attacks, *Bull. of the atomic scientists*, janv. 1961, pp. 36-37.

D'après l'ouvrage de Knebel and Ch. W. Bailley, *No high ground*, New York, Harper, 1960.

*Renz (Otto Wilhelm), Gen. d. Flak. — *Deutsche Flugabwehr im 20. Jahrhundert*, Berlin, Frankfurt a. M., E. S. Mittler u. Sohn, 1960, in-8°.

Avec des exemples de la deuxième guerre mondiale.

Rohwer (Jürgen). — La Guerra dei sommergibili ed il suo fallimento nel 1943, *Riv. marittima*, mai 1961, pp. 38-60, phot., graph. (*à suivre*).

Trad. de l'allemand : *Der U. Bootkrieg und seine Zusammenbruch*, 1943.

*Snow (C. P.). — *Science and Government*, Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press, 1961, in-8°, 88 p.

Les laboratoires britanniques et leur rôle dans la défense nationale avant et au cours de la guerre. Cf. la discussion sur ce livre, dans *Times*, 6-8 avril, et *Observer*, 9 avril 1961.

Torisu (Kennosuko), assisted by Chihaya (Masataka). — Japanese submarine tactics, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1961, pp. 78-83, phot.

L'emploi des torpilles humaines (Kaiten) et le torpillage du croiseur U. S. *Indianapolis*, 20 juil. 1945.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Barclay (C. N.), gen. — *The History of the 53rd (Welsh). Division in the Second World War*, London, W. Clowes, 1961, in-8°, 423 p., cartes, ill.

*Batygin (A. S.). — *Večnym ognem* [Sous un feu continuel], Taskent, Gozizdat Uz SSR, 1960, in-8°, 284 p., ill., pl. h. t.

Les unités de chars soviétiques.

*Berezovoj (I. N.). — *Tak sražalis gvardejcy* [C'est ainsi qu'ont combattu ceux de la Garde], Moskva, Voenizdat, 1960, 172 p., ill.

Les aviateurs, 1941-1945.

*Brennecke (Jochen). — *Schlachtschiff « Bismarck ». Höhepunkt und Ende einer Epoche*, Jugenheim, Koehler, 1960, in-8°, 532 p.

Buchner (Alex). — Schwere Tage bei Rethymnon. Das I. Fallschirmjäger-Regiment 2 nach der Landung auf Kreta, *D. Deutsche Fallschirmjäger*, avr. 1961, pp. 10-13, c., ill.

*Görlitz (Walter). — *Die Waffen-SS*, Berlin, Grunewald, Arani Verl., 1960, in-8°, 29 p.

(Das Dritte Reich. H. 5.)

*Kidson (A. L.). — *Petrol company*, Wellington, Department of internal affairs, War History Branch, 1961, in-8°, xv-363 p., pl. cartes.

(Official History of New Zealand in the Second World War, 1939-1945.)

Unité de ravitaillement en carburant ; en Grèce, Libye, Syrie, Afrique du Nord, Italie.

Klibanski (Marek). — Działania bojowe 2 dywizji artylerii w operacji Łuzyckie 2 Armii WP [Combats de la 2e division d'artillerie dans l'opération de Łuzyce menée par la 2e armée polonaise], *Wojsk. Prz. Hist.*, N. I., 1961, pp. 3-66, plans, cartes h. t.

*Kossa (I.). — *A Dunától a Donig* [Du Danube au Don], Budapest, Szépirodalmi Könyvkiado, 1960, 512 p.

L'histoire de la 401e compagnie pénitentiaire « spéciale ».

Maczek (Stanisław). — 10 brygada pancernomotorowa we Francji [La

10e brigade motorisée en France], *Bellona* (Londres), nº 3, 1960, pp. 214-224, résumé français.

Souvenirs personnels du commandant de cette brigade reconstituée en France en 1940, qui rejoignit la 4e armée française. Extr. du livre à paraître à Londres.

Malczewski (Juliusz). — Wstep do inwentarza akt Dowodztwa 2 Armii Wojska Polskiego [Introduction à l'étude de l'inventaire des documents de l'état-major de la 2e armée polonaise], *Zesz. Nau WAP*, nº 18/2 [déc.], 1960, pp. 80-92.

Historique de la formation du 22 août 1944 à décembre 1945.

Mordal (Jacques). — Retour différé, *R. maritime*, mai 1961, pp. 680-686, phot.

L'aviso-dragueur *Commandant Dubosc* pendant la guerre.

*Rhodes-Wood (E. H.), major. — *A war history of the Royal Pioneer Corps, 1939-1945*, London, Gale and Polden, 1961, in-8º.

*Rzepski (Stanisław). — *Szlakiem 32 Buziszynkiego Pułu Piechoty* [En suivant le 32e régiment d'infanterie de Buziszyn. Préface du général de brigade Eugeniusz Kuszko], Warszawa, Wojskowy Instytut Historyczny, 1959, in-16, 224 p., ill., cartes h. t.

Du Bug jusqu'en Allemagne et en Tchécoslovaquie, à partir du 20 août 1944.

Skibiński (Franciszek), gen. bryg. — I Dywizja Pencerna w walkach o wyzwolenie Francji... [La 1re division blindée dans les combats pour libérer la France, 29 juillet-6 octobre 1944], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1961, nº 1, pp. 251-288, ill., cartes.

De Falaise aux Flandres.

Stepancic (Miroslav). — Ofazivna dejstva 7 korpusa u Dolenskoj maja 1942 [Les opérations offensives du 7e corps d'armée dans la vallée de la Dolenska, mai 1944], *Voj. istor glasn.* (Belgrade), nº 3, juin 1960, pp. 28-42.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats en Slovénie, mai 1944.

*Tiemann (Reinhard). — *Geschichte der 83. Infanterie-Division* 1939-1945, Bad Nauheim, Podzum, 1960, in-8º, 380 p.

**Tropami bor'by* [Sur les chemins de la lutte], Vologda, Kn. izd., 1961, 127 p., ill.

Recueil de documents et de souvenirs se rapportant à l'action du détachement de partisans de Vologda « Pour la Patrie ».

*Zidilov (E. I.). — *My otstaivali Sevastopol* [Nous avons défendu Sébastopol], Moskva, Voennizdat, 1960, 239 p., ill., pl. h. t.

(Voennye memuary [Mémoires de guerre]. La 7e brigade de fusiliers marins.)

OPÉRATIONS

Beljaev (S. P.). — Na ostrove Nadeždy... [Sur l'île Nadezsa...], *Vodnyj transport*, 21, 23, 26, 28, 30 janv. 1960.

Le cargo *Dekabrist*, coulé par les hitlériens en 1942. Journal de son capitaine.

*Bergschicker (Heinz). — *Stalingrad. Eine Chronik in Bildern*, Berlin, Verl. d. Nation, 1960, in-4º, 212 p., ill.

*Boehmler (Rudolf). — *Monte Cassino*, Paris, Plon, 1961.

L'auteur commandait le corps allemand de parachutistes en Italie.

*Brookes (Ewart). — *The Gates of Hell*, London, Jarrolds, 1960, in-8º, 144 p., ill.

Les convois anglais vers l'U. R. S. S. ; leurs combats et leurs pertes.

*Chaphekar (S. G.), capt. — A brief study of the Malayan campaign. *Poona, Maharashtra Militarisation Board*, [London, Bailey & Swinfen], in-8º, ill., cartes.

1941-1942.

*Foster (John M.). — *Hell in the heavens*, New York, Putnam, 1961, in-8º, 380 p.

Mémoire d'un aviateur de la U. S. Navy dans le Pacifique.

Golaz (A.). — Vandy, 9 juin 1940, *R. histor. Armée*, 1961, nº 1, pp. 57-72, ill., carte.

Opérations de la 36e D. I. au nord de l'Argonne (région de Vouziers-Rilly-Le Chesne), 8 et 9 juin 1940.

Gorbatov (A.). — Nastuplenie vojsk 3-j armii narogacevskom napravlenii

[Attaque des forces de la 3e armée dans la direction de Rogačev], *Voen. ist. žurnal*, 1961, nº 1, pp. 18-30, carte.

Oblast' de Gomel, en Biélorussie.

Götzel (Hermann). — Die Luftlandung bei Korinth am 26.4.1941. Ihre Vorgeschichte, Vorbereitung und Durchführung, *Wehrkunde*, avr. 1961, pp. 199-205, c.

Greczko (Andrej), maréchal. — Niektore zagadbienia sztuki wojennej w operacji Lwowsko-Sandomierskiej Armii Radzieckiej [Quelques problèmes de l'art de la guerre dans l'opération faite par l'armée soviétique à Lwow-Sandomierz], *Wojsk. Prz. Hist.*, nº 1, janv.-mars 1961, pp. 205-223, ill., cartes.

Trad. du *Wojenno Iistoriczeskij Žurnal*, nº 2, 1960, pp. 15-00.

Heckstall-Smith (Anthony) and Baillie-Grohman, vice-admiral. — *Greek tragedy. 1941*, London, Blond, 1961.

L'évacuation des troupes anglaises, australiennes et néo-zélandaises de Grèce, en janvier 1941.

*Heckstall-Smith (Anthony). — *Tobrouk*. Trad. de l'anglais par R. Jouan, Paris, France-Empire, 1961, in-8º, 320 p.

Horan (H. E.), rear-admiral. — Operation Archery, *U. S. Naval Inst. proceedings*, avr. 1961, pp. 70-75, phot.

Raid aéro-naval britannique sur l'île Vaagso (Norvège), le 27 déc. 1941.

*Horvath (M.). — *A 2. magyar hadsereg megsemmisülése a Donnal. Münnich Ferenc elöszavával* [L'anéantissement de la 2e armée hongroise près du Don], Budapest, Hadtörténelmi Intézet, 2 bov. kiadas, Zrinyi Könyvkiadó, 1959, 387 p.

Im Mai 1941. — Kreta. Eine Insel wird aus der Luft erobert, *D. Dte Falschirmjäger*, mai 1961, pp. 5-8, ill., c.

Ionis (Ionas). — Po partizanskim tropam [Sur les traces des partisans], *Kommunist* (Vil'njus), 1960, nº 12, pp. 59-62.

Souvenirs d'un partisan de la forêt de Biélorussie, 1941-1944.

*Juchniewicz (Mieczysław), Rzepski (Stanisław). — *Szlakiem 34 Budziszynskiego Pułku Piechoty*. [*Przedmowa; gen. bryg. Eugeniusz Kuszok*] [Sur les traces du 34e régiment d'infanterie de Budziszyn. Préface du gén. de brigade E. Kuszko], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1961, in-16, 428 p., ill. cartes dans et h. t.

Organisation de partisans polonais regroupés dans la 2e armée polonaise en août 1944. Combats contre les Allemands jusqu'à leur capitulation, puis jusqu'en juillet 1947 contre les partisans ukrainiens de l'U. Pa.

*Kern (Erich). — *Die letzte Schlacht. Ungarn 1944-1945*, Göttingen, K. W. Schütz, 1960, in-8º, 322 p.

Les combats des « Waffen-SS » en Hongrie.

*Kissel (Hans). — *Die Panzerschlachten in der Puszta im Oktober 1944. Ein Beitrag zum Problem « Beweglich geführte Verteidigung » und « Verteidigung aus Stellungen »*, Neckargemund, K. Vowinckel, 1960, in-8º, 172 p., c.

(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 27.)

Krajnjukov (K.). — V bojakh za Rostov v 1941 g [Les combats pour Rostov en 1941], *Voen. ist. žurnal*, 1961, nº 1, pp. 70-84.

Lowczowski (Gustaw). — O udziale Polaków w wyzwoleniu Bolonii w 1945 r [Part prise par les Polonais à la libération de Bologne], *Wojsk. Prz. Hist.*, nº 1, 1961, pp. 324-331.

*Macintyre (Donald). — *The Battle of the Atlantic*, London, Batsford, 1961, in-8º, 208 p., pl., cartes.

Mejlakhs (Mikhail). — OMSBON-brigada sportsmenov [La brigade autonome de tirailleurs motocyclistes pour missions spéciales ou la brigade des sportifs], *Mosk. pravda*, 21 févr. 1960.

Leur participation à la défense de Moscou, 1941-1942.

Merglen (Albert). — Mobilité aérienne, *R. hist. Armée*, 1961, nº 1, pp. 73-80, ill.

Le soutien aérien aux opérations de résistance et de subversion en Europe occidentale et dans les Balkans de 1940 à 1945.

*Miyazaki (Tohimasa). — *Kuroi sangoshô* [Les noirs récifs de corail],

Kawade-shobô-shinsha, 1960, 255 p.

Témoignage de l'ancien chef des médecins de l'armée japonaise stationnée à l'île de Wake, pendant la guerre.

*Pond (Hugh). — *Salerno*, London, W. Kimber, 1961.

Le débarquement de Salerne, 1943.

*Rossejkin (B. M.). — *Panorama « Oborona Sevastopolja »* [Panorama du siège de Sébastopol], Kiev, Izómuzgiz, 1960, 15 p., pl.

(Album de photos.)

Sallai (Elemer). — Les combats pour la libération de Budapest, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 138-148.

Schaufelberger (W.). — Überraschungen um Brücken und Flüsse, *Allg. schw. mil. Zt.*, avr. 1961, pp. 144-149.

Action du régiment de sabotage Brandenburg sur les ponts en arrière des lignes.

*Vaughan-Thomas (Wynford). — *Anzio*, London, Longmans, 1961.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Butow (Robert J.). — The Hull-Nomura conversations. A fondamental misconception, *Americ. hist. R.*, vol. LXV, n° 4, July 1960, pp. 822-836.

Les dernières conversations nippo-américaines avant l'agression de Pearl Harbor.

De Valera rejected Hitler's offer of arms. German pledge on Ireland's future « when England is crushed », *Times*, 25 avr. 1961, p. 12.

D'après le vol. XI des *Documents on German Foreign Policy* (sept. 1940-janv. 1941).

*Dedijer (Vladimir). — *On military conventions. An essay on the evolution of International Law*, Lund, Publications of the Fahlbeck Foundation, XVI, 1961, in-4°, 138 p.

Notamment au cours de la deuxième guerre mondiale.

**I Documenti diplomatici italiani. Nona serie : 1939-1943.* Vol. IV (9 aprile-10 giugno 1940), Roma, Libreria dello Stato, 1960, in-4°, 694 p.

(Ministero degli Affari esteri. Commissione, per la pubblicazione dei documenti diplomatici.)

**Documents on German foreign policy, 1918-1945, series D (1937-1945).* Vol. XI : *The War years, September 1, 1940-January 31, 1941*, London, H. M. S. O., 1961, in-4°, 1268 p.

Publiés le 25 avril 1961.

**Documents on Polish-Soviet relations 1939-1945.* Vol. I : *1939-1943* (Preface by count Edward Raczynski), London Heinemann (1961), in-8°, XL-625 p.

(General Sikorski Historical Institute.)

Précédé d'une chronologie, ce recueil comprend un choix de notes diplomatiques et de documents divers polonais, allemands et soviétiques allant de 1918 à 1939 ; textes publiés dans leur langue d'origine.

**Foreign relations of the United States. Diplomatic papers. The Conference of Berlin-Potsdam. 1945*, Washington, Gov. Print Office, 1961, in-8°, 2 vol.

(Released on May 6th 1961.)

Hitler empfahl Mussolini « barbarische Entschlossenheit ». Washington veröffentlicht neue NS-Dokumente. Druck auf Franco, *Frankf. Allg. Ztg.*, 26 avr. 1961, p. 2.

Analyse du tome XI des *German documents*, publiés à Londres le 25 avril 1961. Les rapports germano-italiens et germano-espagnols, l'occupation du Danemark, la pression du Reich sur la Suisse pour obtenir la démission du général en chef Guisan.

*Jakobson (Max). — *The Diplomacy of the Winter War. An account of the Russo-Finnish conflict 1939-1940*, Cambridge, Harvard Univ. Press, 1961, in-8°.

Keenleyside (H. L.). — The Canada-United States Permanent Joint Board on defence, 1940-1945, *Intern. J.* (Toronto), hiv. 1960-1961, vol. XVI, n° 1, pp. 50-77.

Mourin (Maxime). — Pouvait-on faire la paix pendant la « Drôle de Guerre »?, *R. Déf. nat.*, mai 1961, pp. 853-873.

Initiatives Vatican-Mussolini, offres d'Hitler le 6 oct. 1939, tentatives de von Trott zu Stolz, propositions belgo-hollandaises, Hassell... Missions Myron Taylor et Sumner Welles.

Secrets of Potsdam... When US. retreat

began-16 years ago, *U. S. News and World Rep.*, 13 mai 1961, pp. 93-96.

A propos de la publication récente par le Dep. of State des *Documents de la conférence de Potsdam.*

W sprawie ewakuacji naczelnych wladz panstwowych 39 r) opracowała Stefania Stanisławska [Documents concernant l'évacuation de Pologne des principales autorités en septembre 1939, éd. par S. Stanisławska], *Sor. Miedzyn*, nº 2, févr. 1961, pp. 99-101.

Document du 18 sept. 1939 signé par l'ambassadeur Biddle et signalé par l'ambassadeur Gunther en Roumanie sur le droit de passage accordé au Gouvernement polonais.

Watt (D. C.). — The Rome-Berlin Axis, 1939-1940. Myth and reality, *Review of Politics*, vol. 22, nº 4, oct. 1960, pp. 519-543.

Les fluctuations des rapports entre Hitler et Mussolini et de leur politique pendant cette période.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Barnard (Jack). — *The Hump*. London, Souvenir press, 1961.

Récit d'un officier en Birmanie qui travailla avec les troupes chinoises, en particulier à l'organisation d'un mouvement de résistance intérieur.

*Bernard (Henri). — *Les services de renseignement belges au cours de la seconde guerre mondiale*, Milano, 1961, in fol., 6 p., ronéotypé.

Communication faite à la deuxième conférence internationale de l'histoire de la Résistance. Milan, 26-29 mars 1961.

*Cheinine. — *Secret de guerre et autres récits*, Moscou, Édit. de Moscou, 1961, in-8º, 354 p.

Opération Sirius, montée avant la guerre par les Allemands pour s'emparer des plans du canon soviétique L II.

*Volončuk (F. F.). — *Po tylam vraga* [Sur les arrières de l'ennemi], Moskva Voennizdat, 1961, 143 p., ill., portr.

Souvenirs d'un agent de renseignements.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Aretz (Emil). — Das fragwürdige « Auschwitz », *D. Quell*, 9 mai 1961, pp. 411-421.

Les atrocités d'Auschwitz remises en question.

Iosifova (T.). — Prokljat'e svastike [Maudite soit la croix gammée], *Sov. Estonija*, 26-28 février 1960.

Souvenir d'une habitante de Tallin sur son séjour dans les prisons et les camps de concentration hitlériens.

*Kuhnrich (Heinz). — *Der KZ-Staat. Rolle und Entwicklung der faschistischen Konzentrationslager. 1933-1945*, Berlin, Dietz, 1960, in-8º, 142 p.

(Wahrheiten über den deutschen Imperialismus I.)

*Levi (Prineo). — *J'étais un homme*. Traduit de l'italien par Michèle Causse, Paris, Buchet-Chastel, 1961, in-16, 192 p.

Déportation.

Merli (Nino). — Duecento partigiani italiani prigionieri degli Americani, *Mov. di Liberaz. in Italia*, janv. 1961, pp. 101-104.

Dans la province de La Spezia.

*Monsey (Derek). — *The Hero observed*, London, Gollancz, 1960, in-8º, 162 p.

Récit des aventures d'un officier anglais prisonnier évadé, dans les montagnes d'Italie du Nord.

**Ravensbrück. Hrsg. Komitee des antifaschistischen Widerstandskämpfer in der D. D. R.*, Berlin, Kongress-Verlag, 1960, in-8º, 151 p.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Datner (Szymon). — Zbrodnie niemieckich sił zborjnych na zbiegłych jeńcach wojennych [Les crimes des forces armées allemandes contre les prisonniers de guerre évadés], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1961, nº 1, pp. 67-130, ill., fac-sim., bibliogr.

*Datner (Szymon), Gumkowski (Janusz), Leszczynski (Kazimirrz). — *Zbrodnie Adolfa Eichmanna. Cz. I. Wysiedlanie ludnosci z Ziem Polskich wcielonych do Rzeszy. Cz. 2. Wysiedlana w Zamojszczyznie. Zagłada Zydow w obozach na Ziemiach Polskich* [Les crimes d'Eichmann. I. Déportations des populations des terres polonaises

rattachées au Reich. II. Déportations dans la région de Zamosc. Extermination des Juifs dans les camps de concentration en territoire polonais], Warszawa, Wydawnictwo Prawnicze, 1960, 2 vol. in-8°,, 182 p., 184 fac-sim. h. t., 192 p., 120 fac-sim. h. t.

(Biuł. Glownej Komisji badania zbrodni hitlerowskich w Polsce. T. XII et XII.)

Recueils de documents allemands établis par la Commission polonaise d'enquête sur les crimes hitlériens en Pologne.

**Le Dossier Eichmann.* Préface d'Edgar Faure, François de Menthon, Dr Robert Kempner. Introduction de Joseph Billig, Paris, Buchet-Chastel, 1961, in-16.

Dziekonski (Tadeusz). — Lagerfuehrer Karl Chmielewsky [Le commandant de camp K. Chmielewsky], *Zycie Warszawa*, n° 50, 28 févr. 1961, p. 3.

Témoignage d'un déporté du camp de concentration de Gusen contre le S. S. jugé actuellement à Ansbach (R. F. A.).

*Gourevitch (Leo). — *Agents secrets contre Eichmann.* Avec la collaboration de Stéphane Richey, Paris, Gallimard, 1961.

*Kempner (Robert M. W.). — *Eichmann und Komplizen*, Zurich, Europa-Verl., 1961, in-8°, 452 p., fac. sim.

Le cas Eichmann vu par le procureur général américain au procès de Nuremberg.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

Collotti (Enzo). — Sull'amministrazione tedesca nei paesi occupati, *Mov. di liberaz. in Italia*, janv.-mars 1961, pp. 3-87.

Suivi d'un document officiel allemand : *Die Militärverwaltung als Mittel des Kriegführung* et de sa traduction en italien.

*Robinson (Jacob) & Friedman (Philip). — *Guide to Jewish history under nazi impact. Forewords by Benzion Dirur and Salo W. Baron*, New York (Marstin Press), 1960, in-4°, xxxii-426 p.

(Yad Washem martyrs' and heroes' Memorial authority, Jerusalem ; Yivo Institute for Jewish research. Joint documentary projects, bibliographical series, n° 1.)

*Schoenberner (Gerhard). — *Der Gelbe Stern. Die Judenverfolgung in Europa 1933-1945*, Hamburg, Rütten-Löning Verlag, 1960, in-8°, 223 p., 196 ill.

ALLEMAGNE

*Barwald (Horst) und Polkehn (Klaus). — *Geheime Kommandosache Fall Weiss. Ein Tatsachenbericht*, Berlin, Verl. d. Ministeriums für Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 114 p. c.

Préparation de l'attaque contre la Pologne.

Becker (Josef). — Zentrum und Ermächtigungsgesetz 1934, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1961, pp. 195-211.

Besson (Waldemar). — Zur Geschichte des nationalsozialistischen Führungs offiziers (N. S. F. O.), *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1961, pp. 76-116.

Contribution à l'histoire de l'officier chargé d'implanter les concepts nazis dans l'armée. Documents à l'appui.

*Broszat (Martin). — *Nationalsozialistische Polenpolitik 1939-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1961, in-8°, 360 p.

(Schriftenreihe d. Vierteljahrshefte f. Zeitgeschichte.)

*Bruge (Roger). — *Naufrage à Berlin*, Paris, France-Empire, 1961, in-8°, 304 p.

Confession d'un S. S.

Deuerlein (Hernst). — Der deutsche Katholizismus 1933. I. Teil. Der Übergang in den totalitären Parteistaat, *Stimmen d. Zeit*, mai 1961, pp. 90-115.

**Der Deutsche Volkssturm. Idee, Bildung, Organisation und Einsatz. Die Rechtsstellung der Angelhörigen des Deutschen Volkssturmes*, Kornelimünster, Bundesarchiv Abt. Zentralnachweisstelle, 1956, in-4°, 40 p. exempl. miméogr.

**Dokumente deutscher Kriegsschäden. Evacuierte-Kriegssachgeschädigte Währungsgeschadigte. Die geschichtliche und rechtliche Entwicklung hrsg. vom Bundesminister f. Vertriebene, Flüchtlinge u. Kriegsgeschädigte*, Bonn, 2 vol. in-8°, XV-504 et VII-461 p.

*Friedman (Ph.). — *Das Andere Deutschland. Die Kirchen*, Berlin, Grunewald, Arani-Verl., 1960, in-8°, 32 p.
(Das Dritte Reich. Schriftenreihe.)

*Glaser (Hermann). — *Das Dritte Reich. Anspruch und Wirklichkeit*, Freiburg, Herder Bücherei, 1961, in-8°, 190 p.
La philosophie hitlérienne, les techniques de propagande, la terreur nazie.

Glaser (Hermann). — La « Mise en condition » nationale-socialiste, *Documents*, mars-avr. 1961, pp. 152-169.

*Heidegger (Hermann). — *Der Lagebericht des Generalstabes des Heeres als Beitrag zum O. K. W. Bericht während des Polenfeldzuges* 1939, Wehrwissenschaftl, Rundschau, avr. 1961, p. 227.

**Der Hitlerputsch. Bäyerische Dokumente zum 9. November 1923. Hrsg. von Ernst Deuerlein*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anst., 1961, in-8°, 680 p.

*Kinkel (Walter). — *Kirche und Nationalsozialismus. Ihre Auseinandersetzung zwischen 1925 und 1945 in Dokumenten dargestellt*, Düsseldorf, Patmos Verl., 1961, in-8°, 168 p.
(Religiöse Quellenschriften. H. 21-23.)

*Kirst (Hans Hellmut). — *La fabrique des officiers.* Traduit de l'allemand par Pierre Kamnitzer, Paris, Laffont, 1961, in-8°, 608 p.
Récit romancé : une école d'officiers allemands du III[e] Reich avant la débâcle.

Morsey (Rudolf). — Hitlers Verhandlungen mit der Zentrumsführung am 31. Januar 1933, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1961, pp. 182-195.

*Neumann (Robert). — *Ausflüchte unseres Gewissens. Dokumente zu Hitlers « Endlösung der Judenfräge » mit Kommentar und Bilanz der politischen Situation*, Hannover, Verl. f. Literatur u. Zeitgeschehen (1960), in-8°, 64 p.

« Operation Walküre », *U. S. Nav. Institute proceedings*, mars 1961, pp. 108-111.
Critique d'un article du capt. Roland E. Kraus et du lieut. Carlson sur l'attitude du col. von Stauffenberg, lors de l'attentat contre Hitler.

*Pottgiesser (Hans). — *Die deutsche Reichsbahn im Ostfeldzug 1939-1944.* Neckargemünd, K. Vowinckel, 1960, in-8°, 152 p.
(Die Wehrmacht im Kampf. Bd. 26.)

Schiller (Harry Th.). — Erinnerungen an die « Deutsche Zeitung im Ostland », *Baltische Hefte*, avr. 1961, pp. 148-156.
Le journal des autorités allemandes d'occupation.

*Shirer (William L.). — *Le troisième Reich. Des origines à la chute*, Paris, Stock, 1961, 2 vol. in-8°.

*Wulf (Josef). — *Die Nürnberger Gesetze*, Berlin-Grunewald, Arani Verl., 1960, in-8°, 29 p.
(Das Dritte Reich. H. 4.)

*Zipfel (Friedrich). — *Gestapo und Sicherheitsdienst*, Berlin-Grunewald, Arani Verl., 1960, in-8°, 28 p.
(Das Dritte Reich. H. 3.)

**Zur Vorgeschichte der Verschwörung vom 20. Juli 1944*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. Nationale Verteidigung, 1960, in-8°, 110 p.

AUTRICHE

*Breycha-Vauthier (A. C.). — *Die Zeitschriften der österreichischen Emigration 1934-1946*, Wien, Österreichische Nationalbibliothek, 1960, in-8° 28 p.
(Biblos-Schriften. Bd. 26.)

Jedlicka (Ludwig). — Dokumente zur Geschichte der Ereignisse in Wien im April 1945, *Österreich in Geschichte u. Literatur*, mars 1961, pp. 127-133.
Exécutions sommaires d'officiers qui voulaient cesser le combat.

Proklamation über die Selbständigkeit Österreichs. *Österreich in Geschichte u. Literatur*, mars 1961, pp. 151-153.
27 avril 1945.

FRANCE

*Amouroux (Henri). — *La vie des Français sous l'occupation*, Paris, Fayard, 1961, in-8°, 576 p.

(Les grandes études contemporaines.)

*Baudoin (Madeleine). — *Histoires des groupes-francs (M. U. R.) des Bouches-du-Rhône, de septembre 1943 à la libération*, Paris, Presses Univ. Fr., 1961, in-8°.

(Coll. « Esprit de la Résistance ».)

*Bellanger (Claude). — *Presse clandestine 1940-1944*, Paris, Colin, 1961, in-16, 272 p.

(Coll. « Kiosque ».)

*Cepede (Michel). — *Agriculture et alimentation en France durant la deuxième guerre mondiale*, Paris, Édit. Génin, 1961, in-8°, 496 p.

Hugonnot (Jean). — Les journées d'août 1944 à Paris, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 26-48.

*Jucker (Ninetta). — *Curfew in Paris ; a record of the German occupation*, London, Hogarth press, 1960, in-8°, 206 p.

Nolte (Ernst). — Die « Action française » 1899-1944, *Vierteljahrshefte f. Zeitgeschichte*, avr. 1961, pp. 124-166.

Notamment son attitude sous le gouvernement de Vichy.

*Peytavin (Émile). — *Flammes brèves*, Mende, Éd. H. Chaptal, 1960, in-8°, 192 p.

Huit épisodes de la résistance armée en Lozère racontés par le chef départemental des F. F. I.

*Rassinier (Paul). — *Ulysse trahi par les siens*, Paris, Librairie Dauphine, 1961.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Donnison (F. S. V.). — *Civil Affairs and military government, North West Europe, 1944-1945*, London, H. M. S. O., 1961, in-8°, XVIII-518 p., cartes, dépl.

(History of the 2nd World War. United Kingdom military series.)

Organisation civile et militaire britannique dans les pays occupés.

GRÈCE

Depos (E.). — Un témoignage de la Résistance grecque : les manifestations contre la mobilisation civile, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 129-138.

HONGRIE

*Balázs (B.). — *Néplozgalom és nemzeti bizottságok* 1945-1946 [Mouvements populaires et comités nationaux 1945-1946], Budapest, Kossuth Kiado, 1960, 272 p.

Documents sur la création des comités nationaux à la libération.

*Berend (T. I.), Ránki (G.). — *Magyarország a fasiszta Németország « életterében » 1933-1939* [La Hongrie dans l' « espace vital » de l'Allemagne fasciste], Budapest, Marx Karoly Közgazdasagtudomanyi Egyetem gazdasagtörténeti tanszék tanulmanysorozata. I. Közgazdasagi és Jogi Könyvkiado, 1960, 200 p.

Monographie sur l'évolution des relations économiques entre la Hongrie (fournisseur alimentaire de l'Allemagne) et le régime hitlérien avant 1939.

*Berend (T. I.), Ránki (G.). — *Magyarország gyáripará a második világháború elött és a háború időszakában* [La grande industrie de la Hongrie avant et pendant la deuxième guerre mondiale], Budapest, Gazdasagtörténeti ertekezések, 2. Akadémiai Kiado, 1959, 624 p.

**Felszabadulás. 1944. szeptember 26-1945, április 4. Dokumentumok hazánk felszabadulásának és a magyar népidemokracia megszületésének történetébol* [Libération. 26 septembre 1944-4 avril 1945. Documents sur la libération et sur l'histoire de la naissance de la démocratie populaire], Budapest, Akadémiai Kiado, 1955.

Gosztonyi (Peter). — Die ungarische Wehrwissenschaft und der zweite Weltkrieg, *Bücherschau d. Weltkriegsbücherei*, 1959, Heft 1-4, pp. 405-413.

*Korom (M.). — *A fasizmus bukása Magyarországon* [La chute du fascisme en Hongrie], Budapest, Kossuth Kiado, 1960, 272 p.

L'histoire des années 1943-1944. La lutte des forces antifascistes.

*Mucs (S.). — *A magyar néphadsereg megszervezése. 1944. (december 21-1945 majus 8.)* [L'organisation de l'armée populaire hongroise. 21 décembre 1944-8 mai 1945], Budapest, Akadémiai Kiado, 1961.

*Nemes (D.). — *Magyarország felszabadulása. Magyarország fejlödése a felszabadulás után* [La libération de la Hongrie. Le développement de la Hongrie depuis la libération], Budapest, Az MSZMP Központi Bizottsage Parttörténeti Intézete, 1960, 330 p.

La situation de la Hongrie pendant la guerre. Les étapes de la libération. La résistance.

*Szeremi (T. B.). — *A szabadság vértanui* [Les martyrs de la liberté], Budapest, Kossuth Kiado, 1960, 332 p.

Biographies des martyrs du parti communiste hongrois, victimes du fascisme.

*Tóth (S.). — *A Szovjet Hadsereg felszabadító hadmüveletei hazánkban* [La lutte libératrice de l'armée soviétique en Hongrie], Budapest, Hadtörténelmi Intézet, 1955, 196 p.

**Vádirát a nácizmus ellen. Dokumentumok a magyarországi zsidouldözés történetéhez. Szerkesztette Benoschofsky Ilona és Karsai Elek. II : 1944 majus 15-junius 30* [Acte d'accusation contre le nazisme. Documents sur la persécution des Juifs en Hongrie. Vol. I et II : 19 mars 1944-15 mars 1944 et 15 mai 1944-30 juin 1944], Budapest, Magyar Izraeliták Országos Képviselete kiadása, 1958 et 1960.

ITALIE

Carpi (Daniele). — Il Problema ebraico nella politica italiana fra le due guerre mondiali, *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1961, pp. 35-56.

Variations de la politique de Mussolini à l'égard de la question juive.

Jaco (Adode). — Les quatre journées de Naples, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 48-75.

27, 28, 29, 30 septembre 1943.

*Langhardt (Rainer) u. Söntgen. — *Partisanen. Spione und Banditen. Abwehrkampf in Oberitalien 1943-1945*, Neckargemünd, K. Vowinckel, 1961, in-8°, 256 p.

(Landser am Feind. Bd. 9.)

**La Marina militare nel suo primo secolo di vita. 1861-1961*, Roma, Ufficio storico della marina italiana, 1961, in-4°, IX-199 p., phot.

*Pavese (Cesare). — *Racconti*, Torino, Einaudi, 1960, in-8°, 526 p.

Récits romancés. L'auteur a été « confinato » en Calabre, et relate des épisodes de la guerre des partisans au Piémont.

*Piasenti (Paride). — *Da Vittorio Veneto alla Republica 1918-1948*, Milano, Santi edit., 1960, in-8°, III-159 p.

*Rizzo (Giovanni). — *D'Annunzio e Mussolini : la verità sui loro rapporti*, Bologna, Cappelli, 1960, in-8°, 319 p., pl. h. t.

(Testimoni per la storia di nostro tempo. Coll. di Memorie, diari e documenti 34.)

Scalpelli (Adolfo). — Resistenza e lotta antifascista nello stabilimento di Dalmine, *Mov. di liber. in Italia*, janv.-mars 1961, pp. 88-100.

Dalmine se trouve dans la province de Bergame.

JAPON

*Matsushita (Yoshio). — *Nihon gunsei to seiji* [Le régime militaire et la politique au Japon], Kuroshio-shuuppan, 1960, 330 p.

PAYS BALTES

Rimscha (Hans). — Zur Umsiedlung der Deutschen aus den Baltischen Staaten während des Zweiten Weltkrieges, *Osteuropa*, févr. 1961, pp. 134-137.

**Ne zabudem* [Nous n'oublierons pas], Vil'njus, Gospolitizdat, 1960, 110 p., ill.

Crimes des bourgeois nationalistes pendant l'occupation hitlérienne dans la région de Mazejkjan (Lithuanie).

PAYS-BAS

*Koch (Erich). — *Unterdrückung und Widerstand. 5. Jahre deutsche Besetzung in den Niederlanden 1940-1945*, Dortmund, Kulturamt d. Stadt, 1960, in-8°, 33 p.

(Dortmunder-Vorträge. H. 35.)

*Maas (G.). — *Kroniek van de Februari-*

staking 1941, Amsterdam, Pegasus, 1961, in-8°, 163 p.

Chronique de la grève de février 1941.

POLOGNE

*Blum (I[gnacy]). — *Z dziejów aparatu politycznego Wojska Polskiego. Szkice i dokumenty* [Documents et essai d'histoire de l'appareil politique de l'armée polonaise], Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959, in-8°, 299 p., fac.-sim. h. t.

(Biblioteka Wiedzy Wojskowej.)

Depuis la formation de la brigade Dabrowski en 1936, qui combattit en Espagne ; quelques-uns de ses membres se regroupèrent dans l'armée populaire (AL) et la garde populaire (GL) en 1942. Bibliogr. pp. 297-298.

Kirchmayer (Jerzy), gén. brigade. — O sztabach i sztabowcach w przedwrześniowym wojsku. Fragmenty pamietnika Cz. II [Les états-majors et leurs officiers dans l'armée polonaise d'avant septembre 1939. Extraits de Mémoires. 2e partie], *Wojsk. Prz. Hist.*, n° 1, 1961, pp. 289-320, ill.

Cf. la 1re partie dans le n° 4, 1960.

Przygonski (Antoni). — L'insurrection de Varsovie, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 5-26.

*Schreyer (Wolfgang). — *Entscheidung an der Weichsel. Dokumentarbericht über Vorgeschichte und Verlauf des Warschauer Aufstandes*, Berlin, Verl. d. Ministeriums f. nationale Verteidigung, 1960, in-8°.

*Smarzynski (Henryk). — *Powiat Busko-Zdrój przed I.IX.1939 r. i w okresie okupacji niemieckiej w latach 1939-1945* [Le district de Busko-Zdroj avant septembre 1939 et durant l'occupation allemande de 1939-1945], Krakow (Panstwowe Wydawnictwo Naukowe), 1960, in-16, 366 p., pl., carte h. t., résumés allemand, anglais, français, russe.

(Wyzsza Szkoł a Pedagogiczna w Krakowie.)

Résistance, atrocités allemandes. Bibliographie, pp. 311-316.

Der Stroop-Bericht. Es gibt keinen jüdischen Wohnbezirk in Warschau mehr !, Neuwied, H. Luchterhand, 1960, in-8°, 76-50, fac-sim., ill.

Sulewski (Wojciech). — Problemy polskiej polityki zagranicznej w działalnosci PPR (1942-1944) [Les problèmes de la politique extérieure polonaise liés à l'activité du parti ouvrier polonais de 1942 à 1944], *Spr. Miedzyn.*, n° 2, févr. 1961, pp. 30-45.

Avec l'U. R. S. S. et l'Angleterre, d'après les archives du PPR.

Szejgiert (Bolesław), płk mgr. — Podziemne formacje sbrojne « Obozu Narodowego » w latach 1939-1945 [Les formations clandestines du « Camp national » en 1939-1945], *Wojsk. Prz. Hist.*, 1961, n° 1, pp. 224-250, bg.

L'organisation nationale armée (NOW), les forces armées nationales (NSZ), la confédération armée (KZ).

Wulf (Josef). — Dr. Emanuel Ringelblum und sein Untergrundarchiv im Warschauer Ghetto, *Die Rundschau*, mars 1961, pp. 241-250.

ROUMANIE

Siperco (A.), Zaharescu (V.). — L'insurrection du 23 août 1944, en Roumanie, et sa préparation, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 91-107.

SUISSE

En 1940, le commandant de corps U. Wille... suggéra à l'Allemagne d'obtenir la démission du général Guisan, *Gaz. de Lausanne*, 25 avr. 1961, pp. 1 & 3.

Communiqué officiel du gouvernement fédéral et commentaires à propos des révélations du vol. 11 des Archives de la Wilhelmstrasse sur les relations Wille-Köcher (octobre 1940).

Voir également, dans le numéro du 26 avr. : *L'affaire Wille*, p. 1.

*Hartmann (Frederick H.). — *The Swiss press and foreign affairs in World War II*, Gainesville, University of Florida press, 1960, 87 p.

(University of Floride monographs. Social Sciences, n° 5.)

Haupt (Werner). — Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg, *Wehrwissenschaftl. Rundschau*, avr. 1961, pp. 231-237. Bibliographie.

TCHÉCOSLOVAQUIE

*Horec (J.). — *I deti sly na smrt* [Même les enfants ont été condamnés à mort], Prague, Dokumenty, 1960. Texte en français par M. Philipot.

Documents sur les enfants victimes du fascisme nazi en 1939-1945.

**Pamatna mista boje cs. lidu proti fasismu* [Les lieux célèbres des combats du peuple tchécoslovaque contre le fascisme nazi], Prague, Dokumenty, 1960, 120 p.

*Snejdarek (A.). — *Druha svetova valka* [Deuxième guerre mondiale], Prague, Orbis, 1960, in-4°, 336 p.

*Snobl (Josef). — *Svedectvi o velikém boji* [Témoignage sur le grand combat], Prague, Nase vojsko, 1960, in-8°, 256 p.

La participation de l'armée tchécoslovaque aux combats de l'armée rouge et particulièrement à la bataille de Sokolovo en 1944.

*Svoboda (L.). — *Z Buzuluku do Prahy* [De Bousoulouk à Prague], Prague, 1960, 305 p.

L'armée tchécoslovaque en U. R. S. S., 1941-1945, par son commandant général Svoboda.

Vietor (Martin). — Prispevok k objasneniu fasistického charakteru t. zv. Slovenského statu [Le caractère fasciste du soi-disant État slovaque], *Histor. cas.* (Bratislava), n° 4, déc. 1960, pp. 482-508.

1939-1945 ; militarisme nazi et politique anticommuniste.

U. R. S. S.

*Dospanova (Khivaz). — *Pod komandovaniem Raskovoj. Vospominanija voen. letčika, 1941-45 gg* [Sous les ordres de Raskov. Souvenirs d'un aviateur militaire, 1941-45], Alma-Ata, Kazgospolitizdat, 1960, 84 p., ill.

Druz'ja boevye - v Moskve i Parize [Amis de combat à Moscou et à Paris], *Komsomol'skaja pravda*, 12 mars 1960.

La lutte commune des partisans soviétiques et des patriotes français contre l'occupant fasciste allemand, 1944. Articles et notes.

Fal'sifikatorov-k pozornomustolbu. Novye materialy o rasstrelakh gitlerocvami ital. soldat vo L'vove [Les falsificateurs au pilori. Nouveaux matériaux sur les fusillades hitlériennes de soldats italiens à L'vov], *Komsomol'skaja pravda*, 2 mars 1960.

Sur les déclarations « calomnieuses » des périodiques italiens *Osservatore Romano* et *Civiltà cattolica*. Lettres de témoins.

*Gnedaš (T.). — *Volja k žizni* [La volonté de vivre], Moskva, Voennizdat, 1960, 182 p., ill., pl.

Souvenirs de la lutte des partisans contre les envahisseurs fascistes.

*Gorškov (A. I.), Markov (V. V.). — *Zaščiščaja Rodinu* [En défendant la patrie], Vladimir, Kn. izd., 1961, 88 p.

L'oblast' de Vladimir pendant la Grande Guerre patriotique.

*Kozlov (V. I.). — *Ljudi osobogo sklada* [Les hommes d'une trempe spéciale], Kiev, Gospolitozdar Ukrainy, 1961, 200 p., ill.

Le mouvement des partisans en Biélorussie. Traduit du biélorusse.

Kulik (Mikh.). — Byla vojna narodnaja. Rasskaz o partriotic antifasistskom podpol'e v g. Mogileve v 1941-1944 gg [C'était une guerre nationale. Récit du mouvement de la résistance clandestine antifasciste à Mohilev en 1941-1944], *Sov. Belorussija*, 22, 23 mars 1960.

*Lencevskij (Vladimir). — *80 dnej b ogne. Vospominanija razvedcika.* [80 jours au feu. Souvenirs d'un agent de renseignement], Moskva, Voenizdat, 1961, 160 p.

(B-cka voen. priključennij - Bibliothèque des récits militaires.)

Losev (D.). — Etogo prostit' nel'zja [On ne peut pardonner cela], *Gudok*, 12 janv. 1960.

Comment ont été démasqués les traîtres sur le territoire de Biélorussie pendant l'occupation.

Pakof (N.), Akhumjan (A.). — V 12 kilometrakh ot Nima [A 12 kilomètres de Nîmes], *Kommunist*, 27 févr. 1960.

Combats du 1er régiment de partisans soviétiques sur le territoire français en 1944.

Petrosjan (Bartug). — Oni sražalic' pod odnim znamenem [Ils combattirent sous un seul étendard], *Trud*, 22 mars 1960.

Sur le premier détachement militaire de partisans soviétiques qui ont combattu aux côtés des résistants français, 1943-1945.

Poljakov (A.). — « Železnjak » stažalsja vo Francii [Le « détachement de fer » combattit en France], *Sov. flot.*, 24 mars 1960.

Participation d'un détachement de partisans soviétiques au mouvement de résistance en France, 1943-1945.

Prokljatie svastike, nesuščej gibel'narodam! Novye dokumenty o gitlerovskom plane « Ost » [Malédiction à la croix gammée apportant la mort aux nations. Nouveaux documents sur le plan hitlérien « Ost »], *Komsomolskaja pravda*, 20 janv. 1960.

Publication abrégée.
Plan d'organisation future des territoires peuplés de slaves.

*Šašlo (T.). — *Dorože žizni* [Plus cher que la vie], Moskva, Voennizdat, 1960, 252 p., portr.

Souvenirs d'un soldat des chars.

*Semenov (A.). — *Šumel surovo Brjanskij...* [Les bois de Briansk ont retenti de bruits terribles], Moskva, Voennizdat, 1960, 248 p., ill., pl.

Souvenirs du commissaire Kletnjackij des brigades de partisans.

**Sovetskie partizany. Iz istorii partizanskogo dviženija v gody Velikoj Otečestv. vojny* [Les partisans soviétiques. Extraits de l'histoire du mouvement des partisans pendant la Grande Guerre patriotique], Moskva, Gospolitizdat, 1961, 831 p., ill.
Recueil d'articles.

YOUGOSLAVIE

Jankovic (Danilo). — Sandzak u Narodnooslobodilackom ratu [Le Sandjak dans la guerre de libération nationale, 1re partie], *Voj istor. glasn.* (Belgrade), nº 4, août 1960, pp. 23-57.

Joksimovic (Savo). — Dvadesetogedisnjica uastanka Jugoslovenske narodne armije [Vingtième anniversaire de l'insurrection de l'armée populaire yougoslave], *Nar. Arm.* (Belgrade), nº 1124, 17 févr. 1961.
13 juin 1941.

Joksimovic (Savo). — Beranski (Ivangradski) srez u Julskom ustanku 1941 god [L'arrondissement de Berane (arrondissement d'Ivangrad) durant l'insurrection de juillet 1941], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), nº 1-2, avr. 1960, pp. 3-24.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats au Monténégro, juil. 1960.

Knezevic (Rade). — Dvadeseti pesadiski puk Timocke divizije u ratu, aprila 1941 [Le 20e régiment d'infanterie de la division de Timok dans la guerre, avril 1941], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), nº 3, juin 1960, pp. 54-60.

Combats de l'armée royale yougoslave à la frontière yougoslavo-bulgare, avril 1941.

Leontich (Bora). — La lutte contre l'occupant à Split, *C. internationaux de la Résistance*, mars 1961, pp. 107-119.

Pavelic (Ante Smith). — Dvije akcije Bana Subasica [Deux actes du gouverneur Subasic], *Hrvat. R.* (Buenos-Aires), nº 4, 1960, pp. 631-640.

La politique du gouvernement yougoslave en exil, 1941-1945. Projet américain de débarquement en Dalmatie, 1943.

Popovic (Vladimir). — Crmnica u prvim danima ustanka 1941 [Crimnica dans les premiers jours de l'insurrection de 1941], *Borba* (Belgrade), 10-12 févr. 1961.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats au Monténégro, juin-juillet 1941. Reportage.

Popovic (Vojin). — Macek u Martovskim dogadjajima 1941 [Macek et les événements de mars 1941], *Borba* (Belgrade), 13-27 févr. 1961.

Articles sur l'attitude politique du président et des dirigeants du parti paysan croate dans les événements révolutionnaires des 25 et 27 mars 1941.

Popovic (Vojin). — Razvoj ustanka u Toplici i Jablanici januarmart 1942 [Le développement de l'insurrection dans la région de Toplice et de Jablanica, janvier-mars 1942], *Voj. istor.*

glasn. (Belgrade), n° 1-2, avr. 1960, pp. 24-60.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats en Serbie.

Sogic (Savo). — Napad na Čerevic [L'attaque contre Cerevic], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 1-2, avr. 1960, pp. 60-64.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats à Sreme, avril 1943.

Solunski (Koce). — Tri oslobodjenja Prilepa [Trois libérations de Prilep], *Komunist* (Belgrade), n° 185, 10 nov. 1960.

Combats de l'armée de libération nationale de Yougoslavie contre les troupes allemandes et bulgares en Macédoine, août-septembre 1944.

Tadic (Janko). — O nekim borbama jedinica Durmitotskog NOP odreda 1941 i 1942 god. u sjevernoistocnoj Hercegovini [Les combats livrés par les unités du détachement de Durmitor de l'armée de libération nationale dans l'Herzégovine nord-orientale en 1941 et 1942], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 42-54.

Vukotic (Jovo). — Borbeni put 5 proleterske brigade, juli-oktobar 1942 [Les opérations de la 5e brigade des prolétaires, juil.-oct. 1942], *Voj. istor. glasn.* (Belgrade), n° 3, juin 1960, pp. 9-28.

Guerre de libération nationale en Yougoslavie. Combats en Herzégovine et au Monténégro, juil.-oct. 1942.

Le 5 juin 1961.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1961

ARTICLES.

Nos

Adler-Bresse (Mlle) : Les sources allemandes de la deuxième guerre mondiale 41
Belikov (A. M.) : Le transfert des industries soviétiques vers l'Est . 43
Boltine (E. A.) et Deborine (G. A.) : Une histoire soviétique du deuxième conflit mondial 43
Burdick (Ch.) : L'avion à réaction allemand 44
Caroff (Commandant) : La marine italienne dans la deuxième guerre mondiale 42
Chabord (Marie-T.) : Les organismes français chargés des P. G. II : Alger, 1943-Paris, 1945 42
Dincic (K. M.) : Les Alliés et la Résistance yougoslave 42
Ferro (M.) : Une histoire russe de la deuxième guerre mondiale . . 41
Goutard (Colonel) : La réalité de la menace allemande sur l'A. F. N. en 1940 44
Kizia (L.) : La guérilla en Ukraine 43
Matsulenko (V.) et Sekistov (V.) : Historiographie soviétique . . 43
Megret (M.) : Les origines de la propagande de guerre française . 41
Schreiber (Th.) : Historiographie hongroise du deuxième conflit mondial 44
Telpoukhovsky (B.) : Stalingrad 43
Wanty (E.) : La défense des Ardennes en 1940 42

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

Von Beyer-Katte (W.) : Das Zerstörende in der Politik (J. Sigmann) 44
Daim (W.) : Der Mann, der Hitler Ideen gab (A. Meyer) 44
Gerber (B.) : Staatliche Wirtschaftslenkung in den besetzten und annektierten Ostgebieten während des Zweiten Weltkrieges unter besonderer Berücksichtigung der treuhänderischen Verwaltung von Unternehmungen und der Ostgesellschaften (J. Billig) 41
Hoeft (K. D.) : Die Agrarpolitik des deutschen Faschismus . . . 44
Kistenmacher (H.) : Die Auswirkungen der deutschen Besetzung

Nos

auf die Ernährungswirtschaft Frankreichs während des 2. Weltkrieges (M. Cépède et M. Escoffier). 41
Klonne (A.) : Gegen den Strom (J. Sigmann). 44
Manvel et Fraenkel : Goebbels, sa vie, sa mort (A. Meyer). . . 44
Streng (H. V.) : Die Landwirtschaft im Generalgouvernement (K. M. Pospieszalski). 41
Watt (D. C.) : Die bayerischen Bemühungen um Ausweisung Hitlers 1944 (J. Sigmann). 44
Die Geschichte des Panzerkorps Grossdeutschland (II) (A. Golaz). 44

Avant-guerre :

Friedensburg (Dr F.) : Die Weimarer Republik (A. Meyer). . . . 42
Klein (B. H.) : Germany's economic preparations for war (J. Néré). 42
Kluke (P.) : Der Fall Potempa (J. Sigmann). 42
Meinck (G.) : Hitler und die deutsche Aufrüstung (A. Meyer). . . 42
Toynbee (A.) et Toynbee (V. M.) : The Eve of War (A. Scherer). 42

Études générales :

Buchheit (G.) : Hitler der Feldherr (A. Meyer). 41
Jacobsen (H. A.) : Der zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten (A. Meyer) 41
Lefranc (G.) : Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine (A. Calmette) 41
Matloff (M.) : Strategic planning for coalition warfare (J. M. d'Hoop) 41
Paris (E.) : Le Vatican contre l'Europe (Marie Granet). 41
Starcky (G.) : L'Alsacien (A. Meyer). 41

Grande-Bretagne et Commonwealth :

Lockhart (Sir Robert Bruce) : Comes the reckoning (Marie Granet). 42
Lucas Philipps (C. E.) : The greatest raid of all (Marie Granet). 42
Mansergh (N.) : Survey of the Britsh Commonwealth Affairs. Problems of War-time co-operation and Postwar Change 1939-1952 (A. Scherer) 41
Mason (W. Wynne) : Prisoners of War (J. M. d'Hoop). 42
Postan (M. M.) : British War Production (J. Néré). 42
Stacey (Colonel) : The Victory campaign ; the operations in the North-West Europe (1944-1945) (J. Gouin). 42
Wood (F. L. W.) : The New Zealand people at War (G. Renondeau). 42
Official History of the Indian armed forces. Expansion and defence organisation 1939-1945 (G. Renondeau). 41
Official history of the New Zealand (G. Renondeau). 42
The Memoirs of Field Marshall Montgomery (H. Monteagle). . . . 42

La guerre à l'Ouest :

Butler : Grand Strategy (vol. II) (J. Vanwelkenhuyzen). 41

Nos

Liss (U.) : Westfront 1939-1945 (A. Golaz) 41
Ruge (Al. R.) : Rommel und die Invasion (A. Golaz) 41
Stulz (P.) : Die separaten englisch-amerikanischen Waffenstillstandsverhandlungen mit Hitler-Faschisten im März 1945 (J. Sigmann) 41
Wheatley (R.) : Operation Sea Lion (J. Vanwelkenhuyzen) 41

Dans le Pacifique :

Buss (Claude A.) : The Far East (G. Renondeau) 42
Fuchida (M.) et Okumiya (M.) : Midway (G. Renondeau) 42
Inoguchi (Rikihei) : Alerte, Kamikazé (R. Jouan) 42
Miller (John) : Cartwheel, the reduction of Rabaul (G. Renondeau) . 42
Milner (Samuel) : Victory in Papua (G. Renondeau) 42
Kirby (Woodburn S.) : The War against Japan (t. II) (G. Renondeau) 42

Hollande, Japon :

Groeneveld (Ed. G.) : Lettre de Hollande 43
Akamatsu (P.) : Ouvrages parus au Japon de 1950 à 1958 43

Italie :

Capoferri (P.) : Venti anni col fascismo e con i sindacati (B. Guillemain) 41
Luraghi (Raimondo) : Il movimento operaio torinese durante la Resistanza (B. Guillemain) 41
Salvatorelli (Luigi) et Mira (Giovanni) : Storia d'Italia nel periodo fascista (G. Vaccarino) 41

Belgique :

Hauteclerc (Ct) : Lettre 42
Rollot (Général) : Lettre 43
Vanwelkenhuyzen : Lettre 42

Résistance en Europe :

Alvesi (F.) : La Ribellione degli Italiani (J. Defrasne) 43
Baudot (M.) : L'opinion publique sous l'occupation. L'exemple d'un département français : l'Eure 1939-1945 (Marie Granet) 43
Bret (P.-L.) : Au feu des événements. Mémoires d'un journaliste (H. Michel) 43
Lampe (D.) : The savage canary. The story of Résistance in Denmark (Marie Granet) 43
Kjeldstadli (S.) : Hjemme Styrkene (G. Renondeau) 43
Les cahiers internationaux de la Résistance (M. de Boüard) 43

L'U. R. S. S. :

Eremenko (A. I.) : Contre la falsification de l'histoire de la deuxième guerre mondiale (A. Besançon) 44

Nos

Eremenko (A. I.) : Direction Ouest-Souvenirs (A. Besançon). . . . 44
Pavlenko : La chute de l'impérialisme allemand (M. Ferro). . . . 44
Sekistov (U. A.) : La « drôle de guerre » (A. Besançon). 44
Zav'yalov (A. S.) et Kaldajin (T. E.) : L'offensive soviétique en Poméranie orientale (A. Besançon) 44
Problèmes de l'histoire de la deuxième guerre mondiale (M. Ferro). 44

Sur Vichy :

Auphan (Al.) et Mordal (J.) : Lettre. 43
Barrillon (P.) : Le cas Paris-Soir (H. Calvet). 43
Juin (Maréchal) : Mémoires T. I. (Général Schmitt). 44
Schmitt (Général) : Lettre. 43

NOTES ET NOUVELLES.

Grosser (A.) : Hitler, la presse et la naissance d'une dictature (H. Calvet) 41
Pezet (Ernest) : Le chancelier Wirth à Paris en avril 1940 (H. Michel) 41

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. Debyser et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

De septembre 1960 à janvier 1961 41
De janvier à avril 1961. 42
D'avril à juillet 1961 43
De juillet à septembre 1961 44

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3446 - 10 - 1961
Édit. 26.158 Dépôt légal, 4e trimestre 1961 Impr. n° 1058
IMPRIMÉ EN FRANCE

N° 41 ONZIÈME ANNÉE Janvier 1961

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

PAGES

M. MEGRET : **Les origines de la propagande de guerre française** 3

M. FERRO : **Une histoire russe de la deuxième guerre mondiale** 29

Mlle ADLER-BRESSE : **Les sources allemandes de la deuxième guerre mondiale** 41

COMPTES RENDUS

Études générales — Italie — Guerre à l'Ouest

Points de vue allemands sur l'occupation de l'Europe — Commonwealth

J. M. D'Hoop, Gal Lestien (†), A. Meyer, Marie Granet, A. Calmette, G. Vaccarino, B. Guillemain, A. Golaz, J. Vanwelkenhuyzen, J. Sigmann, J. Billig, K. Pospiezalski, M. Cépède et F. Lescoffier, A. Scherer, G. Renondeau, J. Gouin, H. Calvet, H. Michel, F. Debyser

NOTES ET NOUVELLES

BIBLIOGRAPHIE

(Voir au verso la suite du sommaire)

UNIVERSITY OF LONDON 22 APR 1961 LIBRARY

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE †

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN †, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :

22, rue d'Athènes, PARIS-IX^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE (suite)

ÉTUDES GÉNÉRALES : M. MATLOFF : *Strategic planning for coalition warfare.* — I. PLAYFAIR : *The Mediterranean and the Middle East*, vol. III. — H. A. JACOBSEN : *Der zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten.* — G. BUCHHEIT : *Hitler der Feldherr.* — E. PARIS : *Le Vatican contre l'Europe.* — G. STARCKY : *L'Alsacien.* — G. LEFRANC : *Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine.*

ITALIE : L. SALVATORELLI et G. MIRA : *Storia d'Italia nel periodo fascista.* — R. LURAGHI : *Il movimento operaio torinese durante la Resistanza.* — P. CAPFERRI : *Venri anni col fascismo e con i sindacati.*

LA GUERRE A L'OUEST : U. LISS : *Westfront, 1939-1945.* — R. WHEATLEY : *Operation Sea Lion.* — BUTLER : *Grand Strategy*, vol. II. — R. RUGE : *Rommel und die Invasion.* — P. STULZ : *Die separaten englisch-amerikanischen Waffenstillstandsverhandlungen mit Hitler.* — *Faschisten im März 1945.*

POINTS DE VUE ALLEMANDS SUR L'OCCUPATION DE L'EUROPE : B. GERBER : *Staatliche Wirtschaftslenkung in den besetzten und annektierten Ostgebieten während des Zweiten Weltkrieges unter besonderer Berücksichtigung der treuhänderischen Verwaltung von Unternehmungen und der Ostgesellschaften.* — H. v. STRENG : *Die Landwirtschaft im Generalgouvernement.* — H. KISTENMACHER : *Die Auswirkungen der deutschen Besetzung auf die Ernahrungswirtschaft Frankreichs während des 2. Weltkrieges.*

LE COMMONWEALTH DANS LA GUERRE : N. MANSERGH : *Survey of British Commonwealth Affairs. Problems of wartime co-operation and Post-war change 1939-1952.* — F. L. W. WOOD : *The New Zealand people at War-Cl.* — *Official History of the Indian armed forces. Expansion and defence organisation, 1939-1945.*

NOTES ET NOUVELLES

Le chancelier Wirth à Paris en avril 1940. — Trente ans avec Pétain. — La presse et le nazisme naissant.

BIBLIOGRAPHIE

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1961)
France, Communauté : NF. 18 » — Étranger : NF. 21 »
États-Unis et Canada : $ 4.20 — Grande-Bretagne et Commonwealth : £ 1/10s
Prix du numéro : NF. 5,50
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de 1 NF.

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX. — P. ARNOULT. — Raymond ARON. — P. AUBÉ. — J. BASDEVANT. — R. BELIN. — F. BLOCH-LAINÉ. — F. BRAUDEL. — H. CALVET. — R. CASSIN. — F. CHARLES-ROUX. — Général COCHET. — F. CLOSON. — Général DE COSSÉ-BRISSAC. — J. COULOMB. — M. CROUZET. — R. FAWTIER. — A. FRANÇOIS-PONCET. — Gérard JAQUET. — L. JOXE. — A. LATREILLE. — G. LE BRAS. — G. MONOD. — M. E. NAEGELEN. — L. NOËL. — G. PERNOT. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER. — J. SARRAILH. — A. SAUVY. — L. SENGHOR. — E. WEILL-RAYNAL.

TABLE DES NUMÉROS PARUS

N° 1 : **Aspects de la Résistance française** (épuisé). — N° 2 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre.** — N° 7 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). La marine américaine au combat.** — N° 9 : **Gouvernement et commandement français** (suite). — N°s 10-11 : **LA CAMPAGNE DE FRANCE (mai-juin 1940)** (NF. 6 »). — N° 12 : **La mobilisation économique aux États-Unis. L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ALLEMAND (1940-1945)** (NF. 6 »). — N° 17 : **Himmler. Sur l'économie de guerre aux États-Unis.** — N° 18 : **L'évolution des États-Unis vers la guerre. L'organisation de la Défense nationale entre les deux guerres. Les relations anglo-allemandes du 30 septembre 1938 au 28 avril 1939.** — N° 19 : **Les relations anglo-allemandes (1938-1939).** — N° 20 : **L'attaque contre la Hollande en 1940. L'effondrement des frontières roumaines en 1940. Roosevelt et la reddition inconditionnelle.** — N° 21 : **La marche vers la guerre : 1939. Le projet d'union franco-britannique de juin 1940. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (1re partie). — N° 22 : **Sur l'Allemagne en guerre : Joachim von Ribbentrop. La politique allemande de l'U. R. S. S.** (2e partie). **Le premier plan allemand pour l'attaque à l'Ouest.** — N° 23 : **Sur l'armistice germano-yougoslave. La guerilla communiste. Sur Pétain et Vichy. La guerre en Extrême-Orient.** — N° 24 : **LA CONDITION DES JUIFS** (NF. 4 ») (épuisé). — N° 25 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.** — N° 26 : **SUR L'ITALIE MUSSOLINIENNE** (NF. 4 »). — N° 27 : **Logistique et stratégie de l'alliance anglo-américaine (1939-mars 1943). Les « Mémoires » du général de Gaulle.** — N° 28 : **Le Vatican pendant la guerre. Le camp des Aspirants (I). Sur un livre de M. Benoist-Méchin.** — N° 29 : **Tito et Mihaïlovitch. L'arrestation du 2e Bureau. Le camp des Aspirants (II).** — N° 30 : **SUR LA RÉSISTANCE EN ZONE NORD** (NF. 4 ») (épuisé). — N° 31 : **SUR LA BELGIQUE PENDANT LA GUERRE.** — N° 32 : **Les « Mains libres » à l'Est. La bataille de Sedan. Le Japon pendant la guerre.** — N° 33 : **Les origines de la ligne Maginot. Prologue de Mers-el-Kébir. Reconnaissance du C.F.L.N.** — N° 34 : **Roosevelt, Churchill, Staline. La guerre de libération yougoslave. Sur la diplomatie mussolinienne.** — N° 35 : **SUR LA RÉSISTANCE FRANÇAISE.** — N° 36 : **L'OPPOSITION ALLEMANDE A HITLER.** — N° 37 : **SUR LA CAPTIVITÉ DE GUERRE.** — N° 38 : **L'offensive de Sedan : rapports franco-belges. La guerre italo-grecque. La guerre de libération nationale en Yougoslavie (III).** — N° 39 : **La guerre sur mer à l'Ouest. La marine italienne. Sur la Résistance française.** — N° 40 : **OCCUPATION ALLEMANDE EN POLOGNE.** — *En préparation :* **L'U.R.S.S. dans la guerre.**

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 : **ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE** : NF. 1,50. — N° 4 : **ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION** : NF. 2 ». En vente à l'Imprimerie Nationale, 39 rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées (Chèques postaux : PARIS 9060-06).

Collection

« ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »

La Guerre — L'Occupation — La Déportation — La Libération

Henri MICHEL et Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH. — **LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE.** *Documents clandestins (1940-1944).* Préfaces de Georges BIDAULT et Lucien FEBVRE ..... NF. 12 »

André TRUCHET. — **L'ARMISTICE DE 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD.** Préface de Louis MARIN ..... NF. 12 »

Michel BORWICZ. — **ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE (1939-1945).** *Étude sociologique.* Préface de René CASSIN ..... NF. 8 »

Marie GRANET et Henri MICHEL. — **« COMBAT ».** *Histoire d'un Mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943* NF. 10 »

Marie GRANET. — **« DÉFENSE DE LA FRANCE ».** *Histoire d'un Mouvement de Résistance (1940-1944)* ..... NF. 12 »

Général Gaston SCHMITT. — **LES ACCORDS SECRETS FRANCO-BRITANNIQUES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1940.** *Histoire ou Mystification* ..... NF. 7 »

Jean VIDALENC. — **L'EXODE DE MAI-JUIN 1940.** Préface de Daniel MAYER..... NF. 16 »

René HOSTACHE. — **LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE.** *Les institutions de la clandestinité* ..... NF. 16 »

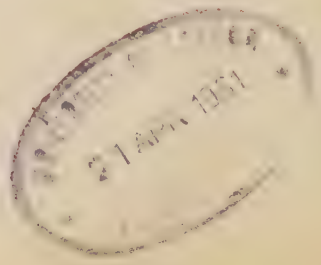
Henri MICHEL et divers auteurs. — **LA FRANCE SOUS L'OCCUPATION.** Préface de Daniel MAYER ..... NF. 8 »

Marcel BAUDOT. — **L'OPINION PUBLIQUE SOUS L'OCCUPATION.** Préface d'Henri BOURDEAU DE FONTENAY ..... NF. 12 »

Arthur CALMETTE. — **L'O.C.M.** *Histoire d'un mouvement de résistance (1940-1946)* ..... (sous presse)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, boulevard Saint-Germain, PARIS (6e)

1961. — Imp. des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
IMPRIMÉ EN FRANCE



1976 111
1983 1